Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1er octobre 1996 au 21 avril 1997

10e législature

Session ordinaire de 1996-1997

H

Michel HABIG

Haut-Rhin (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5932)

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Procédure des questions :

Patrimoine : restauration et animation du patrimoine monumental (p. 6415)

Jean-Yves HABY

Hauts-de-Seine (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 30 octobre 1996] (p. 15877)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3021 interdisant la publicité payante dans les journaux municipaux [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Enseignement primaire : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles (p. 6981)

Enseignement secondaire : aide au travail personnel : études dirigées (p. 6980)

Georges HAGE

Nord (16ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 février 1997] (p. 2821)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3114 sur la proposition de la Commission en vue d'un règlement du Conseil relatif au renforcement de la surveillance et de la coordination des situations budgétaires et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil visant à accélérer et clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (E 719) [12 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3313 relative à la délégation aux greffiers des attributions dévolues par la loi aux greffiers en chef [23 janvier 1997]

Proposition de loi n° 3367 relative aux droits des couples non mariés [20 février 1997]

Proposition de loi n° 3370 relative à l'autisme [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israelo-arabe, processus de paix, perspectives [23 octobre 1996] (p. 5853)

Automobiles et cycles. Emploi et activité. Perspectives [19 novembre 1996] (p. 7242)

Communautés européennes et Union européenne. Culture. Quotas, réglementation [11 décembre 1996] (p. 8261)

Industrie. Automobiles et cycles et construction aéronautique. Créations d'emplois, perspectives [28 janvier 1997] (p. 447)

Automobiles et cycles. Renault. Emploi et activité [4 mars 1997] (p. 1584)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1239, posée le 10 décembre 1996. Finances publiques. Economie et finances : monnaies et médailles (p. 8219). Appelée le 17 décembre 1996. Emploi et activité, perspectives, Paris, Pessac (p. 8389, 8390)

n° 1258, posée le 14 janvier 1997. Enseignement. Illettrisme (p. 77). Appelée le 14 janvier 1997. Lutte et prévention (p. 6 à 8)

n° 1306, posée le 28 janvier 1997. Postes. Courrier (p. 472, 473). Appelée le 4 février 1997. Acheminement et distribution, coût, aides de l'Etat, presse (p. 708 à 710)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souhaite une suspension de séance pour que les députés puissent participer à la manifestation de l'Arc de Triomphe [19 mars 1997] (p. 2086)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2968 modifiant le règlement de l'Assemblée nationale

Vote contre du groupe communiste (p. 5110)

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5133)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5133)

Justice : juridictions des libertés (p. 5135)

Justice : moyens (p. 5135)

Justice : surveillance électronique (p. 5134)

Lois : loi n° 93-1013 du 24 août 1993 modifiant la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5134)

Lois : loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5134)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5134)

Procédure pénale : ordre public (p. 5134)

Procédure pénale : secret de l'instruction (p. 5134)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Soutient l'amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (principes généraux en matière pénale) : rejeté (p. 5199)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Jacques Brunhes (institution d'une chambre d'examen des mises en détention provisoire) : rejeté (p. 5201)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Jacques Brunhes (régime de la garde à vue) : rejeté (p. 5207)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Jacques Brunhes (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) : rejeté (p. 5211)

Soutient l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (généralisation de l'enquête de personnalité pour les inculpés de moins de vingt-cinq ans) : rejeté (p. 5211)

Article 2 (durée raisonnable de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 33 de M. Jacques Brunhes (suppression du critère de la gravité des faits

reprochés à la personne mise en examen) : rejeté (p. 5230)

Article 3 (prolongation de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (délai maximal de deux mois reconductible une fois) : rejeté (p. 5233)

Article 4 (prolongation de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Jacques Brunhes (durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) : rejeté (p. 5234)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Soutient l'amendement n° 43 rectifié de M. Jacques Brunhes (prise en compte du préjudice effectivement subi par une commission près la Cour d'appel) : rejeté (p. 5241)

Article 8 ter (placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté (p. 5249)

Article 8 quater (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 quinquies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 sexies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 41 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 septies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 bis précédemment réservé (mention du placement sous surveillance électronique dans l'intitulé de la section du code de procédure pénale relative au contrôle judiciaire et à la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 37 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté (p. 5251)

Article 6 précédemment réservé (motivation du maintien en détention provisoire après renvoi devant le tribunal correctionnel)

Soutient l'amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : retiré (p. 5251)

Après l'article 8 octies

Soutient l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (condamnation à un travail d'intérêt général) : rejeté (p. 5255)

Ses explications de vote (p. 5256)

Abstention du groupe communiste (p. 5256)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7342)

Son intervention (p. 7344)

Thème :

Procédure pénale : réforme d'ensemble (p. 7344)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8606)

Son intervention (p. 8608)

Thèmes :

Magistrats : juge d'instruction : attributions en matière de terrorisme (p. 8608)

Procédure pénale : détention provisoire (p. 8608, 8609)

Vote contre du groupe communiste (p. 8608)

Projet de loi n° 2596 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des Communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des Communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 1996] (p. 5303)

Son intervention (p. 5308)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : transposition de directives (p. 5307)

Propriété intellectuelle : droit d'auteur : localisation (p. 5308)

Propriété intellectuelle : droit d'auteur : radiodiffusion des œuvres par satellite et transmission par câble (p. 5308)

Discussion des articles [10 octobre 1996] (p. 5312)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (procédures de répartition effectuées par les sociétés civiles - délais de prescription) (p. 5318)

Après l'article 13

Son amendement n° 39 (régime des contrats entre artistes-interprètes et producteurs d'œuvres audiovisuelles) : rejeté (p. 5321)

Abstention du groupe communiste (p. 5309, 5325)

Proposition de résolution n° 2935 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E 587)

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1996] (p. 5329)

Son intervention (p. 5332)

Thèmes :

Biotechnologie : compétitivité de l'Europe face aux États-Unis et au Japon (p. 5333)

Éthique : gratuité des dons (p. 5332)

Éthique : non patrimonialité du corps et des produits humains (p. 5332)

Éthique : non-brevetabilité des gènes humains (p. 5332)

Recherche : diminution des crédits (p. 5333)

Vote pour du groupe communiste (p. 5333)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6182)

Thèmes :

Hôpitaux et cliniques : capacités, fonctionnement (p. 6182, 6183)

Santé publique : accès aux soins (p. 6182)

Sécurité sociale : déficit (p. 6182)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Son intervention (p. 6367)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel : éthique : "codification des scènes de violence" : signalétique mise en place par le CSA (p. 6368)

Audiovisuel : secteur public : dotation budgétaire (p. 6367)

Audiovisuel : secteur public : mise en place à la tête des chaînes de directions soumises au Gouvernement : impartialité des journalistes (p. 6367)

Communautés européennes et Union européenne : fonds de garantie pour la production cinématographique et audiovisuelle (p. 6367)

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen : rapport Tongue sur les télévisions publiques (p. 6367)

Presse : aides à la presse écrite : taxe sur la publicité audiovisuelle (p. 6368)

Presse : journalistes : suppression de l'abattement fiscal supplémentaire de 30 % (p. 6368)

Presse : regroupement et recapitalisation (p. 6369)

Radiodiffusion : Radio France (p. 6367)

Télévision : France Télévision : augmentation des ressources publicitaires (p. 6368)

Télévision : Société française de production (SFP) : privatisation (p. 6367)

Télévision : TF 1 et M 6 : augmentation des recettes publicitaires (p. 6368)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Son intervention (p. 6761)

Thèmes avant la procédure des questions :

Comptes spéciaux du Trésor : Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA) (p. 6761)

Comptes spéciaux du Trésor : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 6761)

Ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 6761)

Ministère de la jeunesse et des sports : établissements publics (p. 6761)

Sports : lutte contre le dopage (p. 6761)

Sports : Stade de France à Saint-Denis : Coupe du monde de football de 1998 (p. 6761)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Son intervention (p. 6847)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : crédits du ministère (p. 6848)

Affaires étrangères : Afrique (p. 6848)

Affaires étrangères : Moyen Orient : processus de paix (p. 6848)

Commerce extérieur : embargos économiques (p. 6848)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 6848)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son intervention (p. 7258)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7642)

Thèmes :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 7643)

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 7643)

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7643)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7642, 7643)

Communautés européennes et Union européenne : pacte de stabilité et critères de convergence (p. 7642, 7643)

Défense : défense européenne (p. 7643)

Proposition de loi n° 1924 tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7959)

Son intervention (p. 7961)

Thèmes :

Associations (p. 7961, 7962)

Handicapés : autisme : circulaire du 27 avril 1995 : plans d'action régionaux (p. 7962)

Handicapés : autisme : prise en charge ; financement (p. 7961, 7962)

Handicapés : autisme : rapport au Parlement (p. 7962)

Handicapés : autisme : traitement (p. 7961, 7962)

Institutions sociales et médico-sociales (p. 7961)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7966)

Article 1er (contenu du schéma départemental)

Son amendement n° 2 corrigé (suppression de l'adverbe "notamment") : rejeté (p. 7966)

Son amendement n° 1 corrigé (caractère obligatoire de la collaboration entre l'État, les collectivités locales et les organismes concernés) : rejeté (p. 7967)

Article 2 (prise en charge de l'autisme et reconnaissance de ses conséquences comme handicap)

Son amendement n° 4 corrigé (définition de l'autisme) : rejeté (p. 7968)

Son amendement n° 3 (définition de la prise en charge) : rejeté (p. 7969)

Son amendement n° 5 (suppression de la référence aux moyens disponibles) : rejeté (p. 7969)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Durieux (mise en place d'un plan régional d'action) (p. 7969)

Son amendement n° 6 (création d'une unité de recherche pluridisciplinaire) : rejeté (p. 7970)

Ses explications de vote (p. 7970)

Abstention du groupe communiste (p. 7970, 7971)

Proposition de loi n° 3112 relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1996] (p. 8009)

Son intervention (p. 8016)

Thèmes :

Finances publiques : déficits d'exploitation du Grand Stade (p. 8017)

Parlement : proposition de loi de validation du contrat de concession (p. 8016)

Sports : Stade de France : contrat de concession à Consortium Grand Stade SA du 29 avril 1995 et cahier des charges annexé (p. 8016, 8017)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1996] (p. 8689)

Son intervention (p. 8691)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : armée républicaine espagnole (p. 8692)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 8691, 8692)

Emploi : chômage (p. 8691)

Politique économique : croissance (p. 8691)

Politique économique : généralités (p. 8691)

Vote contre du groupe communiste (p. 8691)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8711)

Son intervention (p. 8715)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 8715)

Impôt sur les sociétés : entreprises exonérées : conditions et mode de calcul (p. 8715)

Ordre public : terrorisme (p. 8715)

Secteur public : entreprises de services publics (p. 8715)

Projet de loi n° 3152 complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 33)

Son intervention (p. 37)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations de services par la France (p. 37)

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 37)

Communautés européennes et Union européenne : directives communautaires régissant les obligations de publicité et de mise en concurrence des marchés publics (p. 37)

Eau : Lyonnaise des eaux et Générale des eaux (p. 37)

Politique économique et sociale : libéralisme économique (p. 37)

Politique économique et sociale : mondialisation (p. 38)

Politique économique et sociale : privatisations (p. 37)

Poste et télécommunications : ouverture à la concurrence (p. 37)

Vote contre du groupe communiste (p. 38)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 44)

Son intervention (p. 60)

Thèmes :

Entreprises : cotisations sociales : exonération (p. 61)

Épargne : plan d'épargne retraite (p. 61)

Épargne : plan d'épargne retraite : gestion (p. 61)

Impôts et taxes : déductions fiscales (p. 61)

Politique économique et sociale (p. 60)

Retraites : généralités : pertes de cotisations (p. 61)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 60, 61)

Salaires (p. 61)

Sécurité sociale (p. 60)

Syndicats (p. 61)

Discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 89)

Article 1er (adhésion aux plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 89)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Maxime Gremetz (de suppression) : rejeté (p. 90)

Article 1er bis (accès des citoyens français établis hors de France aux plans d'épargne retraite)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Maxime Gremetz (de suppression) : rejeté (p. 95)

Vote contre du groupe communiste (p. 61)

Proposition de loi n° 2814 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1185)

Son intervention (p. 1188)

Thèmes :

Architecture : architectes des Bâtiments de France (p. 1188)

Architecture : procédure d'appel des décisions des architectes des Bâtiments de France : commission régionale du patrimoine et des sites (p. 1189)

Associations : représentation au sein des commissions régionales du patrimoine et des sites (p. 1188)

Ministères et secrétariats d'État : crédits (p. 1189)

Abstention du groupe communiste (p. 1189)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1196)

Son intervention (p. 1199)

Thèmes :

Formation professionnelle et promotion sociale : pérennisation du dispositif d'apprentissage dans le secteur public (p. 1200)

Formation professionnelle et promotion sociale : rémunération des apprentis (p. 1200)

Formation professionnelle et promotion sociale : renouvellement des contrats d'apprentissage dans le secteur public (p. 1200)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 1199)

Lois : loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires (p. 1199)

Travail : précarisation des emplois dans la fonction publique (p. 1199)

Ses explications de vote (p. 1218)

Vote contre du groupe communiste (p. 1218)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1233)

Son intervention (p. 1244)

Thèmes :

Droit pénal : droit d'entrée des officiers de police judiciaire sur les lieux de travail (p. 1244)

Marchés publics (p. 1244)

Ministère du travail et des affaires sociales : inspection du travail (p. 1244)

Travail clandestin : contrôle (p. 1244)

Travail clandestin : solidarité du donneur d'ordres (p. 1244)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Son intervention (p. 1466)

Projet de loi n° 3057 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1703)

Son intervention (p. 1705)

Thèmes :

Affaires étrangères : Afrique du sud : "réconciliation nationale" et État de droit (p. 1705)

Commerce extérieur : garantie accordée par le Gouvernement français aux investissements : volume des échanges (p. 1705)

Entreprises : entreprises françaises : traitement équitable et sécurité des investissements (p. 1705)

Projet de loi n° 3007 autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1709)

Son intervention (p. 1713)

Thèmes :

Agriculture : cultures vivrières, indépendance alimentaire (p. 1713, 1714)

Coopération et développement (p. 1713)

Environnement : Conférence des Nations unies sur l'environnement : Rio de Janeiro en 1992 et convention du 26 décembre 1996 (p. 1714)

Environnement : déforestation, désertification (p. 1713)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1874)

Son intervention (p. 1880)

Thèmes :

Responsabilité civile : régime de la réparation (p. 1880)

Vie, médecine et biologie : produits du corps humain (p. 1881)

Discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1914)

Article 12 (causes d'exonération)

Son amendement n° 6 (protections accordées aux consommateurs) : rejeté (p. 1916)

Ses explications de vote (p. 1920)

Vote contre du groupe communiste (p. 1920)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2004)

Thèmes :

Audiovisuel : secteur privé : concentration des groupes de communication (p. 2005)

Audiovisuel : secteur public : regroupement des chaînes publiques (p. 2005)

Audiovisuel : secteur public : ressources : dotations budgétaires (p. 2005)

Audiovisuel : secteur public : ressources : redevance (p. 2006)

Communautés européennes et Union européenne : "télévision sans frontières" : renégociation (p. 2005)

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : extension des compétences (p. 2006)

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2006)

Télévision : bouquets numériques et analogiques : dispositif anti-concentration (p. 2006)

Télévision : France Télévision : holding de France 2 et France 3 (p. 2006)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2006)

Télévision : Société française de production (SFP) (p. 2005)

Télévision : TF 1 (p. 2005)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 1er (pouvoir de recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Son amendement n° 96 (de suppression) : rejeté (p. 2070)

Article 4 (mission du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière d'éthique des programmes)

Son amendement n° 159 (suppression et remplacement de la référence aux valeurs de la famille) : rejeté (p. 2076)

Son amendement n° 154 (suppression de la référence aux valeurs de la famille) : rejeté (p. 2077)

Son amendement n° 97 (suppression de la signalétique des émissions transmises) : rejeté (p. 2078)

Après l'article 4

Son amendement n° 99 (extension du dispositif aux services de communication audiovisuelle diffusant sur le territoire français) : rejeté (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (retransmission des grandes manifestations sportives) (p. 2081)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Didier Mathus (fixation par décret de la liste des émissions sportives ne pouvant être cryptées) (p. 2081)

Après l'article 5 bis

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 mars 1997] (p. 2086)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Son amendement n° 100 (droit de cryptage des émissions) : rejeté (p. 2090)

Article 7 bis (procédure de reconduction des autorisations d'usage de fréquences pour un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 160 (distinction entre les radios associatives et les radios commerciales) : rejeté (p. 2099)

Son amendement n° 103 (de précision) : rejeté (p. 2099)

Article 7 ter (procédure de reconduction des autorisations d'usage de fréquences pour un service de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 102 (possibilité de reconduction hors appel à candidature) : rejeté (p. 2100)

Après l'article 7 ter

Son amendement n° 101 (modalités de reconduction) : rejeté (p. 2100)

Article 7 quater (procédure d'autorisation d'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 162 (radios associatives) : rejeté (p. 2102)

Son amendement n° 163 (élection des membres de la commission) : rejeté (p. 2105)

Article 8 (régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusé par satellite)

Son amendement n° 104 (réduction à deux ans de la durée du conventionnement) : rejeté (p. 2110)

Son amendement n° 105 (protection de la production d'œuvres originales françaises) : rejeté (p. 2111)

Article 9 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision distribués par le câble)

Son amendement n° 106 corrigé (de coordination) : retiré (p. 2113)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Son amendement n° 107 (plafonnement au tiers de l'offre) : rejeté (p. 2125)

Son amendement n° 108 (attribution de 50 % de l'offre de services aux sociétés publiques de l'audiovisuel françaises ou européennes) : rejeté (p. 2126)

Son amendement n° 109 (seuil de 50 % pour la diffusion d'œuvres originaires de l'Union européenne et d'expression française) : rejeté (p. 2138)

Son amendement n° 110 (constitution d'un bouquet de programmes satellitaires publics) : rejeté (p. 2138)

Article 12 (conditions d'exploitation des systèmes d'accès sous condition)

Son amendement n° 112 (moyens techniques d'accès du CSA) : rejeté (p. 2139)

Son amendement n° 111 (gestion des décodeurs par TDF) : rejeté (p. 2139)

Article 15 ter (création d'une société holding dont France 2 et France 3 seront les filiales)

Son intervention (p. 2144)

Son amendement n° 113 (de suppression) : rejeté (p. 2144)

Article 16 (fusion de La Cinquième avec la Sept/Arte)

Son intervention (p. 2145)

Son amendement n° 114 (de suppression) : rejeté (p. 2146)

Son amendement n° 116 (cahiers des charges de la société) : rejeté (p. 2146)

Son amendement n° 117 (détention de la totalité du capital par des personnes publiques) : rejeté (p. 2146)

Son amendement n° 115 (coopération avec le Centre national de la documentation pédagogique) : devenu sans objet (p. 2147)

Son amendement n° 118 (détention de la totalité du capital par des personnes publiques) : rejeté (p. 2149)

Son amendement n° 119 (création d'un comité culturel consultatif) : rejeté (p. 2151)

Article 17 (composition du capital et des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes et de la holding "France Télévision")

Son intervention (p. 2182)

Son amendement n° 122 (de suppression) : rejeté (p. 2183)

Après l'article 26

Son amendement n° 126 : non soutenu (p. 2194)

Projet de loi n° 2973 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2160)

Son intervention (p. 2162)

Thèmes :

Affaires étrangères : Maroc : situation politique et économique (p. 2162, 2163)

Commerce extérieur : mondialisation des échanges (p. 2162)

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec le Maroc (p. 2162)

Entreprises : entreprises françaises : investissements au Maroc, sécurité des investissements (p. 2162)

Proposition de loi n° 3050 consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2265)

Son intervention (p. 2267)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 2267)

Système pénitentiaire : bracelet électronique (p. 2267)

Gérard HAMEL

Eure-et-Loir (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14777)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville [J.O. du 16 octobre 1996] (p. 15133)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones franches. Politique et réglementation [13 novembre 1996] (p. 6876)

DÉBATS

Proposition de loi n° 141 tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1858)

Son intervention (p. 1862)

Thèmes :

Créances et privilèges : protection des débiteurs (p. 1862, 1863)

Créances et privilèges : surendettement (p. 1862)

Justice : pouvoirs du juge (p. 1862)

Michel HANNOUN

Isère (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 36 : Travail et affaires sociales (travail et emploi) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement et habitat. Politique du logement. Personnes sans domicile fixe, plan d'urgence, perspectives [6 novembre 1996] (p. 6566)

Industrie. Pechiney. Emploi et activité [5 mars 1997] (p. 1669)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 353 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Arthur Dehaine (assujettissement à la TVA des ventes d'immeubles de bureaux) : rejeté (p. 5656)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Raymond Lamontagne

François d'HARCOURT

Calvados (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : organisation commune du marché du lait (p. 5952)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : TVA applicable aux réhabilitations (p. 6692)

Logement social : parc (p. 6692)

Joël HART

Somme (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3441 visant à transférer du préfet au maire ou au président du groupement de communes la compétence d'attribution du RMI et à instaurer l'obligation pour les allocataires du RMI d'exercer des activités d'utilité publique mises en place par les communes ou les groupements de communes [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Programmes. Instruction civique [2 octobre 1996] (p. 5055)

Pierre HELLIER

Sarthe (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 28 février 1997] (p. 3284)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Hôtellerie et restauration. Politique et réglementation. Perspectives [5 février 1997] (p. 824)

Professions médicales. Médecins. Cabinets, informatisation, concurrence, respect [26 février 1997] (p. 1419)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1422, posée le 11 mars 1997. Impôt sur le revenu. Politique fiscale (p. 1843). Appelée le 18 mars 1997. Investissements immobiliers locatifs neufs, associés de SCI, réduction d'impôt (p. 1948, 1949)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 8 (maintien des conditions d'exonération et d'allègement des impôts locaux pour les ménages)

Soutient l'amendement n° 258 corrigé de M. Olivier Darrason (relèvement du plafond ouvrant droit à un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) : rejeté au scrutin public (p. 5589)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6236)

Pierre HÉRIAUD

Loire-Atlantique (9ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Voile. Vendée Globe Challenge, sécurité, réglementation [21 janvier 1997] (p. 245)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement)

Son amendement n° 369 ("familialisation" de la décote) : rejeté (p. 5478)

Article 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres)

Son amendement n° 376 (inscription des sommes récupérées grâce à la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés dans un compte de réserve réglementée) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5603)

Son amendement n° 257 (acquittement préalable du précompte en cas de distribution de tout ou partie des réserves issues de la réduction de l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 5604)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Soutient l'amendement n° 285 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour les étudiants) : rejeté (p. 7145)

Soutient l'amendement n° 426 de M. Étienne Pinte (suppression de la réduction d'impôt liée au relèvement des limites d'âge d'ouverture du droit à prestations familiales prévu par la loi du 25 juillet 1994) : rejeté (p. 7145)

Guy HERMIER

Bouches-du-Rhône (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. SNCM. Emploi et activité [18 février 1997] (p. 1054)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Son intervention (p. 6399)

Son interruption (p. 6413)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel public : Société française de production : privatisation (p. 6400)

Cinéma : aides publiques (p. 6400)

Communes : Avignon : festival (p. 6400)

Communes : Chateauvallon : Théâtre national de la danse (p. 6401)

Communes : Marseille : pôle culturel de la Belle-de-Mai (p. 6400)

Enseignement artistique : école d'architecture : transfert de la tutelle au ministère de la culture (p. 6400)

Grands travaux : achèvement : étalement des programmes (p. 6400)

Grands travaux : Bibliothèque nationale de France (p. 6400)

Grands travaux : Le Grand Louvre (p. 6400)

Grands travaux : Le Grand Palais (p. 6400)

Livres et lecture : bibliothèques municipales : transfert des charges au ministère de la culture (p. 6400)

Ministère de la culture : budget (p. 6399)

Partis politiques : mairies dirigées par un membre du Front national (p. 6401, 6413)

Patrimoine : conservation : baisse des crédits (p. 6400)

Théâtre : soutien et reproduction audiovisuelle (p. 6400)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6937)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : aides sociales : fonds social collégien (p. 6938)

Enseignants : heures supplémentaires (p. 6938)

Enseignants : maîtres auxiliaires (p. 6938)

Enseignement primaire : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles (p. 6938)

Enseignement primaire : zones rurales (p. 6938)

Enseignement privé (p. 6938)

Enseignement technique et professionnel : IUT et BTS (p. 6938)

Familles : aides : allocation de rentrée scolaire (p. 6937)

Langues vivantes (p. 6937)

Lois : loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du "nouveau contrat pour l'école" (p. 6938)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : budget (p. 6937)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : effectifs (p. 6937)

Santé publique : médecine préventive et scolaire (p. 6938)

Zones d'éducation prioritaire (p. 6938)

Patrick HERR

Seine-Maritime (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Air. Loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996, application, gratuité des transports [22 janvier 1997] (p. 331)

Claude HOARAU

La Réunion (2ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM-TOM. La Réunion : logement. Logement social, financement [2 octobre 1996] (p. 5062)

DOM-TOM. La Réunion : institutions. Conseil régional, fonctionnement, réglementation [5 février 1997] (p. 824)

DOM-TOM. La Réunion : fonctionnaires et agents publics. Rémunérations, perspectives [25 mars 1997] (p. 2234)

DOM-TOM. La Réunion : élections et référendums. Élections cantonales, découpage des cantons, projet de décret [16 avril 1997] (p. 2544)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6023)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : FIDOM (p. 6024)

DOM-TOM : crédits (p. 6024)

DOM-TOM : La Réunion (p. 6024)

Enseignement (p. 6025)

Politique économique et sociale (p. 6024, 6025)

Union européenne et communautés européennes : intégration : politiques structurelles (p. 6025)

Procédure des questions :

Emploi : crédits du FIDOM (p. 6042)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

DOM-TOM : La Réunion : enseignement : création de postes (p. 6970)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

DOM-TOM : La Réunion : artisans du bâtiment et des travaux publics (p. 7044)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son intervention (p. 2584)

Patrick HOGUET

Eure-et-Loir (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3080 modifiant l'alinéa 2 de l'article L. 46-1 du chapitre IV - titre II du code électoral concernant les conditions dans lesquelles doivent cesser les incompatibilités dues au cumul de mandats [29 octobre 1996]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'association collective des Parlements nationaux à la construction européenne, et sur la XV ème Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Dublin les 15 et 16 octobre 1996 [12 novembre 1996] (n° 3113)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 février au 6 mars 1997 (n^os E 785 à E 795 et E 799) [12 mars 1997] (n° 3418)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : zonages européens (p. 6643)

Villes : emplois de ville : généralités (p. 6643)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Procédure des questions :

Politique économique : Organisation mondiale du commerce (p. 7091, 7092)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7665)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7665)

Drogue (p. 7665)

Étrangers : immigration légale, intégration (p. 7665)

Ordre public : terrorisme (p. 7665)

Proposition de résolution n° 2991 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants (COM (96) 324 final/ n° E 676)

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1996] (p. 7808)

Son intervention (p. 7810)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7810)

Commerce extérieur : importation de bovins vivants : droits de douane (p. 7810, 7811)

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 7810)

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune du marché de la viande bovine (p. 7810)

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement du Conseil : taux applicable aux importations de bovins vivants (p. 7811)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1874)

Son intervention (p. 1882)

Thème :

Communautés européennes et Union européenne : transposition d'une directive (p. 1882)

Henri HOUDOUIN

Mayenne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3135 faisant bénéficier d'une retraite à jouissance immédiate dès l'âge de 55 ans, tous les agents ayant effectué 15 années de service dans un centre de tri [14 novembre 1996]

Philippe HOUILLON

Val-d'Oise (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 1er novembre 1996] (p. 16029)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [31 octobre 1996] (n° 3096)

Proposition de résolution n° 3098 tendant à créer une commission d'enquête sur les activités passées de Charles Hernu, ancien ministre de la défense, et le cas échéant de toute autre personnalité française qui serait révélée à cette occasion, ainsi que sur leurs conséquences, au regard des affirmations selon lesquelles il aurait été au moins à une certaine époque un agent des pays de l'Est [31 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture (n° 3099), relatif à la détention provisoire [13 novembre 1996] (n° 3116)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en nouvelle lecture (n° 3231), relatif à la détention provisoire et aux perquisitions de nuit en matière de terrorisme [17 décembre 1996] (n° 3240)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5112)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5112, 5113)

Justice : juge d'instruction : condition d'ancienneté (p. 5113)

Justice : moyens (p. 5113)

Justice : surveillance électronique (p. 5113)

Procédure pénale : chambre d'accusation : saisine directe (p. 5113)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5113)

Procédure pénale : instruction : limitation de la durée (p. 5113)

Procédure pénale : ordre public (p. 5112)

Procédure pénale : Rapport Rassat (p. 5112)

Procédure pénale : référé liberté (p. 5113)

Traités et conventions : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5113)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (principes généraux en matière pénale) (p. 5199)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Chevènement (institution d'une chambre des libertés) (p. 5201)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jacques Brunhes (institution d'une chambre d'examen des mises en détention provisoire) (p. 5201)

Soutient l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) : rejeté (p. 5201)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Brunhes (régime de la garde à vue) (p. 5207)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Brunhes (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Chevènement (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 100 corrigé de Mme Ségolène Royal (intervention de l'avocat à l'issue de la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (généralisation de l'enquête de personnalité pour les inculptés de moins de vingt-cinq ans) (p. 5211)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (réquisitions écrites et motivées du ministère public tendant au placement ou au maintien en détention provisoire) : adopté (p. 5212)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) : adopté après modifications (p. 5217)

Article 1er A (référence à la peine encourue pour le placement ou le maintien en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5218)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (limitation du recours à la détention provisoire pour les infractions passibles de peines d'emprisonnement supérieures à trois ans) (p. 5218)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Jacques Weber (principe de la présomption d'innocence ; caractère exceptionnel de la détention provisoire) (p. 5220)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression du critère du trouble à l'ordre public pour le placement en détention provisoire) (p. 5220)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (restriction du critère du trouble à l'ordre public aux troubles exceptionnels et persistants) : adopté (p. 5220)

Article 2 (durée raisonnable de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 5221)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Chevènement (limitation de la durée de la détention provisoire à un an) (p. 5230)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jacques Brunhes (suppression du critère de la gravité des faits reprochés à la personne mise en examen) (p. 5230)

Son amendement n° 113 (remise en liberté en cas de dépassement du délai raisonnable) : adopté (p. 5231)

Article 2 bis (motivation de l'ordonnance de placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (motivation spéciale de l'ordonnance de placement en détention provisoire) : adopté (p. 5231)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Jacques Weber (obligation de motivation à partir des éléments du dossier trouvés dans l'espèce) (p. 5231)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jacques Floch (publicité du débat préalable à la décision de mise en détention provisoire devant le juge d'instruction) (p. 5232)

Soutient l'amendement n° 9 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 5232)

Article 3 (prolongation de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (délai maximal de deux mois reconductible une fois) (p. 5233)

Intervient sur l'amendement n° 97 de Mme Frédérique Bredin (limitation de la durée maximale à trois mois et régime du renouvellement de la mise en détention provisoire) (p. 5233)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jacques Floch (limitation à six mois de la durée de la détention provisoire) (p. 5233)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (conditions du renouvellement de la mesure de placement en détention provisoire) : adopté (p. 5234)

Article 4 (prolongation de la détention provisoire en matière criminelle)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Brunhes (durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 5234)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Frédérique Bredin (durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 5235)

Article 5 (motivation de la prolongation de la détention provisoire au-delà d'un an)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de précision) : adopté (p. 5236)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (obligation de motivation de l'ordonnance prolongeant la détention provisoire en fonction de l'espèce) : adopté (p. 5236)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5237)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Marsaud (indemnisation des mises en examen abusives) (p. 5242)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (durée maximale de l'instruction) (p. 5246)

Intervient sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (appel des ordonnances du juge d'instruction tendant à la poursuite de l'information) (p. 5246)

Article 7 (référé - liberté)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (compétence du président de la chambre d'accusation) : adopté (p. 5247)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Alain Marsaud (contrôle judiciaire assorti du versement d'une caution) (p. 5247)

Article 8 ter (placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5249)

Article 8 quater (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 quinquies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 sexies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 septies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5250)

Article 8 bis précédemment réservé (mention du placement sous surveillance électronique dans l'intitulé de la section du code de procédure pénale relative au contrôle judiciaire et à la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5251)

Article 6 précédemment réservé (motivation du maintien en détention provisoire après renvoi devant le tribunal correctionnel)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5251)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5251)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 5251)

Après l'article 8 septies

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (contrôle des cabinets d'instruction par le président de la chambre d'accusation) : adopté (p. 5252)

Article 8 octies (saisine de la chambre d'accusation pour défaut d'actes d'instructions)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (dessaisissement automatique du juge d'instruction) : adopté (p. 5253)

Après l'article 8 octies

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Chevènement (sanction du défaut ou de l'insuffisance de motivation par la mise en liberté d'office) (p. 5253)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (obligation d'incarcérer les prévenus dans des cellules individuelles) : rejeté (p. 5254)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (condamnation à un travail d'intérêt général) (p. 5255)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (mention du placement sous surveillance électronique dans la loi de programme relative à la justice) : adopté (p. 5255)

Article 9 (application de la loi outre-mer)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (application immédiate à Mayotte et dans les TOM) : adopté (p. 5255)

Article 10 (date d'entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (entrée en vigueur le 1er janvier 1997) : adopté (p. 5256)

Intervient sur l'amendement n° 108 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur des dispositions limitant la durée totale de la détention provisoire) (p. 5256)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7342)

Son intervention (p. 7343)

Thème :

Parlement : urgence : commission mixte paritaire et question préalable (p. 7343)

Discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7347)

Article 1er AB (communication des pièces du dossier de procédure par l'avocat)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 7347)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté (p. 7348)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (modalités de communication) : adopté (p. 7348)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (autorisation expresse du juge d'instruction) (p. 7349)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7349)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7349)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 7349)

Après l'article 1er AB

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Floch (institution d'une chambre d'examen des mises en détention provisoire) (p. 7350)

Article 1er A supprimé par l'Assemblée nationale (référence à la peine encourue pour le placement ou le maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Floch (rédactionnel) (p. 7350)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Floch (exclusion de la détention provisoire pour les crimes et délits passibles de trois ans d'emprisonnement) (p. 7351)

Article 2 bis (motivation de l'ordonnance de placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Floch (publicité de la décision du juge d'instruction) (p. 7352)

Article 3 (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière délictuelle)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Frédérique Bredin (réduction de la durée en fonction de l'échelle des peines) (p. 7352)

Article 5 bis (suppression des restrictions posées à l'indemnisation du préjudice résultant d'une détention provisoire injustifiée)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Floch (suppression des restrictions posées à l'indemnisation du préjudice résultant d'une détention provisoire injustifiée) (p. 7353)

Article 5 ter (durée maximale d'un an pour le dépôt de l'ordonnance de placement en détention provisoire par le juge d'instruction)

Intervient sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (de suppression) (p. 7355)

Article 6 (de coordination)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 7356)

Article 7 (référé-liberté)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (obligation pour le président de la chambre d'accusation de recevoir les avocats) : adopté (p. 7356)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Frédérique Bredin (contrôle de la qualification de l'infraction justifiant le placement en détention provisoire) (p. 7356)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1996] (p. 8606)

Son intervention (p. 8608)

Thème :

Conseil constitutionnel : jurisprudence en matière de perquisitions de nuit (p. 8608)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1996] (p. 8611)

Après l'article 8 octies

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) : retiré (p. 8613)

Après l'article 8 nonies

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (régime des perquisitions de nuit en matière de terrorisme) : adopté (p. 8613)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (report au 31 mars 1997) : adopté (p. 8613)

Titre

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (nouveau titre) : adopté (p. 8613)

Pierre-Rémy HOUSSIN

Charente (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6208)

Thème :

Impôts et taxes : taxes sur les alcools (p. 6208, 6209)

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Christine Boutin (exonération de cotisations sociales pour les familles nombreuses employant une aide à domicile) (p. 6314)

Article 24 (relèvement du tarif de consommation sur les alcools)

Son intervention (p. 6326)

Son amendement n° 117 (répartition des droits sur les différents produits alcoolisés) : retiré (p. 6330)

Son amendement n° 167 (répartition des droits sur les différents produits alcoolisés) : retiré (p. 6330)

Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (droits sur la bière) (p. 6331)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Georges Sarre (p. 7557)

Thèmes :

Collectivités territoriales : conseils généraux : présidents : responsabilité d'attribution de la prestation spécifique dépendance (p. 7557)

Démographie : espérance de vie (p. 7558)

Handicapés : commission d'orientation et de reclassement professionnels (COTOREP) (p. 7558)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7557)

Politique de santé : gérontologie (p. 7557)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7557)

Prestation spécifique dépendance : formation des intervenants (p. 7558)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 142) ; [16 janvier 1997] (p. 191)

Son intervention (p. 195)

Thèmes :

Administration : accusé de réception (p. 196)

Administration : décision implicite valant acceptation (p. 195)

Administration : maison des services publics (p. 197)

Administration : médiateur de la République (p. 196)

Administration : réforme de l'État (p. 195)

Collectivités territoriales (p. 196)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 204)

Article 8 (saisine et compétences du médiateur de la République)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (élargissement de la saisine à l'ensemble des maires) (p. 210)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (saisine par les parlementaires, les présidents des conseils régionaux et généraux) (p. 210)

Article 9 (maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 21 de M. Patrick Ollier (disposition transitoire) : retiré (p. 212)

Ses explications de vote (p. 214)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 214)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2399)

Son intervention (p. 2401)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 2401)

Administration : simplification (p. 2401)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 2401)

Robert HUGUENARD

Haute-Garonne (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Carnet de santé. Politique et réglementation [22 octobre 1996] (p. 5767)

Michel HUNAULT

Loire-Atlantique (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 3001) [16 octobre 1996]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 3001) modifiant le code de la propriété intellectuelle, en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce [3 décembre 1996] (n° 3183)

Proposition de loi n° 3440 relative à l'exclusion du bénéfice des remises de peine automatiques les auteurs de crimes et délits à caractère sexuel [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communautés européennes et Union européenne. PAC. Bovins, maladies du bétail, vache folle, aides [6 novembre 1996] (p. 6568)

Politique extérieure. Afrique. Perspectives [14 janvier 1997] (p. 26)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1174, posée le 2 octobre 1996. Hôpitaux et cliniques. Équipements (p. 5051). Appelée le 8 octobre 1996. Scanners, installation, perspectives (p. 5151, 5152)

n° 1216, posée le 26 novembre 1996. Voirie. RN 171 (p. 7590). Appelée le 3 décembre 1996. Axe Laval Saint-Nazaire, réhabilitation, perspectives (p. 7828)

n° 1265, posée le 14 janvier 1997. Personnes âgées. Maisons de retraite (p. 78, 79). Appelée le 14 janvier 1997. Sections de cure médicale, capacités d'accueil, financement, Derval (p. 13)

n° 1375, posée le 25 février 1997. Handicapés. Établissements (p. 1377, 1378). Appelée le 4 mars 1997. Institut médico-éducatif de Blain, restructuration, perspectives (p. 1565, 1566)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5141)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5141)

Justice : juge d'instruction : condition d'ancienneté (p. 5141)

Justice : surveillance électronique (p. 5141)

Procédure pénale : ordre public (p. 5141)

Procédure pénale : référé liberté (p. 5141)

Traités et conventions : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5142)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 5 (assujettissement des paris sur les courses de chevaux) : adopté après rectification (p. 6305)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 271 du code rural : élimination des sous-produits d'abattoirs

Son amendement n° 44 : devenu sans objet (p. 7802)

Projet de loi n° 3001 modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8227)

Son intervention (p. 8228)

Thèmes :

Propriété intellectuelle : brevets (p. 8228)

Propriété intellectuelle : protection des recueils et anthologies (p. 8228)

Traités et conventions : cycle de l'Uruguay : protection de la propriété intellectuelle (p. 8228)

I

Jean-Louis IDIART
Haute-Garonne (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1366, posée le 18 février 1997. Enseignement maternel et primaire : personnel. Fonctionnement (p. 1095). Appelée le 25 février 1997. Effectifs de personnel, soutien scolaire, Comminges (p. 1292 à 1294)

n° 1416, posée le 11 mars 1997. Environnement. Politique de l'environnement (p. 1842). Appelée le 18 mars 1997. Ligne électrique transpyrénéenne, tracé (p. 1938, 1939)

n° 1476, posée le 15 avril 1997. Communautés européennes et Union européenne. Question non appelée (p. 2505, 2506)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Fait remarquer que le rapport sur le projet de loi portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" n'a été distribué que le lundi 3 février et demande une suspension de séance [5 février 1997] (p. 828)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6463)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports aériens : aéroports (p. 6463)

Transports aériens : Air France (p. 6464)

Transports aériens : Air Inter : fusion avec Air France (p. 6463)

Transports aériens : Air Liberté (p. 6463)

Transports aériens : ouverture du ciel européen : 1er avril 1997 (p. 6463)

Transports ferroviaires : désendettement : création de l'établissement public "Réseau ferré national" (p. 6463)

Transports ferroviaires : lignes TGV, lignes régionales (p. 6463)

Voirie : réseau routier (p. 6463)

Procédure des questions :

Ministère : crédits du tourisme (p. 6512)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 775)

Thèmes :

Lois : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (p. 775)

SNCF : infrastructures (p. 775)

SNCF : trafic : concurrence ; transport combiné (p. 775)

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Son rappel au règlement (cf. supra) [5 février 1997] (p. 828)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'adaptation du service public du rail) : rejeté (p. 846)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'accessibilité au service public du rail) (p. 852)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance industrielle de la France garantie par le service public du rail) : rejeté (p. 855)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Jean-Jacques Filleul (déontologie au sein du service public du rail) : rejeté (p. 858)

Soutient l'amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Filleul (modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : établissement d'un schéma multimodal des transports) : rejeté (p. 864)

Soutient l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Filleul (modification de la loi précitée : établissement d'un schéma des plates-formes multimodales de transports) : rejeté (p. 864)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 338 de M. Jean-Jacques Filleul (modification du premier alinéa de l'article 18 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs : maintien de l'unicité de la SNCF avec simple séparation comptable entre la gestion de l'infrastructure et l'activité) : rejeté (p. 874)

Soutient l'amendement n° 344 corrigé (unicité de la SNCF avec création d'une filiale) : rejeté (p. 879)

Soutient l'amendement n° 355 de M. Jean-Jacques Filleul (politique intermodale des transports) : rejeté (p. 884)

Soutient l'amendement n° 354 de M. Jean-Jacques Filleul (haut niveau de sécurité ferroviaire) : rejeté (p. 890)

Soutient l'amendement n° 363 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité tarifaire sur l'ensemble du réseau ferré national) : rejeté (p. 894)

Soutient l'amendement n° 372 de M. Jean-Jacques Filleul (maintien sur l'intégralité du réseau ferroviaire national des missions de l'établissement public pour le compte de l'État) : rejeté (p. 897)

Soutient l'amendement n° 374 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les départements concernés) : rejeté (p. 904)

Soutient l'amendement n° 376 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les groupements de communes concernés) : rejeté (p. 906)

Soutient l'amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Filleul (modification du II de l'article 17 de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : établissement du schéma du réseau ferroviaire après avis de l'établissement public chargé de la gestion des infrastructures) : rejeté (p. 915)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Filleul (affirmation du caractère dérogatoire au principe de liberté de la concurrence des entreprises publiques représentées par l'établissement public Réseau ferré de France et la SNCF) : rejeté (p. 923)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Jean-Jacques Filleul (la SNCF définie comme seul maître d'ouvrage des opérations d'investissement) : rejeté (p. 927)

Article 2 (conseil d'administration de Réseau Ferré de France)

Soutient l'amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Filleul (présence des personnels détachés de l'administration ou d'autres établissements publics au sein du Conseil d'administration) : rejeté (p. 932)

Article 3 (règles de gestion de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 256 de M. Jean-Jacques Filleul (gestion unique des infrastructures ferroviaires par la SNCF) : rejeté (p. 937)

Article 4 (transferts d'actifs entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 259 de M. Jean-Jacques Filleul (infrastructures ferroviaires, partie du patrimoine public) : rejeté (p. 944)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives) : rejeté (p. 954)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Claude Gayssot (établissement d'un contrat de plan entre l'État, la SNCF et Réseau ferré de France) (p. 955)

Article 5 (substitution de Réseau ferré de France à certains droits et obligations de la SNCF)

Soutient l'amendement n° 265 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 956)

Article 6 (désendettement de la SNCF)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 958)

Soutient l'amendement n° 270 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport annuel au Parlement) : rejeté (p. 960)

Article 7 (neutralité financière et fiscale des transferts en capital entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 960)

Article 8 (neutralité de la réforme en matière de fiscalité locale)

Soutient l'amendement n° 272 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 961)

Article 9 (modalités d'évaluation et d'inscription comptable des transferts)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 963)

Article 10 (domanialité publique des biens immobiliers de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 293 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 963)

Soutient l'amendement n° 294 de M. Jean-Jacques Filleul (maintien du caractère de domaine public aux biens immobiliers de la SNCF) : retiré (p. 964)

Soutient l'amendement n° 297 de M. Jean-Jacques Filleul (pouvoir de répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public assumé par l'État) : rejeté (p. 965)

Soutient l'amendement n° 300 de M. Jean-Jacques Filleul (autorisation préalable pour la mise à voie unique d'une ligne du réseau) : retiré (p. 965)

Soutient l'amendement n° 302 de M. Jean-Jacques Filleul (avis conforme de la région concernée par un déclassement) : rejeté (p. 966)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des collectivités territoriales concernées par un déclassement) : retiré (p. 967)

Article 12 (ressources de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 307 de M. Jean-Jacques Filleul (limitation de l'utilisation du réseau ferré national moyennant redevance) : rejeté (p. 970)

Soutient l'amendement n° 310 de M. Jean-Jacques Filleul (contribution du chemin de fer à la santé publique) : rejeté (p. 970)

Soutient l'amendement n° 312 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en compte des impératifs de l'utilisation optimale "pour la collectivité" du réseau ferré national dans le calcul des redevances) : rejeté (p. 974)

Soutient l'amendement n° 319 de M. Jean-Jacques Filleul (redevances fixées par une convention entre l'État, Réseau ferré de France et la SNCF) : rejeté (p. 976)

Soutient l'amendement n° 321 de M. Jean-Jacques Filleul (respect de l'égalité tarifaire sur l'ensemble du territoire) : rejeté (p. 977)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 323 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement sur la situation économique, financière et sociale des entreprises françaises de transport routier de marchandises) : rejeté (p. 979)

Article 13 (coordination avec la loi d'orientation des transports intérieurs)

Soutient l'amendement n° 326 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 981)

Soutient l'amendement n° 329 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de respect de l'environnement) : rejeté (p. 987)

Soutient l'amendement n° 331 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de solidarité au regard des inégalités sociales) : rejeté (p. 988)

Soutient l'amendement n° 335 de M. Jean-Jacques Filleul (rémunération de la SNCF par Réseau ferré de France pour l'accomplissement des missions de gestion de l'infrastructure) : rejeté (p. 990)

Soutient l'amendement n° 334 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport annuel au Parlement sur l'évolution des concours financiers de l'État à la SNCF) : rejeté (p. 991)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Claude Gayssot (compensation forfaitaire versée par l'État aux régions au titre du transport ferroviaire assuré par la SNCF) (p. 996)

Soutient l'amendement n° 274 de M. Jean-Jacques Filleul (respect du schéma du réseau ferroviaire prévu au II de l'article 17 de la présente loi) : retiré (p. 996)

Soutient l'amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Filleul (accessibilité de la SNCF à l'ensemble du réseau ferroviaire) : rejeté (p. 998)

Article 15 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 280 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 1001)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la date du 1er janvier 1997 pour l'application de la présente loi) (p. 1003)

Soutient l'amendement n° 283 de M. Jean-Jacques Filleul (exercice par la SNCF, à titre transitoire, pour elle-même des missions de service public et non pour le compte de Réseau ferré de France) : rejeté (p. 1003)

Soutient l'amendement n° 285 de M. Jean-Jacques Filleul (élaboration du schéma du réseau ferroviaire) : rejeté (p. 1004)

Article 16 (rapport d'évaluation au Parlement)

Soutient l'amendement n° 287 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 1007)

Soutient l'amendement n° 289 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard des spécificités des régions concernées) : rejeté (p. 1008)

Soutient l'amendement n° 291 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne la consistance du réseau dans les régions concernées) : rejeté (p. 1009)

Anne-Marie IDRAC

Secrétaire d'État aux transports

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Dominique Paillé. Transports. Transporteurs. Revendications [15 octobre 1996] (p. 5352)

M. Jean-Claude Paix. Transports. Transporteurs. Revendications [29 octobre 1996] (p. 6158)

M. François Rochebloine. Transports. Transporteurs. Emploi et activité [13 novembre 1996] (p. 6877)

M. Marcel Porcher. Transports. Eurotunnel. Tunnel, sécurité [26 novembre 1996] (p. 7542)

M. Daniel Vaillant. Transports. Transporteurs. Revendications [26 novembre 1996] (p. 7543)

M. Jacques Richir. Transports. Eurotunnel. Tunnel, incendie du 18 novembre 1996, bilan [26 novembre 1996] (p. 7545)

M. Louis Pierna. Transports. Transporteurs. Revendications [26 novembre 1996] (p. 7548)

M. Rémy Auchedé. Transports. Transporteurs. Accord-cadre, application [22 janvier 1997] (p. 335)

M. Pierre Lellouche. Transports. Air France Europe. Pilotes, grève, conséquences [25 février 1997] (p. 1316)

M. Pierre Micaux. Sécurité civile. Accidents. Lutte et prévention [25 février 1997] (p. 1320)

M. François-Michel Gonnot. Heure légale. Heure d'été et heure d'hiver. Suppression [12 mars 1997] (p. 1856)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Défense. Armement : Pinguely-Haulotte. Dettes de l'État, remboursement, délais, l'Horme [21 janvier 1997] (p. 234 à 236)

M. Raymond Couderc. Transports. TGV. Ligne Montpellier Perpignan, tracé [21 janvier 1997] (p. 233, 234)

M. Gilbert Biessy. Aménagement du territoire. Équipement : services extérieurs. Fonctionnement, effectifs de personnel, vague de froid [28 janvier 1997] (p. 436, 437)

M. Rémy Auchedé. Voirie. A26. Liaison Lillers Aix Noulette, gratuité, rachat de tronçons d'autoroute, perspectives [28 janvier 1997] (p. 435, 436)

M. François Roussel. Transports. Ateliers ferroviaires. Emploi et activité, Chamiers [28 janvier 1997] (p. 434, 435)

M. Jean-François Chossy. Voirie. RN 82. Sécurité, Loire [18 février 1997] (p. 1044, 1045)

M. Jean-Marc Salinier. Transports. TGV. Liaisons Massy Lyon et Massy Lille, horaires, perspectives [18 février 1997] (p. 1045, 1046)

M. Paul Chollet. Voirie. RN 21. Aménagement, paysages, contournement d'Agen [25 février 1997] (p. 1305)

M. Jean-Jacques Delmas. Défense. Gendarmerie : casernes. Construction, perspectives, Mende [25 février 1997] (p. 1305, 1306)

M. Didier Boulaud. Poste et télécommunications. Politique et réglementation. Perspectives [25 février 1997] (p. 1308, 1309)

M. Jean de Lipkowski. Postes. Fonctionnement. Restructuration, conséquences, Charente-Maritime [25 février 1997] (p. 1306 à 1308)

M. Roger Meï. Risques naturels. Indemnisation. Zones de carrières, propriétaires d'immeubles, Roquevaire [25 mars 1997] (p. 2226, 2227)

M. Jean Rosselot. Logement et habitat. HLM. Conditions d'attribution, plafond de ressources [25 mars 1997] (p. 2223, 2224)

M. Philippe Mathot. Transports. Aviation légère. ULM, réglementation [25 mars 1997] (p. 2219, 2220)

M. Gilbert Gantier. Heure légale. Heure d'été et heure d'hiver. Suppression [25 mars 1997] (p. 2225, 2226)

M. Dominique Bussereau. Communes. Délégations de service public. Plages, concessions, conséquences [25 mars 1997] (p. 2220 à 2222)

M. Michel Berson. Transports. Aéroport d'Orly. Trafic aérien, accroissement, conséquences [25 mars 1997] (p. 2222, 2223)

M. Jean-Jacques Filleul. Logement et habitat. Maisons individuelles. Construction, garantie d'achèvement, réglementation [25 mars 1997] (p. 2224, 2225)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6492)

Ses réponses (p. 6497 à 6505)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministère : crédits des transports aériens (p. 6492)

Ministère : crédits des transports terrestres (p. 6494)

Organismes : fonds de péréquation des transports aériens (p. 6493)

Police de la route et circulation routière : sécurité routière (p. 6495)

Régions : Île-de-France : fonds d'aménagement de l'Île-de-France (p. 6495)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : future plate-forme multimodale (p. 6496)

Transport combiné (p. 6496)

Transports aériens : aéroports (p. 6494)

Transports aériens : Air France (p. 6493, 6494)

Transports aériens : Air Inter : fusion avec Air France (p. 6493)

Transports aériens : Air Liberté (p. 6494)

Transports aériens : ouverture du ciel européen : 1er avril 1997 (p. 6493)

Transports ferroviaires : désendettement : création de l'établissement public "Réseau ferré national" (p. 6494, 6495)

Transports ferroviaires : lignes TGV, lignes régionales (p. 6494, 6495)

Transports fluviaux : liaisons Seine-Nord et Seine-Est (p. 6496)

Transports fluviaux : Voies navigables de France (p. 6496)

Réponses aux questions :

Régions : Île-de-France : transports en commun de l'Est parisien (p. 6504) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 6503, 6504)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : plate-forme multimodale (p. 6499, 6500) (M. Jean Urbaniak) (p. 6499)

Transport combiné (p. 6499) (M. Jean Urbaniak) (p. 6499)

Transport combiné (p. 6505) (M. Jean-Jacques Filleul) (p. 6505)

Transports aériens : aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle : nuisances sonores, nombre maximal de mouvements d'avions (p. 6497) (M. Francis Delattre) (p. 6497)

Transports fluviaux : port de Gennevilliers : desserte (p. 6502) (M. Jacques Brunhes) (p. 6502)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 3 (règles de gestion de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 936)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Son intervention (p. 993)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Claude Gayssot (compensation forfaitaire versée par l'État aux régions au titre du transport ferroviaire assuré par la SNCF) (p. 996)

Amédée IMBERT

Ardèche (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Son amendement n° 118 : non soutenu (p. 684)

Michel INCHAUSPÉ

Pyrénées-Atlantiques (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités des autorités de tutelle et de surveillance dans la situation du Crédit foncier de France et les erreurs de gestion commises dans cette institution (n° 2947) [28 novembre 1996]

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997 [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18313)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996 [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 1er février 1997] (p. 1786)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 2947) de M. Jean-Jacques Guillet tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités des autorités de tutelle et de surveillance dans la situation du Crédit foncier de France et les erreurs de gestion commises dans cette institution [16 janvier 1997] (n° 3295)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres)

Soutient l'amendement n° 355 de M. Christian Bergelin (assouplissement de la procédure d'incorporation des bénéfices au capital) : retiré (p. 5603)

Après l'article 9

Son amendement n° 271 corrigé (alignement du régime des plus-values relevant de l'article 160 du code général des impôts sur celui applicable aux titres cotés et aux titres non cotés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5609)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Jean Proriol (imputation au titre du crédit impôt-recherche des honoraires versés par les entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) : retiré (p. 5610)

Article 12 précédemment réservé (aménagement du mode de calcul de la valeur ajoutée retenue pour le plafonnement de la taxe professionnelle des entreprises louant des biens à des sociétés appartenant à un même groupe)

Son intervention (p. 5705)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (suppression, au sein des groupes de sociétés, de la prise en compte des loyers et des frais financiers dans la valeur ajoutée à la fois du locataire et du bailleur et exclusion des loyers perçus de la valeur ajoutée du bailleur) : retiré (p. 5708)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [8 novembre 1996] (p. 6736)

État B, titre IV

Son amendement n° 198 soutenu par M. Raymond Lamontagne (réduction des crédits de 100 millions de francs) : retiré (p. 6742)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Sports : pelote basque (p. 6773)

Vote des crédits [12 novembre 1996] (p. 6773)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean Glavany (réduction des crédits de 10 millions de francs) (p. 6774)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6839)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : action culturelle extérieure et francophonie : ministère des affaires étrangères (p. 6839, 6840)

Administration : crédits du ministère (p. 6839, 6840)

Administration : effectifs des affaires étrangères (p. 6839)

Administration : opérations extérieures : coût et imputation (p. 6839)

Audiovisuel (p. 6840)

Commerce extérieur : marché commun du cône sud (MERCOSUR) (p. 6840)

Vote des crédits [13 novembre 1996] (p. 6883)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits destinés à l'action extérieure) (p. 6884)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 68

Soutient l'amendement n° 176 de M. Daniel Garrigue (mise en place d'un mécanisme de répartition entre les entreprises et les collectivités locales des effets du gel des taux pour le calcul du plafonnement de la taxe professionnelle) (p. 7181) : rejeté (p. 7182)

Projet de loi n° 2972 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1996] (p. 7682)

Son intervention (p. 7687)

Thème :

Agriculture : élevage : bornage et droits de passage (p. 7687)

Bernadette ISAAC-SIBILLE

Rhône (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant du comité national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 28 février 1997] (p. 3284)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome XII : Travail et affaires sociales (affaires sociales : famille et solidarité) (n° 3031) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Hong Kong. Rétrocession à la Chine [29 janvier 1997] (p. 504)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Avant l'article 30

Son amendement n° 141 (suppression du cumul d'avantages résultant de l'emploi d'une personne à domicile) : retiré (p. 6348)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 2

Son amendement n° 18 soutenu par M. Germain Gengenwin (création d'un crédit d'impôt en faveur des familles ayant au moins trois enfants à charge et dont l'un des parents n'exerce pas d'activité professionnelle) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 5501)

Après l'article 6

Son amendement n° 252 : non soutenu (p. 5551)

Article 7 (application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Michel Dessaint (report de l'entrée en vigueur du dispositif) : rejeté (p. 5587)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6056)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : revenu minimum d'insertion (p. 6057)

Famille : aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (p. 6057)

Famille : allocation de garde d'enfants à domicile (p. 6057)

Famille : allocation parentale d'éducation (p. 6056)

Famille : allocation pour jeune enfant (p. 6056)

Famille : Caisse nationale d'allocations familiales (p. 6056)

Famille : obligation alimentaire (p. 6057)

Famille : politique familiale : ressources (p. 6056)

Famille : prestations familiales (p. 6056)

Lois : code de la famille : simplification (p. 6057)

Revenu minimum d'insertion (p. 6057)

Procédure des questions :

Famille : allocations : seuil (p. 6097)

Famille : Caisse nationale d'allocations familiales : contrats d'objectifs avec l'État (p. 6096)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Départements : Rhône : santé scolaire (p. 6979)

Proposition de loi n° 3203 tendant à améliorer les conditions de vie des familles monoparentales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 178)

Son intervention (p. 180)

Thèmes :

Famille : allocation de parent isolé (API) (p. 180)

Familles monoparentales : démographie : statistiques (p. 180)

Familles monoparentales : formation professionnelle du parent isolé (p. 180)

Familles monoparentales : protection maternelle et infantile : accueil et orientation : guichet unique (p. 180)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son intervention (p. 2587)

Article 2 (accès aux droits)

Son amendement n° 331 (accès effectif de chacun aux droits dans tous les domaines de la vie familiale) : adopté après rectification (p. 2608)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Robert Galley (participation active des personnes exclues à leur réinsertion sociale) (p. 2617)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Michel Berson (suppression des dispositions relatives à l'aide à la personne) (p. 2737)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Brossard (santé scolaire) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Yves Bur (santé scolaire) (p. 2792)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Étienne Pinte (institution d'un barème national déterminant les conditions d'accès à l'aide médicale) (p. 2798)

J

Christian JACOB

Seine-et-Marne (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre délégué à la coopération [J.O. du 4 décembre 1996] (p. 17634)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3366 portant création du livret d'épargne environnement [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Achat et vente de titres d'Euris et de Foncière Euris [4 février 1997] (p. 734)

Automobiles et cycles. Renault. Emploi et activité [4 mars 1997] (p. 1576)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5912)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5913)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : pensions de réversion (p. 5912)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5912, 5913)

Commerce extérieur (p. 5913)

Enseignement agricole (p. 5912)

Environnement : programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5913)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage (p. 5913)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 72 (accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole)

Son amendement n° 9 : non soutenu (p. 7193)

Article 74 (assujettissement de plein droit à un régime réel d'imposition des sociétés constituées dans le secteur agricole)

Son amendement n° 11 : non soutenu (p. 7195)

Son amendement n° 10 (recul de la limite d'âge imposée aux associés des groupements agricoles d'exploitation en commun) : devenu sans objet (p. 7195)

Après l'article 74

Son amendement n° 50 : non soutenu (p. 7197)

Yvon JACOB

Ille-et-Vilaine (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18314)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Rapporteur du projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer (n° 3399) [20 février 1997]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et de M. le ministre délégué à l'outre-mer [J.O. du 27 février 1997] (p. 3182)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2937), relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [6 novembre 1996] (n° 3101)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [12 décembre 1996] (n° 3233)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3399), portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer [18 mars 1997] (n° 3449)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Corse. Ordre public, maintien [17 décembre 1996] (p. 8418)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : réforme de l'État (p. 5828)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Son intervention (p. 5840)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 5841)

Ministère : "grand ministère" (p. 5841)

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 5841)

Politique économique : généralités (p. 5840)

Travail : coût du travail : "dumping social" (p. 5841)

Vote des crédits [23 octobre 1996] (p. 5870)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (réduction des crédits de l'Association pour la promotion et le développement industriel (APRODI)) (p. 5871)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 5874)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7416) ; [22 novembre 1996] (p. 7469)

Article 21 (obligations d'investissement)

Son amendement n° 75 : non soutenu (p. 7458)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 89)

Article 19 (obligations d'information des souscripteurs et des fonds d'épargne retraite)

Soutient le sous-amendement n° 94 de M. Arthur Dehaine (visa du commissaire aux comptes) à l'amendement n° 22 de la commission (allègement des obligations administratives) : retiré (p. 117)

Article 19 bis (droit à l'information du comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 118)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 118)

Article 22 (règles de concentration maximale en titre de créances)

Son amendement n° 91 (obligation d'investir dans des titres assimilables à des fonds propres d'entreprises) : retiré après rectification (p. 119)

Article 26 (déduction au titre des cotisations sociales)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (cotisation aux régimes de retraite obligatoire) (p. 125)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Germain Gengenwin (cotisation aux régimes de retraite obligatoire) (p. 125)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7971)

Son intervention (p. 7971)

Thèmes :

État : droit de préemption (p. 7972)

Mer et littoral : zones littorales : régime juridique (p. 7971)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 7972)

Propriété : taxation des plus-values en cas de revente avant dix ans (p. 7972)

Tourisme et loisirs (p. 7971)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7978)

Article 1er (dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique)

Article L. 89-1 du code du domaine de l'État : délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Léo Andy (délimitation, dans un délai de deux ans, des différents types d'espaces situés à l'intérieur de la zone des cinquante pas géométriques) (p. 7980)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (délimitation préalable du rivage) : adopté (p. 7980)

Intervient sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 7980)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (caractéristiques des zones d'urbanisation diffuse) : adopté (p. 7981)

Article L. 89-1 bis du code du domaine de l'État : institution d'une commission de vérification des titres

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (caractère facultatif de la présence d'un notaire et des deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission) : devenu sans objet (p. 7982)

Son amendement n° 25 (règles de publicité foncière applicables aux propriétés reconnues dans le cadre de la procédure de validation des titres) : retiré (p. 7982)

Article L. 89-2 du code du domaine de l'État : cession de terrains à titre gratuit aux communes

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (cession aux communes des terrains occupés) : adopté (p. 7983)

Article L. 89-3 du code du domaine de l'État : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage professionnel

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (élargissement des possibilités d'acquisition des terrains supportant des locaux professionnels) : retiré (p. 7983)

Article L. 89-4 du code du domaine de l'État : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage d'habitation

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de codification : transfert de la disposition sur le bornage des terrains cédés dans les quartiers d'habitat spontané dans l'article L. 89-4 bis) : adopté (p. 7984)

Article L. 89-4 bis du code du domaine de l'État : délimitation des terrains cédés

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (délimitation avant cession et précision quant aux servitudes et usages pour les terrains supportant des édifices particuliers) : adopté (p. 7984)

Article L. 89-4 ter du code du domaine de l'État : terrains supportant des édifices religieux

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'État des modalités de cession des terrains supportant des édifices religieux) : adopté (p. 7984)

Article L. 89-4 quater du domaine de l'État : terrains supportant des locaux appartenant à des associations et à des syndicats

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'État des modalités de cession des terrains supportant des locaux appartenant à des associations ou des syndicats) : adopté (p. 7984)

Article L. 89-5 bis A du code du domaine de l'État : application du régime d'imposition des plus-values

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7985)

Article L. 89-5 bis du code du domaine de l'État : droit de préemption

Intervient sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (de suppression) (p. 7985)

Article L. 89-5 ter du code du domaine de l'État : sanctions

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (expulsion immédiate et remise en état des lieux aux frais du contrevenant dans les dépendances du domaine public maritime) : adopté (p. 7985)

Article L. 88-2 du code du domaine de l'État

Intervient sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (commission départementale de vérification des titres dans le département de la Guyane) (p. 7986)

Article 2 (aide de l'État pour l'acquisition de terrains occupés par des habitations)

Soutient l'amendement n° 15 corrigé de la commission (conditions de ressources, d'ancienneté d'occupation et de rapport entre le revenu du foyer fiscal et le nombre de ses membres pour l'octroi de l'aide de l'État) : adopté (p. 7986)

Article 5 (organisation des agences)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (nomination du président du conseil d'administration de l'agence par décret) (p. 7987)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Camille Darsières (conseil d'administration des agences composé pour moitié de représentants des collectivités territoriales) (p. 7988)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Camille Darsières (conditions de nomination du directeur de l'agence) (p. 7988)

Article 7 (article 1609 C du code général des impôts : taxe spéciale d'équipement en Guadeloupe)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Camille Darsières (consultation des communes concernées par le conseil d'administration de l'agence) (p. 7989)

Article 8 (article 1609 D du code général des impôts : taxe spéciale d'équipement en Martinique)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Camille Darsières (consultation des communes par le conseil d'administration de l'agence) (p. 7989)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Léo Andy (rapport au Parlement) (p. 7990)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8723)

Son intervention (p. 8723)

Thèmes :

État : droit de préemption (p. 8723)

Mer et littoral : agences d'État pour la mise en valeur de la zone des "cinquante pas" (p. 8723)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 8723, 8724)

Texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8727)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (délai imposé pour la délimitation de la zone des cinquante pas géométriques porté à un an) (p. 8730)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (interdiction au notaire de participer aux travaux de la commission lorsqu'il exerce ses fonctions dans une étude ayant eu à connaître d'un acte relatif aux droits établis par un titre litigieux) (p. 8730)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (autorisation pour les communes d'exercer le droit de préemption) (p. 8731)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Son intervention (p. 8090)

Thèmes :

Aménagement du territoire : loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 8090)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 8090)

Impôt sur les sociétés : exonération jusqu'à 400 000 F (p. 8090)

Impôts et taxes : charges sociales patronales (p. 8090)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 8090)

Ordre public : terrorisme (p. 8091)

Politique économique : zone franche de Corse : création (p. 8090)

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8090)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8711)

Son intervention (p. 8715)

Thèmes :

Agriculture (p. 8716)

Aménagement du territoire : généralités (p. 8715)

Ordre public : terrorisme (p. 8716)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8716)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 8716)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 774)

Thèmes :

Régions : organisation des services régionaux de voyageurs assurés par la SNCF (p. 775)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 774)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2374)

Son intervention (p. 2376)

Thèmes :

DOM-TOM : Guyane (p. 2376)

Environnement (p. 2376)

Mines et carrières : titres miniers (p. 2376)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2384)

Article 1er (extension du code minier aux départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 2385)

Article 2 (conditions de mise en concurrence de la demande de permis exclusif de recherches en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 25 de Mme Christiane Taubira-Delannon (obligation de mise en concurrence) (p. 2387)

Article 5 (dispositions adaptant le code minier aux départements d'outre-mer)

Article 68 du code minier : conditions d'attribution

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Christiane Taubira-Delannon (conditions d'attribution des autorisations d'exploitation) (p. 2389)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (superficie maximale des autorisations d'exploitation) : adopté (p. 2390)

Article 68-2 du code minier : conditions particulières d'exploitation

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Christiane Taubira-Delannon (conformité des droits conférés par l'autorisation d'exploitation avec le schéma départemental des mines) (p. 2390)

Article 68-5 du code minier : renonciation

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (renonciation totale ou partielle à une autorisation d'exploitation) : adopté (p. 2390)

Article 68-6 du code minier : retrait d'autorisation

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (retrait d'une autorisation d'exploitation après une mise en demeure "restée infructueuse") : retiré (p. 2390)

Article 68-7 du code minier : extension de certaines dispositions du code minier

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (extension des dispositions du code minier relatives aux demandes de renonciation à une autorisation d'exploitation) : adopté (p. 2391)

Article 68-8 du code minier : superposition de titres

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Léon Bertrand (objectif de maintien de l'équilibre entre artisans et sociétés multinationales) (p. 2391)

Article 68-9 du code minier : conditions d'attribution

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Léon Bertrand (conditions d'attribution du permis d'exploitation) (p. 2391)

Article 68-10 du code minier : conditions d'obtention d'un permis d'exploitation par le titulaire d'un permis exclusif de recherche

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2392)

Après l'article 68-10 du code minier

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (étendue du permis d'exploitation et responsabilité de l'exploitant) : adopté (p. 2392)

Article 68-11 du code minier : durée et conditions de prolongation du permis d'exploitation

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2392)

Article 68-13 du code minier : retrait du permis d'exploitation

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (retrait du permis d'exploitation en cas de mise en demeure "restée infructueuse") : retiré (p. 2392)

Article 68-14 du code minier : application de certaines dispositions du code minier

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la référence aux articles 28 et 43) : adopté (p. 2392)

Après l'article 68-16 du code minier

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (droits du titulaire d'un permis d'exploitation sur les substances non mentionnées dans le titre minier) : adopté (p. 2392)

Article 68-18 du code minier : commission consultative des mines

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Kucheida (de suppression) (p. 2393)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Christiane Taubira-Delannon (création d'une commission "départementale" des mines) (p. 2393)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Christiane Taubira-Delannon (élaboration du schéma départemental des mines par la commission) (p. 2393)

Article 68-19 du code minier : rôle du préfet dans la détermination des conditions générales d'exécution et d'arrêt des travaux miniers

Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Christiane Taubira-Delannon (conditions générales d'exécution en conformité avec le schéma départemental des mines) (p. 2393)

Article 10 (abrogations de dispositions contraires à celles du projet de loi)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Kucheida (procédure d'arrêt pour chaque tranche de travaux) (p. 2394)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Didier Mathus (indemnisation des biens dépréciés par les dégâts miniers) (p. 2395)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Didier Mathus (indemnisation des biens dépréciés lors de la première mutation) (p. 2395)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Yves Le Déaut (responsabilité de l'exploitant après l'abandon de l'exploitation de la mine) (p. 2397)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Kucheida (création, en tant que de besoin, dans chaque département d'une commission des mines) (p. 2397)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Yves Le Déaut (modification du titre du projet de loi : "projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier") (p. 2398)

Muguette JACQUAINT

Seine-Saint-Denis (3ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3115 sur la proposition de règlement du Conseil fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'Euro et sur la proposition de règlement du Conseil concernant l'introduction de l'Euro (E 720) [12 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique et sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [15 octobre 1996] (p. 5346)

Industrie. Roussel-Uclaf. Emploi et activité, activités de recherche en France [18 décembre 1996] (p. 8511)

Fonctionnaires et agents publics. Politique et réglementation. Perspectives [5 février 1997] (p. 825)

Assurance maladie maternité. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [26 mars 1997] (p. 2322)

Assurance maladie maternité. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [15 avril 1997] (p. 2450)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1389, posée le 4 mars 1997. Énergie. Framatome (p. 1619). Appelée le 11 mars 1997. Fusion avec GEC-Alsthom, perspectives (p. 1787, 1788)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Adresse au nom de l'Assemblée sa sympathie et son soutien à M. Émile Zuccarelli qui vient d'être victime d'une tentative d'assassinat [28 octobre 1996] (p. 6055)

Estime que le temps prévu pour l'examen du texte est insuffisant et que le Gouvernement veut faire passer le projet de loi "à l'esbroufe" ; elle demande que la discussion ne soit pas interrompue par l'examen d'autres textes [17 avril 1997] (p. 2621)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Son intervention (p. 6065)

Thèmes avant la procédure des questions :

Hôpitaux et cliniques : agence nationale de l'hospitalisation (p. 6065)

Ministère du travail et des affaires sociales : administration : moyens (p. 6065)

Ministère du travail et des affaires sociales : crédits (p. 6065)

Santé publique : alcoolisme (p. 6065)

Santé publique : amiante (p. 6065)

Santé publique : interruption volontaire de grossesse (p. 6065)

Santé publique : prévention (p. 6065)

Santé publique : toxicomanie (p. 6070)

Santé publique : veille et contrôle sanitaires (p. 6065)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6176)

Thème :

Politique économique et sociale (p. 6176, 6177)

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Hervé Novelli (équilibre des comptes de la sécurité sociale) (p. 6272)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (ajout de la mention "prévisions des recettes") (p. 6279)

Article 3 (fixation des objectifs de dépense par branche)

Son intervention (p. 6280)

Article 4 (fixation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6281)

Son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 6287)

Article 6 (modalités de perception de la CSG sur les revenus de source étrangère)

Son intervention (p. 6294)

Article 7 (extension de l'assiette de la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement)

Son amendement n° 83 : non soutenu (p. 6300)

Article 9 (extension de l'assiette de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Son amendement n° 84 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) : retiré (p. 6301)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 86 : non soutenu (p. 6304)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Christine Boutin (exonération de cotisations sociales pour les familles nombreuses employant une aide à domicile) (p. 6314)

Article 13 (taux de la CSG et modalités d'affectation de son produit)

Son intervention (p. 6314)

Son amendement n° 85 (de suppression) : rejeté (p. 6318)

Après l'article 22

Son amendement n° 148 soutenu par M. Maxime Gremetz (contribution des revenus du capital) : rejeté (p. 6325)

Article 25 (versement annuel de la branche accidents du travail à la branche maladie du régime général)

Son intervention (p. 6338)

Article 26 (intégration financière du régime spécial des militaires dans le régime général)

Son intervention (p. 6341)

Article 30 (financement de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités territoriales par un prélèvement sur les réserves du fonds d'allocation temporaire d'invalidité)

Soutient l'amendement n° 87 de M. Michel Grandpierre (de suppression) : rejeté (p. 6348)

Proposition de loi n° 2922 préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1996] (p. 7335)

Son intervention (p. 7339)

Thèmes :

Enfants : protection des droits (p. 7339, 7340)

Politique économique et sociale (p. 7339, 7340)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er (conditions générales d'attribution de la prestation)

Son intervention (p. 7710)

Article 6 (réduction ou suspension de la prestation en cas d'hospitalisation)

Son intervention (p. 7729)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son intervention (p. 7731)

Article 13 (conditions d'utilisation de la prestation)

Son intervention (p. 7743)

Soutient l'amendement n° 98 de M. Maxime Gremetz (qualification des aides à domicile) : rejeté (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Serge Janquin (formation qualifiante des aides à domicile) (p. 7747)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Yves Chamard (formation continue des aides à domicile) (p. 7747)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8556)

Son intervention (p. 8559)

Thèmes :

Prestation spécifique dépendance : formation des intervenants (p. 8559)

Prestation spécifique dépendance : montant (p. 8559)

Abstention du groupe communiste (p. 8559)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Article 3 (information des salariés)

Son amendement n° 10 rectifié : non soutenu (p. 8346)

Proposition de loi n° 2955 relative aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 1996] (p. 8313)

Son intervention (p. 8317)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi de la majorité sur les droits à pension des chômeurs ayant cotisé le nombre de trimestres requis pour obtenir une retraite au taux plein (p. 8317)

CNPF : propositions relatives aux chômeurs totalisant quarante annuités de cotisations (p. 8318)

Constitution : article 40 (p. 8318)

Emploi : chômage : chômeurs totalisant quarante annuités de cotisation (p. 8317)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 8573)

Article 2 (champ d'application de la procédure du contrôle de la régularité du séjour)

Soutient l'amendement n° 162 de M. André Gerin (de suppression) : rejeté (p. 8584)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Son intervention (p. 8585)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 8649)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Marie André (non-attribution de la carte de résident à l'étranger débiteur) (p. 8651)

Intervient sur l'amendement n° 135 de Mme Suzanne Sauvaigo (non-attribution de la carte de résident à l'étranger débiteur) (p. 8652)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 143 de M. André Gerin (répression de l'aide à l'entrée et au séjour irrégulier dans un but lucratif) : rejeté (p. 8657)

Article 7 (recours abusif à la procédure d'asile)

Soutient l'amendement n° 145 de M. André Gerin (de suppression) : rejeté (p. 8666)

Soutient l'amendement n° 146 de M. André Gerin (régime de la preuve) : rejeté (p. 8667)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Soutient l'amendement n° 147 de M. André Gerin (de suppression) : rejeté (p. 8669)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 154 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 6 juillet 1992 relative aux zones d'attente dans les ports et aéroports) : rejeté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 157 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité) : rejeté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 158 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) : rejeté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 159 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 30 décembre 1993 portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil) : rejeté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 160 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 27 décembre 1994 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) : rejeté (p. 8685)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Soutient le sous-amendement n° 45 de M. André Gerin (obligation pour le préfet de viser les certificats d'hébergement) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) : rejeté (p. 1446)

Soutient le sous-amendement n° 154 de M. André Gerin (refus de viser le certificat en cas d'hébergement à but lucratif) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud : rejeté (p. 1446)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 142) ; [16 janvier 1997] (p. 191)

Son intervention (p. 193)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 193)

Administration : maison des services publics (p. 194)

Administration : réforme de l'État (p. 193)

Collectivités territoriales (p. 194)

Communautés européennes et Union européenne (p. 193)

Fonctionnaires et agents publics : gestion des ressources humaines (p. 193)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 204)

Article 5 (décision implicite d'acceptation)

Son intervention (p. 206)

Ses explications de vote (p. 215)

Vote contre du groupe communiste (p. 215)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 157)

Son intervention (p. 159)

Thèmes :

Administration : établissements publics locaux : conseils d'administration (p. 160)

Administration : établissements publics locaux : personnel (p. 160)

Culture : effort budgétaire (p. 159)

Abstention du groupe communiste (p. 178)

Proposition de loi n° 3203 tendant à améliorer les conditions de vie des familles monoparentales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 178)

Son intervention (p. 180)

Thèmes :

Famille : allocation de parent isolé (API) (p. 181)

Familles monoparentales : formation professionnelle du parent isolé (p. 181)

Familles monoparentales : protection maternelle et infantile : accueil et orientation : guichet unique (p. 181)

Familles monoparentales : situation de pauvreté : chômage (p. 181)

Logement et habitat : HLM : priorité d'attribution aux parents isolés (p. 181)

Logement et habitat : récupération des loyers impayés auprès du débiteur défaillant de la pension alimentaire (p. 181)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 4 (transferts d'actifs entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Rémy Auchedé (bâtiments affectés au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures réservés à la SNCF) : rejeté (p. 952)

Soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Gayssot (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé en contrepartie de redevances ou en exclusivité par France Télécom pour lui permettre de réaliser des missions de service public) : rejeté (p. 953)

Soutient l'amendement n° 84 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations syndicales représentatives) : rejeté (p. 954)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 88 de M. Jean-Claude Gayssot (établissement d'un contrat de plan entre l'État, la SNCF et Réseau ferré de France) : rejeté (p. 955)

Article 5 (substitution de Réseau ferré de France à certains droits et obligations de la SNCF)

Son intervention (p. 955, 956)

Soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 956)

Soutient l'amendement n° 92 de M. Jean-Claude Gayssot (date d'application des dispositions du présent article) : rejeté (p. 956)

Soutient l'amendement n° 94 de M. Jean-Claude Gayssot (auto-assurance de Réseau ferré de France) : rejeté (p. 957)

Soutient l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations représentatives du personnel de la SNCF et de Réseau ferré de France) : rejeté (p. 957)

Article 6 (désendettement de la SNCF)

Soutient l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 958)

Soutient l'amendement n° 107 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport annuel au Parlement) : rejeté (p. 960)

Article 7 (neutralité financière et fiscale des transferts en capital entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 108 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 960)

Article 8 (neutralité de la réforme en matière de fiscalité locale)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 961)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 112 de M. Jean-Claude Gayssot (alignement des contraintes de gestion de la SNCF) : rejeté (p. 962)

Article 9 (modalités d'évaluation et d'inscription comptable des transferts)

Soutient l'amendement n° 113 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 963)

Soutient l'amendement n° 115 de M. Jean-Claude Gayssot (reprises de provisions résultant des transferts exonérées d'impôt, de droits ou de taxes et inscrites dans les comptes de capitaux propres de la SNCF) : rejeté (p. 963)

Article 10 (domanialité publique des biens immobiliers de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 119 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 963)

Soutient l'amendement n° 121 de M. Jean-Claude Gayssot (caractère de domaine public pour tous les biens immobiliers de Réseau ferré de France) : rejeté (p. 964)

Soutient l'amendement n° 122 de M. Jean-Claude Gayssot (constatation des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public constitué par le réseau ferré national effectuée par les agents assermentés de la SNCF) : retiré (p. 964)

Soutient l'amendement n° 123 de M. Jean-Claude Gayssot (impossibilité pour Réseau ferré de France de céder les biens immobiliers utilisés pour la poursuite de ses missions à l'État ou à des collectivités territoriales) : rejeté (p. 965)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des comités d'établissement de la SNCF pour les déclassements affectant la consistance du réseau) : rejeté (p. 966)

Soutient l'amendement n° 126 de M. Jean-Claude Gayssot (accord du conseil d'administration de la SNCF pour les déclassements) : rejeté (p. 966)

Soutient l'amendement n° 130 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des conseils économiques et sociaux régionaux géographiquement concernés par les déclassements) : rejeté (p. 966)

Soutient l'amendement n° 120 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation du conseil régional concerné par un déclassement) : retiré (p. 967)

Soutient l'amendement n° 129 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des conseils régionaux des transports) : retiré (p. 968)

Soutient l'amendement n° 128 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des conseils départementaux des transports) : retiré (p. 968)

Soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Claude Gayssot (avis du Conseil national des transports) : retiré (p. 968)

Soutient l'amendement n° 116 corrigé de M. Rémy Auchedé (incessibilité du capital de Réseau ferré de France) : retiré (p. 968)

Article 11 (intégration du réseau ferré national à la grande voirie)

Soutient l'amendement n° 135 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 969)

Article 13 (coordination avec la loi d'orientation des transports intérieurs)

Son sous-amendement n° 405 soutenu par M. Jean-Claude Gayssot (moyens financiers pour remplir cette mission) à l'amendement n° 327 de M. Jean-Jacques Filleul (exploitation des services de transport ferroviaire de fret et de voyageurs) : rejeté (p. 981)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1808)

Thèmes :

Droit civil : égalité des droits entre hommes et femmes (p. 1809)

Élections et référendums : scrutin proportionnel (p. 1809)

Emploi : chômage des femmes (p. 1809)

Entreprises : place des femmes dans l'encadrement (p. 1809)

Femmes : droit de vote (p. 1809)

Femmes : interruption volontaire de grossesse (p. 1809)

Femmes : Observatoire de la parité (p. 1809)

Femmes : vie publique : mandats publics : pourcentage d'élues (p. 1809)

Traités et conventions : égalité professionnelle entre hommes et femmes (p. 1809)

Traités et conventions : situation des femmes dans la vie active (p. 1809)

Proposition de loi n° 3398 relative à une publication objective des statistiques du chômage et à l'inscription des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1887)

Son intervention (p. 1894)

Thèmes :

Automobiles et cycles : Renault (p. 1895)

Emploi : chômage : statistiques (p. 1895)

Entreprises : aides : exonérations de charge (p. 1896)

Lois : loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire : transferts des inscriptions de chômeurs de l'ANPE aux ASSEDIC (p. 1894)

Retraites : généralités : retraite à 55 ans (p. 1895)

Travail : réduction de la durée hebdomadaire à 35 heures (p. 1896)

Proposition de loi n° 3337 relative aux conditions d'éligibilité pour les élections aux caisses d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [13 mars 1997] (p. 1921)

Son intervention (p. 1923)

Thèmes :

Retraites : limite d'âge des administrateurs retraités des caisses vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales (p. 1924)

Sécurité sociale : élections des conseils d'administration (p. 1924)

Sécurité sociale : plan de financement : ratification des ordonnances (p. 1923)

Vote pour du groupe communiste (p. 1924)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 2579)

Thème :

Associations (p. 2580)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son intervention (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 500 de M. Gilbert Biessy (prévention des procédures d'exclusion sociale) : rejeté (p. 2590)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (suppression de la liste des institutions concernées par la lutte contre l'exclusion) (p. 2600)

Son amendement n° 280 (de précision) : devenu sans objet (p. 2600)

Article 2 (accès aux droits)

Intervient sur l'amendement n° 331 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (accès effectif de chacun aux droits dans tous les domaines de la vie familiale) (p. 2608)

Intervient sur l'amendement n° 623 de Mme Nicole Catala (exercice effectif des droits fondamentaux) (p. 2608)

Soutient l'amendement n° 496 de M. Gilbert Biessy (référence au préambule de la Constitution du 27 octobre 1946) : rejeté (p. 2612)

Son amendement n° 282 (accès aux services publics) : rejeté (p. 2614)

Après l'article 2

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 avril 1997] (p. 2621)

Article 4 (droit de vote des personnes sans domicile fixe)

Son amendement n° 285 soutenu par M. Rémy Auchedé (obtention de la carte d'identité) : rejeté (p. 2670)

Article 7 (service départemental d'information et d'orientation des personnes en difficulté)

Son amendement n° 287 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 2681)

Article 8 (actions de conseil et de médiation en matière familiale des caisses d'allocations familiales et des caisses de mutualité sociale agricole)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (information des parents sur les possibilités des services familiaux) (p. 2691)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Denis Jacquat (allègement des charges des caisses d'allocations familiales) à l'amendement n° 98 de la commission (p. 2691)

Son amendement n° 289 (détail des actions mises en œuvre) : devenu sans objet (p. 2691)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 401 de Mme Véronique Neiertz (extension à l'ensemble du territoire du régime de faillite civile applicable aux départements d'Alsace et de Moselle) (p. 2698)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Germain Gengenwin (extension à l'ensemble du territoire du régime de faillite civile applicable aux départements d'Alsace et de Moselle) (p. 2698)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Yves Van Haecke (extension à l'ensemble du territoire du régime de faillite civile applicable aux départements d'Alsace et de Moselle) (p. 2698)

Son amendement n° 288 corrigé (insaisissabilité de certaines prestations familiales) : rejeté (p. 2701)

Son amendement n° 309 corrigé (création d'une cotisation additionnelle aux cotisations d'allocations familiales pour assurer le paiement dû par les familles en difficulté) : rejeté (p. 2701)

Son amendement n° 286 corrigé (ouverture d'un compte bancaire aux personnes sans domicile fixe) : retiré (p. 2702)

Son amendement n° 322 rectifié (création d'un poste de médiateur dans les institutions bancaires) : rejeté (p. 2703)

Son amendement n° 553 corrigé soutenu par M. Rémy Auchedé (amnistie de certains délits commis pour subvenir aux besoins vitaux des familles) : rejeté (p. 2704)

Article 9 (institution d'un médiateur dans les organismes de sécurité sociale qui servent des prestations)

Son amendement n° 284 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (instauration d'un médiateur aux ASSEDIC et à l'ANPE) : retiré (p. 2710)

Soutient l'amendement n° 497 de M. Gilbert Biessy (délais de réponse) : rejeté (p. 2710)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Gilbert Biessy (situation d'urgence) : rejeté (p. 2710)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Son intervention (p. 2725)

Article 12 (itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2763)

Soutient l'amendement n° 502 de M. Gilbert Biessy (prime en faveur des organismes de formation) : rejeté (p. 2770)

Après l'article 12

Son amendement n° 294 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (contrat pour l'emploi des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) : rejeté (p. 2775)

Son amendement n° 293 soutenu par M. Louis Pierna (impôt sur le revenu des personnes en voie d'exclusion) : rejeté (p. 2775)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son intervention (p. 2782)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (fléaux sanitaires) (p. 2787)

Intervient sur le sous-amendement n° 406 de M. Claude Bartolone (énumération des pathologies) à l'amendement n° 117 de la commission (p. 2787)

Article 14 (participation du service public hospitalier à la lutte contre l'exclusion)

Son intervention (p. 2805)

Denis JACQUAT

Moselle (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14592)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997 [J.O. du 16 novembre 1996] (p. 16788)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997 [J.O. du 20 novembre 1996] (p. 16942)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17743)

Président du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

Membre du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 21 mars 1997] (p. 4458)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome X : Travail et affaires sociales (travail et emploi) (n° 3031) [10 octobre 1996]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les travailleurs frontaliers [22 janvier 1997] (n° 3307)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences, médecins [25 février 1997] (p. 1320)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que les orateurs inscrits sur l'article sont atteints de logorrhée et demande au Président de faire respecter le Règlement [17 avril 1997] (p. 2603)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : fait remarquer que la commission des affaires sociales s'est réunie après -et non pendant- la séance [17 avril 1997] (p. 2604)

S'élève contre le "saucissonnage" de la discussion des textes [17 avril 1996] (p. 2620)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6195)

Thème :

Santé publique : prévention, formation (p. 6195)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Son intervention (p. 6066)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 6067)

Handicapés : Association nationale pour la gestion du Fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 6066)

Handicapés : retraites (p. 6066)

Personnes âgées : prestations dépendance (p. 6067)

Retraites : assurance veuvage (p. 6067)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6700)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : UNEDIC : activation des dépenses passives pour l'emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 6701)

Emploi : chômage : contrats initiative emploi : contrats emploi solidarité (p. 6701)

Entreprises : coût du travail : allègement des charges sociales (p. 6701)

Femmes : insertion des veuves (p. 6702)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : aides au premier emploi des jeunes : remplacement (p. 6701)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : droit à l'insertion (p. 6702)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : rôle des régions (p. 6701)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : taux de chômage (p. 6701)

Ministère des affaires sociales et de l'emploi : crédits concernant le travail et l'emploi (p. 6701)

Politique économique : croissance : politique de l'emploi (p. 6701)

Travail : temps de travail : réduction accompagnée d'embauches (p. 6701)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Georges Sarre (p. 7558)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 7566)

Son intervention (p. 7567)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 7614)

Thèmes :

Associations : exonération des charges patronales pour les associations d'aides à domicile (p. 7568)

Collectivités territoriales : conseils généraux : présidents : responsabilité d'attribution de la prestation spécifique dépendance (p. 7568)

Famille : obligation alimentaire (p. 7568)

Lois : loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des adultes handicapés (p. 7566)

Personnes âgées : démographie (p. 7567)

Personnes âgées : dépendance : aide ménagère (p. 7568)

Personnes âgées : dépendance : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (p. 7567)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7567)

Personnes âgées : dépendance : prestation expérimentale (PED) (p. 7566)

Personnes âgées : maintien à domicile : création de lits de soins infirmiers à domicile (p. 7568)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7568)

Prestation spécifique dépendance : égalité d'accès : disparités entre départements : entre communes (p. 7568)

Prestation spécifique dépendance : rappels : historique (p. 7566, 7614)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7568)

Santé publique : accès aux soins : égalité (p. 7558)

Sécurité sociale : extension du champ d'application au "risque" dépendance (p. 7567)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er A (conventions obligatoires conclues entre le département et les organismes de protection sociale pour favoriser la coordination de la prise en charge de la dépendance)

Soutient le sous-amendement n° 200 de M. Jean-Yves Chamard (publication d'un rapport annuel) à l'amendement n° 178 du Gouvernement (création d'un comité national de la coordination gérontologique) : adopté (p. 7709)

Son amendement n° 145 (conventions avec les communes) : adopté (p. 7710)

Article 1er (conditions générales d'attribution de la prestation)

Son intervention (p. 7710)

Article 2 (attribution et gestion de la prestation)

Son intervention (p. 7713)

Article 3 (conventions facultatives conclues entre le département et certains organismes pour assurer l'instruction et le suivi de la prestation)

Intervient sur l'amendement n° 175 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (associations prestataires de service) (p. 7718)

Article 5 (conditions de ressources)

Son intervention (p. 7727)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son intervention (p. 7730)

Article 9 (contentieux de l'attribution de la prestation)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Yves Bur (qualification en gériatrie du médecin appréciant le degré de dépendance) (p. 7738)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Jacques Weber (rapport au Parlement) (p. 7741)

Article 13 (conditions d'utilisation de la prestation)

Son intervention (p. 7743)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Serge Janquin (formation qualifiante des aides à domicile) (p. 7747)

Article 14 bis (déclaration obligatoire des personnes ou services à l'aide desquels le bénéficiaire de la prestation a recours)

Son intervention (p. 7748)

Article 15 (principe du droit à la prestation spécifique dépendance en établissement, évaluation de la dépendance et versement de la prestation)

Soutient l'amendement n° 49 rectifié de la commission (fixation de la tarification en fonction des besoins réels de la personne aidée) : rejeté (p. 7755)

Article 20 (exonération des cotisations patronales de sécurité sociale pour les bénéficiaires de la prestation)

Son intervention (p. 7762)

Après l'article 20

Son amendement n° 149 rectifié (exonération totale de cotisations patronales pour les aides par les associations agréées) : rejeté (p. 7764)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (incitations fiscales à l'épargne dépendance) (p. 7766)

Ses explications de vote (p. 7768)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 7768)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8556)

Son intervention (p. 8560)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) : maintien transitoire (p. 8560)

Personnes âgées : maisons de retraite : création de lits de cure médicale (p. 8560)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 8560)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 8560)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 2496)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2525)

Son intervention (p. 2533)

Thèmes :

Associations (p. 2535)

Élections et référendums : droit de vote des personnes sans domicile fixe (p. 2534)

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2534)

Emploi : contrats emploi-solidarité (CES) (p. 2534)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle (p. 2534)

Logement et habitat : réquisition (p. 2534)

Santé publique : lutte contre la tuberculose (p. 2534)

Santé publique : médecine préventive (p. 2534)

Sécurité sociale : institution d'un médiateur (p. 2534)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 avril 1997] (p. 2603)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) (p. 2604)

Après l'article 2

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 avril 1996] (p. 2620)

Article 6 (droit à la vie familiale des personnes hébergées dans les centres d'accueil)

Son intervention (p. 2676)

Article 7 (service départemental d'information et d'orientation des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 2678)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Pierre Cardo (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2681)

Intervient sur le sous-amendement n° 758 du Gouvernement (responsabilité du préfet) à l'amendement n° 574 de M. Pierre Cardo (p. 2680)

Article 8 (actions de conseil et de médiation en matière familiale des caisses d'allocations familiales et des caisses de mutualité sociale agricole)

Son intervention (p. 2687)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (information des parents sur les possibilités des services familiaux) (p. 2690)

Son sous-amendement oral (allègement des charges des caisses d'allocations familiales) à l'amendement n° 98 de la commission : adopté (p. 2691)

Article 9 (institution d'un médiateur dans les organismes de sécurité sociale qui servent des prestations)

Son intervention (p. 2706)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 325 de M. Olivier Darrason (exercice d'un tutorat par les centres du service national) : adopté (p. 2711)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Son intervention (p. 2722)

Article 11 (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle rémunérée)

Son intervention (p. 2743)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 753 du Gouvernement (allocation spéciale de chômage pour les chômeurs justifiant d'une durée d'au moins 160 trimestres de cotisations vieillesse) (p. 2756)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Michel Berson (rapport au Parlement sur les aides à la création d'entreprises) (p. 2756)

Article 12 (itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2763)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son intervention (p. 2780)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Jean-François Mattei (malades atteints du Sida) : retiré (p. 2784)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (fléaux sanitaires) : adopté (p. 2787)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Jacques Brossard (santé scolaire) : adopté après rectification (p. 2792)

Soutient l'amendement n° 567 de M. Yves Bur (santé scolaire) : adopté après rectification (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean-Pierre Brard (création de commissions communales de santé) (p. 2795)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Étienne Pinte (institution d'un barème national déterminant les conditions d'accès à l'aide médicale) (p. 2798)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Yves Chamard (délai de paiement des dépenses de santé) (p. 2799)

Intervient sur le sous-amendement n° 736 de la commission (de précision) à l'amendement n° 536 de M. Jean-Yves Chamard (p. 2799)

Soutient l'amendement n° 460 de M. Claude Malhuret (transfert de la tutelle de la médecine scolaire du ministère de l'éducation nationale à celui des affaires sociales) : rejeté (p. 2799)

Soutient l'amendement n° 757 de M. Pierre Méhaignerie (renforcement de la médecine préventive et de la médecine scolaire) : adopté (p. 2801)

Article 14 (participation du service public hospitalier à la lutte contre l'exclusion)

Son intervention (p. 2805)

Michel JACQUEMIN

Doubs (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville [J.O. du 16 octobre 1996] (p. 15133)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial (n° 3193) [5 février 1997]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 février 1997] (p. 1980)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 1997] (p. 1980)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 15 : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (enseignement supérieur) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial [5 décembre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 3193) relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial [6 février 1997] (n° 3332)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1352, posée le 18 février 1997. Entreprises. Contrefaçons (p. 1092, 1093). Appelée le 25 février 1997. Lutte et prévention, produits manufacturés (p. 1297, 1298)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 11

Son amendement n° 177 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (abaissement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 5705)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6917)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : étudiants : allocation sociale d'études : œuvres universitaires (p. 6918)

Cycles universitaires : premier cycle (p. 6917)

Enseignement supérieur : situation, effectifs et crédits (p. 6917)

Étudiants : effectifs : statut social (p. 6917)

Étudiants : orientation et information (p. 6918)

Étudiants : tutorat (p. 6918)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : budget (p. 6917)

Personnels non enseignants : ATOS et IATOS : créations de postes (p. 6917)

Universités : constructions : sécurité : amiante (p. 6917)

Universités : gestion du temps et des locaux : semestrialisation (p. 6918)

Universités : réforme : états généraux (p. 6917)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) et Société française de garantie des financements des petites et moyennes entreprises (SOFARIS) (p. 7051)

Épargne : fonds d'épargne-retraite : mobilisation au profit des PME (p. 7050)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Charles Gheerbrant (déductibilité partielle de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale) (p. 7132)

Article 60 (institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale)

Son amendement n° 398 (élargissement du champ d'application de la réduction d'impôt aux dépenses d'entretien avec un plancher de travaux de 3 000 F) : retiré (p. 7134)

Son amendement n° 399 (abaissement de 5 à 3 ans du délai de reprise de la réduction d'impôt en cas de remboursement des dépenses au propriétaire) : retiré (p. 7136)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Intervient sur l'amendement n° 285 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour les étudiants) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Étienne Pinte (maintien de la réduction d'impôt pour les étudiants) (p. 7145)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 428 du Gouvernement (application du dispositif d'accord tacite au crédit d'impôt recherche) (p. 7191)

Après l'article 67

Son amendement n° 265 corrigé précédemment réservé (abaissement du taux de TVA applicable à la presse) : retiré (p. 7288)

Projet de loi n° 3152 complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 33)

Son intervention (p. 35)

Thèmes :

Associations : associations sanitaires et sociales (p. 36)

Collectivités territoriales : élus : "délit d'avantage injustifié" (p. 36)

Commerce extérieur : exportations de services par la France (p. 36)

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 36)

Communautés européennes et Union européenne : directives communautaires régissant les obligations de publicité et de mise en concurrence des marchés publics (p. 35, 36)

Entreprises : sous-traitance (p. 36)

État : réforme du code des marchés publics (p. 36)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1196)

Son intervention (p. 1196)

Thèmes :

Emploi : chômage des jeunes (p. 1197)

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage : financement dans le secteur public (p. 1196)

Formation professionnelle et promotion sociale : pérennisation du dispositif d'apprentissage dans le secteur public (p. 1197)

Formation professionnelle et promotion sociale : prime à l'embauche d'apprentis dans le secteur public (p. 1197)

Formation professionnelle et promotion sociale : protection sociale des apprentis dans le secteur public (p. 1196)

Formation professionnelle et promotion sociale : renouvellement des contrats d'apprentissage dans le secteur public (p. 1197)

Lois : loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (p. 1197)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1208)

Article 1er (pérennisation du dispositif d'apprentissage dans le secteur public)

Son intervention (p. 1209)

Article 2 (ouverture au secteur public non industriel et commercial du droit à l'aide à l'embauche d'apprentis et prise en charge de cette aide par les organismes collecteurs de la contribution alternance)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (prorogation de la mesure) (p. 1210)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Michel Berson (extension à l'apprentissage dans le secteur public du bénéfice de l'indemnité de soutien à l'effort de formation) : rejeté (p. 1210)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (financement des aides à l'embauche d'apprentis) (p. 1213)

Article 3 (renouvellement du contrat d'apprentissage)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Michel Berson (limitation de la possibilité de renouvellement des contrats à trois contrats successifs) (p. 1215)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Berson (interdiction d'employer un apprenti sur un emploi permanent) (p. 1215)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Berson (renforcement du rôle du centre national de la fonction publique territoriale) (p. 1216)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Berson (financement) (p. 1216)

Article 4 (compensation d'une diminution de ressources pour l'État)

Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (de suppression) (p. 1217)

Ses explications de vote (p. 1218)

Janine JAMBU

Hauts-de-Seine (11ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 3111 relative à la parité des femmes et des hommes dans la vie publique [7 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3265 relative à des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations [20 décembre 1996]

Proposition de résolution n° 3453 tendant à modifier l'article 92 du Règlement de l'Assemblée nationale relatif à l'irrecevabilité financière des amendements [19 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [29 octobre 1996] (p. 6152)

Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [5 février 1997] (p. 826)

Logement et habitat. Expulsions. Lutte et prévention [12 mars 1997] (p. 1848)

Communes. Finances. Relations avec l'État, perspectives [16 avril 1997] (p. 2547)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Son intervention (p. 6674)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : "un pour cent patronal" (p. 6675)

Aides au logement : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6674, 6675)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6674, 6675)

Aides au logement : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) (p. 6675)

Épargne : livret A (p. 6675)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6674, 6675)

Logement social : logements HLM : surloyers (p. 6675)

Organismes et structures : fonds de solidarité pour le logement (p. 6675)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8018)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8022) : rejetée (p. 8026)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 8024)

Emploi : chômage (p. 8022)

Politique économique : généralités (p. 8023, 8024)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 8022, 8044)

Secteur public : privatisations (p. 8022 à 8024)

Secteur public : Thomson (p. 8023)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (abrogation des dispositions de la loi du 22 juillet 1993 portant réforme du code de la nationalité) : rejeté (p. 1405)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1432)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Soutient l'amendement n° 79 de M. André Gerin (droit au séjour pour l'ensemble des conjoints de Français) : rejeté (p. 1492)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1815)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi constitutionnelles tendant à assurer la parité d'accès des hommes et des femmes aux mandats publics (p. 1816)

Élections et référendums : candidatures des femmes : rôle des partis politiques (p. 1816)

Élections et référendums : quotas pour les femmes : incitations à la parité (p. 1816)

Élections et référendums : scrutin proportionnel (p. 1817)

Femmes : vie publique : mandats publics : pourcentage d'élues (p. 1817)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Soutient l'amendement n° 494 de M. Gilbert Biessy (caractère non limitatif de l'énumération des droits) : rejeté (p. 2609)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son intervention (p. 2781)

Maurice JANETTI

Var (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1315, posée le 28 janvier 1997. Énergie. Nucléaire : développement (p. 474). Appelée le 4 février 1997. Projet ITER, participation de la France, perspectives (p. 718, 719)

Serge JANQUIN
Pas-de-Calais (10ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17743)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [23 octobre 1996] (p. 5854)

Politique économique et sociale. Lutte contre l'exclusion. Financement [15 avril 1997] (p. 2453)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1477, posée le 15 avril 1997. Logement et habitat. Question non appelée (p. 2506)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère qu'il n'est conforme ni au droit, ni à la logique de déclarer les sept derniers amendements sans objet [17 avril 1997] (p. 2600)

Juge intolérable la "générosité si chichement mesurée par le Gouvernement à l'égard des sans-domicile fixe" et demande une suspension de séance [17 avril 1997] (p. 2673)

Observe qu'il n'appartient pas au Gouvernement de diriger les débats et demande que - dans la discussion commune - l'amendement n° 401 de Mme Neiertz soit examiné en premier [18 avril 1997] (p. 2695)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Georges Sarre (p. 7559)

Soutient la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 7559) : rejetée (p. 7566)

Thèmes :

Collectivités territoriales : conseils généraux : présidents : responsabilité d'attribution de la prestation spécifique dépendance (p. 7561)

Contribution sociale généralisée : financement de la prestation spécifique dépendance (p. 7560)

Lois : loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des adultes handicapés (p. 7562)

Personnes âgées : dépendance : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (p. 7561)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7561)

Personnes âgées : dépendance : prestation expérimentale (PED) (p. 7563)

Personnes âgées : hospices : maisons de retraite : réforme de la tarification : rapport de l'IGAS (p. 7563)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7561)

Prestation spécifique dépendance : égalité d'accès : disparités entre départements : entre communes (p. 7562)

Prestation spécifique dépendance : rappels : historique (p. 7559)

Sécurité sociale : extension du champ d'application au "risque" dépendance (p. 7559)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er A (conventions obligatoires conclues entre le département et les organismes de protection sociale pour favoriser la coordination de la prise en charge de la dépendance)

Son intervention (p. 7620)

Son amendement n° 74 (avis des représentants des personnes âgées et des professionnels qualifiés) : devenu sans objet (p. 7622)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean-Yves Chamard (publication d'un rapport annuel) à l'amendement n° 178 du Gouvernement (création d'un comité national de la coordination gérontologique) (p. 7709)

Article 1er (conditions générales d'attribution de la prestation)

Son intervention (p. 7711)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (possibilité d'attribuer la prestation même en l'absence de soins) (p. 7712)

Son amendement n° 116 (possibilité d'attribuer la prestation même en l'absence de soins) : retiré (p. 7712)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Maxime Gremetz (relèvement de l'ISF de 10 % afin de financer la prestation) (p. 7712)

Article 2 (attribution et gestion de la prestation)

Son intervention (p. 7713)

Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Jean-Yves Chamard (de précision) à l'amendement n° 10 de la commission (rôle de l'équipe médico-sociale) (p. 7716)

Son amendement n° 75 (fixation du montant et de la date d'effet de la prestation en cas d'absence de décision) : retiré (p. 7717)

Article 3 (conventions facultatives conclues entre le département et certains organismes pour assurer l'instruction et le suivi de la prestation)

Son amendement n° 117 (obligation de conclure des conventions) : rejeté (p. 7718)

Son amendement n° 76 (avis des représentants des personnes âgées et des professionnels de secteur gérontologique) : adopté (p. 7718)

Article 4 (montant de la prestation)

Intervient sur l'amendement n° 201 du Gouvernement (fixation par décret du plafond minimum de la prestation) (p. 7719)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de Mme Monique Rousseau (modulation du montant de la prestation) à l'amendement n° 201 du Gouvernement (p. 7720)

Son amendement n° 118 (suppression de la référence à l'environnement) : devenu sans objet (p. 7720)

Article 5 (conditions de ressources)

Son intervention (p. 7727)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (appréciation des ressources) (p. 7729)

Son amendement n° 77 (appréciation des ressources) : retiré (p. 7729)

Intervient sur l'amendement n° 202 du Gouvernement (appréciation des ressources) (p. 7729)

Article 7 (non cumul de la prestation et de divers avantages sociaux)

Son intervention (p. 7730)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son intervention (p. 7731)

Intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Monique Rousseau (mise en œuvre de l'obligation alimentaire) (p. 7734)

Intervient sur l'amendement n° 180 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives au recours sur succession) (p. 7735)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 181 du Gouvernement (introduction dans le code de la famille et de l'aide sociale des dispositions relatives au recours sur succession) (p. 7737)

Article 9 (contentieux de l'attribution de la prestation)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Yves Bur (qualification en gériatrie du médecin appréciant le degré de dépendance) (p. 7738)

Article 10 (tutelle, secret professionnel et contrôle)

Son amendement n° 78 (de précision) : adopté (p. 7740)

Article 12 (rôle de l'équipe médico-sociale)

Son amendement n° 125 (composition de l'équipe médico-sociale) : devenu sans objet (p. 7742)

Article 13 (conditions d'utilisation de la prestation)

Son intervention (p. 7747)

Son amendement n° 79 (formation qualifiante des aides à domicile) : rejeté (p. 7747)

Article 14 quater (suivi des bénéficiaires par l'équipe médico-sociale)

Son amendement n° 126 : non soutenu (p. 7751)

Article 15 (principe du droit à la prestation spécifique dépendance en établissement, évaluation de la dépendance et versement de la prestation)

Son amendement n° 127 soutenu par M. Maxime Gremetz (composition de l'équipe chargée de l'évaluation) : rejeté (p. 7754)

Article 16 (principes de la réforme)

Son amendement n° 80 : non soutenu (p. 7757)

Son amendement n° 129 : non soutenu (p. 7757)

Son amendement n° 130 : non soutenu (p. 7757)

Après l'article 20

Son amendement n° 132 : non soutenu (p. 7763)

Après l'article 21

Son amendement n° 133 : non soutenu (p. 7765)

Ses explications de vote (p. 7769)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7770)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8556)

Son intervention (p. 8559)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) : maintien transitoire (p. 8560)

Personnes âgées : maisons de retraite : création de lits de cure médicale (p. 8559)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 8559)

Sécurité sociale : création d'un "risque" dépendance (p. 8559)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8560)

Projet de loi n° 2972 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1996] (p. 7682)

Son intervention (p. 7685)

Thèmes :

Agriculture : élevage : bornage et droits de passage (p. 7686)

Communautés européennes et Union européenne (p. 7685)

Pays étrangers : Belgique (p. 7685)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 1-1-3 du code du service national : objet du volontariat

Soutient l'amendement n° 246 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression du dernier alinéa de l'article L. 1-1-3 relatif aux aides destinées à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes gens) : rejeté (p. 609)

Après l'article L. 1-1-4 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Olivier Darrason (information préalable des jeunes Français dans les établissements d'enseignement scolaire) (p. 613)

Article L. 1-4-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 248 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 622)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (interlocuteurs des jeunes lors du rendez-vous citoyen) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Voisin (rappel des institutions de l'Union européenne) (p. 627)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'accessibilité au service public du rail) : rejeté (p. 852)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 2474) : rejetée (p. 2497)

Thèmes :

Conseil d'État : respect du principe d'égalité (p. 2478)

Conseil économique et social : rapports sur la lutte contre la pauvreté (p. 2479)

Constitution : Préambule de la Constitution de 1946 : jurisprudence du Conseil constitutionnel (p. 2476)

Élections et référendums : droit de vote des personnes sans domicile fixe (p. 2480)

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2482)

Emploi : statistiques (p. 2481)

Famille : établissements d'accueil (p. 2480)

Impôts et taxes : amortissement Périssol (p. 2490)

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 2494)

Jeunes : échec scolaire : lutte contre l'illettrisme (p. 2474, 2491)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle (p. 2483)

Jeunes : restauration scolaire (p. 2480)

Jeunes : tutorat (p. 2486)

Logement et habitat : attribution de logements sociaux (p. 2491)

Logement et habitat : expulsions (p. 2491)

Logement et habitat : prêts et aides (p. 2488)

Logement et habitat : réquisition (p. 2489)

Revenu minimum d'insertion : départements : actions d'insertion (p. 2479)

Santé publique : accès aux soins (p. 2486)

Santé publique : lutte contre la tuberculose (p. 2486)

Santé publique : saturnisme (p. 2486)

Sécurité sociale : assurance maladie universelle (p. 2486)

Sécurité sociale : institution d'un médiateur (p. 2466)

Travail : licenciement (p. 2481)

Travail : précarisation des emplois (p. 2482)

Ville (p. 2485)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son intervention (p. 2585)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gilbert Biessy (prévention des procédures d'exclusion sociale) (p. 2590)

Son amendement n° 393 corrigé (de précision) : devenu sans objet (p. 2600)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 avril 1997] (p. 2600)

Article 2 (accès aux droits)

Intervient sur l'amendement n° 331 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (accès effectif de chacun aux droits dans tous les domaines de la vie familiale) (p. 2608)

Intervient sur l'amendement n° 623 de Mme Nicole Catala (exercice effectif des droits fondamentaux) (p. 2608)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Jean-Yves Chamard (suppression de l'énumération des droits fondamentaux) (p. 2608)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Christian Vanneste (sensibilisation des enfants dans les écoles aux phénomènes d'exclusion sociale) (p. 2620)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 215 de M. Georges Sarre (subrogation par les associations en cas de préjudice) : rejeté (p. 2666)

Article 4 (droit de vote des personnes sans domicile fixe)

Son intervention (p. 2668)

Son amendement n° 394 (suppression de la commission spéciale) : adopté (p. 2670)

Après l'article 4

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 avril 1997] (p. 2673)

Article 6 (droit à la vie familiale des personnes hébergées dans les centres d'accueil)

Son amendement n° 270 (suppression des mesures envisagées en cas d'impossibilité de réunion des familles) : rejeté (p. 2677)

Après l'article 8

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 avril 1997] (p. 2695)

Soutient l'amendement n° 399 de Mme Ségolène Royal (clarté de la publicité relative à l'octroi des crédits) : rejeté (p. 2700)

Soutient l'amendement n° 398 de Mme Ségolène Royal (plafonnement des tarifications bancaires en cas d'impayés) : rejeté (p. 2700)

Article 9 (institution d'un médiateur dans les organismes de sécurité sociale qui servent des prestations)

Soutient l'amendement n° 402 de Mme Frédérique Bredin (aide médicale) : rejeté (p. 2707)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Olivier Darrason (exercice d'un tutorat par les centres du service national) (p. 2711)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 760 rectifié de M. Pierre Cardo (création d'un fonds départemental de l'emploi) (p. 2718)

Article 12 (itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Robert Galley (droit des jeunes à la formation professionnelle) (p. 2765)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Camille Darsières (de précision) : rejeté (p. 2783)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Brossard (santé scolaire) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Yves Bur (santé scolaire) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean-Pierre Brard (création de commissions communales de santé) (p. 2795)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Étienne Pinte (institution d'un barème national déterminant les conditions d'accès à l'aide médicale) (p. 2798)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Yves Chamard (délai de paiement des dépenses de santé) (p. 2799)

Henry JEAN-BAPTISTE

Mayotte (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6018)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : crédits (p. 6018)

DOM-TOM : Mayotte (p. 6019)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : mobilité (p. 6046)

Logement : prêt à taux zéro (p. 6042)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7971)

Son intervention (p. 7973)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 7974)

Mer et littoral : agences d'État pour la mise en valeur de la zone des "cinquante pas géométriques" (p. 7974)

Mer et littoral : zones littorales : régime juridique (p. 7973)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 7974)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7978)

Article 1er (dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique)

Article L. 89-1 bis du code du domaine de l'État : institution d'une commission de vérification des titres

Soutient l'amendement n° 31 corrigé de Mme Christiane Taubira-Delannon (présence d'un notaire et de deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission de vérification des titres) : devenu sans objet (p. 7982)

Article 4 (mission et compétences des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique)

Son intervention

Projet de loi n° 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Son intervention (p. 7994)

Thèmes :

DOM-TOM : loi pénale : extension (p. 7995)

DOM-TOM : Mayotte : statut général des fonctionnaires (p. 7995)

DOM-TOM : Mayotte : système de santé (p. 7994, 7995)

Projet de loi n° 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Discussion générale commune des projets de loi n°s 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte, 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton et 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale (voir DOM-TOM 3157)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7999)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Pierre Mazeaud (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Martin) (p. 8004)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 577)

Thèmes :

DOM-TOM : service militaire adapté (SMA) (p. 577, 578)

Service national : volontariat (p. 578)

Gérard JEFFRAY

Seine-et-Marne (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3087 assouplissant les conditions de recours et d'utilisation des contrats à durée déterminée [29 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. UNEDIC. Excédent, utilisation, perspectives [18 décembre 1996] (p. 8517)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1163, posée le 2 octobre 1996. Poste et télécommunications. Agences postales (p. 5049). Appelée le 8 octobre 1996. Fonctionnement,

financement, responsabilité des communes (p. 5163, 5164)

n° 1329, posée le 18 février 1997. Enseignement. Illettrisme (p. 1088, 1089). Appelée le 18 février 1997. Lutte et prévention (p. 1020, 1021)

n° 1373, posée le 25 février 1997. Police. Question non appelée (p. 1377)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Famille : législation familiale : simplification (p. 6099)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (p. 6098)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Procédure des questions :

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : programmes régionaux pour l'emploi des jeunes (p. 6731)

Vote des crédits [8 novembre 1996] (p. 6736)

État B, titre IV

Son amendement n° 87 (réduction des crédits de 1 863 800 000 F) : rejeté (p. 6738)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1427)

Jean-Jacques JEGOU

Val-de-Marne (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Président de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997 [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18313)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 1er février 1997] (p. 1786)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 37 : Travail et affaires sociales (formation professionnelle) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Informatique. Logiciels. Traitements des dates, adaptation, coût [8 octobre 1996] (p. 5186)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'étonne des termes utilisés par M. Michel Berson et notamment du mot "hold up" pour qualifier le prélèvement au profit de l'État de la somme de 1 milliard de francs sur les fonds de la formation en alternance des jeunes, gérés par les partenaires sociaux [8 novembre 1996] (p. 6716)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5386)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : généralités (p. 5387)

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5388)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : monnaie unique (p. 5387)

Culture : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 5387)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5387)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5387)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5389)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5387)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 5388)

Formation professionnelle et promotion sociale : organismes : prélèvements (p. 5387)

Impôts et taxes : investissement outre-mer (p. 5387)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5388)

Impôts locaux (p. 5388)

TVA (p. 5388)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Thomas (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

Après l'article 9

Son amendement n° 227 (extension à l'ensemble des groupements d'employeurs de l'exonération de l'imposition forfaitaire annuelle) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5609)

Article 20 (aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement)

Son amendement n° 260 (suppression de la diminution de la compensation de la réduction pour embauche et investissement) : adopté au scrutin public (p. 5632)

Après l'article 10

Son amendement n° 228 rectifié précédemment réservé (non-assujettissement à la TVA des prestations de télécommunication rendues à un preneur établi dans un pays tiers et des prestations rendues à un preneur assujetti dans un autre État membre de l'Union européenne) : adopté après deuxième rectification (suppression du gage) (p. 5663)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Soutient l'amendement n° 357 de M. Gilles Carrez (application des règles des livraisons à soi-même non immobilières aux travaux de construction de logements sociaux) : retiré (p. 5675)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 177 précédemment réservé de M. Michel Jacquemin (abaissement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) : rejeté (p. 5703)

Soutient l'amendement n° 255 corrigé précédemment réservé de M. René Beaumont (abaissement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) : rejeté (p. 5703)

Soutient l'amendement n° 25 précédemment réservé de M. Marcel Roques (relèvement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) : rejeté (p. 5705)

Soutient l'amendement n° 370 précédemment réservé de Mme Marie-Thérèse Boisseau (relèvement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) : rejeté (p. 5705)

Article 12 précédemment réservé (aménagement du mode de calcul de la valeur ajoutée retenue pour le plafonnement de la taxe professionnelle des entreprises louant des biens à des sociétés appartenant à un même groupe)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Michel Inchauspé (suppression, au sein des groupes de sociétés, de la prise en compte des loyers et des frais financiers dans la valeur ajoutée à la fois du locataire et du bailleur et exclusion des loyers perçus de la valeur ajoutée du bailleur) : retiré (p. 5708)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 55 précédemment réservé de la commission (institution d'une contribution exceptionnelle sur les excédents financiers des organismes collecteurs paritaires de la formation professionnelle) : retiré (p. 5735)

Son amendement n° 380 rectifié précédemment réservé (institution d'une contribution exceptionnelle sur les excédents financiers des organismes collecteurs paritaires de la formation professionnelle) : adopté (p. 5736)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6702)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1996] (p. 6716)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle et promotion sociale : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 6703)

Formation professionnelle et promotion sociale : organisation et rationalisation : évaluation des résultats (p. 6702)

Formation professionnelle et promotion sociale : réforme : rapport du 4 octobre 1996 de M. Michel de Virville (p. 6702)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : contrats d'apprentissage et formation en alternance : gestion des fonds (p. 6702)

Procédure des questions :

Administration : service public de l'emploi : fusion du corps des inspecteurs de la formation professionnelle avec celui des inspecteurs du travail (p. 6734)

Vote des crédits [8 novembre 1996] (p. 6736)

État B, titre IV

Soutient l'amendement n° 63 de la commission des finances (réduction des crédits de 39 millions de francs) : rejeté (p. 6742)

Article 95 (recentrage des stages de formation pour les chômeurs)

Intervient sur l'amendement n° 179 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (mention des handicapés parmi les bénéficiaires des stages d'insertion et de formation dans l'emploi) (p. 6746)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 59

Soutient l'amendement n° 278 de la commission (imposition des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail) : adopté (p. 7127)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Charles Gheerbrant (déductibilité partielle de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale) : rejeté (p. 7132)

Après l'article 67

Son amendement n° 421 (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté (p. 7162)

Soutient l'amendement n° 249 corrigé de M. Arthur Paecht (application du taux réduit de la TVA aux prestations d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers effectués dans le cadre du service public local) : rejeté (p. 7168)

Article 81 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1997)

Son amendement n° 400 corrigé soutenu par M. Charles de Courson (coefficient de revalorisation forfaitaire porté à 1,01 pour l'ensemble des propriétés bâties autres que les immeubles industriels) : adopté après deuxième correction (suppression du gage) (p. 7201)

Ses explications de vote (p. 7330)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 7331)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Article 19 (extension du congé de fin d'activité aux personnels des établissements d'enseignement privé et aux ouvriers de l'État)

Son intervention (p. 7901)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8018)

Son intervention (p. 8026)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 8027)

Emploi : chômage (p. 8026)

Entreprises (p. 8026)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 8027)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 8026)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8026)

Finances publiques : recettes : prélèvements sur des organismes publics (p. 8026)

Politique économique : croissance (p. 8026)

Politique économique : généralités (p. 8027)

Politique économique : investissement (p. 8026)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 8026, 8027)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 8027)

Transports routiers : grève (p. 8026)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 8027)

Antoine JOLY

Sarthe (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transporteurs. Revendications [26 novembre 1996] (p. 7541)

Travail. Durée du travail. Réduction, loi n° 96-502 du 11 juin 1996, application [28 janvier 1997] (p. 448)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1175, posée le 2 octobre 1996. Service national. Dispense (p. 5051). Appelée le 8 octobre 1996. Conditions d'attribution (p. 5171, 5172)

n° 1217, posée le 26 novembre 1996. Industrie. Pechiney emballage alimentation (p. 7590). Appelée le 3 décembre 1996. Emploi et activité, perspectives, La Flèche (p. 7829, 7830)

n° 1376, posée le 25 février 1997. Transports. TGV Atlantique (p. 1378). Appelée le 4 mars 1997. Desserte du Mans, perspectives (p. 1556, 1557)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7668)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 7668)

Emploi (p. 7668)

Charles JOSSELIN

Côtes-d'Armor (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Alcatel. Emploi et activité, Lannion [29 octobre 1996] (p. 6151)

Communautés européennes et Union européenne. Élargissement. Perspectives [17 décembre 1996] (p. 8421)

Emploi. Jeunes. Politique et réglementation [18 février 1997] (p. 1057)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5527)

Thèmes :

Actions extérieures (p. 5528)

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 5527, 5528)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne (p. 5528, 5529) ; traité de Maastricht : monnaie unique (p. 5528, 5529)

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités : politique budgétaire (p. 5527, 5529) ; contribution française (p. 5527)

Fonds structurels (p. 5527)

Politique extérieure et de sécurité commune (p. 5528, 5529)

Politiques internes (p. 5527)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5932)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Administration : Ministère des affaires étrangères : crédits, coopération décentralisée, fonds d'assistance (p. 6863, 6864)

Affaires étrangères : organisations non gouvernementales (p. 6864)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Monique Rousseau (mise en œuvre de l'obligation alimentaire) (p. 7734)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 corrigé du Gouvernement (financement du service public d'équarrissage par une taxe assise sur la valeur des achats de viandes et due par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions de francs) (p. 7798)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Après l'article 264 du code rural : création du service public d'équarrissage

Son amendement n° 21 (création d'une commission nationale de l'équarrissage chargée de délivrer les agréments et d'effectuer les contrôles) : rejeté (p. 7801)

Article 269 du code rural : interdiction de jeter les animaux morts

Soutient l'amendement n° 16 de M. Alain Le Vern (sanctions) : retiré (p. 7801)

Après l'article 269 du code rural

Soutient l'amendement n° 18 de M. Alain Le Vern (enfouissement limité à cent kilos par an) : rejeté (p. 7802)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 20 de M. Alain Le Vern (insertion d'un article L. 111-4 dans le code de la

consommation relatif à l'étiquetage des produits de la viande) : rejeté (p. 7803)

Soutient l'amendement n° 19 de M. Alain Le Vern (interdiction de l'importation de viandes provenant d'animaux nourris avec des farines interdites en France) : rejeté (p. 7803)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Bruno Retailleau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes à due concurrence de la taxe d'enlèvement et de traitement des cadavres d'animaux pour la période du 16 septembre 1996 au 31 décembre 1996) (p. 7804)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7807)

Proposition de résolution n° 2991 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants (COM (96) 324 final/ n° E 676)

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1996] (p. 7808)

Son intervention (p. 7811, 7813)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7812)

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 7811)

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement du Conseil : taux applicable aux importations de bovins vivants (p. 7811)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 20 (article 4 du décret du 9 janvier 1852 : détermination des points de débarquement et fixation des règles relatives aux organisations de producteurs)

Son intervention (p. 1657)

Article 9 bis précédemment réservé (situation du conjoint du patron pêcheur)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 de M. Daniel Colliard (de précision) à l'amendement n° 112 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport au Parlement) (p. 1683)

Article 30 (modernisation des relations de travail : loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime)

Son intervention (p. 1687)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 122-3 du code du service national : protection sociale des volontaires

Son amendement n° 87 (couverture maladie, maternité, invalidité) : adopté (p. 2337)

Didier JULIA

Seine-et-Marne (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Vote des crédits [4 novembre 1996] (p. 6419)

État C, titre V

Son amendement n° 183 soutenu par M. Michel Bouvard (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de 144 millions de francs) : retiré (p. 6420)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 74

Son amendement n° 233 corrigé : non soutenu (p. 7197)

Alain JUPPÉ

Premier ministre

DÉPÔTS

Déclaration de politique générale n° 3005 [2 octobre 1996]

Projet de loi n° 3007 autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes) [2 octobre 1996]

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997 [9 octobre 1996]

Projet de loi n° 3045 relatif à la lutte contre le racisme [16 octobre 1996]

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin [16 octobre 1996]

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration [6 novembre 1996]

Projet de loi n° 3104 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne concernant la construction et l'exploitation de la section internationale d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Espagne (façade méditerranéenne) [6 novembre 1996]

Projet de loi n° 3105 autorisant l'approbation d'un protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques [6 novembre 1996]

Projet de loi n° 3106 autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [6 novembre 1996]

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996 [13 novembre 1996]

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [13 novembre 1996]

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse [13 novembre 1996]

Déclaration du Gouvernement n° 3176 sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin [27 novembre 1996]

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national [27 novembre 1996]

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale [27 novembre 1996]

Projet de loi n° 3245 portant règlement définitif du budget de 1995 [18 décembre 1996]

Projet de loi n° 3292 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [15 janvier 1997]

Projet de loi n° 3293 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part [15 janvier 1997]

Projet de loi n° 3322 renforçant la prévention et la répression des atteintes sexuelles commises sur les mineurs et des infractions portant atteinte à la dignité de la personne [29 janvier 1997]

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale [26 février 1997]

Projet de loi n° 3391 autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé) [26 février 1997]

Projet de loi n° 3392 autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [26 février 1997]

Projet de loi n° 3393 autorisant la ratification de la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (ensemble quatre annexes et deux appendices) [26 février 1997]

Projet de loi n° 3406 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part [5 mars 1997]

Projet de loi n° 3407 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part [5 mars 1997]

Projet de loi n° 3408 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part [5 mars 1997]

Projet de loi n° 3409 portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte [5 mars 1997]

Projet de loi n° 3413 relatif à l'enseignement, la formation et la sécurité dans les transports [11 mars 1997]

Projet de loi n° 3414 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part [11 mars 1997]

Déclaration du Gouvernement n° 3415 sur la place des femmes dans la vie publique [11 mars 1997]

Projet de loi n° 3462 portant réforme du code des marchés publics [20 mars 1997]

Projet de loi n° 3473 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, et la République hellénique par les accords signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992 [26 mars 1997]

Projet de loi n° 3492 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [2 avril 1997]

Projet de loi n° 3494 modifiant les dispositions du code rural relatives à la protection des animaux et à la garde des animaux domestiques, ainsi que certains articles du code civil [9 avril 1997]

Projet de loi n° 3495 portant réglementation des ventes de meubles aux enchères publiques [9 avril 1997]

Projet de loi n° 3500 créant le Conseil national des communes "compagnon de la Libération" [16 avril 1997]

Projet de loi n° 3501 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991 [16 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Gilles de Robien. Corse. Ordre public, maintien [8 octobre 1996] (p. 5178)

M. Olivier Darrason. Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [16 octobre 1996] (p. 5432)

M. Michel Péricard. Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israelo-arabe, processus de paix, perspectives [22 octobre 1996] (p. 5766)

M. Bernard Seux. Corse. Ordre public, maintien [29 octobre 1996] (p. 6152)

Mme Janine Jambu. Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [29 octobre 1996] (p. 6152)

M. Alain Bocquet. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, attentat du mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7951)

M. Michel Péricard. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, attentat du mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7951)

M. Laurent Fabius. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, attentat du mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7951)

M. Gilles de Robien. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, attentat du mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7952)

M. Joseph Klifa. Travail. Durée du travail. Réduction, loi n° 96-502 du 11 juin 1996, application [29 janvier 1997] (p. 504)

M. Gilles de Robien. Étrangers. Immigration. Politique et réglementation [18 février 1997] (p. 1049)

M. Philippe Briand. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Bilan et perspectives [11 mars 1997] (p. 1796)

M. Laurent Fabius. Parlement. Assemblée nationale. Députés, déclaration, comparaison Front national et Front populaire [18 mars 1997] (p. 1971)

Mme Monique Rousseau. Enfants. Enfance martyre. Lutte et prévention [18 mars 1997] (p. 1972)

M. Bernard Accoyer. Assurance maladie maternité. Conventions avec les praticiens. Médecins, installation, nomenclature des actes [15 avril 1997] (p. 2450)

M. André Fanton. Défense. Réglementation. Secret-défense [15 avril 1997] (p. 2452)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 3005 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration

[2 octobre 1996] (p. 5064)

Son intervention (p. 5064)

Sa réponse (p. 5082)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : projet de loi de cohésion sociale (p. 5066, 5068)

Affaires étrangères : processus de paix au Moyen-Orient (p. 5083)

Communautés européennes et Union européenne : institutions et conférence intergouvernementale (p. 5083)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 5065, 5083)

Droit pénal (p. 5067)

Emploi : situation de sous-emploi ; action gouvernementale : baisse des charges sociales et aménagement du temps de travail (p. 5064 à 5066)

Enseignement : crédits (p. 5066)

Entreprises : banque de développement des PME (p. 5065)

Entreprises : droit des sociétés (p. 5066)

Étrangers : immigration, intégration (p. 5068)

Finances publiques (p. 5082)

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage (p. 5066, 5067)

Impôt sur le revenu (p. 5065)

Logement et habitat : logement social (p. 5082)

Lois de finances : loi de finances pour 1997 (p. 5064, 5065)

Marchés publics (p. 5066)

Personnes âgées : prestation d'autonomie (p. 5066)

Politique économique : mondialisation (p. 5064, 5083)

Politique économique et sociale : situation actuelle et perspectives de croissance, évolution des taux d'intérêt, pouvoir d'achat (p. 5065, 5082)

Sécurité sociale : projet de loi de financement de la sécurité sociale (p. 5065)

Vie publique : "nouvelle" démocratie ; scrutin législatif, scrutin régional (p. 5067, 5068, 5083)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7633)

Thèmes :

Affaires étrangères : couple franco-allemand (p. 7634)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 7634)

Affaires étrangères : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (p. 7634)

Commerce extérieur (p. 7634)

Communautés européennes et Union européenne : élargissement (p. 7633, 7634)

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 7636)

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7634)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7634 à 7636)

Défense : défense européenne (p. 7634)

Emploi (p. 7636)

Moyens de paiement : franc, parités franc-mark et franc-dollar (p. 7635)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1802)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : décision du 18 novembre 1982 déclarant anticonstitutionnelle une disposition prévoyant qu'une liste ne peut comporter plus de 75 % de membres du même sexe (p. 1804)

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1804)

Droit civil : égalité des droits entre hommes et femmes (p. 1802)

Élections et référendums : quotas pour les femmes : incitations à la parité (p. 1803)

Entreprises : place des femmes dans l'encadrement (p. 1803)

Femmes : droit de vote (p. 1802)

Femmes : Observatoire de la parité (p. 1803)

Femmes : scolarité (p. 1802)

Femmes : vie publique : mandats publics : pourcentage d'élues (p. 1803)

Gouvernement : pourcentage de femmes (p. 1803)

Traités et conventions : situation des femmes dans la vie active (p. 1803)

Travail : égalité professionnelle entre hommes et femmes (p. 1802)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2457)

Thèmes :

Associations (p. 2459)

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2459)

État : budget de la lutte contre l'exclusion (p. 2459)

Famille : établissements d'accueil (p. 2458)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle (p. 2459)

Logement et habitat : logements d'insertion (p. 2459)

Santé publique : accès aux soins (p. 2459)

Sécurité sociale : assurance maladie universelle (p. 2459)

Ville (p. 2459)

Jean JUVENTIN

Polynésie Française (1ère circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

K

Gabriel KASPEREIT
Paris (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Aimé KERGUERIS
Morbihan (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 7 novembre 1996] (p. 16340)

Rapporteur du projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines (n° 3100) [13 novembre 1996]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome II : Agriculture, pêche et alimentation (pêche) (n° 3035) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3100), d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines [26 février 1997] (n° 3382)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communautés européennes et Union européenne. Pêche maritime. Plan d'orientation pluriannuel, perspectives [16 avril 1997] (p. 2545)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 5901)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : troisième plan d'orientation pluriannuel (p. 5902)

Lois : projet de loi d'orientation de la pêche (p. 5902)

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 5901)

Pêche : commercialisation (p. 5902)

Pêche : flotte (p. 5901, 5902)

Pêche : Fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (FIOM) (p. 5902)

Pêche : gestion de la ressource ; gestion des quotas (p. 5902)

Pêche : prêts bonifiés (p. 5901)

Pêche : prix de vente (p. 5901)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1589)

Thèmes :

Impôts et taxes : plus-values de cession (p. 1590)

Mer et littoral : bande côtière (p. 1590)

Mer et littoral : commission consultative régionale présidée par le préfet de région (p. 1590)

Mer et littoral : conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire (p. 1589)

Mer et littoral : flotte de pêche : modernisation (p. 1590, 1591)

Mer et littoral : Office interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFFIMER) (p. 1589)

Mer et littoral : pêche artisanale : "société des pêches artisanales" (p. 1590)

Mer et littoral : ressources : quotas annuels et permis de pêche (p. 1589, 1590)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : établissement national des invalides de la marine (ENIM), statut et cotisations du conjoint (p. 1590)

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 1er (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Daniel Colliard (référence au principe de la préférence communautaire) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Bruno Retailleau (référence au principe de la préférence communautaire) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Édouard Leveau (exploitation dans les zones de haute mer) (p. 1614)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (objectif de développer la recherche dans la filière) : adopté (p. 1614)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (politique de qualité et d'identification des produits) : adopté (p. 1614)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Colliard (négociations entre le Gouvernement français et les pays membres de l'Union européenne en vue de réformer la réglementation en matière de pêche maritime) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Colliard (droit de signer des accords en dehors de la zone des 200 milles des pays de l'Union européenne avec les pays tiers) (p. 1616)

Article 2 (Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (compétence du Conseil étendue à la transformation) : adopté après modifications (p. 1627)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Edouard Leveau (compétence du Conseil étendue à la commercialisation) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Daniel Colliard (représentation des syndicats au sein du Conseil) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Daniel Colliard (représentation des responsables des organisations syndicales représentatives au niveau de la production) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Léonce Deprez (représentation des constructeurs de navires armés à la pêche) (p. 1628)

Article 3 (article 12 bis de la loi n° 82-847 du 6 octobre 1982 : création d'un Office des produits de la mer)

Intervient sur l'amendement n° 101 du Gouvernement (compétence du futur Office étendue à l'aquaculture) (p. 1628)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (composition du conseil de direction de l'Office) : adopté (p. 1628)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Colliard (rôle de l'Etat dans le maintien et le développement de la ressource) (p. 1629)

Article 4 (article 3 du décret du 9 janvier 1852 : délivrance des autorisations de pêche et répartition des quotas de capture)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Anicet Turinay (consultation des organisations professionnelles et des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins) (p. 1630)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Édouard Leveau (égalité de traitement des producteurs) (p. 1631)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Léonce Deprez (facilités d'accès à la profession pour les jeunes patrons) (p. 1631)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Colliard (prise en compte de l'attente des consommateurs) (p. 1632)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Édouard Leveau (prise en compte des caractéristiques des navires) (p. 1633)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Léonce Deprez (avis prépondérant des organisations de producteurs pour l'octroi des quotas) (p. 1633)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (autorisations de pêche non limitées à un an) : retiré (p. 1636)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Édouard Leveau (cessibilité des droits à quota une fois qu'ils ont été distribués annuellement et dans cette période annuelle) (p. 1636)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Édouard Leveau (rétrocession, échanges et reports de quotas sans accord préalable de la direction des pêches) (p. 1637)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Daniel Colliard (interdiction d'attribuer des quotas ou des sous-quotas à des navires appartenant directement ou indirectement à des sociétés bénéficiant de quotas émanant d'autres pays de l'Union européenne) (p. 1637)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1637)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Bruno Retailleau (modification de l'article 3 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres établissements de mer) (p. 1638)

Article 5 (article 13 du décret du 9 janvier 1852 : sanctions administratives applicables aux infractions à la police des pêches maritimes)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (allègement de la procédure en déconcentrant le pouvoir de décision au niveau du préfet de région territorialement compétent) : adopté (p. 1638)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1639)

Article 7 (loi n° 83-582 du 5 juillet 1983 : modernisation du régime de la saisie)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (attributions en matière de saisies dévolues au directeur départemental ou interdépartemental des affaires maritimes territorialement compétent) : adopté (p. 1639)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (autorité compétente pour opérer la saisie dans les TOM) : adopté (p. 1639)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1640)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (application de la procédure de saisie dans les îles éparses de l'Océan indien) : adopté (p. 1640)

Article 7 bis (rapport gouvernemental sur la bande côtière)

Intervient sur l'amendement n° 83 corrigé de M. Bruno Retailleau (contenu du rapport afin de maintenir une zone de pêche et de cultures marines dans la bande côtière au profit des pêcheurs nationaux) (p. 1640)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (contenu du rapport : bilan des mesures prises pour rétablir l'équilibre halieutique) : adopté (p. 1640)

Article 10 (société de pêche artisanale)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (autorisation au marin-pêcheur artisan de s'associer avec son second) : adopté (p. 1642)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1642)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (non limitation de la société de pêche à deux navires) (p. 1643)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Ambroise Guellec (non limitation de la société de pêche à deux navires) (p. 1643)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Ambroise Guellec (extension de la société de pêche aux locataires-gérants) (p. 1644)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (traitement fiscal identique lors du passage en société de pêche artisanale) : rejeté (p. 1644)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Léonce Deprez (modification de l'article 38 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale : composition du sociétariat des coopératives maritimes) (p. 1645)

Article 11 (article 34 du code général des impôts : extension des conditions d'imposition de la part de pêche des artisans pêcheurs aux associés de la pêche artisanale)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de coordination avec la rédaction retenue à l'article 10 relative au propriétaire embarqué) : adopté (p. 1645)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (suppression de l'obligation d'adhésion à un centre de gestion agréé) : adopté (p. 1645)

Article 12 (article 1455 du code général des impôts : exonération de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (exonération permanente de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1646)

Article 12 bis (article 1600 du code général des impôts : exonération de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) : retiré (p. 1647)

Article 13 (article L. 43 du code de pensions de retraite des marins : exonération de la part patronale des cotisations sociales pour les sociétés de pêche artisanales)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1647)

Article 14 (article 39 quaterdecies du code général des impôts : étalement des plus-values de cession)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Édouard Leveau (régime de l'étalement réservé aux sociétés propriétaires de navires ou de parts de copropriété de pêche maritime) (p. 1648)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (étalement des plus-values jusqu'en 2005) : retiré (p. 1648)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (assouplissement des conditions de réinvestissement) : adopté (p. 1649)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (définition de la structure susceptible d'attester la durée résiduelle d'utilisation du navire d'occasion) : rejeté (p. 1649)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Ambroise Guellec (suppression de la référence à l'achèvement depuis dix ans au plus de la construction du navire) (p. 1650)

Article 15 (article 44 nonies du code général des impôts : aide à la première installation)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Ambroise Guellec (application aux marins-pêcheurs du régime de droit commun prévu pour la création des entreprises nouvelles) (p. 1651)

Intervient sur l'amendement n° 102 du Gouvernement (alignement du dispositif fiscal prévu pour les jeunes artisans pêcheurs sur celui des jeunes agriculteurs) (p. 1651)

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (de cohérence avec l'amendement précédent) (p. 1651)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 53 rectifié de la commission (encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété) : retiré (p. 1654)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (article L. 43 du code des pensions de retraite des marins : exonération des contributions patronales pour la société de pêche artisanale) : adopté (p. 1656)

Article 18 (article L. 622-4 du code de la sécurité sociale : encouragement à la pluriactivité)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Léonce Deprez (incitation au développement de l'économie touristique grâce à l'activité accessoire des marins-pêcheurs) (p. 1656)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Daniel Colliard (objectifs en matière de préservation, d'accès à la ressource et de mise sur le marché des produits) (p. 1657)

Article 20 (article 4 du décret du 9 janvier 1852 : détermination des points de débarquement et fixation des règles relatives aux organisations de producteurs)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Daniel Colliard (obligation pour les navires immatriculés en France de débarquer leurs produits en des points de débarquement français) (p. 1659)

Article 21 (article 16 du décret du 9 janvier 1852 : extension des compétences des agents chargés de la police des pêches)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions) : adopté après modifications (p. 1674)

Intervient sur le sous-amendement n° 98 du Gouvernement (habilitation des inspecteurs des affaires maritimes) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 1674)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (habilitation des commandants, des commandants en second ou officiers en second des bâtiments et des chefs de bord des aéronefs de la marine nationale) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 1674)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Édouard Leveau (rôle des industriels de la transformation) (p. 1675)

Article 24 (rationalisation des investissements portuaires)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Louis Le Pensec (dénomination de la commission instituée à l'article 4) (p. 1675)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Daniel Colliard (représentation des organisations syndicales) (p. 1675)

Article 25 (article L. 215-1 du code de la consommation : habilitation des agents des affaires maritimes aux contrôles de conformité et de sécurité des produits)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (habilitation des techniciens experts du service de la sécurité de la navigation maritime) : adopté (p. 1676)

Article 26 (article 14 de la loi n° 31-411 du 2 mai 1991 : sanctions du non-respect de la règle de préavis pour quitter une organisation de producteurs)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (référence aux cotisations "acquittées" par le producteur concerné) : adopté (p. 1676)

Article 27 (article L. 311-1 du code rural : qualification agricole de l'activité de cultures marines)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean de Lipkowski (possibilité pour les professions concernées de choisir leur affiliation à la MSA ou à l'ENIM) (p. 1677)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 125 du Gouvernement (statut du conjoint du chef d'exploitation) (p. 1679)

Article 9 bis précédemment réservé (situation du conjoint du patron pêcheur)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rapport au Parlement dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi) : adopté (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport au Parlement) (p. 1683)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 de M. Daniel Colliard (de précision) à l'amendement n° 112 de M. Dominique Dupilet (p. 1683)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (contenu du rapport) : adopté après rectification (p. 1683)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1683)

Avant l'article 30

Soutient l'amendement n° 60 rectifié de la commission (application des articles 39 et 39-1 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 aux entreprises de la pêche marine et des cultures marines) : retiré (p. 1683)

Intervient sur l'amendement n° 119 du Gouvernement (application des articles 39 et 39-1 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle aux entreprises d'armement maritime) (p. 1684)

Article 30 (modernisation des relations de travail : loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime)

Intervient sur l'amendement n° 107 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 106 du Gouvernement (application des règles sur l'aménagement du temps de travail à toutes les entreprises d'armement maritime) (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Édouard Leveau (suppression des chapitres consacrés à la protection des jeunes gens) (p. 1686)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Édouard Leveau (affichage des conditions d'engagement à bord du navire et remplacement des marins absents) (p. 1687)

Article 31 (dispositions modifiant le code du travail - formation professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (possibilité de créer des groupements d'employeurs étendue aux entreprises d'armement maritime) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 105 du Gouvernement (application des dispositions sur la formation professionnelle aux conjoints des chefs d'entreprise d'armement maritime) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (droit à la formation professionnelle continue pour les conjoints des chefs d'entreprise de cultures marines) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 108 du Gouvernement (contribution des conjoints, collaborateurs ou associés à leur formation pour les entreprises affiliées au régime social des marins occupant moins de dix salariés) (p. 1689)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (article L. 651-1 du code de la sécurité sociale : conditions d'exonération de la contribution en faveur des coopératives maritimes d'avitaillement et d'armement) : retiré (p. 1689)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (article L. 651-3 du code de la sécurité sociale : plafonnement de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés en faveur des entreprises de négoce des produits de la mer) : retiré (p. 1690)

Article 32 (rapport sur la situation et l'indemnisation du chômage dans le secteur de la pêche)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Daniel Colliard (rapport dans un délai de six mois) (p. 1692)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Dominique Dupilet (rapport dans un délai de six mois) (p. 1692)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport) (p. 1693)

Article 33 (institution d'un fonds national d'aide à la préretraite à la pêche)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Édouard Leveau (création d'un fonds d'aide à la préretraite par catégorie de pêche) (p. 1694)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean de Lipkowski (création du chèque emploi-service pour les emplois saisonniers dans le secteur de la conchyliculture) (p. 1695)

Article 35 (article L. 34-8-1 du code du domaine de l'État : constitution de droits réels sur le domaine public maritime)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (ports mis à la disposition des départements ou communes) : retiré (p. 1696)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (consultation du préfet par le maire ou le président du conseil général avant d'accorder la prise de droits réels sur un port appartenant au domaine de l'État) : adopté après modifications (p. 1696)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (suppression de la possibilité pour le maire de consulter le préfet en vue d'une prise de droits réels sur le port) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 1696)

Christian KERT

Bouches-du-Rhône (11ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 3378) [19 février 1997]

Vice-président de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 février 1997] (p. 2821)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome IV : Communication (n° 3031) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2886), modifiant la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme [9 octobre 1996] (n° 3011)

Proposition de loi n° 3137 tendant à mettre fin aux difficultés d'application de l'article 22 de la loi du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social dit « amendement Creton » [14 novembre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3378), modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [13 mars 1997] (n° 3421)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Frais pharmaceutiques. Diffuseurs portables, malades atteints de mucoviscidose [4 décembre 1996] (p. 7957)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1308, posée le 28 janvier 1997. Voirie. Autoroutes (p. 473). Appelée le 4 février 1997. Contournement d'Aix-en-Provence, tracé, conséquences, environnement (p. 717)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6365)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel : action extérieure : RFO, RFI, TV5, CFI : regroupement (p. 6366)

Audiovisuel : éthique : "codification des scènes de violence" : signalétique mise en place par le CSA (p. 6366)

Audiovisuel : secteur public : dotation budgétaire (p. 6365)

Presse : aides à la presse écrite : taxe sur la publicité audiovisuelle (p. 6366, 6367)

Presse : journalistes : suppression de l'abattement fiscal supplémentaire de 30 % (p. 6366)

Radiodiffusion : Radio France (p. 6365)

Télévision : France 2 : rémunération des animateurs-producteurs (p. 6365)

Télévision : France 3 : maintien de la vocation régionale de la chaîne (p. 6365)

Télévision : France Télévision : augmentation des ressources publicitaires (p. 6365)

Télévision : La Sept-Arte et La Cinquième : réduction budgétaire : rapprochement (p. 6365, 6366)

Télévision : Télédiffusion de France (TDF) : situation de monopole (p. 6366)

Télévision : TF 1 et M 6 : augmentation des recettes publicitaires (p. 6366)

Proposition de loi n° 1924 tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7959)

Son intervention (p. 7960)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 7961)

Handicapés : autisme : circulaire du 27 avril 1995 : plans d'action régionaux (p. 7961)

Handicapés : autisme : prise en charge ; financement (p. 7960, 7961)

Handicapés : autisme : rapport au Parlement (p. 7961)

Handicapés : autisme : traitement (p. 7960)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7966)

Article 1er (contenu du schéma départemental)

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Georges Hage (suppression de l'adverbe "notamment") (p. 7966)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Georges Hage (caractère obligatoire de la collaboration entre

l'État, les collectivités locales et les organismes concernés) (p. 7967)

Article 2 (prise en charge de l'autisme et reconnaissance de ses conséquences comme handicap)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Georges Hage (définition de l'autisme) (p. 7968)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Durieux (définition de la prise en charge) (p. 7969)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Georges Hage (définition de la prise en charge) (p. 7969)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Georges Hage (suppression de la référence aux moyens disponibles) (p. 7969)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Durieux (mise en place d'un plan régional d'action) (p. 7969)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Georges Hage (création d'une unité de recherche pluridisciplinaire) (p. 7970)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8437)

Thèmes :

Étrangers : éloignement (p. 8437, 8438)

Étrangers : régularisations (p. 8438)

Police : travail clandestin (p. 8438)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 1991)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : extension des compétences (p. 1991)

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 1991)

Radiodiffusion : attribution des fréquences sur la bande FM (p. 1992)

Télévision : bouquets numériques et analogiques : dispositif anti-concentration (p. 1991)

Télévision : câble (p. 1991)

Télévision : canal parlementaire (p. 1992)

Télévision : chaînes locales : décrochages locaux : écrans publicitaires (p. 1992)

Télévision : France Télévision : holding de France 2 et France 3 (p. 1992)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 1992)

Télévision : Télévision de France (TDF) (p. 1992)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 1er (pouvoir de recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2070)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Didier Mathus (de suppression) (p. 2070)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (respect des valeurs de l'enfance et de l'adolescence) : adopté (p. 2071)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (publication au Journal officiel des recommandations du CSA) : adopté (p. 2072)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Bruno Retailleau (droit de saisine du CSA par les particuliers) (p. 2072)

Article 1er ter (incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel après cessation de leurs fonctions)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (raccourcissement des délais d'incompatibilité) : adopté (p. 2073)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Georges Sarre (compétence du CSA sur les supports techniques futurs de la communication audiovisuelle) (p. 2073)

Article 3 (consultation du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Georges Sarre (suppression du caractère obligatoire de la consultation) (p. 2074)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (répartition du temps d'antenne lors des consultations électorales) (p. 2076)

Article 4 (mission du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière d'éthique des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Georges Hage (suppression et remplacement de la référence aux valeurs de la famille) (p. 2076)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (déontologie applicable aux programmes) : adopté (p. 2077)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Georges Hage (suppression de la référence aux valeurs de la famille) (p. 2077)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (respect de la dignité de la personne humaine) : adopté (p. 2077)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Georges Hage (suppression de la signalétique des émissions transmises) (p. 2078)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 192 rectifié de Mme Christine Boutin (principes applicables à Internet, au Minitel et à la télécopie) (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Georges Hage (extension du dispositif aux services de communication audiovisuelle diffusant sur le territoire français) (p. 2079)

Soutient l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (retransmission des grandes manifestations sportives) : adopté (p. 2081)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Didier Mathus (fixation par décret de la liste des émissions sportives ne pouvant être cryptées) (p. 2081)

Article 5 (mise à disposition du public de services de communication audiovisuelle sur des fréquences dont l'assignation à l'attribution n'est pas confiée au Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2081)

Article 5 bis (régime juridique de la diffusion en France des programmes des chaînes étrangères)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2082)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Alain Griotteray (tarification applicable aux opérateurs de télédiffusion autres que TDF) (p. 2083)

Intervient sur l'amendement n° 155 corrigé de M. Louis de Broissia (retrait d'autorisation d'émettre en radiodiffusion) (p. 2085)

Intervient sur l'amendement n° 156 corrigé de M. Louis de Broissia (appréciation des missions d'intérêt général des sociétés nationales de radiodiffusion) (p. 2086)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Laurent Dominati (quotas de production) (p. 2087)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Didier Mathus (limitation de la durée des droits d'exclusivité) (p. 2087)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Renaud Muselier (modalités de cession des droits) (p. 2088)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Philippe Legras (modalités de cession des droits) (p. 2088)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Laurent Dominati (modalités de cession des droits) (p. 2088)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Renaud Muselier (droit de cryptage des émissions) (p. 2090)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Georges Hage (droit de cryptage des émissions) (p. 2090)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Dominique Paillé (interdiction de la publicité sur les chaînes cryptées) (p. 2092)

Article 7 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision disposés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 193 de Mme Christine Boutin (publication de la convention au Journal officiel) (p. 2092)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (cohérence avec la directive européenne "télévision sans frontière") : adopté (p. 2093)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Bruno Bourg-Broc (spectacles musicaux) (p. 2093)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Laurent Dominati (interdiction des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Intervient sur l'amendement n° 65 deuxième rectification de M. Louis de Broissia (autorisation partielle par décret des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Intervient sur le sous-amendement n° 214 de M. Bertrand Cousin (suppression de la référence au décret) à l'amendement n° 65 deuxième rectification de M. Louis de Broissia (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (convention entre le CSA et les services demandeurs d'une autorisation hertzienne terrestre) : adopté (p. 2097)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 221 corrigé de M. Georges Sarre (réduction de la durée des baux) (p. 2098)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Didier Mathus (reconduction de l'autorisation) (p. 2098)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Didier Mathus (limitation à la reconduction automatique de l'autorisation d'émettre) (p. 2099)

Article 7 bis (procédure de reconduction des autorisations d'usage de fréquences pour un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Georges Hage (distinction entre les radios associatives et les radios commerciales) (p. 2099)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Didier Mathus (de précision) (p. 2099)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Georges Hage (de précision) (p. 2099)

Soutient l'amendement n° 31 rectifié de la commission (respect des impératifs prioritaires) : adopté (p. 2100)

Article 7 ter (procédure de reconduction des autorisations d'usage de fréquences pour un service de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Georges Hage (possibilité de reconduction hors appel à candidature) (p. 2100)

Après l'article 7 ter

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Georges Hage (modalités de reconduction) (p. 2100)

Article 7 quater (procédure d'autorisation d'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 2101)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Didier Mathus (définition des catégories de services) (p. 2102)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Georges Hage (radios associatives) (p. 2102)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Laurent Dominati (priorité donnée à l'information) (p. 2103)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Frédérique Bredin (respect du pluralisme de l'information) (p. 2103)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Alain Griotteray (accords de réciprocité avec les diffuseurs étrangers) (p. 2104)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2104)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de précision) : adopté (p. 2104)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2104)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Didier Mathus (radios associatives ou indépendantes) (p. 2105)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de précision) : adopté (p. 2105)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Georges Hage (élection des membres de la commission) (p. 2105)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2105)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2105)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 2105)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Laurent Dominati (engagement à compter du 1er juillet 1997 des appels de candidatures à la réattribution des fréquences radio disponibles) (p. 2106)

Article 7 quinquies (modification des caractéristiques d'un service autorisé de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (forme de la demande de modification présentée par l'opérateur) : adopté (p. 2107)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Didier Mathus (délai de réponse du CSA) (p. 2107)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (référence aux autorisations et aux conventions passées) : adopté (p. 2107)

Après l'article 7 quinquies

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2107)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (appel de candidature lors des décrochages locaux) : adopté (p. 2108)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Didier Mathus (conventionnement des bouquets satellitaires) (p. 2108)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Frédérique Bredin (réserve de 25 % des capacités des opérations satellitaires au service public) (p. 2109)

Article 8 (régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusé par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Georges Hage (réduction à deux ans de la durée du conventionnement) (p. 2110)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Georges Sarre (réduction à trois ans de la durée du conventionnement) (p. 2110)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Didier Mathus (fixation d'une dépense minimale pour les obligations de production) (p. 2111)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 2111)

Soutient l'amendement n° 42 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 2111)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Georges Hage (protection de la production d'œuvres originales françaises) (p. 2111)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Laurent Dominati (publicité diffusée par câble ou par satellite) (p. 2112)

Article 8 bis (obligations des services diffusés par câble)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (téléachat) : adopté (p. 2112)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 2112)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 2112)

Article 8 ter (modification du plan de service d'un réseau câblé numérique)

Soutient l'amendement n° 46 rectifié de la commission (allègement de la procédure devant le CSA) : adopté (p. 2113)

Après l'article 8 ter

Intervient sur l'amendement n° 73 rectifié de M. Gérard Saumade (délégation des pouvoirs au département) (p. 2113)

Article 9 bis (exploitation d'un service de télévision locale distribué par câble par une personne morale)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Georges Sarre (garantie du pluralisme) (p. 2114)

Article 10 (dispositions limitant la concentration)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Didier Mathus (plafonnement à 25 % du maximum des parts détenues par un seul opérateur) (p. 2116)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Didier Mathus (fermeture des marchés publics pour les entreprises détenant au moins 10 % des parts dans une société de presse audiovisuelle) (p. 2117)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Georges Hage (plafonnement au tiers de l'offre) (p. 2125)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Georges Hage (attribution de 50 % de l'offre de services aux sociétés publiques de l'audiovisuel françaises ou européennes) (p. 2126)

Intervient sur l'amendement n° 177 rectifié de M. Didier Mathus (interdiction des contrats d'exclusivité entre les chaînes publiques et les bouquets satellitaires) (p. 2137)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Francis Saint-Ellier (possibilité de reprise sur les bouquets satellitaires des chaînes publiques) (p. 2137)

Soutient l'amendement n° 47 rectifié de la commission (exclusivité de France Télévision sur TPS pour une durée de deux ans et usage d'un décodeur polyvalent) : adopté après deuxième rectification (p. 2137)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Louis de Broissia (caractère exceptionnel de l'exclusivité) à l'amendement n° 47 rectifié de la commission (p. 2137)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de M. Georges Sarre (suppression de la mention de durée) à l'amendement n° 47 rectifié de la commission (p. 2137)

Intervient sur le sous-amendement n° 229 de M. Renaud Muselier (exclusivité portée à trois ans) à l'amendement n° 47 rectifié de la commission (p. 2137)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Laurent Dominati (possibilité pour les chaînes publiques de participer à tous les bouquets satellitaires) (p. 2137)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Georges Hage (seuil de 50 % pour la diffusion d'œuvres originaires de l'Union européenne et d'expression française) (p. 2138)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Didier Mathus (seuil réservé sur les bouquets numériques aux services indépendants français porté à 30 %) (p. 2138)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Laurent Dominati (limitation des services) (p. 2138)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Georges Hage (constitution d'un bouquet de programmes satellitaires publics) (p. 2138)

Article 12 (conditions d'exploitation des systèmes d'accès sous condition)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Georges Hage (moyens techniques d'accès du CSA) (p. 2139)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Georges Hage (gestion des décodeurs par TDF) (p. 2139)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Laurent Dominati (délai d'un an pour compatibilité des terminaux et des systèmes) (p. 2140)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Didier Mathus (délai d'un an pour compatibilité des terminaux et des systèmes) (p. 2140)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Laurent Dominati (décodeur unique) (p. 2140)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de la commission (de cohérence) à l'amendement n° 135 de M. Laurent Dominati (p. 2140)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Laurent Dominati (extension des dispositions d'anticoncentration) (p. 2141)

Article 13 (participation de chaînes hertziennes nationales au capital de sociétés de télévision locale dans les départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de précision) : adopté (p. 2141)

Article 14 (mise en demeure par le Conseil supérieur de l'audiovisuel de titulaires d'autorisation d'exploiter un service de communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (saisine du CSA par les associations) : adopté (p. 2142)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Laurent Dominati (pouvoirs de sanction du CSA) (p. 2143)

Article 15 ter (création d'une société holding dont France 2 et France 3 seront les filiales)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2144)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Laurent Dominati (composition du conseil d'administration) (p. 2144)

Article 16 (fusion de La Cinquième avec la Sept/Arte)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Georges Hage (cahiers des charges de la société) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Georges Hage (détention de la totalité du capital par des personnes publiques) (p. 2146)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (Institut national de l'audiovisuel) : adopté (p. 2147)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Georges Hage (coopération avec le Centre national de la documentation pédagogique) (p. 2147)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Georges Hage (détention de la totalité du capital par des personnes publiques) (p. 2149)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Alain Griotteray (direction et statuts de la société) (p. 2149)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Laurent Dominati (participation de France Télévision au capital de la société) (p. 2149)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Didier Mathus (suppression de la mention relative aux deux directeurs) (p. 2149)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (directoire et budget de la société) : adopté (p. 2151)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Didier Mathus (composition du conseil d'administration) (p. 2151)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Laurent Dominati (direction et budget uniques) (p. 2151)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Georges Hage (création d'un comité culturel consultatif) (p. 2151)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (diffusion de copies de programmes aux établissements de formation) : retiré (p. 2152)

Article 16 bis (chaîne parlementaire et civique)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Didier Mathus (de suppression) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Claude Gaillard (gratuité des programmes) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Claude Gaillard (de précision) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Claude Gaillard (personnalité morale) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Claude Gaillard (direction et Conseil d'orientation du groupement) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Claude Gaillard (publication au Journal officiel de la convention constitutive du groupement) (p. 2155)

Article 16 quater (durée du mandat des membres des conseils d'administration des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 140 corrigé de M. Laurent Dominati (nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 2181)

Intervient sur l'amendement n° 86 de Mme Frédérique Bredin (dispositions contre le cumul des rémunérations) (p. 2181)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la durée des mandats) : adopté (p. 2181)

Article 17 (composition du capital et des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes et de la holding "France Télévision"

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2183)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Georges Sarre (nomination des présidents par le ministre en charge des questions audiovisuelles) (p. 2183)

Article 18 (établissement de liens financiers et institutionnels entre Radio France et Radio France Internationale -RFI-)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Laurent Dominati (renforcement du holding) (p. 2184)

Article 19 (cahier des charges de la société chargée de remplir les missions précédemment dévolues à la Cinquième et à la Sept/Arte)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2184)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Louis de Broissia (contrat pluriannuel d'objectifs) (p. 2185)

Article 20 (mise en demeure par le CSA des organismes de l'audiovisuel public)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de précision) : retiré (p. 2185)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 2186)

Article 21 bis (archivage des productions audiovisuelles de La Cinquième par l'Institut national de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Laurent Dominati (réaménagement des obligations d'archivage et transfert des droits) (p. 2188)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (de précision) : adopté (p. 2188)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (simplification du régime d'exploitation) : adopté (p. 2189)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Laurent Dominati (simplification du régime d'exploitation) (p. 2189)

Article 22 (composition des organes dirigeants de l'Institut national de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2189)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Alain Griotteray (suppression du monopole de TDF) (p. 2191)

Soutient l'amendement n° 50 rectifié de la commission (publication des obligations tarifaires de TDF) : adopté (p. 2192)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Georges Sarre (mise à disposition de la SFP aux sociétés nationales de programme) (p. 2193)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 195 de Mme Christine Boutin (accès des associations familiales aux émissions d'expression directe) (p. 2193)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 204 de Mme Frédérique Bredin (taxe sur le montant des abonnements aux chaînes des bouquets numériques) (p. 2194)

Article 26 bis (communication aux bibliothèques de l'Assemblée nationale et du Sénat de documents administratifs)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2194)

Article 26 ter (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2195)

Après l'article 26 ter

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Renaud Muselier (installation d'antennes paraboliques collectives) (p. 2195)

Article 28 (expérimentation de services de communication audiovisuelle numérique distribués sur un réseau de micro-ondes)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (de précision) : adopté (p. 2196)

Jean KIFFER

Moselle (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3357 créant une incompatibilité entre l'exploitant de casino et l'exploitant de fournitures et de maintenance (SFM) [20 février 1997]

Joseph KLIFA

Haut-Rhin (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Vice-président de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 11 octobre 1996] (p. 14944)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. TGV. Ligne Rhin Rhône, perspectives [18 décembre 1996] (p. 8517)

Travail. Durée du travail. Réduction, loi n° 96-502 du 11 juin 1996, application [29 janvier 1997] (p. 504)

Jean-Pierre KUCHEIDA
Pas-de-Calais (12ème circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement et habitat. Politique du logement. Perspectives [26 mars 1997] (p. 2320)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1161, posée le 2 octobre 1996. Logement et habitat. Sociétés d'HLM (p. 5049). Appelée le 8 octobre 1996. SA Carpi, réglementation, respect (p. 5160 à 5162)

n° 1250, posée le 10 décembre 1996. Logement et habitat. Prêt locatif aidé (PLA) (p. 8221). Appelée le 17 décembre 1996. Réglementation, conséquences, logement social (p. 8408, 8409)

n° 1397, posée le 4 mars 1997. Logement et habitat. Sociétés d'HLM (p. 1620). Appelée le 11 mars 1997. SA Carpi, réglementation, respect (p. 1780 à 1782)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Procédure des questions :

Mines et carrières : affaissements miniers et remise en l'état des sites (p. 5862, 5863)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2374)

Son intervention (p. 2379)

Thèmes :

Environnement (p. 2379 à 2381)

Mines et carrières : Charbonnage de France (p. 2380)

Mines et carrières : code minier métropolitain (p. 2379, 2380)

Mines et carrières : titres miniers (p. 2380)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 2380)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2384)

Article 1er (extension du code minier aux départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 2385, 2386)

Article 5 (dispositions adaptant le code minier aux départements d'outre-mer)

Article 68-18 du code minier : commission consultative des mines

Son amendement n° 22 (de suppression) : rejeté (p. 2393)

Article 10 (abrogations de dispositions contraires à celles du projet de loi)

Son amendement n° 21 (procédure d'arrêt pour chaque tranche de travaux) : retiré (p. 2394)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 24 de M. Didier Mathus (indemnisation des biens dépréciés par les dégâts miniers) : rejeté (p. 2395)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Didier Mathus (indemnisation des biens dépréciés lors de la première mutation) (p. 2395)

Son amendement n° 23 (création, en tant que de besoin, dans chaque département d'une commission des mines) : rejeté (p. 2397)

Ses explications de vote (p. 2398)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2398)

L

André LABARRÈRE
Pyrénées-Atlantiques (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Patrick LABAUNE
Drôme (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3352 tendant à condamner les révisionnistes du génocide dont fut victime le peuple arménien de 1915 à 1918 [20 février 1997]

Proposition de loi n° 3428 tendant à améliorer la couverture par l'assurance des catastrophes naturelles des dommages liés aux chutes de neige exceptionnelles [13 mars 1997]

Marc LAFFINEUR
Maine-et-Loire (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3359 tendant à faciliter le partage des successions dont une partie des héritiers demeure inconnue cinq ans après leur ouverture [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Albanie. Situation politique [19 mars 1997] (p. 2065)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1371, posée le 25 février 1997. Communautés européennes et Union européenne. PAC (p. 1377). Appelée le 4 mars 1997. Veaux, organisation commune de marché (p. 1558 à 1560)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5417)

Thèmes :

Emploi : charges sociales : allégement (p. 5418)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5417)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5417)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5417, 5418)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5417)

Impôts locaux (p. 5417)

Politique économique : généralités (p. 5417)

TVA (p. 5417, 5418)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Industries d'armement : Délégation générale à l'armement : établissement technique d'Angers (p. 6589)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 81 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1997)

Son amendement n° 240 : non soutenu (p. 7199)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 569)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 569)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 570)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 569, 570)

Service national : réserves (p. 569)

Jacques LAFLEUR

Nouvelle-Calédonie (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Pierre LAGUILHON

Pyrénées-Atlantiques (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de Règlement (CE) du Conseil portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels - (COM (96) 481/ n° E 715) (n° 3121) [27 novembre 1996]

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3125 permettant aux maires des communes rurales de louer des terrains de leur commune par bail à ferme [14 novembre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 3121) de M. Robert Pandraud sur la proposition de Règlement (CE) du Conseil portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels (COM (96) 481/ n° E 715) [11 décembre 1996] (n° 3225)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1358, posée le 18 février 1997. Commerce et artisanat. Retirée par l'auteur (p. 1093)

DÉBATS

Projet de loi n° 3152 complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 43)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 43)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Son intervention (p. 1100)

Thèmes :

Agriculture : élevage : contrôles des animaux : livre d'élevage ; alimentation animale (p. 1100)

Agroalimentaire : commercialisation : contrôle ; traçabilité ; labels (p. 1101)

Santé publique : sécurité alimentaire (p. 1100)

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Article 9 (articles 259-1 et 259-7 du code rural : mesures visant à renforcer la qualité sanitaire des denrées)

Article 259-6 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la consignation ou le rappel de lots

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (notion de "détenteur" plutôt que "d'opérateur") (p. 1142)

Article 11 (articles L. 214-1, L. 215-1, L. 215-2 du code de la consommation : coordination)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (suivi des circuits de transformation et de distribution sur toute la durée de la chaîne) : adopté (p. 1144)

Proposition de loi n° 2983 relative à l'activité de mandataire en vente de véhicules automobiles neufs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1745)

Son intervention (p. 1750)

Thèmes :

Automobiles et cycles : immatriculation des véhicules neufs (p. 1750)

Consommation : protection des consommateurs : contrat de recherche et d'achat du véhicule (p. 1751)

Impôts et taxes : TVA (p. 1750, 1751)

Prix et concurrence (p. 1750, 1751)

Professions libérales et travailleurs indépendants : mandataires : professionnalisme, garanties morales et financières (p. 1750, 1751)

Discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1752)

Article unique (section IX (nouvelle) du chapitre premier du titre II du livre premier du code de la consommation)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Vernier (cas des ventes de véhicules d'occasion par un mandataire) (p. 1754)

Article L. 121-56 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Jacques Vernier (mention des garanties après-vente offertes par le constructeur et le vendeur) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christian Bataille (mention des prestations annexes à la mise à disposition du véhicule dans le contrat de mandat) (p. 1758)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1751)

Henri LALANNE

Landes (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Jean-Claude LAMANT

Aisne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1342, posée le 18 février 1997. Industrie. Ameublement : Atal (p. 1091). Appelée le 18 février 1997. Emploi et activité, Laon (p. 1041)

Alain LAMASSOURE

Ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996 [13 novembre 1996]

Projet de loi n° 3245 portant règlement définitif du budget de 1995 [18 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Raoul Béteille. Cour des comptes. Rapport annuel. Bilan et perspectives [8 octobre 1996] (p. 5183)

M. Jean-Jacques Jegou. Informatique. Logiciels. Traitements des dates, adaptation, coût [8 octobre 1996] (p. 5186)

M. Jean Urbaniak. Élections et référendums. Politique et réglementation. Modernisation de la vie politique [16 octobre 1996] (p. 5431)

M. Michel Hunault. Communautés européennes et Union européenne. PAC. Bovins, maladies du bétail, vache folle, aides [6 novembre 1996] (p. 6568)

M. Didier Migaud. Impôts locaux. Taxe d'habitation. Dégrèvement, conditions d'attribution [6 novembre 1996] (p. 6569)

M. Alain Le Vern. Agriculture. Bovins. Origine, indication, perspectives [6 novembre 1996] (p. 6569)

M. Louis Le Pensec. Banques et établissements financiers. CIC. Privatisation, démission du président du GAN [19 novembre 1996] (p. 7245)

M. Gilbert Biessy. Impôt sur la fortune. Biens professionnels. Exonération, suppression, perspectives [20 novembre 1996] (p. 7324)

M. Jacques Guyard. Communautés européennes et Union européenne. Services publics. Monopole, maintien, perspectives, Gaz de France (GDF) [3 décembre 1996] (p. 7851)

M. Philippe Mathot. Automobiles et cycles. Publicité. Publicité mensongère, lutte et prévention [3 décembre 1996] (p. 7858)

M. Jacques Brunhes. Impôt sur la fortune. Plafonnement. Réforme, perspectives [10 décembre 1996] (p. 8182)

M. Michel Destot. Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [10 décembre 1996] (p. 8184)

M. Jean-Paul Durieux. Impôt sur la fortune. Lutte contre l'exclusion. Projet de loi d'orientation, perspectives [11 décembre 1996] (p. 8257)

M. Laurent Dominati. Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Emploi et activité, privatisation, perspectives [11 décembre 1996] (p. 8258)

Mme Marie-Josée Roig. Culture. Politique culturelle. Livres et nouveaux médias, perspectives [12 mars 1997] (p. 1850)

M. Jacques Myard. Commerce et artisanat. Grandes surfaces. Ouverture le dimanche, concurrence, petit commerce [12 mars 1997] (p. 1850)

M. Michel Blondeau. Tabac. Seita. Emploi et activité, Châteauroux [26 mars 1997] (p. 2327)

M. Maurice Depaix. Politique extérieure. Chine. Droits de l'homme, attitude de la France [15 avril 1997] (p. 2454)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Levoyer. Poste et télécommunications. Téléphone : fonctionnement. Numérotation, réforme, adaptation des appareils, coût, conséquences, communes [8 octobre 1996] (p. 5155, 5156)

M. Christian Dupuy. Sécurité sociale. CSG. Assiette, pensions alimentaires [8 octobre 1996] (p. 5156, 5157)

M. Étienne Garnier. Impôts locaux. Taxe d'habitation. Plafonnement, réduction, conséquences [3 décembre 1996] (p. 7836 à 7838)

M. Daniel Garrigue. Patrimoine. Monuments historiques. Restauration, financement, château de Bridoire [3 décembre 1996] (p. 7835, 7836)

M. Yves Bur. Voirie. Routes. Contournement ouest de Strasbourg, perspectives [14 janvier 1997] (p. 8, 9)

M. Raoul Béteille. Finances publiques. Conseil de la concurrence. Composition, réglementation, application [28 janvier 1997] (p. 425)

Mme Martine Aurillac. Impôts et taxes. Politique fiscale. Associations culturelles [18 février 1997] (p. 1026, 1027)

M. Philippe Legras. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [18 février 1997] (p. 1027 à 1029)

M. Gilbert Meyer. Impôts et taxes. Enregistrement et timbre : droits d'enregistrement. Assiette, commission de l'agence immobilière [4 mars 1997] (p. 1558)

M. Jean-Jacques Filleul. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Assiette, installation d'oléoducs [4 mars 1997] (p. 1557, 1558)

M. Henri de Richemont. Impôts et taxes. Tabac. Débits de tabac, implantation, réglementation, zones rurales [18 mars 1997] (p. 1949, 1950)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Daniel Colliard : confirme le dépôt par le Gouvernement d'un amendement tendant à la création de ce fonds [19 novembre 1996] (p. 7252)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5356)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : généralités (p. 5362)

Aménagement du territoire (p. 5363)

Communautés européennes et Union européenne : contribution de la France (p. 5361)

Culture : crédits (p. 5363)

Défense (p. 5361)

Emploi : aides à l'emploi (p. 5361, 5362)

Emploi : charges sociales : allégement (p. 5361)

Enseignement (p. 5363)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5361)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5360, 5361, 5363)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5361)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des grosses réparations (p. 5362)

Justice (p. 5363)

Logement et habitat (p. 5362)

Transports (p. 5362)

Travail : temps partiel : réduction du temps de travail (p. 5362)

Ville (p. 5362)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement)

Son intervention (p. 5470)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 275 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (limitation des versements déductibles en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5495)

Intervient sur l'amendement n° 318 rectifié de M. Didier Migaud (abaissement du taux de la déduction applicable aux souscriptions au capital des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) pour les contribuables imposables au-delà de la sixième tranche de l'impôt sur le revenu) (p. 5496)

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Léonce Deprez (attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux veufs et veuves ayant élevé un ou plusieurs enfants de leur conjoint) (p. 5497)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Brard (attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux contribuables célibataires ayant élevé leurs frères et sœurs après le décès de leurs parents) (p. 5497)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Charles de Courson (création d'un crédit d'impôt en faveur des familles ayant au moins trois enfants à charge et dont l'un des parents n'exerce pas d'activité professionnelle) (p. 5499)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (création d'un crédit d'impôt en faveur des familles ayant au moins trois enfants à charge et dont l'un des parents n'exerce pas d'activité professionnelle) (p. 5499)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Brard (imposition de la dernière année d'activité normale des salariés ayant perdu leur emploi et des artisans et commerçants ayant dû cesser leur activité, sur la base de leurs nouveaux revenus) (p. 5502)

Article 3 (allégement du premier acompte et des quatre premières mensualités de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (augmentation du taux de l'allégement) (p. 5502)

Article 4 (aménagement de l'abattement de 20 % appliqué aux revenus des adhérents des centres et associations de gestion agréés et aux rémunérations des personnes détenant plus de 35 % des droits sociaux de leur entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5503)

Article 5 (aménagement de la réduction d'impôt accordée au titre des primes d'assurance-vie)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Augustin Bonrepaux (maintien de la réduction d'impôt accordée au titre des primes des contrats souscrits après le 5 septembre 1996) (p. 5505)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

Intervient sur le sous-amendement n° 360 de M. Ernest Moutoussamy (exclusion des investissements réalisés

dans le secteur para-hôtelier) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 5547)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Pierre Méhaignerie (maintien d'une déduction limitée à 50 % du montant des sommes investies) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 5547)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Marc Le Fur (plafonnement de l'exonération des droits de mutation par décès dont bénéficient les contrats d'assurance-vie) (p. 5548)

Article 6 (aménagement de l'abattement de 10 % sur les pensions)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5550)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Julien Dray (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 5551)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la déduction au titre de l'amortissement des biens immobiliers locatifs) (p. 5551)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des pensions alimentaires versées entre collatéraux) (p. 5552)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement à 40 000 F du montant total des réductions d'impôt) (p. 5554)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 233 620 F et à 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 88 670 F et inférieur à 233 620 F) (p. 5555)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Augustin Bonrepaux (limitation de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements dans les copropriétés de navires) (p. 5555)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Julien Dray (attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux contribuables célibataires ou divorcés ayant un ou plusieurs enfants à charge et qui perçoivent une pension alimentaire en vertu d'un accord amiable) (p. 5556)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Didier Migaud (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition d'une résidence principale réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) (p. 5557)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des grosses réparations réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) (p. 5557)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre de l'acquisition d'un logement neuf destiné à la location) (p. 5558)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre de l'acquisition d'un logement neuf destiné à la location) (p. 5558)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5559)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Didier Migaud (abaissement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5567)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) (p. 5569)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Didier Migaud (suppression du cumul de l'allocation de garde d'enfant à domicile et de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5571)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Adrien Zeller (diminution du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5571)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Thomas (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) (p. 5575)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement du taux du prélèvement libératoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt sur le revenu suivant les règles applicables aux traitements et salaires des plus-values réalisées lors de la cession de plans d'options sur actions) (p. 5579)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des frais de déplacement et d'hébergement engagés dans le cadre de la recherche d'un emploi) (p. 5581)

Article 7 (application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Étienne Pinte (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Brard (fiscalisation des indemnités de maternité réservée aux seuls contribuables assujettis à la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 5586)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Michel Dessaint (report de l'entrée en vigueur du dispositif) (p. 5587)

Article 8 (maintien des conditions d'exonération et d'allègement des impôts locaux pour les ménages)

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé (relèvement du plafond ouvrant droit à un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) (p. 5589)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de précision) (p. 5589)

Intervient sur l'amendement n° 326 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) (p. 5591)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Brard (suppression du prélèvement libératoire pour les personnes fiscalement domiciliées en France, relèvement des taux des prélèvements pour les personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France et interdiction des bons anonymes) (p. 5601)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'impôt sur le revenu des plus-values immobilières réalisées moins de cinq ans après l'acquisition du bien) (p. 5601)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (relèvement de la limite d'exonération de la contribution des employeurs à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés) (p. 5601)

Article 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Pierre Hériaud (inscription des sommes récupérées grâce à la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés dans un compte de réserve réglementée) (p. 5603)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Christian Bergelin (assouplissement de la procédure d'incorporation des bénéfices au capital) (p. 5603)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Pierre Hériaud (acquittement préalable du précompte en cas de distribution de tout ou partie des réserves issues de la réduction de l'impôt sur les sociétés) (p. 5604)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 5604)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Daniel Colliard (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 5605)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la déductibilité des remboursements de frais versés aux personnes les mieux rémunérées) (p. 5606)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Philippe Mathot (suppression du régime d'exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des entreprises nouvelles) (p. 5608)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Pierre Brard (limitation des frais déductibles du bénéfice imposable) (p. 5608)

Intervient sur l'amendement n° 271 corrigé de M. Michel Inchauspé (alignement du régime des plus-values relevant de l'article 160 du code général des impôts sur celui applicable aux titres cotés et aux titres non cotés) (p. 5609)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Jacques Jegou (extension à l'ensemble des groupements d'employeurs de l'exonération de l'imposition forfaitaire annuelle) (p. 5609)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jean Proriol (imputation au titre du crédit impôt-recherche des honoraires versés par les entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) (p. 5610)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Philippe Mathot (suppression de la dispense du versement des acomptes de l'impôt sur les sociétés accordée aux entreprises nouvelles) (p. 5610)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Daniel Colliard (abaissement du taux normal de la TVA) (p. 5611)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant importé ou commercialisé des aliments pour animaux contenant des farines animales en provenance de Grande-Bretagne) (p. 5612)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de 33,3 à 40 % du taux de l'impôt sur les sociétés et remboursement de 8 % du montant de l'impôt lorsque la société a procédé à une réduction du temps de travail à trente-deux heures hebdomadaires ou applique une charte sur la création de contrats initiative-emploi à durée indéterminée) (p. 5613)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de 33,3 % à 40 % du taux de l'impôt sur les sociétés et remboursement de 6 % du montant de l'impôt lorsque la société a passé une convention collective portant sur la réduction du temps de travail à trente-cinq heures hebdomadaires ou applique une charte sur la création de contrats initiative-emploi à durée indéterminée) (p. 5614)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 262 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Thomas (fixation du taux normal de la TVA à 20 % à compter du 15 décembre 1997 et à 19% à compter du 1er janvier 1999) (p. 5637)

Intervient sur l'amendement n° 279 précédemment réservé de M. Didier Migaud (réduction de 20,6 à 18,60 % du taux normal de la TVA) (p. 5639)

Intervient sur l'amendement n° 221 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application du taux normal de la TVA à la fourniture de repas par les restaurants d'entreprise) (p. 5646)

Intervient sur l'amendement n° 187 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application du taux réduit de la TVA aux ventes à consommer sur place) (p. 5650)

Intervient sur l'amendement n° 188 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application d'un taux de TVA de 12,5 % à l'ensemble du secteur de la restauration) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 37 précédemment réservé de la commission (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 203 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 186 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application du taux normal de la TVA aux établissements de restauration sur place et à emporter dont la superficie est supérieure à 100 mètres carrés) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 97 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (application d'un taux zéro de TVA aux produits de première nécessité) (p. 5655)

Intervient sur l'amendement n° 259 précédemment réservé de M. Hervé Mariton (prorogation de l'application du taux de 2,10 % de TVA aux ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des non assujettis) (p. 5656)

Intervient sur l'amendement n° 353 corrigé précédemment réservé de M. Michel Hannoun (assujettissement à la TVA des ventes d'immeubles de bureaux) (p. 5656)

Intervient sur l'amendement n° 372 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (allongement de la période pendant laquelle les ventes d'immeubles de bureaux sont soumises au régime de la TVA) (p. 5656)

Intervient sur l'amendement n° 96 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'entretien et de réhabilitation) (p. 5657)

Intervient sur l'amendement n° 236 précédemment réservé de M. Ladislas Poniatowski (application du taux réduit de la TVA aux travaux réalisés dans des logements sociaux) (p. 5657)

Intervient sur l'amendement n° 183 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux biocombustibles) (p. 5657)

Intervient sur l'amendement n° 129 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux livraisons d'énergie à usage domestique) (p. 5658)

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux abonnements EDF-GDF et à la fourniture de gaz et d'électricité) (p. 5658)

Intervient sur l'amendement n° 93 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux de TVA de 18,60 % aux ventes de véhicules automobiles) (p. 5659)

Intervient sur l'amendement n° 130 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux ventes de véhicules automobiles consommant peu de carburant) (p. 5659)

Intervient sur l'amendement n° 101 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux ventes de véhicules automobiles fonctionnant au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel ou d'une bicarburation) (p. 5659)

Intervient sur l'amendement n° 64 précédemment réservé de M. Jacques Blanc (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 5660)

Intervient sur l'amendement n° 36 précédemment réservé de la commission (non-assujettissement à la TVA des cinémas exploités sous forme de régie municipale dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants) (p. 5661)

Intervient sur l'amendement n° 276 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux établissements de spectacle où sont servies des consommations) (p. 5661)

Intervient sur l'amendement n° 99 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (application d'un taux de TVA de 1 % aux journaux) (p. 5662)

Intervient sur l'amendement n° 131 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux supports phonogrammes) (p. 5663)

Intervient sur l'amendement n° 228 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jegou (non-assujettissement à la TVA des prestations de télécommunication rendues à un preneur établi dans un pays tiers et des prestations rendues à un preneur assujetti dans un autre État membre de l'Union européenne) (p. 5663)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5673)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Gilles Carrez (application des règles des livraisons à soi-même non immobilières aux travaux de construction de logements sociaux) (p. 5675)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,5 %) (p. 5689)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,6 %) (p. 5692)

Article 11 précédemment réservé (aménagement de la contribution annuelle sur certains logements à usage locatif)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 5696)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 5696)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) (p. 5698)

Article 29 (modification de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement au financement des aides à l'accession à la propriété)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) (p. 5701)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (suppression du paragraphe I) (p. 5701)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (de précision) (p. 5701)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) (p. 5701)

Soutient l'amendement n° 388 du Gouvernement (modalités de recouvrement de la contribution) : adopté (p. 5702)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 329 précédemment réservé de M. Julien Dray (relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers en cas de location à des personnes en difficulté) (p. 5702)

Intervient sur l'amendement n° 330 précédemment réservé de M. Julien Dray (réduction d'impôt pour les dépenses afférentes à la transformation des locaux professionnels inoccupés depuis plus de six mois en locaux à usage d'habitation) (p. 5703)

Intervient sur l'amendement n° 177 précédemment réservé de M. Michel Jacquemin (abaissement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 5704)

Intervient sur l'amendement n° 255 corrigé précédemment réservé de M. René Beaumont (abaissement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 5704)

Intervient sur l'amendement n° 25 précédemment réservé de M. Marcel Roques (relèvement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 5705)

Intervient sur l'amendement n° 370 précédemment réservé de Mme Marie-Thérèse Boisseau (relèvement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 5705)

Article 12 précédemment réservé (aménagement du mode de calcul de la valeur ajoutée retenue pour le plafonnement de la taxe professionnelle des entreprises louant des biens à des sociétés appartenant à un même groupe)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 5707)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Michel Inchauspé (suppression, au sein des groupes de sociétés, de la prise en compte des loyers et des frais financiers dans la valeur ajoutée à la fois du locataire et du bailleur et exclusion des loyers perçus de la valeur ajoutée du bailleur) (p. 5708)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de précision) (p. 5708)

Article 13 précédemment réservé (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Julien Dray (majoration de 100 % des taux du barème) (p. 5710)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Jean Tardito (nouveau barème avec une tranche marginale de 2 %) (p. 5710)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 107 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 7 millions de francs) (p. 5712)

Intervient sur l'amendement n° 305 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 10 millions de francs) (p. 5712)

Intervient sur l'amendement n° 199 précédemment réservé de M. Charles de Courson (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels lorsque le bénéficiaire de l'exonération atteint l'âge de soixante-quinze ans) (p. 5712)

Intervient sur l'amendement n° 108 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection) (p. 5712)

Intervient sur l'amendement n° 307 précédemment réservé de M. Julien Dray (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 5713)

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des placements financiers des personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France) (p. 5713)

Intervient sur l'amendement n° 110 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (incorporation dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune de la valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'une activité professionnelle) (p. 5713)

Intervient sur l'amendement n° 209 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (relèvement du montant de la réduction d'impôt pour charges de famille au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5713)

Intervient sur l'amendement n° 202 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (suppression de la majoration exceptionnelle de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5713)

Intervient sur l'amendement n° 112 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de la majoration exceptionnelle de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5714)

Intervient sur l'amendement n° 232 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (institution d'un abattement de 900 000 F sur la résidence principale, majorée de 100 000 F par personne à charge pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5714)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Charles de Courson (réforme du régime fiscal des bons anonymes) (p. 5715)

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Didier Migaud (relèvement du taux des plus-values à long terme des entreprises) (p. 5715)

Intervient sur l'amendement n° 117 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (création d'un impôt sur le capital non réinvesti des entreprises) (p. 5716)

Intervient sur l'amendement n° 136 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (création d'une taxe sur les opérations d'achat et de vente de devises étrangères) (p. 5717)

Intervient sur l'amendement n° 145 précédemment réservé de M. Jean Tardito (création d'une taxe sur les importations de produits en provenance des pays ayant recours au travail forcé des enfants) (p. 5717)

Intervient sur l'amendement n° 115 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations de tourisme social et familial) (p. 5718)

Intervient sur l'amendement n° 113 précédemment réservé de M. Jean Tardito (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations procédant à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou contribuant à favoriser leur logement et pour les associations ayant un caractère social, éducatif, familial, sportif ou culturel) (p. 5718)

Intervient sur l'amendement n° 363 précédemment réservé de M. Jean Tardito (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations procédant à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou contribuant à favoriser leur logement) (p. 5718)

Intervient sur l'amendement n° 247 précédemment réservé de M. Jean Tardito (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations ayant un caractère éducatif, familial, sportif ou culturel) (p. 5719)

Intervient sur l'amendement n° 327 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile) (p. 5719)

Intervient sur l'amendement n° 114 précédemment réservé de M. Jean Tardito (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des maisons de retraite publiques et les hôpitaux) (p. 5720)

Intervient sur l'amendement n° 207 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (relèvement du seuil d'imposition à la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques) (p. 5721)

Intervient sur l'amendement n° 362 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Thomas (relèvement du seuil d'imposition à la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques) (p. 5721)

Soutient le sous-amendement n° 387 du Gouvernement (perte de recettes gagée par un relèvement de la taxe) à l'amendement n° 362 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Thomas : adopté (p. 5721)

Intervient sur l'amendement n° 229 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (exonération de la taxe sur les conventions d'assurances pour les assurances contre les risques d'atteintes à l'environnement) (p. 5721)

Intervient sur l'amendement n° 118 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (alignement progressif de la fiscalité applicable au gazole sur celle applicable au supercarburant plombé) (p. 5721)

Intervient sur les amendements n°s 142, 140 et 141 précédemment réservés de M. Jean-Pierre Brard (création d'une taxe sur les emplacements de stationnement pour les véhicules particuliers sur le lieu de travail) (p. 5722)

Article 15 précédemment réservé (validation d'impositions contestées pour un motif d'incompétence territoriale des agents)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 5722)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 11 précédemment réservé de M. Bernard Murat (déclaration des revenus des entraîneurs de chevaux de course dans la catégorie des bénéfices agricoles) (p. 5723)

Article 16 précédemment réservé (affectation du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle au budget général de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5723)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (affectation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle qui viendrait à excéder le montant de la dotation de l'État à ce Fonds) (p. 5724)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 6 précédemment réservé de M. Yves Nicolin (modalités de calcul des bases d'imposition à la taxe professionnelle) (p. 5724)

Intervient sur l'amendement n° 122 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (modalités d'imposition des sociétés de gestion de portefeuille et de participation à la taxe professionnelle) (p. 5725)

Article 17 précédemment réservé (étalement du paiement du solde de la compensation des pertes de ressources résultant de la réduction des droits de mutation à titre onéreux)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5725)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 116 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'exonération des droits de mutation par décès pour les contrats d'assurance-vie dont le montant excède 200 000 F) (p. 5725)

Intervient sur l'amendement n° 43 corrigé précédemment réservé de la commission (institution d'un abattement sur la valeur vénale des entreprises en cas de transmission par décès) (p. 5725)

Intervient sur l'amendement n° 272 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (extension aux petits-enfants de la réduction d'impôt pour charges de famille applicable aux héritiers ou donataires ayant trois enfants ou plus, pour la liquidation des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5727)

Soutient l'amendement n° 378 précédemment réservé du Gouvernement (extension aux petits-enfants de la réduction d'impôt pour charges de famille applicable aux héritiers ou donataires ayant trois enfants ou plus, pour la liquidation des droits de mutation à titre gratuit) : adopté (p. 5727)

Intervient sur l'amendement n° 194 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (exonération des droits de mutation par décès pour les immeubles loués à des personnes défavorisées pendant au moins six ans) (p. 5728)

Intervient sur l'amendement n° 139 précédemment réservé de M. Jean Tardito (réduction des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5728)

Article 18 précédemment réservé (compensation des exonérations de taxe professionnelle prévues par le projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville)

Soutient l'amendement n° 379 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5729)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 366 corrigé précédemment réservé de M. Daniel Colliard (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) (p. 5730)

Intervient sur l'amendement n° 87 précédemment réservé de M. Jean Tardito (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) (p. 5730)

Intervient sur l'amendement n° 365 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les personnes non soumises à l'impôt sur le revenu) (p. 5730)

Article 19 précédemment réservé (aménagement du mécanisme de gestion des recettes provenant de l'écrêtement des départements "surfiscalisés")

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) (p. 5731)

Article 21 précédemment réservé (régime fiscal des charges exceptionnelles affectant France Télécom)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 5731)

Article 23 précédemment réservé (taxes pour la délivrance, la gestion et le contrôle des autorisations nécessaires d'une activité dans le secteur des télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de précision) (p. 5732)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (paiement de la taxe au 15 janvier 1997 pour l'ensemble des autorisations délivrées avant cette date) (p. 5732)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (paiement de la taxe au 15 janvier 1997 pour l'ensemble des autorisations délivrées avant cette date) (p. 5732)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 5732)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 5732)

Article 24 précédemment réservé (revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 5733)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 234 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond pour l'amortissement des véhicules de société) (p. 5733)

Intervient sur l'amendement n° 88 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (réduction de moitié de l'avoir fiscal des entreprises ayant procédé à des licenciements économiques) (p. 5734)

Intervient sur l'amendement n° 56 précédemment réservé de la commission (suppression du droit de timbre sur les effets de commerce) (p. 5734)

Intervient sur l'amendement n° 380 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jegou (institution d'une contribution exceptionnelle sur les excédents financiers des organismes collecteurs paritaires de la formation professionnelle) (p. 5736)

Intervient sur l'amendement n° 137 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (versement d'un dépôt de garantie pour les prêts de toute nature accordés à des non-résidents) (p. 5737)

Intervient sur l'amendement n° 191 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous installées dans les lieux publics) (p. 5741)

Intervient sur le sous-amendement n° 381 de M. Grégoire Carneiro (relèvement des taux du prélèvement) à l'amendement n° 191 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (p. 5741)

Intervient sur le sous-amendement n° 382 de M. Grégoire Carneiro (relèvement des taux du prélèvement) à l'amendement n° 191 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (p. 5741)

Intervient sur l'amendement n° 192 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous installées dans les lieux publics) (p. 5742)

Article 28 précédemment réservé (prélèvement exceptionnel sur France Télécom)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 5742)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Didier Migaud (prélèvement au profit du fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) (p. 5743)

Article 33 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 389 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) : adopté (p. 5756)

Seconde délibération

Article 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 5778)

Article 10 ter (allongement de la période pendant laquelle les ventes d'immeubles de bureaux sont soumises au régime de la TVA)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 5778)

Article 24 bis (relèvement du plafond pour l'amortissement des véhicules de société)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (application de la mesure à compter du 1er novembre 1996) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 5778)

Article 33 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (déficit porté à 284,303 milliards de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 5778)

Son intervention (p. 5759)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGETS ANNEXES DES JOURNAUX OFFICIELS - RAPATRIÉS - ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 5979)

Son intervention (p. 5992)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : délocalisation des administrations : crédits (p. 5994)

Conseil économique et social : crédits (p. 5994)

Journaux officiels : crédits (p. 5993, 5994)

Plan : Commissariat général du Plan (p. 5994)

Plan : contrats de plan État-régions (p. 5994, 5995)

Plan : crédits (p. 5994)

Secrétariat général de la défense nationale : crédits, effectifs et missions (p. 5993)

Secrétariat général de la défense nationale : Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) (p. 5993)

Secrétariat général de la défense nationale : Service central de la sécurité des services d'information (SCSSI) (p. 5993)

Services généraux du Premier ministre : crédits (p. 5992, 5993)

Vote des crédits [25 octobre 1996] (p. 5999)

t - SERVICES GÉNÉRAUX

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Balligand (réduction des crédits destinés aux fonds spéciaux) (p. 6000)

II - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

État C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission des finances (réduction des crédits du Secrétariat général de la défense nationale) (p. 6001)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Son intervention (p. 7084)

Ses réponses (p. 7089 à 7094)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 7085)

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 7084)

Emploi : aides (p. 7084)

Finances publiques : dette publique : déficit budgétaire (p. 7084)

Impôts et taxes : taxe sur les passages maritimes (p. 7085)

Industrie : Thomson (p. 7084)

Ministère de l'économie et des finances : personnels : modernisation (p. 7085, 7086)

Monnaies et médailles (p. 7086)

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 7084)

Taxes parafiscales (p. 7085)

Réponses aux questions :

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 7094) (M. Laurent Dominati) (p. 7094)

Collectivités locales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 7089) (M. Thierry Mariani) (p. 7089)

Energie : pays de l'Est : sûreté nucléaire (p. 7091) (M. Philippe Mathot) (p. 7091)

Impôts et taxes : information des contribuables (p. 7093) (M. Gilbert Baumet) (p. 7093)

Jeux et paris : machines à sous (p. 7090) (M. Thierry Mariani) (p. 7090)

Vote des crédits [16 novembre 1996] (p. 7095)

I - CHARGES COMMUNES

État B, titre IV

Soutient l'amendement n° 393 du Gouvernement (réduction des crédits de 356 000 F) : adopté (p. 7095)

Article 88 (réforme des plans d'épargne populaire)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Yves Fréville (de coordination) (p. 7096)

Soutient l'amendement n° 394 du Gouvernement (ouverture d'un droit d'option en faveur du versement de la prime d'État capitalisée à la fin de la septième année) : adopté (p. 7096)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Yves Fréville (exonération de la prime d'épargne versée à la suite de la clôture d'un plan consécutive à la survenance d'un événement exceptionnel) (p. 7097)

II - SERVICES FINANCIERS

État B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jean Royer (réduction des crédits de 10 millions de francs) (p. 7098)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-19 "Fonds national des haras et des activités hippiques") (p. 7099)

Article 44 (création d'un compte d'affectation spéciale n° 902-29 "Fonds pour le logement des personnes en difficulté")

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de précision) (p. 7099)

Après l'article 45

Soutient l'amendement n° 395 rectifié du Gouvernement (extension des compétences du Fonds national pour le développement des adductions d'eau à la lutte contre les pollutions d'origine agricole) : adopté (p. 7100)

Article 47 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (réduction de 5 milliards de francs des dépenses civiles en capital du compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de société) (p. 7101)

TAXES PARAFISCALES

Article 54 et état E (autorisation de perception des taxes parafiscales)

Ligne 3

Soutient l'amendement n° 404 du Gouvernement (suppression de la taxe sur les passagers maritimes prévue par l'article 285 quater du code des douanes) : adopté (p. 7113)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 277 de la commission (revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires) (p. 7124)

Article 59 (barèmes de l'impôt sur le revenu des années 1997 à 2000)

Intervient sur l'amendement n° 353 (abaissement de 20,6 à 18,6 % du taux normal de la TVA) (p. 7125)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 278 de la commission (imposition des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail) (p. 7127)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Philippe Auberger (rédactionnel) (p. 7128)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Didier Migaud (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 211 000 F et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 88 670 F et inférieur à 211 000 F) (p. 7129)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Didier Migaud (plafonnement de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer) (p. 7130)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Didier Migaud (plafonnement de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7131)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Didier Migaud (doublement des taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7132)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Charles Gheerbrant (déductibilité partielle de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale) (p. 7132)

Article 60 (institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Michel Jacquemin (élargissement du champ d'application de la réduction d'impôt aux dépenses d'entretien avec un plancher de travaux de 3 000 F) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 279 de la commission (élargissement du champ d'application de la réduction d'impôt aux dépenses de décoration, d'entretien et de ravalement) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Germain Gengenwin (élargissement du champ d'application de la réduction d'impôt aux dépenses d'entretien) (p. 7135)

Intervient sur l'amendement n° 282 de la commission (rédactionnel) (p. 7135)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Michel Jacquemin (abaissement de 5 à 3 ans du délai de reprise de la réduction d'impôt en cas de remboursement des dépenses au propriétaire) (p. 7136)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Augustin Bonrepaux (non-application de la réduction d'impôt aux contribuables dont le revenu net imposable par part est supérieur à 211 000 F) (p. 7136)

Article 62 (suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7139)

Intervient sur l'amendement n° 283 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour l'acquisition de logements anciens) (p. 7140)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Claude Bahu (maintien de la réduction d'impôt pour l'acquisition de logements anciens) (p. 7140)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Didier Migaud (suppression de la réduction d'impôt pour les seuls contribuables dont le revenu net imposable par part est supérieur à 211 000 F) (p. 7140)

Soutient l'amendement n° 427 du Gouvernement (prorogation d'un an de la déductibilité des emprunts afférents à l'acquisition de logements anciens) : adopté (p. 7140)

Intervient sur l'amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) (p. 7141)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard (bénéfice de la réduction d'impôt prévue pour favoriser la transformation de locaux professionnels en locaux d'habitation réservé aux locations à des personnes n'ayant que de faibles ressources) (p. 7141)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7143)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 7143)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Didier Migaud (suppression de la réduction d'impôt pour les seuls contribuables dont le revenu net imposable par part est supérieur à 211 000 F) (p. 7144)

Intervient sur l'amendement n° 285 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour les étudiants) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Étienne Pinte (maintien de la réduction d'impôt pour les étudiants) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 286 de la commission (suppression de la réduction d'impôt liée au relèvement des limites d'âge d'ouverture du droit à prestations familiales prévu par la loi du 25 juillet 1994) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Étienne Pinte (suppression de la réduction d'impôt liée au relèvement des limites d'âge d'ouverture du droit à prestations familiales prévu par la loi du 25 juillet 1994) (p. 7145)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Thomas (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) (p. 7146, 7153)

Article 65 (aménagement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions perçues à compter de l'année 1997)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7155)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7155)

Article 66 (suppression de l'avantage minimal en impôt pour la déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs inscrits dans l'enseignement supérieur)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7156)

Après l'article 66

Soutient l'amendement n° 210 du Gouvernement (déductibilité du revenu de la fraction de contribution sociale généralisée correspondant au taux de 1 %) : adopté (p. 7158)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Jean-Jacques Jegou (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Didier Migaud (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la déduction au titre de l'amortissement des biens immobiliers locatifs) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 287 de la commission (régime fiscal des bons anonymes) (p. 7163)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (extension du champ d'application de la "loi Malraux" aux propriétaires de locaux affectés à un usage professionnel ou commercial et situés dans un secteur sauvegardé) (p. 7164)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Jean-Jacques Weber (extension du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement dans un établissement de long séjour aux personnes hébergées en section de cure médicale ou en maison de retraite) (p. 7164)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Didier Migaud (réduction du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7165)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Didier Migaud (suppression de l'allocation pour garde d'enfants à domicile pour les bénéficiaires de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 213 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux CD-ROM) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Didier Migaud (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives) (p. 7167)

Intervient sur l'amendement n° 180 corrigé de la commission (application du taux réduit de la TVA à la collecte et au traitement des déchets ménagers assurés par une régie) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Augustin Bonrepaux (application du taux réduit de la TVA à la collecte et au traitement des déchets ménagers assurés par une régie) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 249 corrigé de M. Arthur Paecht (application du taux réduit de la TVA aux prestations d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers effectués dans le cadre du service public local) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Augustin Bonrepaux (application du taux réduit de la TVA au secteur de la restauration) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Jacques Weber (exonération de la taxe sur les conventions d'assurances pour les contrats d'assurance dépendance) (p. 7169)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile) (p. 7169)

Intervient sur l'amendement n° 288 de la commission (possibilité pour le préfet, lorsque les débiteurs d'aliments ont des revenus élevés, de subordonner le maintien du revenu minimum d'insertion à l'engagement par le créancier d'aliments de déclencher les procédures tendant à établir et à recouvrer les créances dont il bénéficie en application du code civil) (p. 7169) (p. 7172)

Article 68 (plafonnement du taux de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7173)

Intervient sur l'amendement n° 319 rectifié de M. Charles de Courson (abaissement du plafond pour les communes) (p. 7173)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Charles de Courson (abaissement du plafond de 2 à 1,9 fois le taux moyen national) (p. 7176)

Intervient sur le sous-amendement n° 430 de M. Yves Fréville (relèvement du plafond de 1,9 à 2) à l'amendement n° 320 de M. Charles de Courson (p. 7175)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Gilbert Gantier (abaissement du plafond de 2 à 1,8 fois le taux moyen national) (p. 7176)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 290 de la commission (exonération de la taxe professionnelle pour les photographes auteurs) (p. 7176)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Dominique Bussereau (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer les sociétés de prestation de services de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 7178)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Brard (incorporation des actifs financiers de toute nature dans les bases d'imposition de la taxe professionnelle) (p. 7178)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte de la valeur ajoutée, pour moitié, dans les bases de la taxe professionnelle) (p. 7180)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Gilbert Gantier (exclusion des investissements réalisés en 1997 de l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 7180)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Paul Quilès (imposition à la taxe professionnelle des activités saisonnières) (p. 7181)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Gilbert Gantier (réduction progressive des taux de plafonnement des cotisations à la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 7181)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Daniel Garrigue (mise en place d'un mécanisme de répartition entre les entreprises et les collectivités locales des effets du gel des taux pour le calcul du plafonnement de la taxe professionnelle) (p. 7181) (p. 7182)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement à 1 % de la valeur ajoutée de la cotisation minimale de taxe professionnelle due par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de francs) (p. 7183)

Intervient sur les amendements n°s 383, 382 et 381 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement à respectivement, 1 %, 0,75 % et 0,50 % de la valeur ajoutée de la cotisation minimale de taxe professionnelle due par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de francs) (p. 7183)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la progressivité de la mise en place d'une cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 7183)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Louis Pierna (maintien de l'attribution du surplus du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle aux communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne nationale) (p. 7184)

Intervient sur l'amendement n° 292 de la commission (possibilité pour les conseils régionaux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation) (p. 7184)

Soutient l'amendement n° 429 du Gouvernement (possibilité pour les conseils régionaux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation) : adopté (p. 7184)

Intervient sur l'amendement n° 293 de la commission (augmentation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle si le taux de croissance du PIB entre le 1er janvier et le 31 décembre 1998 est supérieur à 6,5 %) (p. 7185)

Intervient sur l'amendement n° 291 de la commission (calcul du plafonnement de la taxe professionnelle au regard de la valeur ajoutée dans les groupements de communes à fiscalité propre ayant créé une taxe professionnelle de zone) (p. 7186)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Brard (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement des collectivités locales, de leurs groupements et de leurs établissements rattachés) (p. 7187)

Intervient sur l'amendement n° 126 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (non-application de la réduction pour embauche et investissement aux entreprises qui procèdent à des licenciements économiques dans les douze mois de leur installation) (p. 7187)

Intervient sur l'amendement n° 127 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (augmentation de la fraction des salaires prise en compte dans les bases de la taxe professionnelle pour les salaires versés aux employés ne bénéficiant pas d'un contrat à durée indéterminée) (p. 7187)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Brard (majoration de cinq points pendant deux ans du taux de la taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques ou sans cause réelle et sérieuse) (p. 7188)

Intervient sur l'amendement n° 132 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (imposition pendant six ans à la taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires pour les établissements fermés qui n'auraient pas été reconstitués dans le département avec les mêmes emplois) (p. 7188)

Article 70 (institution de fonds communs de placement dans l'innovation)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (rédactionnel) (p. 7189)

Intervient sur les amendements n°s 295 et 296 de la commission (de précision) (p. 7190)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (fixation des modalités d'application de l'article par décret en Conseil d'État) (p. 7190)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Germain Gengenwin (extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition sur le revenu de la déduction fiscale pour investissement dont bénéficient les exploitants agricoles) (p. 7190)

Soutient l'amendement n° 428 du Gouvernement (application du dispositif d'accord tacite au crédit d'impôt recherche) : adopté (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 7191)

Article 72 (accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Marc Le Fur (anticipation de deux ans de l'augmentation du taux applicable à la déduction pour investissements lorsque ceux-ci sont destinés à financer la mise aux normes des exploitations agricoles) (p. 7192)

Intervient sur l'amendement n° 299 de la commission (extension du mécanisme de déduction pour investissement à la souscription de parts de coopératives) (p. 7193)

Article 73 (assouplissement des conditions d'option des agriculteurs pour le système de la moyenne triennale)

Intervient sur l'amendement n° 300 de la commission (option pour la moyenne triennale l'année de la cessation d'activité dans l'hypothèse où celle-ci est due à l'apport d'une exploitation individuelle à une société) (p. 7194)

Article 74 (assujettissement de plein droit à un régime réel d'imposition des sociétés constituées dans le secteur agricole)

Intervient sur l'amendement n° 301 de la commission (exclusion des baux à métayage de l'assujettissement obligatoire au régime réel) (p. 7195)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Marc Le Fur (prise en compte, pour le calcul d'assujettissement aux différents régimes d'imposition, de la participation des associés des groupements agricoles d'exploitation en commun âgés de plus de soixante ans) (p. 7195)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Marc Le Fur (application aux coopératives agricoles de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 7196)

Intervient sur l'amendement n° 302 de la commission (allègement des formalités relatives à la circulation des vins) (p. 7197)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Marcel Roques (allègement des formalités relatives à la circulation des vins) (p. 7197)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Marc Le Fur (relèvement de l'abattement dont bénéficient les entrepreneurs de travaux agricoles sur la valeur locative de leurs matériels pour le calcul de la taxe professionnelle) (p. 7197)

Article 78 (prorogation du délai de reprise de l'administration des impôts en cas d'activité occulte)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (rédactionnel) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Philippe Auberger (de coordination) (p. 7198)

Article 81 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1997)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Augustin Bonrepaux (coefficient de revalorisation forfaitaire porté à 1,015) (p. 7200)

Intervient sur l'amendement n° 304 de la commission (coefficient de revalorisation forfaitaire porté à 1,015 pour l'ensemble des propriétés bâties autres que les immeubles industriels) (p. 7201)

Intervient sur l'amendement n° 400 corrigé de M. Jean-Jacques Jegou (coefficient de revalorisation forfaitaire porté à 1,01 pour l'ensemble des propriétés bâties autres que les immeubles industriels) (p. 7201)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Augustin Bonrepaux (augmentation des abattements pouvant être accordés par les collectivités locales en matière de taxe d'habitation) (p. 7202)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Brard (revalorisation des montants des seuils d'imposition de la taxe d'habitation et réévaluation systématique en fonction de l'actualisation annuelle des valeurs locatives) (p. 7202)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Augustin Bonrepaux (application de la révision générale des évaluations cadastrales à compter du 1er janvier 1998) (p. 7203)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Didier Migaud (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives) (p. 7203)

Article 82 (prorogation des contributions additionnelles établies au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (rédactionnel) (p. 7204)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Daniel Soulage (prorogation de la contribution additionnelle sur les conventions d'assurance afférentes aux véhicules utilitaires affectés aux exploitations agricoles limitée à une année) (p. 7204)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement du taux du prélèvement libératoire s'appliquant aux plus-values mobilières des particuliers) (p. 7205)

Intervient sur les amendements nos 116 et 117 de M. Jean-Pierre Brard (augmentation des taux de la participation des employeurs à la formation professionnelle) (p. 7205, 7206)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une taxe égale à un pour mille du montant des droits de consommation sur les tabacs) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Didier Migaud (assujettissement des contrats d'assurance vie aux droits de succession) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Charles Gheerbrant (assujettissement aux droits de succession des contrats d'assurance vie pour la part excédant 2 millions de francs) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Didier Migaud (assujettissement aux droits de succession des contrats d'assurance vie dont le montant excède le seuil d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Charles Gheerbrant (assujettissement des contrats d'assurance vie aux droits de succession) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 10 millions de francs) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Charles de Courson (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels lorsque le contribuable atteint l'âge de 75 ans) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Didier Migaud (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles des services d'incendie et de secours) (p. 7218)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les ateliers municipaux ou intercommunaux de service public) (p. 7218)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à la taxe d'habitation des propriétaires de logements vacants depuis plus d'un an) (p. 7218)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée non imposables) (p. 7219)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Augustin Bonrepaux (abaissement du plafond de la taxe d'habitation pour les contribuables non imposables) (p. 7219)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Augustin Bonrepaux (abaissement du plafond de la taxe d'habitation au-delà duquel les contribuables payant moins de 1 782 F d'impôt sur le revenu bénéficient d'un dégrèvement partiel) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Augustin Bonrepaux (allègement de la taxe d'habitation pour les contribuables payant entre 1 782 et 17 000 F d'impôt sur le revenu) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Jean-Paul Fuchs (création d'une dotation de gestion des espaces naturels) (p. 7234)

Intervient sur l'amendement n° 310 de la commission (regroupement dans un seul document budgétaire des informations sur le produit des impositions de toutes natures et de celles sur le produit des impositions affectées à des organismes de sécurité sociale) (p. 7235)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun) (p. 7235)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Augustin Bonrepaux (abrogation de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation) (p. 7236)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son intervention (p. 7261)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7265)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7265)

Intervient sur l'amendement n° 72 corrigé de M. Yves Van Haecke (report de l'application du dispositif pour les personnes dont le revenu imposable est inférieur à 140 000 F) (p. 7266)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Denis Merville (report de l'application du dispositif) (p. 7266)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Jean-Jacques Weber (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes de "terrain") (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Olivier Darrason (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-François Deniau (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes dont le salaire net annuel n'excède pas 180 000 F et fixation d'un taux progressif pour ceux dont le salaire net annuel est supérieur à cette limite) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Jean-Jacques Weber (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes dont les rémunérations ne dépassent pas le coefficient 210 du barème de référence de la convention collective) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes dont le revenu net mensuel est inférieur à 10 000 F) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de la déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes embauchés sous contrat temporaire) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes embauchés sous contrat temporaire avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes dont le revenu net mensuel est inférieur à 10 000 F avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Jean-Jacques Weber (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Thierry Mariani (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens dont le revenu net mensuel est inférieur à 10 000 F avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Didier Migaud (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les personnes dont le revenu imposable par part est inférieur à 135 000 F) (p. 7277)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Colliard (cf. supra) (p. 7252)

Répond aux observations de M. Didier Migaud : indique qu'il y avait en 1995 50 000 contribuables dont le revenu imposable dépassait 150 000F (p. 7277)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 434 du Gouvernement (création d'un fonds de modernisation de la presse) : adopté (p. 7278)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 257 corrigé précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (abaissement du taux de TVA applicable à la presse) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 265 corrigé précédemment réservé de M. Michel Jacquemin (abaissement du taux de TVA applicable à la presse) (p. 7288)

Après l'article 82 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Thomas (prorogation d'un an du dispositif de diminution des droits de mutation à titre onéreux) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 371 précédemment réservé de M. Didier Migaud (prélèvement au profit du fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux, à l'exception des sommes misées au loto sportif) (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 413 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (création d'une taxe sur les antennes paraboliques) (p. 7293)

Intervient sur l'amendement n° 128 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (création d'un livret d'épargne automobile) (p. 7294)

Intervient sur l'amendement n° 322 précédemment réservé de M. Adrien Zeller (institution d'une taxe sur les fournitures d'électricité à compter de la création de l'établissement public Réseau ferré national) (p. 7297)

Intervient sur l'amendement n° 309 précédemment réservé de la commission (validation d'impositions contestées pour un motif d'incompétence territoriale des agents) (p. 7297)

Article 34 (budget général - services votés)

Répond aux observations de M. Daniel Colliard : indique que l'évaluation de 27 milliards de francs de recettes de privatisation prévue par le projet de loi de finances est raisonnable et précise que des recettes nouvelles seront dégagées dans le projet de loi de finances rectificative pour 1996 afin de procéder à la nécessaire recapitalisation de certaines entreprises publiques [20 novembre 1996] (p. 7297)

Seconde délibération

Article 35 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient les amendements n°s 5 à 34 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 36 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n°s 35 à 53 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement (minoration des crédits de paiement et majoration des autorisations de programme) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 37 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)

Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 38 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Soutient l'amendement n° 55 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 47 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 56 du Gouvernement (minoration des crédits de paiement) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 68 (plafonnement du taux de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 68 bis (exonération de la taxe professionnelle pour les photographes auteurs)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 72 (accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (suppression de l'application du mécanisme de déduction pour investissement à la souscription de parts de coopératives et du gage correspondant) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 82 bis (institution d'une taxe forfaitaire annuelle sur les stations radioélectriques de France Télécom)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 82 ter (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement engagées dans le cadre de travaux hydrauliques)

Soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Article 33 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (déficit porté à 284,844 milliards de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7334)

Son intervention (p. 7329)

Projet de loi n° 2972 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1996] (p. 7682)

Son intervention (p. 7682)

Sa réponse (p. 7687)

Thèmes :

Agriculture : élevage : bornage et droits de passage (p. 7682)

Communautés européennes et Union européenne (p. 7683)

Pays étrangers : Andorre (p. 7687, 7688)

Pays étrangers : Belgique (p. 7688)

Politique extérieure : projets communs de coopération transfrontalière : fondement juridique (p. 7682, 7683)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8018)

Son intervention (p. 8018)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8024)

Sa réponse (p. 8034)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 8018)

Consommation (p. 8018)

Défense : crédits (p. 8035)

Emploi : chômage (p. 8035)

Finances publiques : crédits : annulations (p. 8019)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 8018, 8019, 8035)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 8018, 8019)

Finances publiques : recettes : prélèvements sur des organismes publics (p. 8019)

Logement et habitat (p. 8035)

Politique économique : croissance (p. 8018, 8035)

Politique économique : généralités (p. 8018)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 8018, 8035)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 8018)

Secteur public : privatisations (p. 8024)

Secteur public : Thomson (p. 8024, 8025)

Transports routiers : grève (p. 8035)

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Article 2 (prélèvement sur l'excédent de la taxe dite "sur les grandes surfaces")

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 8042)

Article 3 (affectation du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle au budget général de l'État en 1996)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 8042)

Article 4 (suppression du plafond du compte d'affectation spéciale n° 902-24 - Compte d'affectation des produits de cessions de titres du secteur public aux dotations en capital et avances d'actionnaires aux entreprises publiques)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 8044)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Daniel Colliard (attribution d'une allocation de fin d'année aux familles ayant bénéficié du versement de la prime de rentrée scolaire) (p. 8055)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 54 rectifié du Gouvernement (attribution de la carte du combattant et de la retraite du combattant y afférente aux volontaires français ayant pris une part effective à des combats aux côtés de l'armée républicaine espagnole) : adopté (p. 8057)

Article 14 (modalités de déduction des provisions d'égalisation constituées par les entreprises d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 8058)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Raymond Couderc (instauration d'un amortissement exceptionnel en faveur des fabricants de produits à base d'amiante) (p. 8058)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (plafonnement de l'exonération de l'impôt sur le revenu dont bénéficient les produits afférents aux titres non cotés placés dans un plan d'épargne en actions) : adopté (p. 8059)

Article 16 (aménagement de la redevance sanitaire d'abattage et institution d'une taxe additionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (suppression de la taxe additionnelle) (p. 8060)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. André Bascou (application, à compter du 1er janvier 2000, du tarif réduit du droit de consommation des produits intermédiaires aux vins doux naturels sans appellation d'origine) (p. 8060)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée) (p. 8062)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Augustin Bonrepaux (abaissement du seuil du dégrèvement total de taxe d'habitation pour les contribuables non imposables) (p. 8062)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Augustin Bonrepaux (abaissement du seuil du dégrèvement total de taxe d'habitation pour les contribuables dont le revenu imposable par part est inférieur à 25 000 F) (p. 8063)

Intervient sur l'amendement n° 53 corrigé de M. Etienne Garnier (modification des mécanismes de dégrèvement de la taxe d'habitation) (p. 8064)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Gilles Carrez (extension à l'ensemble des communes de l'exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles) (p. 8069)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Yves Fréville (perception de la taxe sur les fournitures d'électricité par les communautés de communes) (p. 8069)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Jacques Descamps (maintien des exonérations existantes de taxe professionnelle décidées par les communes membres l'année de la création d'une communauté de communes) (p. 8070)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée dans les groupements à fiscalité additionnelle) (p. 8071)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Charles de Courson (encouragement à la baisse des taux dans le cadre de la taxe professionnelle de zone) (p. 8071)

Article 20 (validation des impositions directes locales établies au profit du département de la Haute-Corse)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 8072)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Émile Zuccarelli (de suppression) (p. 8072)

Article 21 (base légale de certaines dispositions fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 8072)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Daniel Colliard (modalités d'application du régime des garanties contre les calamités agricoles) (p. 8073)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Didier Migaud (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 233 620 F et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 88 670 F et inférieur à 233 620 F) (p. 8073)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Didier Migaud (abaissement à 26 000 F de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 8074)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Didier Migaud (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) (p. 8074)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Paul Virapoullé (reconduction pour une durée de cinq ans de l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les activités nouvelles créées dans les départements d'outre-mer) (p. 8074)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Germain Gengenwin (exonération de la taxe sur les salaires pour les chambres consulaires) (p. 8074)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA sur les droits d'entrée dans les établissements servant des consommations pendant les spectacles) (p. 8076)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean Ueberschlag (suppression, pour les aéroports, de la réduction de la valeur locative en matière d'impôts locaux) (p. 8076)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Léon Bertrand (reconduction pour une durée de cinq ans du régime fiscal de longue durée en faveur des sociétés de recherche et d'exploitation minière situées dans les départements d'outre-mer) (p. 8077)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Myard (sanctions pour défaut d'acquittement du droit de quai à Saint-Barthélémy) (p. 8078)

Soutient le sous-amendement n° 57 du Gouvernement (rôle du directeur régional des douanes) à l'amendement n° 6 de M. Jacques Myard : adopté après rectification (p. 8078)

Article 24 (apurement des opérations de réparation des ponts détruits par faits de guerre)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. André Fanton (de suppression) (p. 8079)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 51 rectifié du Gouvernement (fondement juridique du prélèvement effectué sur le produit de la taxe alimentant le fonds de modernisation de la gestion des déchets au titre des frais de gestion qui sont supportés par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) : adopté (p. 8079)

Soutient l'amendement n° 52 du Gouvernement (modification de la date d'entrée en vigueur des allègements de cotisations familiales applicables dans les zones de revitalisation rurale) : adopté (p. 8080)

Soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (modification de l'article 35 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) : adopté (p. 8080)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (validation de la délibération n° 94-142 du 8 décembre 1994 de l'Assemblée de la Polynésie française et des impositions perçues en application de cette délibération) (p. 8080)

Seconde délibération

Article 14 bis (instauration d'un amortissement exceptionnel en faveur des fabricants de produits à base d'amiante)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 8081)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1996] (p. 8689)

Son intervention (p. 8690)

Thèmes :

Épargne : "stock options" (p. 8690)

Épargne : plans d'épargne en actions : titres des sociétés non cotées (p. 8690)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8690)

Raymond LAMONTAGNE

Val-d'Oise (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18314)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996 [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 1er février 1997] (p. 1786)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 18 : Équipement, logement, transports et tourisme (logement) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'élève contre les attaques portées par M. Maxime Gremetz à l'encontre de députés de la majorité qui auraient préféré Hitler au Front populaire ; rappelle qu'il est entré dans la Résistance à 18 ans alors que les communistes ne l'avaient pas encore rejointe [21 novembre 1996] (p. 7428)

Fait observer que l'orateur qui soutient un amendement ne doit pas s'écarter du sujet [6 février 1997] (p. 917)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5410)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5410)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5410)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5410)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des grosses réparations (p. 5410)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5410)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5410)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5673)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : création de postes (p. 5803)

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : retraites (p. 5829)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6665)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : "un pour cent patronal" (p. 6667)

Aides au logement : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6666)

Aides au logement : allocation de logement à caractère social (ALS) (p. 6666, 6667)

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6666)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6666)

Aides au logement : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) (p. 6666)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6666)

Logement social : organismes HLM : taux des prêts consentis et avantages de trésorerie (p. 6666)

Ministère : crédits du logement (p. 6666)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6666, 6667)

Organismes et structures : Union économique et sociale du logement (UESL) (p. 6667)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant M. Michel Hannoun

Son intervention (p. 6699)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : UNEDIC : activation des dépenses passives pour l'emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 6700)

Emploi : chômage : chômage de longue durée (p. 6700)

Emploi : chômage : contrats initiative emploi : contrats emploi solidarité (p. 6700)

Entreprises : aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (ACCRE) : remplacement (p. 6700)

Entreprises : cotisations sociales : fiscalisation progressive (p. 6700)

Entreprises : coût du travail : allègement des charges sociales (p. 6699)

Handicapés : Association de gestion du Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 6700)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : aides au premier emploi des jeunes : remplacement (p. 6700)

Ministère des affaires sociales et de l'emploi : crédits concernant le travail et l'emploi (p. 6699)

Ministère du budget : charges communes (p. 6699)

Politique de la ville : emplois non marchands : emplois de proximité (p. 6701)

Politique économique : croissance : politique de l'emploi (p. 6700)

Retraites : préretraites : allocation de remplacement pour l'emploi (p. 6700)

Travail : temps de travail : réduction accompagnée d'embauches (p. 6699)

Vote des crédits [8 novembre 1996] (p. 6736)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Gérard Jeffray (réduction des crédits de 1 863 800 000 F) (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits de 100 millions de francs) : retiré (p. 6742)

Intervient sur l'amendement n° 201 du Gouvernement (majoration des crédits de 45 millions de francs) (p. 6742)

Article 94 (réforme de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Michel Berson (de suppression) (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 202 du Gouvernement (de précision) (p. 6744)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission des finances (suppression du contingentement des bénéficiaires) : retiré (p. 6745)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission des finances (de précision) : adopté (p. 6745)

Intervient sur l'amendement n° 203 du Gouvernement (maintien des droits aux titulaires du RMI et de l'ASS) (p. 6745)

Article 97 (transfert à l'AGEFIPH du financement de la garantie de ressources des travailleurs handicapés placés en milieu ordinaire)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Michel Berson (de suppression) (p. 6747)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : allocation de logement social étudiant (p. 6977)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Transports : anciens combattants de plus de 65 ans : cartes de circulation (p. 7013)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7416) ; [22 novembre 1996] (p. 7469)

Article 4 (versement d'une rente)

Son rappel au règlement (cf. supra) [21 novembre 1996] (p. 7428)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 février 1997] (p. 1223)

Son intervention (p. 1228)

Thèmes :

Démographie (p. 1229)

Entreprises : financement (p. 1229)

Retraites : généralités : système par capitalisation : épargne retraite (p. 1229)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 1229)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1229)

Projet de loi n° 3162 relatif à l'Union d'économie sociale du logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8194)

Son intervention (p. 8199)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : Comités interprofessionnels du logement (CIL) (p. 8199)

Action sociale et solidarité nationale : Union d'économie sociale du logement (UESL) (p. 8199)

Action sociale et solidarité nationale : Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) (p. 8199)

Bâtiment et travaux publics (p. 8199)

Commerce et artisanat : chambres de commerce et d'industrie (CCI) (p. 8199)

Logement et habitat : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8199)

Logement et habitat : prêt à taux zéro (p. 8199)

Logement et habitat : prêts locatifs aidés (PLA) et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) (p. 8199)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 8199)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8703)

Son intervention (p. 8704)

Thèmes :

Logement : aides et prêts : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8704)

Logement : comités interprofessionnels du logement (CIL) (p. 8704)

Logement : Union d'économie sociale du logement (UESL) (p. 8704)

Lois de finances : loi de finances pour 1997 : crédits du logement (p. 8704)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 8704)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Son rappel au règlement (cf. supra) [6 février 1997] (p. 917)

Projet de loi n° 3061 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1723)

Son intervention (p. 1725)

Thèmes :

Affaires étrangères : Arménie : situation économique et politique ; le Haut-Karabakh (p. 1726)

Énergie : coopération dans le secteur électro-nucléaire (p. 1725)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1996] (p. 8689)

Son intervention (p. 8691)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : armée républicaine espagnole (p. 8691)

Impôts et taxes : taxe sur les fournitures d'électricité (p. 8691)

Parlement : validations législatives (p. 8691)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 8691)

Édouard LANDRAIN

Loire-Atlantique (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome IX : Jeunesse et sports (n° 3031) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Aménagement du temps de travail, aides de l'État [5 novembre 1996] (p. 6483)

Patrimoine. Opéra Bastille. Façade, malfaçons, conséquences [18 décembre 1996] (p. 8516)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Procédure des questions :

Presse : aides à la presse (p. 6385)

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Procédure des questions :

Fondation du patrimoine : patrimoine de proximité : décrets d'application (p. 6418)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV - Nantes-Lille (p. 6514)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6755)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : rôle et financement (p. 6755)

Collectivités territoriales : financement des clubs sportifs (p. 6755)

Comptes spéciaux du Trésor : Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA) (p. 6755)

Comptes spéciaux du Trésor : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 6754)

Emploi : chômage : emplois sportifs : plan "sport-emploi" (p. 6755)

Enfants : aménagement des rythmes scolaires (p. 6756)

Impôts et taxes : droits de consommation sur les tabacs (p. 6755)

Impôts et taxes : jeux et paris : Française des jeux (p. 6755)

Impôts et taxes : TVA applicable aux activités sportives sous statut commercial (p. 6756)

Jeunes : formation et information jeunesse : opération défi-jeunes (p. 6756)

Ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 6755)

Ministère de la jeunesse et des sports : site : rue Olivier-de-Serres (p. 6755)

Sports : Stade de France à Saint-Denis : Coupe du monde de football de 1998 (p. 6755)

Sports : stades de province (p. 6755)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : statut fiscal des joueurs professionnels de football (p. 6772)

Sports : lutte contre le dopage (p. 6772)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 82 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 371 précédemment réservé de M. Didier Migaud (prélèvement au profit du fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux, à l'exception des sommes misées au loto sportif) (p. 7292)

Son sous-amendement n° 436 (taux de 2,7 %) à l'amendement n° 371 précédemment réservé de M. Didier Migaud : rejeté au scrutin public (p. 7292)

Proposition de loi n° 1924 tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7966)

Article 2 (prise en charge de l'autisme et reconnaissance de ses conséquences comme handicap)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Georges Hage (suppression de la référence aux moyens disponibles) (p. 7969)

Proposition de loi n° 2814 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997 (p. 1192)

Article 2 (appel de l'avis rendu par un architecte des Bâtiments de France sur une demande d'autorisation de travaux dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Laurent Dominati (renforcement des pouvoirs des architectes des Bâtiments de France) (p. 1195)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2034)

Thèmes :

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (p. 2034)

Télévision : canal parlementaire (p. 2034)

Télévision : événements sportifs (p. 2034)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2034)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (retransmission des grandes manifestations sportives) (p. 2081)

Pierre LANG

Moselle (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Procédure des questions :

Mines et carrières : régions minières : reconversion (p. 5868)

Philippe LANGENIEUX-VILLARD

Isère (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3364 visant à exonérer de droits de succession les transmissions familiales à titre gratuit dans les petites et moyennes entreprises artisanales ou commerciales [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Dominique Paillé (interdiction de la publicité sur les chaînes cryptées) (p. 2092)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 47 rectifié de la commission (exclusivité de France Télévision sur TPS pour une durée de deux ans et usage d'un décodeur polyvalent) (p. 2137)

Harry LAPP

Bas-Rhin (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1419, posée le 11 mars 1997. Voirie. Ouvrages d'art (p. 1842, 1843). Appelée le 18 mars 1997. Pont d'Eschau, construction, délais, Bas-Rhin (p. 1943, 1944)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Ordre public : insécurité (p. 6828)

Gérard LARRAT

Aude (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1438, posée le 18 mars 1997. Agriculture. Vin et viticulture (p. 2018). Appelée le 25 mars 1997. Plantation, réglementation (p. 2209, 2210)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 20 précédemment réservé : non soutenu (p. 5656)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Enseignement agricole (p. 5930)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Son amendement n° 97 soutenu par M. François Sauvadet (de suppression) : adopté (p. 5966)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7598)

Thèmes :

Cérémonies publiques et fêtes légales : suppression d'un jour férié : instauration d'un jour de solidarité intergénérationnelle (p. 7598)

Collectivités territoriales : conseils généraux : présidents : responsabilité d'attribution de la prestation spécifique dépendance (p. 7598)

Handicapés : commission d'orientation et de reclassement professionnels (COTOREP) (p. 7598)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7598)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7598)

Prestation spécifique dépendance : formation des intervenants (p. 7598)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 4

Son amendement n° 33 : non soutenu (p. 8044)

Proposition de loi n° 2983 relative à l'activité de mandataire en vente de véhicules automobiles neufs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1745)

Son intervention (p. 1747)

Thèmes :

Automobiles et cycles : immatriculation des véhicules neufs (p. 1747)

Consommation : protection des consommateurs : contrat de recherche et d'achat du véhicule (p. 1747, 1748)

Impôts et taxes : TVA (p. 1748)

Prix et concurrence (p. 1747)

Professions libérales et travailleurs indépendants : mandataires : professionnalisme, garanties morales et financières (p. 1748)

Discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1752)

Article unique (section IX (nouvelle) du chapitre premier du titre II du livre premier du code de la consommation)

Article L. 121-54 du code de la consommation

Son amendement n° 3 (définition fiscale du véhicule neuf) : adopté (p. 1755)

Article L. 121-55 du code de la consommation

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 1755)

Son amendement n° 4 deuxième rectification (conditions d'exercice de l'activité de mandataire en automobiles : suppression de la référence à la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles) : adopté après modifications (p. 1755)

Article L. 121-56 du code de la consommation

Son amendement n° 5 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 1757)

Article L. 121-57 du code de la consommation

Son amendement n° 6 (distinction entre le contrat de mandat et le compte-rendu de mandat) : retiré (p. 1759)

Louis LAUGA

Landes (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Espagne. Sommet franco-espagnol de Marseille [6 novembre 1996] (p. 6566)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1377, posée le 25 février 1997. Voirie. RN 10 (p. 1378). Appelée le 4 mars 1997. Aménagement, mise à deux fois deux voies, perspectives (p. 1555, 1556)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 6

Son amendement n° 254 : non soutenu (p. 5551)

Proposition de loi n° 3319 tendant à organiser la lutte contre les termites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2350)

Son intervention (p. 2355)

Thèmes :

Impôts et taxes : dégrèvements fiscaux (p. 2355)

Propriété : transactions immobilières (p. 2355)

Thierry LAZARO

Nord (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Bernard LECCIA

Bouches-du-Rhône (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996

Jean-Yves LE DÉAUT

Meurthe-et-Moselle (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Délégué de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 17 octobre 1996] (p. 15253)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble une annexe) (n° 2977) [5 novembre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [J.O. du 5 mars 1997] (p. 3538)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome IV : Affaires étrangères (immigration) (n° 3032) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2841) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (ensemble trois annexes, un protocole et un acte final) [28 novembre 1996] (n° 3169)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2977) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble une annexe) [21 janvier 1997] (n° 3302)

Proposition de loi n° 3354 relative à la responsabilité des dommages liés à l'exploitation minière [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mines et carrières. Mines. Affaissements, conséquences, Auboué [26 novembre 1996] (p. 7545)

Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Emploi et activité, privatisation, perspectives [4 février 1997] (p. 731)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1236, posée le 3 décembre 1996. Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité (p. 7913). Appelée le 10 décembre 1996. Perspectives (p. 8155, 8156)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime que les électeurs ont le droit de connaître la manière dont les députés votent et demande que les noms de tous ceux qui participent à un scrutin public soient publiés [27 février 1997] (p. 1504)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Ses interventions (p. 6843, 6850)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : carte diplomatique (p. 6851)

Administration : crédits du ministère (p. 6850)

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6851)

Affaires étrangères : Moyen Orient : processus de paix (p. 6851)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 6851)

Affaires étrangères : organisations non gouvernementales (p. 6850)

Commerce extérieur : embargos économiques (p. 6851)

DOM-TOM : Guyane (p. 6844)

Enseignement : bourses scolaires (p. 6844)

Étrangers : droit d'asile (p. 6843, 6844)

Étrangers : immigration, intégration (p. 6843, 6844)

Étrangers : Office français pour les réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 6844, 6845)

Europe : politique étrangère et de sécurité commune (p. 6851)

Procédure des questions :

Affaires étrangères : Afrique, Zaïre (p. 6865)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6940)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : étudiants : allocation sociale d'études : œuvres universitaires (p. 6942)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 6940)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : effectifs (p. 6941)

Personnels non enseignants : ATOS et IATOS : créations de postes (p. 6941)

Recherche : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 6941)

Recherche : crédits : évolution des agrégats (p. 6940)

Recherche : enseignants-chercheurs : effectifs : mobilité (p. 6940)

Recherche : recherche militaire (p. 6940)

Recherche : situation de la recherche française : travaux du Comité interministériel de la recherche (CIR) (p. 6940)

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 6940)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques)

Son amendement n° 82 : non soutenu (p. 7484)

Projet de loi n° 2838 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8230)

Son intervention (p. 8231)

Thèmes :

Affaires étrangères : Communauté des États indépendants (CEI) (p. 8231)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 8232)

Projet de loi n° 2842 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8236)

Son intervention (p. 8237)

Thèmes :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 8238)

Affaires étrangères : Ukraine : situation économique et politique (p. 8238)

Communautés européennes et Union européenne : accord intérimaire avec l'Ukraine, programme TACIS (p. 8237)

Énergie : sécurité nucléaire, Tchernobyl (p. 8238)

Proposition de résolution n° 2976 sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (nos E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655 et E 666)

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8239)

Son intervention (p. 8243)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : accords de partenariat avec les pays de la CEI et de l'Europe de l'Est ; programmes PHARE et TACIS (p. 8243, 8244)

Energie : commerce des matières nucléaires (p. 8244)

Entreprises : sécurité des investissements réalisés dans la CEI et les États d'Europe de l'Est ; couverture-risque (p. 8244)

Espace : lancement des satellites (p. 8244)

Parlement : parlements nationaux : consultation ; conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) (p. 8243)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Soutient la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 8280) : rejetée au scrutin public (p. 8288)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : permis de construire : location de matériel (p. 8282)

Droit pénal : droit d'entrée des officiers de police judiciaire sur les lieux de travail (p. 8281)

Immigration : immigration clandestine (p. 8285)

Ministère du travail et des affaires sociales : inspection du travail (p. 8285)

Ministère du travail et des affaires sociales : mission de liaison interministérielle pour la lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre (MILUTMO) (p. 8281)

Transports : mouvement des transporteurs routiers : travail illégal (p. 8281)

Travail : associations à but non lucratif fictives (p. 8284)

Travail : employés intérimaires (p. 8282)

Travail : sous-traitance : marchandage : prêt illicite de main-d'œuvre (p. 8283, 8284)

Travail clandestin : contrôle : agents des impôts, douaniers, contrôleurs des transports terrestres (p. 8283)

Travail clandestin : donneurs d'ordre (p. 8281, 8283)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8280)

Travail clandestin : historique (p. 8280, 8282)

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (remplacement dans l'intitulé du chapitre IV du titre II du Livre III du code du travail du terme "clandestin" par le terme "dissimulé") (p. 8306)

Son sous-amendement oral (remplacement du mot "dissimulé" par le mot "illicite") à l'amendement n° 44 de la commission : rejeté (p. 8306)

Son amendement n° 134 (incompatibilité de l'existence d'un lien de subordination juridique avec la qualité de travailleur indépendant) : rejeté (p. 8331)

Son amendement n° 135 (suppression de la référence à une durée pour la définition de la subordination juridique) : rejeté (p. 8332)

Son amendement n° 136 (prêt de main d'œuvre dans le cadre de la sous-traitance) : rejeté (p. 8333)

Son amendement n° 137 (rédaction obligatoire du contrat de travail) : rejeté (p. 8333)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission des lois (sanction administrative en cas de défaut de déclaration préalable à l'embauche) (p. 8335)

Son amendement n° 107 (remise au salarié de la copie de l'accusé de réception de la déclaration préalable d'embauche) : rejeté (p. 8336)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (modification de l'intitulé de la section II du chapitre IV du titre II du livre III du code du travail pour le remplacer par "travail dissimulé") (p. 8337)

Article 1er (redéfinition du délit de travail clandestin)

Son amendement n° 18 (incrimination du donneur d'ordres) : adopté (p. 8338)

Après l'article 1er

Son amendement n° 19 (vérifications et procédure d'agrément des sous-traitants) : adopté après modifications et rectification (p. 8339)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Rudy Salles (suppression des mentions relatives à la vérification) à son amendement n° 19 (p. 8339)

Article 2 (champ d'application)

Reprend l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (suppression du critère intentionnel pour la constitution du délit de travail illégal) : rejeté (p. 8342)

Son amendement n° 108 (constitution de l'infraction lorsque la rémunération figurant sur le bulletin de paie ne correspond qu'à une partie des heures travaillées) : devenu sans objet (p. 8345)

Après l'article 2

Son amendement n° 109 (inscription inaltérable sur le registre du personnel) : adopté après rectification (p. 8346)

Article 3 (information des salariés)

Son amendement n° 110 (taux de l'indemnité forfaitaire porté à six mois de salaire) : adopté (p. 8346)

Son amendement n° 21 (extension du droit d'information des salariés) : rejeté (p. 8347)

Son amendement n° 20 (sanction applicable au donneur d'ordre) : rejeté (p. 8348)

Son amendement n° 22 (remise aux salariés d'une attestation mentionnant les constats d'infraction) : rejeté (p. 8348)

Article 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle)

Son sous-amendement n° 123 (ajout des documents comptables) à l'amendement n° 58 de la commission (communication des documents commerciaux) : rejeté (p. 8350)

Après l'article 4

Son amendement n° 23 (de coordination) : rejeté (p. 8353)

Son amendement n° 144 (introduction dans le code de procédure pénale des dispositions relatives aux pouvoirs des officiers de police judiciaire) : rejeté au scrutin public (p. 8359)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. François Guillaume (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Christian Vanneste (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) (p. 8361)

Article 6 (levée du secret professionnel)

Son amendement n° 112 (transmission facultative par l'inspecteur du travail des informations relatives au plaignant) : rejeté (p. 8364)

Après l'article 6

Son amendement n° 113 (extension de la solidarité des donneurs d'ouvrage) : adopté (p. 8365)

Son amendement n° 114 (extension du champ d'application de la solidarité financière) : adopté (p. 8365)

Son amendement n° 116 (de coordination) : adopté (p. 8365)

Son amendement n° 117 (de coordination) : adopté (p. 8366)

Son amendement n° 115 (information des salariés sur les donneurs d'ordre de l'employeur) : rejeté (p. 8366)

Son amendement n° 118 corrigé (collaboration des services de contrôle habilités) : adopté après rectification (p. 8367)

Son amendement n° 122 corrigé (moyens d'investigation des conseillers rapporteurs désignés par le Conseil de prud'hommes) : adopté (p. 8367)

Après l'article 7

Son amendement n° 139 (définition du délit de marchandage) : rejeté (p. 8370)

Son amendement n° 119 (lutte contre le marchandage) : adopté (p. 8370)

Son amendement n° 140 (renforcement des pouvoirs d'investigation des agents de contrôle en ce qui concerne le marchandage et la sous-traitance) : rejeté (p. 8371)

Son amendement n° 120 (dispositions répressives applicables aux associations intermédiaires) : rejeté (p. 8371)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Pierre Bernard (caractère facultatif de la prise en charge par l'employeur des frais d'éloignement de l'employé clandestin) à l'amendement n° 37 corrigé de M. Christian Vanneste (mise à la charge de l'employeur des frais d'éloignement de l'employé clandestin) (p. 8372)

Article 9 (possibilité de refus d'attribution des aides à l'emploi ou à la formation professionnelle en cas de verbalisation pour travail clandestin)

Son amendement n° 121 (extension du refus d'attribution en cas d'infraction délictuelle au droit du travail) : rejeté (p. 8373)

Son amendement n° 141 (extension du refus des aides publiques en cas de délit de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre) : adopté (p. 8374)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Thierry Mariani (délai de 48 heures pour les employeurs des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié occasionnel) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Thierry Mariani (délai de 24 heures pour les employeurs des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié occasionnel) (p. 8376)

Titre

Son amendement n° 138 (substitution au mot "clandestin" du mot "illicite") : devenu sans objet (p. 8380)

Ses explications de vote (p. 8382)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8382)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1233)

Son intervention (p. 1243)

Thèmes :

Droit pénal : droit d'entrée des officiers de police judiciaire sur les lieux de travail (p. 1243)

Marchés publics (p. 1243)

Travail clandestin : contrôle (p. 1243)

Travail clandestin : définition du délit de travail dissimulé (p. 1242)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er A (sanction du non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche)

Reprend l'amendement n° 1 de M. Gérard Léonard (fixation du montant de l'amende à cinq cents fois le taux horaire minimum garanti) (p. 1246) : rejeté (p. 1248)

Après l'article 1er A

Son amendement n° 21 (définition de la qualité de travailleur indépendant) : rejeté (p. 1249)

Son amendement n° 22 (suppression du critère de permanence dans la définition du contrat de travail) : rejeté (p. 1249)

Son amendement n° 23 (régularisation du paiement des cotisations sociales par les employeurs ayant dissimulé une relation salariale sous l'apparence du recours à un travailleur indépendant) : retiré (p. 1250)

Son amendement n° 24 (rédaction du contrat de travail) : rejeté (p. 1250)

Article 1er (définition du délit de travail dissimulé)

Son sous-amendement n° 49 (suppression du critère intentionnel dans la définition du délit) à l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (de coordination) : rejeté au scrutin public (p. 1255)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (présomption de recours du donneur d'ordre au travail dissimulé)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Michel Berson (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 1257)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 56 (marchés publics) : retiré (p. 1258)

Son amendement n° 57 (recours à la sous-traitance par les entreprises soumissionnaires) : rejeté (p. 1258)

Après l'article 3

Son amendement n° 27 (attestation mentionnant les constats d'infraction) : rejeté (p. 1259)

Son amendement n° 28 (définition du donneur d'ordre) : retiré (p. 1259)

Article 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1262)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Michel Berson (vérification des documents comptables) : rejeté au scrutin public (p. 1263)

Reprend l'amendement n° 16 de la commission (rôle des juridictions financières) (p. 1263) : rejeté (p. 1264)

Article 6 (levée du secret professionnel)

Son amendement n° 30 (sociétés de domiciliation) : rejeté (p. 1265)

Après l'article 6

Reprend l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (habilitation à dresser procès-verbal) (p. 1264) : rejeté (p. 1265)

Après l'article 6 septies

Son amendement n° 31 (information des salariés) (p. 1266)

Ses explications de vote (p. 1273)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1273)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8458)

Thèmes :

Étrangers : droit au séjour (p. 8460)

Étrangers : intégration (p. 8459)

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8458)

Étrangers : régularisations (p. 8460)

Étrangers : rétention administrative (p. 8461)

Police : certificat d'hébergement (p. 8461)

Police : travail clandestin (p. 8462)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 8572)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Julien Dray (compétence du préfet en matière de délivrance des certificats d'hébergement) (p. 8575)

Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de M. Jean-Marie André (conditions applicables à l'hébergeant) (p. 8576)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (conditions applicables à l'hébergeant) (p. 8576)

Soutient l'amendement n° 211 de M. Julien Dray (non-application du dispositif aux parents proches) : rejeté (p. 8578)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Marie André (obligation pour l'hébergeant de souscrire des assurances couvrant l'hébergé) (p. 8579)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de constitution d'un fichier des hébergeants) (p. 8583)

Article 2 (champ d'application de la procédure du contrôle de la régularité du séjour)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8584)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Article 8-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Soutient l'amendement n° 290 de M. Julien Dray (mentions relatives à l'agent de police et aux faits ayant motivé le retrait du passeport) : rejeté (p. 8587)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1372)

Thèmes :

Étrangers : accueil des étudiants (p. 1373)

Police : fichier des étrangers (p. 1372)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1433)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) (p. 1456)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. André Gerin (suppression de la faculté donnée au préfet de diligenter une enquête pour détournement de la procédure de demande de certificat d'hébergement) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (p. 1448)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Julien Dray (suppression de la faculté donnée au préfet de diligenter une enquête pour détournement de la procédure de demande de certificat d'hébergement) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (p. 1448)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Julien Dray (interdiction de constitution d'un fichier des hébergés) (p. 1465)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jacques Brunhes (interdiction de constitution d'un fichier informatisé à partir des certificats d'hébergement) (p. 1465)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Son intervention (p. 1467)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Julien Dray (droit au séjour des mineurs entrés sur le territoire en dehors de la procédure de regroupement familial) : rejeté au scrutin public (p. 1488)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents d'enfants français) (p. 1493)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. André Gerin (droit au séjour des parents d'enfants français ou nés en France) (p. 1493)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 février 1997] (p. 1504)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Julien Dray (conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. André Gerin (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Soutient l'amendement n° 134 de M. Julien Dray (renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire) : rejeté (p. 1512)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Julien Dray (exercice d'une activité professionnelle pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire) (p. 1515)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. André Gerin (abrogation des dispositions du code civil permettant la saisine du procureur en cas de mariage mixte) (p. 1520)

Article 7 (recours abusifs aux procédures d'asile)

Soutient l'amendement n° 136 de M. Julien Dray (de suppression) : rejeté (p. 1523)

Soutient l'amendement n° 137 de M. Julien Dray (extension du droit d'asile aux personnes persécutées par un groupe autonome) : rejeté (p. 1525)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Julien Dray (de suppression partielle) (p. 1529)

Article 9 bis (contrôle d'identité en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1532)

Article 10 (possibilité de contrôles d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Son intervention (p. 1533)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 177 de M. Julien Dray (rétablissement des compétences des inspecteurs du travail) : rejeté (p. 1541)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 mars 1997] (p. 2241)

Son intervention (p. 2255)

Thèmes :

Étrangers : droits fondamentaux (p. 2256)

Étrangers : lutte contre l'immigration clandestine (p. 2255)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2257)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2255)

Projet de loi n° 3060 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 485)

Son intervention (p. 488)

Thèmes :

Affaires étrangères : Hong-Kong : intégration à la République populaire de Chine le 1er juillet 1997 (p. 488)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 488)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 792)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : directive 91-440 du 29 juillet 1991 relative au développement des chemins de fer communautaires (p. 792)

SNCF : endettement (p. 792)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 792)

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 206 de M. Jean-Jacques Filleul (réforme de l'article 90 du Traité de Rome présentée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) : rejeté (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en œuvre d'une harmonisation des législations sociales et des conditions de travail dans les transports proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 832)

Soutient l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place d'une haute autorité de régulation des transports européens proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) : rejeté (p. 834)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de neutralité) : rejeté (p. 847)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de responsabilité) : rejeté (p. 850)

Soutient l'amendement n° 233 de M. Jean-Jacques Filleul (facteur d'innovation du service public du rail) : rejeté (p. 857)

Soutient l'amendement n° 238 de M. Jean-Jacques Filleul (démocratisation des transports assurée par le service public du rail) : rejeté (p. 860)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 336 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) : rejeté (p. 873)

Soutient l'amendement n° 342 de M. Jean-Jacques Filleul (création de l'établissement public après élaboration du schéma directeur du réseau ferroviaire prévu à l'article 17 de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) : rejeté (p. 876)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Rémy Auchedé (création de l'établissement public au 1er juillet 1998) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Rémy Auchedé (création de l'établissement public au 1er janvier 1998) (p. 877)

Soutient l'amendement n° 351 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en charge totale de l'endettement de la SNCF par le nouvel établissement public) : rejeté (p. 881)

Soutient l'amendement n° 346 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle du fret) : rejeté (p. 883)

Soutient l'amendement n° 359 de M. Jean-Jacques Filleul (orientation des crédits en faveur des infrastructures ferroviaires) : rejeté (p. 886)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 1074)

Son intervention (p. 1083)

Thèmes :

Administration : Agence de sécurité sanitaire ou service public de l'hygiène alimentaire : création (p. 1075, 1083)

Administration : Ministère de l'agriculture (p. 1075,1083)

Administration : Ministère de l'économie et des finances : direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) (p. 1083)

Agriculture : végétaux : contrôles ; plantes transgéniques (p. 1084, 1085)

Agroalimentaire : commercialisation : contrôle ; traçabilité ; labels (p. 1085)

Associations : associations de consommateurs (p. 1085)

Santé publique : sécurité alimentaire (p. 1083)

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Après l'article 4

Son amendement n° 121 (création d'une agence de la sécurité alimentaire) : rejeté (p. 1114)

Article 9 (articles 259-1 et 259-7 du code rural : mesures visant à renforcer la qualité sanitaire des denrées)

Article 259-1 du code rural : reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs en matière de qualité sanitaire des denrées

Soutient l'amendement n° 92 de M. Alain Le Vern (saisie des produits ou denrées reconnus impropres à la consommation ou présentant un danger pour la santé publique) : rejeté (p. 1136)

Article 259-4 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la destruction ou le traitement des produits

Soutient l'amendement n° 93 de M. Alain Le Vern (contrôle du juge sur les opérations de destruction, dénaturation ou traitement en vue de l'assainissement) : rejeté (p. 1140)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (fixation par le ministre de l'agriculture des critères applicables aux denrées alimentaires ainsi que ceux applicables aux exploitations agricoles ou établissements les produisant) (p. 1140)

Article 259-6 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la consignation ou le rappel de lots

Soutient l'amendement n° 95 de M. Alain Le Vern (consultation du préfet et du ministre avant le rappel des lots) : rejeté (p. 1142)

Article 11 (articles L. 214-1, L. 215-1, L. 215-2 du code de la consommation : coordination)

Soutient l'amendement n° 97 de M. Alain Le Vern (organisation des contrôles) : rejeté (p. 1147)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de la commission (possibilité de règles spécifiques d'étiquetage pour les produits issus du génie génétique) (p. 1148)

Après l'article 33

Son amendement n° 123 (cas des plantes transgéniques) : rejeté (p. 1164)

Son amendement n° 124 (cas des produits directs ou des dérivés des plantes transgéniques) : rejeté (p. 1164)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 février 1997] (p. 1223)

Son intervention (p. 1226)

Thèmes :

Emploi (p. 1227)

Entreprises : cotisations : exonérations (p. 1227)

Entreprises : financement (p. 1227)

Épargne : plan d'épargne retraite : gestion (p. 1227)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1227)

Retraites : généralités (p. 1226, 1227)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 1226, 1227)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1227)

Projet de loi n° 3057 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1703)

Son intervention (p. 1706)

Thème :

Affaires étrangères : Afrique du sud : "réconciliation nationale" et État de droit (p. 1706)

Projet de loi n° 3007 autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1709)

Son intervention (p. 1711)

Thèmes :

Coopération et développement (p. 1710)

Environnement : déforestation, désertification (p. 1712)

Environnement : pollution industrielle (p. 1711)

Étrangers : immigration en provenance des pays du sud (p. 1712)

Projet de loi n° 1979 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble un échange de lettres)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1716)

Son intervention (p. 1718)

Thème :

Étrangers : visas (p. 1718, 1719)

Projet de loi n° 3061 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1723)

Son intervention (p. 1727)

Thèmes :

Affaires étrangères : Arménie : situation économique et politique ; le Haut-Karabakh (p. 1727)

Affaires étrangères : Turquie : génocide arménien (p. 1727)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 16 quater (durée du mandat des membres des conseils d'administration des sociétés nationales de programme)

Soutient l'amendement n° 86 de Mme Frédérique Bredin (dispositions contre le cumul des rémunérations) : rejeté (p. 2181)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Louis de Broissia (contrat pluriannuel d'objectifs) (p. 2185)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 204 de Mme Frédérique Bredin (taxe sur le montant des abonnements aux chaînes des bouquets numériques) : rejeté (p. 2194)

Ses explications de vote (p. 2196)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2196)

Projet de loi n° 3293 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2164)

Son intervention (p. 2170)

Thèmes :

Affaires étrangères : Algérie (p. 2170)

Affaires étrangères : Maroc : situation économique et politique (p. 2170)

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec le Maroc (p. 2170)

Coopération et développement : coopération économique et culturelle avec le Maroc, programme MEDA (p. 2170)

Projet de loi n° 3055 autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2172)

Son intervention (p. 2178)

Thèmes :

Affaires étrangères : Allemagne : pleine souveraineté depuis le 12 septembre 1990 (p. 2178)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 2178)

Europe : défense européenne, politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2178)

Traités et conventions : accord complémentaire du 18 mars 1993 (p. 2178)

Proposition de loi n° 3447 tendant à reporter à juin 2000 le prochain renouvellement des quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2362)

Son intervention (p. 2364)

Thème :

Affaires étrangères : Algérie (p. 2365)

Discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2366)

Son amendement n° 1 (renouvellement des membres du conseil en 1998) : rejeté au scrutin public (p. 2368)

Ses explications de vote (p. 2368)

Abstention du groupe socialiste (p. 2368)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2384)

Article 1er (extension du code minier aux départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 2384)

Article 2 (conditions de mise en concurrence de la demande de permis exclusif de recherches en Guyane)

Son intervention (p. 2386)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 20 de M. Didier Mathus (indemnisation des biens dépréciés lors de la première mutation) : rejeté (p. 2395)

Son amendement n° 19 (responsabilité de l'exploitant après l'abandon de l'exploitation de la mine) : rejeté au scrutin public (p. 2397)

Titre

Son amendement n° 18 (modification du titre du projet de loi : "projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier") : rejeté (p. 2398)

Pierre LEFEBVRE

Sarthe (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale (n° 3157) [19 novembre 1996]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3157), d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale [28 novembre 1996] (n° 3175)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Son intervention (p. 6999)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : commémoration : décoration spéciale : émission d'un timbre (p. 7000)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : commission tripartite (p. 7000)

Mémoire et souvenir : crédits (p. 7000)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : budget (p. 7000)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : déconcentration et transfert de charges (p. 7000)

Mutualité : rente mutualiste du combattant : revalorisation (p. 7000)

Office national des anciens combattants : budget et déconcentration (p. 7000)

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : ressortissants des pays de l'ancienne Union française (p. 7000)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 7000)

Projet de loi n° 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Son intervention (p. 7992)

Thème :

DOM-TOM : Mayotte : système de santé (p. 7992, 7993)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son intervention (p. 2777)

Jean-Claude LEFORT

Val-de-Marne (10ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Politique de la défense. OTAN, organisation [4 février 1997] (p. 730)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1178, posée le 18 novembre 1996. Logement et habitat. Offices publics d'habitations à loyer modéré (OPHLM) (p. 7206). Appelée le 26 novembre 1996. Équilibre financier, Val-de-Marne (p. 7524 à 7526)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne comme ses collègues précédents et demande une réunion d'urgence de la commission des affaires étrangères concernée par l'accord franco-allemand de défense [28 janvier 1997] (p. 456)

Considère qu'il y a un lien entre l'accord de défense franco-allemand et le texte relatif au service national et demande une suspension de séance [28 janvier 1997] (p. 460, 461)

Demande une suspension de séance pour permettre aux groupes politiques de se réunir et d'étudier la dépêche de l'AFP citant le ministre allemand de la défense qui explique que l'accord de défense franco-allemand traduit la prééminence de l'OTAN en matière de dissuasion nucléaire [29 janvier 1997] (p. 542, 543)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son amendement n° 151 soutenu par M. Jean Tardito (réduction du prélèvement) : rejeté (p. 5540)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6885)

Son intervention (p. 6891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : ministère de la coopération : crédits (p. 6892)

Affaires étrangères : Banque mondiale, Fonds monétaire international (p. 6892)

Collectivités territoriales : coopération décentralisée (p. 6892)

Vote des crédits [13 novembre 1996] (p. 6903)

État C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Laurent Dominati (réduction des crédits du fonds d'aide et de coopération) (p. 6906)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7658)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 7658, 7659)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7658, 7659)

Communautés européennes et Union européenne : pacte de stabilité et critères de convergence (p. 7658)

Moyens de paiement : franc, parités franc-mark et franc-dollar (p. 7659)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 526) : rejetée (p. 531)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 456)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 460, 461)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 janvier 1997] (p. 542, 543)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 528)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 526, 527)

Affaires étrangères : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 528)

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 527)

Défense : concept commun franco-allemand de sécurité et de défense (p. 526)

Défense : défense européenne (p. 526)

Industrie : industrie d'armement (p. 527)

Service national : conscription (p. 527)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 529)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 2 (conseil d'administration de Réseau Ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Filleul (présence des personnels détachés de l'administration ou d'autres établissements publics au sein du Conseil d'administration) (p. 932)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Article 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (modalités de consultation du fichier des étrangers) (p. 1479)

Projet de loi n° 3055 autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2172)

Son intervention (p. 2177)

Thèmes :

Affaires étrangères : Allemagne : pleine souveraineté depuis le 12 septembre 1990 (p. 2177)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 2177)

Europe : défense européenne, politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2177, 2178)

Traités et conventions : accord complémentaire du 18 mars 1993 (p. 2177)

Marc LE FUR

Côtes-d'Armor (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1286, posée le 14 janvier 1997. Impôts et taxes. Taxe sur le stockage des déchets (p. 82). Appelée le 21 janvier 1997. Exonération, conditions d'attribution, communes (p. 228, 229)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5411)

Thèmes :

Culture : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 5412)

Entreprises (p. 5412)

Épargne : assurance-vie (p. 5412)

Famille (p. 5412)

Impôt sur la fortune : impôt de solidarité sur la fortune (p. 5412)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 5412)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5411, 5412)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5412)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5412)

TVA (p. 5412)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 275 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (limitation des versements déductibles en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5495)

Après l'article 5 (suite)

Son amendement n° 351 (plafonnement de l'exonération des droits de mutation par décès dont bénéficient les contrats d'assurance-vie) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux : rejeté (p. 5549)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 5953, 5954)

Organismes et structures : service des haras de Lamballe (p. 5956)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Après l'article 84

Son amendement n° 96 soutenu par M. Thierry Mariani (assiette des cotisations sociales) : rejeté (p. 5973)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 288 de la commission (possibilité pour le préfet, lorsque les débiteurs d'aliments ont des revenus élevés, de subordonner le maintien du revenu minimum d'insertion à l'engagement par le créancier d'aliments de déclencher les procédures tendant à établir et à recouvrer les créances dont il bénéficie en application du code civil) (p. 7169)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Dominique Bussereau (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer les sociétés de prestation de services de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 7178)

Article 72 (accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole)

Son amendement n° 29 (anticipation de deux ans de l'augmentation du taux applicable à la déduction pour investissements lorsque ceux-ci sont destinés à financer la mise aux normes des exploitations agricoles) : adopté (p. 7192)

Article 74 (assujettissement de plein droit à un régime réel d'imposition des sociétés constituées dans le secteur agricole)

Son amendement n° 417 (prise en compte, pour le calcul d'assujettissement aux différents régimes d'imposition, de la participation des associés des groupements agricoles d'exploitation en commun âgés de plus de soixante ans) : adopté (p. 7195)

Après l'article 74

Son amendement n° 432 (application aux coopératives agricoles de l'avantage fiscal accordé en cas de souscription au capital de sociétés non cotées) : rejeté (p. 7196)

Son amendement n° 433 (relèvement de l'abattement dont bénéficient les entrepreneurs de travaux agricoles sur la valeur locative de leurs matériels pour le calcul de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 7197)

Son amendement n° 431 (possibilité d'option pour les exploitants agricoles, en ce qui concerne la contribution sociale généralisée, entre une base triennale avec prise en compte des déficits et une base annuelle) : retiré (p. 7197)

Après l'article 82 (suite)

Soutient l'amendement n° 413 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (création d'une taxe sur les antennes paraboliques) : retiré (p. 7293)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 264 du code rural : création du service public d'équarrissage

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 7799)

Après l'article 264 du code rural : création du service public d'équarrissage

Son amendement n° 11 rectifié soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (création d'une commission nationale de l'équarrissage chargée de délivrer les agréments et d'effectuer les contrôles) : retiré (p. 7801)

Article 271 du code rural : élimination des sous-produits d'abattoirs

Son amendement n° 13 : devenu sans objet (p. 7802)

Son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 7802)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Après l'article 6

Son amendement n° 169 soutenu par M. Raoul Béteille (expulsion des étrangers condamnés pour certaines infractions) : rejeté (p. 8663)

Philippe LEGRAS

Haute-Saône (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3482 visant à préserver les droits du créancier chirographaire antérieurs au jugement d'ouverture, en cas de liquidation judiciaire [27 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Conventions avec les praticiens. Médecins, nomenclature des actes [26 novembre 1996] (p. 7542)

Emploi. Jeunes. Politique et réglementation [19 février 1997] (p. 1126)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1343, posée le 18 février 1997. TVA. Taux (p. 1091). Appelée le 18 février 1997. Hôtellerie et restauration (p. 1027 à 1029)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : ligne Paris-Belfort-Bâle (p. 6516)

Transports ferroviaires : TGV - Rhin-Rhône (p. 6516)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 7484)

Son amendement n° 64 : non soutenu (p. 7484)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7793)

Thèmes :

Agroalimentaire : déchets : élimination ; sous-produits valorisables (p. 7794)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7793, 7794)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8502)

Thèmes :

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8503)

Étrangers : rétention administrative (p. 8502)

Police : contrôle des véhicules (p. 8503)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Son amendement n° 217 rectifié soutenu par M. Michel Meylan (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant de contrats à durée indéterminée) : rejeté (p. 684)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 756)

Son intervention (p. 791)

Thèmes :

Lois : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (p. 757)

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 758)

Régions : organisation des services régionaux de voyageurs assurés par la SNCF (p. 758)

Secteur public : service public : renouveau (p. 758, 791)

SNCF : endettement (p. 757, 791)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 791)

SNCF : infrastructures (p. 757)

SNCF : lignes TGV (p. 757)

SNCF : trafic : concurrence ; transport combiné (p. 757)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Son amendement n° 89 (modalités de cession des droits) : rejeté (p. 2088)

Article 12 (conditions d'exploitation des systèmes d'accès sous condition)

Son amendement n° 90 : non soutenu (p. 2140)

Après l'article 24

Son amendement n° 88 : non soutenu (p. 2193)

Pierre LELLOUCHE

Val-d'Oise (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Air France Europe. Pilotes, grève, conséquences [25 février 1997] (p. 1316)

Politique extérieure. Albanie. Situation politique, attitude de la France [18 mars 1997] (p. 1974)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette la volonté d'obstruction du groupe socialiste divisé sur la politique de défense européenne [28 janvier 1997] (p. 459)

DÉBATS

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 459)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 523)

Son intervention (p. 553)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 554)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 553)

Défense : armements nucléaires stratégiques : doctrine (p. 555, 556)

Défense : défense européenne (p. 523)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 553)

Industrie : industrie d'armement (p. 554)

Service national : conscription (p. 554, 555)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 523)

Service national : volontariat (p. 523)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2035)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2036)

Radiodiffusion : attribution des fréquences sur la bande FM (p. 2036)

Télévision : chaînes locales : décrochages locaux : écrans publicitaires (p. 2036)

Télévision : France Télévision : diffusion sur le bouquet TPS (p. 2036)

Télévision : France Télévision : holding de France 2 et France 3 (p. 2036)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2036)

Jean-Claude LEMOINE

Manche (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17743)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2553) de M. Robert Pandraud, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme d'action pour la promotion des organisations non gouvernementales ayant pour but principal la défense de l'environnement (COM (95) 573 final/ n° E 569) [20 février 1997] (n° 3343)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Financement. Perspectives [15 octobre 1996] (p. 5349)

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [19 mars 1997] (p. 2060)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1321, posée le 28 janvier 1997. Sécurité sociale. Cotisations (p. 475). Appelée le 4 février 1997. Pluriactifs (p. 722, 723)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5957)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5957)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Son amendement n° 81 (de suppression) : adopté (p. 5966)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Police : équipement : construction d'un commissariat (p. 6822)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7601)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7602)

Personnes âgées : hospices : maisons de retraite : réforme de la tarification : rapport de l'IGAS (p. 7602)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7601)

Prestation spécifique dépendance : création d'emplois (p. 7601)

Prestation spécifique dépendance : égalité d'accès : disparités entre départements : entre communes (p. 7602)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7601)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er A (conventions obligatoires conclues entre le département et les organismes de protection sociale pour favoriser la coordination de la prise en charge de la dépendance)

Son amendement n° 141 (renforcement du caractère transitoire de la loi dans l'attente de la loi créant une prestation autonomie) : retiré ; repris par M. Maxime Gremetz : rejeté (p. 7621)

Article 19 (institution d'une limite d'âge pour l'attribution de l'allocation compensatrice et d'un droit d'option entre cette allocation et la prestation)

Son amendement n° 140 (instauration d'un délai transitoire avant l'usage du droit d'option) : devenu sans objet (p. 7762)

Jacques LE NAY

Morbihan (6ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3208 faisant porter la mention « donneur d'organes » sur la carte d'assuré social [5 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Bâtiments d'élevage. Mise aux normes, financement [8 octobre 1996] (p. 5181)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Politique et réglementation [17 décembre 1996] (p. 8417)

Famille. Politique familiale. Perspectives [26 février 1997] (p. 1418)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5906)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5907)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5907)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5906, 5907)

Environnement : programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5906)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5906)

Ministère : crédits de l'agriculture (p. 5906)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Industries d'armement : direction des chantiers navals : site de Lorient, coopération avec les groupes Leroux et Lotz (p. 6582)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7783)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7783)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7783, 7784)

Jean-Claude LENOIR

Orne (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace [J.O. du 14 février 1997] (p. 2551)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Poste et télécommunications. Téléphone : fonctionnement. Numérotation, réforme, adaptation des appareils, coût [9 octobre 1996] (p. 5270)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1166, posée le 2 octobre 1996. Sécurité sociale. Frais de transport (p. 5050). Appelée le 2 octobre 1996. Conséquences, ambulanciers (p. 5050)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (ZRR) (p. 6642)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Seconde délibération

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de l'article 271 du code rural relatif à l'élimination des sous-produits) (p. 7807)

Gérard LÉONARD

Meurthe-et-Moselle (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin (n° 3046) [6 novembre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [J.O. du 5 mars 1997] (p. 3538)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome II : Intérieur (police) (n° 3034) [10 octobre 1996]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 3046) relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin [5 décembre 1996] (n° 3216)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communautés européennes et Union européenne. OTAN et Union européenne. Élargissement, pays d'Europe centrale et orientale [21 janvier 1997] (p. 243)

Travail. Travail clandestin. Lutte et prévention [26 mars 1997] (p. 2324)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Thème avant la procédure des questions :

Lois : projet de loi d'orientation de la pêche (p. 5900)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6775)

Thèmes avant la procédure des questions :

Crédits : montant et répartition (p. 6775, 6776)

Lois : loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (p. 6775, 6776)

Police : équipement (p. 6776)

Police : missions (p. 6776)

Police : rythme de travail (p. 6776)

Police : transmissions : ACROPOL (p. 6776)

Vote des crédits [12 novembre 1996] (p. 6833)

État B, titre III

Soutient l'amendement n° 195 de la commission des lois (modification de l'inscription des crédits destinés à l'action syndicale de la police nationale) : adopté (p. 6833)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Son intervention (p. 8279)

Thèmes :

Ministère du travail et des affaires sociales : mission de liaison interministérielle pour la lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre (MILUTMO) (p. 8280)

PME-PMI : concurrence déloyale (p. 8279)

Travail : associations à but non lucratif fictives (p. 8280)

Travail clandestin : déclaration préalable à l'embauche (DPAE) (p. 8280)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8279)

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 80 de la commission des lois (sanction administrative en cas de défaut de déclaration préalable à l'embauche) : adopté (p. 8335)

Intervient sur l'amendement n° 142 du Gouvernement (ordonnance pénale en cas de défaut de déclaration préalable à l'embauche) (p. 8335)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (modification de l'intitulé de la section II du chapitre IV du titre II du livre III du code du travail pour le remplacer par "travail dissimulé") (p. 8337)

Article 2 (champ d'application)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (suppression du critère intentionnel pour la constitution du délit de travail illégal) (p. 8341)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (simplification de la définition du délit) (p. 8344)

Article 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle)

Soutient l'amendement n° 81 corrigé de la commission des lois (élargissement du champ d'investigation) : retiré (p. 8349)

Soutient l'amendement n° 82 corrigé de la commission des lois (droit d'interrogation des salariés par les agents de contrôle) : adopté (p. 8351)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 34 rectifié de M. Jean-Pierre Delalande (contrôle d'identité dans les locaux professionnels exercé par des officiers de police judiciaire) (p. 8359)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. François Guillaume (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Christian Vanneste (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (retrait de la carte de résident aux employeurs de nationalité étrangère en infraction) (p. 8363)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. François Guillaume (retrait de la carte de résident aux employeurs de nationalité étrangère en infraction) (p. 8363)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Christian Vanneste (retrait de la carte de résident aux employeurs de nationalité étrangère en infraction) (p. 8363)

Article 6 (levée du secret professionnel)

Soutient l'amendement n° 83 corrigé de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 8363)

Soutient l'amendement n° 84 corrigé de la commission des lois (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 8364)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 85 corrigé de la commission des lois (transmission des documents aux organismes de sécurité sociale) : adopté après modifications (p. 8368)

Article 9 (possibilité de refus d'attribution des aides à l'emploi ou à la formation professionnelle en cas de verbalisation pour travail clandestin)

Soutient l'amendement n° 86 corrigé de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 8373)

Soutient l'amendement n° 87 rectifié de la commission des lois (suspension des aides publiques précédemment accordées) : adopté (p. 8374)

Soutient l'amendement n° 88 corrigé de la commission des lois (maintien du refus d'accorder l'aide publique à l'emploi en cas de jugement de relaxe) : adopté (p. 8374)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er A (sanction du non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche)

Son amendement n° 1 (fixation du montant de l'amende à cinq cents fois le taux horaire minimum garanti) : non soutenu ; repris par M. Jean-Yves Le Déaut : rejeté (p. 1248)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition de la qualité de travailleur indépendant) (p. 1249)

Article 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Rudy Salles (rédactionnel) : adopté (p. 1262)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 8450)

Son intervention (p. 8462)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8464)

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8450)

Étrangers : régularisations (p. 8463, 8464)

Étrangers : rétention administrative (p. 8463)

Étrangers : rétention judiciaire (p. 8464)

Police : certificat d'hébergement (p. 8464)

Police : contrôle des véhicules (p. 8464)

Police : travail clandestin (p. 8464)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son amendement n° 39 (remise d'une attestation de départ, pouvoirs de vérification du maire) : devenu sans objet (p. 8578)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de constitution d'un fichier des hébergeants) (p. 8583)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Après l'article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (fichier des empreintes digitales) : adopté après modifications (p. 8623)

Soutient le sous-amendement n° 207 de M. Charles de Courson (informatisation du fichier) à l'amendement n° 98 de la commission : adopté (p. 8622)

Son amendement n° 48 rectifié soutenu par Mme Suzanne Sauvaigo (modalités de consultation du fichier) : devenu sans objet (p. 8623)

Après l'article 3

Son amendement n° 42 (retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger ne disposant pas d'autorisation pour travailler) : devenu sans objet (p. 8624)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 49 (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) : adopté (p. 8641)

Son amendement n° 40 (délai de deux ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) : adopté (p. 8643)

Soutient le sous-amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Philibert (délai de résidence régulière en France) à l'amendement n° 168 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (droit au séjour des apatrides) : adopté (p. 8648)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 8649)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Suzanne Sauvaigo (suppression du droit au séjour de l'étranger sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8661)

Avant l'article 9

Son amendement n° 122 (régime de la peine d'interdiction du territoire) : adopté (p. 8673)

Article 10 (possibilité de contrôle d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Guillaume (libre accès de la police judiciaire aux lieux de travail) (p. 8676)

Son amendement n° 41 rectifié (visite des domiciles affectés à un usage professionnel) : adopté (p. 8678)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Guillaume (responsabilité des cocontractants en cas d'emplois d'étrangers en situation irrégulière) (p. 8684)

Ses explications de vote (p. 8688)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 8688)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1366)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 1402)

Thèmes :

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 1369)

Lois : désobéissance civile (p. 1367)

Police : certificat d'hébergement (p. 1368, 1369)

Police : pouvoirs des maires (p. 1369)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1429)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) (p. 1456)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Julien Dray (contenu de l'autorisation délivrée par le procureur) (p. 1472)

Article 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 1476)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Julien Dray (droit au séjour) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. André Gerin (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Julien Dray (exercice d'une activité professionnelle pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire) (p. 1515)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement)

Intervient sur l'amendement n° 90 corrigé de M. André Gerin (non-expulsion des personnes atteintes de pathologies graves) (p. 1522)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (non-expulsion des étrangers résidents habituellement en France atteints d'une pathologie grave) (p. 1522)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (délai de transmission de l'appel suspensif du parquet) (p. 1532)

Article 10 (possibilité de contrôles d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Son intervention (p. 1534)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 mars 1997] (p. 2241)

Son intervention (p. 2253)

Thèmes :

Étrangers : expulsions d'étrangers atteints de pathologies graves (p. 2254)

Police : certificat d'hébergement (p. 2254)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 2253)

Jean-Louis LEONARD

Charente-Maritime (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 19 : Équipement, logement, transports et tourisme (mer) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 5 : Agriculture, pêche et alimentation (pêche) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité civile. Surveillance des plages. CRS, effectifs de personnel [28 janvier 1997] (p. 450)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5899)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministère : crédits de la pêche (p. 5899)

Pêche : flotte (p. 5899, 5900)

Pêche : Fonds d'intervention et d'organisation des produits de la mer (FIOM) (p. 5900)

Pêche : importations (p. 5900)

Pêche : organisation commune du marché de la pêche (p. 5900)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6445)

Thèmes avant la procédure des questions :

Marine marchande : Établissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 6445, 6446)

Marine marchande : flotte de commerce, régime des quirats (p. 6445)

Marine marchande : formation (p. 6446)

Mer et littoral : ports maritimes (p. 6446)

Mer et littoral : sécurité maritime : flottille de surveillance (p. 6446)

Mer et littoral : Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) (p. 6446)

Ministère : crédits de la mer (p. 6445)

François LÉOTARD

Var (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5378)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5379)

Commerce extérieur (p. 5378)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : monnaie unique (p. 5379, 5380)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5378, 5379)

Épargne : épargne-retraite (p. 5380)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5381)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5378 à 5380)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5379)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5379, 5380)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5378 à 5380)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5380)

Politique économique : conjoncture (p. 5378)

Politique économique : croissance (p. 5379)

Politique économique : généralités (p. 5378, 5380)

Politique économique : politique monétaire : franc (p. 5379)

Politique économique et sociale (p. 5380)

Secteur public : entreprises publiques (p. 5379)

Sécurité sociale (p. 5379)

TVA (p. 5380)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 1347)

Thèmes :

Étrangers : intégration (p. 1348)

Lois : désobéissance civile (p. 1347)

Police : certificat d'hébergement (p. 1347)

Corinne LEPAGE

Ministre de l'environnement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Thérèse Aillaud. Heure légale. Heure d'été et heure d'hiver. Suppression [16 octobre 1996] (p. 5438)

M. Gérard Voisin. Pétrole et dérivés. Stations-service. Installation de capteurs d'émissions de composés organiques volatils, perspectives [19 novembre 1996] (p. 7248)

M. Christian Martin. Environnement. Poissons. Protection contre les cormorans [29 octobre 1996] (p. 6157)

M. Michel Blondeau. Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe sur l'eau potable, création, perspectives [30 octobre 1996] (p. 6250)

M. Jean-Pierre Foucher. Environnement. Pollution et nuisances. Air, lutte et prévention, dioxyde de soufre [15 janvier 1997] (p. 135)

M. Aloyse Warhouver. Environnement. Boues. Épandage, réglementation [21 janvier 1997] (p. 248)

M. Patrick Herr. Environnement. Air. Loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996, application, gratuité des transports [22 janvier 1997] (p. 331)

M. Denis Merville. Environnement. Politique de l'environnement. Perspectives [4 février 1997] (p. 735)

M. Patrick Trémège. Automobiles et cycles. Pollution et nuisances. Lutte et prévention, circulation alternée, perspectives [11 mars 1997] (p. 1800)

M. Michel Voisin. Environnement. Poissons. Protection contre les cormorans [16 avril 1997] (p. 2546)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Léonce Deprez. Animaux. Goelands et mouettes. Botulisme, lutte et prévention [28 janvier 1997] (p. 431, 432)

M. Maurice Depaix. Logement et habitat. Logement social. Construction, financement, Amplepuis [14 janvier 1997] (p. 17, 18)

M. Daniel Arata. Postes. Courrier. Distribution, fonctionnement, Fontiers-Cabardès [14 janvier 1997] (p. 17, 18)

M. Maurice Depaix. Enseignement maternel et primaire. Financement. Écoles accueillant des enfants de plusieurs communes, répartition des charges [21 janvier 1997] (p. 231 à 233)

M. Marc Le Fur. Impôts et taxes. Taxe sur le stockage des déchets. Exonération, conditions d'attribution, communes [21 janvier 1997] (p. 228, 229)

M. Patrice Martin-Lalande. Environnement. Poissons. Protection contre les cormorans [4 février 1997] (p. 705 à 707)

M. Alain Ferry. Communes. Maires. Pouvoirs, parcelles en état manifeste d'abandon, réglementation [4 février 1997] (p. 707)

M. Jean Royer. Cours d'eau, étangs et lacs. Loire. Aménagement, barrage de Maisons-Rouges, maintien, perspectives [25 février 1997] (p. 1290, 1291)

M. Auguste Picollet. Environnement. Protection. Motoneiges, utilisation, réglementation, Savoie [25 février 1997] (p. 1289, 1290)

M. Dominique Dupilet. Aménagement du territoire. Financement. Fonds d'aménagement littoral Nord-Pas-de-Calais, perspectives [25 février 1997] (p. 1291, 1292)

M. Germain Gengenwin. Environnement. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Traitement des sites et sols pollués, marchés publics, passations, procédure [4 mars 1997] (p. 1567, 1568)

M. Marcel Roques. Environnement. Installations classées. Réglementation, exploitations viticoles, conséquences [11 mars 1997] (p. 1788, 1789)

M. Michel Destot. Environnement. Protection. Réchauffement de la planète, négociations internationales, attitude de la France [18 mars 1997] (p. 1940)

M. Jean-Louis Idiart. Environnement. Politique de l'environnement. Ligne électrique transpyrénéenne, tracé [18 mars 1997] (p. 1938, 1939)

M. Patrick Trémège. Automobiles et cycles. Véhicules électriques. Développement, perspectives [15 avril 1997] (p. 2430, 2431)

M. Arsène Lux. Energie. Déchets radioactifs. Stockage, réversibilité [15 avril 1997] (p. 2429, 2430)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Pierre Mazeaud : donne acte que le texte voté en deuxième lecture par le Sénat est conforme au texte adopté en première lecture par l'Assemblée [20 novembre 1996] (p. 7357)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Son intervention (p. 6427)

Ses réponses (p. 6432 à 6439)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bâtiments d'élevage, programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (p. 6431)

Communautés européennes et Union européenne : directive "Natura 2000" (p. 6429, 6431)

Cours d'eau, étangs et lacs : étang de Berre (p. 6429)

Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 6428)

Eau : agences de l'eau (p. 6428, 6430)

Énergie : énergies renouvelables (p. 6431)

Environnement : air (p. 6428, 6429)

Environnement : bruit (p. 6431)

Environnement : déchets (p. 6429, 6430, 6432)

Environnement : parcs : parcs nationaux (p. 6428)

Environnement : parcs : parcs naturels marins (p. 6428)

Environnement : réserves naturelles (p. 6428, 6430, 6431)

Lois : loi "littoral" n° 86-2 du 3 janvier 1986 (p. 6431, 6432)

Ministère : agents de la direction de l'aménagement et de l'urbanisme : mise à disposition (p. 6428)

Ministère : crédits (p. 6427 à 6429)

Ministère : directions régionales de l'environnement (DIREN) (p. 6428)

Organismes et structures : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6428, 6429)

Organismes et structures : commission nationale du débat public (p. 6429)

Organismes et structures : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 6428)

Organismes et structures : Fonds interministériel de la qualité de la vie (p. 6429)

Organismes et structures : Fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 6428)

Organismes et structures : Institut de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 6431)

Organismes et structures : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 6431)

Recherche (p. 6429)

Risques naturels : plans de prévention des risques (p. 6430)

Réponses aux questions :

Animaux : cormorans de Sologne (p. 6438) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6437)

Animaux : ours des Pyrénées (p. 6435) (M. Augustin Bonrepaux) (p. 6435)

Communautés européennes et Union européenne : directive "Natura 2000" (p. 6438, 6439) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6438)

Communes : campings et maisons mobiles situés en bord de mer (p. 6432, 6433) (Mme Michèle Alliot-Marie) (p. 6432)

Communes : Chambouchard (p. 6434) (M. Éric Doligé) (p. 6434)

Environnement : déchets industriels spéciaux (p. 6435) (M. Augustin Bonrepaux) (p. 6434)

Environnement : déchets ménagers (p. 6439) (M. Germain Gengenwin) (p. 6439)

Environnement : parcs nationaux : agents : recrutement (p. 6433) (M. Michel Bouvard) (p. 6433)

Environnement : parcs naturels régionaux : politique de création (p. 6436) (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 6435)

Mines et carrières : mine d'or du Châtelet : réhabilitation du site (M. Éric Doligé) (p. 6434)

Régions : Alsace : arboriculture (p. 6436) (M. Jean-Jacques Weber) (p. 6436)

Risques naturels : prévention, expropriations (p. 6437) (M. Pierre Cardo) (p. 6437)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7357) ; [21 novembre 1996] (p. 7380)

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud (cf. supra) [20 novembre 1996] (p. 7357)

Son intervention (p. 7357)

Sa réponse (p. 7380)

Thèmes :

Air : Conseil national de l'air : création (p. 7380)

Air : effet de serre : ozone (p. 7359)

Air : information de la population (p. 7380)

Air : organismes régionaux de la qualité de l'air (p. 7380)

Air : plans de protection de l'atmosphère (p. 7358, 7360)

Air : plans régionaux de la qualité de l'air (p. 7360)

Air : pollution atmosphérique (p. 7358, 7359)

Air : réseaux de surveillance : crédits (p. 7359, 7360, 7380)

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 7361)

Bâtiment et travaux publics : réseaux de chaleur : utilisation du bois (p. 7361)

Énergie : carburants automobiles (p. 7362)

Environnement : circulation automobile (p. 7358, 7359, 7380)

Impôts et taxes : incitations fiscales (p. 7361, 7362)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 7358)

Impôts et taxes : vignette automobile : taxe sur les cartes grises (p. 7361)

Santé publique (p. 7358, 7359)

Transports ferroviaires (p. 7358)

Transports routiers (p. 7358)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7359, 7360, 7380)

Urbanisme (p. 7360, 7361)

Voirie : pistes cyclables (p. 7360)

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Patrick Trémège (prise en compte de l'ensemble des flux susceptibles de contribuer à la pollution atmosphérique) (p. 7381)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Christian Bataille (création d'un conseil national pour la qualité de l'air) (p. 7382)

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (responsabilité de l'État en matière de prévention de la pollution de l'air) (p. 7383)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Christian Bataille (avis du Conseil supérieur des installations classées) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la référence aux pollens) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Pierre Albertini (suppression de la référence aux pollens) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Patrick Trémège (création d'un organisme régional chargé de la qualité de l'air) (p. 7386)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Patrick Trémège (mise en œuvre des missions de surveillance et de prévision à l'échelon régional) (p. 7386)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la référence aux agréments délivrés en application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 7386)

Article 4 (droit à l'information)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Trémège (de conséquence) (p. 7387)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Christian Bataille (avis du Conseil supérieur des installations classées) (p. 7387)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Georges Sarre (procédure d'information et d'alerte) (p. 7388)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 7390)

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Christian Bataille (élaboration du plan lorsque les valeurs limites vont être dépassées) (p. 7391)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) (p. 7391)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-François Mattei (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) (p. 7391)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (allongement du délai de consultation des collectivités locales) (p. 7391)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Michel Bouvard (élaboration d'un plan de gestion du transport de marchandises dans les vallées alpines) (p. 7392)

Article 10 (contenu du plan)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (suppression de la référence à l'efficacité économique des mesures) (p. 7393)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (de précision) (p. 7393)

Article 11 bis (décret d'application)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (consultation du Conseil supérieur d'hygiène publique de France) (p. 7393)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Georges Sarre (mise en œuvre de mesures destinées à réduire la pollution atmosphérique d'origine automobile) (p. 7396)

Article 13 bis supprimé par le Sénat (gratuité des transports en commun)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (gratuité d'accès aux transports en commun en cas de restriction ou de suspension de la circulation automobile) (p. 7398)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Brard (gratuité d'accès aux transports collectifs en cas de dépassement des seuils de pollution et de déclenchement de la procédure d'alerte) (p. 7398)

Article 14 (régime juridique des plans de déplacements urbains)

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (affectation préférentielle de la voirie aux transports collectifs et aux modes de transport les moins polluants) (p. 7400)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Christian Bataille (obligation d'établir un plan de déplacements urbains) (p. 7400)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 7400)

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Léonce Deprez (suppression de l'affectation systématique de la voirie aux différents modes de transport) (p. 7401)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean Tiberi (instauration d'un régime de stationnement résidentiel) (p. 7402)

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été atteints) (p. 7404)

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Île-de-France) (p. 7404)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la compatibilité du plan avec les orientations du schéma directeur de la région Île-de-France) (p. 7405)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (compatibilité avec le plan des décisions ayant des effets sur les déplacements) (p. 7405)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (révision du plan dans la région Île-de-France) (p. 7406)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Christian Bataille (révision du plan dans la région Île-de-France lorsque les objectifs de la qualité de l'air n'ont pas été atteints) (p. 7406)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (annexion du plan au schéma directeur de la région Île-de-France) (p. 7406)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (compétence des communautés de communes en matière de plan de déplacements urbains) (p. 7407)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Georges Sarre (création d'un établissement public de transport en commun de voyageurs sur la Seine) (p. 7407)

Article 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de la protection de la santé dans les choix relatifs aux infrastructures) (p. 7479)

Article 17 (modifications du code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 7480)

Soutient le sous-amendement n° 155 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant que les plans d'occupation des sols devront déterminer les règles d'implantation des parcs de stationnement) à l'amendement n° 29 de la commission : rejeté (p. 7480)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de M. Patrick Trémège (délivrance des permis de construire subordonnée, pour les grands équipements, à l'existence d'une desserte par des transports collectifs) (p. 7481)

Article 18 (contenu des études d'impact)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (certification des organismes effectuant des études d'impact) (p. 7482)

Article 18 bis (réalisation d'itinéraires cyclables)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 7483)

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la référence aux seuils de rendement) (p. 7483)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (contrôle des consommations d'énergie et des émissions de substances polluantes) (p. 7483)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Patrick Trémège (obligation d'afficher la consommation énergétique) (p. 7484)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Patrick Trémège (teneur en soufre du gazole et du fioul domestique) (p. 7484)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. François Grosdidier (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 7486)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Pierre Albertini (utilisation du bois dans les constructions nouvelles) (p. 7486)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de la commission (limitation de l'utilisation du bois à certaines constructions nouvelles) à l'amendement n° 6 de M. Pierre Albertini (p. 7486)

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de conséquence) (p. 7486)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de précision) (p. 7487)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (estimation des frais de chauffage, d'eau chaude et de climatisation des immeubles à usage d'habitation ou à usage tertiaire proposés à la vente ou à la location) (p. 7487)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (suppression de l'obligation d'équiper les immeubles d'habitation à usage collectif et les immeubles à usage tertiaire de dispositifs permettant le choix et le remplacement de tout type d'énergie) (p. 7488)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Albertini (équipement des immeubles neufs en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux de chaleur ou de froid) (p. 7488)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (équipement des immeubles neufs d'habitation ou à usage tertiaire de dispositifs permettant le choix et le remplacement de tout type d'énergie) (p. 7488)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jacques Vernier (entretien périodique des équipements de chauffage, de production d'eau chaude et de climatisation) (p. 7489)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Michel Bouvard (suppression du dispositif visant à limiter les émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service) (p. 7489)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (limitation des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service dont le débit est supérieur à 3000 mètres cubes par an) (p. 7490)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jacques Vernier (limitation, à compter du 31 décembre 1998, des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service dont le débit est supérieur à 2000 mètres cubes par an) (p. 7490)

Article 20 bis (classement des réseaux de chaleur et de froid)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 7491)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Patrick Trémège (application de la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur aux réseaux de distribution de froid) (p. 7491)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (prévention, réduction ou suppression des pollutions atmosphériques de proximité) (p. 7491)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (classement de plein droit des réseaux alimentés majoritairement par de la chaleur produite à partir d'énergies renouvelables, d'énergies de récupération ou par cogénération) (p. 7492)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 7492)

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de la commission (de précision) (p. 7493)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (accroissement des prérogatives des collectivités locales en matière de raccordement obligatoire aux réseaux de chaleur) (p. 7493)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (obligation d'utiliser la chaleur produite par le réseau en cas de raccordement) (p. 7493)

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de la commission (de coordination) (p. 7494)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression du paragraphe VIII) (p. 7494)

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements - Articles L-8 A et L-8 B du code de la route)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (création minimale de déchets non recyclables) (p. 7495)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Éric Doligé (déchets non valorisables) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 7495)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Patrick Trémège (identification des véhicules fondée sur leur contribution aux économies d'énergie) (p. 7495)

Soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (équipement des flottes de plus de vingt véhicules du secteur public en véhicules propres) : adopté après modifications (p. 7496)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Jacques Vernier (équipement des flottes des établissements publics à caractère industriel et commercial) à l'amendement n° 160 du Gouvernement (p. 7496)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 de la commission (suppression de la référence à la libre administration des collectivités locales) à l'amendement n° 160 du Gouvernement (p. 7496)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 160 du Gouvernement (p. 7496)

Intervient sur l'amendement n° 108 deuxième rectification de M. Patrick Trémège (équipement des immeubles en installations permettant la recharge des véhicules électriques) (p. 7497)

Soutient le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (suppression de la référence à l'organisme chargé du service public local de distribution d'électricité) à l'amendement n° 108 deuxième rectification de M. Patrick Trémège : adopté (p. 7497)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jacques Vernier (rachat par Électricité de France du courant électrique produit à partir d'énergies renouvelables) (p. 7498)

Article 23 bis (aide aux exploitants de réseaux de transports en commun)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (dispositif réservé aux véhicules de transport en commun) (p. 7498)

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la vignette pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 7500)

Soutient le sous-amendement n° 156 corrigé du Gouvernement (suppression de l'exonération partielle) à l'amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 7499)

Soutient le sous-amendement n° 157 du Gouvernement (suppression de la notification aux services fiscaux) à l'amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 7500)

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 7500)

Soutient le sous-amendement n° 158 du Gouvernement (suppression de l'exonération partielle) à l'amendement n° 56 de la commission : adopté (p. 7500)

Soutient le sous-amendement n° 159 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 56 de la commission : adopté (p. 7500)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Patrick Trémège (amortissement exceptionnel des cyclomoteurs électriques) (p. 7501)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (extension aux sociétés non soumises à l'impôt sur les sociétés du régime de l'amortissement accéléré) (p. 7501)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Maxime Gremetz (prime de l'État pour l'acquisition de bicyclettes) (p. 7502)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Patrick Trémège (compétences du comité régional de l'environnement en matière de pollution atmosphérique) (p. 7504)

Article 38 (mesures d'application)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (application de la loi aux véhicules et matériels spéciaux de l'armée) (p. 7504)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (articulation du projet de loi avec la législation sur les installations classées) (p. 7504)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (modification de l'article premier de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 7504)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (modification de l'article 7 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 7505)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (modification de l'article L 2243-3 du code général des collectivités territoriales) (p. 7505)

Seconde délibération

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression du neuvième alinéa de l'article prévoyant la création d'un organisme régional chargé de la qualité de l'air) (p. 7506)

Article 27 ter (extension aux sociétés non soumises à l'impôt sur les sociétés du dispositif de l'amortissement accéléré)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7507)

Article 27 quater (exclusion de la valeur locative des véhicules propres de l'assiette de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7507)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7509)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8473)

Son intervention (p. 8473)

Thème :

Air : pollution atmosphérique (p. 8473)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8483)

Proposition de loi n° 3202 portant création de l'E.P.A.B.E.R.R.E. (établissement public, industriel et commercial de l'étang de Berre)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 1997] (p. 1735)

Son intervention (p. 1741)

Thèmes :

Energie : énergie hydroélectrique (p. 1741, 1742)

Environnement : étang de Berre : pollution, réhabilitation du site (p. 1741, 1742)

Industrie : industrie pétro-chimique (p. 1741)

Discussion des articles [6 mars 1997] (p. 1742)

Article 2 (administrateurs de l'EPABerre et commissaire du Gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Christian Cabal (composition du conseil d'administration) (p. 1743)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Christian Cabal (nomination par les ministères de l'industrie et de l'agriculture des représentants des activités industrielles et commerciales au conseil d'administration) (p. 1744)

Article 7 (conseil scientifique)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Olivier Darrason (consultation du conseil scientifique sur les orientations à moyen terme) (p. 1744)

Article 9 (ressources de l'EPABerre)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (subventions de l'Etat et des collectivités territoriales) : adopté (p. 1745)

Serge LEPELTIER

Cher (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 11 octobre 1996] (p. 14944)

Louis LE PENSEC

Finistère (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales, emploi et activité [9 octobre 1996] (p. 5262)

Banques et établissements financiers. CIC. Privatisation, démission du président du GAN [19 novembre 1996] (p. 7245)

Communautés européennes et Union européenne. Pêche maritime. Plan d'orientation pluriannuel, perspectives [16 avril 1997] (p. 2548)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5932)

Pêche : marins-pêcheurs : temps de travail, rémunération (p. 5933)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1603)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : politique commune des pêches, plan d'orientation pour la pêche (POP-4) (p. 1604)

Mer et littoral : pêche artisanale : "société des pêches artisanales" (p. 1604)

Mer et littoral : points de débarquement et de communication (p. 1604)

Mer et littoral : ressources : quotas annuels et permis de pêche (p. 1604)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : établissement national des invalides de la marine (ENIM) , statut et cotisations du conjoint (p. 1604)

Travail : contrats de travail (p. 1603)

Travail : rémunération, indemnisation en cas de chômage (p. 1603)

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 1er (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Daniel Colliard (référence au principe de la préférence communautaire) (p. 1614)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Colliard (négociations entre le Gouvernement français et les pays membres de l'Union européenne en vue de réformer la réglementation en matière de pêche maritime) (p. 1616)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 114 de M. Dominique Dupilet (encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété) : rejeté (p. 1655)

Article 24 (rationalisation des investissements portuaires)

Son amendement n° 121 (dénomination de la commission instituée à l'article 4) : retiré (p. 1675)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 125 du Gouvernement (statut du conjoint du chef d'exploitation) (p. 1679)

Article 9 bis précédemment réservé (situation du conjoint du patron pêcheur)

Son intervention (p. 1679)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Dominique Dupilet (rapport au Parlement dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi) : adopté (p. 1681)

Soutient l'amendement n° 112 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport au Parlement) : rejeté (p. 1683)

Article 32 (rapport sur la situation et l'indemnisation du chômage dans le secteur de la pêche)

Son intervention (p. 1690)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Dominique Dupilet (rapport dans un délai de six mois) : rejeté (p. 1692)

Soutient l'amendement n° 117 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport) : rejeté (p. 1693)

Arnaud LEPERCQ

Vienne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome I : Agriculture, pêche et alimentation (agriculture et alimentation) (n° 3035) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 5897)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5898)

Bois et forêts : Office national des forêts : versement compensateur (p. 5899)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5903, 5904)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5897, 5899)

Élevage : prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (p. 5898)

Enseignement agricole (p. 5898)

Environnement : programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5898, 5899)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5898)

Ministère : crédits de l'agriculture (p. 5897, 5898)

Organismes et structures : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (p. 5898)

Organismes et structures : Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (p. 5898)

Risques naturels : Fonds national de garantie des calamités agricoles (p. 5998)

Pierre LEQUILLER

Yvelines (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3355 relative à la lutte contre le dépeçage des monuments historiques [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Enfance martyre. Lutte et prévention [23 octobre 1996] (p. 5848)

Politique extérieure. Afrique. Région des grands lacs [20 novembre 1996] (p. 7321)

Élections et référendums. Élections européennes. Mode de scrutin, réforme, perspectives [5 février 1997] (p. 822)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1264, posée le 14 janvier 1997. Enseignement. Politique de l'éducation (p. 78). Appelée le 14 janvier 1997. Enfants intellectuellement précoces (p. 4, 5)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Son intervention (p. 6852)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : carte diplomatique (p. 6853)

Administration : crédits du ministère (p. 6852)

Affaires étrangères : Afrique (p. 6852)

Affaires étrangères : Asie, ASEAN (p. 6852, 6853)

Affaires étrangères : Moyen Orient : processus de paix (p. 6852)

Affaires étrangères : Organisation des Nations unies : Conseil de sécurité, missions et moyens, contribution française, réforme de l'institution (p. 6853)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 6853)

Langue française : alliances françaises (p. 6853)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Après l'article 10

Son amendement n° 116 : non soutenu (p. 8679)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 567)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 568)

Ordre public : généralités (p. 568)

Service national : volontariat (p. 568)

Proposition de loi n° 3447 tendant à reporter à juin 2000 le prochain renouvellement des quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2366)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Yves Le Déaut (renouvellement des membres du conseil en 1998) (p. 2368)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2560)

Thème :

Jeunes : échec scolaire : lutte contre l'illettrisme (p. 2560)

Bernard LEROY

Eure (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14592)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'étonne de l'interdiction que vient de lui signifier un huissier de l'usage dans l'hémicycle d'un microordinateur portable et demande qu'on lui indique l'article du règlement sur lequel se fonde cette interdiction [14 novembre 1996] (p. 6976)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 novembre 1996] (p. 6976)

Procédure des questions :

Recherche : PME-PMI : cofinancement par le ministère de la défense et celui de la recherche (p. 6982)

Roger LESTAS

Mayenne (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1224, posée le 3 décembre 1996. Agriculture. PAC (p. 7911). Appelée le 10 décembre 1996. Restitutions, montant, lait et produits laitiers (p. 8161, 8162)

n° 1481, posée le 15 avril 1997. Communautés européennes et Union européenne. Question non appelée (p. 2507)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5955)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 5955, 5956)

Impôts et taxes : imposition des plus-values lors de la cessation d'activité (p. 5955)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7789)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7790)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7790)

Lois : loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage (p. 7789, 7790)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8707)

Son intervention (p. 8710)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage : financement (p. 8710)

Agroalimentaire : équarrissage : missions de service public (p. 8710)

André LESUEUR

Martinique (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : FIDOM (p. 6034)

DOM-TOM : crédits (p. 6034)

DOM-TOM : Guadeloupe (p. 6034)

DOM-TOM : Martinique (p. 6034)

Procédure des questions :

Défense : service militaire adapté (p. 6044)

Édouard LEVEAU

Seine-Maritime (11ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1230, posée le 3 décembre 1996. Pêche. Politique et réglementation (p. 7912). Appelée le 10 décembre 1996. Concurrence, coquille Saint-Jacques, appellation, protection (p. 8160, 8161)

n° 1272, posée le 14 janvier 1997. Cultes. Lieux de culte (p. 80). Appelée le 14 janvier 1997. Églises, restauration, financement, Dieppe (p. 9, 10)

n° 1433, posée le 18 mars 1997. Automobiles et cycles. Question non appelée (p. 2017)

DÉBATS

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Soutient l'amendement n° 220 de M. René André (report d'incorporation pour les jeunes gens titulaires d'un contrat à durée indéterminée) : retiré (p. 681)

Soutient l'amendement n° 233 de M. Denis Merville (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant de contrats de travail à durée indéterminée) : rejeté (p. 684)

Son amendement n° 231 (dispense accordée aux jeunes gens participant à une exploitation agricole familiale) : retiré (p. 686)

Son amendement n° 293 (dispense accordée aux patrons pêcheurs et aux chefs mécaniciens) : retiré (p. 686)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1608)

Thèmes :

Mer et littoral : bande côtière (p. 1608)

Mer et littoral : points de débarquement et de communication (p. 1608)

Mer et littoral : ressources : quotas annuels et permis de pêche (p. 1608)

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 1er (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures maritimes)

Son amendement n° 65 (exploitation dans les zones de haute mer) : adopté après rectification (p. 1614)

Article 2 (Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire)

Son sous-amendement n° 123 (compétence du Conseil étendue à la commercialisation) à l'amendement n° 25 de la commission (compétence du Conseil étendue à la transformation) : adopté (p. 1626)

Son amendement n° 66 (compétences du Conseil) : retiré (p. 1626)

Article 4 (article 3 du décret du 9 janvier 1852 : délivrance des autorisations de pêche et répartition des quotas de capture)

Son amendement n° 67 (égalité de traitement des producteurs) : retiré (p. 1631)

Son amendement n° 68 (prise en compte des caractéristiques des navires) : retiré (p. 1633)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (autorisations de pêche non limitées à un an) (p. 1636)

Son amendement n° 69 (cessibilité des droits à quota une fois qu'ils ont été distribués annuellement et dans cette période annuelle) : rejeté (p. 1636)

Son amendement n° 70 (rétrocession, échanges et reports de quotas sans accord préalable de la direction des pêches) : rejeté (p. 1637)

Article 14 (article 39 quaterdecies du code général des impôts : étalement des plus-values de cession)

Son amendement n° 72 (régime de l'étalement réservé aux sociétés propriétaires de navires ou de parts de copropriété de pêche maritime) : retiré (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (étalement des plus-values jusqu'en 2005) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Ambroise Guellec (étalement des plus-values jusqu'en 2005) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (définition de la structure susceptible d'attester la durée résiduelle d'utilisation du navire d'occasion) (p. 1649)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 53 rectifié de la commission (encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété) (p. 1654)

Son amendement n° 74 (encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété) : rejeté (p. 1655)

Article 20 (article 4 du décret du 9 janvier 1852 : détermination des points de débarquement et fixation des règles relatives aux organisations de producteurs)

Son intervention (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Daniel Colliard (obligation pour les navires immatriculés en France de débarquer leurs produits en des points de débarquement français) (p. 1659)

Après l'article 22

Son amendement n° 75 (rôle des industriels de la transformation) : adopté (p. 1675)

Article 9 bis précédemment réservé (situation du conjoint du patron pêcheur)

Son amendement n° 71 (rapport au Parlement dans un délai d'un an) : retiré (p. 1681)

Article 30 (modernisation des relations de travail : loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime)

Son amendement n° 79 (suppression des chapitres consacrés à la protection des jeunes gens) : rejeté (p. 1686)

Après l'article 30

Son amendement n° 76 (affichage des conditions d'engagement à bord du navire et remplacement des marins absents) : retiré (p. 1687)

Article 33 (institution d'un fonds national d'aide à la préretraite à la pêche)

Son amendement n° 80 (création d'un fonds d'aide à la préretraite par catégorie de pêche) : retiré (p. 1694)

Alain LE VERN

Seine-Maritime (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Bovins. Origine, indication, perspectives [6 novembre 1996] (p. 6569)

Consommation. Étiquetage informatif. Origine des produits, indication, viandes de boucherie [28 janvier 1997] (p. 445)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5911)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5911)

Aménagement du territoire : indemnité spéciale montagne (p. 5912)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5911)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5912)

Élevage : prime à l'herbe (p. 5912)

Enseignement agricole (p. 5911, 5912)

Environnement : programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5912)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5911, 5912)

Lois : projet de loi d'orientation agricole (p. 5911)

Ministère : crédits de l'agriculture (p. 5911, 5912)

Procédure des questions :

Exploitants agricoles : installation : aide aux agriculteurs organisés en coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) ou en groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 5940)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (vocation du Fonds de gestion de l'espace rural) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rapport au Parlement sur le programme de maîtrise de pollutions d'origine agricole) (p. 5968)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7787)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7787)

Agroalimentaire : déchets : élimination ; sous-produits valorisables (p. 7787, 7788)

Communautés européennes et Union européenne : libre circulation des marchandises et importation de viandes des pays de l'Union européenne (p. 7788)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7788, 7789)

Santé publique (p. 7787, 7788)

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 269 du code rural : interdiction de jeter les animaux morts

Son amendement n° 16 soutenu par M. Charles Josselin (sanctions) : retiré (p. 7801)

Après l'article 269 du code rural

Son amendement n° 18 soutenu par M. Charles Josselin (enfouissement limité à cent kilos par an) : rejeté (p. 7802)

Article 271 du code rural : élimination des sous-produits d'abattoirs

Son amendement n° 17 : devenu sans objet (p. 7802)

Après l'article 2

Son amendement n° 20 soutenu par M. Charles Josselin (insertion d'un article L. 111-4 dans le code de la consommation relatif à l'étiquetage des produits de la viande) : rejeté (p. 7803)

Son amendement n° 19 soutenu par M. Charles Josselin (interdiction de l'importation de viandes provenant d'animaux nourris avec des farines interdites en France) : rejeté (p. 7803)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Article 1er (modification d'intitulé)

Son intervention (p. 1108, 1109)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 122 de Mme Ségolène Royal (création d'une agence de la sécurité sanitaire) : rejeté (p. 1114)

Article 7 (article 258-1 du code rural : mise en place d'enquêtes épidémiologiques sur les denrées)

Son amendement n° 90 (de suppression) : rejeté (p. 1115)

Article 8 (article 259 du code rural : renforcement des pouvoirs d'inspection et de contrôle des agents habilités)

Son amendement n° 91 soutenu par Mme Ségolène Royal (personnes habilitées à effectuer les contrôles) : rejeté (p. 1132)

Article 9 (articles 259-1 et 259-7 du code rural : mesures visant à renforcer la qualité sanitaire des denrées)

Article 259-1 du code rural : reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs en matière de qualité sanitaire des denrées

Son amendement n° 92 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (saisie des produits ou denrées reconnus impropres à la consommation ou présentant un danger pour la santé publique) : rejeté (p. 1136)

Article 259-4 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la destruction ou le traitement des produits

Son amendement n° 93 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (contrôle du juge sur les opérations de destruction, dénaturation ou traitement en vue de l'assainissement) : rejeté (p. 1140)

Article 259-5 du code rural : reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs d'injonction aux industriels

Son amendement n° 94 soutenu par Mme Ségolène Royal (sanction des infractions à la réglementation relative à la qualité sanitaire des denrées placée dans un cadre judiciaire) : rejeté (p. 1141)

Article 259-6 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la consignation ou le rappel de lots

Son amendement n° 95 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (consultation du préfet et du ministre avant le rappel des lots) : rejeté (p. 1142)

Article 10 (articles 262 et 263 du code rural : modification rédactionnelle)

Son amendement n° 96 (rôle conjoint des ministres chargés de l'agriculture, de la santé et de la consommation) : devenu sans objet (p. 1143)

Article 11 (articles L. 214-1, L. 215-1, L. 215-2 du code de la consommation : coordination)

Son amendement n° 98 soutenu par Mme Ségolène Royal (suivi des circuits de transformation et de distribution sur toute la durée de la chaîne) : adopté (p. 1144)

Son amendement n° 97 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (organisation des contrôles) : rejeté (p. 1147)

Article 25 (article 363-1 du code rural : compétences respectives des agents publics chargés de la surveillance et des contrôles phytosanitaires)

Son amendement n° 99 soutenu par Mme Ségolène Royal (affectation des fonctionnaires ou agents en fonction de leur spécialité) : rejeté (p. 1158)

Alain LEVOYER

Maine-et-Loire (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement et habitat. Logement social. Conditions d'attribution, plafond de ressources [19 novembre 1996] (p. 7247)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1167, posée le 2 octobre 1996. Poste et télécommunications. Téléphone : fonctionnement (p. 5050). Appelée le 8 octobre 1996. Numérotation, réforme, adaptation des appareils, coût, conséquences, communes (p. 5155, 5156)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5955)

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5955)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2399)

Son intervention (p. 2403)

Thèmes :

Administration : réforme de l'État (p. 2403)

Médiateur de la République : saisine (p. 2404)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 2403)

Proposition de loi n° 3318 tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2410)

Son intervention (p. 2412)

Thème :

Collectivités territoriales : intercommunalité (p. 2412)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 2412)

Maurice LIGOT

Maine-et-Loire (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 27 : Intérieur et décentralisation (collectivités locales) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'association collective des Parlements nationaux à la construction européenne, et sur la XV ème Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Dublin les 15 et 16 octobre 1996 [12 novembre 1996] (n° 3113)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de la Commission européenne relatives à un pacte de stabilité budgétaire et à l'introduction de l'euro (documents nos E 719 et E 720) [20 novembre 1996] (n° 3153)

Proposition de résolution n° 3154 sur la proposition de la Commission en vue d'un règlement du Conseil relatif au renforcement de la surveillance et de la coordination des situations budgétaires et la proposition de règlement (CE) du Conseil visant à accélérer et clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (96) 496/ n° E 719) [20 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique et sociale. Prélèvements obligatoires. Perspectives [4 février 1997] (p. 729)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Procédure des questions :

Finances publiques : délais de paiement (p. 5825)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6780)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : aide sociale (p. 6781)

Collectivités territoriales : concours financiers de l'État : pacte de stabilité financière (p. 6780 à 6782)

Collectivités territoriales : retraite des agents : CNRACL (p. 6781, 6782)

Vote des crédits [12 novembre 1996] (p. 6833)

État B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission des lois (modification de l'inscription des crédits destinés à l'action syndicale de la police nationale) (p. 6833)

Après l'article 92

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. André Santini (prorogation d'une disposition bénéficiant aux communes contribuant pour la première fois au fonds spécial pour la région d'Île-de-France) (p. 6834)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : parlements nationaux et conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) (p. 6867)

Jacques LIMOUZY

Tarn (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5192)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5193)

Justice : juge d'instruction : condition d'ancienneté (p. 5193)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Son amendement n° 102 (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) : retiré (p. 5206)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7342)

Son intervention (p. 7344)

Thème :

Parlement : urgence : commission mixte paritaire et question préalable (p. 7345)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8606)

Son intervention (p. 8609)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence en matière de perquisitions de nuit (p. 8609)

Magistrats : parquet : indépendance (p. 8609)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 8609)

Projet de loi n° 2938 portant réforme de la procédure criminelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 janvier 1997] (p. 250) ; [22 janvier 1997] (p. 286)

Son intervention (p. 274)

Thème :

Justice : réforme de la cour d'assises (p. 275, 276)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Son intervention (p. 2263)

Jean de LIPKOWSKI

Charente-Maritime (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur les travaux de la Ve session annuelle de cette Assemblée (Stockholm – 5-9 juillet 1996) [18 novembre 1996] (n° 3146)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. PME. Plan PME, bilan et perspectives [5 février 1997] (p. 819)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1184, posée le 18 novembre 1996. Commerce et artisanat. Marins pêcheurs (p. 7207). Appelée le 26 novembre 1996. Cessation de paiement, aides de l'État, perspectives (p. 7535)

n° 1367, posée le 18 février 1997. Postes. Fonctionnement (p. 1095). Appelée le 25 février 1997. Restructuration, conséquences, Charente-Maritime (p. 1306 à 1308)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Pêche : quotas de pêche : respect et contrôles (p. 5957)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : activité : relance par la baisse de la TVA ; déductibilité des dépenses effectuées dans la résidence principale (p. 7045)

Commerce et artisanat : fonds locaux d'adaptation du commerce local : crédits (p. 7045)

Proposition de résolution n° 2976 sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (nos E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655 et E 666)

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8239)

Son intervention (p. 8241)

Thèmes :

Affaires étrangères : Russie : situation économique et politique (p. 8242)

Communautés européennes et Union européenne : accords de partenariat avec les pays de la CEI et de l'Europe de l'Est ; programmes PHARE et TACIS (p. 8241 à 8243)

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen (p. 8241, 8242)

Énergie : commerce des matières nucléaires (p. 8242)

Entreprises : sécurité des investissements réalisés dans la CEI et les États d'Europe de l'Est ; couverture-risque (p. 8242)

Espace : lancement des satellites (p. 8242)

Europe : Europe centrale et orientale : situation économique et politique (p. 8242)

Langue française (p. 8243)

Parlement : parlements nationaux : consultation ; conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) (p. 8242)

Discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8247)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Robert Pandraud (prorogation des accords entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et d'une part, la Fédération de Russie, d'autre part l'Ukraine, sur le commerce de certains produits sidérurgiques pour la période du 1er janvier au 30 juin 1997) : adopté (p. 8249)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Robert Pandraud (respect des droits de l'homme dans la République de Bélarus) : adopté (p. 8249)

Titre

Soutient l'amendement n° 3 de M. Robert Pandraud (nouveau titre : "Proposition de résolution sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (nos E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655, E 666, E 740 et E 741)") : adopté (p. 8249)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1604)

Thèmes :

Impôts et taxes : plus-values de cession (p. 1605)

Mer et littoral : pêche artisanale : "société des pêches artisanales" (p. 1604)

Mer et littoral : points de débarquement et de communication (p. 1605)

Mer et littoral : ressources : quotas annuels et permis de pêche (p. 1605)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : établissement national des invalides de la marine (ENIM) , statut et cotisations du conjoint (p. 1605, 1606)

Travail : rémunération, indemnisation en cas de chômage (p. 1606)

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 1er (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures maritimes)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Bruno Retailleau (référence au principe de la préférence communautaire) : rejeté (p. 1614)

Article 27 (article L. 311-1 du code rural : qualification agricole de l'activité de cultures marines)

Son amendement n° 124 (possibilité pour les professions concernées de choisir leur affiliation à la MSA ou à l'ENIM) : retiré (p. 1677)

Après l'article 27

Son amendement n° 94 deuxième rectification (statut des conjoints des marins) : retiré (p. 1678)

Article 9 bis précédemment réservé (situation du conjoint du patron pêcheur)

Son amendement n° 92 (rôle et statut des femmes de conchyliculteurs) : retiré (p. 1681)

Après l'article 33

Son amendement n° 95 (création du chèque emploi-service pour les emplois saisonniers dans le secteur de la conchyliculture) : retiré (p. 1695)

François LOOS

Bas-Rhin (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Président du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 105 : non soutenu (p. 6305)

Article 24 (relèvement du tarif de consommation sur les alcools)

Son amendement n° 106 : non soutenu (p. 6330)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Son intervention (p. 5841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 5842)

Politique économique : généralités (p. 5841, 5842)

Politique économique : groupe Thomson (p. 5842)

Recherche : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5842)

Vote des crédits [23 octobre 1996] (p. 5870)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 5874)

II - POSTE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5875)

Son intervention (p. 5883)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : Centre national d'études spatiales (p. 5883)

Espace : satellites (p. 5883)

Ministères : crédits (p. 5883)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

Aides au logement : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6693)

Régions : Alsace : prix du foncier (p. 6693)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 20 bis (classement des réseaux de chaleur et de froid)

Son amendement n° 146 : non soutenu (p. 7491)

Son amendement n° 147 : non soutenu (p. 7492)

Son amendement n° 148 : non soutenu (p. 7492)

Son amendement n° 149 : non soutenu (p. 7492)

Son amendement n° 150 : non soutenu (p. 7493)

Son amendement n° 151 : non soutenu (p. 7493)

Son amendement n° 152 : non soutenu (p. 7494)

Projet de loi n° 3063 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 490)

Son intervention (p. 494)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 494)

Emploi : emplois transfrontaliers (p. 495)

Famille : prestations familiales (p. 495)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 1-3-5 du code du service national : accès à certains droits comme l'inscription aux examens et concours publics

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (cas de force majeure empêchant un jeune Français de se faire recenser) (p. 619)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 1074)

Son intervention (p. 1077)

Thèmes :

Administration : Agence de sécurité sanitaire ou service public de l'hygiène alimentaire : création (p. 1074, 1077, 1078)

Agriculture : élevage : contrôles des animaux : livre d'élevage ; alimentation animale (p. 1078)

Agroalimentaire : commercialisation : contrôle ; traçabilité ; labels (p. 1078)

Santé publique : sécurité alimentaire (p. 1074, 1077)

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. François Roussel (création d'un institut national de la sécurité alimentaire) (p. 1113)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une agence de la sécurité alimentaire) (p. 1114)

Article 16 (article 260-3 du code rural : mesures relatives à l'enregistrement et au contrôle des élevages) (p. 1150)

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission (enregistrement des animaux destinés à la consommation humaine et élevés par des non professionnels) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (contenu du registre d'élevage) (p. 1152)

Ses explications de vote (p. 1180)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 1180)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1832)

Thèmes :

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1832)

Élections et référendums : candidatures des femmes : rôle des partis politiques (p. 1832)

Élections et référendums : cumul des mandats (p. 1832)

Femmes : scolarité (p. 1832)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2030)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2031)

Télévision : banque des programmes multimédia (p. 2031)

Télévision : nouvelles technologies : réception par satellites et numérique (p. 2029)

Télévision : télévision éducative (p. 2031)

Arsène LUX

Meuse (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Secrétaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 25 : Industrie, poste et télécommunications (poste et télécommunications) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3349 tendant à exonérer totalement pour une durée d'un an des charges sociales patronales et salariales les gains et rémunérations versés aux jeunes de 18 à 25 ans embauchés en contrat à durée indéterminée [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1466, posée le 15 avril 1997. Énergie. Déchets radioactifs (p. 2503, 2504). Appelée le 15 avril 1997. Stockage, réversibilité (p. 2429, 2430)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5418)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5418)

Défense (p. 5419)

Emploi : charges sociales : allégement (p. 5419)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5418)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5418)

Politique économique : généralités (p. 5418)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

II - POSTE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5875)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : enseignement supérieur des télécommunications (p. 5875)

Espace : Centre national d'études spatiales (p. 5876)

France Télécom : retraites des fonctionnaires (p. 5875)

France Télécom : statut (p. 5875)

La Poste : guichets postaux et missions de service public (p. 5876)

La Poste : presse : aide à l'acheminement (p. 5876)

La Poste : retraites des fonctionnaires (p. 5876)

La Poste : services financiers (p. 5876)

Ministères : crédits (p. 5875)

Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 5876)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Son intervention (p. 6559)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6559)

Armée de terre : format, professionnalisation (p. 6560)

Service national : "rendez-vous citoyen" (p. 6559)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Sécurité civile (p. 6826)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 72 (accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole)

Ses amendements n°s 76 corrigé et 275 : non soutenus (p. 7193)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Son intervention (p. 598)

Article L. 1-1-1 du code du service national : universalité du service national

Intervient sur le sous-amendement n° 356 de M. Jacques Boyon (gestion des dossiers des volontaires par les ministères compétents) à l'amendement n° 14 de la commission (gestion des dossiers individuels des jeunes Français par le ministre chargé des armées) (p. 603)

Article L. 1-1-2 du code du service national : objet du rendez-vous citoyen

Son amendement n° 298 (objectifs du rendez-vous citoyen) : retiré (p. 608)

Article L. 1-1-4 du code du service national : obligations incombant aux Français possédant une double nationalité

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (application aux jeunes gens venant résider en France avant l'âge de vingt-cinq ans) (p. 611)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (respect des conventions bilatérales lorsqu'elles existent) (p. 612)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Olivier Darrason (respect des conventions bilatérales lorsqu'elles existent) (p. 612)

Après l'article L. 1-1-4 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Olivier Darrason (information préalable des jeunes Français dans les établissements d'enseignement scolaire) (p. 613)

Article L. 1-4-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Son amendement n° 303 (missions du rendez-vous citoyen) : rejeté (p. 623)

Article L. 1-4-3 du code du service national : durée du rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 312 de M. Jean-Paul Anciaux (durée du rendez-vous citoyen portée à douze semaines consécutives) : rejeté (p. 630)

Son amendement n° 300 (durée du rendez-vous citoyen portée à huit semaines consécutives) : rejeté (p. 630)

Son amendement n° 299 (durée du rendez-vous citoyen portée à quatre semaines consécutives) : rejeté (p. 630)

Article L. 1-4-6 du code du service national : participation des personnes détenues au rendez-vous citoyen

Son amendement n° 304 (convocation des détenus) : adopté (p. 632)

Article L. 2-3 du code du service national : cohésion sociale et solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 357 rectifié du Gouvernement (volontariat effectué en faveur des zones urbaines sensibles et des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 129 de la commission (volontariat effectué en faveur des zones sensibles) (p. 642)

Article L. 2-10 du code du service national : indemnisation du volontaire

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Olivier Darrason (indemnités pour sujétions propres à certaines activités d'ordre humanitaire ou social) (p. 666)

Article L. 2-11 du code du service national : discrétion professionnelle

Intervient sur le sous-amendement n° 343 corrigé de M. Jacques Boyon (absence d'activité politique ou syndicale dans l'exercice des activités directement liées au volontariat) à l'amendement n° 160 de la commission (interdiction de toute activité politique ou syndicale, dans l'accomplissement du volontariat) (p. 669)

Article L. 2-13 du code du service national : reconnaissance du volontariat

Son amendement n° 302 (de suppression) : rejeté (p. 672)

Article L. 2-16 du code du service national : rupture de l'accord de volontariat

Son amendement n° 301 (impossibilité pour le volontaire de mettre fin unilatéralement au volontariat en cours d'accomplissement) : retiré (p. 674)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-4 du code du service national : obligations incombant aux Français possédant une double nationalité

Intervient sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (obligations incombant aux Français possédant une double nationalité) (p. 2303)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 392 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des services publics existants dans chacun des pays concernés de l'Union) à l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place d'une haute autorité de régulation des transports européens proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 834)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son amendement n° 510 (de précision) : devenu sans objet (p. 2600)

Article 3 (information et aide des personnes en détresse)

Son amendement n° 511 (domaine d'intervention des organismes sociaux) : devenu sans objet (p. 2664)

Son amendement n° 512 (suppression de la mention relative au délai) : devenu sans objet (p. 2664)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Georges Sarre (subrogation par les associations en cas de préjudice) (p. 2666)

Intervient sur l'amendement n° 450 de Mme Christine Boutin (subrogation par les associations en cas de préjudice) (p. 2666)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 369 de M. Robert Galley (réaffirmation du rôle de la famille dans la lutte contre l'exclusion) : rejeté (p. 2675)

M

Alain MADALLE

Aude (2ème circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3310 tendant à créer un Conseil national de la prévention de l'alcoolisme et à modifier certaines dispositions de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 [23 janvier 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques naturels. Inondations. Aides de l'État, perspectives, Aude [10 décembre 1996] (p. 8184)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 14 (affectation de certaines ressources aux régimes obligatoires d'assurance maladie)

Son amendement n° 112 (de suppression) : retiré (p. 6322)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Juridictions : cité judiciaire de Narbonne : construction (p. 5802)

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5917)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5917)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : dépenses et recettes, subvention d'équilibre (p. 5917)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5917)

Enseignement agricole (p. 5917)

Environnement : programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5917)

Viticulture (p. 5918)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : TVA applicable aux activités sportives (p. 6769)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Article 8-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Son amendement n° 177 : non soutenu (p. 8618)

Après l'article 10

Ses amendements nos 178 et 179 : non soutenus (p. 8683)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 1-4-5 du code du service national : exemption pour infirmité ou inaptitude

Son amendement n° 297 : non soutenu (p. 631)

Article L. 1-4-6 du code du service national : participation des personnes détenues au rendez-vous citoyen

Son amendement n° 272 : non soutenu (p. 631)

Article L. 1-4-16 du code du service national : nécessité d'être en règle à l'égard des obligations du rendez-vous citoyen

Son amendement n° 294 : non soutenu (p. 636)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 4 (dispositions particulières modifiant le livre II du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Michel Boucheron (prise en charge par l'État des frais d'hébergement et de restauration des appelés objecteurs de conscience) (p. 2340)

Alain MADELIN
Ille-et-Vilaine (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Claude MALHURET
Allier (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 mars 1997] (p. 4520)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mars 1997] (p. 4520)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1997] (p. 5439)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 avril 1997] (p. 5439)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Marie André (obligation pour l'hébergeant de souscrire des assurances couvrant l'hébergé) (p. 8579)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2563)

Thème :

Jeunes : échec scolaire : lutte contre l'illettrisme (p. 2563)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son amendement n° 568 corrigé (concours de l'État et de la Nation toute entière à la lutte contre l'exclusion) : adopté après deuxième correction (p. 2599)

Article 2 (accès aux droits)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (suppression de la référence à des droits "individuels et collectifs") : devenu sans objet (p. 2608)

Après l'article 3

Son amendement n° 459 (étude d'impact) : rejeté (p. 2667)

Article 9 (institution d'un médiateur dans les organismes de sécurité sociale qui servent des prestations)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (durée du mandat et nomination par le Médiateur de la République) : adopté (p. 2709)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Son intervention (p. 2725)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son amendement n° 461 : non soutenu (p. 2784)

Après l'article 13

Son amendement n° 460 soutenu par M. Denis Jacquat (transfert de la tutelle de la médecine scolaire du ministère de l'éducation nationale à celui des affaires sociales) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 2800)

Martin MALVY

Lot (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Hôpitaux et cliniques. Centres hospitaliers. Dépenses, progression, taux [22 octobre 1996] (p. 5769)

Risques naturels. Inondations. Aides de l'État, perspectives, sud-ouest de la France [11 décembre 1996] (p. 8256)

Enseignement maternel et primaire : personnel. Fonctionnement. Effectifs de personnel, perspectives [11 mars 1997] (p. 1793)

Hôpitaux et cliniques. Centres hospitaliers. Fonctionnement, effectifs de personnel [12 mars 1997] (p. 1851)

Patrimoine. Monuments historiques. Restauration, financement, perspectives [19 mars 1997] (p. 2063)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1381, posée le 25 février 1997. Agriculture. Montagne (p. 1378, 1379). Appelée le 4 mars 1997. Zones défavorisées, classement, perspectives, Lot (p. 1560, 1561)

Jean-François MANCEL

Oise (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Daniel MANDON

Loire (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité. Conventions avec les praticiens. Médecins, installation, nomenclature des actes [18 mars 1997] (p. 1966)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1328, posée le 18 février 1997. Défense. Gendarmerie : fonctionnement (p. 1088). Appelée le 8 février 1997. Fermeture, conséquences, Firminy (p. 1036, 1037)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Personnes âgées : associations gérant les aides à domicile : exonération de charges (p. 6101)

Service national : objecteurs de conscience (p. 6100)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Voirie : routes nationales 82 et 86 : section Saint-Étienne-Annonay (p. 6521)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Rémy Auchedé (concertation avec les associations représentatives des usagers) (p. 910)

Raymond MARCELLIN

Morbihan (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 29 : Justice (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5782)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5783)

Crédits : progression (p. 5782, 5783)

Fonctionnaires et agents publics : création de postes (p. 5782)

Jeunes : protection judiciaire (p. 5783)

Juridictions administratives (p. 5783)

Politique économique et sociale : pacte de relance pour la ville (p. 5783)

Santé publique : soins aux détenus (p. 5783)

Georges MARCHAIS

Val-de-Marne (11ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3483 tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [27 mars 1997]

Yves MARCHAND

Hérault (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Afrique. Perspectives [6 novembre 1996] (p. 6570)

Politique extérieure. Afrique. Perspectives [19 mars 1997] (p. 2064)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande le renvoi de la discussion de deux propositions de loi [20 mars 1997] (p. 2199)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Affaires étrangères : Vietnam : présence française (p. 6865, 6866)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. André Gerin (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (assouplissement des conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1507)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 10 (société de pêche artisanale)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (non limitation de la société de pêche à deux navires) (p. 1643)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Ambroise Guellec (non limitation de la société de pêche à deux navires) (p. 1643)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2037)

Thème :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2037)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2258)

Son intervention (p. 2260)

Thème :

Professions juridiques et judiciaires : conditions de diplômes (p. 2261)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 2260)

Proposition de loi n° 3050 consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2265)

Son intervention (p. 2271)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 2271)

Système pénitentiaire : bracelet électronique (p. 2271)

Claude-Gérard MARCUS

Paris (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Albanie (n° 2978) [5 novembre 1996]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne (n° 3055) [5 novembre 1996]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2842) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part [28 novembre 1996] (n° 3168)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2978) autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Albanie [18 décembre 1996] (n° 3247)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3055) autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959, modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne [21 janvier 1997] (n° 3304)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique et sociale. Personnes sans domicile fixe. Hébergement, perspectives [23 octobre 1996] (p. 5851)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 108 précédemment réservé de M. Daniel Colliard (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection) (p. 5712)

Intervient sur l'amendement n° 307 précédemment réservé de M. Julien Dray (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) (p. 5713)

Projet de loi n° 2838 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8230)

Son intervention (p. 8231)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : accord intérimaire avec la Fédération de Russie, programme TACIS (p. 8231)

Industrie : investissements étrangers réalisés en Russie (p. 8231)

Projet de loi n° 2842 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8236)

Son intervention (p. 8235)

Thèmes :

Affaires étrangères : Ukraine : situation économique et politique (p. 8235)

Communautés européennes et Union européenne : accord intérimaire avec l'Ukraine, programme TACIS (p. 8235, 8236)

Énergie : sécurité nucléaire, Tchernobyl (p. 8236)

Proposition de résolution n° 2976 sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (n^os E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655 et E 666)

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8239)

Son intervention (p. 8244)

Thèmes :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 8244)

Affaires étrangères : Russie : situation économique et politique (p. 8244)

Langue française (p. 8244, 8245)

Parlement : parlements nationaux : consultation ; conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) (p. 8244)

Projet de loi n° 3055 autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2172)

Son intervention (p. 2173)

Thèmes :

Affaires étrangères : Allemagne : pleine souveraineté depuis le 12 septembre 1990 (p. 2173)

Défense : forces étrangères stationnées en Allemagne : autonomie et respect du droit allemand (p. 2173, 2174)

Défense : forces françaises : évolution des effectifs (p. 2173)

Traités et conventions : accord complémentaire du 18 mars 1993 (p. 2173)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome IV : Aménagement du territoire, ville et intégration (ville et intégration) (n° 3035) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3019 autorisant l'installation et l'exploitation de machines à sous à enjeux et gains limités fonctionnant exclusivement au moyen d'une carte à puce prépayée [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3081 améliorant la gestion du fonds d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles et organisant le financement des travaux publics liés aux risques naturels [29 octobre 1996]

Proposition de résolution n° 3252 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement [19 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3372 modifiant le code électoral en vue de la reconnaissance du vote blanc aux élections [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Carte. Apposition d'une photographie, perspectives [11 décembre 1996] (p. 8256)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1218, posée le 26 novembre 1996. Patrimoine. Domaine de l'Harmas (Vaucluse) (p. 7590). Appelée le 3 décembre 1996. Rénovation, financement, Sérignan-du-Comtat (p. 7838, 7839)

n° 1403, posée le 4 mars 1997. Environnement. Déchets médicaux (p. 1621). Appelée le 11 mars 1997. Traitement, compactage (p. 1773, 1774)

DÉBATS

Projet de loi n° 2979 relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5273)

Son intervention (p. 5282)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 5282, 5283)

Défense : armée de terre : format et professionnalisation ; reconversion des militaires ; pécule et retraites anticipées (p. 5283)

Défense : armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires (p. 5282)

Lois : loi n° 96-393 du 13 mai 1996 relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence (p. 5283)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5422)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 5422, 5423)

Culture : monuments historiques (p. 5423)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5422)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5424)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5422)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5423)

Jeux et paris : machines à sous (p. 5423, 5424)

Logement et habitat (p. 5423)

TVA (p. 5423)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 187 précédemment réservé (application du taux réduit de la TVA aux ventes à consommer sur place) : retiré ; repris par M. Didier Migaud : rejeté au scrutin public (p. 5654)

Son amendement n° 188 précédemment réservé (application d'un taux de TVA de 12,5 % à l'ensemble du secteur de la restauration) : retiré (p. 5654)

Son amendement n° 186 précédemment réservé (application du taux normal de la TVA aux établissements de restauration sur place et à emporter dont la superficie est supérieure à 100 mètres carrés) : rejeté (p. 5654)

Soutient l'amendement n° 259 précédemment réservé de M. Hervé Mariton (prorogation de l'application du taux de 2,10 % de TVA aux ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des non assujettis) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5656)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 189 (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration de l'habitat) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux : rejeté (p. 5695)

Après l'article 24

Son amendement n° 191 précédemment réservé (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous installées dans les lieux publics) : rejeté (p. 5741)

Son amendement n° 192 précédemment réservé (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous installées dans les lieux publics) : rejeté (p. 5742)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Fruits et légumes : commercialisation des fruits (p. 5958)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Son amendement n° 45 (de suppression) : adopté (p. 5966)

Après l'article 84

Son amendement n° 46 (contribution des communes situées en zone de forêt méditerranéenne aux frais d'entretien des forêts) : rejeté (p. 5973)

Soutient l'amendement n° 96 de M. Marc Le Fur (assiette des cotisations sociales) : rejeté (p. 5973)

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Son intervention (p. 6405)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : Orange : chorégie et Espace Claudius (p. 6406)

Impôts et taxes : intermittents du spectacle : déduction fiscale forfaitaire (p. 6406)

Livres et lecture : bibliothèques municipales : transfert des charges au ministère de la culture (p. 6405)

Livres et lecture : soutien financier (p. 6405)

Lois : loi de programme sur le patrimoine monumental (p. 6404)

Partis politiques : mairies dirigées par un membre du Front national (p. 6407)

Patrimoine : conservation : baisse des crédits (p. 6405, 6406)

Politique culturelle : rééquilibrage entre Paris et la province : rapport de M. Jacques Rigaud (p. 6405)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Armements nucléaires : site de Pierrelatte (p. 6587)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 6604)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (p. 6605)

Ministère : crédits de l'intégration et de la ville (p. 6605)

Plan : contrats de plan État-régions (p. 6605)

Plan : XIe plan (p. 6605)

Villes : emplois de ville (p. 6604, 6605)

Villes : équipements et services publics (p. 6605)

Villes : pacte de relance pour la ville (p. 6604, 6605)

Villes : zones de redynamisation urbaine (ZRU) (p. 6604, 6605)

Villes : zones franches urbaines (ZFU) (p. 6604, 6605)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [8 novembre 1996] (p. 6736)

Article 94 (réforme de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise)

Son amendement n° 47 : non soutenu (p. 6744)

Son amendement n° 48 : devenu sans objet (p. 6744)

Son amendement n° 49 : devenu sans objet (p. 6744)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Procédure des questions :

Collectivités locales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 7089)

Jeux et paris : machines à sous (p. 7090)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 62 (suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts)

Son amendement n° 42 (de suppression) : retiré (p. 7139)

Après l'article 82

Son amendement n° 43 (information préalable du contribuable en cas de notification d'un avis à tiers détenteur) : rejeté (p. 7223)

Son amendement n° 44 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour l'activité d'approvisionnement des coopératives agricoles) : retiré (p. 7224)

Intervient sur l'amendement n° 307 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement engagées dans le cadre de travaux hydrauliques) (p. 7233)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son intervention (p. 7253)

Son amendement n° 31 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes) : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 32 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes dont le revenu net mensuel est inférieur à 10 000 F) : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 33 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 34 (maintien du régime de la déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes embauchés sous contrat temporaire) : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 35 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes embauchés sous contrat temporaire avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 36 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes) : retiré (p. 7274)

Son amendement n° 37 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) : retiré (p. 7274)

Son amendement n° 38 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes dont le revenu net mensuel est inférieur à 10 000 F avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) : retiré (p. 7274)

Son amendement n° 39 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens) : rejeté (p. 7276)

Son amendement n° 40 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) : rejeté (p. 7276)

Son amendement n° 41 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens dont le revenu net mensuel est inférieur à 10 000 F avec un plafond ramené à terme à 20 000 F) : rejeté (p. 7276)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6235)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 129 (contribution sur la vente de cartes à puces servant au fonctionnement de machines à sous) : retiré (p. 6309)

Article 24 (relèvement du tarif de consommation sur les alcools)

Son amendement n° 131 (report de l'entrée en vigueur du dispositif) : rejeté (p. 6332)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Son intervention (p. 8299)

Thèmes :

Travail : salariés : droit d'accès aux informations les concernant (p. 8300)

Travail clandestin : contrôle : agents des impôts, douaniers, contrôleurs des transports terrestres (p. 8300)

Travail clandestin : déclaration préalable à l'embauche (DPAE) (p. 8300)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8300)

Travail clandestin : répression : peines principales et complémentaires (p. 8300)

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Après l'article 10

Son amendement n° 95 (délai de 48 heures pour les employeurs des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié occasionnel) : retiré (p. 8376)

Son amendement n° 96 (délai de 24 heures pour les employeurs des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié occasionnel) : retiré (p. 8376)

Son amendement n° 93 (délai de 48 heures pour les employeurs de travailleurs saisonniers agricoles pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche) : adopté (p. 8377)

Son amendement n° 94 : devenu sans objet (p. 8377)

Son amendement n° 90 (extension du chèque-service au secteur agricole) : rejeté (p. 8378)

Son amendement n° 89 (extension du chèque-service pour une durée de douze mois au secteur agricole) : rejeté (p. 8378)

Son amendement n° 91 (utilisation du chèque-service pour la rémunération des extras dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration) : retiré (p. 8379)

Son amendement n° 92 (utilisation du chèque-service pour la rémunération des extras dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration pour une durée de douze mois) : retiré (p. 8379)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son sous-amendement n° 182 (délai de notification) à l'amendement n° 88 de la commission (information de l'administration par l'hébergeant) : rejeté (p. 8578)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Son amendement n° 183 (application du dispositif à l'ensemble des véhicules) : rejeté (p. 8619)

Son amendement n° 190 (durée maximale d'immobilisation du véhicule) : devenu sans objet (p. 8619)

Son amendement n° 184 (durée d'immobilisation après 22 heures) : rejeté (p. 8619)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 186 (avis du maire de la commune de résidence) : rejeté (p. 8642)

Son amendement n° 185 (délai de trois ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) : rejeté (p. 8643)

Son amendement n° 187 (avis du maire de la commune de résidence) : rejeté (p. 8646)

Son amendement n° 188 (droit au séjour à la condition de justifier d'un emploi permettant de subvenir aux besoins de l'enfant) : rejeté (p. 8647)

Après l'article 5

Son amendement n° 194 (sanction des séjours irréguliers y compris dans le cadre du regroupement familial) : rejeté (p. 8658)

Après l'article 6

Son amendement n° 189 (expulsion de l'étranger condamné à une peine de neuf mois d'emprisonnement) : rejeté (p. 8661)

Son amendement n° 195 (conditions de logement des personnes bénéficiant du regroupement familial) : rejeté (p. 8664)

Son amendement n° 259 (conditions de logement des personnes bénéficiant du regroupement familial) : rejeté (p. 8664)

Son amendement n° 260 (conditions de logement des personnes bénéficiant du regroupement familial) : rejeté (p. 8664)

Après l'article 9

Son amendement n° 191 (interdiction du territoire français aux auteurs de crimes contre l'humanité) : rejeté (p. 8674)

Son amendement n° 192 (interdiction du territoire aux auteurs de meurtres) : rejeté (p. 8675)

Son amendement n° 193 (interdiction du territoire aux trafiquants de drogue) : rejeté (p. 8675)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1408)

Son sous-amendement n° 179 (avis conforme du maire pour la délivrance du certificat d'hébergement) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) : retiré (p. 1444)

Son sous-amendement n° 180 (avis du maire pour la délivrance des certificats d'hébergement) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud : retiré (p. 1444)

Son sous-amendement n° 181 (information du maire par le préfet) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud : retiré (p. 1446)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 23 : non soutenu (p. 1489)

Son amendement n° 24 : non soutenu (p. 1491)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 157)

Son intervention (p. 164)

Thème :

Collectivités territoriales : services publics (p. 164)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 165)

Article 1er (modalités de création et de fonctionnement de l'établissement public local)

Article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales : principe de la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics

Son amendement n° 15 (domaine d'intervention) : retiré (p. 167)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Article 1er (modification d'intitulé)

Son intervention (p. 1106, 1107)

Proposition de loi n° 3398 relative à une publication objective des statistiques du chômage et à l'inscription des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1887)

Son intervention (p. 1900)

Thème :

Emploi : chômage : statistiques (p. 1900)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 11

Son amendement n° 571 : non soutenu (p. 2745)

Hervé MARITON

Drôme (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996 [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 4 : Agriculture, pêche et alimentation (agriculture) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fruits et légumes. Emploi et activité. Aides de l'État [12 novembre 1996] (p. 6787)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1204, posée le 26 novembre 1996. Handicapés. Intégration en milieu scolaire et universitaire (p. 7588). Appelée le 3 décembre 1996. Association Clair Soleil, fonctionnement, effectifs de personnel, Poët-Laval (p. 7839, 7840)

n° 1312, posée le 28 janvier 1997. Voirie. A 7 (p. 474). Appelée le 4 février 1997. Doublement, perspectives (p. 714)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5408)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : généralités (p. 5410)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5409, 5410)

État : réforme (p. 5409)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5408)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5408 à 5410)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5408)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5408)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5408, 5409)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5408, 5409)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5408)

Politique économique : généralités (p. 5410)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 259 précédemment réservé soutenu par M. Thierry Mariani (prorogation de l'application du taux de 2,10 % de TVA aux ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des non assujettis) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5656)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5895)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5996)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : dépenses et recettes, subvention d'équilibre (p. 5896)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5896)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5895, 5897)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5895)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage (p. 5896)

Lois : projet de loi d'orientation agricole (p. 5895)

Organismes et structures : Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNSEA) (p. 5896)

Organismes et structures : Fonds national des haras (p. 5896)

Organismes et structures : Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (p. 5895)

Organismes et structures : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 5898)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5966)

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (vocation du Fonds de gestion de l'espace rural) : adopté (p. 5966)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rapport au Parlement sur le programme de maîtrise de pollutions d'origine agricole) : adopté après rectification (p. 5968)

État B, titre IV

Son amendement n° 159 deuxième rectification (réduction des crédits du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA) : adopté (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 161 deuxième rectification du Gouvernement (majoration des crédits du Fonds de gestion de l'espace rural) (p. 5969)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. François Guillaume (réduction des crédits des offices) (p. 5969)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (réduction de la subvention destinée au BAPSA) : retiré (p. 5970)

Article 84 (revalorisation des retraites agricoles de faible montant)

Intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (possibilité pour le retraité de choisir entre la majoration forfaitaire de 1 500 F et la revalorisation de la retraite proportionnelle d'ancien chef d'exploitation) (p. 5972)

Après l'article 84

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (contribution des communes situées en zone de forêt méditerranéenne aux frais d'entretien des forêts) (p. 5973)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Marc Le Fur (assiette des cotisations sociales) (p. 5973)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 7 quater (procédure d'autorisation d'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 215 : non soutenu (p. 2104)

Après l'article 15 bis

Son amendement n° 216 : non soutenu

Alain MARLEIX

Cantal (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Rapporteur du projet de loi portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire (n° 3317) [30 janvier 1997]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3317), après déclaration d'urgence, portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire [30 janvier 1997] (n° 3325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. SNCF. Réforme, projet de loi, examen, perspectives [14 janvier 1997] (p. 25)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Son amendement n° 28 (maintien de la préretraite à 55 ans en cas de transmission à un jeune agriculteur) : devenu sans objet (p. 5966)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6461)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 6462)

Marine marchande : flotte de commerce, régime des quirats (p. 6461)

Ministère : crédits de la mer (p. 6461)

Organismes : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 6461)

Plan : contrats de plan État-régions (p. 6461)

Régions : Île-de-France : fonds d'aménagement de l'Île-de-France (p. 6461)

Transports aériens : aéroports (p. 6462)

Transports aériens : Air France (p. 6462)

Transports aériens : Air Inter : fusion avec Air France (p. 6462)

Transports aériens : industrie aéronautique (p. 6462)

Transports ferroviaires : désendettement : création de l'établissement public "Réseau ferré national" (p. 6461, 6462)

Voirie : réseau autoroutier (p. 6462)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 744)

Thèmes :

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 745)

Régions : organisation des services régionaux de voyageurs assurés par la SNCF (p. 745, 746)

Secteur public : service public : renouveau (p. 746)

SNCF : endettement (p. 744, 745)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 744 à 746)

SNCF : infrastructures (p. 746)

SNCF : lignes TGV (p. 746)

SNCF : personnels : statut (p. 744)

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Jacques Filleul (réforme de l'article 90 du Traité de Rome présentée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Gayssot (réforme de l'article 90 du Traité de Rome présentée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en œuvre d'une harmonisation des législations sociales et des conditions de travail dans les transports proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 832)

Intervient sur le sous-amendement n° 391 de M. Jean-Claude Gayssot (maintien des avantages sociaux les plus avancés dans chacun des pays de l'Union) à l'amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place d'une haute autorité de régulation des transports européens proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 834)

Intervient sur le sous-amendement n° 392 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des services publics existants dans chacun des pays concernés de l'Union) à l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Jacques Filleul (garantie du fonctionnement particulier et de l'unicité de la SNCF) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Filleul (missions de service public assumées par le transport ferroviaire) (p. 837)

Intervient sur le sous-amendement n° 393 de M. Jean-Claude Gayssot (affirmation du caractère de service public du transport ferroviaire) à l'amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique et sociale assurée par le service public du rail) (p. 838)

Intervient sur le sous-amendement n° 394 de M. Jean-Claude Gayssot (participation des usagers, des cheminots, des élus et des représentants de l'État au service public du rail) à l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique assurée par le service public du rail) (p. 839)

Intervient sur le sous-amendement n° 395 de M. Jean-Claude Gayssot (aménagement harmonieux du territoire assuré par le service public du rail) à l'amendement n° 211 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique assurée par le service public du rail) (p. 840)

Intervient sur le sous-amendement n° 396 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des acquis sociaux de la profession et du droit des usagers) à l'amendement n° 212 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Jacques Filleul (péréquation tarifaire) (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Filleul (contrat social garanti aux personnels par le service public du rail) (p. 842)

Intervient sur le sous-amendement n° 397 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des acquis sociaux de la profession) à l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 842)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Filleul (contrat social pour les usagers garanti par le service public du rail) (p. 843)

Intervient sur le sous-amendement n° 398 de M. Jean-Claude Gayssot (respect du principe d'égalité) à l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 843)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Filleul (rappel des missions de service public assumées par la SNCF) (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'égalité satisfait par le service public du rail) (p. 844)

Intervient sur le sous-amendement n° 399 de M. Jean-Claude Gayssot (objectif d'aménagement harmonieux du territoire) à l'amendement n° 217 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de continuité du service public du rail) (p. 845)

Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des droits constitutionnels des salariés du service public) à l'amendement n° 218 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 845)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'adaptation du service public du rail) (p. 846)

Intervient sur le sous-amendement n° 401 de M. Jean-Claude Gayssot (politique du développement et de modernisation du service public du rail) à l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 846)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de neutralité) (p. 847)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de transparence) (p. 848)

Intervient sur le sous-amendement n° 402 de M. Jean-Claude Gayssot (principe de gestion démocratique) à l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 848)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de responsabilité) (p. 850)

Intervient sur le sous-amendement n° 403 de M. Jean-Claude Gayssot (principe de responsabilité devant les salariés et les usagers) à l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 849)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de simplicité) (p. 850)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'accessibilité au service public du rail) (p. 852)

Intervient sur le sous-amendement n° 404 de M. Jean-Claude Gayssot (aménagement harmonieux du territoire) à l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 852)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de laïcité) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance stratégique de France garantie par le service public du rail) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance économique de la France garantie par le service public du rail) (p. 854)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance industrielle de la France garantie par le service public du rail) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Jacques Filleul (croissance économique renforcée par le service public du rail) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Jacques Filleul (dynamisme industriel de la France renforcé par les investissements réalisés par le service public du rail) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Jacques Filleul (facteur d'innovation du service public du rail) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de citoyenneté assuré par le service public du rail) (p. 858)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Jean-Jacques Filleul (déontologie au sein du service public du rail) (p. 858)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des personnels au sein du service public du rail) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Jacques Filleul (écoute des besoins des usagers par le service public du rail) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Jean-Jacques Filleul (démocratisation des transports assurée par le service public du rail) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Filleul (politique d'accueil des usagers par le service public du rail) (p. 861)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Jean-Jacques Filleul (prestations d'un haut niveau de qualité assurées par le service public du rail) (p. 861)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Jacques Filleul (sûreté du service public du rail) (p. 862)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Filleul (participation des usagers au service public du rail) (p. 863)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Grandpierre (rapport au Parlement dans les six mois de la promulgation de la présente loi) (p. 863)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Filleul (modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : établissement d'un schéma multimodal des transports) (p. 864)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Filleul (modification de la loi précitée : établissement d'un schéma des plates-formes multimodales de transports) (p. 864)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Jean-Jacques Filleul (modification du premier alinéa de l'article 18 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs : maintien de l'unicité de la SNCF avec simple séparation comptable entre la gestion de l'infrastructure et l'activité) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Gayssot (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Grandpierre (suppression de la date du 1er janvier 1997 fixée pour la création de l'établissement public "Réseau ferré de France") (p. 875)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la date du 1er janvier 1997 fixée pour la création de l'établissement public "Réseau ferré de France") (p. 875)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Jean-Jacques Filleul (création de l'établissement public après élaboration d'un schéma national des infrastructures de transport) (p. 875)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Jacques Filleul (création de l'établissement public après élaboration du schéma directeur du réseau ferroviaire prévu à l'article 17 de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 876)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Rémy Auchedé (création de l'établissement public au 1er juillet 1998) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Rémy Auchedé (création de l'établissement public au 1er janvier 1998) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 343 corrigé de M. Jean-Jacques Filleul (maintien de l'unicité de la SNCF : création d'une filiale dénommée "Réseau ferré de France") (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Rémy Auchedé (maintien de l'unicité de la SNCF : création d'une filiale dénommée "Réseau ferré de France") (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation de l'ensemble des salariés de la SNCF avant la création de l'établissement public) (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Grandpierre (consultation des organisations syndicales représentatives de la SNCF avant la création de l'établissement public) (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Claude Gayssot (dénomination de l'établissement public "Réseau national ferré") (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 344 corrigé (unicité de la SNCF avec création d'une filiale) (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Jean-Jacques Filleul (dérogations aux règles de la concurrence) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Jean-Jacques Filleul (référence aux dispositions du chapitre 1er du titre 1er de la loi n° 82-1153 d'orientation des transports intérieurs) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF dans la mise en œuvre du droit des transports) (p. 881)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en charge totale de l'endettement de la SNCF par le nouvel établissement public) (p. 881)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Jacques Filleul (renforcement du caractère de service public des équipements ferroviaires) (p. 882)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle du fret) (p. 883)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Jean-Jacques Filleul (mission d'aménagement équilibré du territoire confiée à l'établissement public) (p. 883)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Jacques Filleul (politique intermodale des transports) (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Jean-Jacques Filleul (référence à une "logique de développement durable" prenant en compte les différents modes de transports) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jean-Jacques Filleul (orientation des crédits en faveur des infrastructures ferroviaires) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Rémy Auchedé (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) (p. 888)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Jacques Filleul (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) (p. 888)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Jacques Filleul (mise à niveau de l'infrastructure) (p. 889)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Jean-Jacques Filleul (biens immobiliers de la SNCF réservés à l'entretien des infrastructures ferroviaires) (p. 889)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Gayssot (biens immobiliers utilisés pour la "modernisation" des infrastructures) (p. 889)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Jean-Jacques Filleul (haut niveau de sécurité ferroviaire) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Jacques Filleul (apurement de la dette de la SNCF) (p. 891)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Grandpierre (apurement de la dette par l'établissement public) (p. 891)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Jean-Jacques Filleul (politique de coopération européenne en ce qui concerne l'harmonisation des infrastructures) (p. 891)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Jacques Filleul (promotion et développement du transport combiné) (p. 892)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Jacques Filleul (responsabilité de l'État) (p. 892)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Claude Gayssot (rappel du droit au transport des citoyens et des avantages en termes de sécurité et d'énergie) (p. 893)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité d'accès au réseau sur l'ensemble du territoire national) (p. 893)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité tarifaire sur l'ensemble du réseau ferré national) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Jacques Filleul (coopération et complémentarité avec le réseau routier) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Jean-Jacques Filleul (complémentarité avec le réseau fluvial) (p. 895)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Jacques Filleul (complémentarité avec le réseau de plates-formes aéroportuaires) (p. 896)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Jean-Jacques Filleul (respect des plans de déplacements urbains) (p. 896)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Jean-Jacques Filleul (maintien sur l'intégralité du réseau ferroviaire national des missions de l'établissement public pour le compte de l'État) (p. 897)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Rémy Auchedé ("densité" du réseau ferroviaire) (p. 897)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Claude Gayssot ("maillage du réseau ferroviaire") (p. 898)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Jacques Filleul ("maillage du réseau ferroviaire") (p. 898)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les régions concernées) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation des comités régionaux des transports) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les départements concernés) (p. 904)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les communes concernées) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les groupements de communes concernés) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Rémy Auchedé (consultation du conseil national des transports) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation du conseil national des transports) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Filleul (référence au schéma du réseau ferroviaire prévu par la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Michel Grandpierre (prise en compte de "l'intérêt général") (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Gayssot (respect de la complémentarité avec les autres réseaux de transport) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Michel Grandpierre (prise en compte des besoins de développement des régions et des bassins d'emploi) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Filleul (fixation de la consistance et des caractéristiques du réseau ferroviaire dans une perspective multimodale) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Rémy Auchedé (égalité d'accès au réseau ferroviaire sur l'ensemble du territoire) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Rémy Auchedé (adaptabilité du réseau ferroviaire afin de promouvoir le transport du fret) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation des associations nationales d'élus locaux) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Rémy Auchedé (concertation avec les associations représentatives des usagers) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Rémy Auchedé (concertation avec les organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Rémy Auchedé (concours financiers de l'État à l'établissement public) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Claude Gayssot (fonctionnement de l'établissement public Réseau ferré de France avec du personnel de la SNCF) (p. 911)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Grandpierre (plans annuels et pluriannuels de modernisation du réseau ferroviaire établis à la demande de régions ou des villes chef-lieu de département) (p. 911)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Rémy Auchedé (plan annuel et pluriannuel d'électrification et de rectification des lignes) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Filleul (modification du II de l'article 17 de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : établissement du schéma du réseau ferroviaire après avis de l'établissement public chargé de la gestion des infrastructures) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place de l'établissement Réseau ferré de France en conformité avec un schéma multimodal des infrastructures de transport) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Rémy Auchedé (suppression de la référence à la continuité du service public afin de ne pas nuire au droit de grève) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Jean-Jacques Filleul (gestion des circulations de fret et de voyageurs) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Michel Grandpierre (entretien du réseau effectué en "monopole d'exploitation" par la SNCF) (p. 919)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Jacques Filleul (collaboration entre la SNCF et l'établissement public Réseau ferré de France) (p. 920)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Rémy Auchedé (définition des règles nécessaires à l'exploitation du réseau par la SNCF) (p. 920)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Jean-Jacques Filleul (mise à disposition de la SNCF de l'intégralité du réseau par l'établissement public) (p. 920)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Claude Gayssot (intégration de l'établissement public Réseau ferré de France et de la SNCF dans le cadre juridique européen dérogatoire des entreprises chargées de la réalisation de missions d'intérêt économique général) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Grandpierre (consultation des collectivités locales avant de fermer une ligne, une desserte de gare ou avant mise à voie unique) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Rémy Auchedé (prise en compte des besoins de la défense nationale par l'établissement public Réseau ferré de France) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Filleul (affirmation du caractère dérogatoire au principe de liberté de la concurrence des entreprises publiques représentées par l'établissement public Réseau ferré de France et la SNCF) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Rémy Auchedé (consultation de l'ensemble des salariés) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Filleul (participation de l'État lors de l'établissement de conventions entre les deux établissements publics) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Rémy Auchedé (accord des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Grandpierre (statut de l'établissement public Réseau ferré de France) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Rémy Auchedé (maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean-Jacques Filleul (la SNCF définie comme seul maître d'ouvrage des opérations d'investissement) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Rémy Auchedé (non-application de l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques aux délégations de service public accordées par Réseau ferré de France) (p. 927)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 60 corrigé de M. Jean-Claude Gayssot (création d'un établissement public industriel et commercial dénommé "Régie nationale du transport ferroviaire français" et détenant le capital de la SNCF et de Réseau ferré de France) (p. 928)

Article 2 (conseil d'administration de Réseau Ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Grandpierre (de suppression) (p. 930)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Claude Gayssot (composition du conseil d'administration) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Jean-Jacques Filleul (composition du conseil d'administration) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Jacques Filleul (composition du conseil d'administration) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Filleul (présence des personnels détachés de l'administration ou d'autres établissements publics au sein du Conseil d'administration) (p. 932)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de l'établissement) (p. 933)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel) (p. 933)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Filleul (présence d'un député et d'un sénateur) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-Jacques Filleul (présence des représentants des usagers et des représentants du personnel de Réseau ferré de France et de ceux de la SNCF) (p. 935)

Article 3 (règles de gestion de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Jacques Filleul (gestion unique des infrastructures ferroviaires par la SNCF) (p. 937)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la possibilité de créer des filiales et de prendre des participations) (p. 938)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Rémy Auchedé (impossibilité pour Réseau ferré de France de créer des filiales) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Jacques Filleul (impossibilité pour Réseau ferré de France de créer des filiales) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Michel Grandpierre (autorisation des seules prises de participation majoritaires dans des sociétés ayant un but connexe) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Rémy Auchedé (prise de participation constituant au moins une minorité de blocage) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Claude Gayssot (création de filiales ou prises de participations à la condition de ne pas porter atteinte à la mission de gestionnaire unique de l'infrastructure confiée à la SNCF) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Rémy Auchedé (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 3 en vue de refuser à Réseau ferré de France le droit de créer des filiales qui pourraient réduire son champ d'activité ou venir concurrencer la SNCF) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Claude Gayssot (impossibilité pour les filiales de Réseau ferré de France d'avoir une gestion financière autonome) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Michel Grandpierre (apurement de la dette de la SNCF par les filiales de Réseau ferré de France) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Michel Grandpierre (soumission de Réseau ferré de France au contrôle de la Cour des comptes) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Rémy Auchedé (interdiction de la location des installations et infrastructures gérées par la SNCF à des entreprises privées ou étrangères exerçant des activités similaires, connexes ou complémentaires) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel) (p. 941)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Claude Gayssot (statut du personnel de Réseau ferré de France) (p. 941)

Article 3 bis (maintien des statuts des personnels de la SNCF)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Michel Grandpierre (garantie de statut pour les personnels de la SNCF détachés auprès de Réseau ferré de France) (p. 941)

Article 4 (transferts d'actifs entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 943)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 943)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean-Jacques Filleul (infrastructures ferroviaires, partie du patrimoine public) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Claude Gayssot (non-application des dispositions du présent article au 1er janvier 1997) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Jacques Filleul (non-application des dispositions du présent article au 1er janvier 1997) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Michel Grandpierre (maintien des triages au sein de la SNCF) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Michel Grandpierre (responsabilité des chantiers de transport combiné réservée à la SNCF) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 80 corrigé de M. Rémy Auchedé (maintien de l'unicité du réseau) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Gayssot (installations de signalisation, de sécurité, de traction électrique réservées à la SNCF) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Jacques Filleul (installations de télécommunications liées aux infrastructures réservées à la SNCF) (p. 946)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Claude Gayssot (installations de télécommunications liées aux infrastructures réservées à la SNCF) (p. 946)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Rémy Auchedé (bâtiments affectés au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures réservés à la SNCF) (p. 952)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Jean-Jacques Filleul (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé en exclusivité par France Télécom) (p. 953)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Gayssot (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé en contrepartie de redevances ou en exclusivité par France Télécom pour lui permettre de réaliser des missions de service public) (p. 953)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean-Jacques Filleul (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé seulement par France Télécom dans le cadre d'une convention de coopération avec la SNCF) (p. 953)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations syndicales représentatives) (p. 954)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives) (p. 954)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Claude Gayssot (établissement d'un contrat de plan entre l'État, la SNCF et Réseau ferré de France) (p. 955)

Article 5 (substitution de Réseau ferré de France à certains droits et obligations de la SNCF)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 956)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 956)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Claude Gayssot (date d'application des dispositions du présent article) (p. 956)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Claude Gayssot (auto-assurance de Réseau ferré de France) (p. 957)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations représentatives du personnel de la SNCF et de Réseau ferré de France) (p. 957)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 957)

Article 6 (désendettement de la SNCF)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 958)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 958)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Jacques Filleul (substitution du mot "dette" par l'expression "charge d'investissement") (p. 959)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport annuel au Parlement) (p. 960)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport annuel au Parlement) (p. 960)

Article 7 (neutralité financière et fiscale des transferts en capital entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 960)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 960)

Article 8 (neutralité de la réforme en matière de fiscalité locale)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 961)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 961)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Claude Gayssot (alignement des contraintes de gestion de la SNCF) (p. 962)

Article 9 (modalités d'évaluation et d'inscription comptable des transferts)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Claude Gayssot (reprises de provisions résultant des transferts exonérées d'impôt, de droits ou de taxes et inscrites dans les comptes de capitaux propres de la SNCF) (p. 963)

Article 10 (domanialité publique des biens immobiliers de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Jean-Jacques Filleul (maintien du caractère de domaine public aux biens immobiliers de la SNCF) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Jacques Filleul (domaine public accordé à l'ensemble des biens immobiliers appartenant à Réseau ferré de France) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Claude Gayssot (caractère de domaine public pour tous les biens immobiliers de Réseau ferré de France) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Jean-Jacques Filleul (infrastructures de Réseau ferré de France réservées aux seules activités de transport ferroviaire) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Claude Gayssot (constatation des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public constitué par le réseau ferré national effectuée par les agents assermentés de la SNCF) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Jacques Filleul (pouvoir de répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public assumé par l'État) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Claude Gayssot (impossibilité pour Réseau ferré de France de céder les biens immobiliers utilisés pour la poursuite de ses missions à l'État ou à des collectivités territoriales) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Jean-Jacques Filleul (cession exclusive à l'État ou à des collectivités territoriales) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Jean-Jacques Filleul (autorisation préalable pour la mise à voie unique d'une ligne du réseau) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Jacques Filleul (autorisation préalable pour les fermetures de gares) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des comités d'établissement de la SNCF pour les déclassements affectant la consistance du réseau) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Jean-Claude Gayssot (accord du conseil d'administration de la SNCF pour les déclassements) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des conseils économiques et sociaux régionaux géographiquement concernés par les déclassements) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Jean-Jacques Filleul (avis conforme de la région concernée par un déclassement) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Jean-Jacques Filleul (avis obligatoire des régions concernées par un déclassement) (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des collectivités territoriales concernées par un déclassement) (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des régions trois mois à l'avance) (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 116 corrigé de M. Rémy Auchedé (incessibilité du capital de Réseau ferré de France) (p. 968)

Article 11 (intégration du réseau ferré national à la grande voirie)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 969)

Article 12 (ressources de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Claude Gayssot (ressources de Réseau ferré de France) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Jacques Filleul (limitation de l'utilisation du réseau ferré national moyennant redevance) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Jacques Filleul (rappel de la "solidarité au regard des inégalités sociales" grâce au chemin de fer) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Jacques Filleul (contribution du chemin de fer à la santé publique) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Jean-Jacques Filleul (assainissement progressif de la situation financière grâce aux concours de l'État) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Jacques Filleul (concours financiers des collectivités locales) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Claude Gayssot (renégociation de la dette) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Claude Gayssot (produits de trésorerie et de gestion courante des ressources) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Claude Gayssot (prise en compte des impératifs et des difficultés liés à la réalisation optimale des missions de service public pour le calcul des redevances versées par la SNCF à Réseau ferré de France) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Claude Gayssot (précision des notions de coût d'entretien, d'usage et d'amortissement technique de l'infrastructure) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Claude Gayssot (précision des notions de coût d'entretien, d'usage et d'amortissement technique de l'infrastructure) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Claude Gayssot (précision des notions de coût d'entretien, d'usage et d'amortissement technique de l'infrastructure) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Jean-Claude Gayssot (non-prise en compte de la situation du marché des transports et des caractéristiques de l'offre et de la demande dans le calcul des redevances) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Jean-Claude Gayssot (prise en compte pour le calcul des redevances de la nécessité de développer le transport collectif des voyageurs) (p. 973)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Claude Gayssot (prise en compte de la nécessité de développer des alternatives au transport routier des marchandises) (p. 973)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en compte des impératifs de l'utilisation optimale "pour la collectivité" du réseau ferré national dans le calcul des redevances) (p. 974)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en compte de la situation financière de la SNCF pour le calcul des redevances) (p. 974)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Claude Gayssot (conditions de concurrence entre les différents modes de transport) (p. 975)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Jacques Filleul (redevances différentes selon le type de ligne, la composition du train, sa vitesse, sa charge à l'essieu) (p. 975)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Jacques Filleul (redevances fixées par une convention entre l'État, Réseau ferré de France et la SNCF) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations représentatives du personnel) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Jean-Jacques Filleul (limitations des redevances dues par la SNCF de façon à ne pas grever son budget) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Jacques Filleul (respect de l'égalité tarifaire sur l'ensemble du territoire) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Claude Gayssot (dégel d'une partie des actifs pour le financement de Réseau ferré de France) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-Claude Gayssot (opérations d'échanges de titres) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Gayssot (placement de la trésorerie disponible de Réseau ferré de France) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement proposant des mesures visant à harmoniser les conditions de la concurrence internationale) (p. 978)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation du Conseil national des transports pour l'établissement du schéma national des transports) (p. 978)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement sur le bilan de l'utilisation du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables) (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement sur la situation économique, financière et sociale des entreprises françaises de transport routier de marchandises) (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement analysant les distorsions de concurrence entre les transports routiers de marchandises et le transport ferroviaire) (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement présentant un bilan écologique des choix d'investissement de l'État en infrastructures de transports) (p. 980)

Article 13 (coordination avec la loi d'orientation des transports intérieurs)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 981)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 981)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Jacques Filleul (exploitation des services de transport ferroviaire de fret et de voyageurs) (p. 981)

Intervient sur le sous-amendement n° 405 de Mme Muguette Jacquaint (moyens financiers pour remplir cette mission) à l'amendement n° 327 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 981)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Jean-Claude Gayssot (redevances d'utilisation des infrastructures exonérées de TVA) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Jean-Claude Gayssot (produit de la vente des biens immobiliers déclassés utilisé pour le développement du transport ferroviaire) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Claude Gayssot (rédactionnel) (p. 986)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Jean-Claude Gayssot (suppression de l'alinéa consacré aux concours financiers dont bénéficie la SNCF) (p. 986)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean-Claude Gayssot (concours financiers de l'État à la SNCF pour le fonctionnement et pour le développement de l'établissement) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Gayssot (missions de service public confiées en exclusivité à la SNCF) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Jean-Jacques Filleul (réaffirmation du rôle "primordial" de la SNCF) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de respect de l'environnement) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de santé publique) (p. 988)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de solidarité au regard des inégalités sociales) (p. 988)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Claude Gayssot (contribution essentielle du transport ferroviaire à la vie économique et sociale de la Nation) (p. 989)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Claude Gayssot (rôle de la SNCF en matière de sécurité et d'économie d'énergie) (p. 989)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Claude Gayssot (concours financiers de l'État à la SNCF en vue de l'assainissement progressif de sa situation financière) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Jean-Jacques Filleul (concours financiers de l'État à la SNCF tenant compte des objectifs d'assainissement progressif de sa situation financière) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jean-Jacques Filleul (rémunération de la SNCF par Réseau ferré de France pour l'accomplissement des missions de gestion de l'infrastructure) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Jean-Jacques Filleul (contrat de plan entre l'Etat et la SNCF et conventions conclues par la SNCF avec les collectivités territoriales concernées) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport annuel au Parlement sur l'évolution des concours financiers de l'État à la SNCF) (p. 991)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-Claude Gayssot (participation des entreprises privées bénéficiant du transport ferroviaire au financement de la SNCF) (p. 992)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Gayssot (fonctionnement du Service national des messageries de la SNCF et statut de ses personnels) (p. 992)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 994)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jean-Claude Gayssot (organisation conjointe des régions concernées et de la SNCF pour assurer les services de transports régionaux de voyageurs) (p. 994)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Claude Gayssot (délimitation des services régionaux de voyageurs après consultation des collectivités territoriales concernées) (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Claude Gayssot (compensation forfaitaire versée par l'État aux régions au titre du transport ferroviaire assuré par la SNCF) (p. 996)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Claude Gayssot (fixation des tarifs des services régionaux de voyageurs par la SNCF) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Jacques Filleul (tarifs des services régionaux de voyageurs fixés en respectant le cadre général de la tarification de la SNCF) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Jacques Filleul (tarifs sociaux pratiqués sur les services régionaux faisant l'objet de l'expérimentation placés sous la responsabilité de l'État) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Jacques Filleul (préservation de la cohérence du réseau ferré national sur l'ensemble du territoire) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Filleul (accessibilité de la SNCF à l'ensemble du réseau ferroviaire) (p. 998)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité tarifaire sur l'ensemble du territoire national) (p. 998)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-Claude Gayssot (contrôle de la bonne utilisation de la compensation prévue par les chambres régionales des comptes) (p. 998)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration de la taxe perçue au profit du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables) (p. 999)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration du niveau du versement "transports" au profit des collectivités locales) (p. 1000)

Article 15 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 1001)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 1001)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Claude Gayssot (réactualisation du barème de la taxe à l'essieu) (p. 1002)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la date du 1er janvier 1997 pour l'application de la présente loi) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Claude Gayssot (date d'application de la présente loi fixée au 1er janvier 1998) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la rétroactivité de la présente loi) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean-Jacques Filleul (exercice par la SNCF, à titre transitoire, pour elle-même des missions de service public et non pour le compte de Réseau ferré de France) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la référence aux missions dévolues au nouvel établissement) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Jacques Filleul (élaboration du schéma du réseau ferroviaire) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 1004)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport au Parlement sur la situation économique, financière et sociale des entreprises de transport routier de marchandises) (p. 1005)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport au Parlement sur les distorsions de concurrence entre transports routiers et transports ferroviaires de marchandises) (p. 1006)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration des recettes fiscales de l'État par une augmentation de la fiscalité des primes d'assurance-vie) (p. 1006)

Article 16 (rapport d'évaluation au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 1007)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne l'assainissement financier de la SNCF) (p. 1007)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard des spécificités des régions concernées) (p. 1008)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard de la situation financière des régions concernées) (p. 1008)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne la consistance du réseau dans les régions concernées) (p. 1009)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard de l'accessibilité au réseau dans les régions concernées) (p. 1010)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Rémy Auchedé (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne la situation de l'emploi à la SNCF) (p. 1010)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au regard du développement du transport ferroviaire et du transport combiné) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Rémy Auchedé (rapport d'étape) (p. 1011)

Franck MARLIN

Essonne (2ème circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République
Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14530)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2808 relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote (p. 6124)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 6124)

Alain MARSAUD

Haute-Vienne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome III : Intérieur (sécurité civile) (n° 3034) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3278 relative à la constitution d'un fichier national des empreintes génétiques destiné à l'identification des auteurs de crimes et délits sexuels commis sur des enfants mineurs de quinze ans [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3279 instituant un plan d'épargne étudiants [20 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Délinquance et criminalité. Peines. Application, prévention de la récidive, crimes sexuels [25 février 1997] (p. 1316)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1404, posée le 4 mars 1997. Hôpitaux et cliniques. CHU (p. 1621, 1622). Appelée le 11 mars 1997. Financement, Limoges (p. 1776 à 1778)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) (p. 5203)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Chevènement (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Son amendement n° 103 corrigé (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) : retiré (p. 5214)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (limitation du recours à la détention provisoire pour

les infractions passibles de peines d'emprisonnement supérieures à trois ans) : rejeté (p. 5218)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5240)

Son amendement n° 104 (indemnisation des mises en examen abusives) : rejeté (p. 5242)

Après l'article 5 bis

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (durée maximale de l'instruction) : adopté (p. 5246)

Article 7 (référé - liberté)

Son amendement n° 105 (compétence du président de la chambre d'accusation) : retiré (p. 5247)

Après l'article 7

Son amendement n° 106 (contrôle judiciaire assorti du versement d'une caution) : rejeté (p. 5247)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7347)

Avant l'article 1er AA

Son amendement n° 19 précédemment réservé : non soutenu (p. 7355)

Après l'article 1er AA

Son amendement n° 20 précédemment réservé : non soutenu (p. 7355)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1996] (p. 8606)

Son intervention (p. 8610)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence en matière de perquisitions de nuit (p. 8610)

Magistrats : juge d'instruction : attributions en matière de terrorisme (p. 8610)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Procédure des questions :

Patrimoine : restauration : délai d'engagement des autorisations de programme (p. 6416)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : ligne Paris-Limoges-Brive-Toulouse (p. 6501)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6779)

Thème avant la procédure des questions :

Sécurité civile (p. 6779, 6780)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8491)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8492)

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8492)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1408)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Son amendement n° 295 : non soutenu (p. 684)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Article 8 (comptes de campagne des membres du Gouvernement, des titulaires d'une fonction exécutive locale et des élus)

Son amendement n° 45 rectifié soutenu par M. André Damien (prohibition de l'utilisation de moyens au titre des fonctions de président ou vice-président de conseil régional ou général, de maire ou de maire-adjoint d'une commune de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 2655)

Jean MARSAUDON

Essonne (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1405, posée le 4 mars 1997. Professions paramédicales. Infirmiers et infirmières en psychiatrie (p. 1622). Appelée le 11 mars 1997. Diplôme d'État, conditions d'attribution (p. 1778, 1779)

DÉBATS

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son amendement n° 34 : non soutenu (p. 8575)

Son amendement n° 35 (remise d'une attestation de départ, pouvoirs de vérification du maire) : devenu sans objet (p. 8578)

Son amendement n° 37 : non soutenu (p. 8580)

Son amendement n° 36 corrigé : non soutenu (p. 8580)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Après l'article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Son amendement n° 33 deuxième correction : non soutenu (p. 8621)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 38 (suppression de la référence à la polygamie) : devenu sans objet (p. 8641)

Christian MARTIN

Maine-et-Loire (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Poissons. Protection contre les cormorans [29 octobre 1996] (p. 6157)

Défense. Gendarmerie. Équipements, gilets pare-balles, véhicules blindés [15 avril 1997] (p. 2456)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Thèmes avant la procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : dépenses et recettes, subvention d'équilibre (p. 5918)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5918)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5918)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Armée de terre : musée des Goums de Saumur : déménagement vers Montpellier (p. 6589)

Gendarmerie : compagnie de gendarmerie d'Angers (p. 6589)

Industries d'armement : Délégation générale à l'armement : établissement technique d'Angers (p. 6589)

Industries d'armement : service technique des systèmes d'armement terrestre de Paris : transfert à Angers (p. 6589)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 6694)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6694)

Logement social : logements HLM : surloyer (p. 6694, 6695)

Organismes et structures : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 6694)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : activité : relance par la baisse de la TVA ; déductibilité des dépenses effectuées dans la résidence principale (p. 7046)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7860)

Son intervention (p. 7878)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : emploi précaire : résorption (p. 7878, 7879)

Philippe MARTIN

Marne (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5918)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : pensionnés : gratuité des soins : prise en charge par le ministère de la santé (p. 7013)

Patrice MARTIN-LALANDE

Loir-et-Cher (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 11 octobre 1996] (p. 14944)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'économie et des finances et de

M. le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace [J.O. du 14 novembre 1996] (p. 16607)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

Rapporteur de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1322, posée le 28 janvier 1997. Environnement. Poissons (p. 475). Appelée le 4 février 1997. Protection contre les cormorans (p. 705 à 707)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Son intervention (p. 6378)

Thèmes avant la procédure des questions :

Presse : éditions multimédia (p. 6378)

Presse : journalistes : suppression de l'abattement fiscal supplémentaire de 30 % (p. 6378)

Presse : regroupement et recapitalisation (p. 6378)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Procédure des questions :

Animaux : cormorans de Sologne (p. 6437)

Communautés européennes et Union européenne : directive "Natura 2000" (p. 6438)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : site de Salbris : plan de charge (p. 6585, 6586)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Sports : Coupe du monde du football de 1998 : mesures de sécurité (p. 6773)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Ordre public : gens du voyage (p. 6827)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 67

Son amendement n° 211 : non soutenu (p. 7164)

Son amendement n° 213 corrigé soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (application du taux réduit de la TVA aux CD-ROM) : rejeté (p. 7166)

Son amendement n° 212 corrigé : non soutenu (p. 7168)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7610)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (p. 7610)

Personnes âgées : hospices : maisons de retraite : médicalisation des lits (p. 7610)

Personnes âgées : maintien à domicile : création de lits de soins infirmiers à domicile (p. 7610)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 3 (conventions facultatives conclues entre le département et certains organismes pour assurer l'instruction et le suivi de la prestation)

Son amendement n° 170 : non soutenu (p. 7717)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 171 (maintien à 250 000 F du seuil de récupération) : devenu sans objet (p. 7735)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 564)

Thèmes :

Associations : cotisations sociales des engagés volontaires en milieu associatif (p. 565)

Fonctionnaires et agents publics : accès à la fonction publique (p. 565)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 565)

Service national : volontariat (p. 565)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 11 ter (prise en compte de la réforme du service national dans le code de la sécurité sociale)

Son amendement n° 90 soutenu par M. René Galy-Dejean (prise en compte du volontariat dans le code de la sécurité sociale) : adopté (p. 2344)

Henriette MARTINEZ

Hautes-Alpes (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Chauffeurs routiers. Grève de novembre 1996, conséquences, indemnisation [3 décembre 1996] (p. 7855)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Procédure des questions :

Administration : réforme de l'État (p. 5829)

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : indemnité spéciale montagne (p. 5941)

Organismes et structures : service de restauration des terrains de montagne : crédits (p. 5944)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6885)

Son intervention (p. 6895)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : Afrique : démographie (p. 6895)

Affaires étrangères : Afrique : généralités (p. 6895)

Coopération et développement : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 6895)

Proposition de loi n° 3203 tendant à améliorer les conditions de vie des familles monoparentales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 178)

Son intervention (p. 183)

Thèmes :

Enfants : exclusion sociale : échec scolaire (p. 183)

Famille : allocation de parent isolé (API) (p. 183)

Familles monoparentales : démographie : statistiques (p. 183)

Familles monoparentales : formation professionnelle du parent isolé (p. 184)

Familles monoparentales : protection maternelle et infantile : accueil et orientation : guichet unique (p. 184)

Familles monoparentales : situation de pauvreté : chômage (p. 183)

Logement et habitat : HLM : priorité d'attribution aux parents isolés (p. 183)

Logement et habitat : récupération des loyers impayés auprès du débiteur défaillant de la pension alimentaire (p. 183)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1824)

Thèmes :

Élections et référendums : candidatures des femmes : rôle des partis politiques (p. 1825)

Élections et référendums : quotas pour les femmes : incitations à la parité (p. 1825)

Élections et référendums : statut de l'élu (p. 1825)

Femmes : droit de vote (p. 1824)

Femmes : scolarité (p. 1825)

Jacques MASDEU-ARUS

Yvelines (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

Vice-président de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3204 instaurant la prise en charge par les employeurs des abonnements des autoroutes à péage [5 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Réglementation. Covoiturage [16 octobre 1996] (p. 5439)

DÉBATS

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1411)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2374)

Son intervention (p. 2379)

Thèmes :

DOM-TOM : Commission départementale des mines (p. 2379)

DOM-TOM : Guyane (p. 2379)

Mines et carrières : titres miniers (p. 2379)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2384)

Article 5 (dispositions adaptant le code minier aux départements d'outre-mer)

Article 68 du code minier : conditions d'attribution

Soutient l'amendement n° 1 rectifié de M. Léon Bertrand (superficie minimale des autorisations d'exploitation) : retiré (p. 2389)

Article 68-8 du code minier : superposition de titres

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de M. Léon Bertrand (objectif de maintien de l'équilibre entre artisans et sociétés multinationales) : retiré (p. 2391)

Article 68-9 du code minier : conditions d'attribution

Soutient l'amendement n° 3 de M. Léon Bertrand (conditions d'attribution du permis d'exploitation) : retiré (p. 2391)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 11 (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle rémunérée)

Son intervention (p. 2742)

Après l'article 11

Soutient le sous-amendement n° 769 de M. Yves Van Haecke (rédactionnel) à l'amendement n° 752 du Gouvernement (expérimentation de la possibilité, pour les bénéficiaires du RMI depuis plus de trois ans, de cumuler l'allocation avec le revenu d'une activité professionnelle) : adopté (p. 2751)

Marius MASSE

Bouches-du-Rhône (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Jean-Louis MASSON

Moselle (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3029 instaurant un mode de scrutin par région pour les élections européennes [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3072 limitant la durée de perception du RMI par les ressortissants étrangers, instaurant une obligation d'activité d'utilité générale pour les RMIstes de longue durée et favorisant les moyens dynamiques de traitement social du chômage (cas des contrats CES) par rapport à l'assistanat passif (cas du RMI) [29 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3086 permettant aux contribuables des collectivités territoriales d'agir en justice en leur nom lorsque leur intérêt direct ou indirect est en cause [29 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3205 précisant la notion de dépenses engagées pour une campagne électorale [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3206 interdisant l'importation, l'élevage, le trafic et la détention de pittbulls sur le territoire français [5 décembre 1996]

Proposition de résolution n° 3333 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes d'alimentation en eau potable des communes du bassin sidérurgique et minier en Lorraine du Nord [6 février 1997]

Proposition de loi n° 3360 tendant à instituer des suppléants pour les conseillers généraux [20 février 1997]

Proposition de loi n° 3361 relative à l'ouverture dominicale des magasins dans le département de la Moselle [20 février 1997]

Proposition de résolution n° 3451 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie automobile française [19 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Coopération et développement. Afrique. Région des grands lacs, pays francophones [11 décembre 1996] (p. 8254)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1177, posée le 8 octobre 1996. Justice. Question non appelée (p. 5224)

n° 1368, posée le 19 février 1997. Culture. Question non appelée (p. 1181)

n° 1410, posée le 11 mars 1997. Environnement. Question non appelée (p. 1841)

n° 1471, posée le 15 avril 1997. Justice. Question non appelée (p. 2505)

DÉBATS

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Après l'article 10

Ses amendements n°s 70, 71 et 72 : non soutenus (p. 8682)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1833)

Thèmes :

Élections et référendums : cumul des mandats (p. 1834)

Élections et référendums : incitations financières à la participation des femmes (p. 1834)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Après l'article 3

Son amendement n° 1 (répartition du temps d'antenne lors des consultations électorales) : rejeté (p. 2076)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2629)

Son intervention (p. 2641)

Thèmes :

Élections et référendums : contrôle des comptes de campagne (p. 2641)

Élections et référendums : inéligibilité (p. 2641)

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 42 (alignement de la durée de privation des droits civiques sur la durée des mandats locaux) : retiré (p. 2643)

Article 1er (interdiction de l'affichage électoral en dehors des emplacements réservés)

Son intervention (p. 2644)

Son amendement n° 3 (de suppression) : rejeté (p. 2644)

Son amendement n° 4 (interdiction de l'affichage sur des supports payants pendant les trois mois précédant le scrutin) : retiré (p. 2645)

Article 2 (utilisation de la publicité à des fins électorales)

Son amendement n° 5 (interdiction de la publicité pendant le mois précédant le scrutin) : adopté (p. 2645)

Son amendement n° 7 (de précision) : retiré (p. 2645)

Son amendement n° 23 (rédactionnel) : retiré (p. 2646)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Bruno Retailleau (extension à l'Union européenne de l'interdiction de la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités territoriales) : rejeté (p. 2646)

Article 3 (durée de la période électorale)

Son intervention (p. 2647)

Son amendement n° 8 (durée réduite de six à quatre mois) : retiré (p. 2649)

Article 4 (interdiction de l'insertion de messages publicitaires au profit de personnes morales dans les documents publiés par les candidats ou pour leur compte)

Son amendement n° 9 (réduction de la période pendant laquelle les documents publiés par ou pour le candidat ne peuvent comporter de messages publicitaires au profit de personnes morales) : retiré (p. 2649)

Soutient l'amendement n° 44 de M. Bruno Retailleau (interdiction de l'intervention de l'Union européenne dans les campagnes électorales françaises) : rejeté (p. 2649)

Après l'article 5

Son amendement n° 10 (réduction de moitié du remboursement forfaitaire aux listes pour les élections régionales ne comportant pas au moins un tiers de candidats de chaque sexe) : retiré (p. 2651)

Son amendement n° 36 (suppression de l'assimilation des comités de soutien aux partis politiques) : adopté (p. 2652)

Article 6 (dépenses des remplaçants des candidats aux élections législatives)

Son intervention (p. 2652)

Son amendement n° 12 (de suppression) : retiré (p. 2653)

Article 7 (comptes de campagne de candidats à plusieurs élections simultanées ou rapprochées dans le temps)

Son amendement n° 13 (rédactionnel) : retiré (p. 2653)

Son amendement n° 14 : retiré (p. 2653)

Article 8 (comptes de campagne des membres du Gouvernement, des titulaires d'une fonction exécutive locale et des élus)

Son intervention (p. 2653)

Son amendement n° 22 rectifié (de précision) : retiré (p. 2654)

Article 10 (suppression de l'interdiction de diffuser des tracts pendant la campagne électorale officielle)

Son amendement n° 15 (abrogation de l'article L. 215 du code électoral relatif à l'interdiction de l'utilisation de l'argent public dans les campagnes électorales) : retiré (p. 2658)

Avant l'article 11

Son amendement n° 21 rectifié (interdiction de la réalisation de sondages durant les vingt jours précédant une élection) : rejeté (p. 2659)

Proposition de loi organique n° 3445 relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 avril 1997] (p. 2629)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 3445 relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés et de la proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales (voir Élections et référendums 3442)

Discussion de l'article unique [17 avril 1997] (p. 2642)

Article unique (inéligibilité des candidats à l'élection des députés)

Son intervention (p. 2642)

Après l'article unique

Son amendement n° 1 (impossibilité de mettre fin à une situation de cumul en démissionnant du mandat ou de la fonction acquis en dernier lieu) : retiré (p. 2643)

Philippe MATHOT

Ardennes (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

Président de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Publicité. Publicité mensongère, lutte et prévention [3 décembre 1996] (p. 7858)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1243, posée le 10 décembre 1996. Politique extérieure. UNICEF (p. 8220). Appelée le 17 décembre 1996. Contribution de la France, perspectives (p. 8403, 8404)

n° 1440, posée le 18 mars 1997. Transports. Aviation légère (p. 2018). Appelée le 25 mars 1997. ULM, réglementation (p. 2219, 2220)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste contre les accusations portées par M. Julien Dray à l'encontre de députés de la majorité issus du monde de l'entreprise qui auraient exercé leurs fonctions de façon malhonnête et demande au président de porter ces faits à la connaissance de la Conférence des présidents [14 janvier 1997] (p. 70)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 9

Son amendement n° 14 (suppression du régime d'exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des entreprises nouvelles) : rejeté (p. 5608)

Son amendement n° 13 (suppression du régime d'exonération de l'imposition forfaitaire annuelle en faveur des entreprises dont le capital est constitué pour moitié en apports en numéraires) : retiré (p. 5609)

Son amendement n° 15 (suppression de la dispense du versement des acomptes de l'impôt sur les sociétés accordée aux entreprises nouvelles) : retiré (p. 5610)

Après l'article 13

Son amendement n° 16 précédemment réservé : non soutenu (p. 5714)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : chartes de développement local (p. 7054, 7055)

Commerce et artisanat : aides à la création (p. 7054)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Procédure des questions :

Énergie : pays de l'Est : sûreté nucléaire (p. 7091)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 71

Ses amendements n°s 244 corrigé, 243 corrigé et 245 corrigé : non soutenus (p. 7190)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Après l'article 10

Son amendement n° 40 soutenu par M. Rudy Salles (contrôle auprès des loueurs de matériel) : rejeté (p. 8379)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 44)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 janvier 1997] (p. 70)

Didier MATHUS

Saône-et-Loire (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 10 décembre 1996] (p. 18036)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Vice-président de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 février 1997] (p. 2821)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3434 tendant à éviter la concentration de capital par un même opérateur au sein d'une entreprise audiovisuelle et à restreindre l'accès aux marchés publics pour les sociétés contrôlant des médias [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Frais d'analyses. Amniocentèses [9 octobre 1996] (p. 5271)

Ordre public. Manifestations. Réunion organisée par le Front national, service d'ordre, Monceau-les-mines [30 octobre 1996] (p. 6248)

Audiovisuel. SFP. Privatisation, conséquences [12 novembre 1996] (p. 6793)

Audiovisuel. France 2. Financement, recettes publicitaires [10 décembre 1996] (p. 8183)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1235, posée le 3 décembre 1996. Énergie. Charbon : houillères du Centre-Midi (p. 7913). Appelée le 10 décembre 1996. Patrimoine, gestion, conséquences, Montceau-les-Mines (p. 8166, 8167)

n° 1474, posée le 15 avril 1997. Industrie. Question non appelée (p. 2505)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Son intervention (p. 6371)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel : secteur public : dotation budgétaire (p. 6371)

Audiovisuel : secteur public : mise en place à la tête des chaînes de directions soumises au Gouvernement : impartialité des journalistes (p. 6373)

Collectivités territoriales : prise en charge de l'entretien des émetteurs de TDF (p. 6373)

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : accroissement des pouvoirs (p. 6373)

Presse : aides à la presse écrite : taxe sur la publicité audiovisuelle (p. 6372)

Presse : journalistes : suppression de l'abattement fiscal supplémentaire de 30 % (p. 6370)

Télévision : France 2 : rémunération des animateurs-producteurs (p. 6371)

Télévision : France Télévision : augmentation des ressources publicitaires (p. 6371)

Télévision : La Sept-Arte et La Cinquième : réduction budgétaire : rapprochement (p. 6371)

Télévision : télévision numérique : Télédiffusion par satellite (TPS) (p. 6372)

Télévision : TF 1 et M 6 : augmentation des recettes publicitaires (p. 6371)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 2045) : rejetée (p. 2051)

Thèmes :

Audiovisuel : secteur public : ressources : publicité (p. 2045)

Radiodiffusion : attribution des fréquences sur la bande FM (p. 2047)

Télévision : bouquets numériques et analogiques : dispositif anti-concentration (p. 2049)

Télévision : câble (p. 2046)

Télévision : canal parlementaire (p. 2048)

Télévision : chaînes locales : décrochages locaux : écrans publicitaires (p. 2046)

Télévision : diffusion cryptée : décodage (p. 2049)

Télévision : France Télévision : diffusion sur le bouquet TPS (p. 2046)

Télévision : nouvelles technologies : réception par satellites et numérique (p. 2046)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2047)

Télévision : télévision éducative (p. 2047)

Télévision : TF 1 (p. 2045)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 1er (pouvoir de recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Son amendement n° 164 soutenu par Mme Frédérique Bredin (de suppression) : rejeté (p. 2070)

Article 3 (consultation du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 165 corrigé : devenu sans objet (p. 2074)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (répartition du temps d'antenne lors des consultations électorales) (p. 2076)

Article 4 (mission du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière d'éthique des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Georges Hage (suppression de la signalétique des émissions transmises) (p. 2078)

Après l'article 4

Son amendement n° 166 (fixation par décret de la liste des émissions sportives ne pouvant être cryptées) : devenu sans objet (p. 2081)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 155 corrigé de M. Louis de Broissia (retrait d'autorisation d'émettre en radiodiffusion) (p. 2085)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Son amendement n° 167 (limitation de la durée des droits d'exclusivité) : rejeté (p. 2087)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Dominique Paillé (interdiction de la publicité sur les chaînes cryptées) (p. 2092)

Article 7 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision disposés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Laurent Dominati (interdiction des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Intervient sur l'amendement n° 65 deuxième rectification de M. Louis de Broissia (autorisation partielle par décret des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Après l'article 7

Son amendement n° 169 (reconduction de l'autorisation) : rejeté (p. 2098)

Son amendement n° 168 (limitation à la reconduction automatique de l'autorisation d'émettre) : rejeté (p. 2099)

Article 7 bis (procédure de reconduction des autorisations d'usage de fréquences pour un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 170 (de précision) : rejeté (p. 2099)

Article 7 quater (procédure d'autorisation d'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 82 (définition des catégories de services) : rejeté (p. 2102)

Son amendement n° 84 (radios associatives ou indépendantes) : rejeté (p. 2105)

Article 7 quinquies (modification des caractéristiques d'un service autorisé de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 171 (délai de réponse du CSA) : rejeté (p. 2107)

Après l'article 7 quinquies

Son amendement n° 172 (conventionnement des bouquets satellitaires) : rejeté (p. 2108)

Article 8 (régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusé par satellite)

Son amendement n° 174 (fixation d'une dépense minimale pour les obligations de production) : rejeté (p. 2111)

Article 10 (dispositions limitant la concentration)

Son amendement n° 175 (plafonnement à 25 % du maximum des parts détenues par un seul opérateur) : rejeté (p. 2116)

Après l'article 10

Son amendement n° 176 (fermeture des marchés publics pour les entreprises détenant au moins 10 % des parts dans une société de presse audiovisuelle) : rejeté (p. 2117)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Son amendement n° 177 rectifié (interdiction des contrats d'exclusivité entre les chaînes publiques et les bouquets satellitaires) : rejeté (p. 2137)

Son amendement n° 178 soutenu par Mme Frédérique Bredin (seuil réservé sur les bouquets numériques aux services indépendants français porté à 30 %) : rejeté (p. 2138)

Article 12 (conditions d'exploitation des systèmes d'accès sous condition)

Son amendement n° 179 soutenu par Mme Frédérique Bredin (délai d'un an pour compatibilité des terminaux et des systèmes) : rejeté (p. 2140)

Article 16 (fusion de La Cinquième avec la Sept/Arte)

Son amendement n° 180 (suppression de la mention relative aux deux directeurs) : rejeté (p. 2149)

Son amendement n° 181 (composition du conseil d'administration) : devenu sans objet (p. 2151)

Son amendement n° 182 (diffusion de copies de programmes aux établissements de formation) : retiré (p. 2152)

Article 16 bis (chaîne parlementaire et civique)

Son amendement n° 183 (de suppression) : rejeté (p. 2155)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2384)

Après l'article 10

Son amendement n° 24 soutenu par M. Jean-Pierre Kucheida (indemnisation des biens dépréciés par les dégâts miniers) : rejeté (p. 2395)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (indemnisation des biens dépréciés lors de la première mutation) : rejeté (p. 2395)

Jean-François MATTEI

Bouches-du-Rhône (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E-587) (n° 2935) [2 octobre 1996]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 17 octobre 1996] (p. 15253)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2935) sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM (95) 661 final/ n° E 587) [2 octobre 1996] (n° 3006)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine [15 janvier 1997] (n° 3291)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2935 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E 587)

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1996] (p. 5329)

Son intervention (p. 5329)

Thèmes :

Biotechnologie : brevets (p. 5329)

Biotechnologie : compétitivité de l'Europe face aux États-Unis et au Japon (p. 5329)

Communautés européennes et Union européenne : proposition de directive relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques du 13 décembre 1995 (COM 95-661 final) (p. 5329)

Conseil constitutionnel : décision du 27 juillet 1994 sur la sauvegarde de la dignité de la personne humaine et la non patrimonialité du corps humain (p. 5230)

Éthique : gratuité des dons (p. 5330)

Éthique : non patrimonialité du corps et des produits humains (p. 5330)

Éthique : non-brevetabilité des gènes humains (p. 5330)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Patrick Trémège (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) : adopté (p. 7391)

Article 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Patrick Trémège (prise en compte de la protection de la santé dans les choix relatifs aux infrastructures) : adopté (p. 7479)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Son intervention (p. 1099)

Thèmes :

Administration : Agence de sécurité sanitaire ou service public de l'hygiène alimentaire : création (p. 1100)

Environnement : qualité de l'air (p. 1100)

Santé publique : sécurité alimentaire (p. 1099, 1100)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1874)

Son intervention (p. 1879)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : transposition d'une directive (p. 1879)

Responsabilité civile : régime de la réparation (p. 1880)

Vie, médecine et biologie : produits du corps humain (p. 1880)

Discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1914)

Article 4 (définition du produit)

Son amendement n° 3 (exclusion des éléments du corps humain et de ses éléments dérivés) : adopté (p. 1914)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 1880)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Denis Jacquat (malades atteints du Sida) : retiré (p. 2784)

Pierre MAZEAUD

Haute-Savoie (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration (n° 3103) [20 novembre 1996]

Rapporteur du projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte (n° 3155) [21 novembre 1996]

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton (n° 3156) [21 novembre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17809)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire [J.O. du 11 décembre 1996] (p. 18157)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales (n° 3442) [19 mars 1997]

Rapporteur de la proposition de loi organique relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés (n° 3445) [19 mars 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 21 mars 1997] (p. 4463)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

1. Portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation, de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton,

2. Portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte [28 novembre 1996] (n° 3167)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 3103) portant diverses dispositions relatives à l'immigration [5 décembre 1996] (n° 3217)

Proposition de loi n° 3272 relative à la mise en cause des exécutifs régionaux [20 décembre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3334), portant diverses dispositions relatives à l'immigration [25 février 1997] (n° 3377)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales [13 mars 1997]

Proposition de loi organique n° 3445 relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés [13 mars 1997]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration [20 mars 1997] (n° 3461)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. la proposition de loi organique (n° 3445) relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés,

2. la proposition de loi (n° 3442) tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales [27 mars 1997] (n° 3476)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communautés européennes et Union européenne. Parlement européen. Immigration clandestine, résolution, conséquences [2 octobre 1996] (p. 5056)

Voirie. Autoroutes. Liaison Annemasse Thonon, construction, perspectives [15 avril 1997] (p. 2451)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au ministre de l'environnement de confirmer que le Sénat a bien adopté l'article premier du projet de loi dans la rédaction de l'Assemblée nationale [20 novembre 1996] (p. 7357)

Condamne l'organisation des débats et demande le renvoi au mardi 25 mars de la discussion des trois textes de loi inscrits à l'ordre du jour [20 mars 1997] (p. 2197 à 2200)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2902 créant une formation d'admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5091)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 5097)

Thème :

Parlement : commission des lois : conditions de réunion (p. 5097)

Proposition de résolution n° 2968 modifiant le règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5106)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5108)

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Ses interventions en qualité de président de la commission des lois (p. 5110, 5117)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 5198)

Thèmes :

Justice : juge d'instruction : condition d'ancienneté (p. 5117)

Procédure pénale : rapport Rassat (p. 5111)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) (p. 5201, 5205)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Reprend l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5237) : adopté (p. 5241)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5239)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Marsaud (indemnisation des mises en examen abusives) (p. 5242)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (durée maximale de l'instruction) (p. 5246)

Intervient sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (appel des ordonnances du juge d'instruction tendant à la poursuite de l'information) (p. 5246)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7347)

Article 5 ter (durée maximale d'un an pour le dépôt de l'ordonnance de placement en détention provisoire par le juge d'instruction)

Intervient sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (de suppression) (p. 7355)

Projet de loi n° 2596 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des Communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des Communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 1996] (p. 5312)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (procédures de répartition effectuées par les sociétés civiles - délais de prescription) (p. 5318)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (procédures de répartition effectuées par les sociétés civiles - délais de prescription) (p. 5318)

Proposition de résolution n° 2935 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E 587)

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1996] (p. 5329)

Son intervention (p. 5330)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : compétence en matière des droits de propriété intellectuelle sur des produits marchands (p. 5330)

Communautés européennes et Union européenne : proposition de directive relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques du 13 décembre 1995 (COM 95-661 final) (p. 5330)

Conseil constitutionnel : décision du 27 juillet 1994 sur la sauvegarde de la dignité de la personne humaine et la non patrimonialité du corps humain (p. 5330)

Constitution : article 88-4 (p. 5331)

Droits de l'homme et libertés publiques : compétence exclusive des autorités nationales (p. 5331)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Son intervention (p. 6763)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : comité international olympique (p. 6763)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7357) ; [21 novembre 1996] (p. 7380)

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 novembre 1996] (p. 7357)

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 18 bis (réalisation d'itinéraires cyclables)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 7483)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 158 du Gouvernement (représentativité des syndicats de fonctionnaires - élections professionnelles) (p. 7942)

Projet de loi n° 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Son intervention (p. 7993)

Thèmes :

DOM-TOM : loi pénale : extension (p. 7994)

DOM-TOM : Mayotte : statut général des fonctionnaires (p. 7994)

Projet de loi n° 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7996)

Discussion générale commune des projets de loi n°s 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte, 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton et 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale (voir DOM-TOM 3157)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7996)

Article 1er (ratification de deux ordonnances du 28 mars 1996)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté (p. 7996)

Article 2 quinquies (procédure pénale - enfance délinquante)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 7998)

Titre

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi de ratification des ordonnances prises en matière pénale pour Mayotte et les territoires d'outre-mer") : adopté (p. 7999)

Projet de loi n° 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Discussion générale commune des projets de loi n°s 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte, 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton et 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale (voir DOM-TOM 3157)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7999)

Article 1er (ratification)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (coordination) : adopté (p. 7999)

Après l'article 10

Son amendement n° 2 (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélémy) : adopté après rectification et modifications (p. 8004)

Soutient le sous-amendement n° 5 de la commission (de précision) à son amendement n° 2 : adopté (p. 8005)

Son amendement n° 3 (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Martin) : adopté après rectification et modifications (p. 8004)

Soutient le sous-amendement n° 6 de la commission (de précision) à son amendement n° 3 : adopté (p. 8004)

Titre

Son amendement n° 4 (nouveau titre) : adopté (p. 8004)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8429)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8436)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Georges Sarre (p. 8570)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission d'enquête sur l'immigration clandestine (p. 8430)

Conseil constitutionnel (p. 8430, 8431)

Étrangers : droit du sol (p. 8436, 8437)

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8429, 8430)

Étrangers : régularisations (p. 8430, 8431, 8436)

Étrangers : rétention administrative (p. 8431, 8436)

Police : certificat d'hébergement (p. 8430, 8431, 8436)

Police : contrôle des véhicules (p. 8430, 8436)

Police : travail clandestin (p. 8430, 8436)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. André Gerin (droits fondamentaux des étrangers) (p. 8570)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Bruno Retailleau (titres de séjour) (p. 8571)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Pierre Bernard (titres de séjour) (p. 8571)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8574)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Julien Dray (compétence du préfet en matière de délivrance des certificats d'hébergement) (p. 8575)

Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de M. Jean-Marie André (conditions applicables à l'hébergeant) (p. 8576)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (conditions applicables à l'hébergeant) : rejeté (p. 8576)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Julien Dray (information de l'administration par l'hébergeant) (p. 8577)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (information de l'administration par l'hébergeant) : adopté (p. 8578)

Intervient sur le sous-amendement n° 288 de M. Julien Dray (modalités d'information de l'autorité compétente) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 8578)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 de M. Thierry Mariani (délai de notification) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 8578)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Julien Dray (non-application du dispositif aux parents proches) (p. 8578)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Marie André (fichier des hébergeants) (p. 8578)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Marie André (obligation pour l'hébergeant de souscrire des assurances couvrant l'hébergé) (p. 8579)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (précisions rédactionnelles) : adopté (p. 8580)

Intervient sur le sous-amendement n° 289 de M. Julien Dray (précision relative à la notion de détournement de procédure) à l'amendement n° 89 de la commission (p. 8580)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (visites des agents de l'office des migrations internationales) : adopté (p. 8580)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Marie André (visites des agents de l'office des migrations internationales) (p. 8580)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Marie André (augmentation de la taxe redevable par l'hébergeant) (p. 8580)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Marie André (cas de refus de délivrance des certificats d'hébergement) (p. 8581)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Julien Dray (motivation des décisions du maire en matière d'hébergement) (p. 8581)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de constitution d'un fichier des hébergeants) (p. 8583)

Article 2 (champ d'application de la procédure du contrôle de la régularité du séjour)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8584)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Christian Vanneste (modalités de collecte et de conservation des documents des étrangers par les services consulaires) (p. 8585)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8586)

Article 8-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Julien Dray (précisions relatives à la saisie des documents de voyage) (p. 8587)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8587)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (mention de la date de retenue des documents sur le justificatif remis à l'étranger) : adopté (p. 8587)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Julien Dray (mentions relatives à l'agent de police et aux faits ayant motivé le retrait du passeport) (p. 8587)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Julien Dray (mentions figurant sur le récépissé de retrait de passeport) (p. 8588)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Julien Dray (intervention du président du tribunal de grande instance en cas de fouille des véhicules) (p. 8618)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8618)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (application du dispositif à l'ensemble des véhicules) (p. 8619)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (durée maximale d'immobilisation du véhicule) : adopté (p. 8619)

Intervient sur le sous-amendement n° 291 de M. Julien Dray (durée maximale d'immobilisation du véhicule) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 8619)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Thierry Mariani (durée maximale d'immobilisation du véhicule) (p. 8619)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Thierry Mariani (durée d'immobilisation après 22 heures) (p. 8619)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Julien Dray (contenu de l'autorisation délivrée par le procureur) (p. 8620)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (établissement d'un procès-verbal) : adopté (p. 8620)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (suppression de dispositions inutiles) : adopté (p. 8620)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Julien Dray (suppression de dispositions inutiles) (p. 8620)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Léon Bertrand (application du dispositif permettant la fouille des véhicules en Guyane) (p. 8621)

Intervient sur le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (suppression d'une disposition inutile) à l'amendement n° 115 de M. Léon Bertrand (p. 8621)

Après l'article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (extension des contrôles aux zones portuaires) (p. 8621)

Intervient sur l'amendement n° 76 de Mme Suzanne Sauvaigo (extension des contrôles aux zones portuaires) (p. 8621)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (fichier des empreintes digitales) (p. 8623)

Intervient sur le sous-amendement n° 207 de M. Charles de Courson (informatisation du fichier) à l'amendement n° 98 de la commission (p. 8622)

Intervient sur le sous-amendement n° 292 de M. Julien Dray (modalités de constitution et de consultation du fichier) à l'amendement n° 98 de la commission (p. 8623)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Philibert (modalités de consultation du fichier) (p. 8623)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Gérard Léonard (modalités de consultation du fichier) (p. 8623)

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Marie André (constitution et consultation d'un fichier des empreintes digitales des étrangers) (p. 8623)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Christian Vanneste (suppression du pouvoir discrétionnaire des préfets en matière de délivrance des titres de séjour) (p. 8623)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Bruno Retailleau (suppression de la carte de séjour de dix ans) (p. 8623)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Pierre Bernard (suppression de la carte de séjour de dix ans) (p. 8623)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. François Guillaume (retrait de la carte de séjour en cas de travail sans autorisation) (p. 8624)

Intervient sur le sous-amendement n° 293 du Gouvernement (retrait de la carte de séjour temporaire à l'employeur en infraction) à l'amendement n° 123 de M. François Guillaume (p. 8624)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Christian Vanneste (retrait de la carte de séjour en cas de travail sans autorisation) (p. 8624)

Intervient sur l'amendement n° 124 deuxième correction de M. François Guillaume (retrait de la carte de résident de l'employeur en infraction) (p. 8625)

Intervient sur l'amendement n° 173 corrigé de M. Christian Vanneste (retrait de la carte de résident de l'employeur en infraction) (p. 8625)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Marie André (de suppression) (p. 8625)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de M. André Gerin (cas de délivrance de titres de séjour de plein droit) (p. 8626)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8626)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Julien Dray (possibilité de régularisation des étrangers condamnés pour infractions au régime de l'entrée et du séjour sur le territoire) (p. 8627)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Julien Dray (régularisation des mineurs entrés en France dans le cadre du regroupement familial) (p. 8628)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Julien Dray (suppression des dispositions applicables aux enfants mineurs) (p. 8628)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (délivrance d'une carte de séjour temporaire au mineur résidant en France depuis l'âge de dix ans) : rejeté (p. 8628)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Julien Dray (délivrance d'une carte de séjour temporaire au mineur résidant en France depuis l'âge de treize ans) (p. 8629)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8641)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Thierry Mariani (avis du maire de la commune de résidence) (p. 8642)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (précision rédactionnelle) : adopté (p. 8642)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Julien Dray (droit au séjour sans délai pour les conjoints de Français) (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Thierry Mariani (délai de trois ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Gérard Léonard (délai de deux ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Philibert (délai de deux ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 132 de Mme Suzanne Sauvaigo (délai de deux ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Suzanne Sauvaigo (retrait du titre de séjour de l'étranger en cas de divorce dans un délai de quatre ans à compter du mariage) (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Julien Dray (application du dispositif aux étrangers concubins de Français) (p. 8644)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Marie André (suppression de la délivrance de la carte de séjour aux parents irréguliers d'un enfant né en France) (p. 8644)

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Suzanne Sauvaigo (modalités d'établissement de la filiation en vue de l'obtention d'un titre de séjour) (p. 8645)

Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Suzanne Sauvaigo (retrait du droit au séjour pour les étrangers cessant de subvenir aux besoins de leur enfant) (p. 8646)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Thierry Mariani (avis du maire de la commune de résidence) (p. 8646)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Julien Dray (conditions applicables aux parents d'un enfant français en vue de bénéficier d'un droit au séjour) (p. 8646)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents en l'absence de moyens financiers permettant de subvenir aux besoins de l'enfant) (p. 8647)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents en l'absence de moyens financiers permettant de subvenir aux besoins de l'enfant) (p. 8647)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Thierry Mariani (droit au séjour à la condition de justifier d'un emploi permettant de subvenir aux besoins de l'enfant) (p. 8647)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (cas de reconnaissance tardive de l'enfant) (p. 8647)

Intervient sur le sous-amendement n° 294 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 103 de la commission (p. 8647)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (droit au séjour des apatrides) (p. 8648)

Intervient sur le sous-amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Philibert (délai de résidence régulière en France) à l'amendement n° 168 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (p. 8648)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 8649)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Julien Dray (délivrance d'une carte de résident à l'expiration de la carte de séjour temporaire) (p. 8650)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Julien Dray (renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire) (p. 8650)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Julien Dray (autorisation automatique d'exercice d'une activité professionnelle) (p. 8651)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 135 de Mme Suzanne Sauvaigo (non-attribution de la carte de résident à l'étranger débiteur) (p. 8652)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Julien Dray (dispositions applicables aux étrangers titulaires d'un titre de séjour) (p. 8652)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Julien Dray (régularisation des étrangers sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8653)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Julien Dray (droit au séjour des personnes sur le territoire depuis l'âge de dix ans) (p. 8653)

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Suzanne Sauvaigo (conditions de délivrance et de renouvellement de la carte de résident) (p. 8653)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Marie André (non-renouvellement de la carte de résident pour les personnes ne justifiant que de ressources sociales) (p. 8654)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Philibert (non-renouvellement de la carte de résident en cas de menace pour l'ordre public) (p. 8654)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (non-renouvellement de la carte de résident des personnes ne résidant plus en France) (p. 8655)

Intervient sur l'amendement n° 67 corrigé de M. Jean-Pierre Philibert (non-renouvellement de la carte de résident des personnes ne résidant plus en France) (p. 8655)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Suzanne Sauvaigo (non-renouvellement de la carte de résident des personnes ne résidant plus en France) (p. 8655)

Article 5 (suppression de la commission départementale du séjour)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 8656)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. André Gerin (rétablissement des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relatives au refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour) (p. 8657)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. André Gerin (répression de l'aide à l'entrée et au séjour irrégulier dans un but lucratif) (p. 8657)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Thierry Mariani (sanction des séjours irréguliers y compris dans le cadre du regroupement familial) (p. 8658)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Marie André (restriction au droit au séjour des mineurs délinquants) (p. 8658)

Intervient sur l'amendement n° 81 de Mme Suzanne Sauvaigo (exécution de la peine d'interdiction du territoire) (p. 8658)

Article 6 (modalités d'appel des jugements relatifs aux arrêts préfectoraux de reconduite à la frontière)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Julien Dray (délai d'appel de la décision d'éloignement du territoire) (p. 8658)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 23 deuxième rectification de M. Jean-Marie André (possibilité de l'expulsion des parents et de leurs enfants) (p. 8659)

Intervient sur l'amendement n° 137 de Mme Suzanne Sauvaigo (possibilité de l'expulsion des parents et de leurs enfants) (p. 8659)

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Suzanne Sauvaigo (suppression du droit au séjour de l'étranger sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8661)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Marie André (expulsion de l'étranger condamné à une peine de six mois d'emprisonnement) (p. 8661)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Thierry Mariani (expulsion de l'étranger condamné à une peine de neuf mois d'emprisonnement) (p. 8661)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. André Gerin (droit au séjour des personnes atteintes d'une pathologie grave) (p. 8662)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Marc Le Fur (expulsion des étrangers condamnés pour certaines infractions) (p. 8663)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Marie André (limitations du droit au séjour en fonction des ressources de l'étranger) (p. 8663)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Thierry Mariani (conditions de logement des personnes bénéficiant du regroupement familial) (p. 8664)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Thierry Mariani (conditions de logement des personnes bénéficiant du regroupement familial) (p. 8664)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (conditions de logement des personnes bénéficiant du regroupement familial) (p. 8664)

Intervient sur l'amendement n° 139 de Mme Suzanne Sauvaigo (interdiction des regroupements polygamiques) (p. 8665)

Intervient sur l'amendement n° 54 corrigé de M. Jean-Pierre Philibert (interdiction des regroupements polygamiques) (p. 8665)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Marie André (pouvoirs du maire en matière de regroupement familial) (p. 8666)

Article 7 (recours abusif à la procédure d'asile)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8666)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 8666)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. André Gerin (régime de la preuve) (p. 8667)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (suppression de la référence au caractère frauduleux des demandes multiples) : adopté (p. 8667)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Marie André (consultation du fichier des empreintes digitales par les services de police et de gendarmerie) (p. 8667)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (remise de l'étranger aux autorités de l'État et décision d'interdiction du territoire) : adopté (p. 8668)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Philibert (remise de l'étranger aux autorités de l'État et décision d'interdiction du territoire) (p. 8668)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Suzanne Sauvaigo (remise de l'étranger aux autorités de l'État et décision d'interdiction du territoire) (p. 8668)

Article 9 (aménagement de la rétention judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8673)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (placement en rétention judiciaire de l'étranger qui s'est soustrait à l'exécution d'une décision de réadmission) : adopté (p. 8673)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Bruno Retailleau (contrôles d'identité) (p. 8674)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Pierre Bernard (contrôles d'identité) (p. 8674)

Intervient sur le sous-amendement n° 286 de Mme Suzanne Sauvaigo (application à Mayotte) à l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Philibert (contrôles d'identité dans les zones frontalières de la Guyane) (p. 8674)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (contrôles d'identité dans les zones frontalières de la Guyane) : adopté après modifications (p. 8674)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Thierry Mariani (interdiction du territoire français aux auteurs de crimes contre l'humanité) (p. 8674)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (interdiction du territoire aux auteurs de meurtres) (p. 8675)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (interdiction du territoire aux trafiquants de drogue) (p. 8675)

Article 10 (possibilité de contrôle d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8675)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 8675)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Guillaume (libre accès de la police judiciaire aux lieux de travail) (p. 8676)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Julien Dray (pouvoirs de la police judiciaire) (p. 8677)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (pouvoirs de la police judiciaire) : adopté (p. 8677)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Julien Dray (ordonnance du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 113 de la commission (p. 8677)

Intervient sur l'amendement n° 41 rectifié de M. Gérard Léonard (visite des domiciles affectés à un usage professionnel) (p. 8678)

Intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Suzanne Sauvaigo (visite des domiciles affectés à un usage professionnel) (p. 8678)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Bruno Retailleau (demandes de perte ou de réintégration dans la nationalité française par des mineurs) (p. 8678)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Pierre Bernard (demande de perte ou de réintégration dans la nationalité française par des mineurs) (p. 8678)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Bruno Retailleau (attribution et acquisition de la nationalité française) (p. 8679)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Pierre Bernard (attribution et acquisition de la nationalité française) (p. 8679)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Bruno Retailleau (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) (p. 8679)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Pierre Bernard (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) (p. 8679)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Julien Dray (information relative aux modalités d'acquisition de la nationalité française) (p. 8679)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Bruno Retailleau (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Pierre Bernard (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Bruno Retailleau (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Pierre Bernard (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Bruno Retailleau (régime des décrets de naturalisation ou de réintégration) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Pierre Bernard (régime des décrets de naturalisation ou de réintégration) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Bruno Retailleau (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Pierre Bernard (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Bruno Retailleau (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Pierre Bernard (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) (p. 8680)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Bruno Retailleau (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) (p. 8681)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Pierre Bernard (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) (p. 8681)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. André Gerin (nationalité des enfants de parents nés dans les colonies françaises) (p. 8681)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. André Gerin (rétablissement de la législation relative à la nationalité antérieure à la loi du 22 juillet 1993) (p. 8681)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. André Gerin (primauté du droit du sol) (p. 8681)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Bruno Retailleau (exclusion du bénéfice des prestations d'aide sociale pour les étrangers en situation irrégulière) (p. 8682)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Marie André (exclusion du bénéfice de l'aide sociale pour les étrangers en situation irrégulière) (p. 8682)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Marie André (suppression de l'affiliation à la sécurité sociale des étrangers détenus) (p. 8682)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Jean-Pierre Philibert (bénéfice des prestations d'allocations familiales) (p. 8683)

Intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Suzanne Sauvaigo (bénéfice des prestations d'allocations familiales) (p. 8683)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Marie André (bénéfice des prestations d'allocations familiales) (p. 8683)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (bénéfice des prestations d'allocations familiales) (p. 8684)

Intervient sur l'amendement n° 86 de Mme Suzanne Sauvaigo (bénéfice des prestations d'allocations familiales) (p. 8684)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Guillaume (responsabilité des cocontractants en cas d'emplois d'étrangers en situation irrégulière) (p. 8684)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 6 juillet 1992 relative aux zones d'attente dans les ports et aéroports) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 30 décembre 1993 portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. André Gerin (abrogation de la loi du 27 décembre 1994 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de M. Jean-Pierre Philibert (délivrance des passeports) (p. 8686)

Seconde délibération

Article 9 bis (contrôles d'identité en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du dispositif de contrôle dans les zones frontalières pour la collectivité de Mayotte) (p. 8686)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1326)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 1344)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 1401)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 1344)

Droit civil : nationalité (p. 1345)

Étrangers : droit au séjour (p. 1345)

Étrangers : législation (p. 1326)

Étrangers : rétention administrative (p. 1344)

Étrangers : xénophobie (p. 1327, 1328)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 1329)

Police : certificat d'hébergement (p. 1327, 1329, 1330)

Police : travail clandestin (p. 1344)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Pierre Cardo (mise en place d'un fichier d'empreintes digitales des étrangers) (p. 1403)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi du 6 juillet 1992 relative aux zones d'attente des ports et aéroports) (p. 1404)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (abrogation des dispositions de la loi du 22 juillet 1993 portant réforme du code de la nationalité) (p. 1405)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (abrogation des dispositions du code de la nationalité relatives à la naturalisation des jeunes étrangers nés en France) (p. 1405)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Brunhes (abrogation de dispositions du code de la nationalité relatives aux enfants d'étrangers nés dans les colonies françaises) (p. 1406)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi du 10 août 1993 relative aux contrôles d'identité) (p. 1406)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration) (p. 1407)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. André Gerin (abrogation de la loi n° 93-1417 du 30 décembre 1993 relative au droit d'asile) (p. 1407)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi n° 94-1136 du 27 décembre 1994 étendant aux gares le régime des zones d'attente) (p. 1407)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (droits fondamentaux des étrangers) (p. 1408)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1439)

Son amendement n° 7 rectifié (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) : adopté au scrutin public (p. 1456)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. André Gerin (délai de la décision préfectorale) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1444)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Julien Dray (cas d'exemption de la demande de certificat d'hébergement) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1446)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. André Gerin (obligation pour le préfet de viser les certificats d'hébergement) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1446)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. André Gerin (refus de viser le certificat en cas d'hébergement à but lucratif) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1446)

Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. Julien Dray (prise en compte de la durée du séjour, du visa ou de la qualité de la personne hébergée) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1446)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. André Gerin (suppression de la faculté donnée au préfet de diligenter une enquête pour détournement de la procédure de demande de certificat d'hébergement) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1448)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Julien Dray (suppression de la faculté donnée au préfet de diligenter une enquête pour détournement de la procédure de demande de certificat d'hébergement) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1448)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Julien Dray (cas de non-délivrance des certificats d'hébergement) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1449)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. André Gerin (compétence de l'office des migrations internationales) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1449)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Julien Dray (accord implicite du préfet dans un délai de quatre mois) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1450)

Intervient sur le sous-amendement n° 188 de M. Julien Dray (recours en cas de refus de délivrance du certificat d'hébergement) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1450)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 de M. André Gerin (suppression de la remise par l'étranger du certificat d'hébergement lors de la sortie du territoire) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1451)

Intervient sur le sous-amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Michel (interdiction de la constitution d'un fichier des hébergeants) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1452)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Philibert (décret d'application) à son amendement n° 7 rectifié (p. 1453)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. André Gerin (suppression des certificats d'hébergement) (p. 1453)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. André Gerin (remise par l'étranger d'une attestation d'accueil lors de la demande de visa) (p. 1454)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Julien Dray (exemption de la demande de certificat d'hébergement en cas d'urgence familiale) (p. 1464)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Julien Dray (interdiction de constitution d'un fichier des hébergés) (p. 1465)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jacques Brunhes (interdiction de constitution d'un fichier informatisé à partir des certificats d'hébergement) (p. 1465)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1468)

Article 8-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1468)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jacques Brunhes (suppression de la rétention des documents de voyage des personnes en situation irrégulière) (p. 1469)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Julien Dray (possibilité de photocopier le passeport des étrangers en situation irrégulière) (p. 1469)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Julien Dray (garanties en cas de rétention des documents de voyage) (p. 1470)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Julien Dray (récépissé de rétention des documents de voyage) (p. 1470)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 63 corrigé de M. Jacques Brunhes (suppression du pouvoir de fouille des véhicules par les officiers de police judiciaire adjoints) (p. 1471)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Julien Dray (délai imparti à la fouille) (p. 1471)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Julien Dray (contenu de l'autorisation délivrée par le procureur) (p. 1472)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Julien Dray (droits des personnes soumises à la fouille) (p. 1473)

Article 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 1476)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jacques Brunhes (suppression des dispositions organisant le relevé des empreintes digitales des étrangers) (p. 1477)

Intervient sur l'amendement n° 146 rectifié de M. Jean-Pierre Philibert (modalités de consultation du fichier des étrangers) (p. 1478)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Philibert (extension de la possibilité de consultation du fichier à la gendarmerie nationale) (p. 1480)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Julien Dray (droit au séjour) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. André Gerin (droit au séjour des mineurs) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Julien Dray (non-délivrance de la carte de séjour en cas de menace grave de l'ordre public) (p. 1485)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Julien Dray (délivrance de la carte de séjour en cas d'infraction aux dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 1486)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. André Gerin (remplacement de la carte de séjour temporaire par la carte de résident) (p. 1486)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Julien Dray (droit au séjour des mineurs entrés sur le territoire en dehors de la procédure de regroupement familial) (p. 1488)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers mineurs dans l'année suivant leur dix-huitième anniversaire) (p. 1488)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (droit au séjour des mineurs ayant séjourné en France jusqu'à l'âge de dix ans) : adopté (p. 1489)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Pierre Bernard (suppression du droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans) (p. 1490)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. André Gerin (droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis cinq ans) (p. 1491)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. André Gerin (droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis sept ans) (p. 1491)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. André Gerin (droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis dix ans) (p. 1491)

Soutient l'amendement n° 155 rectifié de la commission (non-imputation des années correspondant à des peines de prison) : retiré (p. 1491)

Intervient sur l'amendement n° 72 corrigé de M. André Gerin (régime applicable aux conjoints) (p. 1491)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. André Gerin (droit au séjour pour l'ensemble des conjoints de Français) (p. 1492)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents d'enfants français) (p. 1493)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. André Gerin (droit au séjour des parents d'enfants français ou nés en France) (p. 1493)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) : rejeté au scrutin public (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. André Gerin (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (assouplissement des conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) : retiré (p. 1507)

Son amendement n° 189 (cas d'exercice partiel de l'autorité parentale) : adopté (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Julien Dray (conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Pierre Bernard (suppression des effets de la reconnaissance a posteriori de l'enfant) (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. André Gerin (droit au séjour des concubins étrangers) (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. André Gerin (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Julien Dray (délivrance d'une carte de résident à l'expiration de la carte de séjour temporaire) (p. 1512)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Julien Dray (renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire) (p. 1512)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Julien Dray (exercice d'une activité professionnelle pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire) (p. 1515)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. André Gerin (conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 1516)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. André Gerin (droit au séjour pour l'étranger résidant en France depuis plus de quinze ans ou atteint d'une maladie grave) (p. 1516)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. André Gerin (rétroactivité des dispositions applicables au séjour des familles polygames) (p. 1516)

Article 4 bis (renouvellement de plein droit de la carte de résident)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1517)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1517)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Pierre Bernard (exclusion du droit au séjour pour les personnes condamnées à des peines de prison ferme) (p. 1518)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de précision) : adopté (p. 1518)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. André Gerin (peine applicable aux personnes participant à des filières d'immigration clandestine dans un but lucratif) (p. 1518)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. André Gerin (abrogation des dispositions du code civil permettant la saisine du procureur en cas de mariage mixte) (p. 1520)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (non-expulsion des étrangers résidents habituellement en France atteints d'une pathologie grave) (p. 1522)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. André Gerin (suppression de la condition de résidence) à l'amendement n° 11 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (p. 1521)

Intervient sur le sous-amendement n° 176 de M. Jacques Richir (prise en compte des possibilités de traitement dans le pays de renvoi) à l'amendement n° 11 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (p. 1521)

Intervient sur l'amendement n° 90 corrigé de M. André Gerin (non-expulsion des personnes atteintes de pathologies graves) (p. 1522)

Article 7 (recours abusifs aux procédures d'asile)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1523)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1523)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. André Gerin (de précision) (p. 1523)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. André Gerin (régime de la preuve) (p. 1524)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Julien Dray (extension du droit d'asile aux personnes persécutées par un groupe autonome) (p. 1525)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. André Gerin (extension du droit d'asile aux personnes persécutées par un groupe autonome) (p. 1525)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1526)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1526)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. André Gerin (effet suspensif des recours) (p. 1527)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Julien Dray (de suppression partielle) (p. 1529)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Julien Dray (procédure en cas de prolongation de la rétention administrative) (p. 1530)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Julien Dray (droits de la défense) (p. 1531)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (délai de transmission de l'appel suspensif du parquet) : adopté (p. 1532)

Article 9 bis (contrôle d'identité en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1532)

Article 10 (possibilité de contrôles d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1538)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1538)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Julien Dray (contrôle du juge) (p. 1538)

Intervient sur l'amendement n° 99 corrigé de M. André Gerin (de suppression partielle) (p. 1538)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. André Gerin (de suppression partielle) (p. 1539)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. André Gerin (de suppression partielle) (p. 1539)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. André Gerin (de suppression partielle) (p. 1539)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. André Gerin (de suppression partielle) (p. 1539)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Julien Dray (remise d'un procès-verbal à l'intéressé) (p. 1539)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Julien Dray (information systématique des étrangers sur les possibilités de naturalisation) (p. 1540)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Julien Dray (rétablissement des compétences des inspecteurs du travail) (p. 1541)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 mars 1997] (p. 2241)

Son intervention (p. 2241)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2244)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8594)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 8597)

Thème :

Professions juridiques et judiciaires : conditions de diplôme (p. 8598)

Discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8598)

Article 4 (champ d'application du secret professionnel en matière de correspondance des avocats)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) (p. 8606)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Picotin (de suppression) (p. 2265)

Proposition de loi n° 2922 préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [19 décembre 1996] (p. 8616)

Son intervention (p. 8616)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 165)

Article 1er (modalités de création et de fonctionnement de l'établissement public local)

Article L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales : composition du conseil d'administration de l'établissement public local

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (composition du conseil d'administration) (p. 169)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Christian Dupuy (représentation de l'État) à l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (p. 169)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (création de l'Epaberre) (p. 177)

Projet de loi n° 2938 portant réforme de la procédure criminelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 janvier 1997] (p. 250) ; [22 janvier 1997] (p. 286)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 288)

Discussion des articles [22 janvier 1997] (p. 288, 343)

Article 2 (dispositions relatives au tribunal d'assises)

Article 231-150 du code de procédure pénale : motivation obligatoire du jugement

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (contenu et modalités de rédaction de la motivation) (p. 320)

Intervient sur l'amendement n° 181 de Mme Frédérique Bredin (rôle des jurés dans la rédaction de la motivation) (p. 321)

Intervient sur l'amendement n° 213 du Gouvernement (contenu et modalités de rédaction de la motivation) (p. 322)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de M. Raoul Béteille (précision sur la notion de "raisons du jugement") à l'amendement n° 213 du Gouvernement (p. 322)

Article 77 (nouvel intitulé)

Intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement (de coordination) (p. 367)

Après l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 188 de Mme Frédérique Bredin (durée maximale de la détention provisoire) (p. 372)

Après l'article 88

Intervient sur l'amendement n° 186 de Mme Frédérique Bredin (durée de l'instruction) (p. 373)

Article 141 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 151 corrigé de la commission (date d'entrée en vigueur) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 228 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur) (p. 396)

Projet de loi n° 3049 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 1997] (p. 407)

Article 2 (composition du comité de la réglementation comptable)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Christian Dupuy (présence de personnes qualifiées au sein du comité de la réglementation comptable) (p. 409)

Son amendement n° 16 (présence de personnes qualifiées au sein du comité de la réglementation comptable) : adopté (p. 409)

Article 6 (utilisation de référentiels étrangers ou internationaux pour l'établissement des comptes consolidés)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Paul Barety (de précision) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Paul Barety (champ de la dérogation) (p. 412)

Son amendement n° 18 (traduction intégrale des normes comptables étrangères applicables) : adopté (p. 413)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Germain Gengenwin (privilège spécial du syndicat de copropriétaires des départements d'Alsace-Moselle) (p. 416)

Article 19 (entrée en vigueur des dispositions du titre II)

Son amendement n° 17 (entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 416)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1914)

Article 25 (application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Son amendement n° 21 soutenu par M. Xavier Beck (précision rédactionnelle) : adopté (p. 1920)

Proposition de loi organique n° 3110 tendant à instituer quatre impôts cédulaires afin de financer le régime de protection sociale généralisée en Polynésie française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Jérôme Bignon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1926)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : lois de validation (p. 1926)

Sécurité sociale : système de protection sociale de la Polynésie française (p. 1926)

Projet de loi n° 3381 portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1975)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1982)

Thèmes :

Administration : chambres régionales des comptes : statut des magistrats (p. 1982)

Juridictions administratives : cours administratives d'appel (p. 1982)

Discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1983)

Article 3 (nomination au tour extérieur)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la faculté de nommer certaines catégories de fonctionnaires au tour extérieur) (p. 1984)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Proposition de loi n° 3050 consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2271)

Son intervention (p. 2276)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Arnaud Cazin d'Honincthun

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2399)

Son intervention (p. 2400)

Thème :

Administration : réforme de l'État (p. 2400)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2406)

Article 2 (accusé de réception)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (modalités du recours) : adopté (p. 2407)

Article 6 (retrait pour illégalité)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (cas de retrait pour illégalité des décisions implicites d'acceptation) : adopté (p. 2408)

Article 10 AA (changement d'adresse)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté (p. 2408)

Article 10 C (permis de démolir)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (code de l'urbanisme : régime des démolitions) (p. 2410)

Proposition de loi n° 3318 tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Jean-Luc Warsmann

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2410)

Son intervention (p. 2411)

Thème :

Lois : calendrier d'examen (p. 2412)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2629)

Son intervention (p. 2629)

Son interruption (p. 2641)

Thèmes :

Élections et référendums : date d'ouverture des comptes de campagne (p. 2630)

Parlement : attachés parlementaires (p. 2630)

Partis et mouvements politiques : Commission nationale des comptes de campagne (p. 2630)

Partis et mouvements politiques : groupe de travail sur le financement des campagnes électorales (p. 2629)

Partis et mouvements politiques : publicité (p. 2630)

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Article 1er (interdiction de l'affichage électoral en dehors des emplacements réservés)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 2644)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jacques Brunhes (suppression du troisième alinéa de l'article L-51 du code électoral prohibant l'affichage sauvage pendant le mois précédant le scrutin) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (interdiction de l'affichage sur des supports payants pendant les trois mois précédant le scrutin) (p. 2645)

Article 2 (utilisation de la publicité à des fins électorales)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (interdiction de la publicité pendant le mois précédant le scrutin) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson (de précision) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Bernard Derosier (extension au Gouvernement de l'interdiction de la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités territoriales) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Bruno Retailleau (extension à l'Union européenne de l'interdiction de la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités territoriales) (p. 2646)

Article 3 (durée de la période électorale)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 2648)

Article 4 (interdiction de l'insertion de messages publicitaires au profit de personnes morales dans les documents publiés par les candidats ou pour leur compte)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Bruno Retailleau (interdiction de l'intervention de l'Union européenne dans les campagnes électorales françaises) (p. 2649)

Article 5 (plafonds de dépenses électorales)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Dupuy (majoration des plafonds pour les candidats au conseil général présents au second tour) (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 38 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2650)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (réduction de moitié du remboursement forfaitaire aux listes pour les élections régionales ne comportant pas au moins un tiers de candidats de chaque sexe) (p. 2651)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Louis Masson (suppression de l'assimilation des comités de soutien aux partis politiques) (p. 2652)

Article 8 (comptes de campagne des membres du Gouvernement, des titulaires d'une fonction exécutive locale et des élus)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Yves Deniaud (nouvelle rédaction de l'article réintégrant dans leurs comptes de campagne les moyens bénéficiant aux titulaires de mandats ou de fonctions lorsqu'ils ont été détournés de leur objet et interdisant, pendant les six mois précédant le scrutin, l'augmentation des moyens d'information utilisés par les titulaires de mandats ou de fonctions) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. André Fanton (référence aux deux années précédentes pour le calcul de moyens bénéficiant aux titulaires de mandats et de fonctions devant être réintégrés aux comptes de campagne) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 22 rectifié de M. Jean-Louis Masson (de précision) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 45 rectifié de M. Alain Marsaud (prohibition de l'utilisation de moyens au titre des fonctions de président ou vice-président de conseil régional ou général, de maire ou de maire-adjoint d'une commune de plus de 20 000 habitants) (p. 2655)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (de coordination) (p. 2655)

Article 9 (inéligibilité des candidats qui ne se sont pas conformés à la législation sur le financement des campagnes électorales)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 2656)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Virapoullé (impossibilité de se porter candidat pendant la période d'inéligibilité) (p. 2657)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. André Damien (inéligibilité des personnes condamnées dans les cinq ans précédant l'élection pour abus de biens sociaux, fraude fiscale, fraude électorale et manquement à la législation sur le financement électoral) (p. 2657)

Article 10 (suppression de l'interdiction de diffuser des tracts pendant la campagne électorale officielle)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Christian Dupuy (interdiction de la diffusion de nouveaux documents pendant les quarante-huit heures précédant un scrutin à deux tours et pendant la semaine précédant un scrutin à un tour) (p. 2658)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (de conséquence de la suppression du cautionnement imposé aux candidats) (p. 2658)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Jean-Louis Masson (interdiction de la réalisation de sondages durant les vingt jours précédant une élection) (p. 2659)

Article 13 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 2661)

Son amendement n° 20 (application des dispositions de l'article aux élections cantonales) : adopté (p. 2661)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Pierre Carassus (possibilité d'inscription aux comptes de campagne des dépenses engagées depuis le 1er mars 1997 par les candidats aux élections législatives prévues en mars 1998) (p. 2662)

Soutient l'amendement n° 41 de M. Gaston Flosse (application de la loi aux territoires d'outre-mer) : adopté (p. 2662)

Proposition de loi organique n° 3445 relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 avril 1997] (p. 2629)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 3445 relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés et de la proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales (voir Élections et référendums 3442)

Discussion de l'article unique [17 avril 1997] (p. 2642)

Article unique (inéligibilité des candidats à l'élection des députés)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Derosier (automaticité de l'inéligibilité en cas de dépassement du plafond des dépenses électorales) (p. 2642)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (impossibilité de mettre fin à une situation de cumul en démissionnant du mandat ou de la fonction acquis en dernier lieu) (p. 2643)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Gaston Flosse (application de la loi aux territoires d'outre-mer) : rejeté (p. 2643)

Pierre MÉHAIGNERIE

Ille-et-Vilaine (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Premier vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17744)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997 [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18313)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996 [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996 [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 1er février 1997] (p. 1786)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 6 février 1997] (p. 2072)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les incidences économiques et financières de la loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail [17 avril 1997] (n° 3506)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie: Textile et habillement : emploi et activité. Aides de l'État, perspectives [25 mars 1997] (p. 2232)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5366)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 5372)

Thèmes :

Culture : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 5367)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5366)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5366, 5367)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5372)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts (p. 5366)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5366)

Impôts et taxes : investissement outre-mer (p. 5367)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5366)

Personnes âgées : prestation autonomie (p. 5367)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement)

Intervient sur la demande de réserve de la discussion des amendements de M. Philippe Auberger (p. 5481)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Thomas (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Son amendement n° 275 rectifié (limitation des versements déductibles en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) : adopté (p. 5495)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (création d'un crédit d'impôt en faveur des familles ayant au moins trois enfants à charge et dont l'un des parents n'exerce pas d'activité professionnelle) (p. 5500)

Après l'article 5 (suite)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) : rejeté au scrutin public (p. 5547)

Son sous-amendement n° 374 (maintien d'une déduction limitée à 50 % du montant des sommes investies) à l'amendement n° 31 de la commission : rejeté (p. 5547)

Article 7 (application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Étienne Pinte (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 5585)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5585)

Article 8 (maintien des conditions d'exonération et d'allègement des impôts locaux pour les ménages)

Demande la réserve de la discussion de l'article 10, des amendements portant articles additionnels après l'article 10, des articles 11, 12 et 13, des amendements portant articles additionnels après les articles 13 et 14, de l'article 15, des amendements portant articles additionnels après l'article 15, de l'article 16, des amendements portant articles additionnels après l'article 16, de l'article 17, des amendements portant articles additionnels après l'article 17, de l'article 18, des amendements portant articles additionnels après l'article 18 et de l'article 19, jusqu'après l'examen de l'article 20 (p. 5591)

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Pierre Thomas (de suppression) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5622)

Article 20 (aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5629)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression de la diminution de la compensation de la réduction pour embauche et investissement) (p. 5632)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Jacques Jegou (suppression de la diminution de la compensation de la réduction pour embauche et investissement) (p. 5632)

Intervient sur l'amendement n° 386 du Gouvernement (suppression de l'exclusion du droit à compensation pour les communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la deuxième part du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 5632)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 187 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application du taux réduit de la TVA aux ventes à consommer sur place) (p. 5650)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 5670)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 62 (suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7139)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Thomas (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) (p. 7146)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (déductibilité du revenu de la fraction de contribution sociale généralisée correspondant au taux de 1 %) (p. 7158)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Augustin Bonrepaux (application du taux réduit de la TVA au secteur de la restauration) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Jacques Weber (exonération de la taxe sur les conventions d'assurances pour les contrats d'assurance dépendance) (p. 7169)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Charles Gheerbrant (assujettissement aux droits de succession des contrats d'assurance vie pour la part excédant 2 millions de francs) (p. 7216)

Après l'article 82 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 371 précédemment réservé de M. Didier Migaud (prélèvement au profit du fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux, à l'exception des sommes misées au loto sportif) (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 322 précédemment réservé de M. Adrien Zeller (institution d'une taxe sur les fournitures d'électricité à compter de la création de l'établissement public Réseau ferré national) (p. 7297)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8519)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 8520)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale (p. 8521)

Entreprises familiales : pérennité (p. 8521)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8520)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 8520)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8521)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 8520, 8521)

Impôts et taxes : réductions d'impôt : plafonnement (p. 8521)

Politique économique : généralités (p. 8520)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6228)

Thème :

Parlement : prérogatives (p. 6228)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7593)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7593)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7593)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7594)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Bruno Retailleau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes à due concurrence de la taxe d'enlèvement et de traitement des cadavres d'animaux pour la période du 16 septembre 1996 au 31 décembre 1996) (p. 7804)

Proposition de loi n° 2955 relative aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 1996] (p. 8313)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 8322)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC : situation financière (p. 8322)

Constitution : article 40 (p. 8322)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Son intervention (p. 2581)

Après l'article 11

Son sous-amendement n° 756 soutenu par M. Jean-Yves Chamard (montant de l'allocation) à l'amendement n° 753 du Gouvernement (allocation spéciale de chômage pour les chômeurs justifiant d'une durée d'au moins 160 trimestres de cotisations vieillesse) : retiré (p. 2754)

Après l'article 13

Son amendement n° 757 soutenu par M. Denis Jacquat (renforcement de la médecine préventive et de la médecine scolaire) : adopté (p. 2801)

Roger MEÏ

Bouches-du-Rhône (10ème circonscription)
Communiste

Élu le 20 octobre 1996 (voir indications préliminaires)

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 22 octobre 1996] (p. 15469)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 15 novembre 1996] (p. 16727)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3493 tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer les conséquences de la politique européenne sur l'emploi et la protection sociale [3 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mines et carrières. Houillères du Centre-Midi. Emploi et activité, Provence [22 octobre 1996] (p. 5773)

Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [13 novembre 1996] (p. 6873)

Enseignement. Fonctionnement. Fermetures de classes, perspectives [26 février 1997] (p. 1421)

Santé publique. Sida. Lutte et prévention, perspectives [12 mars 1997] (p. 1848)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1274, posée le 14 janvier 1997. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables (p. 80). Appelée le 21 janvier 1997. Rapatriés, commissions administratives de reclassement, composition (p. 219, 220)

n° 1431, posée le 18 mars 1997. Risques naturels. Indemnisation (p. 2017). Appelée le 25 mars 1997. Zones de carrières, propriétaires d'immeubles, Roquevaire (p. 2226, 2227)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Environnement : conservatoire de la forêt méditerranéenne (p. 6821)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7569)

Thèmes :

Démographie : espérance de vie (p. 7569)

Personnes âgées : hospices : maisons de retraite : construction (p. 7570)

Personnes âgées : maintien à domicile : création de lits de soins infirmiers à domicile (p. 7570)

Politique de santé : gérontologie (p. 7570)

Prestation spécifique dépendance : égalité d'accès : disparités entre départements : entre communes (p. 7569)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7569)

Sécurité sociale : extension du champ d'application au "risque" dépendance (p. 7569)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Article 1er (exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices agricoles)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean Tardito (octroi d'avantages fiscaux aux entreprises créant des emplois sur la base de contrats à durée indéterminée et obligation pour les entreprises de rembourser les avantages perçus lorsqu'elles procèdent à des licenciements économiques) : rejeté (p. 8125)

Article 2 (exonération de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Jean Tardito (relèvement du taux minimum de la taxe professionnelle dans la loi de finances pour 1997) : retiré (p. 8132)

Après l'article 3

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean Tardito (présentation par le Gouvernement d'un bilan annuel d'application de la présente loi) : retiré (p. 8143)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Jean Tardito (accès aux documents des entreprises et des administrations par l'Assemblée de Corse, les conseils généraux, les conseils municipaux et les organisations syndicales représentatives) : rejeté (p. 8144)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 33 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi n° 94-1136 du 27 décembre 1994 étendant aux gares le régime des zones d'attente) : rejeté (p. 1407)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Soutient l'amendement n° 70 de M. André Gerin (remplacement de la carte de séjour temporaire par la carte de résident) : rejeté (p. 1486)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 20 (article 4 du décret du 9 janvier 1852 : détermination des points de débarquement et fixation des règles relatives aux organisations de producteurs)

Son intervention (p. 1657)

Gérard MENUEL

Aube (3ème circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18310)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communautés européennes et Union européenne. PAC. Aides compensatoires, perspectives [26 mars 1997] (p. 2325)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1467, posée le 15 avril 1997. Agriculture. Question non appelée (p. 2504)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 142 corrigé (fixation d'un seuil de non-recours) : devenu sans objet (p. 7735)

Paul MERCIECA

Val-de-Marne (9ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités locales. Finances. Politique et réglementation [9 octobre 1996] (p. 5263)

Anciens combattants et victimes de guerre. Office national des anciens combattants. Maintien, perspectives [12 novembre 1996] (p. 6791)

Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Emploi et activité, privatisation, perspectives [21 janvier 1997] (p. 249)

Énergie. Centrales EDF. Emploi et activité [19 février 1997] (p. 1124)

Anciens combattants et victimes de guerre. Carte du combattant. Conditions d'attribution, Afrique du Nord [19 mars 1997] (p. 2068)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne que la commission de la défense qui a consacré dix séances à l'étude du projet de loi portant réforme du service national n'ait pas été informée de l'accord de défense signé entre le Président Chirac et le Chancelier Kohl et demande une réunion immédiate de la commission de la défense pour examiner le texte de cet accord [28 janvier 1997] (p. 456)

S'associe aux propos de M. Jean Glavany et demande une suspension de séance [30 janvier 1997] (p. 594)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 30 (financement de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales par un prélèvement sur les réserves du fonds d'allocation temporaire d'invalidité)

Son intervention (p. 6348)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Son intervention (p. 6549)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armée de l'air : avions Rafale (p. 6549)

Armements classiques : chars Leclerc (p. 6549)

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 6549)

Armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires, simulation : programme PALEN (p. 6549)

Ministère : crédits (p. 6549)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er (conditions générales d'attribution de la prestation)

Son intervention (p. 7711)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 524)

Son intervention (p. 540)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 456)

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 janvier 1997] (p. 594)

Thèmes :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 541)

Défense : armements nucléaires stratégiques : doctrine (p. 541)

Défense : concept commun franco-allemand de sécurité et de défense (p. 541)

Ordre public : plan Vigipirate (p. 542)

Service national : conscription (p. 540)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 524, 541)

Service national : volontariat (p. 541)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Son intervention (p. 599)

Article L. 2-12 du code du service national : protection sociale des volontaires

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (prise en charge des cotisations sociales des volontaires lorsque les organismes d'accueil sont des associations agréées) (p. 671)

Article L. 2-14 du code du service national : prise en compte du volontariat dans le calcul de l'ancienneté

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (égalité de traitement entre le secteur privé et le secteur public) (p. 673)

Seconde délibération

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (prise en charge par les associations de l'indemnité et de la couverture sociale des volontaires) (p. 697)

Ses explications de vote (p. 737)

Vote contre du groupe communiste (p. 737)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2282)

Son intervention (p. 2289)

Thèmes :

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 2289)

Défense : généralités (p. 2290)

Service national : rendez-vous "citoyen" (p. 2289)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Soutient l'amendement n° 183 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 994)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Jean-Claude Gayssot (fixation des tarifs des services régionaux de voyageurs par la SNCF) : rejeté (p. 997)

Article 15 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 195 de M. Jean-Claude Gayssot (réactualisation du barème de la taxe à l'essieu) : rejeté (p. 1002)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 197 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration des recettes fiscales de l'État par une augmentation de la fiscalité des primes d'assurance-vie) : rejeté (p. 1006)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (abrogation des dispositions du code de la nationalité relatives à la naturalisation des jeunes étrangers nés en France) : rejeté (p. 1405)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Soutient l'amendement n° 69 de M. André Gerin (droit au séjour des mineurs) : rejeté (p. 1484)

Projet de loi n° 3061 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1723)

Son intervention (p. 1725)

Thèmes :

Affaires étrangères : Arménie : situation économique et politique ; le Haut-Karabakh (p. 1725)

Affaires étrangères : Turquie : génocide arménien (p. 1725)

Pierre MERLI

Alpes-Maritimes (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Denis MERVILLE

Seine-Maritime (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 17 : Environnement (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Perspectives [4 février 1997] (p. 735)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1280, posée le 14 janvier 1997. Emploi. Offres d'emploi (p. 81). Appelée le 21 janvier 1997. Emplois précaires, politique et réglementation (p. 223, 224)

n° 1359, posée le 18 février 1997. Hôpitaux et cliniques. Centres hospitaliers (p. 1093, 1094). Appelée le 25 février 1997. Financement, perspectives, Saint-Romain-de-Colbosc (p. 1303, 1304)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6421)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : directive "habitats" (p. 6422)

Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 6422)

Eau : agences de l'eau (p. 6421, 6422)

Emploi : emplois verts (p. 6422)

Environnement : air (p. 6422)

Environnement : déchets (p. 6423)

Environnement : parcs : parc de la forêt guyanaise (p. 6422)

Environnement : parcs : parcs naturels marins (p. 6422)

Environnement : paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 6422)

Environnement : réserves naturelles (p. 6422)

Ministère : crédits (p. 6421)

Organismes et structures : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6422, 6423)

Organismes et structures : Conseil supérieur de la pêche (p. 6422)

Organismes et structures : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 6422)

Organismes et structures : Office national de la chasse (p. 6422)

Recherche (p. 6422)

Risques naturels : plans de prévention des risques (p. 6422)

Transports : transports en commun (p. 6422)

Urbanisme : SNCF : gares désaffectées (p. 6422)

Urbanisme : stations-service abandonnées (p. 6422)

Urbanisme : villes (p. 6422)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Emploi : chômage : emplois sportifs : plan "sport-emploi" (p. 6770)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Son intervention (p. 6805)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : concours financiers de l'État : pacte de stabilité financière (p. 6805, 6806)

Collectivités territoriales : fiscalité locale (p. 6805, 6806)

Collectivités territoriales : retraite des agents : CNRACL (p. 6806)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 278 de la commission (imposition des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail) (p. 7127)

Article 62 (suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts)

Son amendement n° 405 (de suppression) : retiré (p. 7139)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Son amendement n° 406 : non soutenu (p. 7142)

Son amendement n° 407 : non soutenu (p. 7143)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son amendement n° 408 (report de l'application du dispositif) : rejeté (p. 7266)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives)

Son amendement n° 141 : non soutenu (p. 7486)

Son amendement n° 143 : non soutenu (p. 7489)

Article 20 bis (classement des réseaux de chaleur et de froid)

Son amendement n° 144 : non soutenu (p. 7490)

Après l'article 38

Son amendement n° 145 corrigé : non soutenu (p. 7504)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Son amendement n° 232 : non soutenu (p. 684)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Édouard Leveau (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant de contrats de travail à durée indéterminée) : rejeté (p. 684)

Georges MESMIN

Paris (14ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6693)

Impôts et taxes : droits de mutation (p. 6693)

Régions : Île-de-France : liberté des loyers (p. 6694)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Affaires étrangères : Iran (p. 6881, 6882)

Projet de loi n° 2838 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8230)

Son intervention (p. 8232)

Thèmes :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 8232)

Affaires étrangères : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 8232)

Drogue (p. 8232)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 8232)

Industrie : investissements étrangers réalisés en Russie (p. 8232)

Projet de loi n° 2842 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8236)

Son intervention (p. 8236)

Thèmes :

Affaires étrangères : Ukraine : situation économique et politique (p. 8236)

Énergie : sécurité nucléaire, Tchernobyl (p. 8236)

Proposition de résolution n° 2976 sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (nos E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655 et E 666)

Avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8239)

Son intervention (p. 8245)

Thèmes :

Affaires étrangères : Communauté des États indépendants (CEI) (p. 8245)

Communautés européennes et Union européenne : accords de partenariat avec les pays de la CEI et de l'Europe de l'Est ; programmes PHARE et TACIS (p. 8245)

Langue française (p. 8245)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2374)

Son intervention (p. 2377)

Thèmes :

DOM-TOM : Commission départementale des mines (p. 2377)

DOM-TOM : Guyane (p. 2377)

Environnement (p. 2377)

Mines et carrières : titres miniers (p. 2377)

Louis MEXANDEAU

Calvados (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Akaï. Emploi et activité, Honfleur [15 janvier 1997] (p. 138)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [4 février 1997] (p. 732)

Politique économique et sociale. Lutte contre l'exclusion. Cantines scolaires, accès, aide à la scolarité, perspectives [16 avril 1997] (p. 2549)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1247, posée le 10 décembre 1996. Entreprises. PME (p. 8221). Appelée le 17 décembre 1996. Emploi et activité, Calvados (p. 8395 à 8397)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Cours d'eau, étangs et lacs : canal Rhin-Rhône (p. 6641)

Régions : Bretagne : avenir économique (p. 6640, 6641)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote (p. 7508)

Abstention du groupe socialiste (p. 7508)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 7476)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7476)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié du Gouvernement (attribution de la carte du combattant et de la retraite du combattant y afférente aux volontaires français ayant pris une part effective à des combats aux côtés de l'armée républicaine espagnole) (p. 8057)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Jean-Jacques Filleul (renforcement du caractère de service public des équipements ferroviaires) : rejeté (p. 882)

Soutient l'amendement n° 352 de M. Jean-Jacques Filleul (mise à niveau de l'infrastructure) : rejeté (p. 889)

Soutient l'amendement n° 362 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité d'accès au réseau sur l'ensemble du territoire national) : rejeté (p. 893)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Jean-Jacques Filleul (complémentarité avec le réseau fluvial) (p. 895)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Jean-Jacques Filleul (complémentarité avec le réseau de plates-formes aéroportuaires) : rejeté (p. 896)

Proposition de loi n° 3398 relative à une publication objective des statistiques du chômage et à l'inscription des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1887)

Son intervention (p. 1902)

Thèmes :

Administration : Agence nationale pour l'emploi (p. 1902)

Chômage : indemnisation : ASSEDIC (p. 1902)

Emploi : chômage : catégorie 6 : personnes ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois (p. 1902)

Emploi : chômage : statistiques (p. 1902)

Lois : loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire : transferts des inscriptions de chômeurs de l'ANPE aux ASSEDIC (p. 1902)

Gilbert MEYER

Haut-Rhin (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17809)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome III : Services du Premier ministre (Secrétariat général de la défense nationale [SGDN]) (n° 3033) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3079 permettant aux établissements publics d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location [29 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1301, posée le 21 janvier 1997. Poste et télécommunications. Réseaux de données (p. 281). Appelée le 28 janvier 1997. Projet OASICE, financement, Colmar (p. 440, 441)

n° 1344, posée le 18 février 1997. Défense. Restructuration (p. 1091, 1092). Appelée le 18 février 1997. Conséquences, Colmar (p. 1039, 1040)

n° 1378, posée le 25 février 1997. Impôts et taxes. Enregistrement et timbre : droits d'enregistrement (p. 1378). Appelée le 4 mars 1997. Assiette, commission de l'agence immobilière (p. 1558)

n° 1468, posée le 15 avril 1997. Commerce et artisanat. Artisanat (p. 2504). Appelée le 15 avril 1997. Exercice de la profession, qualification politique et réglementation (p. 2438, 2439)

n° 1488, posée le 15 avril 1997. Impôts locaux. Question non appelée (p. 2508)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Son intervention (p. 5820)

Thème avant la procédure des questions :

Administration : réforme de l'État (p. 5820)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Rapporteur pour avis de la commission de la défense et des forces armées suppléé par M. Jean-Claude Asphe

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Voirie : Colmar : contournement ouest : financement (p. 6501)

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Son intervention (p. 6681)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6681, 6682)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6681, 6682)

Logement privé : parc de logements privés (p. 6682)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6682)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Moyens de paiement : franc CFA : dévaluation et pouvoir d'achat des retraités (p. 6881)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7860)

Son intervention (p. 7878)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : emploi précaire : résorption (p. 7878)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8500)

Thèmes :

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8501)

Police : certificat d'hébergement (p. 8501)

Michel MEYLAN

Haute-Savoie (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne (n° 3055) [27 novembre 1996]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17809)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 3055) adopté par le Sénat autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959, modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981, complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne [22 janvier 1997] (n° 3308)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Afrique du Nord. Revendications [8 octobre 1996] (p. 5179)

Ésotérisme. Sectes. Propagande, établissements scolaires [16 avril 1997] (p. 2552)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1190, posée le 18 novembre 1996. Commerce extérieur. Exportations (p. 7208). Appelée le 26 novembre 1996. PME, aides de l'État (p. 7535 à 7537)

n° 1284, posée le 14 janvier 1997. Justice. Tribunaux de grande instance (p. 82). Appelée le 21 janvier 1997. Parquet, fonctionnement, effectifs de personnel, Bonneville (p. 228, 229)

n° 1479, posée le 15 avril 1997. Travail. Question non appelée (p. 2506)

FAIT PERSONNEL

Évoque l'attitude d'après lui "ambiguë" du parti communiste lors du pacte germano-soviétique et pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie [15 novembre 1996] (p. 7025)

DÉBATS

Projet de loi n° 2979 relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5285)

Article 6 (congé de reconversion - congé complémentaire de reconversion - situation des officiers de réserve servant en situation d'active (ORSA) - situation des militaires engagés)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Pierre Favre (possibilité de plusieurs périodes de formation) : retiré (p. 5289)

Son amendement n° 18 soutenu par M. Pierre Favre (possibilité de plusieurs stages de reconversion) : retiré (p. 5290)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres)

Son amendement n° 214 : non soutenu (p. 5603)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGETS ANNEXES DES JOURNAUX OFFICIELS - RAPATRIÉS - ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 5979)

Son intervention (p. 5990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action humanitaire : crédits et actions (p. 5990)

Rapatriés : commissions départementales d'aide aux rapatriés réinstallés (CODAIR) (p. 5990)

Rapatriés : Français musulmans rapatriés (p. 5990)

Secrétariat général de la défense nationale : crédits, effectifs et missions (p. 5990)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : liaison Chamonix-Genève (p. 6507)

Voirie : autoroute A 40 : échangeurs de Bonneville et Sallanches (p. 6507)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : carte de combattant : retraite mutualiste (p. 7010)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : chômeurs : allocations de préparation à la retraite : suppression de la période probatoire (p. 7018)

Retraites : assurance vieillesse : validation de la période de service militaire (p. 7018)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : aides à la création (p. 7047)

Impôts et taxes : impôt sur les sociétés (p. 7047)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7860)

Son intervention (p. 7871)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : ouverture des fonctions publiques aux ressortissants de l'Union européenne (p. 7873)

Fonction publique territoriale : généralités (p. 7873)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 7873)

Fonctionnaires et agents publics : conventions avec les syndicats (p. 7871, 7872)

Fonctionnaires et agents publics : emploi précaire : résorption (p. 7871, 7872)

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 54 nonies

Son amendement n° 184 (régime du congé parental) : adopté (p. 7931)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 142) ; [16 janvier 1997] (p. 191)

Son intervention (p. 200)

Thèmes :

Administration : décision implicite valant acceptation (p. 200)

Administration : maison des services publics (p. 201)

Administration : médiateur de la République (p. 201)

Administration : réforme de l'État (p. 200)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 204)

Article 2 (accusé de réception)

Son amendement n° 16 (délai de délivrance) : retiré (p. 205)

Après l'article 8

Son amendement n° 17 (pouvoir de médiation des préfets en cas de litige entre une administration déconcentrée et un administré) : rejeté (p. 211)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 157)

Son intervention (p. 163)

Thème :

Administration : établissements publics locaux (p. 163)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 163)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 563)

Thème :

Service national : rendez-vous citoyen (p. 563)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 1-1-3 du code du service national : objet du volontariat

Son amendement n° 317 corrigé (institution d'une prime forfaitaire de réinsertion à la fin de la période de volontariat) : retiré (p. 610)

Article L. 1-2-1 du code du service national : institution du Haut conseil du service national

Son amendement n° 316 (compétence du Haut conseil pour étudier les demandes de dispenses) : retiré (p. 615)

Article L. 2-8 du code du service national : durée du volontariat

Soutient l'amendement n° 315 de M. Aymeri de Montesquiou (durée minimale de douze mois pour le volontariat accompli dans le domaine de la coopération internationale et de l'aide humanitaire) : rejeté (p. 660)

Article L. 2-10 du code du service national : indemnisation du volontaire

Son amendement n° 318 (indemnité de base exonérée de l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 667)

Article L. 2-12 du code du service national : protection sociale des volontaires

Son amendement n° 319 (couverture sociale des volontaires accomplissant un volontariat dans le domaine de la coopération internationale et de l'aide humanitaire) : retiré (p. 669)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Son intervention (p. 679)

Son amendement n° 320 (report supplémentaire d'un an pour les jeunes gens qui créent leur entreprise) : retiré (p. 682)

Son amendement n° 307 (dispense des dirigeants ou dirigeants de fait) : rejeté (p. 684)

Son amendement n° 322 (dispense pour les jeunes gens bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un contrat de formation en alternance) : rejeté (p. 684)

Soutient l'amendement n° 217 rectifié de M. Philippe Legras (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant de contrats à durée indéterminée) : rejeté (p. 684)

Son amendement n° 344 rectifié : non soutenu (p. 684)

Son amendement n° 308 (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis six mois au moins au moment du dépôt de la demande) : rejeté (p. 684)

Son amendement n° 326 (dispense accordée aux jeunes gens chargés de famille et justifiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis six mois au moins au moment du dépôt de la demande) : rejeté (p. 684)

Son amendement n° 327 (dispense accordée aux jeunes gens chargés de famille et justifiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis six mois au moins au moment du dépôt de la demande) : rejeté (p. 684)

Son amendement n° 328 (possibilité d'un volontariat de six mois fractionnables pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou créateurs d'entreprise) : retiré (p. 685)

Son amendement n° 323 (dispense accordée aux jeunes gens occupant un poste de direction) : retiré (p. 685)

Son amendement n° 324 (dispense pour les jeunes gens qui occupent un emploi administratif, commercial ou technique depuis un an au moins) : retiré (p. 685)

Article 9 (prise en compte du service national dans le code du travail)

Son amendement n° 329 (droit à une autorisation d'absence exceptionnelle pour accomplir le rendez-vous citoyen) : devenu sans objet (p. 689)

Son amendement n° 330 (rédactionnel) : adopté (p. 690)

Son amendement n° 309 (ancienneté acquise au titre du volontariat) : adopté (p. 691)

Projet de loi n° 3060 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong- Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 485)

Son intervention (p. 488)

Thèmes :

Affaires étrangères : Hong-Kong : intégration à la République populaire de Chine le 1er juillet 1997 (p. 488, 489)

Droit international : sécurité des investissements (p. 489)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 489)

Projet de loi n° 3055 autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, suppléé par M. Alain Moyne-Bressand

Pierre MICAUX

Aube (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18313)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome XIV : Outre-mer (départements et territoires d'outre-mer) (n° 3035) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité civile. Accidents. Lutte et prévention [25 février 1997] (p. 1320)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 6008)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : crédits (p. 6008)

DOM-TOM : Nouvelle-Calédonie (p. 6008)

DOM-TOM : Polynésie française (p. 6009)

Politique économique et sociale (p. 6008)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : ligne Paris- Belfort-Bâle (p. 6508)

Voirie : route nationale 19 : section Nogent-sur-Seine - Bar-sur-Aube (p. 6513)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : grandes surfaces : magasins d'usine (p. 7053)

Énergie : tarifs EDF pour les PME (p. 7052)

Vote des crédits [15 novembre 1996] (p. 7055)

Article 91 (actualisation de la taxe pour frais des chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Jean Proriol (caractère obligatoire du droit additionnel à la taxe professionnelle et affectation en faveur du fonds national pour des actions de communication et de promotion de l'artisanat) (p. 7058)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Jean Proriol (possibilité pour le droit additionnel d'atteindre 60 % du droit fixe) (p. 7059)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Vote des crédits [16 novembre 1996] (p. 7095)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 395 rectifié du Gouvernement (extension des compétences du Fonds national pour le développement des adductions d'eau à la lutte contre les pollutions d'origine agricole) (p. 7100)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Pierre Albertini (utilisation du bois dans les constructions nouvelles) : adopté après modifications (p. 7486)

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (suppression de l'obligation d'équiper les immeubles d'habitation à usage collectif et les immeubles à usage tertiaire de dispositifs permettant le choix et le remplacement de tout type d'énergie) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 132 de M. Michel Bouvard (suppression du dispositif visant à limiter les émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service) : rejeté (p. 7489)

Soutient l'amendement n° 131 de M. Michel Bouvard (limitation des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service dont le débit est supérieur à 1000 mètres cubes par an) : retiré (p. 7490)

Article 20 bis (classement des réseaux de chaleur et de froid)

Son amendement n° 125 (de suppression) : rejeté (p. 7491)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (obligation d'utiliser la chaleur produite par le réseau en cas de raccordement) (p. 7493)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jacques Vernier (rachat par Électricité de France du courant électrique produit à partir d'énergies renouvelables) (p. 7498)

Article 38 (mesures d'application)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (application de la loi aux véhicules et matériels spéciaux de l'armée) (p. 7504)

Proposition de loi n° 1924 tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote (p. 7970)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 7970)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 796)

Thème :

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 796)

Jean-Pierre MICHEL

Haute-Saône (2ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Liaison Rhin Rhône. Perspectives [10 décembre 1996] (p. 8179)

Justice. Justice : protection judiciaire de la jeunesse. Services extérieurs, maintien, perspectives [4 mars 1997] (p. 1582)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1168, posée le 2 octobre 1996. Défense. Restructuration (p. 5050). Appelée le 8 octobre 1996. Suppression et transfert de régiments, conséquences, Lure (p. 5172, 5173)

n° 1417, posée le 11 mars 1997. Emploi. Entreprises d'insertion (p. 1842). Appelée le 18 mars 1997. Agrément, réglementation (p. 1953)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2902 créant une formation d'admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5091)

Son intervention (p. 5098)

Thèmes :

Justice : Cour de cassation : fonctionnement (p. 5098, 5099)

Justice : Cour de cassation : précédente réforme (p. 5098)

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) (p. 5202)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Santé publique : toxicomanie : distribution de méthadone (p. 6086)

Projet de loi n° 2938 portant réforme de la procédure criminelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 janvier 1997] (p. 250) ; [22 janvier 1997] (p. 286)

Sa question préalable (p. 260) : retirée (p. 263)

Thèmes :

Justice : composition du jury (p. 262)

Justice : motivation des jugements (p. 261)

Justice : moyens (p. 262)

Justice : réforme de l'instruction (p. 261)

Justice : réforme de la cour d'assises (p. 260 à 262)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son sous-amendement n° 22 soutenu par M. Georges Sarre (interdiction de la constitution d'un fichier des hébergeants) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) : rejeté au scrutin public (p. 1452)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Article 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 1476)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (modalités de consultation du fichier des étrangers) (p. 1479)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Philibert (extension de la possibilité de consultation du fichier à la gendarmerie nationale) (p. 1480)

Didier MIGAUD

Isère (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17744)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997 [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18313)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996 [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 février 1997] (p. 2068)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 42 : Légion d'honneur, ordre de la Libération (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [16 octobre 1996] (p. 5436)

Impôts locaux. Taxe d'habitation. Dégrèvement, conditions d'attribution [6 novembre 1996] (p. 6569)

Impôt sur la fortune. Plafonnement. Réforme, perspectives [27 novembre 1996] (p. 7631)

Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Allégement, perspectives [5 mars 1997] (p. 1672)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1160, posée le 2 octobre 1996. Emploi. Pechiney (p. 5049). Appelée le 8 octobre 1996. Emploi et activité, Rioupéroux (p. 5165 à 5167)

n° 1249, posée le 10 décembre 1996. Voirie. Autoroutes (p. 8221). Appelée le 17 décembre 1996. Liaison Ambérieux Grenoble Sisteron, tracé, conséquences, environnement (p. 8410, 8411)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne des propos tenus par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, sur la situation financière du Crédit Lyonnais et sur les responsabilité politiques des socialistes sur ce dossier [9 octobre 1996] (p. 5272)

Critique l'organisation de la discussion du projet de loi de finances [15 octobre 1996] (p. 5396)

Regrette de ne pas avoir été autorisé à s'exprimer sur la question des investissements réalisés outre-mer [17 octobre 1996] (p. 5547)

Souhaite que les règles relatives aux délégations de vote soient respectées [18 octobre 1996] (p. 5572)

S'étonne que le rapporteur général ait pu voter contre un amendement adopté par la commission des finances [18 novembre 1996] (p. 7145)

Élève une vive protestation devant les interventions intempestives des présidents des groupes UDF et RPR et s'étonne que le Gouvernement et sa majorité ne se soient pas encore mis d'accord sur la question de la suppression de la déduction forfaitaire supplémentaire dont bénéficient les journalistes [19 novembre 1996] (p. 7251)

Demande une suspension de séance pour étudier la proposition de création d'un fonds de modernisation de la presse [19 novembre 1996] (p. 7265)

Met en doute les propos de M. Daniel Garrigue selon lesquels l'actuelle majorité incarne la volonté populaire et estime qu'une dissolution de l'Assemblée nationale permettrait de savoir où est effectivement la légitimité [14 janvier 1997] (p. 44)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5451)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 5464) : rejetée (p. 5466)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 octobre 1996] (p. 5396)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5466)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5464)

Bâtiment et travaux publics (p. 5466)

Consommation (p. 5452, 5453)

Emploi : charges sociales : allégement (p. 5465)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5454)

Épargne : plan d'épargne populaire (p. 5453)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5451, 5453, 5465)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5451, 5453, 5465)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5451, 5465)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5451, 5452, 5465)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5451, 5452, 5465)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5452, 5453, 5465)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5452, 5454)

Logement et habitat (p. 5466)

Politique économique : croissance (p. 5451)

Politique économique : généralités (p. 5451, 5454)

Politique économique : investissement (p. 5465)

Secteur public : France Télécom : prélèvement (p. 5451, 5465)

Secteur public : privatisations (p. 5465)

Sécurité sociale (p. 5453)

TVA (p. 5465)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement)

Son amendement n° 277 (maintien du taux applicable à la dernière tranche du barème) : rejeté (p. 5474)

Intervient sur la demande de réserve de la discussion des amendements de M. Philippe Auberger (p. 5481)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Thomas (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 275 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (limitation des versements déductibles en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5495)

Son amendement n° 318 rectifié (abaissement du taux de la déduction applicable aux souscriptions au capital des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) pour les contribuables imposables au-delà de la sixième tranche de l'impôt sur le revenu) : rejeté au scrutin public après deuxième rectification (p. 5496)

Article 5 (aménagement de la réduction d'impôt accordée au titre des primes d'assurance-vie)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Augustin Bonrepaux (maintien de la réduction d'impôt accordée au titre des primes des contrats souscrits après le 5 septembre 1996) (p. 5505)

Soutient l'amendement n° 324 de M. Julien Dray (suppression de l'exonération des droits de mutation pour les successions d'un montant supérieur au seuil d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté au scrutin public (p. 5507)

Après l'article 5 (suite)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 octobre 1996] (p. 5547)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 281 de M. Julien Dray (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté au scrutin public (p. 5551)

Soutient l'amendement n° 282 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 233 620 F et à 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 88 670 F et inférieur à 233 620 F) : rejeté au scrutin public (p. 5555)

Son amendement n° 287 (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition d'une résidence principale réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) : rejeté (p. 5557)

Son amendement n° 284 (abaissement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté au scrutin public (p. 5567)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) (p. 5569)

Son amendement n° 285 (suppression du cumul de l'allocation de garde d'enfant à domicile et de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 5571)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 octobre 1996] (p. 5572)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Thomas (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) (p. 5575)

Soutient l'amendement n° 320 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement du taux du prélèvement libératoire) : rejeté (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt sur le revenu suivant les règles applicables aux traitements et salaires des plus-values réalisées lors de la cession de plans d'options sur actions) (p. 5579)

Article 7 (application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Brard (fiscalisation des indemnités de maternité réservée aux seuls contribuables assujettis à la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 5586)

Article 8 (maintien des conditions d'exonération et d'allègement des impôts locaux pour les ménages)

Soutient l'amendement n° 326 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) : rejeté (p. 5591)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Daniel Colliard (abaissement du taux normal de la TVA) (p. 5611)

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Soutient l'amendement n° 308 de M. Julien Dray (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 5622)

Ses observations : constate que l'Assemblée nationale s'est exprimée très nettement lors du vote à main levée contre l'adoption de l'article 14 et demande, compte tenu de la gravité de la situation, que la Conférence des présidents soit saisie [18 octobre 1996] (p. 5622)

Article 20 (aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression de la diminution de la compensation de la réduction pour embauche et investissement) (p. 5632)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Jacques Jegou (suppression de la diminution de la compensation de la réduction pour embauche et investissement) (p. 5632)

Intervient sur l'amendement n° 386 du Gouvernement (suppression de l'exclusion du droit à compensation pour les communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la deuxième part du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 5632)

Article 10 précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 5633)

Après l'article 10

Son amendement n° 279 précédemment réservé (réduction de 20,6 à 18,60 % du taux normal de la TVA) : rejeté (p. 5639)

Intervient sur l'amendement n° 221 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application du taux normal de la TVA à la fourniture de repas par les restaurants d'entreprise) (p. 5646)

Reprend l'amendement n° 187 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application du taux réduit de la TVA aux ventes à consommer sur place) (p. 5651) : rejeté au scrutin public (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 188 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application d'un taux de TVA de 12,5 % à l'ensemble du secteur de la restauration) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 37 précédemment réservé de la commission (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 203 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 203 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 186 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application du taux normal de la TVA aux établissements de restauration sur place et à emporter dont la superficie est supérieure à 100 mètres carrés) (p. 5654)

Soutient l'amendement n° 64 précédemment réservé de M. Jacques Blanc (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation d'installations sportives) : rejeté (p. 5660)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 5665)

Son amendement n° 331 (de suppression) : rejeté (p. 5673)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Gilles Carrez (application des règles des livraisons à soi-même non immobilières aux travaux de construction de logements sociaux) (p. 5675)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Julien Dray (application d'un taux de TVA de 2,1 %) : rejeté (p. 5684)

Son amendement n° 333 soutenu par M. Julien Dray (application d'un taux de TVA de 2,2 %) : rejeté (p. 5685)

Son amendement n° 334 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (application d'un taux de TVA de 2,3 %) : rejeté (p. 5686)

Son amendement n° 335 (application d'un taux de TVA de 2,4 %) : rejeté (p. 5688)

Son amendement n° 336 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (application d'un taux de TVA de 2,5 %) : rejeté (p. 5689)

Son amendement n° 337 (application d'un taux de TVA de 2,6 %) : rejeté (p. 5692)

Son amendement n° 338 soutenu par M. Julien Dray (application d'un taux de TVA de 2,7 %) : rejeté (p. 5692)

Son amendement n° 339 (application d'un taux de TVA de 2,8 %) : rejeté (p. 5693)

Ses amendements n°s 340 à 349 et 288 à 303 (application de taux de TVA s'échelonnant entre 2,9 et 5,4 %) : rejetés (p. 5694)

Article 29 (modification de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement au financement des aides à l'accession à la propriété)

Son amendement n° 313 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 5701)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 330 précédemment réservé de M. Julien Dray (réduction d'impôt pour les dépenses afférentes à la transformation des locaux

professionnels inoccupés depuis plus de six mois en locaux à usage d'habitation) : rejeté (p. 5703)

Article 13 précédemment réservé (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Julien Dray (majoration de 100 % des taux du barème) : rejeté (p. 5710)

Après l'article 14

Son amendement n° 328 précédemment réservé (relèvement du taux des plus-values à long terme des entreprises) : rejeté (p. 5715)

Intervient sur l'amendement n° 247 précédemment réservé de M. Jean Tardito (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations ayant un caractère éducatif, familial, sportif ou culturel) (p. 5719)

Article 18 précédemment réservé (compensation des exonérations de taxe professionnelle prévues par le projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville)

Soutient l'amendement n° 311 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) : adopté (p. 5729)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 366 corrigé précédemment réservé de M. Daniel Colliard (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) (p. 5730)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 380 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jegou (institution d'une contribution exceptionnelle sur les excédents financiers des organismes collecteurs paritaires de la formation professionnelle) (p. 5736)

Article 28 précédemment réservé (prélèvement exceptionnel sur France Télécom)

Son intervention (p. 5742)

Après l'article 32

Son amendement n° 314 (prélèvement au profit du fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) : rejeté (p. 5743)

Ses interventions (p. 5759 et 5760)

Ses explications de vote (p. 5778)

Vote contre du groupe socialiste (p. 5778)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5779)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5779)

Thèmes avant la procédure des questions :

Légion d'honneur : anciens combattants (p. 5780)

Légion d'honneur : baisse des crédits (p. 5779)

Légion d'honneur : maisons d'éducation (p. 5780)

Ordre de la Libération : baisse des crédits (p. 5779)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : associations : congrès de Montpellier : absence du ministre (p. 7015)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 7015)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 59 (barèmes de l'impôt sur le revenu des années 1997 à 2000)

Son amendement n° 353 (abaissement de 20,6 à 18,6 % du taux normal de la TVA) : non soutenu ; repris par M. Daniel Colliard : rejeté (p. 7126)

Après l'article 59

Son amendement n° 344 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 211 000 F et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 88 670 F et inférieur à 211 000 F) : rejeté (p. 7129)

Son amendement n° 345 (plafonnement de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer) : rejeté (p. 7130)

Son amendement n° 343 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 7131)

Son amendement n° 346 (doublement des taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 7132)

Article 62 (suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts)

Son amendement n° 339 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (suppression de la réduction d'impôt pour les seuls contribuables dont le revenu net imposable par part est supérieur à 211 000 F) : rejeté (p. 7140)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Son amendement n° 340 (de suppression) : rejeté (p. 7143)

Son amendement n° 341 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (suppression de la réduction d'impôt pour les seuls contribuables dont le revenu net imposable par part est supérieur à 211 000 F) : rejeté (p. 7144)

Reprend l'amendement n° 286 de la commission (suppression de la réduction d'impôt liée au relèvement des limites d'âge d'ouverture du droit à prestations familiales prévu par la loi du 25 juillet 1994) : rejeté (p. 7145)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 novembre 1996] (p. 7145)

Après l'article 64

Reprend l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Thomas (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) : rejeté au scrutin public (p. 7154)

Article 66 (suppression de l'avantage minimal en impôt pour la déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs inscrits dans l'enseignement supérieur)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) : rejeté (p. 7156)

Après l'article 67

Ses observations : proteste contre l'absence d'exposé sommaire sur la presque totalité des amendements déposés par les membres du groupe socialiste [18 novembre 1996] (p. 7159)

Son amendement n° 366 (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté (p. 7162)

Son amendement n° 367 (réduction du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 7165)

Son amendement n° 362 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'allocation pour garde d'enfants à domicile pour les bénéficiaires de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 7166)

Son amendement n° 365 (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives) : rejeté (p. 7167)

Soutient l'amendement n° 363 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile) : rejeté (p. 7169)

Après l'article 71

Soutient l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 7191)

Article 81 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1997)

Soutient l'amendement n° 375 de M. Augustin Bonrepaux (coefficient de revalorisation forfaitaire porté à 1,015) : rejeté (p. 7200)

Après l'article 81

Soutient l'amendement n° 347 de M. Augustin Bonrepaux (application de la révision générale des évaluations cadastrales à compter du 1er janvier 1998) : rejeté (p. 7203)

Son amendement n° 348 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives) : rejeté (p. 7203)

Après l'article 82

Soutient l'amendement n° 354 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement du taux du prélèvement libératoire s'appliquant aux plus-values mobilières des particuliers) : rejeté (p. 7205)

Son amendement n° 360 (assujettissement des contrats d'assurance vie aux droits de succession) : rejeté (p. 7216)

Son amendement n° 361 (assujettissement aux droits de succession des contrats d'assurance vie dont le montant excède le seuil d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 7216)

Son amendement n° 335 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'antiquité, d'art ou de collection et des droits de la propriété littéraire et artistique lorsque leur valeur totale est supérieure à 10 millions de francs) : rejeté (p. 7217)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée non imposables) : rejeté (p. 7219)

Soutient l'amendement n° 349 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la limitation du nombre de bénéficiaires du plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu) : rejeté (p. 7221)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Henri Emmanuelli (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les communautés de communes sur la voirie appartenant à leurs communes membres) : retiré (p. 7229)

Soutient l'amendement n° 356 de M. Augustin Bonrepaux (abrogation de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation) : rejeté au scrutin public (p. 7236)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1996] (p. 7251)

Son intervention (p. 7256)

Soutient l'amendement n° 337 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7265)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1996] (p. 7265)

Son amendement n° 338 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les personnes dont le

revenu imposable par part est inférieur à 135 000 F) : rejeté (p. 7277)

Ses observations : proteste contre l'absence de réponse du Gouvernement à propos des contribuables dont le revenu imposable est supérieur à 150 000 F et qui n'ont pas payé d'impôt sur le revenu au titre des années 1992, 1993, 1994 et 1995 [19 novembre 1996] (p. 7277)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 434 du Gouvernement (création d'un fonds de modernisation de la presse) (p. 7278)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 257 corrigé précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (abaissement du taux de TVA applicable à la presse) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 265 corrigé précédemment réservé de M. Michel Jacquemin (abaissement du taux de TVA applicable à la presse) (p. 7288)

Après l'article 82 (suite)

Son amendement n° 371 précédemment réservé (prélèvement au profit du fonds national pour le développement du sport au taux de 3 % sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux, à l'exception des sommes misées au loto sportif) : rejeté (p. 7292)

Ses explications de vote (p. 7333)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7334)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8519)

Son intervention (p. 8523)

Thèmes :

Accidents du travail : indemnités journalières : fiscalisation (p. 8523)

Emploi : chômage (p. 8524)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8524)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8523)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8524)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8523, 8524)

Impôts et taxes : réductions d'impôt : plafonnement (p. 8523)

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement (p. 8523)

Politique économique : croissance (p. 8524)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8524)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8018)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8026)

Son intervention (p. 8033)

Thèmes :

Consommation (p. 8034)

Emploi : chômage (p. 8034)

Finances publiques : crédits : annulations (p. 8034)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 8034)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8034)

Finances publiques : recettes : prélèvements sur des organismes publics (p. 8034)

Politique économique : croissance (p. 8034)

Politique économique : généralités (p. 8034)

Politique économique : investissement (p. 8034)

Secteur public : privatisations (p. 8026)

Secteur public : Thomson (p. 8026)

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 22

Son amendement n° 20 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (plafonnement des réductions d'impôt à hauteur de 30 % de la cotisation d'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 233 620 F et de 50 % pour les contribuables dont le revenu par part est supérieur à 88 670 F et inférieur à 233 620 F) : rejeté (p. 8073)

Son amendement n° 21 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (abaissement à 26 000 F de la limite des dépenses prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 8074)

Son amendement n° 22 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer réservé aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 233 620 F) : rejeté (p. 8074)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 44)

Ses observations : s'élève contre la suspension de la séance alors que le vote sur l'exception d'irrecevabilité avait déjà été annoncé [14 janvier 1997] (p. 52)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Article 3 (durée de la période électorale)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2648)

Jean-Claude MIGNON

Seine-et-Marne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Mineurs [19 février 1997] (p. 1127)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1408, posée le 4 mars 1997. Hôpitaux et cliniques. Financement (p. 1622). Appelée le 18 mars 1997. Reprise de La Grange, perspectives, Savigny-le-Temple (p. 1956, 1957)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Départements : Seine-et-Marne : Institut La Grange (p. 6087)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Villes : ville nouvelle de Melun-Sénart : gestion financière du syndicat d'aménagement (p. 6650)

Charles MILLON

Ministre de la défense

DÉPÔT

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national [27 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Louis Le Pensec. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales, emploi et activité [9 octobre 1996] (p. 5262)

M. Régis Fauchoit. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Sécurité, communes de moins de 20 000 habitants [5 novembre 1996] (p. 6481)

M. Jacques Vernier. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Restructuration, perspectives [12 novembre 1996] (p. 6790)

M. Aloyse Warhouver. Défense. Installations militaires. Aérodromes, pistes, utilisation par des sociétés civiles, Phalsbourg [26 novembre 1996] (p. 7547)

M. Jacques Boyon. Défense. Politique de la défense. OTAN, organisation [27 novembre 1996] (p. 7628)

M. René Chabot. Défense. Allemagne. Sommet franco-allemand de Nuremberg de décembre 1996 [10 décembre 1996] (p. 8185)

M. Paul Quilès. Secteur public. Privatisations. Aérospatiale, Thomson [14 janvier 1997] (p. 28)

M. Charles Gheerbrant. Service national. Dispense. Conditions d'attribution [14 janvier 1997] (p. 30)

M. Pierre Bédier. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Sécurité, perspectives [22 janvier 1997] (p. 333)

M. Jacques Brunhes. Traités et conventions. Accord de défense franco-allemand de Nuremberg. Communication au Parlement [28 janvier 1997] (p. 446)

M. Jacques Boyon. Défense. Armement : commerce extérieur. Exportations, aides de l'État [29 janvier 1997] (p. 501)

M. Pierre Forgues. Défense. GIAT-Industries et Société Nationale des Poudres et Explosifs (SNPE). Privatisation, perspectives [5 février 1997] (p. 820)

M. Jacques Boyon. Défense. GIAT-Industries. Projets européens, participation, perspectives [19 février 1997] (p. 1127)

M. Xavier de Roux. Défense. Armée : restructuration. Conséquences, réserve [26 mars 1997] (p. 2328)

M. Gratien Ferrari. Politique extérieure. Albanie. Force internationale, mandat [15 avril 1997] (p. 2456)

M. Christian Martin. Défense. Gendarmerie. Équipements, gilets pare-balles, véhicules blindés [15 avril 1997] (p. 2456)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean Urbaniak. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Restructuration, perspectives [26 novembre 1996] (p. 7517 à 7519)

M. Jean Glavany. Défense. GIAT-Industries et SOCATA. Emploi et activité, Tarbes [26 novembre 1996] (p. 7519, 7520)

M. Jean Pierre Abelin. Défense. Gendarmerie. Casernes, aménagement, école de gendarmerie, perspectives, Châtellerault [10 décembre 1996] (p. 8151, 8152)

M. Jean-Luc Warsmann. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Restructuration, perspectives, Ardennes [10 décembre 1996] (p. 8150, 8151)

M. Pierre Bernard. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Restructuration, perspectives, banlieue parisienne [10 décembre 1996] (p. 8152, 8153)

M. Daniel Mandon. Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Fermeture, conséquences, Firminy [8 février 1997] (p. 1036, 1037)

M. Guy Teissier. Défense. État-major du Sud-Est. Implantation, perspectives [18 février 1997] (p. 1037, 1038)

M. Michel Fromet. Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Application, attitude de la France, mines antipersonnel [18 février 1997] (p. 1038, 1039)

M. Gilbert Meyer. Défense. Restructuration. Conséquences, Colmar [18 février 1997] (p. 1039, 1040)

M. Marc Reymann. Environnement. Pollution et nuisances : bruit. Lutte et prévention, stand de tir Desaix, transfert, perspectives, Strasbourg [18 mars 1997] (p. 1941, 1942)

M. Jean-Luc Warsmann. Défense. Base aérienne de Vouziers-Séchault. Maintien et perspectives [18 mars 1997] (p. 1941)

M. Aloyse Warhouver. Défense. Forces françaises en Allemagne (FFA). Démantèlement, personnels civils étrangers, reconversion, perspectives [15 avril 1997] (p. 2432, 2433)

M. Dominique Bousquet. Défense. Gendarmerie. Transformation de postes, échéancier [15 avril 1997] (p. 2431, 2432)

DÉBATS

Projet de loi n° 2979 relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5273)

Son intervention (p. 5273)

Sa réponse (p. 5283)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 5273)

Défense : armée de l'air : format (p. 5273, 5274, 5284)

Défense : délégation générale à l'armement (p. 5273)

Défense : marine : format (p. 5273)

Défense : ministère : personnels civils (p. 5274)

Industrie : industries d'armement (p. 5273, 5284)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997-2002 (p. 5273, 5274)

Service national (p. 5273, 5284, 5285)

Discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5285)

Article 1er (institution temporaire d'un pécule de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 12 deuxième rectification de M. Charles Cova (notion de pécule) (p. 5286)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (notion de pécule) (p. 5286)

Article 2 (montant du pécule)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 5287)

Article 3 (pécule versé aux militaires bénéficiant d'un congé de reconversion)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 5287)

Article 5 (exclusion du bénéfice du pécule)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) (p. 5288)

Article 6 (congé de reconversion - congé complémentaire de reconversion - situation des officiers de réserve servant en situation d'active (ORSA) - situation des militaires engagés)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence à " l'intérêt du service") (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Michel Meylan (possibilité de plusieurs périodes de formation) (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Pierre Favre (bénéfice du congé de reconversion réservé aux personnels se trouvant à plus de trois ans de la limite d'âge de leur grade) (p. 5290)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice des soins dispensés par le service de santé des armées pour les militaires en situation de congé complémentaire de reconversion) (p. 5290)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (modification de l'article L. 55 du code des pensions civiles et militaires de retraite : non assimilation de la pension à un avantage vieillesse avant l'âge de soixante ans) (p. 5291)

Article 9 (ouverture d'une possibilité de renoncement à la solde de réforme pour les militaires non-officiers)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 5291)

Article 10 (affiliation rétroactive au régime général de sécurité sociale pour les militaires non-officiers ayant renoncé à la solde de réforme)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 5292)

Article 12 (prorogation des dispositions relatives à la retraite et au congé spécial des officiers)

Son intervention (p. 5292)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (cumul de la pension avec l'allocation-chômage) (p. 5292)

Soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement (rapport au Parlement) : adopté (p. 5293)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [10 décembre 1996] (p. 8187)

Son intervention (p. 8187)

Sa réponse (p. 8190)

Thèmes :

Défense : armée de terre : recrutement : contrats d'engagement (p. 8187)

Défense : armée de terre : retraites anticipées (p. 8190)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997-2002 (p. 8187)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Son intervention (p. 6575)

Ses réponses (p. 6582 à 6593)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6581)

Affaires étrangères : organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 6581)

Armée de l'air : avion de transport futur (ATF) (p. 6578, 6579)

Armée de l'air : avions Mirage 2000-5, 2000-D (p. 6578)

Armée de l'air : avions Rafale (p. 6578)

Armée de l'air : munitions (p. 6578)

Armée de terre : format, professionnalisation (p. 6577)

Armements classiques : chars Leclerc (p. 6578)

Armements classiques : hélicoptères "Tigre" et "NH 90" (p. 6578)

Armements nucléaires préstratégiques : missile Hadès (p. 6578)

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 6578)

Armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires, simulation : programme PALEN (p. 6578)

Armements nucléaires stratégiques : missile air-sol moyenne portée (ASMP) (p. 6578)

Armements nucléaires stratégiques : missiles M45, M51 (p. 6578)

Armements nucléaires stratégiques : sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 6579)

Communautés européennes et Union européenne : Conférence intergouvernementale et défense commune européenne (p. 6581)

Espace : programmes "Helios", "Horus", "Syracuse" (p. 6578)

Industries d'armement : coopération européenne (p. 6579, 6580)

Industries d'armement : délégation générale à l'armement (DGA) (p. 6579, 6580)

Industries d'armement : direction des chantiers navals (DCN) (p. 6580)

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) (p. 6580)

Industries d'armement : restructurations industrielles (p. 6579, 6580)

Lois : loi de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 6575, 6576)

Marine : flotte (p. 6578)

Ministère : crédits (p. 6576, 6577)

Ministère : opérations extérieures : financement (p. 6575, 6576)

Réserves (p. 6578)

Service national : "rendez-vous citoyen" (p. 6577)

Réponses aux questions :

Armée de l'air : avion de transport futur (ATF) (p. 6583) (M. Jean Diébold) (p. 6583)

Armée de l'air : avions Rafale (p. 6586) (M. Georges Mothron) (p. 6586)

Armée de l'air : site de Chennevières près de Lunéville en Meurthe-et-Moselle : aménagement de la base aérienne (p. 6583) (M. François Guillaume) (p. 6583)

Armée de terre : armements classiques : chars Leclerc : équipement télémétrique (p. 6592) (M. André Berthol) (p. 6591)

Armée de terre : effectifs et professionnalisation (p. 6588) (M. Pierre Favre) (p. 6588)

Armée de terre : engagés : statut (p. 6588) (M. Georges Durand) (p. 6588)

Armée de terre : fort Henri-Martin des Rousses dans le Jura (p. 6582) (M. Jean Charroppin) (p. 6582)

Armée de terre : Montbéliard : dissolution du régiment d'artillerie, site retenu pour le "rendez-vous citoyen" (p. 6591) (M. Jean Geney) (p. 6590, 6591)

Armée de terre : musée des Goums de Saumur : déménagement vers Montpellier (p. 6590) (M. Christian Martin) (p. 6589)

Armée de terre : personnels civils servant auprès des forces françaises stationnées en Allemagne : aides à la reconversion (p. 6587) (M. Bernard Schreiner) (p. 6587)

Armée de terre : régiment de transport - appui - mobilité : implantation à Châteauroux (p. 6584) (M. Michel Blondeau) (p. 6584)

Armements nucléaires : missiles anti-navire nouvelle génération (ANNG) et air-sol moyenne portée (ASMP) (p. 6592) (M. André Berthol) (p. 6591)

Armements nucléaires : pôle sous-marin de Cherbourg (p. 6593) (M. Yves Bonnet) (p. 6593)

Armements nucléaires : site de Pierrelatte (p. 6587) (M. Thierry Mariani) (p. 6587)

Gendarmerie : brigade du Nord-Pas-de-Calais (p. 6586, 6587) (M. Alain Poyart) (p. 6586)

Gendarmerie : compagnie de gendarmerie d'Angers (p. 6590) (M. Christian Martin) (p. 6589)

Gendarmerie : effectifs et casernements (p. 6582) (M. Alain Ferry) (p. 6582)

Gendarmerie : engagés volontaires : recrutement, formation et rémunération (p. 6584) (M. Jean Pierre Abelin) (p. 6584)

Industries d'armement : Délégation générale à l'armement : établissement technique d'Angers (p. 6589, 6590) (M. Marc Laffineur) (p. 6589)

Industries d'armement : Délégation générale à l'armement : établissement technique d'Angers (p. 6589, 6590) (M. Christian Martin) (p. 6589)

Industries d'armement : direction des chantiers navals : site de Brest (p. 6591) (M. Bertrand Cousin) (p. 6591)

Industries d'armement : direction des chantiers navals : site de Lorient, coopération avec les groupes Leroux et Lotz (p. 6582) (M. Jacques Le Nay) (p. 6582)

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : site de Roanne : plan de charge (p. 6592) (M. Yves Nicolin) (p. 6592)

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : site de Saint-Chamond : plan de charge (p. 6593, 6594) (M. François Rochebloine) (p. 6593)

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : site de Salbris : plan de charge (p. 6586) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6585, 6586)

Industries d'armement : restructurations industrielles : rapprochement entre Dassault et l'Aérospatiale (p. 6586) (M. Georges Mothron) (p. 6586)

Industries d'armement : service technique des systèmes d'armement terrestre de Paris : transfert à Angers (p. 6590) (M. Christian Martin) (p. 6589)

Lois : loi de programmation militaire : comité de suivi des engagements (p. 6584, 6585) (M. Guy Teissier) (p. 6584)

Marine : patrouilleurs affectés à Cherbourg (p. 6590) (M. Yves Bonnet) (p. 6585)

Marine : porte-avions nucléaires : études pour la propulsion du second porte-avions (p. 6590) (M. Bertrand Cousin) (p. 6590)

Ministère de la défense : service de santé des armées (p. 6585) (M. Antoine Carré) (p. 6585)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 461)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 525)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 531)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 580)

Sa réponse (p. 588)

Thèmes :

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 462)

Défense : défense opérationnelle du territoire (p. 589)

DOM-TOM : service militaire adapté (SMA) (p. 591, 592)

Fonctionnaires et agents publics : accès à la fonction publique (p. 525, 592)

Lois : loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996 relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (p. 531)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 465, 531, 588, 589)

Ministère : crédits de la direction centrale du service national et crédits des centres d'accueil du rendez-vous citoyen (p. 589)

Ordre public : plan Vigipirate (p. 589)

Santé publique : état de santé des jeunes Français (p. 525)

Service national : conscription (p. 462, 525, 580, 590)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 463, 525, 590, 591)

Service national : réserves (p. 588, 590)

Service national : volontariat (p. 464, 465, 591 à 593)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 599)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression du premier alinéa de l'article 1er afin de ne pas incorporer le présent projet de loi au code du service national) (p. 600)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 600)

Article liminaire du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression de l'article liminaire du code du service national) (p. 600)

Avant l'article L. 1-1-1 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (intitulé du titre premier du livre premier du code du service national) (p. 600)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (intitulé du chapitre 1er) (p. 600)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rappel de l'obligation pour les citoyens de concourir à la défense du pays) (p. 601)

Soutient le sous-amendement n° 350 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 601)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Olivier Darrason (droits et devoirs du citoyen pour concourir à la défense de la Nation) (p. 601)

Article L. 1-1-1 du code du service national : universalité du service national

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 602)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (numérotation des articles du code du service national) (p. 602)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (universalité du service national dès l'âge de seize ans) (p. 602)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (gestion des dossiers individuels des jeunes Français par le ministre chargé des armées) (p. 603)

Soutient le sous-amendement n° 348 du Gouvernement (gestion des dossiers individuels par le ministre chargé des armées jusqu'à ce que les jeunes gens aient accompli leur rendez-vous citoyen) à l'amendement n° 14 de la commission : adopté (p. 603)

Intervient sur le sous-amendement n° 356 de M. Jacques Boyon (gestion des dossiers des volontaires par les ministères compétents) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 603)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (recensement inclus dans la partie obligatoire du service national) (p. 603)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression de la partie facultative : le volontariat) (p. 604)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Olivier Darrason (introduction de la notion de "volontariats") (p. 604)

Après l'article L. 1-1-1 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'appel sous les drapeaux si la défense de la Nation le justifie) (p. 605)

Soutient le sous-amendement n° 349 du Gouvernement (suppression de l'expression "à tout moment") à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 605)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (classes d'âges concernées) (p. 605)

Article L. 1-1-2 du code du service national : objet du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 606)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Arsène Lux (objectifs du rendez-vous citoyen) (p. 608)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Voisin (de précision) (p. 608)

Soutient l'amendement n° 361 du Gouvernement (objectifs du rendez-vous citoyen : renforcement de l'esprit de défense, de la cohésion nationale et du lien armée-Nation) : adopté (p. 608)

Article L. 1-1-3 du code du service national : objet du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 609)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression du dernier alinéa de l'article L. 1-1-3 relatif aux aides destinées à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes gens) (p. 609)

Intervient sur l'amendement n° 317 corrigé de M. Michel Meylan (institution d'une prime forfaitaire de réinsertion à la fin de la période de volontariat) (p. 610)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Michel Voisin (délivrance d'un certificat d'accomplissement du volontariat) (p. 611)

Article L. 1-1-4 du code du service national : obligations incombant aux Français possédant une double nationalité

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 611)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (application aux jeunes gens venant résider en France avant l'âge de vingt-cinq ans) (p. 611)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (respect des conventions bilatérales lorsqu'elles existent) (p. 612)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Olivier Darrason (respect des conventions bilatérales lorsqu'elles existent) (p. 612)

Après l'article L. 1-1-4 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Olivier Darrason (information préalable des jeunes Français dans les établissements d'enseignement scolaire) (p. 613)

Article L. 1-2-1 du code du service national : institution du Haut conseil du service national

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Voisin (composition du Haut conseil du service national) (p. 613)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (mission du Haut conseil du service national) (p. 614)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (mission du Haut conseil) (p. 614)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Voisin (respect du principe d'égalité entre les différentes formes du volontariat contrôlé par le Haut conseil) (p. 614)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (vérification par le Haut conseil que les centres du service national disposent des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions) (p. 615)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (contrôle par le Haut conseil des agréments des organismes d'accueil des volontaires) (p. 615)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (vérification par le Haut conseil que les personnes chargées du contrôle des conditions d'exercice du volontariat assurent bien cette fonction) (p. 615)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Voisin (consultation du Haut conseil pour toute modification du code du service national) (p. 616)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de la commission (publication des avis du Haut conseil au Journal officiel) (p. 616)

Article L. 1-2-2 du code du service national : composition du Haut conseil du service national

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (présence de deux parlementaires de chaque assemblée au sein du Haut conseil) (p. 617)

Après l'article L. 1-2-2 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rapport annuel au Premier ministre et communication de ce rapport au Parlement) (p. 617)

Article L. 1-3-2 du code du service national : certificat de recensement

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (obligation de recensement à la mairie du domicile ou au consulat pour les jeunes gens qui résident à l'étranger) (p. 617)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de cohérence) (p. 617)

Article L. 1-3-3 du code du service national : obligation de recensement pour les personnes acquérant la nationalité française

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (recensement jusqu'à l'âge de trente ans des personnes devenues françaises) (p. 618)

Article L. 1-3-5 du code du service national : accès à certains droits comme l'inscription aux examens et concours publics

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 618)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (obligation de présenter le certificat de recensement pour l'accès à certains droits) (p. 619)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (cas de force majeure empêchant un jeune Français de se faire recenser) (p. 619)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission (possibilité de régulariser sa situation jusqu'à trente ans) (p. 619)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (période transitoire pour les jeunes gens nés entre le 1er janvier 1979 et le 31 juillet 1980) (p. 620)

Article L. 1-3-6 du code du service national : inscription sur les listes de recensement en cas d'omission

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (âge limite de trente ans pour l'inscription sur les premières listes de recensement) (p. 620)

Après l'article L. 1-3-6 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (notification à la direction centrale du service national des changements d'adresse, de situation familiale ou professionnelle) (p. 620)

Article L. 1-4-1 du code du service national : âge et statut juridique des participants au rendez-vous-citoyen

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Olivier Darrason (allongement de l'âge limite d'accomplissement du rendez-vous citoyen) (p. 621)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (dénomination des centres du rendez-vous citoyen) (p. 621)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (enseignement de l'histoire et de l'instruction civique) (p. 621)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (possibilité d'accomplir les formalités du rendez-vous citoyen après l'âge de vingt-cinq ans) (p. 621)

Article L. 1-4-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 622)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Arsène Lux (missions du rendez-vous citoyen) (p. 623)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (interlocuteurs des jeunes lors du rendez-vous citoyen) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Voisin (déclaration de la situation universitaire) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission ("rappel" et non "présentation" du fonctionnement des institutions et des enjeux de la défense lors du rendez-vous citoyen) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Voisin (rappel des institutions de l'Union européenne) (p. 627)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (souci de "conforter l'esprit de défense" lors du rendez-vous citoyen) (p. 627)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Olivier Darrason (sensibilisation des jeunes Français à l'inscription sur les listes électorales lors du rendez-vous citoyen) (p. 627)

Après l'article L. 1-4-2 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (appel à des médiateurs-citoyens) (p. 628)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (détermination par le Premier ministre, des moyens nécessaires aux centres du service national) (p. 629)

Article L. 1-4-3 du code du service national : durée du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Voisin (possibilité de moduler la durée du rendez-vous citoyen) (p. 629)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Paul Anciaux (durée du rendez-vous citoyen portée à douze semaines consécutives) (p. 630)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Arsène Lux (durée du rendez-vous citoyen portée à huit semaines consécutives) (p. 630)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Arsène Lux (durée du rendez-vous citoyen portée à quatre semaines consécutives) (p. 630)

Intervient sur l'amendement n° 87 corrigé de M. Olivier Darrason (possibilité de sessions d'une durée de deux semaines à un mois avec l'accord des appelés au service national) (p. 630)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Olivier Darrason (durée et contenu définitifs du rendez-vous citoyen fixés par le Gouvernement à l'issue de la période d'expérimentation) (p. 630)

Article L. 1-4-4 du code du service national : brevet d'attestation

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 631)

Article L. 1-4-5 du code du service national : exemption pour infirmité ou inaptitude

Intervient sur l'amendement n° 53 rectifié de la commission (demande justifiée éventuellement présentée par le représentant légal du jeune) (p. 631)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (demandes d'exemption adressées à une commission médicale dont la composition et les compétences seront déterminées par décret en Conseil d'État) (p. 631)

Article L. 1-4-6 du code du service national : participation des personnes détenues au rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Arsène Lux (convocation des détenus) (p. 632)

Article L. 1-4-7 du code du service national : participation des résidents à l'étranger

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (Français résidant "effectivement" à l'étranger) (p. 632)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (prise en compte de l'attitude des pouvoirs publics de l'État dans lequel les jeunes résident) (p. 632)

Soutient le sous-amendement n° 355 du Gouvernement (nécessité d'une impossibilité légale de se rendre au rendez-vous citoyen pour que les sanctions ne soient pas déclenchées) à l'amendement n° 57 de la commission : adopté (p. 632)

Article L. 1-4-8 du code du service national : choix de la session

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (choix entre trois dates proposées par l'administration) (p. 633)

Après l'article L. 1-4-8 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (demande de convocation au rendez-vous citoyen dès l'âge de dix-huit ans en vue d'accomplir un volontariat) (p. 634)

Soutient le sous-amendement n° 351 du Gouvernement (demande de convocation à partir du dix-huitième anniversaire) à l'amendement n° 59 de la commission : adopté (p. 634)

Article L. 1-4-9 du code du service national : nouvelle convocation à une session

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression des dispositions relatives au retard) (p. 634)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) (p. 634)

Article L. 1-4-13 du code du service national : validité de la session

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (sanctions en cas de refus de participation à tout ou partie des activités de la session) (p. 634)

Article L. 1-4-14 du code du service national : respect des règles de vie collective

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (référence au règlement de discipline générale des armées) (p. 635)

Article L. 1-4-15 du code du service national : sanctions disciplinaires

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) (p. 635)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (convocation à une nouvelle session dans un délai de six mois en cas d'exclusion d'une session précédente) (p. 635)

Article L. 1-4-16 du code du service national : nécessité d'être en règle à l'égard des obligations du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 635)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 635)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) (p. 635)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (suppression du dernier alinéa relatif aux modalités de régularisation jusqu'à vingt-cinq ans) (p. 636)

Après l'article L. 1-4-16 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (régularisation de la situation) (p. 636)

Soutient le sous-amendement n° 352 du Gouvernement (régime de régularisation différent pour les jeunes n'ayant pas un motif légitime) à l'amendement n° 70 de la commission : rejeté (p. 636)

Soutient le sous-amendement n° 353 du Gouvernement (régime de régularisation différent pour les jeunes n'ayant pas un motif légitime) à l'amendement n° 70 de la commission : rejeté (p. 636)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Olivier Darrason (obligation d'avoir accompli le rendez-vous citoyen pour être candidat à une élection publique) (p. 636)

Article L. 1-14-17 du code du service national : couverture sociale d'un appelé au service national

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 637)

Article L. 1-4-18 du code du service national : indemnisation des préjudices subis

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (de cohérence) (p. 637)

Article L. 1-4-20 du code du service national : changement ou acquisition de nationalité

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (obligation de participer au rendez-vous citoyen même si, au moment de l'acquisition de la nationalité française, le jeune a satisfait aux obligations du service national dans son pays d'origine) (p. 638)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (possibilité pour les binationaux de participer au rendez-vous citoyen) (p. 638)

Après l'article L. 1-4-20 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Olivier Darrason (période d'initiation aux problèmes de la défense pour les jeunes gens qui envisagent un volontariat) (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (liaison entre les jeunes gens ayant accompli le rendez-vous citoyen et les organismes d'accueil des volontaires) (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (suivi des jeunes en difficulté) (p. 639)

Avant l'article L. 2-1 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Olivier Darrason (prise en compte des "volontariats") (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (introduction d'un chapitre 1er et modification de la numérotation des articles du code) (p. 640)

Article L. 2-1 du code du service national : domaines d'exercice du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 640)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (référence aux "volontariats") (p. 640)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) (p. 640)

Article L. 2-2 du code du service national : défense, sécurité et prévention

Intervient sur l'amendement n° 339 rectifié de M. Olivier Darrason (mise en valeur et protection du patrimoine national)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 641)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) (p. 641)

Intervient sur l'amendement n° 305 de Mme Christine Boutin (sécurité des flux économiques) (p. 641)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (rédactionnel) (p. 642)

Article L. 2-3 du code du service national : cohésion sociale et solidarité

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 642)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (volontariat effectué en faveur des zones sensibles) (p. 643)

Soutient le sous-amendement n° 357 rectifié du Gouvernement (volontariat effectué en faveur des zones urbaines sensibles et des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 129 de la commission : retiré (p. 642)

Article L. 2-4 du code du service national : coopération internationale et aide humanitaire

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) (p. 643)

Après l'article L. 2-4 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Olivier Darrason (session de remise à niveau d'une durée de deux mois avant la période de volontariat) (p. 643)

Article L. 2-5 du code du service national : droit limité au volontariat

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) (p. 643)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (unicité du volontariat) (p. 643)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (notion de "postes offerts" par les organismes d'accueil) (p. 644)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (possibilité pour les personnes n'ayant pas été recensées d'accomplir un volontariat) (p. 644)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (rédactionnel) (p. 644)

Article L. 2-6 du code du service national : agrément par l'autorité administrative

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (rédactionnel) (p. 644)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (critères d'agrément déterminés par décret et subordonnés au respect de certaines exigences concernant l'encadrement et la formation des volontaires, ainsi que le contrôle de leurs conditions de vie et de travail) (p. 645)

Soutient l'amendement n° 358 du Gouvernement (agrément subordonné au respect des conditions déterminées par décret fixant des garanties d'encadrement et de formation des volontaires et prévoyant un contrôle de leurs conditions de vie et de travail) : adopté (p. 645)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Olivier Darrason (contrôle des agréments par le Haut conseil du service national) (p. 645)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (conventions relatives aux activités offertes et aux conditions d'exercice passées entre l'organisme d'accueil et le ministère concerné) (p. 646)

Article L. 2-7 du code du service national : nature des activités

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (de précision) (p. 656)

Après l'article L. 2-7 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Michel Boucheron (information des comités d'entreprise, du Conseil supérieur de la fonction militaire et des comités techniques paritaires de la fonction publique de la nature des activités que les volontaires auront à accomplir) (p. 657)

Article L. 2-8 du code du service national : durée du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (durée du volontariat comprise entre neuf et vingt-quatre mois et sans fractionnement) (p. 659)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jacques Boyon (durée totale du volontariat au plus égale à vingt-quatre mois) (p. 659)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (durée minimale de douze mois pour le volontariat accompli dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la prévention) (p. 659)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Aymeri de Montesquiou (durée minimale de douze mois pour le volontariat accompli dans le domaine de la coopération internationale et de l'aide humanitaire) (p. 660)

Article L. 2-9 du code du service national : nécessité d'un accord écrit de volontariat

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (rédactionnel) (p. 660)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (nécessité d'un contrat entre le volontaire et l'organisme d'accueil) (p. 660)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jacques Boyon ("contrat" de volontariat ne pouvant être assimilé à un contrat de travail) (p. 661)

Soutient le sous-amendement n° 362 du Gouvernement (substitution du terme "accord" au terme "contrat") à l'amendement n° 208 de M. Jacques Boyon : adopté (p. 661)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Olivier Darrason (caractère de contrat de travail spécifique de l'accord) (p. 661)

Intervient sur l'amendement n° 204 corrigé de la commission (impossibilité de cumuler le volontariat avec une activité de formation ou professionnelle) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Jean-Michel Boucheron (soumission de l'accord de volontariat au code du travail) (p. 663)

Après l'article L. 2-9 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (prolongation du volontariat à la demande de l'organisme d'accueil ou du volontaire) (p. 663)

Avant l'article L. 2-10 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 145 corrigé de la commission (introduction d'un chapitre II intitulé "Droits et obligations des volontaires") (p. 664)

Article L. 2-10 du code du service national : indemnisation du volontaire

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Olivier Darrason (possibilité de rémunérations différentes selon la durée, le lieu d'affectation et le domaine du volontariat) (p. 664)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (fixation par décret "chaque année" de l'indemnité mensuelle versée aux volontaires) (p. 664)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (modulation des prestations de logement, de nourriture et d'indemnité de transport en fonction du lieu d'affectation et de la nature du poste) (p. 665)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (prise en compte du lieu d'affectation et de la "nature de l'activité") à l'amendement n° 147 de la commission : adopté (p. 665)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Olivier Darrason (indemnités pour sujétions propres à certaines activités d'ordre humanitaire ou social) (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (indemnité spécifique pour les volontaires affectés hors du territoire métropolitain) (p. 666)

Soutient le sous-amendement n° 354 du Gouvernement (indemnité spécifique pour les volontaires affectés à l'étranger) à l'amendement n° 149 de la commission : retiré (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (modulation de l'indemnité au-delà du douzième mois) (p. 667)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Michel Meylan (indemnité de base exonérée de l'impôt sur le revenu) (p. 667)

Article L. 2-11 du code du service national : discrétion professionnelle

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (soumission aux règles de discipline applicables au personnel de l'organisme d'accueil ou au règlement intérieur) (p. 668)

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (interdiction de toute activité politique ou syndicale, dans l'accomplissement du volontariat) (p. 669)

Intervient sur le sous-amendement n° 343 corrigé de M. Jacques Boyon (absence d'activité politique ou syndicale dans l'exercice des activités directement liées au volontariat) à l'amendement n° 160 de la commission (p. 669)

Article L. 2-12 du code du service national : protection sociale des volontaires

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Michel Meylan (couverture sociale des volontaires accomplissant un volontariat dans le domaine de la coopération internationale et de l'aide humanitaire) (p. 669)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (prise en charge des cotisations sociales des volontaires lorsque les organismes d'accueil sont des associations agréées) (p. 671)

Après l'article L. 2-12 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Olivier Darrason (accomplissement d'un volontariat d'une durée minimale de neuf mois pour être titularisé dans un emploi public) (p. 671)

Article L. 2-13 du code du service national : reconnaissance du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Arsène Lux (de suppression) (p. 672)

Article L. 2-14 du code du service national : prise en compte du volontariat dans le calcul de l'ancienneté

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (égalité de traitement entre le secteur privé et le secteur public) (p. 673)

Après l'article L. 2-15 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (reconnaissance des qualifications acquises pour l'accès au corps des sapeurs-pompiers) (p. 673)

Article L. 2-16 du code du service national : rupture de l'accord de volontariat

Intervient sur l'amendement n° 165 corrigé de la commission (rupture par accord entre les parties) (p. 674)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) (p. 674)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de la commission (possibilité pour le seul organisme d'accueil de mettre fin au volontariat dans le mois qui suit la formation) (p. 674)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (préavis de deux mois lorsque le volontaire a un motif sérieux et d'un mois pour occuper un emploi) (p. 675)

Soutient l'amendement n° 360 du Gouvernement (préavis d'un mois) : devenu sans objet (p. 675)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (suppression du qualificatif "disciplinaire" pour la faute grave du volontaire) (p. 676)

Article L. 2-17 du code du service national : modalités d'application

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) (p. 676)

Après l'article L. 2-17 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (dispositions transitoires pour le volontariat féminin) (p. 676)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Michel Voisin (répartition des charges budgétaires de fonctionnement des centres d'évaluation, d'orientation et d'information entre les différents ministères) (p. 677)

Article 2 (rapport au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (rapport annuel au Parlement et pour la première fois au 31 décembre 1998) (p. 677)

Intervient sur le sous-amendement n° 214 deuxième correction de M. Olivier Darrason (débat sans vote lors de la présentation du rapport au Parlement) à l'amendement n° 171 de la commission (p. 677)

Article 3 (constitution d'un livre deuxième du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (maintien du principe de la conscription) (p. 678)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (champ d'application du livre deuxième du code du service national) (p. 678)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (dispositions relatives aux DOM-TOM) (p. 678)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. René André (report d'incorporation pour les jeunes gens titulaires d'un contrat à durée indéterminée) (p. 681)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (fixation par décret en Conseil d'État des conditions d'attribution du report supplémentaire) (p. 681)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Michel Meylan (report supplémentaire d'un an pour les jeunes gens qui créent leur entreprise) (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (report supplémentaire pour les jeunes gens qui justifient de la poursuite de leurs études) (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (rédactionnel) (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (de cohérence) (p. 682, 683)

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (de cohérence) (p. 682, 683)

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (de cohérence) (p. 683)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (de cohérence) (p. 683)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Michel Meylan (dispense des dirigeants ou dirigeants de fait) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Michel Meylan (dispense pour les jeunes gens bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un contrat de formation en alternance) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Denis Merville (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant de contrats de travail à durée indéterminée) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de M. Philippe Legras (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant de contrats à durée indéterminée) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Michel Meylan (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis six mois au moins au moment du dépôt de la demande) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Charles Gheerbrant (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis un an au moins au moment du dépôt de la demande) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Michel Meylan (dispense accordée aux jeunes gens chargés de famille et justifiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis six mois au moins au moment du dépôt de la demande) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Michel Meylan (dispense accordée aux jeunes gens chargés de famille et justifiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis six mois au moins au moment du dépôt de la demande) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission (de suppression partielle) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (de coordination) (p. 685)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) (p. 685)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) (p. 685)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Édouard Leveau (dispense accordée aux jeunes gens participant à une exploitation agricole familiale) (p. 686)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Édouard Leveau (dispense accordée aux patrons pêcheurs et aux chefs mécaniciens) (p. 686)

Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (de coordination) (p. 686)

Intervient sur l'amendement n° 188 rectifié de la commission (de coordination) (p. 686)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (de coordination) (p. 686)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) (p. 686)

Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (rédactionnel) (p. 687)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Michel Boucheron (frais d'hébergement et de restauration des appelés effectuant un service en tant qu'objecteur de conscience pris en charge par l'État) (p. 687)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (de cohérence) (p. 687)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (suppression de la troisième partie) (p. 688)

Article 5 (volontariat féminin)

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (de suppression) (p. 688)

Article 6 (report supplémentaire)

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (de suppression) (p. 688)

Article 7 (service militaire adapté)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (de suppression) (p. 688)

Article 8 (dispense de présentation du certificat de recensement)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (de suppression) (p. 688)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 198 de la commission (intitulé de la quatrième partie : "dispositions diverses") (p. 688)

Article 9 (prise en compte du service national dans le code du travail)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Olivier Darrason (suspension du contrat de travail du salarié ou de l'apprenti pendant toute la durée du service national actif) (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (droit à une autorisation d'absence exceptionnelle pour accomplir le rendez-vous citoyen) (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Michel Meylan (rédactionnel) (p. 690)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Olivier Darrason (suspension du contrat de travail durant l'accomplissement d'un volontariat) (p. 690)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Olivier Darrason (attestation garantissant que le salarié n'a pas déjà bénéficié d'un congé pour accomplir un volontariat) (p. 690)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Olivier Darrason (information de l'employeur de la date de départ en congé pour accomplir un volontariat) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Olivier Darrason (indication par le salarié à son employeur de l'organisme d'accueil auprès duquel le volontariat sera effectué) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Olivier Darrason (information de l'employeur en cas de prolongation du volontariat) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Olivier Darrason (prolongation du congé pour un motif de force majeure et droit du salarié à retrouver son emploi) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Michel Meylan (ancienneté acquise au titre du volontariat) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Olivier Darrason (remise à l'employeur d'une attestation constatant l'accomplissement du volontariat) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Olivier Darrason (interdiction faite à l'employeur de résilier le contrat de travail d'un salarié ou d'un apprenti astreint aux obligations du service national) (p. 692)

Article 11 (prise en compte de la réforme du service national dans le code civil)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (prise en compte en tant que période d'équivalence de résidence en France du séjour hors de France d'un volontaire) (p. 693)

Intervient sur l'amendement n° 206 rectifié de la commission (de suppression partielle) (p. 693)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Olivier Darrason (nouvelle rédaction et maintien de l'article 23-2 du code civil) (p. 693)

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (maintien de l'article 20-4 du code civil) (p. 694)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Olivier Darrason (répudiation de la nationalité française jusqu'à vingt-cinq ans) (p. 694)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 310 de la commission (application des articles 21-11 et 21-26-3 du code civil aux jeunes gens soumis au service national) (p. 694)

Seconde délibération

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (prise en charge par les associations de l'indemnité et de la couverture sociale des volontaires) : rejeté (p. 697)

Son intervention à l'issue du vote (p. 738)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2282)

Son intervention (p. 2282)

Thèmes :

Associations : cotisations sociales des engagés volontaires : remboursement par l'Etat (p. 2283)

Service national : conscription (p. 2282)

Service national : objection de conscience (p. 2282)

Service national : recensement (p. 2282)

Service national : rendez-vous "citoyen" (p. 2282, 2283)

Service national : volontariat (p. 2283)

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-1-A du code du service national : obligation des citoyens de concourir à la défense de leur pays

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (obligation pour tous les citoyens de concourir à la défense du pays, notamment dans le cadre du service national) (p. 2298)

Article L. 111-1 du code du service national : universalité du service national

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (principe d'universalité du service national) (p. 2298)

Article L. 111-1-1 du code du service national : rétablissement éventuel du service national

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement éventuel de l'appel sous les drapeaux) (p. 2300)

Article L. 111-2 du code du service national : objet du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (objectifs du rendez-vous citoyen) (p. 2300)

Article L. 111-3 du code du service national : objet du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (objet du volontariat) (p. 2301)

Article L. 111-4 du code du service national : obligations incombant aux Français possédant une double nationalité

Soutient l'amendement n° 70 du Gouvernement (obligations incombant aux Français possédant une double nationalité) : rejeté (p. 2303)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (obligations incombant aux bi-nationaux) (p. 2304)

Article L. 111-5 du code du service national : information relative au service national

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (information sur le service national dans les établissements d'enseignement) (p. 2304)

Après l'article L. 111-5 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Olivier Darrason (conventions passées entre le ministère de la défense et celui de l'éducation nationale pour fixer les conditions de l'information sur le service national dans les établissements scolaires) (p. 2305)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Olivier Darrason (renégociation périodique des conventions passées entre les deux ministères pour tenir compte de l'expérimentation du service national) (p. 2305)

Article L. 111-6 du code du service national : suivi des dossiers

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression de la référence à un décret d'application) (p. 2305)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (suppression de la référence au ministère chargé des armées) (p. 2305)

Article L. 113-1 du code du service national : obligation du recensement

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (obligation du recensement "en vue de l'accomplissement du service national") (p. 2306)

Article L. 113-5 du code du service national : accès à certains droits comme l'inscription aux examens et concours publics

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression des sanctions en cas de non-recensement) (p. 2307)

Article L. 113-7 du code du service national : actualisation des renseignements fournis au moment du recensement

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jacques Boyon (obligation jusqu'à l'âge de trente ans pour les jeunes Français recensés de faire connaître à la direction centrale du service national tout changement intervenu dans leur situation familiale, professionnelle ou de résidence) (p. 2307)

Article L. 114-1 du code du service national : âge et statut juridique des participants au rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (âge pour être convoqué au rendez-vous citoyen) (p. 2307)

Article L. 114-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rencontres entre les jeunes Français et les représentants des institutions, des administrations et des acteurs de la vie politique, économique et sociale au cours du rendez-vous citoyen) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de précision) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (information générale dans le domaine de la santé au cours du rendez-vous citoyen) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (évaluation individuelle des jeunes gens en vue de leur suivi et de leur orientation) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression de la référence au volontariat proposé par l'Union européenne) (p. 2308)

Article L. 114-2-1 du code du service national : appel à des médiateurs-citoyens

Intervient sur l'amendement n° 63 corrigé de M. Olivier Darrason (évaluation individuelle, suivi et orientation des jeunes par des "médiateurs-citoyens") (p. 2309)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (contribution de chaque centre du service national dans la lutte contre l'exclusion) (p. 2310)

Article L. 114-3 du code du service national : durée du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (durée du rendez-vous citoyen) (p. 2310)

Article L. 114-5 du code du service national : exemption pour infirmité ou inaptitude

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (exemption pour infirmité ou inaptitude "justifiée") (p. 2310)

Article L. 114-6 du code du service national : participation des personnes détenues au rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (participation des anciens détenus au rendez-vous citoyen) (p. 2310)

Article L. 114-7 du code du service national : participation des résidents à l'étranger

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (participation obligatoire des résidents à l'étranger au rendez-vous citoyen) (p. 2311)

Soutient l'amendement n° 71 du Gouvernement (participation des résidents à l'étranger sous réserve du respect des contraintes liées au droit du pays d'accueil) : devenu sans objet (p. 2311)

Article L. 114-9 du code du service national : nouvelle convocation à une session

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (suppression de la notion de retard) (p. 2311)

Article L. 114-14 du code du service national : respect des règles de vie collective

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (respect des règles de vie collective) (p. 2312)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (règlement intérieur définissant les règles de vie propres à chaque centre) (p. 2312)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 2312)

Article L. 114-16 du code du service national : nécessité d'être en règle à l'égard des obligations du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression de l'article L. 114-16 du code du service national) (p. 2313)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (sanctions) (p. 2313)

Article L. 114-16-1 du code du service national : régularisation de la situation

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (nouvelles dates de session proposées au choix des jeunes) (p. 2314)

Article L. 114-19 du code du service national : engagement de la responsabilité civile de l'État

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (engagement de la responsabilité civile de l'État) (p. 2314)

Article L. 114-20 du code du service national : changement ou acquisition de la nationalité

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (changement ou acquisition de la nationalité française et assujettissement à l'obligation de rendez-vous citoyen) (p. 2314)

Après l'article L. 114-20 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Olivier Darrason (initiation théorique et pratique aux problèmes de la défense pour les jeunes qui envisagent un volontariat à l'issue du rendez-vous citoyen) (p. 2315)

Article L. 114-20-1 du code du service national : liaison entre les jeunes gens et les organismes d'accueil des volontaires

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 2315)

Article L. 114-20-2 du code du service national : suivi des jeunes en difficulté

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suivi des jeunes en difficulté) (p. 2315)

Article L. 121-1-A du code du service national : objet du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (suppression de l'article L. 121-1-A du code du service national) (p. 2329)

Article L. 121-2 du code du service national : défense, sécurité et prévention

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Olivier Darrason (volontariat dans les domaines de la protection de l'environnement et du patrimoine national) (p. 2330)

Article L. 121-3 du code du service national : cohésion sociale et solidarité

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (volontariat au service des personnes en difficulté et pour appuyer des actions en faveur des zones sensibles) (p. 2330)

Article L. 121-7 du code du service national : nature des activités

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de M. Jean-Michel Boucheron (distinction entre les activités de volontariat et les emplois permanents) (p. 2331)

Soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (non-substitution des activités offertes aux volontaires à des emplois permanents) : retiré (p. 2331)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jacques Boyon (non-substitution des activités de volontariat avec des emplois permanents de la fonction publique ou avec des emplois pourvus par des salariés sous contrat de travail) (p. 2332)

Après l'article L. 121-7 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Michel Boucheron (association des partenaires sociaux à la définition des tâches confiées aux volontaires) (p. 2332)

Article L. 121-7-1 du code du service national : aménagement de la durée du volontariat

Soutient l'amendement n° 74 du Gouvernement (durée totale du volontariat) : adopté (p. 2332)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (durée minimale de douze mois pour le volontariat effectué dans le domaine de la défense, de la sécurité et de la prévention) (p. 2333)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Michel Boucheron (volontariat effectué en une seule fois sans fractionnement) (p. 2333)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (nombre de périodes fractionnées limité à trois) (p. 2334)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (fractionnement proposé en cours de volontariat avec l'accord du volontaire) (p. 2334)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (impossibilité de séparer les périodes de fractionnement de plus d'une année) (p. 2334)

Article L. 121-9 du code du service national : nécessité d'un accord écrit de volontariat

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (interdiction de cumuler un volontariat avec une formation professionnelle rémunérée faisant l'objet d'une aide publique) (p. 2334)

Après l'article L. 121-9 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (incompatibilité du volontariat avec un emploi à plein temps) (p. 2334)

Intervient sur l'amendement n° 45 rectifié de la commissjon (signature d'un accord de volontariat entre l'État et un volontaire mis ensuite à la disposition d'un organisme d'accueil) (p. 2335)

Soutient le sous-amendement n° 75 du Gouvernement (charge financière du volontaire assumée par l'organisme d'accueil) à l'amendement n° 45 rectifié de la commission : adopté (p. 2335)

Article L. 121-10 du code du service national : prolongation du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (prorogation du volontariat) (p. 2335)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (prorogation du volontariat) (p. 2335)

Après l'article L. 122-1 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (exonération fiscale de l'indemnité versée aux volontaires) (p. 2335)

Soutient le sous-amendement n° 95 du Gouvernement (indemnités exonérées de la contribution au remboursement de la dette sociale) à l'amendement n° 48 de la commission : adopté (p. 2335)

Article L. 122-3 du code du service national : protection sociale des volontaires

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Charles Josselin (couverture maladie, maternité, invalidité) (p. 2337)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (remboursement des cotisations assuré par l'État) (p. 2337)

Article L. 122-3-1 du code du service national : convention de volontariat en cas de mise à disposition d'une entreprise

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (convention de volontariat en cas de mise à disposition de volontaires dans une entreprise située à l'étranger) (p. 2337)

Article L. 122-7 du code du service national : rupture de l'accord de volontariat

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (cas de rupture de l'accord de volontariat) (p. 2338)

Intervient sur l'amendement n° 86 rectifié de (conditions pour la rupture de l'accord de volontariat) (p. 2338)

Article 3 (constitution d'un livre II du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (remise en vigueur de la conscription si la "sécurité du pays" le justifie) (p. 2339)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de cohérence) (p. 2339)

Article 4 (dispositions particulières modifiant le livre II du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression partielle) (p. 2340)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (inscriptions d'office sur les listes électorales des jeunes Français recensés) (p. 2341)

Article 9 (prise en compte du service national dans le code du travail)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (obligation pour le salarié d'attester à l'employeur qu'il n'a pas déjà bénéficié du congé de volontariat) (p. 2342)

Soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement (limitation du refus de l'employeur à la seule demande de prolongation du congé de volontariat) : rejeté (p. 2342)

Soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (limitation du refus de l'employeur à la seule demande de prolongation du congé de volontariat) : rejeté (p. 2342)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 2342)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) (p. 2343)

Article 10 bis (exonération de l'impôt sur le revenu de l'indemnité versée aux volontaires)

Soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (défiscalisation de toutes les indemnités mensuelles versées aux volontaires) : adopté (p. 2343)

Article 11 ter (prise en compte de la réforme du service national dans le code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (exclusion de toutes les indemnités mensuelles de l'assiette des cotisations sociales) : adopté (p. 2344)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte du volontariat dans le code de la sécurité sociale) (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement (complément à l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale : couverture des volontaires en matière d'accident du travail et en cas de maladie professionnelle) : adopté (p. 2344)

Son intervention (p. 2344)

Charles MIOSSEC

Finistère (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV - Ouest : contournement du Mans (p. 6520)

Proposition de loi n° 141 tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1858)

Son intervention (p. 1860)

Thèmes :

Créances et privilèges : protection des débiteurs (p. 1860, 1861)

Créances et privilèges : surendettement (p. 1860, 1861)

Discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1864)

Article 1er bis (délai pour procéder à la vente amiable à compter de la signification du commandement)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1870)

Ses explications de vote (p. 1874)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1874)

Odile MOIRIN

Essonne (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Enfance martyre. Lutte et prévention [5 novembre 1996] (p. 6489)

Serge MONNIER

Haute-Loire (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 1997] (p. 1980)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 février 1997] (p. 1980)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Universités. Réforme, perspectives [4 février 1997] (p. 728)

Politique extérieure. Albanie. Situation politique, attitude de la France [12 mars 1997] (p. 1854)

DÉBATS

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement)

Soutient le sous-amendement n° 176 de M. Jacques Richir (prise en compte des possibilités de traitement dans le pays de renvoi) à l'amendement n° 11 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (non-expulsion des étrangers résidents habituellement en France atteints d'une pathologie grave) : adopté (p. 1521)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2565)

Thèmes :

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2565)

Jeunes : échec scolaire : lutte contre l'illettrisme (p. 2566)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle (p. 2586)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 6 (droit à la vie familiale des personnes hébergées dans les centres d'accueil)

Son intervention (p. 2675)

Article 12 (itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2762)

Aymeri de MONTESQUIOU

Gers (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome II : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 3032) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3024 clarifiant les statuts juridiques et financiers des sportifs et des clubs sportifs et favorisant leur développement [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chèques-service. Réglementation, agriculture et artisanat [29 janvier 1997] (p. 505)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israelo-arabe, processus de paix, perspectives [26 mars 1997] (p. 2326)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5960)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5956)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : action culturelle extérieure et francophonie : ministère des affaires étrangères (p. 6841)

Administration : carte diplomatique (p. 6842)

Administration : crédits du ministère (p. 6841)

Administration : effectifs des affaires étrangères (p. 6841)

Administration : grand ministère : fusion avec le ministère de la coopération (p. 6842)

Administration : opérations extérieures : coût et imputation (p. 6841)

Affaires étrangères : Asie, ASEAN (p. 6842)

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6841)

Affaires étrangères : Organisation des Nations unies : Conseil de sécurité, missions et moyens, contribution française, réforme de l'institution (p. 6841)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 6842)

Europe : politique étrangère et de sécurité commune (p. 6841)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Administration : formalités, chèque-emploi-service (p. 7054)

Banques et établissements financiers : prêts bonifiés (p. 7052)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 24 (relèvement du tarif de consommation sur les alcools)

Son intervention (p. 6326)

Son amendement n° 122 (augmentation des droits sur la bière) : rejeté (p. 6330)

Son amendement n° 166 (répartition de la hausse des droits sur les différents produits alcoolisés) : retiré (p. 6330)

Soutient l'amendement n° 90 de M. Didier Bariani (report de l'entrée en vigueur du dispositif) : rejeté (p. 6332)

Proposition de loi n° 3112 relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1996] (p. 8009)

Son intervention (p. 8014)

Thèmes :

Justice : décision du tribunal administratif de Paris du 2 juillet 1996 (p. 8015)

Parlement : proposition de loi de validation du contrat de concession (p. 8014, 8015)

Sports : manifestations sportives : coupe du monde de football de 1998 (p. 8015)

Sports : Stade de France : contrat de concession à Consortium Grand Stade SA du 29 avril 1995 et cahier des charges annexé (p. 8015)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 2-8 du code du service national : durée du volontariat

Son amendement n° 315 soutenu par M. Michel Meylan (durée minimale de douze mois pour le volontariat accompli dans le domaine de la coopération internationale et de l'aide humanitaire) : rejeté (p. 660)

Louise MOREAU

Alpes-Maritimes (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un État dans l'autre (n° 3058) [5 novembre 1996]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome VI : Économie et finances (commerce extérieur) (n° 3032) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3058), autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un État dans l'autre [18 décembre 1996] (n° 3248)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Emploi et activité. Concurrence étrangère, fusion de Boeing et de McDonnel Douglas [17 décembre 1996] (p. 8415)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5534)

Thèmes :

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 5534)

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités : politique budgétaire (p. 5534) ; contribution française (p. 5534)

Cour de justice européenne (p. 5535)

Fonds structurels (p. 5534, 5535)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7075)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Direction des relations économiques extérieures (DREE) (p. 7077)

Commerce extérieur : généralités (p. 7075 à 7077)

Commerce extérieur : pays de l'Est (p. 7077)

Politique économique : politique monétaire (p. 7076)

Jean-Marie MORISSET

Deux-Sèvres (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'Union d'économie sociale du logement (n° 3162) [20 novembre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18314)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'Union d'économie sociale du logement [3 décembre 1996] (n° 3187)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'Union d'économie sociale du logement [12 décembre 1996] (n° 3234)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Afrique. Région des grands lacs [22 octobre 1996] (p. 5770)

Sécurité sociale. Politique et réglementation. Protection sociale, réforme, perspectives [5 février 1997] (p. 823)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

Aides au logement : primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 6687)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6687)

Projet de loi n° 3162 relatif à l'Union d'économie sociale du logement

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8194)

Son intervention (p. 8195)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC) (p. 8195, 8197)

Action sociale et solidarité nationale : comités interprofessionnels du logement (CIL) (p. 8195 à 8197)

Action sociale et solidarité nationale : Union d'économie sociale du logement (UESL) (p. 8196, 8197)

Action sociale et solidarité nationale : Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) (p. 8195, 8196)

Bâtiment et travaux publics (p. 8196)

Commerce et artisanat : chambres de commerce et d'industrie (CCI) (p. 8196, 8197)

Logement et habitat : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8195 à 8198)

Logement et habitat : aide à la personne (p. 8196)

Logement et habitat : aide à la pierre (p. 8197)

Logement et habitat : logement social : organismes d'HLM (p. 8196)

Logement et habitat : prêt à taux zéro (p. 8196)

Discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8206)

Article 1er (organisation de l'Union d'économie sociale du logement - UESL)

Article L. 313-18 du code de la construction et de l'habitation : détermination des associés de l'UESL

Soutient l'amendement n° 2 commission (possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie d'être membres associés de l'Union d'économie sociale du logement) : adopté (p. 8028)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jacques Guyard (participation de plein droit des organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés à l'UESL) (p. 8208)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jacques Guyard (rédactionnel) (p. 8209)

Article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation : missions de l'UESL

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (information des associés collecteurs avant délibération du conseil d'administration) : adopté (p. 8209)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rappel de l'objectif de participation des employeurs à l'effort de construction) : adopté (p. 8209)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8209)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (mission d'information sur le logement des salariés) (p. 8210)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (avis de l'UESL pour les seules opérations relevant de la participation des employeurs) : adopté (p. 8210)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (suppression de la référence à la consultation de l'UESL par l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction lorsque cette dernière fixe des normes ou élabore des règles) : adopté (p. 8210)

Article L. 313-20 du code de la construction et de l'habitation : application des conventions conclues entre l'État et l'UESL

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (consultation du comité des collecteurs préalablement au calcul de la contribution des associés) : adopté (p. 8210)

Soutient l'amendement n° 9 rectifié de la commission (mobilisation des créances et des actifs provenant du "un pour cent") : adopté (p. 8211)

Article L. 313-21 du code de la construction et de l'habitation : conseil d'administration et comité des collecteurs de l'UESL

Soutient l'amendement n° 10 rectifié de la commission (désignation des représentants des associés collecteurs au conseil d'administration) : adopté (p. 8211)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. René Beaumont (présence d'au moins deux entrepreneurs au sein des cinq représentants des associés collecteurs) (p. 8212)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (désignation des suppléants des représentants des salariés et des employeurs au conseil d'administration) : adopté (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jacques Guyard (nombre des représentants des salariés porté à dix) (p. 8212)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (impossibilité pour les membres du conseil d'administration d'être propriétaires d'actions de l'Union) : adopté (p. 8212)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (renouvellement du comité des collecteurs) : adopté (p. 8212)

Article L. 313-22 du code de la construction et de l'habitation : comité paritaire des emplois

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (autorisation pour les suppléants de siéger au comité paritaire des emplois) : adopté (p. 8213)

Article L. 313-23 du code de la construction et de l'habitation : commissaires du Gouvernement auprès de l'UESL

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (condition de majorité lors de la seconde délibération) : adopté (p. 8213)

Article L. 313-26 du code de la construction et de l'habitation : modalités d'application

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (suppression de l'article L. 313-26 du code de la construction et de l'habitation) : adopté (p. 8213)

Article 2 (contrôles et sanctions applicables aux collecteurs du 1 %)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8214)

Intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligations des chambres de commerce et d'industrie collectrices) (p. 8214)

Article 2 bis (mise à jour du code de la construction et de l'habitation)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 8214)

Article 2 ter (réorganisation du code de la construction et de l'habitation)

Soutient l'amendement n° 19 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8214)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8214)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (fixation des modalités d'application du présent chapitre par décret en Conseil d'État) : adopté (p. 8214)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 8215)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 8215)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 8215)

Article 3 bis (désignation des premiers représentants des associés collecteurs au conseil d'administration de l'UESL)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8215)

Article 3 ter (cession et nantissement des créances de l'Union et des associés collecteurs)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (mobilisation des seules créances issues de la participation des employeurs) : adopté (p. 8216)

Article 4 (mise en œuvre du prélèvement exceptionnel organisé par l'article 29 du projet de loi de finances pour 1997)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 8216)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (substitution de l'UESL aux associations agréées aux fins de participer à la collecte) : adopté (p. 8216)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8216)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié du Gouvernement (conditions de constitution de l'Union d'économie sociale du logement et approbation des premiers statuts par décret en Conseil d'État) (p. 8217)

Georges MOTHRON

Val-d'Oise (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4073)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Bibliothèques, choix des auteurs [16 avril 1997] (p. 2551)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1302, posée le 21 janvier 1997. Ordre public. Gens du voyage (p. 281). Appelée le 28 janvier 1997. Stationnement, réglementation (p. 429, 430)

n° 1469, posée le 15 avril 1997. Commerce et artisanat. Grande distribution (p. 2504). Appelée le 15 avril 1997. Autorisations d'ouverture, réglementation, application, Argenteuil (p. 2437, 2438)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Jeunes : délinquance juvénile et protection judiciaire (p. 5796)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Armée de l'air : avions Rafale (p. 6586)

Industries d'armement : restructurations industrielles : rapprochement entre Dassault et l'Aérospatiale (p. 6586)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

Aides au logement : prêts locatifs aidés très sociaux (PLA-TS) (p. 6690, 6691)

Logement social : logement des plus démunis (p. 6691)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8497)

Thème :

Police : travail clandestin (p. 8498)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Son amendement n° 50 (durée maximale d'immobilisation du véhicule) : devenu sans objet (p. 8619)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 51 (précision rédactionnelle) : devenu sans objet (p. 8641)

Son amendement n° 52 : non soutenu (p. 8643)

Article 10 (possibilité de contrôle d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Son amendement n° 53 (possibilité de visite des domiciles) : devenu sans objet (p. 8677)

Ernest MOUTOUSSAMY

Guadeloupe (2ème circonscription)
Apparenté au groupe communiste

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. DOM. Conférence intergouvernementale de 1996, bilan et perspectives [9 octobre 1996] (p. 5264)

DOM-TOM. Guadeloupe : tourisme et loisirs. Emploi et activité [18 décembre 1996] (p. 8512)

DOM-TOM. Guadeloupe : délinquance et criminalité. Lutte et prévention [15 avril 1997] (p. 2449)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1259, posée le 14 janvier 1997. DOM-TOM. Guadeloupe : agriculture (p. 77, 78). Appelée le 14 janvier 1997. Planteurs de canne à sucre, aides de l'État (p. 13 à 15)

n° 1412, posée le 11 mars 1997. DOM-TOM. Guadeloupe : mutualité sociale agricole (p. 1841). Appelée le 18 mars 1997. Retraites, montant des pensions (p. 1954, 1955)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 5 (suite)

Son sous-amendement n° 360 soutenu par M. Daniel Colliard (exclusion des investissements réalisés dans le secteur para-hôtelier) à l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) : rejeté (p. 5547)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : FIDOM (p. 6021)

Politique économique et sociale (p. 6021)

Union européenne et communautés européennes : intégration : politiques structurelles (p. 6021)

Vote des crédits [25 octobre 1996] (p. 6046)

État B, titre IV

Son amendement n° 165 (redéploiement des crédits destinés aux contrats d'accès à l'emploi en faveur des contrats emploi solidarité) : rejeté (p. 6047)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Procédure des questions :

DOM-TOM : Guadeloupe (p. 6688, 6689)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6947)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : Guyane, Guadeloupe et Martinique (p. 6947)

Familles : aides : allocation de rentrée scolaire (p. 6947)

Langues vivantes (p. 6947)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1821)

Thèmes :

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1821)

Élections et référendums : cumul des mandats (p. 1820)

Élections et référendums : scrutin proportionnel (p. 1820)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2536)

Thèmes :

DOM-TOM : lutte contre l'exclusion (p. 2536)

Jeunes : restauration scolaire (p. 2536)

Revenu minimum d'insertion : départements : actions d'insertion (p. 2536)

Alain MOYNE-BRESSAND

Isère (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Administration. Procédure administrative. Simplification, perspectives [26 février 1997] (p. 1419)

DÉBATS

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 529)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 529)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 529)

Service national : volontariat (p. 530)

Projet de loi n° 2973 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2160)

Son intervention (p. 2161)

Thèmes :

Affaires étrangères : Maroc : situation politique et économique (p. 2161)

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec le Maroc (p. 2162)

Coopération et développement : coopération culturelle avec le Maroc (p. 2162)

Entreprises : entreprises françaises : investissements au Maroc, sécurité des investissements (p. 2162)

Projet de loi n° 3293 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2164)

Son intervention (p. 2171)

Thèmes :

Affaires étrangères : Algérie (p. 2171)

Affaires étrangères : Maroc : situation économique et politique (p. 2172)

Commerce extérieur : libre-échange : mise en place progressive (p. 2171)

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec le Maroc (p. 2171)

Coopération et développement : coopération économique et culturelle avec le Maroc, programme MEDA (p. 2171)

Projet de loi n° 3055 autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, suppléant de M. Michel Meylan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2172)

Son intervention (p. 2174)

Thèmes :

Défense : forces étrangères stationnées en Allemagne : autonomie et respect du droit allemand (p. 2174)

Défense : forces françaises : évolution des effectifs (p. 2174)

Europe : défense européenne, politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2174)

Traités et conventions : accord complémentaire du 18 mars 1993 (p. 2174)

Alfred MULLER

Bas-Rhin (3ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites complémentaires. Financement. Association pour la gestion de la structure financière (ASF), perspectives [11 décembre 1996] (p. 8260)

Emploi. Contrats emploi solidarité. Conditions d'attribution, jeunes [19 février 1997] (p. 1125)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1251, posée le 10 décembre 1996. Défense. Forces françaises en Allemagne (FFA) (p. 8221, 8222). Appelée le 17 décembre 1996. Démantèlement, conséquences (p. 8397, 8398)

n° 1289, posée le 21 janvier 1997. Service national. Objecteurs de conscience (p. 279). Appelée le 28 janvier 1997. Frais de gestion, prise en charge, organismes d'accueil (p. 425, 426)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

1 - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6469)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 6469)

Ministère : crédits des transports aériens (p. 6469)

Ministère : crédits des transports terrestres (p. 6469)

Organismes : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 6470)

Régions : Île-de-France : fonds d'aménagement de l'Île-de-France (p. 6470)

Transports ferroviaires : désendettement : création de l'établissement public "Réseau ferré national" (p. 6470)

Transports ferroviaires : lignes TGV, lignes régionales (p. 6470, 6471)

Voirie : réseau routier (p. 6471)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7566)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (p. 7567)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7567)

Prestation spécifique dépendance : montant (p. 7567)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7567)

Sécurité sociale : extension du champ d'application au "risque" dépendance (p. 7567)

Bernard MURAT

Corrèze (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Président du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3429 portant statut du sportif salarié par un groupement sportif [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 10 précédemment réservé : non soutenu (p. 5660)

Après l'article 15

Son amendement n° 11 précédemment réservé soutenu par M. Arthur Dehaine (déclaration des revenus des entraîneurs de chevaux de course dans la catégorie des bénéfices agricoles) : retiré (p. 5723)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 4 (fixation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6282)

Article 7 (extension de l'assiette de la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement)

Son amendement n° 4 : non soutenu (p. 6301)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Christine Boutin (exonération de cotisations sociales pour les familles nombreuses employant une aide à domicile) (p. 6314)

Article 13 (taux de la CSG et modalités d'affectation de son produit)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission des finances (délai d'entrée en vigueur) (p. 6321)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Après l'article 1er ter

Son amendement n° 3 : non soutenu (p. 2073)

Article 3 (consultation du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 4 : devenu sans objet (p. 2074)

Renaud MUSELIER

Bouches-du-Rhône (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Vice-président de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 février 1997] (p. 2821)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel. Radios privées. Fréquences, attribution, perspectives [17 décembre 1996] (p. 8420)

Santé publique. Sida. Lutte et prévention, perspectives [26 février 1997] (p. 1425)

Politique extérieure. Albanie. Situation politique, attitude de la France [4 mars 1997] (p. 1585)

DÉBATS

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2031)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : "télévision sans frontières" : renégociation (p. 2032)

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2031)

Télévision : bouquets numériques et analogiques : dispositif anti-concentration (p. 2031)

Télévision : chaînes locales : décrochages locaux : écrans publicitaires (p. 2032)

Télévision : diffusion cryptée : décodage (p. 2032)

Télévision : nouvelles technologies : réception par satellites et numérique (p. 2031)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2032)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Son amendement n° 196 (modalités de cession des droits) : rejeté (p. 2088)

Son amendement n° 197 (droit de cryptage des émissions) : rejeté (p. 2090)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Son sous-amendement n° 229 (exclusivité portée à trois ans) à l'amendement n° 47 rectifié de la commission (exclusivité de France Télévision sur TPS pour une durée de deux ans et usage d'un décodeur polyvalent) : adopté (p. 2137)

Après l'article 26 ter

Son amendement n° 198 rectifié soutenu par Mme Thérèse Aillaud (installation d'antennes paraboliques collectives) : adopté (p. 2195)

Jacques MYARD

Yvelines (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome I : Affaires européennes (article 32 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (n° 3032) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3353 visant à transformer le service des haras, des courses et de l'équitation en établissement public industriel et commercial (EPIC) [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Grandes surfaces. Ouverture le dimanche, concurrence, petit commerce [12 mars 1997] (p. 1850)

Ésotérisme. Sectes. Politique et réglementation [25 mars 1997] (p. 2237)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 5518)

Thèmes :

Actions extérieures (p. 5519, 5520)

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités : politique budgétaire (p. 5519) ; contribution française (p. 5519)

Coopération et développement (p. 5519, 5520)

Fonds structurels (p. 5519)

Langue française (p. 5520)

Parlement européen : siège (p. 5520)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Son intervention (p. 6855)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : carte diplomatique (p. 6855)

Affaires étrangères : Afrique (p. 6856)

Audiovisuel (p. 6856)

Europe : politique étrangère et de sécurité commune (p. 6856)

Vote des crédits [13 novembre 1996] (p. 6883)

État B, titre IV

Son amendement n° 208 (rétablissement de crédits destinés à l'action extérieure) : rejeté (p. 6884)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 1 rectifié : non soutenu (p. 6305)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Après l'article 21

Son amendement n° 168 (capacités des associations intermédiaires) : retiré (p. 7768)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7666)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : élargissement (p. 7666)

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7666)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7666)

Défense : défense européenne (p. 7666)

Étrangers : immigration légale, intégration (p. 7666)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 56 de M. Léon Bertrand (reconduction pour une durée de cinq ans du régime fiscal de longue durée en faveur des sociétés de recherche et d'exploitation minière situées dans les départements d'outre-mer) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8077)

Son amendement n° 6 (sanctions pour défaut d'acquittement du droit de quai à Saint-Barthélémy) : adopté après modifications (p. 8078)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er (définition du délit de travail dissimulé)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression du critère intentionnel dans la définition du délit) à l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (de coordination) (p. 1255)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Son amendement n° 606 (possibilité d'intervention des associations intermédiaires) : rejeté (p. 2740)

N

Véronique NEIERTZ

Seine-Saint-Denis (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Mullca. Emploi et activité, perspectives, Noisy-le-sec [8 octobre 1996] (p. 5185)

Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Emploi et activité, privatisation, perspectives [21 janvier 1997] (p. 246)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1335, posée le 18 février 1997. Femmes. Politique à l'égard des femmes (p. 1090). Appelée le 18 février 1997. Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, aides de l'État, suppression (p. 1032, 1033)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Accepte les excuses du ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre et annonce que le groupe socialiste retire sa demande de suspension de séance [15 novembre 1996] (p. 7017)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 novembre 1996] (p. 7017)

Procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : associations : congrès de Montpellier : absence du ministre (p. 7015)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : budget : utilisation des crédits (p. 7015)

Vote des crédits [15 novembre 1996] (p. 7023)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 316 Gouvernement (augmentation des crédits de 49 millions de francs) (p. 7024)

Proposition de loi n° 2955 relative aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 1996] (p. 8313)

Son intervention (p. 8315)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi de la majorité sur les droits à pension des chômeurs ayant cotisé le nombre de trimestres requis pour obtenir une retraite au taux plein (p. 8315)

Chômage : indemnisation : allocation spécifique de solidarité (p. 8315)

Emploi : chômage : chômeurs totalisant quarante annuités de cotisation (p. 8315)

Retraites : généralités : régime général : conditions d'ouverture du droit (p. 8315)

Retraites : régimes spéciaux : préretraites : retraites anticipées (p. 8315)

Proposition de loi n° 3203 tendant à améliorer les conditions de vie des familles monoparentales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 178)

Son intervention (p. 182)

Thèmes :

Famille : allocation de parent isolé (API) (p. 182)

Famille : Livre blanc (p. 182)

Familles monoparentales : démographie : statistiques (p. 182)

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 182)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Jean-Jacques Filleul (tarifs sociaux pratiqués sur les services régionaux faisant l'objet de l'expérimentation placés sous la responsabilité de l'État) : rejeté (p. 997)

Article 15 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la date du 1er janvier 1997 pour l'application de la présente loi) : rejeté (p. 1003)

Soutient l'amendement n° 286 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) : rejeté (p. 1004)

Article 16 (rapport d'évaluation au Parlement)

Soutient l'amendement n° 292 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard de l'accessibilité au réseau dans les régions concernées) : rejeté (p. 1010)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er (définition du délit de travail dissimulé)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression du critère intentionnel dans la définition du délit) à l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (de coordination) (p. 1255)

Article 8 (peine complémentaire de privation des droits civiques, civils et de famille)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1270)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Julien Dray (droit au séjour) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Pierre Bernard (suppression du droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans) (p. 1490)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1818)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : décision du 18 novembre 1982 déclarant anticonstitutionnelle une disposition prévoyant qu'une liste ne peut comporter plus de 75 % de membres du même sexe (p. 1818)

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1819)

Élections et référendums : quotas pour les femmes : incitations à la parité (p. 1819)

Femmes : interruption volontaire de grossesse (p. 1819)

Femmes : vie publique : mandats publics : pourcentage d'élues (p. 1818)

Gouvernement : pourcentage de femmes (p. 1818)

Traités et conventions : égalité professionnelle entre hommes et femmes (p. 1818)

Proposition de loi n° 141 tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1858)

Son intervention (p. 1859)

Thèmes :

Créances et privilèges : protection des débiteurs (p. 1859)

Créances et privilèges : surendettement (p. 1859, 1860)

Discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1864)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 8 (extension du régime de la faillite civile en vigueur en Alsace-Moselle à l'ensemble des départements français) : rejeté (p. 1865)

Son amendement n° 10 (affectation du produit de la vente des immeubles destinés à rembourser les dettes immobilières) : rejeté (p. 1866)

Son amendement n° 9 (moratoire des dettes) : rejeté (p. 1867)

Article 3 bis (remise en vente sur baisses successives du prix fixées par le juge)

Soutient l'amendement n° 13 de Mme Ségolène Royal (de suppression) : rejeté (p. 1871)

Article 4 (suspension des procédures d'exécution)

Soutient l'amendement n° 14 de Mme Ségolène Royal (compétence du juge de l'exécution) : rejeté (p. 1872)

Ses explications de vote (p. 1874)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1874)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Robert Galley (participation active des personnes exclues à leur réinsertion sociale) (p. 2617)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean Tardito (accès des enfants aux cantines scolaires) (p. 2619)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (gratuité de la carte d'identité pour les indigents) (p. 2673)

Intervient sur le sous-amendement n° 750 de M. Jacques Guyard (de précision) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 2673)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Robert Galley (réaffirmation du rôle de la famille dans la lutte contre l'exclusion) (p. 2675)

Article 7 (service départemental d'information et d'orientation des personnes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Pierre Cardo (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2681)

Intervient sur le sous-amendement n° 758 du Gouvernement (responsabilité du préfet) à l'amendement n° 574 de M. Pierre Cardo (p. 2680)

Après l'article 8

Son amendement n° 401 (extension à l'ensemble du territoire du régime de faillite civile applicable aux départements d'Alsace et de Moselle) : adopté (p. 2698)

Son amendement n° 520 (remboursement intégral des dettes) (2698) : rejeté (p. 2699)

Son amendement n° 397 (moratoire sur les dettes) : retiré (p. 2699)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (réduction de moitié du remboursement forfaitaire aux listes pour les élections régionales ne comportant pas au moins un tiers de candidats de chaque sexe) (p. 2651)

Maurice NÉNOU-PWATAHO

Nouvelle-Calédonie (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

Décédé le 27 novembre 1996 (voir indications préliminaires)

Son éloge funèbre est prononcé le 17 décembre 1996 (p. 8423)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14532)

Jean-Marc NESME

Saône-et-Loire (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome III : Affaires étrangères (coopération) (n° 3032) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3130 permettant à certains travailleurs handicapés de bénéficier d'une retraite à taux plein à partir de l'âge de cinquante ans [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6885)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6887)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : ministère de la coopération : "grand ministère" (p. 6888)

Affaires étrangères : Afrique : généralités (p. 6887)

Affaires étrangères : Banque mondiale, Fonds monétaire international (p. 6887, 6888)

Affaires étrangères : franc CFA : dévaluation (p. 6887)

Affaires étrangères : Zaïre (p. 6887)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 6888)

Coopération et développement : Caisse française de développement (p. 6887)

Coopération et développement : Comité interministériel d'aide au développement (CIAD) (p. 6887)

Coopération et développement : Fonds spécial de développement (p. 6888)

Catherine NICOLAS
Eure (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Yves NICOLIN
Loire (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14530)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3127 encourageant les ménages à faire exécuter des travaux dans leur résidence principale [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Industrie française, aides de l'État, légalité [11 décembre 1996] (p. 8261)

Industrie. Aides de l'État. Plan textile français, commission européenne, attitude de la France [18 mars 1997] (p. 1967)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1193, posée le 18 novembre 1996. Justice. Palais de justice (p. 7209). Appelée le 26 novembre 1996. Reconstruction, Roanne (p. 7529, 7530)

n° 1246, posée le 10 décembre 1996. Sécurité sociale. Frais d'appareillage (p. 8221). Appelée le 17 décembre 1996. Prothèses, implants orthopédiques (p. 8398, 8399)

n° 1392, posée le 4 mars 1997. Industrie. Question non appelée (p. 1619)

FAIT PERSONNEL

Regrette sa mise en cause par M. Jean-Yves Le Déaut [25 février 1997] (p. 1373)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 9

Son amendement n° 5 : non soutenu (p. 5610)

Après l'article 16

Son amendement n° 6 précédemment réservé soutenu par M. Arthur Dehaine (modalités de calcul des bases d'imposition à la taxe professionnelle) : rejeté (p. 5724)

Après l'article 17

Son amendement n° 157 précédemment réservé : non soutenu (p. 5726)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : site de Roanne : plan de charge (p. 6592)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 9 (institution d'un médiateur dans les organismes de sécurité sociale qui servent des prestations)

Son amendement n° 554 : non soutenu (p. 2710)

Michel NOIR

Rhône (2ème circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

Se démet de son mandat de député le 7 février 1997 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Hervé NOVELLI

Indre-et-Loire (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Licenciement. Plan social, réglementation, réforme, perspectives [14 janvier 1997] (p. 31)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6191)

Thèmes :

Parlement : prérogatives (p. 6192)

Sécurité sociale : déficit (p. 6192)

Sécurité sociale : financement : assiette - CSG (p. 6192)

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 144 (limitation au transfert de l'assiette du financement de la sécurité sociale des cotisations sociales vers la CSG) : retiré (p. 6267)

Intervient sur l'amendement n° 99 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (réforme de l'assiette des cotisations patronales) (p. 6269)

Soutient l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Thomas (cotisation universelle unique) : rejeté (p. 6271)

Son amendement n° 143 (équilibre des comptes de la sécurité sociale) : vote réservé jusqu'à la discussion des amendements nos 169 et 170 : retiré (p. 6272)

Intervient sur l'amendement n° 169 du Gouvernement (engagement au retour à l'équilibre des comptes pour l'exercice 1998-1999) (p. 6273)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Christine Boutin (exonération de cotisations sociales pour les familles nombreuses employant une aide à domicile) (p. 6314)

Article 25 (versement annuel de la branche accidents du travail à la branche maladie du régime général)

Son intervention (p. 6339)

Article 28 (suppression du bénéfice de l'abattement de cotisations sociales patronales en faveur du travail à temps partiel au titre des salariés en préretraite progressive)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 6344)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1208)

Article 1er (pérennisation du dispositif d'apprentissage dans le secteur public)

Son intervention (p. 1208)

Proposition de loi n° 3398 relative à une publication objective des statistiques du chômage et à l'inscription des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1887)

Son intervention (p. 1896)

Thèmes :

Conseil d'État : arrêt du 13 mai 1995 sur les décomptes des personnes exerçant une activité réduite (p. 1897)

Emploi : chômage : statistiques (p. 1897)

Lois : loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire : transferts des inscriptions de chômeurs de l'ANPE aux ASSEDIC (p. 1897)

Roland NUNGESSER

Val-de-Marne (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes) (n° 3007) [5 novembre 1996]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (n° 3466) [5 février 1997]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome VIII : Défense (n° 3032) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3007) autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes) [26 février 1997] (n° 3386)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports fluviaux : canal Rhin-Rhône (p. 6515)

Transports fluviaux : liaisons Seine-Nord et Seine-Est (p. 6515, 6516)

Transports fluviaux : Voies navigables de France (p. 6515, 6516)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6543)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6544)

Affaires étrangères : organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 6544)

Armée de terre : format, professionnalisation (p. 6544)

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 6544)

Service national : "rendez-vous citoyen" (p. 6544, 6545)

Projet de loi n° 3007 autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1709)

Son intervention (p. 1710)

Thèmes :

Environnement : Conférence des Nations unies sur l'environnement : Rio de Janeiro en 1992 et convention du 26 décembre 1996 (p. 1710, 1711)

Environnement : déforestation, désertification (p. 1710, 1711)

Projet de loi n° 1979 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble un échange de lettres)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. Xavier Deniau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1716)

Ses interventions (p. 1717, 1723)

Thème :

Étrangers : visas (p. 1717)

Proposition de loi n° 3447 tendant à reporter à juin 2000 le prochain renouvellement des quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2362)

Son intervention (p. 2365)

Thème :

Affaires étrangères : Algérie (p. 2366)

Discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2366)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Yves Le Déaut (renouvellement des membres du conseil en 1998) (p. 2368)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 2365)

O

Patrick OLLIER

Hautes-Alpes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Rapporteur du projet de loi relatif à la zone franche de Corse (n° 3119) [20 novembre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18881)

Membre du conseil national de la montagne [J.O. du 7 février 1997] (p. 2142)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome III : Aménagement du territoire, ville et intégration (aménagement du territoire et développement rural) (n° 3035) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3142 relative à l'exonération de taxe professionnelle en faveur des entreprises dans les zones de revitalisation rurale [14 novembre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 3119), relatif à la zone franche de Corse [28 novembre 1996] (n° 3180)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [19 décembre 1996] (n° 3260)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités locales. Prêts. Accès, fonds collectés par les CODEVI, perspectives [16 octobre 1996] (p. 5437)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1406, posée le 4 mars 1997. Sports. Canoé-kayak (p. 1622). Appelée le 11 mars 1997. Maintien, perspectives, Jeux olympiques de Sydney (p. 1767, 1768)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

t - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6472)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme : stations de sports d'hiver (p. 6472)

Tourisme : travaux réalisés par les loueurs de meublés (p. 6472)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 6597)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime d'aménagement du territoire (p. 6598)

Aménagement du territoire : schémas départementaux des services publics (p. 6599)

Aménagement du territoire : schémas régionaux d'aménagement du territoire et schémas interrégionaux de massif (p. 6599)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (ZRR) (p. 6599)

Communautés européennes et Union européenne : programmes "Konver", "Leader" et "Objectif 2" (p. 6599)

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et schéma national d'aménagement du territoire (p. 6599)

Ministère : crédits de l'aménagement du territoire (p. 6598)

Organismes et structures : Conseil national de l'aménagement du territoire (p. 6599)

Organismes et structures : fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 6598)

Organismes et structures : fonds de gestion de l'espace rural (p. 6598)

Organismes et structures : fonds de péréquation des transports aériens (p. 6598)

Organismes et structures : fonds interministériel d'autodéveloppement de la montagne (FIAM) (p. 6599)

Organismes et structures : fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6598, 6599)

Organismes et structures : fonds national de développement des entreprises (p. 6598, 6599)

Plan : contrats de plan État-régions (p. 6598)

Villes : zones de redynamisation urbaine (ZRU) (p. 6599)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Ses interventions (p. 8083, 8111)

Thèmes :

Aménagement du territoire : loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 8083, 8084)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 8086)

Communautés européennes et Union européenne : règles communautaires sur les aides (p. 8085)

Fonctionnaires et agents publics (p. 8084)

Impôt sur les sociétés : exonération jusqu'à 400 000 francs (p. 8084, 8085)

Impôts et taxes : charges sociales patronales (p. 8084, 8085)

Mer et littoral : marins - pêcheurs salariés (p. 8085)

Ordre public : terrorisme (p. 8083)

Politique économique : zone franche de Corse : création (p. 8083)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8085)

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8084)

Tourisme et loisirs (p. 8085)

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Article 1er (exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices agricoles)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (date d'application du dispositif d'exonération fixée au 1er janvier 1997) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8113)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. José Rossi (extension des avantages fiscaux aux professions libérales) (p. 8114)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (extension, sous certaines conditions, des exonérations d'impôts sur les bénéfices aux professions libérales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8116)

Intervient sur le sous-amendement n° 84 rectifié de M. Jean-Paul de Rocca Serra (extension de la mesure aux professions libérales dès lors qu'elles emploient deux salariés) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 8115)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. José Rossi (extension de la mesure aux professions libérales dès lors qu'elles emploient deux salariés) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 8116)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. José Rossi (bénéfice de l'exonération d'impôt pour les transporteurs routiers exerçant leur activité en "zones longues") (p. 8118)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (bénéfice de l'exonération d'impôt pour les transporteurs routiers exerçant leur activité en "zones longues") (p. 8118)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (extension du bénéfice concédé aux activités de location liées au tourisme dès lors qu'elles se situent en Corse) : retiré (p. 8118)

Intervient sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (extension du bénéfice concédé aux activités de gestion ou de location d'immeubles pour les entreprises implantées en Corse et dont les prestations portent exclusivement sur des biens situés en Corse) (p. 8119)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (extension de l'exonération fiscale au secteur de la pêche) (p. 8120)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. José Rossi (extension de l'exonération fiscale au secteur de la pêche) (p. 8120)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (extension de l'exonération fiscale aux exploitants agricoles ayant opté pour le régime fiscal du forfait) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8120)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 8120)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (réincorporation des subventions pour le calcul de l'exonération fiscale) (p. 8121)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (extension de l'exonération fiscale aux entreprises mixtes pour la part d'activité exercée en Corse) (p. 8121)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. José Rossi (extension de l'exonération fiscale aux entreprises mixtes pour la part d'activité exercée en Corse) (p. 8121)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (doublement de la part des salaires retenue pour le calcul du partage des bénéfices entre la Corse et le continent) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8122)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté (p. 8122)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (exonération fiscale totale si le contribuable exerçant une activité de marché local a un effectif au plus égal à cinquante salariés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8122)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (exonération des seuls bénéfices réinvestis dans les entreprises corses) : adopté (p. 8123)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8123)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (extension de l'exonération fiscale à l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8124)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Roger Meï (octroi d'avantages fiscaux aux entreprises créant des emplois sur la base de contrats à durée indéterminée et obligation pour les entreprises de rembourser les avantages perçus lorsqu'elles procèdent à des licenciements économiques) (p. 8125)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. José Rossi (réduction d'impôt accordée aux contribuables qui investissent dans les départements de Corse-du-Sud et de la Haute-Corse) (p. 8127)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. José Rossi (défiscalisation des investissements réalisés en Corse par les contribuables ayant leur domicile fiscal en Corse) (p. 8127)

Article 2 (exonération de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (application de la mesure aux établissements existant au 1er janvier 1997) (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (actualisation annuelle) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (exonération étendue aux agences immobilières dont les prestations portent exclusivement sur des biens situés en Corse) : retiré (p. 8129)

Intervient sur l'amendement n° 89 du Gouvernement (extension de l'exonération aux activités de gestion ou de location d'immeubles pour les établissements situés en Corse et dont les prestations portent sur des biens situés en Corse) (p. 8129)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (exclusion du bénéfice de l'exonération pour la distribution d'énergies non renouvelables) (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (prise en compte dans la base exonérée des extensions d'établissements réalisées en 1996) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (application des exonérations aux entreprises relevant du secteur de l'agroalimentaire) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8131)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de précision) : adopté (p. 8131)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (délai d'option entre les différents régimes d'exonération) : adopté (p. 8131)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (obligations déclaratives des contribuables pour l'application de l'exonération en 1997) : adopté (p. 8131)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Roger Meï (relèvement du taux minimum de la taxe professionnelle dans la loi de finances pour 1997) (p. 8132)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (évolution parallèle entre la compensation au profit des communes et la dotation globale de fonctionnement) (p. 8133)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. José Rossi (évolution parallèle entre la compensation au profit des communes et la dotation globale de fonctionnement) (p. 8133)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (non-intervention du fonds national de compensation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 8133)

Article 3 (allègement des cotisations sociales patronales pour les bas salaires)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (extension de la mesure aux associations ayant leur activité principale et leur siège en Corse depuis au moins cinq ans) (p. 8135)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de précision) : adopté (p. 8135)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de précision) : adopté (p. 8135)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (extension du bénéfice de l'allègement des cotisations sociales patronales aux professions libérales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8136)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (extension de l'allègement des cotisations aux gestionnaires ou bailleurs d'immeubles) : retiré (p. 8137)

Intervient sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (allègement de cotisations accordé aux gestionnaires et bailleurs d'immeubles à condition que les prestations portent sur des biens situés en Corse) (p. 8137)

Son amendement n° 92 (application de l'allègement des charges sociales patronales au secteur de la pêche) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8138)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (exclusion du champ d'application du dispositif pour les établissements exerçant une activité agricole ou agroalimentaire) : adopté (p. 8138)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (bénéfice de l'allègement pour les contrats saisonniers de trois mois) : adopté après rectification (p. 8139)

Soutient l'amendement n° 44 corrigé de la commission (de précision) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8140)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de précision) : adopté (p. 8140)

Soutient l'amendement n° 46 rectifié de la commission (exclusion des entreprises exerçant une activité agricole ou agroalimentaire) : adopté (p. 8140)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de simplification) : adopté (p. 8141)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (présentation par le Gouvernement d'un bilan intermédiaire d'application de la présente loi) (p. 8143)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Roger Meï (accès aux documents des entreprises et des administrations par l'Assemblée de Corse, les conseils généraux, les conseils municipaux et les organisations syndicales représentatives) (p. 8144)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8711)

Son intervention (p. 8711)

Thèmes :

Agriculture (p. 8712, 8713)

Communautés européennes et Union européenne : règles communautaires sur les aides (p. 8712)

Impôt sur les sociétés : entreprises exonérées : conditions et mode de calcul (p. 8712 à 8714)

Impôts et taxes : cotisations sociales patronales (p. 8712)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 8713)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8712)

Tourisme et loisirs (p. 8712)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8707)

Son intervention (p. 8708)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage : financement (p. 8709)

Agroalimentaire : équarrissage : missions de service public (p. 8709)

Santé publique (p. 8709)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 204)

Article 9 (maisons des services publics)

Son amendement n° 21 soutenu par M. Pierre-Rémy Houssin (disposition transitoire) : retiré (p. 212)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des droits constitutionnels des salariés du service public) à l'amendement n° 218 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de continuité du service public du rail) (p. 845)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Article 9 (articles 259-1 et 259-7 du code rural : mesures visant à renforcer la qualité sanitaire des denrées)

Article 259-2 du code rural : mise en place d'autocontrôles par tous les opérateurs de l'alimentation humaine ou animale

Soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Charié (mise en place des autocontrôles en référence à un guide de bonnes pratiques d'hygiène validé dans la profession) : retiré (p. 1138)

P

Arthur PAECHT

Var (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 1er novembre 1996] (p. 16027)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 7 novembre 1996] (p. 16320)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 40 : Défense (équipement) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6197)

Thèmes :

Médecine : références médicales opposables (p. 6198)

Médecine : réseaux de soin (p. 6197)

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 134 de M. Léonce Deprez (taux et assiette de la contribution) : non soutenu (p. 6308)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6529)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armements nucléaires stratégiques : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 6530)

Industries d'armement : coopération européenne (p. 6530)

Industries d'armement : direction des chantiers navals (DCN) (p. 6530, 6531)

Industries d'armement : direction des constructions aéronautiques (DCAE) (p. 6530)

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) (p. 6531)

Industries d'armement : restructurations industrielles (p. 6530, 6531)

Lois : loi de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 6529, 6530)

Ministère : crédits (p. 6529, 6530)

Ministère : opérations extérieures : financement (p. 6530)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 67

Son amendement n° 249 corrigé soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (application du taux réduit de la TVA aux prestations d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers effectués dans le cadre du service public local) : rejeté (p. 7168)

Communication du Gouvernement : concept franco-allemand de sécurité et de défense

[29 janvier 1997] (p. 507)

Son intervention (p. 512)

Thèmes :

Affaires étrangères : concept franco-allemand de sécurité et de défense (p. 512)

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 512, 513)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 512)

Défense : armée de terre : brigade franco-allemande et Eurocorps (p. 513)

Espace : satellites de communication (p. 513)

Industrie : industries d'armement : avion de transport futur et coopération (p. 513)

Dominique PAILLÉ

Deux-Sèvres (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transporteurs. Revendications [15 octobre 1996] (p. 5352)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 361 précédemment réservé : non soutenu (p. 5659)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Son intervention (p. 5814)

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Élevage : équarrissage (p. 5959)

Exploitants agricoles : installation : aide aux agriculteurs organisés en coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) ou en groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 5962)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 173 (fixation d'un seuil de non-recours) : devenu sans objet (p. 7735)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 271 du code rural : élimination des sous-produits d'abattoirs

Son amendement n° 24 : devenu sans objet (p. 7802)

Son amendement n° 25 : devenu sans objet (p. 7802)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 69

Son amendement n° 5 soutenu par M. Léonce Deprez (modalités de gestion des prestations de sécurité

sociale des agents de la fonction publique) : retiré (p. 7943)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Léonce Deprez (gestion des prestations de sécurité sociale des agents relevant du statut général et de la magistrature de l'ordre judiciaire) : retiré (p. 7943)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Léonce Deprez (extension aux agents non titulaires des trois fonctions publiques des modalités de gestion des prestations de sécurité sociale) : retiré (p. 7943)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 2-7 du code du service national : nature des activités

Son amendement n° 342 : non soutenu (p. 656)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1834)

Thèmes :

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1834)

Élections et référendums : cumul des mandats (p. 1834)

Élections et référendums : incitations financières à la participation des femmes (p. 1834)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2029)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : extension des compétences (p. 2029)

Télévision : nouvelles technologies : réception par satellites et numérique (p. 2029)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2029)

Télévision : TF 1 (p. 2030)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Son amendement n° 190 (interdiction de la publicité sur les chaînes cryptées) : retiré (p. 2092)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Son amendement n° 76 (exclusivité portée à cinq ans) : retiré (p. 2136)

Intervient sur le sous-amendement n° 229 de M. Renaud Muselier (exclusivité portée à trois ans) à l'amendement n° 47 rectifié de la commission (exclusivité de France Télévision sur TPS pour une durée de deux ans et usage d'un décodeur polyvalent) (p. 2137)

Jean-Claude PAIX

Haute-Garonne (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 3507 visant à modifier l'article 2 de la Constitution de 1958 [21 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transporteurs. Revendications [29 octobre 1996] (p. 6158)

Industrie. Airbus Industrie. Emploi et activité, commande d'US Air, conséquences [13 novembre 1996] (p. 6879)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1393, posée le 4 mars 1997. Audiovisuel. Télévision : chaînes locales (p. 1619, 1620). Appelée le 11 mars 1997. Recettes publicitaires, perspectives (p. 1766, 1767)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 13

Son amendement n° 9 précédemment réservé : non soutenu (p. 5712)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Enseignants : mutations (p. 6981)

Michel PAJON

Seine-Saint-Denis (13ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Robert PANDRAUD

Seine-Saint-Denis (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 28 août au 17 septembre 1996 (nos E 691, E 692 et E 698 à E 702), et sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E 474) [1er octobre 1996] (n° 2999)

Proposition de résolution n° 3000 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité du service (n° E 474) [1er octobre 1996]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 septembre au 11 octobre 1996 (nos E 703 à E 706, E 709 à E 712) [17 octobre 1996] (n° 3044)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 4 au 23 octobre 1996 (nos E 707, E 708, E 710, E 711, E 713, E 714, E716 et E 721) et sur les directives communautaires restant à transposer par la voie législative [29 octobre 1996] (n° 3094)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 23 octobre au 6 novembre 1996 (nos E 715, E 717, E 718 et E 722 à E 724) [13 novembre 1996] (n° 3120)

Proposition de résolution n° 3121 sur la proposition de Règlement (CE) du Conseil portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels (COM (96) 481/ n° E 715) [13 novembre 1996]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 23 octobre au 26 novembre 1996 (n^os E 719, E 720, E 725 à E 730, E 732, E 733 et E 737) [26 novembre 1996] (n° 3163)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'Europe et son industrie aérospatiale [10 décembre 1996] (n° 3219)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 13 novembre au 6 décembre 1996 (n^os E 731, E 734 à E 736, E 738 à E 742 et E 747) [11 décembre 1996] (n° 3227)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 1997 [19 décembre 1996] (n° 3255)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la politique commerciale de l'Union européenne [19 décembre 1996] (n° 3256)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 4 au 17 décembre 1996 (n^os E 743 à E 746 et E 748 à E 754) et sur les propositions de la Commission européenne relatives à la transparence réglementaire dans le marché intérieur pour les services de la société de l'information (n° E 705) [19 décembre 1996] (n° 3257)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du Traité sur l'Union européenne, transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 31 juillet au 18 décembre 1996 (n^os UE 50 à UE 63) [19 décembre 1996] (n° 3258)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne présentant, sous forme de tableau comparatif, le cadre général pour un projet de révision des traités relatifs aux Communautés et à l'Union européennes, présenté par la Présidence du Conseil européen de Dublin, les 13 et 14 décembre 1996 [19 décembre 1996] (n° 3259)

Proposition de résolution n° 3262 sur le rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen établi conformément à l'article 8, paragraphe 6 de la directive 92/81/CEE sur la situation des exonérations et des réductions introduites pour des raisons de politiques spécifiques en vertu de l'article 8, paragraphe 4, sur l'exonération obligatoire des huiles minérales utilisées comme carburant pour la navigation aérienne autre que l'aviation de tourisme privée et les exonérations ou réductions facultatives pour la navigation sur les voies navigables intérieures autre que la navigation de plaisance, prévues respectivement à l'article 8, paragraphe 1, point b et à l'article 8, paragraphe 2, point b de la directive,

et la proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques les réductions de taux d'accises ou les exonérations d'accises existantes, conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE (COM (96) 549/ n° E 743) [19 décembre 1996]

Proposition de résolution n° 3264 sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social - La transparence réglementaire dans le marché intérieur pour les services de la Société de l'information et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant troisième modification de la directive 83/189/CEE prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques (COM (96) 392 final / n° E 705) [20 décembre 1996]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 au 31 décembre 1996 (n^os E 755 à E 761) et sur les propositions de la Commission européenne relatives à la révision du règlement sur les concentrations (n° E 707) [14 janvier 1997] (n° 3290)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er au 23 janvier 1997 (n^os E 762 à E 769 et E 771) [29 janvier 1997] (n° 3321)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 23 janvier au 13 février 1997 (n^os E 770, E 772 à E 784) [18 février 1997] (n° 3339)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 février au 6 mars 1997 (n^os E 785 à E 795 et E 799) [12 mars 1997] (n° 3418)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur les modalités de la mise en œuvre de la monnaie unique [12 mars 1997] (n° 3419)

Proposition de résolution n° 3420 sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne d'un accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la Communauté européenne et l'Organisation de libération de la Palestine pour le compte de l'Autorité palestinienne de Cisjordanie et de la Bande de Gaza (COM (97) 51 final/ n° E 793) [12 mars 1997]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur

des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 6 au 24 mars 1997 (n^os E 796 à E 798, E 800 à E 803 et E 805 à E 807) [26 mars 1997] (n° 3474)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

- sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 mars au 20 avril 1997 (n^os E 804 et E 808 à E 824)

- et sur le suivi des affaires européennes par la délégation au cours des quatre premières années de la dixième législature [21 avril 1997] (n° 3508)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'état des travaux de la conférence intergouvernementale :

Tome I - Présentation générale et travaux de la délégation,

Tome II - Tableau comparatif [21 avril 1997] (n° 3509)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le plan d'action pour l'achèvement du marché unique [21 avril 1997] (n° 3510)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Visite du Président de la République [4 février 1997] (p. 733)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1489, posée le 15 avril 1997. Retraites : généralités. Question non appelée (p. 2508)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Déaut : précise qu'il s'est abstenu lors du dernier vote au scrutin public [27 février 1997] (p. 1504)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2935 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E 587)

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1996] (p. 5329)

Son intervention (p. 5332)

Thème :

Constitution : article 88-4 (p. 5332)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 5520)

Thèmes :

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 5521)

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités : politique budgétaire (p. 5520) ; procédure d'examen (p. 5520) ; contribution française (p. 5521)

Fonds structurels (p. 5521)

Parlement européen : siège (p. 5521, 5522)

Politiques internes (p. 5521)

Proposition de résolution n° 2824 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E 474)

Avant la discussion de l'article unique [26 novembre 1996] (p. 7574)

Son intervention (p. 7576)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Commission : directive relative à la libéralisation des services postaux et projet de communication (p. 7576)

Postes et télécommunications : courrier transfrontière entrant (p. 7577)

Postes et télécommunications : principe d'universalité, d'égalité et de continuité du service public (p. 7576)

Postes et télécommunications : publipostage (p. 7577)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7657)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7657)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7657)

Secteur public (p. 7657)

Transports (p. 7657, 7658)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Article 1er (exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (exonération des seuls bénéfices réinvestis dans les entreprises corses) (p. 8123)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. José Rossi (défiscalisation des investissements réalisés en Corse par les contribuables ayant leur domicile fiscal en Corse) (p. 8127)

Proposition de résolution n° 2976 sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (nos E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655 et E 666)

Discussion de l'article unique [11 décembre 1996] (p. 8247)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean de Lipkowski (prorogation des accords entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et d'une part, la Fédération de Russie, d'autre part l'Ukraine, sur le commerce de certains produits sidérurgiques pour la période du 1er janvier au 30 juin 1997) : adopté (p. 8249)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Jean de Lipkowski (respect des droits de l'homme dans la République de Bélarus) : adopté (p. 8249)

Titre

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean de Lipkowski (nouveau titre : "Proposition de résolution sur les propositions d'actes communautaires concernant les relations entre l'Union européenne et les pays membres de la Communauté des États indépendants (nos E 114, E 274, E 276, E 320, E 321, E 335, E 389, E 399, E 470, E 488, E 504 (partie), E 612, E 618, E 619, E 620, E 621, E 623, E 624, E 655, E 666, E 740 et E 741)") : adopté (p. 8249)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Claude Gayssot (compensation forfaitaire versée par l'État aux régions au titre du transport ferroviaire assuré par la SNCF) (p. 996)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1428)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Julien Dray (accord implicite du préfet dans un délai de quatre mois) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) (p. 1450)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (assouplissement des conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1507)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. André Gerin (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Déaut (cf. supra) (p. 1504)

Monique PAPON

Loire-Atlantique (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 3057) [5 novembre 1996]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3057), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [26 février 1997] (n° 3389)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Protection des consommateurs. Publicité mensongère, lutte et prévention [3 décembre 1996] (p. 7857)

Assurance maladie maternité. Conventions avec les praticiens. Médecins, nomenclature des actes [4 mars 1997] (p. 1581)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Son intervention (p. 6851)

Thème avant la procédure des questions :

Administration : action culturelle extérieure et francophonie : ministère des affaires étrangères (p. 6852)

Projet de loi n° 3057 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléée par M. Roland Blum

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1829)

Thèmes :

Élections et référendums : candidatures des femmes : rôle des partis politiques (p. 1830)

Femmes : vie publique : mandats publics : pourcentage d'élues (p. 1830)

Pierre PASCALLON

Puy-de-Dôme (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3026 concernant la création d'une zone franche dans l'ex bassin minier français de Jumeaux-Brassac [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3027 relative à la participation financière des salariés aux résultats de l'entreprise [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3138 relative à la reconnaissance de la pisciculture comme activité agricole relevable de la législation concernant les calamités naturelles [14 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3139 favorisant les moyennes et grandes surfaces commerciales jouant le rôle de « locomotive » dans la revitalisation des centres villes [14 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3140 concernant la législation portant sur les enfants naturels [14 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3197 relative à la réglementation des heures supplémentaires pour favoriser la création d'emplois [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3198 relative à la réduction de la durée du travail pour faciliter la création d'emplois [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3199 relative au contrat de génération en vue de favoriser l'emploi des jeunes [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3200 relative à l'intégration des jeunes sans ressources [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3201 visant à faciliter la récupération ou la réhabilitation, par les collectivités locales, des lieux d'habitation en ruines ou abandonnés [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3280 instaurant une avance remboursable à la création d'entreprise [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3431 visant à créer un taux réduit de TVA pour les prestations de collecte et de traitement des ordures ménagères effectuées dans le cadre de la concession [13 mars 1997]

Proposition de loi n° 3486 tendant à favoriser l'emploi des jeunes [27 mars 1997]

Proposition de loi n° 3487 tendant à favoriser l'emploi des handicapés physiques [27 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Emploi et activité, privatisation [9 octobre 1996] (p. 5266)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Son intervention (p. 6560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6560)

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 6560)

Espace : crédits (p. 6560)

Espace : programmes "Helios", "Horus", "Syracuse" (p. 6560)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 573)

Thèmes :

Associations : cotisations sociales des engagés volontaires en milieu associatif (p. 573)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 573)

Pierre PASQUINI

Ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre

DÉPÔT

Projet de loi n° 3500 créant le Conseil national des communes "compagnon de la Libération" [16 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Meylan. Anciens combattants et victimes de guerre. Afrique du Nord. Revendications [8 octobre 1996] (p. 5179)

M. Guy Teissier. Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Pensions des invalides. Taux du grade, application [15 octobre 1996] (p. 5351)

M. Paul Mercieca. Anciens combattants et victimes de guerre. Office national des anciens combattants. Maintien, perspectives [12 novembre 1996] (p. 6791)

M. Christian Cabal. Anciens combattants et victimes de guerre. Afrique du Nord. Revendications [4 mars 1997] (p. 1577)

M. Paul Mercieca. Anciens combattants et victimes de guerre. Carte du combattant. Conditions d'attribution, Afrique du Nord [19 mars 1997] (p. 2068)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean Glavany. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. Enfants de déportés, politique et réglementation [8 octobre 1996] (p. 5148, 5149)

M. Aloys Geoffroy. Retraites : généralités. Allocation de préparation à la retraite. Prise en compte, date de l'application [11 mars 1997] (p. 1772, 1773)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Son intervention (p. 7003)

Ses réponses (p. 7010 à 7023)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : carte de combattant (p. 7007)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : commémoration : décoration spéciale : émission d'un timbre (p. 7007)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : fonds de solidarité : accès : exclusion des pensions militaires d'invalidité de l'assiette de ressources (p. 7007)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : fonds de solidarité : allocation différentielle et allocations de préparation à la retraite (p. 7004)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : commission tripartite (p. 7006)

Anciens combattants d'Indochine : accès au fonds de solidarité : égalité de traitement avec les anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 7007)

Invalides de guerre (p. 7005)

Mémoire et souvenir : crédits (p. 7008)

Mémoire et souvenir : instauration d'une Journée nationale du souvenir (p. 7009)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : budget (p. 7004)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : effectifs et productivité (p. 7005, 7008)

Office national des anciens combattants : budget et déconcentration (p. 7005)

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : revalorisation : rapport constant : réforme (p. 7007)

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : réversion et capital-décès (p. 7007)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 7004)

Retraites : sécurité sociale : régime général : rachat des périodes de stage effectuées à l'ONAC (p. 7007)

Réponses aux questions :

Alsace-Moselle : patriotes réfractaires à l'annexion de fait (PRAF) : insoumis : patriotes résistants à l'occupation (PRO) (p. 7011) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7011)

Alsace-Moselle : patriotes réfractaires à l'annexion de fait (PRAF) : insoumis : patriotes résistants à l'occupation (PRO) (p. 7014) (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 7014)

Alsace-Moselle : patriotes réfractaires à l'annexion de fait (PRAF) : insoumis : patriotes résistants à l'occupation (PRO) (p. 7022) (M. Jean Seitlinger) (p. 7022)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : associations : congrès de Montpellier : absence du ministre (p. 7016) (Mme Véronique Neiertz) (p. 7015)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : associations : congrès de Montpellier : absence du ministre (p. 7016) (M. Didier Migaud) (p. 7015)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : carte de combattant : retraite mutualiste (p. 7011) (M. Michel Meylan) (p. 7010)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : chômeurs : allocations de préparation à la retraite : augmentation (p. 7020) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7019)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : chômeurs : allocations de préparation à la retraite : suppression de la période probatoire (p. 7018) (M. Michel Meylan) (p. 7018)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : chômeurs : allocations de préparation à la retraite : suppression de la période probatoire (p. 7019) (M. François Rochebloine) (p. 7019)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : coût (p. 7010) (M. Jean-Marie André) (p. 7010)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : coût (p. 7010) (M. Georges Sarre) (p. 7012)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : titre de reconnaissance de la Nation et territorialité (p. 7010) (M. Jean-Marc Chartoire) (p. 7010)

Mémoire et souvenir : crédits (p. 7021) (M. Jean-Paul Durieux) (p. 7021)

Mémoire et souvenir : instauration d'une Journée nationale du souvenir (p. 7017) (Mme Martine David) (p. 7016)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : budget : utilisation des crédits (p. 7015) (Mme Véronique Neiertz) (p. 7015)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : réforme de l'Etat : éventuelle suppression du ministère (p. 7012) (M. Georges Sarre) (p. 7011)

Mutualité : rente mutualiste du combattant : indexation (p. 7020) (M. Julien Dray) (p. 7020)

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : modification du taux de grade (p. 7010) (M. Alphonse Bourgasser) (p. 7009)

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : modification du taux de grade (p. 7013) (M. Jean de Gaulle) (p. 7013)

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : modification du taux de grade (p. 7020) (M. Jean-Yves Besselat) (p. 7020)

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : pensionnés : gratuité des soins : prise en charge par le ministère de la santé (p. 7013) (M. Philippe Martin) (p. 7013)

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : rapport constant : redéfinition (p. 7018) (M. François Rochebloine) (p. 7018)

Retraites : assurance vieillesse : validation de la période de service militaire (p. 7018) (M. Michel Meylan) (p. 7018)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 7016) (M. Didier Migaud) (p. 7015)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 7018) (M. François Rochebloine) (p. 7017)

Transports : anciens combattants de plus de 65 ans : cartes de circulation (p. 7013) (M. Raymond Lamontagne) (p. 7013)

Vote des crédits [15 novembre 1996] (p. 7023)

État B, titre IV

Soutient l'amendement n° 316 du Gouvernement (augmentation des crédits de 49 millions de francs) : adopté (p. 7024)

Article 86 (amélioration du Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Bernard Schreiner (substitution des mots : "de travail précaire" par les mots "ou d'activité professionnelle réduite" au paragraphe I) (p. 7025)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Bernard Schreiner (substitution des mots : "de travail précaire" par les mots "ou d'activité professionnelle réduite" au paragraphe VII) (p. 7025)

Jacques PÉLISSARD

Jura (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Juridictions : difficultés de fonctionnement (p. 5800)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Son intervention (p. 6808)

Thème avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : concours financiers de l'État : pacte de stabilité financière (p. 6808)

Daniel PENNEC

Côtes-d'Armor (4ème circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire du conseil national de l'habitat [J.O. du 20 décembre 1996] (p. 18878)

Dominique PERBEN

Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Rousset-Rouard. Secteur public. Grève. Politique et réglementation [2 octobre 1996] (p. 5059)

M. Paul Mercieca. Collectivités locales. Finances. Politique et réglementation [9 octobre 1996] (p. 5263)

M. Louis Pierna. Fonctionnaires et agents publics. Politique et réglementation. Perspectives [15 octobre 1996] (p. 5347)

M. Jacques Brossard. Communes. Communautés de communes. Fonds de compensation de la TVA (FCTVA), remboursement, réglementation, travaux de voirie [6 novembre 1996] (p. 6571)

M. Jean Ueberschlag. Formation professionnelle. Politique et réglementation. Fonction publique [19 novembre 1996] (p. 7243)

M. Jean-Jacques Filleul. Collectivités locales. Finances. Relations avec l'État, perspectives [19 novembre 1996] (p. 7246)

M. Dominique Dupilet. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [20 novembre 1996] (p. 7325)

Mme Muguette Jacquaint. Fonctionnaires et agents publics. Politique et réglementation. Perspectives [5 février 1997] (p. 825)

Mme Janine Jambu. Communes. Finances. Relations avec l'État, perspectives [16 avril 1997] (p. 2547)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Georges Privat. Ordre public. Maintien. Manifestations dites raves, interdiction, perspectives [10 décembre 1996] (p. 8159, 8160)

M. Bernard Schreiner. Collectivités locales. Comptabilité. Nomenclature M 14, application, conséquences [10 décembre 1996] (p. 8157)

M. Michel Berson. Communes. Finances. Relations avec l'État, perspectives, Yerres [10 décembre 1996] (p. 8157 à 8159)

M. Roger Meï. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Rapatriés, commissions administratives de reclassement, composition [21 janvier 1997] (p. 219, 220)

M. Michel Berson. Police. Commissariats. Fonctionnement, effectifs de personnel, Montgeron et Brunoy [21 janvier 1997] (p. 221, 222)

M. Julien Dray. Police. Commissariats. Création, perspectives, Grigny [21 janvier 1997] (p. 220, 221)

M. Jean Tardito. Communes. Comptabilité. Nomenclature M 14, application, conséquences [18 février 1997] (p. 1043, 1044)

M. Francis Galizi. Collectivités locales. Syndicats et groupements. Syndicats mixtes, budget, adoption, réglementation [18 février 1997] (p. 1042, 1043)

M. Raymond Couderc. Communes. Personnel. Emplois fonctionnels, seuils, secrétaires de mairie, carrière [25 mars 1997] (p. 2217)

M. Gérard Saumade. Collectivités locales. Personnel. Personnels des établissements publics locaux, statut [25 mars 1997] (p. 2218, 2219)

M. Pierre Forgues. Retraites : généralités. France Télécom : annuités liquidables. Périodes d'auxiliaire à temps partiel dans la fonction publique, prise en compte [15 avril 1997] (p. 2420, 2421)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Son intervention (p. 5820)

Ses réponses (p. 5825 à 5830)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : réforme de l'État (p. 5821 à 2823)

Fonction publique territoriale : CNFPT (p. 5822, 5823)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5821, 5823, 5824)

Fonctionnaires et agents publics : emploi précaire (p. 5824)

Fonctionnaires et agents publics : formation (p. 5822)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 5822, 5824)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 5824)

Syndicats (p. 5825)

Réponses aux questions :

Administration : réforme de l'État (p. 5829) (Mme Henriette Martinez) (p. 5829)

Aménagement du territoire (p. 5826) (M. Paul-Louis Tenaillon) (p. 5826)

Finances publiques : délais de paiement (p. 5826) (M. Maurice Ligot) (p. 5825)

Finances publiques : taxe professionnelle : versements de France Télécom (p. 5827) (M. Pierre Carassus) (p. 5827)

Fonctionnaires et agents publics : agents de catégorie C (p. 5828) (M. André Fanton) (p. 5827)

Fonctionnaires et agents publics : réforme de l'État (p. 5829) (M. Yvon Jacob) (p. 5828)

Fonctionnaires et agents publics : retraites (p. 5830) (M. Raymond Lamontagne) (p. 5829)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Son intervention (p. 6818)

Ses réponses (p. 6821 à 6829)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : concours financiers de l'État : pacte de stabilité financière (p. 6818, 6819)

Collectivités territoriales : fiscalité locale (p. 6820)

Collectivités territoriales : retraite des agents : CNRACL (p. 6820)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : droit social : versement d'allocations chômage (p. 6824) (M. Francis Delattre) (p. 6824)

Collectivités territoriales : ressources (p. 6825) (M. Christian Dupuy) (p. 6825)

Collectivités territoriales : ressources (p. 6829) (M. Jean-Jacques Delmas) (p. 6829)

Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte (p. 6821) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 6821)

Vote des crédits [12 novembre 1996] (p. 6833)

Après l'article 92

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. André Santini (prorogation d'une disposition bénéficiant aux communes contribuant pour la première fois au fonds spécial pour la région d'Île-de-France) (p. 6834)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7860)

Son intervention (p. 7860)

Sa réponse (p. 7879)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : ouverture des fonctions publiques aux ressortissants de l'Union européenne (p. 7862)

Fonction publique territoriale : CNFPT (p. 7881)

Fonction publique territoriale : généralités (p. 7860, 7861)

Fonction publique territoriale : retraites : CNRACL (p. 7880)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 7860 à 7862, 7880, 7881)

Fonctionnaires et agents publics : conventions avec les syndicats (p. 7860, 7862)

Fonctionnaires et agents publics : élections professionnelles, représentativité syndicale (p. 7881)

Fonctionnaires et agents publics : emploi précaire : résorption (p. 7860, 7861, 7880)

Fonctionnaires et agents publics : poursuites pénales : protection (p. 7862)

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Article 1er (accès aux concours réservés)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Michel Grandpierre (périodicité annuelle des concours) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Bernard Derosier (application du dispositif aux établissements de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Grandpierre (application du dispositif aux agents en fonction dans les établissements français à l'étranger conventionnés) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Michel Grandpierre (application aux organismes de diffusion culturelle implantés à l'étranger) (p. 7885)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Bernard Derosier (application aux organismes de diffusion culturelle implantés à l'étranger) (p. 7885)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Michel Grandpierre (application aux agents non titulaires des établissements publics) (p. 7885)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Grandpierre (application aux agents non titulaires des exploitants publics) (p. 7886)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Bernard Derosier (application aux personnels des organismes de formation continue) (p. 7886)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Grandpierre (application du dispositif aux maîtres auxiliaires n'exerçant pas de fonctions d'enseignement) (p. 7886)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Bernard Derosier (application du dispositif aux maîtres auxiliaires n'exerçant pas de fonctions d'enseignement) (p. 7886)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 7887)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Grandpierre (application aux services à temps partiel ou incomplet) (p. 7887)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Bernard Derosier (application aux services à temps partiel ou incomplet) (p. 7887)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Grandpierre (prise en compte des périodes effectuées comme allocataire d'IUFM, bénéficiaire d'une allocation formation reclassement, ou de périodes passées sans emploi) (p. 7888)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Bernard Derosier (prise en compte des périodes effectuées comme allocataire d'IUFM, bénéficiaire d'une allocation formation reclassement, ou de périodes passées sans emploi) (p. 7888)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Bernard Derosier (prise en compte des périodes effectuées comme allocataire d'IUFM, bénéficiaire d'une

allocation formation reclassement, ou de périodes passées sans emploi) (p. 7888)

Intervient sur l'amendement n° 183 rectifié de M. Michel Grandpierre (ouverture d'un nombre de postes équivalent aux vacances) (p. 7888)

Article 2 (concours réservé aux agents non titulaires d'établissements publics administratifs)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Weber (application du dispositif aux personnels contractuels enseignant l'Alsacien) (p. 7889)

Article 2 bis (résorption des emplois autres que ceux visés à l'article premier)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (modalités d'ouverture des concours) (p. 7890)

Soutient le sous-amendement n° 175 du Gouvernement (exclusion de l'automaticité pour l'ouverture des concours) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 7890)

Soutient le sous-amendement n° 176 du Gouvernement (application aux seuls agents payés par l'État) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 7890)

Article 3 bis (délégués rectoraux de l'enseignement privé)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (modalités d'ouverture des concours) (p. 7890)

Soutient l'amendement n° 180 du Gouvernement (modalités d'ouverture des concours) : adopté (p. 7890)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Daniel Soulage (application aux rééducateurs-psychomotriciens des instituts nationaux des jeunes sourds et des jeunes aveugles) (p. 7891)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Bernard Derosier (modalités d'ouverture des postes aux concours) (p. 7891)

Article 4 (accès aux concours réservés)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Michel Grandpierre (mise en place d'un système d'examen professionnel) (p. 7892)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Michel Grandpierre (accès au concours pour tous les emplois correspondant à un cadre d'emplois) (p. 7893)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Bernard Derosier (accès au concours pour tous les emplois correspondant à un cadre d'emplois) (p. 7893)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Guy Branger (modalités d'ouverture des concours) (p. 7893)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de coordination) (p. 7893)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Derosier (prise en compte des services accomplis à temps partiel) (p. 7893)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (application aux personnels contractuels des collectivités locales) (p. 7894)

Article 5 (liste d'aptitude)

Intervient sur l'amendement n° 185 rectifié de M. Bernard Derosier (conditions des nominations par concours spécial) (p. 7895)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Michel Grandpierre (examen par les commissions administratives paritaires des cas des agents ne remplissant pas les conditions d'accès au concours) (p. 7895)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Guy Branger (régime des agents non titulaires n'ayant pas passé ou ayant échoué aux concours spéciaux) (p. 7896)

Article 6 (accès aux concours réservés)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de coordination) (p. 7896)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Michel Grandpierre (prise en compte des services à temps partiel) (p. 7897)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Bernard Derosier (prise en compte des services à temps partiel) (p. 7897)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Derosier (extension du champ d'application à l'ensemble des agents exerçant dans la fonction publique hospitalière) (p. 7897)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Michel Grandpierre (information du Parlement par un rapport annuel du Gouvernement) (p. 7898)

Article 11 (création du congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 7899)

Article 13 (début et achèvement du congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (ouverture du congé aux enseignants jusqu'au 1er mars 1997) (p. 7899)

Article 15 (accès des agents non titulaires au congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (majorations pour enfants) (p. 7900)

Article 16 (revenu de remplacement des agents non titulaires)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 7900)

Article 18 (activités lucratives pendant le congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (insertion du dispositif au décret-loi du 29 octobre 1936 - application aux vacataires de l'enseignement) (p. 7901)

Soutient le sous-amendement n° 177 du Gouvernement (suppression de l'insertion au décret-loi du 29 octobre 1936) à l'amendement n° 26 de la commission : adopté (p. 7901)

Article 19 (extension du congé de fin d'activité aux personnels des établissements d'enseignement privé et aux ouvriers de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (application aux ouvriers de l'Imprimerie nationale) : adopté (p. 7902)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur) : adopté (p. 7902)

Article 20 (refus du congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 7903)

Article 22 (début et achèvement du congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) (p. 7903)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Guy Branger (interdiction de reprise d'activité sous statut de droit public à l'issue du congé) (p. 7904)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Derosier (interdiction de reprise d'activité sous statut de droit public à l'issue du congé) (p. 7904)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 190 du Gouvernement (application aux personnels pris en charge par le CNFPT) : adopté (p. 7904)

Article 24 (accès des agents non titulaires au congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) (p. 7905)

Article 25 (début et achèvement du congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de coordination) (p. 7905)

Article 26 (revenu de remplacement des agents non titulaires)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) (p. 7905)

Son intervention (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Guy Branger (indexation du revenu de remplacement sur le traitement des fonctionnaires) (p. 7906)

Article 29 (personnels enseignants)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (de coordination) (p. 7907)

Article 30 (activités lucratives pendant le congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (application du décret-loi du 29 octobre 1936 aux fonctionnaires en congé d'activité) (p. 7907)

Soutient l'amendement n° 178 du Gouvernement (activités rémunérées licites) : adopté (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Guy Branger (droit à la pratique d'activités de consultation et d'expertise) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Bernard Derosier (droit à la pratique d'activités de consultation et d'expertise) (p. 7907)

Article 31 (refus du congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (suppression de l'obligation de motivation) (p. 7918)

Article 35 (accès des agents non titulaires au congé de fin d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de coordination) (p. 7919)

Article 37 (revenu de remplacement des agents non titulaires)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de coordination) (p. 7919)

Article 40 (personnels enseignants)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (de coordination) (p. 7920)

Article 41 (activités lucratives pendant le congé de fin d'activité)

Soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement (régime du cumul d'activités) : adopté (p. 7920)

Article 43 (fonds de compensation)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Michel Grandpierre (ressources du fonds de compensation) (p. 7922)

Soutient l'amendement n° 193 du Gouvernement (application aux offices publics d'aménagement et de construction) : adopté (p. 7922)

Article 44 (décrets d'application)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7922)

Article 48 (protection des fonctionnaires faisant l'objet de poursuites pénales)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (application aux agents non titulaires) (p. 7923)

Article 48 bis (mobilité des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (mobilité par voie de détachement - application aux trois fonctions publiques) (p. 7923)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (droit à congés non rémunérés pour adoption d'enfants) (p. 7924)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (durée de l'expérimentation d'une organisation annuelle du temps partiel) (p. 7924)

Article 51 bis (situation des personnels de l'École du Louvre)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 7925)

Article 52 A (suppression de références à la catégorie D)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 7925)

Après l'article 52 A

Intervient sur l'amendement n° 165 corrigé de M. Jean-Pierre Soisson (informations financières du CNFPT) (p. 7925)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Soisson (organisation du CNFPT - report de l'application des dispositions de la loi du 24 janvier 1984) (p. 7926)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (versement de la première part de la dotation globale d'équipement des départements aux centres de gestion) (p. 7926)

Après l'article 52 B

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Guy Branger (fonctionnement des commissions administratives paritaires - attributions disciplinaires) (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 148 rectifié de M. Bernard Derosier (fonctionnement des commissions administratives paritaires - attributions disciplinaires) (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 163 corrigé de M. Jean-Pierre Soisson (statut des fonctionnaires territoriaux stagiaires) (p. 7927)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (congé non rémunéré accordé aux fonctionnaires territoriaux se rendant dans les DOM-TOM ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un enfant) (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Bernard Derosier (congé non rémunéré accordé aux fonctionnaires territoriaux se rendant dans les DOM-TOM ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un enfant) (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Dominique Bussereau (de coordination) (p. 7928)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Bernard Derosier (création d'un conseil de discipline départemental ou interdépartemental de recours)

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Jean-Guy Branger (création d'un conseil de discipline départemental ou interdépartemental de recours) (p. 7928)

Article 54 sexies (répartition des dépenses transférées aux centres de gestion pour l'organisation de concours ou examens)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 7929)

Intervient sur l'amendement n° 159 rectifié de M. Jean-Pierre Soisson (répartition des dépenses en fonction du nombre de candidats inscrits à chacun des concours et examens) (p. 7930)

Article 54 septies (contribution des collectivités ayant supprimé des emplois au Centre national de la fonction publique territoriale ou aux centres de gestion)

Son intervention (p. 7930)

Article 54 octies (dotation spéciale instituteurs)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Jean-Pierre Soisson (caractère transitoire du versement par le CNFPT) (p. 7931)

Après l'article 54 nonies

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Michel Meylan (régime du congé parental) (p. 7931)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (extension dans les communes touristiques de l'agrément donné aux policiers municipaux à des agents non titulaires) (p. 7932)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (extension du congé non rémunéré pour adoption à la fonction publique hospitalière) (p. 7932)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Grégoire Carneiro (extension du congé non rémunéré pour adoption à la fonction publique hospitalière) (p. 7932)

Intervient sur l'amendement n° 150 corrigé de M. Bernard Derosier (extension du congé non rémunéré pour adoption à la fonction publique hospitalière) (p. 7932)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Dominique Bussereau (de coordination) (p. 7933)

Après l'article 58 A

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Michel Grandpierre (rapport du Gouvernement portant sur le plan national de formation et d'insertion des personnes sous CES) (p. 7934)

Article 58 (astreintes à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Michel Grandpierre (de suppression) (p. 7935)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 7935)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Michel Grandpierre (abrogation du trentième indivisible) (p. 7935)

Après l'article 62

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (validations) : adopté (p. 7936)

Article 65 (suppression de la possibilité de maintenir en surnombre les directeurs de recherche)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de l'article 65) : adopté (p. 7936)

Article 66 (création de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (correction d'une référence) (p. 7937)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (représentativité des syndicats de fonctionnaires - élections professionnelles) : adopté (p. 7942)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Dominique Paillé (modalités de gestion des prestations de sécurité sociale des agents de la fonction publique) (p. 7943)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 98 précédemment réservé de M. Daniel Soulage (application aux rééducateurs-psychomotriciens des instituts nationaux des jeunes sourds et des jeunes aveugles) (p. 7943)

Seconde délibération

Article 4 bis (application du dispositif aux personnels contractuels des collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7945)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 décembre 1996] (p. 8262)

Son intervention (p. 8262)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : nouveaux droits (p. 8262)

Fonctionnaires et agents publics : ouverture aux ressortissants de l'Union européenne (p. 8262)

Fonctionnaires et agents publics : représentativité des syndicats (p. 8262)

Fonctionnaires et agents publics : résorption de l'emploi précaire (p. 8262)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 142) ; [16 janvier 1997] (p. 191)

Son intervention (p. 142)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Georges Sarre (p. 151)

Sa réponse (p. 202)

Thèmes :

Administration : accusé de réception (p. 144)

Administration : administrations centrales (p. 144)

Administration : décision implicite valant acceptation (p. 144, 145, 203)

Administration : déconcentration (p. 143, 144, 151, 202)

Administration : maison des services publics (p. 145, 203, 204)

Administration : médiateur de la République (p. 145)

Administration : réforme de l'État (p. 142, 143, 151, 152, 202 à 204)

Collectivités territoriales (p. 152, 204)

Fonctionnaires et agents publics : gestion des ressources humaines (p. 203)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 204)

Article 2 (accusé de réception)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Meylan (délai de délivrance) (p. 205)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (décrets d'application - délais de délivrance) (p. 205)

Article 4 (principe du contradictoire et de la motivation)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (modification de l'ordre des articles : décision implicite d'acceptation) (p. 206)

Article 5 (décision implicite d'acceptation)

Son intervention (p. 206)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 206)

Article 6 (retrait pour illégalité)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (extension des possibilités de retrait) (p. 207)

Article 7 (décisions implicites de rejet)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (principe du contradictoire et de la motivation) (p. 208)

Soutient le sous-amendement n° 18 du Gouvernement (demandes d'auditions abusives) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 208)

Article 1er précédemment réservé (champ des autorités administratives)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de coordination) (p. 208)

Article 8 (saisine et compétences du médiateur de la République)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (élargissement de la saisine à l'ensemble des maires) (p. 210)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (saisine par les parlementaires, les présidents des conseils régionaux et généraux) (p. 210)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (communication orale annuelle du médiateur aux deux assemblées) (p. 211)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Michel Meylan (pouvoir de médiation des préfets en cas de litige entre une administration déconcentrée et un administré) (p. 211)

Article 9 (maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression d'une disposition inutile) (p. 212)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (répartition des responsabilités entre les services signataires) (p. 212)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Patrick Ollier (disposition transitoire) (p. 212)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (création de maisons de services publics sous la forme de groupements d'intérêt public) (p. 213)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (délai d'ordonnancement des sommes dues pour astreinte) (p. 213)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (référés-provision) (p. 213)

Article 11 (application aux TOM et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (extension à l'ensemble des personnes morales de droit public des TOM et de Mayotte) (p. 214)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 157)

Son intervention (p. 158)

Thème :

Administration : établissements publics locaux (p. 158, 159)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 165)

Article 1er (modalités de création et de fonctionnement de l'établissement public local)

Article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales : principe de la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (spécialité des établissements publics territoriaux à vocation culturelle) (p. 166)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Vernier (rédactionnel) (p. 167)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Thierry Mariani (domaine d'intervention) (p. 167)

Article L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales : composition du conseil d'administration de l'établissement public local

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (composition du conseil d'administration) (p. 169)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Christian Dupuy (représentation de l'État) à l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Christian Dupuy (composition du conseil d'administration) (p. 170)

Article L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales : personnel de l'établissement public local

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives au recrutement des personnels contractuels) : adopté (p. 171)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Derosier (avis du conseil d'administration) (p. 172)

Article L. 1431-6 du code général des collectivités territoriales : régime budgétaire et comptable applicable à l'établissement public local

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (comptable de l'établissement) : adopté (p. 172)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (obligation de dépôt de trésorerie) : adopté (p. 173)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Christian Dupuy (dépôt de trésorerie) (p. 173)

Article L. 1431-10 du code général des collectivités territoriales : dissolution de l'établissement public local

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Vernier (reclassement des personnels en cas de dissolution) (p. 174)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Vernier (de coordination) (p. 174)

Article L. 1431-11 du code général des collectivités territoriales : retrait d'une collectivité territoriale d'un établissement public local

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Christian Dupuy (retrait d'une collectivité territoriale) (p. 174)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Christian Dupuy (compte rendu d'activité à l'assemblée délibérante) (p. 175)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (création de l'Epaberre) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 177)

Jean-Jacques de PERETTI

Ministre délégué à l'outre-mer

DÉPÔT

Projet de loi n° 3409 portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte [5 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

ÉLOGE FUNÈBRE DE

M. Maurice Nenou-Pwataho [17 décembre 1996] (p. 8425)

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Claude Hoarau. DOM-TOM. La Réunion : logement. Logement social, financement [2 octobre 1996] (p. 5062)

M. Léo Andy. DOM-TOM. Antilles : pêche maritime. Eaux territoriales, limites, définition [8 octobre 1996] (p. 5186)

M. Léon Bertrand. DOM-TOM. Guyane : enseignement. Perspectives [12 novembre 1996] (p. 6789)

Mme Christiane Taubira-Delannon. DOM-TOM. Guyane : enseignement. Perspectives [13 novembre 1996] (p. 6873)

Mme Christiane Taubira-Delannon. DOM-TOM. Guyane : délinquance et criminalité. Lutte et prévention [11 décembre 1996] (p. 8260)

M. Ernest Moutoussamy. DOM-TOM. Guadeloupe : tourisme et loisirs. Emploi et activité [18 décembre 1996] (p. 8512)

Mme Christiane Taubira-Delannon. DOM-TOM. Guyane : agriculture. Projet sucrier, perspectives [15 janvier 1997] (p. 133)

M. Claude Hoarau. DOM-TOM. La Réunion : institutions. Conseil régional, fonctionnement, réglementation [5 février 1997] (p. 824)

Mme Christiane Taubira-Delannon. DOM-TOM. Guyane : environnement. Protection, perspectives [19 février 1997] (p. 1125)

M. Patrice Tirolien. DOM-TOM. Guadeloupe : eau. Qualité, La Désirade [12 mars 1997] (p. 1851)

M. Claude Hoarau. DOM-TOM. La Réunion : fonctionnaires et agents publics. Rémunérations, perspectives [25 mars 1997] (p. 2234)

M. Léo Andy. DOM-TOM. Guyane-Antilles : enseignement. Rectorats, fonctionnement, effectifs de personnel, moyens matériels [25 mars 1997] (p. 2238)

M. Claude Hoarau. DOM-TOM. La Réunion : élections et référendums. Élections cantonales, découpage des cantons, projet de décret [16 avril 1997] (p. 2544)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Ernest Moutoussamy. DOM-TOM. Guadeloupe : agriculture. Planteurs de canne à sucre, aides de l'État [14 janvier 1997] (p. 13 à 15)

M. Jean-Jacques Delmas. Bois et forêts. Emploi et activité. Entrepreneurs de travaux forestiers, aides de l'État [14 janvier 1997] (p. 16, 17)

M. Michel Bouvard. Cultes. Lieux de culte. Églises, restauration, financement, La Trinité [14 janvier 1997] (p. 15, 16)

M. Camille Darsières. DOM-TOM. Guadeloupe et Martinique : aménagement du territoire. Zone dite "des cinquante pas géométriques", loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996, décrets d'application, publication [11 mars 1997] (p. 1769 à 1771)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Pierre Méhaignerie (maintien d'une déduction limitée à

50 % du montant des sommes investies) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 5547)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6035)

Ses réponses (p. 6041 à 6046)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 6038)

Aménagement du territoire : FIDOM (p. 6038, 6039)

DOM-TOM : crédits (p. 6035)

Défense : service militaire adapté (p. 6037)

DOM-TOM : Guyane (p. 6038)

DOM-TOM : Martinique (p. 6036)

DOM-TOM : Mayotte (p. 6035, 6039, 6040)

DOM-TOM : Nouvelle-Calédonie (p. 6035, 6039, 6040)

DOM-TOM : Polynésie française (p. 6035, 6040)

DOM-TOM : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6039)

DOM-TOM : Wallis-et-Futuna (p. 6035, 6040)

Enseignement (p. 6036)

Logement (p. 6036, 6037)

Politique économique et sociale (p. 6036 à 6038)

Réponses aux questions :

Administration : construction d'une sous-préfecture à Saint-Pierre : plan PME-PMI dans les DOM (p. 6045) (M. Pierre Petit) (p. 6045)

Aménagement du territoire : établissement public foncier de Guyane (p. 6044) (Mme Christiane Taubira-Delannon) (p. 6043)

Défense : service militaire adapté (p. 6044) (M. André Lesueur) (p. 6044)

Emploi : crédits du FIDOM (p. 6043) (M. Claude Hoarau) (p. 6042)

Environnement : activités minières en Guyane (p. 6044) (Mme Christiane Taubira-Delannon) (p. 6044)

Formation professionnelle : mobilité (p. 6044, 6046) (M. André-Maurice Pihouée) (p. 6044)

Formation professionnelle : mobilité (p. 6044, 6046) (M. Henry Jean-Baptiste) (p. 6046)

Logement : prêt à taux zéro (p. 6042) (M. Henry Jean-Baptiste) (p. 6042)

Politique économique et sociale (p. 6041, 6045) (M. Jean-Paul Virapoullé) (p. 6041)

Politique économique et sociale (p. 6041, 6045) (M. Anicet Turinay) (p. 6045)

Politique économique et sociale (p. 6041, 6045) (M. Pierre Petit) (p. 6045)

Transports : lignes maritimes (p. 6042, 6046) (M. Gérard Grignon) (p. 6041, 6045)

Vote des crédits [25 octobre 1996] (p. 6046)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 91 commission des finances (distinction entre les dotations des communes et les dotations destinées au territoire de la Polynésie française) (p. 6046)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Ernest Moutoussamy (redéploiement des crédits destinés aux contrats d'accès à l'emploi en faveur des contrats emploi solidarité) (p. 6047)

Après l'article 93

Intervient sur l'amendement n° 71 corrigé de M. Jean-Paul Virapoullé (institution d'une taxe sur la consommation d'alcool au profit du département de La Réunion) (p. 6049)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7971)

Son intervention (p. 7971)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 7971)

État : droit de préemption (p. 7971)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 7971)

Propriété : taxation des plus-values en cas de revente avant dix ans (p. 7971)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7978)

Article 1er (dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique)

Article L. 89-1 du code du domaine de l'État : délimitation des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Léo Andy (délimitation, dans un délai de deux ans, des différents types d'espaces situés à l'intérieur de la zone des cinquante pas géométriques) (p. 7980)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation préalable du rivage) (p. 7980)

Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7980)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (caractéristiques des zones d'urbanisation diffuse) (p. 7981)

Article L. 89-1 bis du code du domaine de l'État : institution d'une commission de vérification des titres

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Pierre Petit (présence d'un notaire et de deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission de vérification des titres) (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 31 corrigé de Mme Christiane Taubira-Delannon (présence d'un notaire et de deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission de vérification des titres) (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (caractère facultatif de la présence d'un notaire et des deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission) (p. 7982)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 de M. Camille Darsières (caractère obligatoire de l'association du notaire aux travaux de la commission) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Yvon Jacob (règles de publicité foncière applicables aux propriétés reconnues dans le cadre de la procédure de validation des titres) (p. 7982)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (création d'une commission de vérification des titres spécifique à la Guyane) : adopté (p. 7982)

Article L. 89-2 du code du domaine de l'État : cession de terrains à titre gratuit aux communes

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (cession aux communes des terrains occupés) (p. 7983)

Article L. 89-3 du code du domaine de l'État : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage professionnel

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (élargissement des possibilités d'acquisition des terrains supportant des locaux professionnels) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (élargissement des possibilités d'acquisition des terrains supportant des locaux professionnels) (p. 7983)

Article L. 89-4 du code du domaine de l'État : cession à titre onéreux des terrains affectés à un usage d'habitation

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de codification : transfert de la disposition sur le bornage des terrains cédés dans les quartiers d'habitat spontané dans l'article L. 89-4 bis) (p. 7984)

Article L. 89-4 bis du code du domaine de l'État : délimitation des terrains cédés

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (délimitation avant cession et précision quant aux servitudes et usages pour les terrains supportant des édifices particuliers) (p. 7984)

Article L. 89-4 ter du code du domaine de l'État : terrains supportant des édifices religieux

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'État des modalités de cession des terrains supportant des édifices religieux) (p. 7984)

Article L. 89-4 quater du domaine de l'État : terrains supportant des locaux appartenant à des associations et à des syndicats

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'État des modalités de cession des terrains supportant des locaux appartenant à des associations ou des syndicats) (p. 7984)

Article L. 89-5 bis A du code du domaine de l'État : application du régime d'imposition des plus-values

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 7985)

Article L. 89-5 bis du code du domaine de l'État : droit de préemption

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7985)

Article L. 89-5 ter du code du domaine de l'État : sanctions

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission (expulsion immédiate et remise en état des lieux aux frais du contrevenant dans les dépendances du domaine public maritime) (p. 7985)

Article L. 88-2 du code du domaine de l'État

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (commission départementale de vérification des titres dans le département de la Guyane) : adopté après rectification (p. 7986)

Article 2 (aide de l'État pour l'acquisition de terrains occupés par des habitations)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de la commission (conditions de ressources, d'ancienneté d'occupation et de rapport entre le revenu du foyer fiscal et le nombre de ses membres pour l'octroi de l'aide de l'État) (p. 7986)

Article 5 (organisation des agences)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (nomination du président du conseil d'administration de l'agence par décret) : adopté (p. 7987)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Camille Darsières (conseil d'administration des agences composé pour moitié de représentants des collectivités territoriales) (p. 7988)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Camille Darsières (conditions de nomination du directeur de l'agence) (p. 7988)

Article 7 (article 1609 C du code général des impôts : taxe spéciale d'équipement en Guadeloupe)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Camille Darsières (consultation des communes concernées par le conseil d'administration de l'agence) (p. 7989)

Article 8 (article 1609 D du code général des impôts : taxe spéciale d'équipement en Martinique)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Camille Darsières (consultation des communes par le conseil d'administration de l'agence) (p. 7989)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Léo Andy (rapport au Parlement) (p. 7990)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7990)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8723)

Son intervention (p. 8724)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 8725)

Impôts et taxes : taxe spéciale d'équipement (p. 8724)

Mer et littoral : délimitation de la zone (p. 8724)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 8724)

Propriété : taxation des plus-values en cas de revente avant dix ans (p. 8724)

Texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8727)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (délai imposé pour la délimitation de la zone des cinquante pas géométriques porté à un an) : adopté (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (interdiction au notaire de participer aux travaux de la commission lorsqu'il exerce ses fonctions dans une étude ayant eu à connaître d'un acte relatif aux droits établis par un titre litigieux) : adopté (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (autorisation pour les communes d'exercer le droit de préemption) : adopté (p. 8731)

Projet de loi n° 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Son intervention (p. 7990)

Thèmes :

DOM-TOM : loi pénale : extension (p. 7990, 7991)

DOM-TOM : Mayotte : statut général des fonctionnaires (p. 7991)

DOM-TOM : Mayotte : système de santé (p. 7991)

DOM-TOM : modernisation (p. 7990)

Projet de loi n° 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7996)

Discussion générale commune des projets de loi n°s 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte, 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton et 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale (voir DOM-TOM 3157)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7996)

Article 1er (ratification de deux ordonnances du 28 mars 1996)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 7996)

Article 2 quinquies (procédure pénale - enfance délinquante)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 7998)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi de ratification des ordonnances prises en matière pénale pour Mayotte et les territoires d'outre-mer") (p. 7999)

Projet de loi n° 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7990)

Discussion générale commune des projets de loi n°s 3155 portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte, 3156 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India et l'île de Clipperton et 3157 d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre premier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale (voir DOM-TOM 3157)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7999)

Article 1er (ratification)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (coordination) (p. 7999)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélémy) (p. 8004)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Pierre Mazeaud (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Martin) (p. 8004)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Mazeaud (nouveau titre) (p. 8004)

Michel PÉRICARD

Yvelines (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Président du groupe du Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israelo-arabe, processus de paix, perspectives [22 octobre 1996] (p. 5766)

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, attentat du mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7951)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que le problème de la suppression de la déduction forfaitaire supplémentaire dont bénéficient les journalistes soit réglé par la création d'un fonds de compensation [19 novembre 1996] (p. 7251)

Rappelle l'usage selon lequel le Président indique la position de la commission et du Gouvernement avant le vote sur les amendements [18 décembre 1996] (p. 8576)

Constate une volonté d'obstruction de la part du groupe socialiste alors que la jeunesse de France plébiscite la réforme du service national [28 janvier 1997] (p. 459)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 3005 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration

[2 octobre 1996] (p. 5064)

Son intervention (p. 5074)

Thèmes :

Emploi : situation de sous-emploi ; action gouvernementale : baisse des charges sociales et aménagement du temps de travail (p. 5074)

Entreprises publiques (p. 5074)

Étrangers : immigration, intégration (p. 5076)

Finances publiques (p. 5075)

Impôt sur le revenu (p. 5075)

Lois de finances : loi de finances pour 1997 (p. 5075)

Politique économique et sociale : situation actuelle et perspectives de croissance, évolution des taux d'intérêt, pouvoir d'achat (p. 5074)

Sécurité sociale : projet de loi de financement de la sécurité sociale (p. 5075)

Vie publique : "nouvelle" démocratie ; scrutin législatif, scrutin régional (p. 5075)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Pierre Thomas (de suppression) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5622)

Article 20 (aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement)

Intervient sur l'amendement n° 386 du Gouvernement (suppression de l'exclusion du droit à compensation pour les communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la deuxième part du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 5632)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1996] (p. 7251)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Julien Dray (compétence du préfet en matière de délivrance des certificats d'hébergement) (p. 8575)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 décembre 1996] (p. 8576)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 165)

Article 1er (modalités de création et de fonctionnement de l'établissement public local)

Article L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales : personnel de l'établissement public local

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Derosier (avis du conseil d'administration) (p. 172)

Ses explications de vote (p. 177)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 177)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 459)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2007)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : extension des compétences (p. 2007)

Presse écrite : presse régionale : crise : aides (p. 2008)

Radiodiffusion : attribution des fréquences sur la bande FM (p. 2009)

Télévision : chaînes locales : décrochages locaux : écrans publicitaires (p. 2008)

Télévision : nouvelles technologies : réception par satellites et numérique (p. 2007)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2007)

Télévision : Société française de production (SFP) (p. 2008)

Télévision : Télévision de France (TDF) (p. 2008)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 1er ter (incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel après cessation de leurs fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (raccourcissement des délais d'incompatibilité) (p. 2073)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Laurent Dominati (raccourcissement des délais d'incompatibilité) (p. 2073)

Article 3 (consultation du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Georges Sarre (suppression du caractère obligatoire de la consultation) (p. 2074)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (répartition du temps d'antenne lors des consultations électorales) (p. 2076)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Alain Griotteray (tarification applicable aux opérateurs de télédiffusion autres que TDF) (p. 2083)

Article 6 (principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Dominique Paillé (interdiction de la publicité sur les chaînes cryptées) (p. 2092)

Article 7 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision disposés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Laurent Dominati (interdiction des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Intervient sur l'amendement n° 65 deuxième rectification de M. Louis de Broissia (autorisation partielle par décret des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Pierre-André PÉRISSOL

Ministre délégué au logement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Léonce Deprez. Logement et habitat. PLA. Réglementation, conséquences, logement social [2 octobre 1996] (p. 5060)

Mme Monique Rousseau. Logement et habitat. Logement social. Politique et réglementation [8 octobre 1996] (p. 5182)

M. Jean-Marc Ayrault. Logement et habitat. Logement social. Politique et réglementation [9 octobre 1996] (p. 5262)

M. Christian Dupuy. Logement et habitat. Accession à la propriété. Prêts à taux zéro, perspectives, Île-de-France [30 octobre 1996] (p. 6246)

M. Michel Hannoun. Logement et habitat. Politique du logement. Personnes sans domicile fixe, plan d'urgence, perspectives [6 novembre 1996] (p. 6566)

M. Étienne Pinte. Logement et habitat. APL. Réforme, perspectives [3 décembre 1996] (p. 7859)

M. Patrick Delnatte. Logement et habitat. Accession à la propriété. Prêts à taux zéro, bilan [5 février 1997] (p. 827)

Mme Janine Jambu. Logement et habitat. Expulsions. Lutte et prévention [12 mars 1997] (p. 1848)

M. Régis Fauchoit. Politique économique et sociale. Pauvreté. Accès à une fourniture minimale d'eau, charte de solidarité sur l'eau, perspectives [19 mars 1997] (p. 2066)

M. Jacques Guyard. Logement et habitat. Politique du logement. Perspectives [25 mars 1997] (p. 2239)

M. Jean-Pierre Kucheida. Logement et habitat. Politique du logement. Perspectives [26 mars 1997] (p. 2320)

M. Michel Grandpierre. Logement et habitat. HLM. Surloyers, application [26 mars 1997] (p. 2323)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Kucheida. Logement et habitat. Sociétés d'HLM. SA Carpi, réglementation, respect [8 octobre 1996] (p. 5160 à 5162)

M. Jean-Jacques Descamps. Voirie. A 10 bis et RN 143. Tracé, aménagement, perspectives [8 octobre 1996] (p. 5157, 5158)

M. Yves Bur. Transports. Aéroports. Développement, conséquences, pollution et nuisances [8 octobre 1996] (p. 5158, 5159)

M. Jean Urbaniak. Logement et habitat. Logement social. Financement, aides de l'État, Nord-Pas-de-Calais [8 octobre 1996] (p. 5159, 5160)

M. Jean-Claude Lefort. Logement et habitat. Offices publics d'habitations à loyer modéré (OPHLM). Équilibre financier, Val-de-Marne [26 novembre 1996] (p. 7524 à 7526)

M. Yves Van Haecke. Voirie. Autoroutes. Liaisons Bourges Auxerre et Clamecy Avallon, perspectives [26 novembre 1996] (p. 7523, 7524)

M. Pierre Gascher. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Aménagement, financement, perspectives [26 novembre 1996] (p. 7526, 7527)

M. Jean-Yves Le Déaut. Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité. Perspectives [10 décembre 1996] (p. 8155, 8156)

M. Jean-Claude Decagny. Logement et habitat. Aides personnelles au logement (APL). Réforme, conséquences, personnes de plus de soixante-cinq ans [17 décembre 1996] (p. 2407)

M. Georges Durand. Voirie. Autoroutes. Liaison Satolas Narbonne, études, calendrier [17 décembre 1996] (p. 8409, 8410)

M. Didier Migaud. Voirie. Autoroutes. Liaison Ambérieux Grenoble Sisteron, tracé, conséquences, environnement [17 décembre 1996] (p. 8410, 8411)

M. Jean-Pierre Kucheida. Logement et habitat. Prêt locatif aidé (PLA). Réglementation, conséquences, logement social [17 décembre 1996] (p. 8408, 8409)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Logement et habitat. Aides et prêts. Prime à l'amélioration de l'habitat (PAH), conditions d'attribution, retraites, chômeurs [18 mars 1997] (p. 1947, 1948)

M. Alain Ferry. Agriculture. Équarrissage. Financement, taxe, création, conséquences, bouchers et charcutiers, Alsace-Lorraine [25 février 1997] (p. 1309)

M. Jean-Luc Warsmann. Logement et habitat. Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH). Perspectives, Sedan [25 février 1997] (p. 1310)

M. Antoine Joly. Transports. TGV Atlantique. Desserte du Mans, perspectives [4 mars 1997] (p. 1556, 1557)

M. Louis Lauga. Voirie. RN 10. Aménagement, mise à deux fois deux voies, perspectives [4 mars 1997] (p. 1555, 1556)

M. Pierre Bernard. Logement et habitat. Logement social. Construction, aides de l'État, perspectives, Montfermeil [4 mars 1997] (p. 1553, 1554)

M. Jean-Luc Warsmann. Voirie. RN 51. Aménagement, mise à deux fois deux voies, financement [4 mars 1997] (p. 1553)

M. Jean-Pierre Kucheida. Logement et habitat. Sociétés d'HLM. SA Carpi, réglementation, respect [11 mars 1997] (p. 1780 à 1782)

M. Didier Béguin. Voirie. A 77. Liaison Dordives Cosne, création, perspectives [18 mars 1997] (p. 1946, 1947)

M. Rémy Auchedé. Police de la route et circulation routière. Permis de conduire. Inspecteurs, revendications [18 mars 1997] (p. 1945, 1946)

M. Jean-Marc Salinier. Transports. Produits dangereux : amiante. Utilisation, conséquences, ateliers de maintenance du RER [18 mars 1997] (p. 1944, 1945)

M. Harry Lapp. Voirie. Ouvrages d'art. Pont d'Eschau, construction, délais, Bas-Rhin [18 mars 1997] (p. 1943, 1944)

M. Pierre Hellier. Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Investissements immobiliers locatifs neufs, associés de SCI, réduction d'impôt [18 mars 1997] (p. 1948, 1949)

M. André Fanton. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [18 mars 1997] (p. 1942, 1943)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 10 (suite) précédemment réservé (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Julien Dray (application d'un taux de TVA de 2,1 %) (p. 5684)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,2 %) (p. 5685)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,3 %) (p. 5686)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,4 %) (p. 5688)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,7 %) (p. 5692)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Didier Migaud (application d'un taux de TVA de 2,8 %) (p. 5693)

Intervient sur les amendements n°s 340 à 349 et 288 à 303 de M. Didier Migaud (application de taux de TVA s'échelonnant entre 2,9 et 5,4 %) (p. 5694)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Thierry Mariani (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration de l'habitat) (p. 5694)

Article 11 précédemment réservé (aménagement de la contribution annuelle sur certains logements à usage locatif)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression du versement par le bailleur d'une contribution majorée à titre de provision lorsque le locataire n'a pas répondu à la demande de renseignements) (p. 5698)

Article 29 (modification de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement au financement des aides à l'accession à la propriété)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5701)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5701)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Son intervention (p. 6683)

Ses réponses (p. 6686 à 6695)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : "un pour cent patronal" (p. 6685)

Aides au logement : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6684, 6685)

Aides au logement : allocation de logement à caractère social (ALS) (p. 6684)

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6685)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6684)

Aides au logement : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 6685)

Aides au logement : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) (p. 6685)

Épargne : livret A (p. 6684)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6684)

Logement privé : "amortissement Périssol" (p. 6685)

Logement privé : parc de logements privés (p. 6685)

Logement social : organismes HLM : taux des prêts consentis et avantages de trésorerie (p. 6684)

Ministère : crédits du logement (p. 6684, 6685)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6685, 6686)

Réponses aux questions :

Aides au logement : "un pour cent" patronal (p. 6692) (M. Jean-Marc Chartoire) (p. 6692)

Aides au logement : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6687) (M. Yves Coussain) (p. 6687)

Aides au logement : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6693) (M. François Loos) (p. 6693)

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6689, 6690) (M. Jacques Guyard) (p. 6689)

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6693) (M. Georges Mesmin) (p. 6693)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 6687) (M. Yves Coussain) (p. 6687)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 6689) (M. Julien Dray) (p. 6689)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 6694) (M. Christian Martin) (p. 6694)

Aides au logement : prêts locatifs aidés très sociaux (PLA-TS) (p. 6691) (M. Georges Mothron) (p. 6690, 6691)

Aides au logement : prêts locatifs aidés très sociaux (PLA-TS) (p. 6691) (M. Michel Blondeau) (p. 6691)

Aides au logement : primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 6687) (M. Yves Coussain) (p. 6687)

Aides au logement : primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 6687) (M. Jean-Marie Morisset) (p. 6687)

DOM-TOM : Guadeloupe (p. 6689) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 6688, 6689)

Fonds de garantie de l'accession à la propriété (FGAS) (p. 6689) (M. Jacques Guyard) (p. 6689)

Impôts et taxes : droits de mutation (p. 6693) (M. Georges Mesmin) (p. 6693)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6686) (M. Charles Fèvre) (p. 6686)

Impôts et taxes : TVA applicable aux constructions de logements sociaux (p. 6694) (M. Christian Martin) (p. 6694)

Impôts et taxes : TVA applicable aux réhabilitations (p. 6692) (M. François d'Harcourt) (p. 6692)

Logement privé : parc : réhabilitation (p. 6686) (M. Charles Fèvre) (p. 6686)

Logement social : logement des plus démunis (p. 6691) (M. Georges Mothron) (p. 6691)

Logement social : logements HLM : surloyer (p. 6688) (M. Jacques Brunhes) (p. 6688)

Logement social : logements HLM : surloyer (p. 6690) (Mme Nicole Catala) (p. 6690)

Logement social : logements HLM : surloyer (p. 6695) (M. Christian Martin) (p. 6694, 6695)

Logement social : parc (p. 6692, 6693) (M. François d'Harcourt) (p. 6692)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6686, 6687) (M. Jean-Marie Morisset) (p. 6687)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6692) (M. Alphonse Bourgasser) (p. 6691, 6692)

Régions : Alsace : prix du foncier (p. 6693) (M. François Loos) (p. 6693)

Régions : Île-de-France : liberté des loyers (p. 6694) (M. Georges Mesmin) (p. 6694)

Proposition de loi n° 2432 améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8191)

Son intervention (p. 8192)

Thèmes :

Logement et habitat : régime des ventes-annulations, régularisation (p. 8192)

Logement et habitat : surface habitable (p. 8192)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8194)

Projet de loi n° 3162 relatif à l'Union d'économie sociale du logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8194)

Son intervention (p. 8194)

Sa réponse (p. 8205)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC) (p. 8205, 8206)

Action sociale et solidarité nationale : Comités interprofessionnels du logement (CIL) (p. 8205)

Action sociale et solidarité nationale : Union d'économie sociale du logement (UESL) (p. 8194, 8195, 8206)

Action sociale et solidarité nationale : Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) (p. 8194, 8206)

Logement et habitat : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8194, 8195, 8205)

Logement et habitat : logement social : généralités (p. 8194)

Logement et habitat : logement social : organismes d'HLM (p. 8195)

Discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8206)

Article 1er (organisation de l'Union d'économie sociale du logement - UESL)

Article L. 313-18 du code de la construction et de l'habitation : détermination des associés de l'UESL

Intervient sur l'amendement n° 2 commission (possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie d'être membres associés de l'Union d'économie sociale du logement) (p. 8028)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Gérard Cherpion (possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie d'être membres associés de l'Union d'économie sociale du logement) (p. 8028)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jacques Guyard (participation de plein droit des organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés à l'UESL) (p. 8208)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jacques Guyard (rédactionnel) (p. 8209)

Article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation : missions de l'UESL

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (information des associés collecteurs avant délibération du conseil d'administration) (p. 8209)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rappel de l'objectif de participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 8209)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 8209)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (mission d'information sur le logement des salariés) (p. 8210)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (avis de l'UESL pour les seules opérations relevant de la participation des employeurs) (p. 8210)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (suppression de la référence à la consultation de l'UESL par l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction lorsque cette dernière fixe des normes ou élabore des règles) (p. 8210)

Article L. 313-20 du code de la construction et de l'habitation : application des conventions conclues entre l'État et l'UESL

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (consultation du comité des collecteurs préalablement au calcul de la contribution des associés) (p. 8210)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (mobilisation des créances et des actifs provenant du "un pour cent") (p. 8211)

Article L. 313-21 du code de la construction et de l'habitation : conseil d'administration et comité des collecteurs de l'UESL

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission (désignation des représentants des associés collecteurs au conseil d'administration) (p. 8211)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. René Beaumont (présence d'au moins deux entrepreneurs au sein des cinq représentants des associés collecteurs) (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (désignation des suppléants des représentants des salariés et des employeurs au conseil d'administration) (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jacques Guyard (nombre des représentants des salariés porté à dix) (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (impossibilité pour les membres du conseil d'administration d'être propriétaires d'actions de l'Union) (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (renouvellement du comité des collecteurs) (p. 8212)

Article L. 313-22 du code de la construction et de l'habitation : comité paritaire des emplois

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (autorisation pour les suppléants de siéger au comité paritaire des emplois) (p. 8213)

Article L. 313-23 du code de la construction et de l'habitation : commissaires du Gouvernement auprès de l'UESL

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (condition de majorité lors de la seconde délibération) (p. 8213)

Article L. 313-26 du code de la construction et de l'habitation : modalités d'application

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (suppression de l'article L. 313-26 du code de la construction et de l'habitation) (p. 8213)

Article 2 (contrôles et sanctions applicables aux collecteurs du 1 %)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 8214)

Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligations des chambres de commerce et d'industrie collectrices) : adopté (p. 8214)

Article 2 bis (mise à jour du code de la construction et de l'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression partielle) (p. 8214)

Article 2 ter (réorganisation du code de la construction et de l'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 19 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 8214)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 8214)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de la commission (fixation des modalités d'application du présent chapitre par décret en Conseil d'État) (p. 8214)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de conséquence) (p. 8215)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de conséquence) (p. 8215)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de conséquence) (p. 8215)

Article 3 bis (désignation des premiers représentants des associés collecteurs au conseil d'administration de l'UESL)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (de suppression) (p. 8215)

Article 3 ter (cession et nantissement des créances de l'Union et des associés collecteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (mobilisation des seules créances issues de la participation des employeurs) (p. 8216)

Article 4 (mise en œuvre du prélèvement exceptionnel organisé par l'article 29 du projet de loi de finances pour 1997)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 8216)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (substitution de l'UESL aux associations agréées aux fins de participer à la collecte) (p. 8216)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 8216)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 37 rectifié du Gouvernement (conditions de constitution de l'Union d'économie sociale du logement et approbation des premiers statuts par décret en Conseil d'État) : adopté (p. 8217)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8217)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8703)

Son intervention (p. 8703)

Sa réponse (p. 8704)

Thèmes :

Logement : aides et prêts : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8703, 8704)

Logement : Union d'économie sociale du logement (UESL) (p. 8704)

Proposition de loi n° 3319 tendant à organiser la lutte contre les termites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2350)

Son intervention (p. 2350)

Thèmes :

Agriculture : contrôles sanitaires (p. 2350)

Animaux : termites et insectes xylophages (p. 2350)

Urbanisme : urbanisation (p. 2350)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2355)

Article 1er (objet de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (extension du dispositif aux autres insectes xylophages) (p. 2356)

Soutient le sous-amendement n° 20 du Gouvernement (protection des bâtiments) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 2355)

Article 2 (déclaration obligatoire de foyers d'infestation)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du dispositif aux autres insectes xylophages) (p. 2356)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (obligation de déclaration pour les seules communes inscrites sur une liste établie par le préfet sur proposition ou après consultation du conseil municipal) (p. 2356)

Article 3 (délimitation des zones contaminées)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de la commission (extension du dispositif aux autres insectes xylophages) (p. 2356)

Soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (termites ou insectes présentant un danger pour les bâtiments) : adopté (p. 2356)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (consultation des conseils municipaux intéressés) (p. 2356)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'alinéa relatif à l'arrêté de délimitation fixant les mesures de prophylaxie et de lutte contre les termites) (p. 2357)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (incinération des bois et matériaux contaminés en cas de démolition d'une construction située dans une zone infestée) (p. 2357)

Soutient le sous-amendement n° 22 du Gouvernement (cas d'une démolition totale ou partielle) à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 2357)

Soutient le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (incinération "sur place") à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 2357)

Article 4 (publicité des arrêtés de délimitation)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 2358)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (décret en Conseil d'État pour fixer les conditions dans lesquelles seront faites les déclarations prévues aux articles 2 et 3) (p. 2358)

Soutient le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (publicité des arrêtés préfectoraux fixée également par décret) à l'amendement n° 12 de la commission : adopté (p. 2358)

Article 5 (application de la législation sur les immeubles menaçant ruine)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 2358)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (titre III du livre premier du code de la construction et de l'habitation intitulé : "chauffage et ravalement des immeubles, lutte contre certains insectes xylophages") : adopté (p. 2359)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de l'article 1er de la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales afin d'ajouter la défense et la lutte contre les termites et les insectes xylophages) (p. 2359)

Article 6 (introduction des dispositions de protection contre les insectes xylophages dans le code de la construction et de l'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (mesures de protection contre les termites en cas de construction et d'aménagement d'ouvrages) (p. 2360)

Article 7 (possibilité d'exonération de la garantie du vice caché)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (transparence des transactions immobilières avec l'impossibilité d'exonération de la garantie du vice caché) (p. 2360)

Article 8 (incompatibilité entre les fonctions d'expertise et les autres activités de lutte contre les termites)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (extension du dispositif législatif aux autres insectes xylophages) (p. 2361)

Soutient le sous-amendement n° 26 du Gouvernement (autres insectes xylophages "présentant un danger pour les bâtiments") à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 2361)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (suppression du dernier alinéa relatif aux modalités de certification des entreprises de traitement) (p. 2361)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Rémy Auchedé (assurance obligatoire pour couvrir les traitements préventifs et curatifs et les dommages causés par les termites dans toutes les habitations situées dans les zones contaminées) (p. 2361)

Article 9 (réductions d'impôt sur le revenu en cas de traitements contre les termites et les autres insectes xylophages)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (réduction d'impôt étendue à la lutte contre les autres insectes xylophages) (p. 2362)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages") (p. 2362)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Sa réponse (p. 2570)

Thèmes :

Logement et habitat : attribution de logements sociaux (p. 2571)

Logement et habitat : expulsions (p. 2571)

Logement et habitat : prêts et aides (p. 2570)

Logement et habitat : réquisition (p. 2571)

Francisque PERRUT

Rhône (9ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14592)

Membre suppléant de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14594)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de loi relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire [J.O. du 4 octobre 1996] (p. 14648)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome VI : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (enseignement scolaire) (n° 3031) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3130 permettant à certains travailleurs handicapés de bénéficier d'une retraite à taux plein à partir de l'âge de cinquante ans [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences, médecins [22 janvier 1997] (p. 337)

DÉBATS

Projet de loi n° 2701 (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [10 octobre 1996] (p. 5298)

Son intervention (p. 5300)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : directives relatives au congé parental et au temps partiel (p. 5301)

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 5300)

Communautés européennes et Union européenne : principe de subsidiarité (p. 5300)

Entreprises : PME-PMI : droits et représentation des salariés (p. 5301)

Travail : accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 (p. 5301)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 5301)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Handicapés : emploi dans le secteur public (p. 6099)

Personnes âgées : maintien à domicile (p. 6098)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6914)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : aides sociales : fonds social collégien (p. 6915)

Enseignants : maîtres auxiliaires (p. 6915)

Enseignants : recrutement : IUFM, CAPES, agrégation (p. 6915)

Enseignement primaire : zones rurales (p. 6915)

Enseignement privé (p. 6915)

Enseignement secondaire (p. 6915)

Enseignement technique et professionnel : IUT et BTS (p. 6915)

Établissements scolaires : aménagement des rythmes scolaires (p. 6916)

Établissements scolaires : enseignement artistique (p. 6916)

Familles : aides : allocation de rentrée scolaire (p. 6915)

Langues vivantes (p. 6915)

Lois : loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du "nouveau contrat pour l'école" (p. 6915)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : budget (p. 6915)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : effectifs (p. 6914)

Politique de l'éducation : accueil des enfants handicapés (p. 6916)

Politique de l'éducation : apprentissage de la langue : lecture : bibliothèques scolaires (p. 6915)

Politique de l'éducation : éducation civique : violence à l'école (p. 6916)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7604)

Thèmes :

Associations : exonération des charges patronales pour les associations d'aides à domicile (p. 7604)

Famille : obligation alimentaire (p. 7605)

Handicapés : commission d'orientation et de reclassement professionnels (COTOREP) (p. 7604)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7603)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er A (conventions obligatoires conclues entre le département et les organismes de protection sociale pour favoriser la coordination de la prise en charge de la dépendance)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Michel Dessaint (composition du comité) : retiré (p. 7710)

Article 3 (conventions facultatives conclues entre le département et certains organismes pour assurer l'instruction et le suivi de la prestation)

Son amendement n° 165 : non soutenu (p. 7718)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 61 : non soutenu (p. 7734)

Article 16 (principes de la réforme)

Son amendement n° 167 : non soutenu (p. 7757)

Proposition de loi n° 1924 tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7966)

Article 2 (prise en charge de l'autisme et reconnaissance de ses conséquences comme handicap)

Son intervention (p. 7967)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2027)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 2051)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2027)

Télévision : télévision éducative (p. 2027)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 195 de Mme Christine Boutin (accès des associations familiales aux émissions d'expression directe) : rejeté (p. 2193)

Ses explications de vote (p. 2197)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 2197)

Pierre PETIT

Martinique (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Élèves. Insécurité, drogue, lutte et prévention [29 octobre 1996] (p. 6155)

DOM-TOM. Martinique : délinquance et criminalité. Lutte et prévention, police, effectifs de personnel [19 mars 1997] (p. 2061)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6026)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6027)

DOM-TOM : crédits (p. 6026)

DOM-TOM : Martinique (p. 6027)

Politique économique et sociale (p. 6026, 6027)

Procédure des questions :

Administration : construction d'une sous-préfecture à Saint-Pierre : plan PME-PMI dans les DOM (p. 6045)

Politique économique et sociale (p. 6045)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7971)

Son intervention (p. 7974)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 7975)

État : droit de préemption (p. 7975)

Logement et habitat : logement social (p. 7975)

Mer et littoral : agences d'État pour la mise en valeur de la zone des "cinquante pas géométriques" (p. 7975)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 7975)

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7978)

Article 1er (dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique)

Article L. 89-1 bis du code du domaine de l'Etat : institution d'une commission de vérification des titres

Son amendement n° 16 (présence d'un notaire et de deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission de vérification des titres) : adopté (p. 7982)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2558)

Thème :

DOM-TOM : lutte contre l'exclusion (p. 2558)

Jean-Pierre PHILIBERT

Loire (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Vice-président de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1460, posée le 15 avril 1997. Politique extérieure. Sénégal (p. 2503). Appelée le 15 avril 1997. Français disparus (p. 2426, 2427)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Marsaud (indemnisation des mises en examen abusives) (p. 5242)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 29 (extension du régime de garantie de créances des salariés aux cotisations sociales salariales)

Son amendement n° 93 (de suppression) : rejeté (p. 6346)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Police : équipement : achat d'armes françaises (p. 6824)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8452)

Thèmes :

Étrangers : intégration (p. 8452)

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8453)

Étrangers : regroupement familial (p. 8454)

Étrangers : régularisations (p. 8453)

Étrangers : rétention administrative (p. 8453)

Justice : juge judiciaire (p. 8453)

Police : certificat d'hébergement (p. 8453)

Police : contrôle des véhicules (p. 8453)

Police : relevé d'empreintes digitales (p. 8454)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Léon Bertrand (application du dispositif permettant la fouille des véhicules en Guyane) (p. 8621)

Intervient sur le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (suppression d'une disposition inutile) à l'amendement n° 115 de M. Léon Bertrand (p. 8621)

Après l'article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Son amendement n° 47 (modalités de consultation du fichier) : devenu sans objet (p. 8623)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. François Guillaume (retrait de la carte de séjour en cas de travail sans autorisation) (p. 8624)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Christian Vanneste (retrait de la carte de séjour en cas de travail sans autorisation) (p. 8624)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8641)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Gérard Léonard (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8641)

Intervient sur l'amendement n° 131 de Mme Suzanne Sauvaigo (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8641)

Son amendement n° 58 (délai de deux ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) : adopté (p. 8643)

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Suzanne Sauvaigo (modalités d'établissement de la filiation en vue de l'obtention d'un titre de séjour) (p. 8645)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (cas de reconnaissance tardive de l'enfant) : adopté après modifications (p. 8647)

Son sous-amendement n° 285 soutenu par M. Gérard Léonard (délai de résidence régulière en France) à l'amendement n° 168 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (droit au séjour des apatrides) : adopté (p. 8648)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 8649)

Après l'article 4

Son amendement n° 66 (non-renouvellement de la carte de résident en cas de menace pour l'ordre public) : adopté (p. 8654)

Son amendement n° 67 corrigé (non-renouvellement de la carte de résident des personnes ne résidant plus en France) : adopté (p. 8655)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Suzanne Sauvaigo (suppression du droit au séjour de l'étranger sur le territoire depuis plus de quinze ans) (p. 8661)

Son amendement n° 54 corrigé (interdiction des regroupements polygamiques) : adopté (p. 8665)

Après l'article 7

Son amendement n° 65 (remise de l'étranger aux autorités de l'Etat et décision d'interdiction du territoire) : adopté (p. 8668)

Après l'article 8

Son amendement n° 57 corrigé (abrogation de dispositions relatives au séjour devenues inutiles) : adopté (p. 8671)

Son amendement n° 59 corrigé (de coordination) : adopté (p. 8671)

Avant l'article 9

Son amendement n° 64 (régime de la peine d'interdiction du territoire) : retiré (p. 8672)

Article 9 (aménagement de la rétention judiciaire)

Son amendement n° 60 (placement en rétention judiciaire de l'étranger qui s'est soustrait à l'exécution d'une décision de réadmission) : adopté (p. 8673)

Après l'article 9

Son amendement n° 55 (contrôles d'identité dans les zones frontalières de la Guyane) : adopté après modifications (p. 8674)

Article 10 (possibilité de contrôle d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Son amendement n° 61 (visite des locaux à usage professionnel) : retiré (p. 8678)

Après l'article 10

Son amendement n° 62 rectifié (bénéfice des prestations d'allocations familiales) : adopté (p. 8683)

Son amendement n° 68 rectifié (délivrance des passeports) : retiré (p. 8686)

Ses explications de vote (p. 8688)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 8689)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1370)

Thème :

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 1370)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) (p. 1456)

Son sous-amendement n° 147 rectifié (avis du maire pour la délivrance du certificat d'hébergement) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud : retiré (p. 1443)

Son sous-amendement n° 149 (décret d'application) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud : adopté (p. 1453)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Article 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 1476)

Son amendement n° 146 rectifié (modalités de consultation du fichier des étrangers) : adopté (p. 1478)

Son amendement n° 1 (modalités de consultation du fichier des étrangers) : retiré (p. 1478)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (modalités de consultation du fichier des étrangers) : adopté (p. 1479)

Son amendement n° 148 (extension de la possibilité de consultation du fichier à la gendarmerie nationale) : adopté (p. 1480)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Julien Dray (droit au séjour) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Julien Dray (droit au séjour des mineurs entrés sur le territoire en dehors de la procédure de regroupement familial) (p. 1488)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Pierre Bernard (suppression du droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans) (p. 1490)

Son amendement n° 2 (conditions de date) : retiré (p. 1491)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (assouplissement des conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1507)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Julien Dray (conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Julien Dray (exercice d'une activité professionnelle pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire) (p. 1515)

Article 6 ter supprimé par le Sénat (regroupement familial)

Son amendement n° 3 (limitations au regroupement familial) : retiré (p. 1522)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Julien Dray (de suppression partielle) (p. 1529)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Julien Dray (procédure en cas de prolongation de la rétention administrative) (p. 1530)

Ses explications de vote (p. 1543)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 1544)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [25 mars 1997] (p. 2241)

Son intervention (p. 2250)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 2250)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8598)

Article 2 (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Marcel Porcher (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) (p. 8600)

Son amendement n° 8 (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) : devenu sans objet (p. 8601)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Son intervention (p. 2262)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Picotin (de suppression) (p. 2265)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 89)

Article 1er (adhésion aux plans d'épargne retraite)

Son sous-amendement n° 48 (adhésion des salariés affiliés au régime vieillesse obligatoire de la Caisse nationale du barreau français) à l'amendement n° 2 de la commission (définition des salariés pouvant adhérer à un plan d'épargne retraite) : retiré (p. 91)

Projet de loi n° 2938 portant réforme de la procédure criminelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 1997] (p. 288, 343)

Article 2 (dispositions relatives au tribunal d'assises)

Article 231-21 du code de procédure pénale : conditions générales d'aptitude

Intervient sur l'amendement n° 195 du Gouvernement (conditions requises pour participer à un jury) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jacques Brunhes (suppression des conditions de maîtrise de la lecture et de l'écriture requises pour participer à un jury) (p. 304)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2629)

Son intervention (p. 2640)

Thèmes :

Élections et référendums : dépenses de campagne (p. 2640)

Partis et mouvements politiques : dotation publique (p. 2641)

Auguste PICOLLET

Savoie (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité. Perspectives [8 octobre 1996] (p. 5181)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1323, posée le 28 janvier 1997. Transports. Transporteurs (p. 475, 476). Appelée le 4 février 1997. Conducteurs de bennes sur chantier, conditions de travail, réglementation (p. 713, 714)

n° 1360, posée le 18 février 1997. Environnement. Protection (p. 1094). Appelée le 25 février 1997. Motoneiges, utilisation, réglementation, Savoie (p. 1289, 1290)

Daniel PICOTIN

Gironde (11ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Vice-président de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Rapporteur de la proposition de loi consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté (n° 3050) [27 novembre 1996]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3132 considérant le vote blanc comme suffrage exprimé [14 novembre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3050), consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté [5 mars 1997] (n° 3405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Chevènement (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 du Gouvernement (restriction du droit à communication pour les tiers aux seuls rapports d'expertise ; procédure de la communication aux parties) à l'amendement n° 3 de la commission (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) (p. 5217)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5238)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Associations : associations socio-éducatives de contrôle judiciaire (p. 5799)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8594)

Son intervention (p. 8597)

Thèmes :

Lois : loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (p. 8597)

Professions juridiques et judiciaires : conditions de diplôme (p. 8597)

Professions juridiques et judiciaires : périmètre du droit (p. 8597)

Discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8598)

Article 1er (conditions d'accès à la profession d'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Marcel Porcher (de suppression) (p. 8598)

Article 2 (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Marcel Porcher (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) (p. 8600)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Son amendement n° 1 (de suppression) : **rejeté** (p. 2265)

Proposition de loi n° 3050 consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2265)

Son intervention (p. 2266)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 2266)

Droit pénal : récidive (p. 2266)

Système pénitentiaire : bracelet électronique (p. 2266)

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2271)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (redécoupage du code de procédure pénale) : **adopté** (p. 2272)

Article 1er (placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (redécoupage du code de procédure pénale - modalités de la surveillance électronique lors des stages et emplois temporaires) : **adopté** (p. 2273)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (procédé utilisé pour la surveillance électronique) : adopté (p. 2273)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (contrôle de la mesure de placement sous surveillance électronique) : adopté (p. 2274)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (application des mesures prévues pour le régime de mise à l'épreuve) : adopté (p. 2274)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (modification des conditions d'exécution du placement sous surveillance électronique) : adopté (p. 2274)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (contrôle médical) : adopté (p. 2274)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (retrait de la décision de placement sous surveillance électronique) : adopté (p. 2274)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (modalités d'application déterminées par décret en Conseil d'État) : adopté (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Julien Dray (information du Parlement sur le choix du bracelet électronique - rapport annuel) (p. 2275)

Article 2 (recours contre la décision de placement sous surveillance électronique)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2275)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (condamné qui se soustrait au contrôle) : adopté (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (extension du placement sous surveillance électronique aux mineurs) : adopté (p. 2275)

Louis PIERNA

Seine-Saint-Denis (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18214)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Politique et réglementation. Perspectives [15 octobre 1996] (p. 5347)

Transports. Transporteurs. Revendications [26 novembre 1996] (p. 7548)

Travail. Droit du travail. Respect [22 janvier 1997] (p. 334)

Emploi. Jeunes. Politique et réglementation [25 février 1997] (p. 1315)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1385, posée le 25 février 1997. Sécurité sociale. Équilibre financier (p. 1379). Appelée le 4 mars 1997. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences, Seine-Saint-Denis (p. 1562, 1563)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5383)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 5384)

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5383, 5384)

Consommation (p. 5384)

Impôts locaux (p. 5384)

Logement et habitat (p. 5384)

Politique économique : généralités (p. 5384)

Secteur public : entreprises publiques (p. 5384)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 68

Son amendement n° 124 soutenu par M. Daniel Colliard (maintien de l'attribution du surplus du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle aux communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne nationale) : rejeté (p. 7184)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Rémy Auchedé (maintien de l'unicité de la SNCF : création d'une filiale dénommée "Réseau ferré de France") : rejeté (p. 878)

Soutient l'amendement n° 25 de M. Rémy Auchedé (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) : rejeté (p. 888)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Jean-Claude Gayssot (rappel du droit au transport des citoyens et des avantages en termes de sécurité et d'énergie) : rejeté (p. 893)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Soutient l'amendement n° 281 de M. Jean Tardito (accès des enfants aux cantines scolaires) : rejeté (p. 2619)

Article 12 (itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2764)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Robert Galley (droit des jeunes à la formation professionnelle) (p. 2766)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 293 de Mme Muguette Jacquaint (impôt sur le revenu des personnes en voie d'exclusion) : rejeté (p. 2775)

Article 13 (schéma départemental d'accès aux soins des personnes les plus démunies et des personnes en situation de précarité)

Son intervention (p. 2781)

André-Maurice PIHOUÉE

La Réunion (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3041 aggravant les peines encourues en cas de péril de mineurs [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : service militaire adapté (p. 6030)

Logement (p. 6029, 6030)

Politique économique et sociale (p. 6029, 6030)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : mobilité (p. 6044)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6946)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : La Réunion : université (p. 6946)

Étudiants : effectifs : statut social (p. 6947)

Personnels non enseignants : ATOS et IATOS : créations de postes (p. 6946)

Recherche : enseignants-chercheurs : effectifs : mobilité (p. 6946)

Xavier PINTAT

Gironde (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [J.O. du 5 mars 1997] (p. 3538)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Après l'article 14 bis

Son amendement n° 115 (réduction d'impôt accordée au titre des emplois familiaux) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7750)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Son intervention (p. 8293)

Thèmes :

Administration : simplification des formalités administratives (p. 8294)

Emploi et formation professionnelle : aides : refus en cas de travail clandestin (p. 8293)

Famille : emplois familiaux (p. 8294)

Marchés publics : interdiction de soumissionner aux contrevenants à la législation sur le travail clandestin (p. 8294)

Sécurité sociale : URSSAF : recouvrement des cotisations impayées : levée du secret professionnel (p. 8293)

Travail : associations à but non lucratif fictives (p. 8293)

Travail clandestin : contrôle : agents des impôts, douaniers, contrôleurs des transports terrestres (p. 8293)

Travail clandestin : déclaration préalable à l'embauche (DPAE) (p. 8293)

Travail clandestin : donneurs d'ordre (p. 8293)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8293)

Travail clandestin : répression : peines principales et complémentaires (p. 8293)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1233)

Son intervention (p. 1241)

Thèmes :

Impôts et taxes : baisse de la TVA applicable aux artisans (p. 1242)

Marchés publics (p. 1242)

Travail : emplois saisonniers ou de service (p. 1242)

Travail clandestin : contrôle (p. 1241)

Travail clandestin : répression (p. 1241)

Travail clandestin : travailleurs indépendants (p. 1241)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (carte d'immatriculation des employeurs) : rejeté au scrutin public (p. 1251)

Étienne PINTE

Yvelines (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement et habitat. APL. Réforme, perspectives [3 décembre 1996] (p. 7859)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5415)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5416)

Entreprises (p. 5416)

Famille (p. 5415, 5416)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5415)

Politique économique : généralités (p. 5416)

TVA (p. 5415)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Pierre Hériaud ("familialisation" de la décote) (p. 5478)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 275 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (limitation des versements déductibles en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5495)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Brard (attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux contribuables célibataires ayant élevé leurs frères et sœurs après le décès de leurs parents) (p. 5497)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (création d'un crédit d'impôt en faveur des familles ayant au moins trois enfants à charge et dont l'un des parents n'exerce pas d'activité professionnelle) (p. 5500)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Didier Migaud (abaissement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 5567)

Article 7 (application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires)

Son amendement n° 159 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 5585)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Son amendement n° 425 soutenu par M. Philippe Auberger (maintien de la réduction d'impôt pour les étudiants) : rejeté (p. 7145)

Son amendement n° 426 soutenu par M. Pierre Hériaud (suppression de la réduction d'impôt liée au relèvement des limites d'âge d'ouverture du droit à prestations familiales prévu par la loi du 25 juillet 1994) : rejeté (p. 7145)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6207)

Thème :

Sécurité sociale : allocations familiales : simplification (p. 6207)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 8 (actions de conseil et de médiation en matière familiale des caisses d'allocations familiales et des caisses de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 561 (de précision) : devenu sans objet (p. 2691)

Article 12 (itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté)

Son amendement n° 564 : non soutenu (p. 2772)

Après l'article 13

Son amendement n° 566 (institution d'un barème national déterminant les conditions d'accès à l'aide médicale) : adopté (p. 2798)

Serge POIGNANT

Loire-Atlantique (10ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 17 octobre 1996] (p. 15253)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3036 modifiant les règles applicables à la première séance des conseils municipaux suivant leur renouvellement général [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3037 tendant à mieux associer les conseillers généraux au fonctionnement de certains établissements publics de coopération intercommunale [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3136 permettant aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité à 80% de bénéficier de la retraite à taux plein à partir de cinquante ans [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Son intervention (p. 6623)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime d'aménagement du territoire (p. 6624)

Aménagement du territoire : schémas départementaux des services publics (p. 6624)

Aménagement du territoire : schémas régionaux d'aménagement du territoire et schémas interrégionaux de massif (p. 6624)

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et schéma national d'aménagement du territoire (p. 6624)

Ministère : crédits de l'aménagement du territoire (p. 6623)

Organismes et structures : agences de développement local et agences de réseau (p. 6624)

Organismes et structures : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 6624)

Organismes et structures : fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6624)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6927)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : aides sociales : fonds social collégien (p. 6928)

Action sociale et solidarité nationale : étudiants : allocation sociale d'études : œuvres universitaires (p. 6928)

Enseignants : heures supplémentaires (p. 6928)

Enseignants : maîtres auxiliaires (p. 6928)

Enseignement primaire (p. 6927)

Enseignement primaire : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles (p. 6927)

Enseignement primaire : zones rurales (p. 6927)

Enseignement secondaire (p. 6927)

Enseignement supérieur : situation, effectifs et crédits (p. 6927)

Enseignement technique et professionnel : IUT et BTS (p. 6928)

Étudiants : tutorat (p. 6928)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : budget (p. 6927)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : effectifs (p. 6928)

Personnels non enseignants : ATOS et IATOS : créations de poste (p. 6928)

Recherche : crédits : évolution des agrégats (p. 6927)

Recherche : enseignants-chercheurs : effectifs : mobilité (p. 6928)

Recherche : fonds de la recherche et de la technologie (FRT) (p. 6928)

Recherche : ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) (p. 6928)

Recherche : situation de la recherche française : travaux du Comité interministériel de la recherche (CIR) (p. 6929)

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 6928)

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 6928)

Zones d'éducation prioritaire (p. 6927)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Seconde délibération

Article 4 bis (application du dispositif aux personnels contractuels des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 7945)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 509 de M. Christian Vanneste (sensibilisation des enfants dans les écoles aux phénomènes d'exclusion sociale) : rejeté (p. 2620)

Ladislas PONIATOWSKI

Eure (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Questeur de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 3060) [5 novembre 1996]

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Rapporteur de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 février 1997] (p. 2821)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi adopté, par le Sénat (n° 3060), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [18 décembre 1996] (n° 3249)

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la mission d'information commune sur la presse écrite [21 avril 1997] (n° 3512)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Renault. Emploi et activité [5 mars 1997] (p. 1665)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 10

Son amendement n° 236 précédemment réservé soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux travaux réalisés dans des logements sociaux) : rejeté (p. 5657)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Son intervention (p. 6376)

Thèmes avant la procédure des questions :

Presse : aides à la presse écrite : taxe sur la publicité audiovisuelle (p. 6376 à 6378)

Presse : éditions multimédia (p. 6377)

Presse : journalistes : suppression de l'abattement fiscal supplémentaire de 30 % (p. 6377)

Télévision : TF 1 et M 6 : augmentation des recettes publicitaires (p. 6379)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Son intervention (p. 6680)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6681)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6680)

Aides au logement : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 6681)

Bâtiment et travaux publics (p. 6680, 6681)

Impôts et taxes : taxe additionnelle au droit au bail (TADB) (p. 6681)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6681)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 154 (fixation d'un seuil de non-recours) : devenu sans objet (p. 7735)

Son amendement n° 155 (non-recours sur la succession si elle permet l'installation d'un jeune agriculteur) : devenu sans objet (p. 7735)

Projet de loi n° 3060 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléé par M. Yves Rousset-Rouard

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2033)

Thèmes :

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (p. 2033)

Presse écrite : presse régionale : crise : aides (p. 2033)

Publicité : marché publicitaire : crise (p. 2033)

Télévision : chaînes locales : décrochages locaux : écrans publicitaires (p. 2033)

Bernard PONS

Ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme

DÉPÔT

Projet de loi n° 3413 relatif à l'enseignement, la formation et la sécurité dans les transports [11 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. André Rossinot. Transports. TGV Est. Construction, financement, perspectives [8 octobre 1996] (p. 5179)

M. Alain Danilet. Sécurité civile. Accidents. Lutte et prévention [15 octobre 1996] (p. 5349)

M. Dominique Dupilet. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Financement, travaux publics [15 octobre 1996] (p. 5350)

M. Jean-Pierre Chevènement. Transports. Politique des transports. TGV Est, TGV Rhin-Rhône, canal Rhin-Rhône, financement [15 octobre 1996] (p. 5353)

M. Jacques Masdeu-Arus. Transports. Réglementation. Covoiturage [16 octobre 1996] (p. 5439)

M. François Asensi. Transports. Aéroports de Paris. Fonctionnement, cession d'Air Liberté à British Airways, conséquences [29 octobre 1996] (p. 6153)

M. Robert Cazalet. Transports. Air France. Flotte long courrier, renouvellement, perspectives [5 novembre 1996] (p. 6483)

M. Henri Cuq. Transports. SNCF. Restructuration, perspectives [5 novembre 1996] (p. 6487)

Mme Monique Rousseau. Industrie. Airbus Industrie. Emploi et activité, commande d'US Air, conséquences [13 novembre 1996] (p. 6876)

M. Jean-Claude Paix. Industrie. Airbus Industrie. Emploi et activité, commande d'US Air, conséquences [13 novembre 1996] (p. 6879)

M. Michel Dessaint. Transports. Eurotunnel. Tunnel, sécurité [19 novembre 1996] (p. 7246)

M. Alain Levoyer. Logement et habitat. Logement social. Conditions d'attribution, plafond de ressources [19 novembre 1996] (p. 7247)

M. Jean-Pierre Soisson. Voirie. Autoroutes. Liaison Troyes Bourges, perspectives [20 novembre 1996] (p. 7321)

M. Charles Fèvre. Transports. Air France. Commande de Boeing 777 [20 novembre 1996] (p. 7322)

M. Antoine Joly. Transports. Transporteurs. Revendications [26 novembre 1996] (p. 7541)

M. Marc-Philippe Daubresse. Transports. Transporteurs. Revendications [27 novembre 1996] (p. 7625)

M. Jean-Pierre Michel. Transports. Liaison Rhin Rhône. Perspectives [10 décembre 1996] (p. 8179)

M. Joseph Klifa. Transports. TGV. Ligne Rhin Rhône, perspectives [18 décembre 1996] (p. 8517)

M. Alain Marleix. Transports. SNCF. Réforme, projet de loi, examen, perspectives [14 janvier 1997] (p. 25)

M. Pierre Hellier. Hôtellerie et restauration. Politique et réglementation. Perspectives [5 février 1997] (p. 824)

M. Guy Hermier. Transports. SNCM. Emploi et activité [18 février 1997] (p. 1054)

M. Alain Moyne-Bressand. Administration. Procédure administrative. Simplification, perspectives [26 février 1997] (p. 1419)

M. Pierre Mazeaud. Voirie. Autoroutes. Liaison Annemasse Thonon, construction, perspectives [15 avril 1997] (p. 2451)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

t - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Ses interventions (p. 6472, 6490)

Ses réponses (p. 6496 à 6524)

Thèmes avant la procédure des questions :

Hôtellerie et restauration : hôtellerie indépendante, hôtellerie rurale (p. 6491)

Marine marchande : Établissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 6476)

Marine marchande : flotte de commerce, régime des quirats (p. 6475)

Marine marchande : formation (p. 6475, 6476)

Mer et littoral : ports maritimes (p. 6475, 6476)

Mer et littoral : sécurité maritime : flottille de surveillance (p. 6475)

Ministère : crédits des transports aériens (p. 6490)

Ministère : crédits des transports terrestres (p. 6472 à 6474)

Ministère : crédits du tourisme (p. 6491)

Organismes : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 6492)

Organismes : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 6473)

Organismes : Maison de la France (p. 6491)

Police de la route et circulation routière : sécurité routière (p. 6474)

Tourisme : paracommercialisme (p. 6491)

Tourisme : stations de sports d'hiver (p. 6492)

Tourisme : tourisme rural (p. 6491, 6492)

Tourisme : travaux réalisés par les loueurs de meublés (p. 6492)

Transports aériens : industrie aéronautique (p. 6490)

Transports ferroviaires : désendettement : création de l'établissement public "Réseau ferré national" (p. 6474, 6475)

Transports ferroviaires : lignes TGV, lignes régionales (p. 6474, 6475)

Transports fluviaux : canal Rhin-Rhône (p. 6474)

Voirie : réseau autoroutier (p. 6473)

Voirie : réseau routier (p. 6473)

Réponses aux questions :

DOM-TOM : Saint-Pierre-et-Miquelon : immatriculation des navires armés au commerce et conditions d'exploitation (p. 6468) (M. Gérard Grignon) (p. 6497, 6498)

Marine marchande : Compagnie générale maritime (CGM) (p. 6503) (M. Daniel Colliard) (p. 6502)

Marine marchande : Compagnie générale maritime (CGM) (p. 6507) (M. Ambroise Guellec) (p. 6507)

Marine marchande : liaisons transmanche (p. 6503) (M. Daniel Colliard) (p. 6503)

Marine marchande : liaisons transmanche (p. 6520) (M. Claude Demassieux) (p. 6519, 6520)

Mer et littoral : côte picarde (p. 6500) (M. Jérôme Bignon) (p. 6500)

Mer et littoral : port de Calais (p. 6520) (M. Claude Demassieux) (p. 6519, 6520)

Mer et littoral : port du Havre (p. 6509, 6510) (M. Jean-Yves Besselat) (p. 6509)

Mer et littoral : réforme portuaire (p. 6511) (M. Daniel Colliard) (p. 6510, 6511)

Ministère : crédits du tourisme (p. 6512) (M. Jean-Louis Idiart) (p. 6512)

Ordre public : gens du voyage : stationnement (p. 6513) (M. Joël Sarlot) (p. 6513)

Plan : contrats de plan État-régions (p. 6523) (M. Yves Deniaud) (p. 6522, 6523)

Tourisme : concurrence espagnole (p. 6509) (M. André Bascou) (p. 6508)

Tourisme : Maison de la France : crédits (p. 6498) (M. Ambroise Guellec) (p. 6498)

Transports aériens : aéroport de Béziers (p. 6522) (M. Raymond Couderc) (p. 6522)

Transports aériens : aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle : extension (p. 6523, 6524) (M. Marcel Porcher) (p. 6523)

Transports aériens : aéroport en Eure-et-Loir (p. 6510) (M. Gérard Cornu) (p. 6510)

Transports ferroviaires : liaison Chamonix-Genève (p. 6507, 6508) (M. Michel Meylan) (p. 6507)

Transports ferroviaires : ligne Paris-Belfort-Bâle (p. 6508) (M. Pierre Micaux) (p. 6508)

Transports ferroviaires : ligne Paris-Belfort-Bâle (p. 6516) (M. Philippe Legras) (p. 6516)

Transports ferroviaires : ligne Paris-Limoges-Brive-Toulouse (p. 6501, 6502) (M. Alain Marsaud) (p. 6501)

Transports ferroviaires : ligne Paris-Limoges-Brive-Toulouse (p. 6506) (M. Alain Rodet) (p. 6505, 6506)

Transports ferroviaires : réseau régional du Sud-Ouest (p. 6500) (M. Bernard Charles) (p. 6500)

Transports ferroviaires : SNCF : réforme et désendettement : création de l'établissement public "Réseau ferré national" (RFN) (p. 6504, 6505) (M. Jean-Jacques Filleul) (p. 6504)

Transports ferroviaires : TGV - Barcelone-Perpignan (p. 6509) (M. André Bascou) (p. 6508)

Transports ferroviaires : TGV - Est européen (p. 6499) (M. Alain Ferry) (p. 6498, 6499)

Transports ferroviaires : TGV - Est européen (p. 6522) (M. Bernard Schreiner) (p. 6522)

Transports ferroviaires : TGV - Nantes-Lille (p. 6514, 6515) (M. Édouard Landrain) (p. 6514)

Transports ferroviaires : TGV - Ouest : contournement du Mans (p. 6506) (Mme Marie-Thérèse Boisseau) (p. 6506)

Transports ferroviaires : TGV - Ouest : contournement du Mans (p. 6520, 6521) (M. Charles Miossec) (p. 6520)

Transports ferroviaires : TGV - Rhin-Rhône (p. 6510) (M. Jean Charroppin) (p. 6510)

Transports ferroviaires : TGV - Rhin-Rhône (p. 6516, 6517) (M. Philippe Legras) (p. 6516)

Transports fluviaux : canal Rhin-Rhône (p. 6515) (M. Roland Nungesser) (p. 6515)

Transports fluviaux : liaisons Seine-Nord et Seine-Est (p. 6515, 6516) (M. Roland Nungesser) (p. 6515, 6516)

Transports fluviaux : Voies navigables de France (p. 6515, 6516) (M. Roland Nungesser) (p. 6515, 6516)

Voirie : autoroute A 16 et desserte de Boulogne-sur-Mer (p. 6512, 6513) (M. Jean-Pierre Pont) (p. 6512)

Voirie : autoroute A 20 : section Vierzon-Limoges-Brive (p. 6506) (M. Alain Rodet) (p. 6505)

Voirie : autoroute A 20 : tronçons Cahors-Montauban et Brive-Cahors (p. 6500) (M. Bernard Charles) (p. 6500)

Voirie : autoroute A 40 : échangeurs de Bonneville et Sallanches (p. 6508) (M. Michel Meylan) (p. 6507)

Voirie : autoroute A 40 : raccordement avec l'autoroute A 6 (p. 6517) (M. Michel Voisin) (p. 6517)

Voirie : autoroute A 75 : liaison Clermont-Ferrand-Béziers (p. 6521) (M. Raymond Couderc) (p. 6521)

Voirie : autoroute A 84 dite autoroute des estuaires : tronçon Rennes-Avranches (p. 6496, 6497) (Mme Marie-Thérèse Boisseau) (p. 6496)

Voirie : Colmar : contournement ouest : financement (p. 6501) (M. Gilbert Meyer) (p. 6501)

Voirie : route nationale 102 : section Clermont-Ferrand-Le Puy (p. 6519) (M. Jean Proriol) (p. 6518)

Voirie : route nationale 145 : mise à deux voies dans le département de la Creuse (p. 6524) (M. Marcel Porcher) (p. 6524)

Voirie : route nationale 147 : section Angers-Saumur (p. 6518) (M. Hubert Grimault) (p. 6517, 6518)

Voirie : route nationale 154 : section Chartres-Orléans (p. 6510) (M. Gérard Cornu) (p. 6510)

Voirie : route nationale 19 : section Nogent-sur-Seine - Bar-sur-Aube (p. 6513) (M. Pierre Micaux) (p. 6513)

Voirie : route nationale 2 : aménagement entre Avesnes-sur-Helpe et Maubeuge (p. 6519) (M. Alain Poyart) (p. 6519)

Voirie : route nationale 20 : section Toulouse-Pamiers-frontière espagnole et contournement de Foix (p. 6511, 6512) (M. Augustin Bonrepaux) (p. 6511)

Voirie : routes nationales 82 et 86 : section Saint-Étienne-Annonay (p. 6521) (M. Daniel Mandon) (p. 6521)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 739)

Sa réponse (p. 796)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Georges Sarre (p. 809)

Thèmes :

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 740)

Régions : organisation des services régionaux de voyageurs assurés par la SNCF (p. 740)

Secteur public : service public : renouveau (p. 739, 740, 802)

SNCF : endettement (p. 739, 741)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 739 à 744, 797 à 803)

SNCF : infrastructures (p. 739, 740, 743, 799)

SNCF : lignes TGV (p. 809)

SNCF : personnels : statut (p. 742, 798)

SNCF : réseau régional, réseau classique (p. 739, 801)

SNCF : trafic : concurrence ; transport combiné (p. 739, 800, 801, 809)

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Jacques Filleul (réforme de l'article 90 du Traité de Rome présentée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Gayssot (réforme de l'article 90 du Traité de Rome présentée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en œuvre d'une harmonisation des législations sociales et des conditions de travail dans les transports proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 832)

Intervient sur le sous-amendement n° 391 de M. Jean-Claude Gayssot (maintien des avantages sociaux les plus avancés dans chacun des pays de l'Union) à l'amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place d'une haute autorité de régulation des transports européens proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 834)

Intervient sur le sous-amendement n° 392 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des services publics existants dans chacun des pays concernés de l'Union) à l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Jacques Filleul (garantie du fonctionnement particulier et de l'unicité de la SNCF) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Filleul (missions de service public assumées par le transport ferroviaire) (p. 837)

Intervient sur le sous-amendement n° 393 de M. Jean-Claude Gayssot (affirmation du caractère de service public du transport ferroviaire) à l'amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique et sociale assurée par le service public du rail) (p. 838)

Intervient sur le sous-amendement n° 394 de M. Jean-Claude Gayssot (participation des usagers, des cheminots, des élus et des représentants de l'État au service public du rail) à l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique assurée par le service public du rail) (p. 839)

Intervient sur le sous-amendement n° 395 de M. Jean-Claude Gayssot (aménagement harmonieux du territoire assuré par le service public du rail) à l'amendement n° 211 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique assurée par le service public du rail) (p. 840)

Intervient sur le sous-amendement n° 396 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des acquis sociaux de la profession et du droit des usagers) à l'amendement n° 212 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Jacques Filleul (péréquation tarifaire) (p. 840)

Intervient sur le sous-amendement n° 397 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des acquis sociaux de la profession) à l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Filleul (contrat social garanti aux personnels par le service public du rail) (p. 842)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Filleul (contrat social pour les usagers garanti par le service public du rail) (p. 843)

Intervient sur le sous-amendement n° 398 de M. Jean-Claude Gayssot (respect du principe d'égalité) à l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 843)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Filleul (rappel des missions de service public assumées par la SNCF) (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'égalité satisfait par le service public du rail) (p. 844)

Intervient sur le sous-amendement n° 399 de M. Jean-Claude Gayssot (objectif d'aménagement harmonieux du territoire) à l'amendement n° 217 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de continuité du service public du rail) (p. 845)

Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Jean-Claude Gayssot (respect des droits constitutionnels des salariés du service public) à l'amendement n° 218 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 845)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'adaptation du service public du rail) (p. 846)

Intervient sur le sous-amendement n° 401 de M. Jean-Claude Gayssot (politique du développement et de modernisation du service public du rail) à l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 846)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de neutralité) (p. 847)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de transparence) (p. 848)

Intervient sur le sous-amendement n° 402 de M. Jean-Claude Gayssot (principe de gestion démocratique) à l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 848)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de responsabilité) (p. 850)

Intervient sur le sous-amendement n° 403 de M. Jean-Claude Gayssot (principe de responsabilité devant les salariés et les usagers) à l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 849)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de simplicité) (p. 850)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'accessibilité au service public du rail) (p. 852)

Intervient sur le sous-amendement n° 404 de M. Jean-Claude Gayssot (aménagement harmonieux du territoire) à l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 852)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de laïcité) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance stratégique de France garantie par le service public du rail) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance économique de la France garantie par le service public du rail) (p. 854)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance industrielle de la France garantie par le service public du rail) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Jacques Filleul (croissance économique renforcée par le service public du rail) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Jacques Filleul (dynamisme industriel de la France renforcé par les investissements réalisés par le service public du rail) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Jacques Filleul (facteur d'innovation du service public du rail) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Jean-Jacques Filleul (principe de citoyenneté assuré par le service public du rail) (p. 858)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Jean-Jacques Filleul (déontologie au sein du service public du rail) (p. 858)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des personnels au sein du service public du rail) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Jacques Filleul (écoute des besoins des usagers par le service public du rail) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Jean-Jacques Filleul (démocratisation des transports assurée par le service public du rail) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Filleul (politique d'accueil des usagers par le service public du rail) (p. 861)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Jean-Jacques Filleul (prestations d'un haut niveau de qualité assurées par le service public du rail) (p. 861)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Jacques Filleul (sûreté du service public du rail) (p. 862)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Filleul (participation des usagers au service public du rail) (p. 863)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Grandpierre (rapport au Parlement dans les six mois de la promulgation de la présente loi) (p. 863)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Filleul (modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : établissement d'un schéma multimodal des transports) (p. 864)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Filleul (modification de la loi précitée : établissement d'un schéma des plates-formes multimodales de transports) (p. 864)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Jean-Jacques Filleul (modification du premier alinéa de l'article 18 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs : maintien de l'unicité de la SNCF avec simple séparation comptable entre la gestion de l'infrastructure et l'activité) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Gayssot (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Grandpierre (suppression de la date du 1er janvier 1997 fixée pour la création de l'établissement public "Réseau ferré de France") (p. 875)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la date du 1er janvier 1997 fixée pour la création de l'établissement public "Réseau ferré de France") (p. 875)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Jean-Jacques Filleul (création de l'établissement public après élaboration d'un schéma national des infrastructures de transport) (p. 875)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Jacques Filleul (création de l'établissement public après élaboration du schéma directeur du réseau ferroviaire prévu à l'article 17 de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 876)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Rémy Auchedé (création de l'établissement public au 1er juillet 1998) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Rémy Auchedé (création de l'établissement public au 1er janvier 1998) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 343 corrigé de M. Jean-Jacques Filleul (maintien de l'unicité de la SNCF : création d'une filiale dénommée "Réseau ferré de France") (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Rémy Auchedé (maintien de l'unicité de la SNCF : création d'une filiale dénommée "Réseau ferré de France") (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation de l'ensemble des salariés de la SNCF avant la création de l'établissement public) (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Grandpierre (consultation des organisations syndicales représentatives de la SNCF avant la création de l'établissement public) (p. 878)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Claude Gayssot (dénomination de l'établissement public "Réseau national ferré") (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 344 corrigé de M. Jean-Jacques Filleul (unicité de la SNCF avec création d'une filiale) (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Jean-Jacques Filleul (dérogations aux règles de la concurrence) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Jean-Jacques Filleul (référence aux dispositions du chapitre 1er du titre 1er de la loi n° 82-1153 d'orientation des transports intérieurs) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF dans la mise en œuvre du droit des transports) (p. 881)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en charge totale de l'endettement de la SNCF par le nouvel établissement public) (p. 881)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Jacques Filleul (renforcement du caractère de service public des équipements ferroviaires) (p. 882)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle du fret) (p. 883)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Jean-Jacques Filleul (mission d'aménagement équilibré du territoire confiée à l'établissement public) (p. 883)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Jacques Filleul (politique intermodale des transports) (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Jean-Jacques Filleul (référence à une "logique de développement durable" prenant en compte les différents modes de transports) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jean-Jacques Filleul (orientation des crédits en faveur des infrastructures ferroviaires) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Rémy Auchedé (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) (p. 888)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Jacques Filleul (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) (p. 888)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Jacques Filleul (mise à niveau de l'infrastructure) (p. 889)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Jean-Jacques Filleul (biens immobiliers de la SNCF réservés à l'entretien des infrastructures ferroviaires) (p. 889)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Gayssot (biens immobiliers utilisés pour la "modernisation" des infrastructures) (p. 889)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Jean-Jacques Filleul (haut niveau de sécurité ferroviaire) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Jacques Filleul (apurement de la dette de la SNCF) (p. 891)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Grandpierre (apurement de la dette par l'établissement public) (p. 891)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Jean-Jacques Filleul (politique de coopération européenne en ce qui concerne l'harmonisation des infrastructures) (p. 891)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Jacques Filleul (promotion et développement du transport combiné) (p. 892)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Jacques Filleul (responsabilité de l'État) (p. 892)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Claude Gayssot (rappel du droit au transport des citoyens et des avantages en termes de sécurité et d'énergie) (p. 893)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité d'accès au réseau sur l'ensemble du territoire national) (p. 893)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité tarifaire sur l'ensemble du réseau ferré national) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Jacques Filleul (coopération et complémentarité avec le réseau routier) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Jean-Jacques Filleul (complémentarité avec le réseau fluvial) (p. 895)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Jacques Filleul (complémentarité avec le réseau de plates-formes aéroportuaires) (p. 896)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Jean-Jacques Filleul (respect des plans de déplacements urbains) (p. 896)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Jean-Jacques Filleul (maintien sur l'intégralité du réseau ferroviaire national des missions de l'établissement public pour le compte de l'État) (p. 897)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Rémy Auchedé ("densité" du réseau ferroviaire) (p. 897)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Claude Gayssot ("maillage du réseau ferroviaire") (p. 898)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Jacques Filleul ("maillage du réseau ferroviaire") (p. 898)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les régions concernées) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation des comités régionaux des transports) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les départements concernés) (p. 904)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les communes concernées) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Jacques Filleul (concertation avec les groupements de communes concernés) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Rémy Auchedé (consultation du conseil national des transports) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation du conseil national des transports) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Filleul (référence au schéma du réseau ferroviaire prévu par la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Michel Grandpierre (prise en compte de "l'intérêt général") (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Claude Gayssot (respect de la complémentarité avec les autres réseaux de transport) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Michel Grandpierre (prise en compte des besoins de développement des régions et des bassins d'emploi) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Filleul (fixation de la consistance et des caractéristiques du réseau ferroviaire dans une perspective multimodale) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Rémy Auchedé (égalité d'accès au réseau ferroviaire sur l'ensemble du territoire) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Rémy Auchedé (adaptabilité du réseau ferroviaire afin de promouvoir le transport du fret) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation des associations nationales d'élus locaux) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Rémy Auchedé (concertation avec les associations représentatives des usagers) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Rémy Auchedé (concertation avec les organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Rémy Auchedé (concours financiers de l'État à l'établissement public) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Claude Gayssot (fonctionnement de l'établissement public Réseau ferré de France avec du personnel de la SNCF) (p. 911)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Grandpierre (plans annuels et pluriannuels de modernisation du réseau ferroviaire établis à la demande de régions ou des villes chef-lieu de département) (p. 911)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Rémy Auchedé (plan annuel et pluriannuel d'électrification et de rectification des lignes) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Filleul (modification du II de l'article 17 de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire : établissement du schéma du réseau ferroviaire après avis de l'établissement public chargé de la gestion des infrastructures) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place de l'établissement Réseau ferré de France en conformité avec un schéma multimodal des infrastructures de transport) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Rémy Auchedé (suppression de la référence à la continuité du service public afin de ne pas nuire au droit de grève) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Jean-Jacques Filleul (gestion des circulations de fret et de voyageurs) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Michel Grandpierre (entretien du réseau effectué en "monopole d'exploitation" par la SNCF) (p. 919)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Jacques Filleul (collaboration entre la SNCF et l'établissement public Réseau ferré de France) (p. 920)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Rémy Auchedé (définition des règles nécessaires à l'exploitation du réseau par la SNCF) (p. 920)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Jean-Jacques Filleul (mise à disposition de la SNCF de l'intégralité du réseau par l'établissement public) (p. 920)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Claude Gayssot (intégration de l'établissement public Réseau ferré de France et de la SNCF dans le cadre juridique européen dérogatoire des entreprises chargées de la réalisation de missions d'intérêt économique général) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Grandpierre (consultation des collectivités locales avant de fermer une ligne, une desserte de gare ou avant mise à voie unique) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Rémy Auchedé (prise en compte des besoins de la défense nationale par l'établissement public Réseau ferré de France) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Filleul (affirmation du caractère dérogatoire au principe de liberté de la concurrence des entreprises publiques représentées par l'établissement public Réseau ferré de France et la SNCF) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Rémy Auchedé (consultation de l'ensemble des salariés) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Filleul (participation de l'État lors de l'établissement de conventions entre les deux établissements publics) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Rémy Auchedé (accord des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Grandpierre (statut de l'établissement public Réseau ferré de France) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Rémy Auchedé (maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean-Jacques Filleul (la SNCF définie comme seul maître d'ouvrage des opérations d'investissement) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Rémy Auchedé (non-application de l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques aux délégations de service public accordées par Réseau ferré de France) (p. 927)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 60 corrigé de M. Jean-Claude Gayssot (création d'un établissement public industriel et commercial dénommé "Régie nationale du transport ferroviaire français" et détenant le capital de la SNCF et de Réseau ferré de France) (p. 928)

Article 2 (conseil d'administration de Réseau Ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Grandpierre (de suppression) (p. 930)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 930)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Claude Gayssot (composition du conseil d'administration) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Jean-Jacques Filleul (composition du conseil d'administration) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Jacques Filleul (composition du conseil d'administration) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Filleul (présence des personnels détachés de l'administration ou d'autres établissements publics au sein du Conseil d'administration) (p. 932)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation des organisations syndicales

représentatives du personnel de l'établissement) (p. 933)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel) (p. 933)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Jean-Jacques Filleul (présence d'un député et d'un sénateur) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-Jacques Filleul (présence des représentants des usagers et des représentants du personnel de Réseau ferré de France et de ceux de la SNCF) (p. 935)

Article 3 (règles de gestion de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Jacques Filleul (gestion unique des infrastructures ferroviaires par la SNCF) (p. 937)

Intervient sur l'amendement n° 68 corrigé de M. Michel Grandpierre (suppression de la possibilité de créer des filiales et de prendre des participations) (p. 938)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la possibilité de créer des filiales et de prendre des participations) (p. 938)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Rémy Auchedé (impossibilité pour Réseau ferré de France de créer des filiales) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Jacques Filleul (impossibilité pour Réseau ferré de France de créer des filiales) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Michel Grandpierre (autorisation des seules prises de participation majoritaires dans des sociétés ayant un but connexe) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Rémy Auchedé (prise de participation constituant au moins une minorité de blocage) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Claude Gayssot (création de filiales ou prises de participations à la condition de ne pas porter atteinte à la mission de gestionnaire unique de l'infrastructure confiée à la SNCF) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Rémy Auchedé (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 3 en vue de refuser à Réseau ferré de France le droit de créer des filiales qui pourraient réduire son champ d'activité ou venir concurrencer la SNCF) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Claude Gayssot (impossibilité pour les filiales de Réseau ferré de France d'avoir une gestion financière autonome) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Michel Grandpierre (apurement de la dette de la SNCF par les filiales de Réseau ferré de France) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Michel Grandpierre (soumission de Réseau ferré de France au contrôle de la Cour des comptes) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Rémy Auchedé (interdiction de la location des installations et infrastructures gérées par la SNCF à des entreprises privées ou étrangères exerçant des activités similaires, connexes ou complémentaires) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel) (p. 941)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Claude Gayssot (statut du personnel de Réseau ferré de France) (p. 941)

Article 3 bis (maintien des statuts des personnels de la SNCF)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Michel Grandpierre (garantie de statut pour les personnels de la SNCF détachés auprès de Réseau ferré de France) (p. 941)

Article 4 (transferts d'actifs entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 943)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 943)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean-Jacques Filleul (infrastructures ferroviaires, partie du patrimoine public) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Claude Gayssot (non-application des dispositions du présent article au 1er janvier 1997) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Jacques Filleul (non-application des dispositions du présent article au 1er janvier 1997) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Michel Grandpierre (maintien des triages au sein de la SNCF) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Michel Grandpierre (responsabilité des chantiers de transport combiné réservée à la SNCF) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 80 corrigé de M. Rémy Auchedé (maintien de l'unicité du réseau) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Gayssot (installations de signalisation, de sécurité, de traction électrique réservées à la SNCF) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Jacques Filleul (installations de télécommunications liées aux infrastructures réservées à la SNCF) (p. 946)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Claude Gayssot (installations de télécommunications liées aux infrastructures réservées à la SNCF) (p. 946)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Rémy Auchedé (bâtiments affectés au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures réservés à la SNCF) (p. 952)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Jean-Jacques Filleul (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé en exclusivité par France Télécom) (p. 953)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Gayssot (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé en contrepartie de redevances ou en exclusivité par France Télécom pour lui permettre de réaliser des missions de service public) (p. 953)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean-Jacques Filleul (réseau de télécommunications lié aux infrastructures utilisé seulement par France Télécom dans le cadre d'une convention de coopération avec la SNCF) (p. 953)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations syndicales représentatives) (p. 954)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives) (p. 954)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Claude Gayssot (établissement d'un contrat de plan entre l'État, la SNCF et Réseau ferré de France) (p. 955)

Article 5 (substitution de Réseau ferré de France à certains droits et obligations de la SNCF)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 956)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 956)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Claude Gayssot (date d'application des dispositions du présent article) (p. 956)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Claude Gayssot (auto-assurance de Réseau ferré de France) (p. 957)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations représentatives du personnel de la SNCF et de Réseau ferré de France) (p. 957)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 957)

Article 6 (désendettement de la SNCF)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 958)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 958)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Jacques Filleul (substitution du mot "dette" par l'expression "charge d'investissement") (p. 959)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport annuel au Parlement) (p. 960)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport annuel au Parlement) (p. 960)

Article 7 (neutralité financière et fiscale des transferts en capital entre la SNCF et Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 960)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 960)

Article 8 (neutralité de la réforme en matière de fiscalité locale)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 961)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 961)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Claude Gayssot (alignement des contraintes de gestion de la SNCF) (p. 962)

Article 9 (modalités d'évaluation et d'inscription comptable des transferts)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Claude Gayssot (reprises de provisions résultant des transferts exonérées d'impôt, de droits ou de taxes et inscrites dans les comptes de capitaux propres de la SNCF) (p. 963)

Article 10 (domanialité publique des biens immobiliers de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 963)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Jean-Jacques Filleul (maintien du caractère de domaine public aux biens immobiliers de la SNCF) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Jacques Filleul (domaine public accordé à l'ensemble des biens immobiliers appartenant à Réseau ferré de France) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Claude Gayssot (caractère de domaine public pour tous les biens immobiliers de Réseau ferré de France) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Jean-Jacques Filleul (infrastructures de Réseau ferré de France réservées aux seules activités de transport ferroviaire) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Claude Gayssot (constatation des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public constitué par le réseau ferré national effectuée par les agents assermentés de la SNCF) (p. 964)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Jacques Filleul (pouvoir de répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public assumé par l'État) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Claude Gayssot (impossibilité pour Réseau ferré de France de céder les biens immobiliers utilisés pour la poursuite

de ses missions à l'État ou à des collectivités territoriales) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Jean-Jacques Filleul (cession exclusive à l'État ou à des collectivités territoriales) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Jean-Jacques Filleul (autorisation préalable pour la mise à voie unique d'une ligne du réseau) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Jacques Filleul (autorisation préalable pour les fermetures de gares) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des comités d'établissement de la SNCF pour les déclassements affectant la consistance du réseau) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Jean-Claude Gayssot (accord du conseil d'administration de la SNCF pour les déclassements) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des conseils économiques et sociaux régionaux géographiquement concernés par les déclassements) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Jean-Jacques Filleul (avis conforme de la région concernée par un déclassement) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Jean-Jacques Filleul (avis obligatoire des régions concernées par un déclassement) (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des collectivités territoriales concernées par un déclassement) (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des régions trois mois à l'avance) (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des conseils régionaux des transports) (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 116 corrigé de M. Rémy Auchedé (incessibilité du capital de Réseau ferré de France) (p. 968)

Article 11 (intégration du réseau ferré national à la grande voirie)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 969)

Article 12 (ressources de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Claude Gayssot (ressources de Réseau ferré de France) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Jacques Filleul (limitation de l'utilisation du réseau ferré national moyennant redevance) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Jacques Filleul (rappel de la "solidarité au regard des inégalités sociales" grâce au chemin de fer) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Jacques Filleul (contribution du chemin de fer à la santé publique) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Jean-Jacques Filleul (assainissement progressif de la situation financière grâce aux concours de l'État) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Jacques Filleul (concours financiers des collectivités locales) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Claude Gayssot (renégociation de la dette) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Claude Gayssot (produits de trésorerie et de gestion courante des ressources) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Claude Gayssot (prise en compte des impératifs et des difficultés liés à la réalisation optimale des missions de service public pour le calcul des redevances versées par la SNCF à Réseau ferré de France) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Claude Gayssot (précision des notions de coût d'entretien, d'usage et d'amortissement technique de l'infrastructure) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Claude Gayssot (précision des notions de coût d'entretien, d'usage et d'amortissement technique de l'infrastructure) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Claude Gayssot (précision des notions de coût d'entretien, d'usage et d'amortissement technique de l'infrastructure) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Jean-Claude Gayssot (non-prise en compte de la situation du marché des transports et des caractéristiques de l'offre et de la demande dans le calcul des redevances) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Jean-Claude Gayssot (prise en compte pour le calcul des redevances de la nécessité de développer le transport collectif des voyageurs) (p. 973)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Claude Gayssot (prise en compte de la nécessité de développer des alternatives au transport routier des marchandises) (p. 973)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en compte des impératifs de l'utilisation optimale "pour la collectivité" du réseau ferré national dans le calcul des redevances) (p. 974)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Jacques Filleul (prise en compte de la situation financière de la SNCF pour le calcul des redevances) (p. 974)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Claude Gayssot (conditions de concurrence entre les différents modes de transport) (p. 975)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Jacques Filleul (redevances différentes selon le type de ligne, la composition du train, sa vitesse, sa charge à l'essieu) (p. 975)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Jacques Filleul (redevances fixées par une convention entre l'Etat, Réseau ferré de France et la SNCF) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Gayssot (avis des organisations représentatives du personnel) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Jean-Jacques Filleul (limitations des redevances dues par la SNCF de façon à ne pas grever son budget) (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Jacques Filleul (respect de l'égalité tarifaire sur l'ensemble du territoire) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Claude Gayssot (dégel d'une partie des actifs pour le financement de Réseau ferré de France) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-Claude Gayssot (opérations d'échanges de titres) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Gayssot (placement de la trésorerie disponible de Réseau ferré de France) (p. 977)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement proposant des mesures visant à harmoniser les conditions de la concurrence internationale) (p. 978)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Claude Gayssot (consultation du Conseil national des transports pour l'établissement du schéma national des transports) (p. 978)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement sur le bilan de l'utilisation du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables) (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement sur la situation économique, financière et sociale des entreprises françaises de transport routier de marchandises) (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement analysant les distorsions de concurrence entre les transports routiers de marchandises et le transport ferroviaire) (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport au Parlement présentant un bilan écologique des choix d'investissement de l'État en infrastructures de transports) (p. 980)

Article 13 (coordination avec la loi d'orientation des transports intérieurs)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 981)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 981)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Jacques Filleul (exploitation des services de transport ferroviaire de fret et de voyageurs) (p. 981)

Intervient sur le sous-amendement n° 405 de Mme Muguette Jacquaint (moyens financiers pour remplir cette mission) à l'amendement n° 327 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 981)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Jean-Claude Gayssot (redevances d'utilisation des infrastructures exonérées de TVA) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jean-Claude Gayssot (affectation des prix et indemnités perçus lors de la vente des biens immobiliers déclassés) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Jean-Claude Gayssot (produit de la vente des biens immobiliers déclassés utilisé pour le développement du transport ferroviaire) (p. 982)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Claude Gayssot (rédactionnel) (p. 986)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Jean-Claude Gayssot (suppression de l'alinéa consacré aux concours financiers dont bénéficie la SNCF) (p. 986)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean-Claude Gayssot (concours financiers de l'État à la SNCF pour le fonctionnement et pour le développement de l'établissement) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Gayssot (missions de service public confiées en exclusivité à la SNCF) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Jean-Jacques Filleul (réaffirmation du rôle "primordial" de la SNCF) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de respect de l'environnement) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de santé publique) (p. 988)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Jean-Jacques Filleul (rôle de la SNCF en matière de solidarité au regard des inégalités sociales) (p. 988)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Claude Gayssot (contribution essentielle du transport

ferroviaire à la vie économique et sociale de la Nation) (p. 989)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Claude Gayssot (rôle de la SNCF en matière de sécurité et d'économie d'énergie) (p. 989)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Claude Gayssot (concours financiers de l'État à la SNCF en vue de l'assainissement progressif de sa situation financière) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Jean-Jacques Filleul (concours financiers de l'État à la SNCF tenant compte des objectifs d'assainissement progressif de sa situation financière) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jean-Jacques Filleul (rémunération de la SNCF par Réseau ferré de France pour l'accomplissement des missions de gestion de l'infrastructure) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Jean-Jacques Filleul (contrat de plan entre l'État et la SNCF et conventions conclues par la SNCF avec les collectivités territoriales concernées) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Jean-Jacques Filleul (rapport annuel au Parlement sur l'évolution des concours financiers de l'État à la SNCF) (p. 991)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-Claude Gayssot (participation des entreprises privées bénéficiant du transport ferroviaire au financement de la SNCF) (p. 992)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Gayssot (fonctionnement du Service national des messageries de la SNCF et statut de ses personnels) (p. 992)

Article 14 (expérimentation de la régionalisation des services des transports régionaux de voyageurs)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 994)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jean-Claude Gayssot (organisation conjointe des régions concernées et de la SNCF pour assurer les services de transports régionaux de voyageurs) (p. 994)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Claude Gayssot (délimitation des services régionaux de voyageurs après consultation des collectivités territoriales concernées) (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Claude Gayssot (fixation des tarifs des services régionaux de voyageurs par la SNCF) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Jacques Filleul (tarifs des services régionaux de voyageurs fixés en respectant le cadre général de la tarification de la SNCF) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Jacques Filleul (tarifs sociaux pratiqués sur les services régionaux faisant l'objet de l'expérimentation placés sous la responsabilité de l'État) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Jacques Filleul (préservation de la cohérence du réseau ferré national sur l'ensemble du territoire) (p. 997)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Filleul (accessibilité de la SNCF à l'ensemble du réseau ferroviaire) (p. 998)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Jacques Filleul (égalité tarifaire sur l'ensemble du territoire national) (p. 998)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-Claude Gayssot (contrôle de la bonne utilisation de la compensation prévue par les chambres régionales des comptes) (p. 998)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration de la taxe perçue au profit du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables) (p. 999)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration du niveau du versement "transports" au profit des collectivités locales) (p. 1000)

Article 15 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) (p. 1001)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 1001)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Claude Gayssot (réactualisation du barème de la taxe à l'essieu) (p. 1002)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la date du 1er janvier 1997 pour l'application de la présente loi) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Claude Gayssot (date d'application de la présente loi fixée au 1er janvier 1998) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la rétroactivité de la présente loi) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean-Jacques Filleul (exercice par la SNCF, à titre transitoire, pour elle-même des missions de service public et non pour le compte de Réseau ferré de France) (p. 1003)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Jacques Filleul (suppression de la référence aux missions dévolues au nouvel établissement) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Jacques Filleul (élaboration du schéma du réseau ferroviaire) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF) (p. 1004)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport au Parlement sur la situation économique, financière et sociale des entreprises de transport routier de marchandises) (p. 1005)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport au Parlement sur les distorsions de

concurrence entre transports routiers et transports ferroviaires de marchandises) (p. 1006)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean-Claude Gayssot (majoration des recettes fiscales de l'État par une augmentation de la fiscalité des primes d'assurance-vie) (p. 1006)

Article 16 (rapport d'évaluation au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Jacques Filleul (de suppression) (p. 1007)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne l'assainissement financier de la SNCF) (p. 1007)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard des spécificités des régions concernées) (p. 1008)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard de la situation financière des régions concernées) (p. 1008)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne la consistance du réseau dans les régions concernées) (p. 1009)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au Parlement au regard de l'accessibilité au réseau dans les régions concernées) (p. 1010)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Rémy Auchedé (contenu du rapport au Parlement en ce qui concerne la situation de l'emploi à la SNCF) (p. 1010)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Jacques Filleul (contenu du rapport au regard du développement du transport ferroviaire et du transport combiné) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Rémy Auchedé (rapport d'étape) (p. 1011)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1013)

Jean-Pierre PONT

Pas-de-Calais (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3222 interdisant temporairement l'exercice de ses fonctions à tout magistrat mis en examen [11 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Délinquance et criminalité. Peines. Application, prévention de la récidive, crimes sexuels [25 février 1997] (p. 1319)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Voirie : autoroute A 16 et desserte de Boulogne-sur-Mer (p. 6512)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1599)

Thèmes :

Mer et littoral : cultures marines (p. 1600)

Mer et littoral : mareyage (p. 1599, 1600)

Mer et littoral : Office interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFFIMER) (p. 1599)

Mer et littoral : points de débarquement et de communication (p. 1599)

Mer et littoral : ressources : quotas annuels et permis de pêche (p. 1599)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : établissement national des invalides de la marine (ENIM), statut et cotisations du conjoint (p. 1600)

Travail : rémunération, indemnisation en cas de chômage (p. 1600)

Marcel PORCHER

Val-d'Oise (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 3083) [27 novembre 1996]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [29 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 3083) modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [17 décembre 1996] (n° 3242)

Proposition de loi n° 3347 visant à interdire l'élevage et la sélection génétique en vue de produire des chiens dangereux pour autrui [20 février 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3336), modifiant les articles 54, 62, 63 et 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [6 mars 1997] (n° 3410)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Drogue, sanctions pénales [23 octobre 1996] (p. 5850)

Transports. Eurotunnel. Tunnel, sécurité [26 novembre 1996] (p. 7542)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5193)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 5197)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5193)

Justice : juge d'instruction : condition d'ancienneté (p. 5194)

Justice : surveillance électronique (p. 5194)

Lois : loi n° 93-1013 du 24 août 1993 modifiant la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5195)

Lois : loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5195)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5194, 5195)

Procédure pénale : instruction : limitation de la durée (p. 5195)

Procédure pénale : rapport Rassat (p. 5193, 5197)

Procédure pénale : référé liberté (p. 5194)

Traités et conventions : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5194)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) (p. 5204)

Intervient sur l'amendement n° 100 corrigé de Mme Ségolène Royal (intervention de l'avocat à l'issue de la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 du Gouvernement (restriction du droit à communication pour les tiers aux seuls rapports d'expertise ; procédure de la communication aux parties) à l'amendement n° 3 de la commission (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) (p. 5217)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (limitation du recours à la détention provisoire pour les infractions passibles de peines d'emprisonnement supérieures à trois ans) (p. 5219)

Article 2 (durée raisonnable de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5221)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5238)

Après l'article 8 octies

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (obligation d'incarcérer les prévenus dans des cellules individuelles) (p. 5254)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Son intervention (p. 5786)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5787)

Crédits : progression (p. 5787)

Fonctionnaires et agents publics : agents des greffes (p. 5787)

Fonctionnaires et agents publics : création de postes (p. 5787)

Jeunes : protection judiciaire (p. 5787)

Juridictions administratives (p. 5787)

Lois : lois de programme (p. 5787)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 5787)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports aériens : aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle : extension (p. 6523)

Voirie : route nationale 145 : mise à deux voies dans le département de la Creuse (p. 6524)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Gérard Léonard (régime de la peine d'interdiction du territoire) (p. 8673)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8594)

Son intervention (p. 8594)

Thèmes :

Lois : loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (p. 8594 à 8596)

Professions juridiques et judiciaires : agents immobiliers (p. 8595)

Professions juridiques et judiciaires : conditions de diplôme (p. 8594, 8595)

Professions juridiques et judiciaires : périmètre du droit (p. 8594)

Discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8598)

Article 1er (conditions d'accès à la profession d'avocat)

Son amendement n° 1 (de suppression) : adopté (p. 8598)

Article 2 (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques)

Son amendement n° 2 (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) : adopté (p. 8600)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Philibert (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) (p. 8601)

Article 3 (suppression du dispositif sanctionnant la méconnaissance des conditions d'exercice de la profession de conseil juridique)

Son amendement n° 3 (de suppression) : adopté (p. 8601)

Après l'article 3

Son amendement n° 4 (conditions de rédaction des actes sous seing privé) : adopté (p. 8601)

Titre

Son amendement n° 6 rectifié (nouveau titre : "proposition de loi modifiant les articles 54, 62 et 66-5 de la loi n° 71-113 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques") : adopté (p. 8606)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2258)

Son intervention (p. 2259)

Thème :

Professions juridiques et judiciaires : consultation et rédaction d'actes (p. 2259)

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Picotin (de suppression) (p. 2265)

Proposition de loi n° 141 tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1864)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Véronique Neiertz (affectation du produit de la vente des immeubles destinés à rembourser les dettes immobilières) (p. 1866)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Véronique Neiertz (moratoire des dettes) (p. 1867)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1874)

Son intervention (p. 1877)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : transposition d'une directive (p. 1877, 1878)

Responsabilité civile : régime de la réparation (p. 1877, 1878)

Discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1914)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 18 corrigé de M. Xavier Beck (invocation des causes d'exonération par le producteur) (p. 1917)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 7 de M. Philippe Bonnecarrère (obligation de garantie) : rejeté (p. 1918)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1878)

Projet de loi n° 3381 portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1975)

Son intervention (p. 1979)

Thèmes :

Juridictions administratives : conseil supérieur des tribunaux administratifs (p. 1980)

Juridictions administratives : déroulement de carrière des magistrats (p. 1979)

Discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1983)

Article 3 (nomination au tour extérieur)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la faculté de nommer certaines catégories de fonctionnaires au tour extérieur) : rejeté (p. 1984)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Article 11 (magistrat de tribunal administratif statuant seul)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (désignation du juge unique) (p. 1988)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (désignation du juge unique) (p. 1988)

Proposition de loi n° 3050 consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2265)

Son intervention (p. 2268)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 2268)

Système pénitentiaire : bracelet électronique (p. 2268)

Robert POUJADE

Côte-d'Or (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome XI : Défense (gendarmerie) (n° 3033) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6542)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : effectifs (p. 6543)

Gendarmerie : programmes d'investissement et réseau de télécommunications (p. 6543)

Ministère : crédits (p. 6542, 6543)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 559)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 580)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 559)

Défense : défense opérationnelle du territoire (p. 560)

Service national : conscription (p. 580, 581)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 560)

Service national : volontariat (p. 560, 561)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Après l'article L. 1-4-2 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (appel à des médiateurs-citoyens) (p. 628)

Après l'article L. 1-4-8 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (demande de convocation au rendez-vous citoyen dès l'âge de dix-huit ans en vue d'accomplir un volontariat) (p. 634)

Article L. 2-2 du code du service national : défense, sécurité et prévention

Soutient l'amendement n° 339 rectifié de M. Olivier Darrason (mise en valeur et protection du patrimoine national) : adopté après deuxième rectification

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-2-1 du code du service national : appel à des médiateurs-citoyens

Intervient sur l'amendement n° 63 corrigé de (évaluation individuelle, suivi et orientation des jeunes par des "médiateurs-citoyens") (p. 2309)

Alain POYART

Nord (24ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3126 instaurant un service minimum dans les établissements d'enseignement du premier degré [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communautés européennes et Union européenne. Environnement. Décharges belges, attitude de la France [26 février 1997] (p. 1424)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Voirie : route nationale 2 : aménagement entre Avesnes-sur-Helpe et Maubeuge (p. 6519)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Gendarmerie : brigade du Nord-Pas-de-Calais (p. 6586)

Jean-Luc PRÉEL

Vendée (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997 [J.O. du 16 novembre 1996] (p. 16788)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17743)

Membre du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome XIII : Travail et affaires sociales (affaires sociales : personnes âgées) (n° 3031) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Dépendance. Prestation spécifique, mise en place, perspectives [4 février 1997] (p. 735)

Assurance maladie maternité. Conventions avec les praticiens. Médecins, installation, nomenclature des actes [25 mars 1997] (p. 2232)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6058)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : formation des intervenants à domicile (p. 6059)

Démographie : espérance de vie (p. 6058)

Famille : obligation alimentaire (p. 6058)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 6058)

Personnes âgées : hospices (p. 6059)

Personnes âgées : médicalisation des lits pour personnes âgées (p. 6059)

Personnes âgées : prestations dépendance (p. 6058)

Retraites : régimes spéciaux (p. 6058)

Retraites : sécurité sociale : branche vieillesse (p. 6058)

Procédure des questions :

Hôpitaux et cliniques : agences régionales d'hospitalisation (p. 6096)

Santé publique : transfusion sanguine (p. 6097)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Audiovisuel : rôle de la télévision dans les phénomènes de violence à l'école (p. 6973)

Étudiants : orientation : choix de la filière sportive (p. 6969)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 6171)

Son intervention (p. 6177)

Thèmes :

Assurances : universalité (p. 6180)

Impôts et taxes : taxes sur les alcools (p. 6180)

Lois de financement : contenu, portée normative (p. 6178)

Parlement : prérogatives (p. 6177, 6178)

Santé publique : conférence nationale et conférences régionales de santé (p. 6178)

Sécurité sociale : financement : assiette - CSG (p. 6179)

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 173 rectifié du Gouvernement (déductibilité partielle de la CSG) (p. 6265)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission des finances (annexe explicative précisant la répartition des recettes) (p. 6280)

Article 3 (fixation des objectifs de dépense par branche)

Son intervention (p. 6281)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Bernard Accoyer (présentation obligatoire du carnet de santé) (p. 6289)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Christine Boutin (exonération de cotisations sociales pour les familles nombreuses employant une aide à domicile) (p. 6314)

Article 13 (taux de la CSG et modalités d'affectation de son produit)

Son intervention (p. 6316)

Ses explications de vote (p. 6353)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 6353)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 1996] (p. 7688)

Son intervention (p. 7692)

Thèmes :

Santé publique : politique générale (p. 7692)

Sécurité sociale : loi de financement (p. 7692)

Sécurité sociale : retour à l'équilibre (p. 7692)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 7692)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7416) ; [22 novembre 1996] (p. 7469)

Article 6 (négociation collective et souscription par les entreprises)

Son amendement n° 74 : non soutenu (p. 7433)

Après l'article 17

Son amendement n° 44 : non soutenu (p. 7454)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7602)

Thèmes :

Famille : obligation alimentaire (p. 7603)

Handicapés : commission d'orientation et de reclassement professionnels (COTOREP) (p. 7603)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7602)

Personnes âgées : hospices : maisons de retraite : médicalisation des lits (p. 7603)

Personnes âgées : maintien à domicile : création de lits de soins infirmiers à domicile (p. 7603)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7603)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 114 (mise en œuvre systématique de l'obligation alimentaire) : retiré (p. 7735)

Article 12 (rôle de l'équipe médico-sociale)

Son sous-amendement n° 152 corrigé à l'amendement n° 34 rectifié de la commission (modalités de détermination du montant de la prestation à domicile) : non soutenu (p. 7742)

Brigitte de PRÉMONT

Pas-de-Calais (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1256, posée le 10 décembre 1996. Commerce et artisanat. Amiante (p. 8222). Appelée le 17 décembre 1996. Interdiction, conséquences, négociants en matériaux de construction (p. 8391, 8392)

n° 1361, posée le 18 février 1997. Entreprises. Retirée par l'auteur (p. 1094)

n° 1379, posée le 25 février 1997. Entreprises. Création et développement (p. 1378). Appelée le 4 mars 1997. Société pour le développement de l'industrie et de l'emploi (SODIE), aides des industries minières et sidérurgiques, perspectives, Pas-de-Calais (p. 1566, 1567)

n° 1434, posée le 18 mars 1997. Aménagement du territoire. Régions en difficulté (p. 2017). Appelée le 25 mars 1997. Pôles de conversion, maintien, perspectives, Dunkerque (p. 2208)

DÉBATS

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7600)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : prestation expérimentale (PED) (p. 7601)

Prestation spécifique dépendance : création d'emplois (p. 7601)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7601)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1814)

Thèmes :

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1815)

Élections et référendums : cumul des mandats (p. 1815)

Élections et référendums : incitations financières à la participation des femmes (p. 1815)

Élections et référendums : quotas pour les femmes : incitations à la parité (p. 1815)

Élections et référendums : statut de l'élu (p. 1815)

Femmes : droit de vote (p. 1814)

Femmes : Observatoire de la parité (p. 1814)

Claude PRINGALLE

Nord (18ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5802)

Juridictions : tribunal pour enfants : création (p. 5802)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6471)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organismes : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 6471)

Transports fluviaux : liaisons Seine-Nord et Seine-Est (p. 6471)

Transports fluviaux : Voies navigables de France (p. 6471)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Son intervention (p. 8098)

Thème :

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8099)

Georges PRIVAT

Aveyron (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Emprunts russes, remboursement [26 novembre 1996] (p. 7543)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1231, posée le 3 décembre 1996. Ordre public. Maintien (p. 7912). Appelée le 10 décembre 1996. Manifestations dites raves, interdiction, perspectives (p. 8159, 8160)

DÉBATS

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Son intervention (p. 788)

Thèmes :

Régions : organisation des services régionaux de voyageurs assurés par la SNCF (p. 788, 789)

SNCF : personnels : statut (p. 789)

SNCF : trafic : concurrence ; transport combiné (p. 788, 789)

Jean PRORIOL

Haute-Loire (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 11 octobre 1996] (p. 14944)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17805)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen établi conformément à l'article 8, paragraphe 6 de la directive 92/81/CEE sur la situation des exonérations et des réductions introduites pour des raisons de politiques spécifiques en vertu de l'article 8, paragraphe 4, sur l'exonération obligatoire des huiles minérales utilisées comme carburant pour la navigation aérienne autre que l'aviation de tourisme privée et les exonérations ou réductions facultatives pour la navigation sur les voies navigables intérieures autre que la navigation de plaisance, prévues respectivement à l'article 8, paragraphe 1, point b et à l'article 8, paragraphe 2, point b de la directive,

et la proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques les réductions de taux d'accises ou les exonérations d'accises existantes, conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE (COM (96) 549/ n° E 743) (n° 3262) [22 janvier 1997]

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 32 : Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (n° 3030) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 3262) de MM. Philippe Bonnecarrère et Robert Pandraud, rapporteurs de la délégation pour l'Union européenne, sur le rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen établi conformément à l'article 8, paragraphe 6 de la directive 92/81/CEE sur la situation des exonérations et des réductions introduites pour des raisons de politiques spécifiques en vertu de l'article 8, paragraphe 4, sur l'exonération obligatoire des huiles minérales utilisées comme carburant pour la navigation aérienne autre que l'aviation de tourisme

privée et les exonérations ou réductions facultatives pour la navigation sur les voies navigables intérieures autre que la navigation de plaisance, prévues respectivement à l'article 8, paragraphe 1, point b et à l'article 8, paragraphe 2, point b de la directive et la proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques les réductions de taux d'accises ou les exonérations d'accises existantes, conformément à la procédure prévue à l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE (COM (96) 549/ n° E 743) [18 février 1997] (n° 3341)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mutualité sociale agricole. Retraites. Montant des pensions, conjoints d'exploitants [12 mars 1997] (p. 1853)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 5374)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5374)

Impôts locaux (p. 5374)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 6

Son amendement n° 270 deuxième correction : non soutenu (p. 5556)

Après l'article 9

Son amendement n° 68 soutenu par M. Michel Inchauspé (imputation au titre du crédit impôt-recherche des honoraires versés par les entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) : retiré (p. 5610)

Après l'article 14

Son amendement n° 269 précédemment réservé : non soutenu (p. 5717)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

II - POSTE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5875)

Son intervention (p. 5881)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : enseignement supérieur des télécommunications (p. 5882)

France Télécom : numérotation à dix chiffres (p. 5882)

France Télécom : statut (p. 5882)

La Poste : guichets postaux et missions de service public (p. 5881)

La Poste : presse : aide à l'acheminement (p. 5881)

La Poste : services financiers (p. 5882)

Ministères : crédits (p. 5881)

Télécommunications : Conseil général des technologies de l'information (p. 5882)

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : plan Massif central (p. 5942, 5943)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Voirie : route nationale 102 : section Clermont-Ferrand-Le Puy (p. 6518)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : prêts bonifiés (p. 7029, 7030)

Commerce et artisanat : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités artisanales et commerciales (FISAC) (p. 7029)

Commerce et artisanat : fonds de promotion de l'artisanat (p. 7030)

Entreprises : entreprise commerciale et artisanale : généralités (p. 7029)

Entreprises : plan PME-PMI (p. 7029, 7030)

Entreprises : transmission (p. 7030)

État : ministère des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat : crédits (p. 7029)

Europe : "Europartenariat" (p. 7030)

Impôts et taxes : taxe sur les grandes surfaces (p. 7029)

Retraites : retraites des artisans (p. 7030)

Vote des crédits [15 novembre 1996] (p. 7055)

Article 90 (modification de l'assiette de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat)

Son amendement n° 333 (non-application de l'extension de la taxe sur les grandes surfaces aux établissements de distribution de carburant dont l'activité principale est la vente ou la réparation de véhicules automobiles et définition de la surface de vente) : adopté après rectification (p. 7057)

Article 91 (actualisation de la taxe pour frais des chambres de métiers)

Son amendement n° 351 (caractère obligatoire du droit additionnel à la taxe professionnelle et affectation en faveur du fonds national pour des actions de communication et de promotion de l'artisanat) : adopté (p. 7058)

Son amendement n° 328 (possibilité pour le droit additionnel d'atteindre 60 % du droit fixe) : adopté (p. 7059)

Après l'article 91

Son amendement n° 332 corrigé (modification de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans : collecte de la contribution des artisans au financement de la formation professionnelle) : adopté (p. 7060)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 71

Son amendement n° 227 : non soutenu (p. 7191)

Q

Paul QUILÈS
Tarn (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Politique de la défense. OTAN, organisation [18 décembre 1996] (p. 8518)

Secteur public. Privatisations. Aérospatiale, Thomson [14 janvier 1997] (p. 28)

Aménagement du territoire. Politique et réglementation. Schéma national d'aménagement et de développement du territoire, élaboration, perspectives [15 avril 1997] (p. 2454)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Comprend et partage l'émotion de ses collègues de l'Assemblée : le concept commun en matière de défense et de sécurité signé entre la France et l'Allemagne aura une influence sur le type de conscription et insiste pour que la représentation nationale ait connaissance de cet accord avant d'engager le débat sur la réforme du service national [28 janvier 1997] (p. 458, 459)

Demande au Premier ministre de venir s'expliquer devant l'Assemblée nationale sur l'évolution de notre doctrine de défense, reconnue par le ministre allemand de la défense [29 janvier 1997] (p. 543)

DÉBATS

Projet de loi n° 2979 relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5273)

Son intervention (p. 5279)

Thèmes :

Défense : armée de terre : format et professionnalisation ; reconversion des militaires ; pécule et retraites anticipées (p. 5280)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997-2002 (p. 5280)

Service national (p. 5279, 5280)

Vote contre du groupe socialiste (p. 5280)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 68

Son amendement n° 372 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (imposition à la taxe professionnelle des activités saisonnières) : retiré (p. 7181)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 518) : rejetée (p. 525)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 580) : rejetée (p. 582)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 458, 459)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 janvier 1997] (p. 543)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 518)

Associations : cotisations sociales des engagés volontaires en milieu associatif (p. 522)

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 518)

Défense : concept commun franco-allemand de sécurité et de défense (p. 518)

Défense : gendarmerie (p. 521)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 520)

Emploi : chômage des jeunes (p. 522)

Fonctionnaires et agents publics : accès à la fonction publique (p. 522)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 521, 522)

Ministère : crédits de la direction centrale du service national et crédits des centres d'accueil du rendez-vous citoyen (p. 520)

Police (p. 522)

Santé publique : état de santé des jeunes Français (p. 520)

Service national : conscription (p. 519, 580)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 519 à 522, 580)

Service national : volontariat (p. 521, 522)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Soutient l'amendement n° 239 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 599)

Soutient l'amendement n° 240 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression du 1er alinéa de l'article 1er afin de ne pas incorporer le présent projet de loi au code du service national) : rejeté (p. 600)

Article L. 1-1-1 du code du service national : universalité du service national

Soutient l'amendement n° 242 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 602)

Soutient l'amendement n° 243 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression de la partie facultative : le volontariat) : rejeté (p. 604)

Article L. 1-1-2 du code du service national : objet du rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 244 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 606)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Arsène Lux (objectifs du rendez-vous citoyen) (p. 608)

Article L. 1-1-3 du code du service national : objet du volontariat

Soutient l'amendement n° 245 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 609)

Article L. 1-3-5 du code du service national : accès à certains droits comme l'inscription aux examens et concours publics

Soutient l'amendement n° 269 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 618)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (obligation de présenter le certificat de recensement pour l'accès à certains droits) (p. 619)

Ses explications de vote (p. 737)

Vote contre du groupe socialiste (p. 738)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2282)

Son intervention (p. 2291)

Thèmes :

Enseignement : enseignement de l'histoire et instruction civique (p. 2292)

Gendarmerie (p. 2292)

Service national : conscription (p. 2291, 2292)

Service national : rendez-vous "citoyen" (p. 2291, 2292)

Service national : volontariat (p. 2292, 2293)

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-1-1 du code du service national : rétablissement éventuel du service national

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement éventuel de l'appel sous les drapeaux) (p. 2300)

Article L. 113-5 du code du service national : accès à certains droits comme l'inscription aux examens et concours publics

Soutient l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression des sanctions en cas de non-recensement) : rejeté (p. 2307)

Article L. 114-16 du code du service national : nécessité d'être en règle à l'égard des obligations du rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 82 de M. Jean-Michel Boucheron (suppression de l'article L. 114-16 du code du service national) : rejeté (p. 2313)

Article L. 121-7 du code du service national : nature des activités

Soutient l'amendement n° 83 rectifié de M. Jean-Michel Boucheron (distinction entre les activités de volontariat et les emplois permanents) : rejeté (p. 2331)

Après l'article L. 121-7 du code du service national

Soutient l'amendement n° 84 de M. Jean-Michel Boucheron (association des partenaires sociaux à la définition des tâches confiées aux volontaires) : rejeté (p. 2332)

Article L. 121-7-1 du code du service national : aménagement de la durée du volontariat

Soutient l'amendement n° 85 de M. Jean-Michel Boucheron (volontariat effectué en une seule fois sans fractionnement) : rejeté (p. 2333)

Article L. 122-7 du code du service national : rupture de l'accord de volontariat

Soutient l'amendement n° 86 rectifié de (conditions pour la rupture de l'accord de volontariat) : rejeté (p. 2338)

Article 3 (constitution d'un livre II du code du service national)

Son intervention (p. 2339)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de cohérence) (p. 2339)

Article 4 (dispositions particulières modifiant le livre II du code du service national)

Soutient l'amendement n° 89 de M. Jean-Michel Boucheron (prise en charge par l'État des frais d'hébergement et de restauration des appelés objecteurs de conscience) : rejeté (p. 2340)

Pierre QUILLET

Seine-et-Marne (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Juridictions : difficultés de fonctionnement (p. 5800)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Associations : gestion des tutelles et des curatelles (p. 6088)

Personnes âgées : création de lits de cure médicale (p. 6091)

R

Jean-Pierre RAFFARIN

Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Auguste Picollet. Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité. Perspectives [8 octobre 1996] (p. 5181)

M. Jean-François Copé. Commerce et artisanat. Grandes surfaces. Projet Euro Disney, Seine-et-Marne [9 octobre 1996] (p. 5268)

M. Gérard Saumade. Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité. Perspectives [23 octobre 1996] (p. 5850)

M. Augustin Bonrepaux. Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité. Perspectives [29 octobre 1996] (p. 6151)

M. Frédéric de Saint-Sernin. Entreprises. Création. Aides, perspectives [13 novembre 1996] (p. 6875)

M. Charles Gheerbrant. Commerce et artisanat. Aides de l'État. Plan PME, perspectives [26 novembre 1996] (p. 7547)

M. André Angot. Entreprises. PME. Plan PME, perspectives [3 décembre 1996] (p. 7855)

Mme Henriette Martinez. Transports. Chauffeurs routiers. Grève de novembre 1996, conséquences, indemnisation [3 décembre 1996] (p. 7855)

M. Pierre Delmar. Entreprises. PME. Plan PME, bilan et perspectives [21 janvier 1997] (p. 242)

M. Nicolas Forissier. Entreprises. PME. Plan PME, perspectives [22 janvier 1997] (p. 330)

M. Jean-Paul Charié. Commerce et artisanat. Commerce. Schémas de développement commerciaux, perspectives [4 février 1997] (p. 734)

M. Claude Barate. Professions libérales et travailleurs indépendants. Politique et réglementation. Bilan et perspectives [5 février 1997] (p. 818)

M. Jean de Lipkowski. Entreprises. PME. Plan PME, bilan et perspectives [5 février 1997] (p. 819)

M. Germain Gengenwin. Bâtiment et travaux publics. Exercice de la profession. Qualification, politique et réglementation [19 février 1997] (p. 1128)

M. Éric Duboc. Enseignement supérieur. Écoles supérieures de commerce. Perspectives [4 mars 1997] (p. 1580)

M. Christian Vanneste. Commerce et artisanat. Petit commerce. Emploi et activité, centres-villes [26 mars 1997] (p. 2325)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean de Lipkowski. Commerce et artisanat. Marins pêcheurs. Cessation de paiement, aides de l'État, perspectives [26 novembre 1996] (p. 7535)

M. Michel Meylan. Commerce extérieur. Exportations. PME, aides de l'État [26 novembre 1996] (p. 7535 à 7537)

M. Jean-Claude Bois. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [26 novembre 1996] (p. 7537, 7538)

M. Louis Mexandeau. Entreprises. PME. Emploi et activité, Calvados [17 décembre 1996] (p. 8395 à 8397)

M. Alfred Muller. Défense. Forces françaises en Allemagne (FFA). Démantèlement, conséquences [17 décembre 1996] (p. 8397, 8398)

M. Christian Vanneste. Commerce et artisanat. Grande distribution. Urbanisme commercial, politique et réglementation [17 décembre 1996] (p. 8392 à 8394)

M. Jean-Luc Warsmann. Commerce et artisanat. Petit commerce. Emploi et activité, centres-villes, Sedan [17 décembre 1996] (p. 8394, 8395)

M. Christian Daniel. Professions paramédicales. Matériel médico-chirurgical. Prothésistes dentaires, formation professionnelle, réglementation [19 mars 1997] (p. 1950, 1951)

M. Patrick Delnatte. Commerce et artisanat. Grande distribution. Autorisations d'ouverture, réglementation, zones franches, Roubaix [18 mars 1997] (p. 1951, 1952)

M. André Angot. Entreprises. Comités d'entreprise. Fonds, utilisation [25 mars 1997] (p. 2211, 2212)

M. Didier Béguin. Entreprises. Financement. Fonds d'aide, création, perspectives [15 avril 1997] (p. 2439, 2440)

M. Gilbert Meyer. Commerce et artisanat. Artisanat. Exercice de la profession, qualification politique et réglementation [15 avril 1997] (p. 2438, 2439)

M. Georges Mothron. Commerce et artisanat. Grande distribution. Autorisations d'ouverture, réglementation, application, Argenteuil [15 avril 1997] (p. 2437, 2438)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Son intervention (p. 7039)

Ses réponses (p. 7044 à 7055)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : formalités (p. 7043)

Banques et établissements financiers : banque de développement des PME (p. 7040)

Banques et établissements financiers : Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) (p. 7040)

Banques et établissements financiers : prêts bonifiés (p. 7041, 7043)

Banques et établissements financiers : Société française de garantie des financements des petites et moyennes entreprises (SOFARIS) (p. 7040)

Commerce et artisanat : chambres de commerce et chambres de métiers (p. 7042)

Commerce et artisanat : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités artisanales et commerciales (FISAC) (p. 7040, 7041)

Commerce et artisanat : grandes surfaces (p. 7039, 7042)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7043)

Emploi (p. 7043)

Entreprises : entreprise individuelle : statut (p. 7043)

Entreprises : entreprises sous-traitantes (p. 7042)

Entreprises : plan PME-PMI (p. 7039, 7040)

Entreprises : transmission (p. 7041)

Etat : ministère des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat : crédits (p. 7040)

Europe : "Europartenariat" (p. 7041)

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage (p. 7040)

Impôts et taxes : impôt sur les sociétés (p. 7042, 7043)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 7043)

Villes : quartiers difficiles et friches commerciales (p. 7043)

Réponses aux questions :

Administration : formalités, chèque-emploi-service (p. 7044) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7044)

Administration : formalités, chèque-emploi-service (p. 7048) (M. Georges Colombier) (p. 7048)

Administration : formalités, chèque-emploi-service (p. 7051) (M. Jean-François Chossy) (p. 7050, 7051)

Administration : formalités, chèque-emploi-service (p. 7054) (M. Aymeri de Montesquiou) (p. 7054)

Banques et établissements financiers : Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) et Société française de garantie des financements des petites et moyennes entreprises (SOFARIS) (p. 7051) (M. Michel Jacquemin) (p. 7051)

Banques et établissements financiers : prêts bonifiés (p. 7052, 7053) (M. Aymeri de Montesquiou) (p. 7052)

Bâtiment et travaux publics : activité : relance par la baisse de la TVA ; déductibilité des dépenses effectuées dans la résidence principale (p. 7045) (M. Jean de Lipkowski) (p. 7045)

Bâtiment et travaux publics : activité : relance par la baisse de la TVA ; déductibilité des dépenses effectuées dans la résidence principale (p. 7046) (M. Christian Martin) (p. 7046)

Collectivités territoriales : chartes de développement local (p. 7055) (M. Philippe Mathot) (p. 7054, 7055)

Commerce et artisanat : aides à la création (p. 7047) (M. Michel Meylan) (p. 7047)

Commerce et artisanat : aides à la création (p. 7054) (M. Philippe Mathot) (p. 7054)

Commerce et artisanat : chambre des métiers de Dordogne (p. 7045) (M. Frédéric de Saint-Sernin) (p. 7044, 7045)

Commerce et artisanat : concurrence déloyale (p. 7046, 7047) (M. Frédéric de Saint-Sernin) (p. 7045)

Commerce et artisanat : entreprises sous-traitantes (p. 7044) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7044)

Commerce et artisanat : fonds locaux d'adaptation du commerce local : crédits (p. 7046) (M. Jean de Lipkowski) (p. 7045)

Commerce et artisanat : grandes surfaces : magasins d'usine (p. 7053) (M. Pierre Micaux) (p. 7053)

DOM-TOM : La Réunion : artisans du bâtiment et des travaux publics (p. 7044) (M. Claude Hoarau) (p. 7044)

Énergie : tarifs EDF pour les PME (p. 7052) (M. Pierre Micaux) (p. 7052)

Épargne : fonds d'épargne-retraite : mobilisation au profit des PME (p. 7050) (M. Michel Jacquemin) (p. 7050)

Impôts et taxes : fiscalité des entreprises artisanales (p. 7048) (M. Jacques Brossard) (p. 7048)

Impôts et taxes : impôt sur les sociétés (p. 7047) (M. Michel Meylan) (p. 7047)

Pétrole et dérivés : petites stations-service (p. 7049) (M. Georges Colombier) (p. 7049)

Urbanisme : urbanisme commercial : schémas de développement commercial (p. 7049, 7050) (M. Gérard Voisin) (p. 7049)

Vote des crédits [15 novembre 1996] (p. 7055)

Article 90 (modification de l'assiette de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Jean Proriol (non-application de l'extension de la taxe sur les grandes surfaces aux établissements de distribution de carburant dont l'activité principale est la vente ou la réparation de véhicules automobiles et définition de la surface de vente) (p. 7057)

Article 91 (actualisation de la taxe pour frais des chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Jean Proriol (caractère obligatoire du droit additionnel à la taxe professionnelle et affectation en faveur du fonds national pour des actions de communication et de promotion de l'artisanat) (p. 7058)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Jean Proriol (possibilité pour le droit additionnel d'atteindre 60 % du droit fixe) (p. 7059)

Après l'article 91

Intervient sur l'amendement n° 332 corrigé de M. Jean Proriol (modification de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans : collecte de la contribution des artisans au financement de la formation professionnelle) (p. 7060)

Jean-Bernard RAIMOND

Bouches-du-Rhône (14ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 2973) [5 novembre 1996]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 28 août au 17 septembre 1996 (nos E 691, E 692 et E 698 à E 702), et sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E 474) [1er octobre 1996] (n° 2999)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2973) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [21 janvier 1997] (n° 3303)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (p. 5960, 5961)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Son intervention (p. 6853)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : Bosnie (p. 6854)

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6853, 6854)

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 6854)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7653)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : élargissement (p. 7654)

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7654)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7655)

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 7654)

Défense : défense européenne (p. 7654)

Emploi (p. 7653)

Moyens de paiement : franc, parités franc-mark et franc-dollar (p. 7655)

Projet de loi n° 2973 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2160)

Son intervention (p. 2160)

Thèmes :

Affaires étrangères : Maroc : situation politique et économique (p. 2160, 2161)

Communautés européennes et Union européenne : accord d'association avec le Maroc (p. 2161)

Coopération et développement : coopération culturelle avec le Maroc (p. 2162)

Entreprises : entreprises françaises : investissements au Maroc, sécurité des investissements (p. 2160, 2161)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Son intervention (p. 2263)

Éric RAOULT

Ministre délégué à la ville et à l'intégration

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Gérard Hamel. Aménagement du territoire. Zones franches. Politique et réglementation [13 novembre 1996] (p. 6876)

M. Lucien Degauchy. Aménagement du territoire. Villes. Politique de la ville, perspectives [19 novembre 1996] (p. 7244)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Aloyse Warhouver. Étrangers. Fonds d'action sociale. Subventions, conditions d'attribution [28 janvier 1997] (p. 423 à 425)

DÉBATS

Projet de loi n° 2808 relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 1996] (p. 6107)

Son intervention (p. 6108)

Son interruption (p. 6110)

Thèmes :

Aménagement du territoire : coordination des établissements publics (p. 6109)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 6109)

Emploi : emplois de ville (p. 6110)

Finances publiques : exonérations et compensations (p. 6108)

Parlement : évaluation des zones franches urbaines (p. 6109)

Ville : politique de la ville (p. 6109)

Texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 1996] (p. 6113)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 6124)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Son intervention (p. 6632)

Ses réponses (p. 6638 à 6665)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : contrats d'initiative locale (p. 6634)

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (RMI) et "RMI-jeunes" (p. 6634)

Collectivités territoriales : ressources, dotation globale de fonctionnement (DGF), dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 6633)

Drogue (p. 6636)

Étrangers : immigration clandestine (p. 6636)

Étrangers : intégration, fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) (p. 6636)

Ministère : crédits de l'intégration et de la ville (p. 6633)

Ordre public : police, service national-ville (p. 6635)

Organismes et structures : fonds interministériel d'intervention pour la politique de la ville (p. 6635)

Organismes et structures : fonds social urbain (FSU) (p. 6635)

Villes : "grands projets urbains" (GPU) (p. 6635)

Villes : emplois de ville (p. 6634, 6636)

Villes : équipements et services publics (p. 6636)

Villes : pacte de relance pour la ville (p. 6633, 6636)

Villes : zones de redynamisation urbaine (ZRU) (p. 6633)

Villes : zones franches urbaines (ZFU) (p. 6633)

Réponses aux questions :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6647) (M. Claude Barate) (p. 6646)

Communes : Tourcoing (p. 6662) (M. Christian Vanneste) (p. 6661, 6662)

Étrangers : fonds d'action sociale : cas de la Moselle (p. 6644, 6645) (M. Aloyse Warhouver) (p. 6644)

Jeunes : associations pour les jeunes (p. 6657) (M. Claude Demassieux) (p. 6657)

Jeunes : généralités (p. 6651, 6652) (M. Pierre Cardo) (p. 6651)

Logement et habitat : supplément de loyer de solidarité (p. 6665) (M. Jean-Pierre Calvel) (p. 6664, 6665)

Villes : emplois de ville : cas de Suresnes (p. 6649, 6650) (M. Christian Dupuy) (p. 6649)

Villes : emplois de ville : généralités (p. 6640) (M. Laurent Cathala) (p. 6639)

Villes : zones franches urbaines : cas du Val-de-Marne, de Vaux-en-Velin, Bron et Rillieux-la-Pape (p. 6638) (M. Gilles Carrez) (p. 6638)

Villes : zones franches urbaines : cas du Val-de-Marne, de Vaux-en-Velin, Bron et Rillieux-la-Pape (p. 6649) (M. Jean-Pierre Calvel) (p. 6648)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8711)

Son intervention (p. 8714)

Ses interruptions (p. 8715, 8716)

Thèmes :

Agriculture (p. 8714)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 8715)

Impôts et taxes : cotisations sociales patronales (p. 8714)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8714)

Jean-Luc REITZER

Haut-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3141 modifiant l'article 2 de la loi n° 80-3 du 4 janvier 1980 relative à la Compagnie nationale du Rhône [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Calendrier, conséquences [25 février 1997] (p. 1322)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 6 (modalités de perception de la CSG sur les revenus de source étrangère)

Son intervention (p. 6293)

Article 9 (extension de l'assiette de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Son intervention (p. 6301)

Son amendement n° 78 (de cohérence) : devenu sans objet (p. 6302)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Alsace-Moselle : patriotes réfractaires à l'annexion de fait (PRAF) : insoumis : patriotes résistants à l'occupation (PRO) (p. 7014)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 567)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 568)

Service national : volontariat (p. 569)

Pierre REMOND

Paris (16ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de loi relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire [J.O. du 4 octobre 1996] (p. 14648)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [J.O. du 5 mars 1997] (p. 3538)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1435, posée le 18 mars 1997. Enseignement secondaire. Établissements (p. 2017, 2018). Appelée le 25 mars 1997. Fonctionnement, lycée international Honoré-de-Balzac, Paris XVIIème arrondissement (p. 2210, 2211)

Lucien RENAUDIE

Corrèze (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Élevage : bovins. Aides de l'État, perspectives [16 octobre 1996] (p. 5439)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2935 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E 587)

Ses explications de vote (p. 5335)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 5335)

Bruno RETAILLEAU

Vendée (4ème circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3023 favorisant un nouvel essor du commerce et de l'artisanat [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3192 visant à étendre à l'échelle nationale l'existence de centres d'accueil des femmes en détresse [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3266 réformant le droit de la nationalité [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3267 réservant le bénéfice de l'aide médicale et celui de l'enseignement aux citoyens français et aux étrangers ou enfants d'étrangers en situation régulière [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3268 tendant à réformer le titre de séjour et de travail [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3269 réformant le contrôle d'identité [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3270 réformant la durée de rétention administrative [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3271 tendant à donner aux arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière le caractère d'actes du Gouvernement [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3490 relative au statut de la Banque de France et à sa mission en matière de politique monétaire [27 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7666)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 7666)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 7667)

Emploi (p. 7666)

Moyens de paiement : franc, parités franc-mark et franc-dollar (p. 7667)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Après l'article 2

Son amendement n° 38 (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes à due concurrence de la taxe d'enlèvement et de traitement des cadavres d'animaux pour la période du 16 septembre 1996 au 31 décembre 1996) : retiré (p. 7804)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 201 soutenu par M. Raoul Béteille (titres de séjour) : rejeté (p. 8571)

Après l'article 3

Son amendement n° 202 (suppression de la carte de séjour de dix ans) : devenu sans objet (p. 8623)

Après l'article 4

Son amendement n° 203 (régime de la carte de long séjour) : devenu sans objet (p. 8651)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Jean-Marie André (suppression du titre de séjour de dix ans) : retiré (p. 8652)

Son amendement n° 205 corrigé (régime de la carte de long séjour) : devenu sans objet (p. 8653)

Son amendement n° 281 soutenu par M. Jean-Marie André (abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : retiré (p. 8654)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Son amendement n° 199 soutenu par M. Jean-Marie André (rétention administrative de six mois) : rejeté (p. 8669)

Son amendement n° 200 soutenu par M. Jean-Marie André (allongement de la rétention administrative) : retiré (p. 8669)

Après l'article 8

Son amendement n° 206 soutenu par M. Jean-Marie André (abrogation de dispositions relatives au séjour devenues inutiles) : adopté (p. 8671)

Après l'article 9

Son amendement n° 196 soutenu par M. Jean-Marie André (contrôles d'identité) : rejeté (p. 8674)

Après l'article 10

Son amendement n° 243 soutenu par M. Jean-Marie André (demandes de perte ou de réintégration dans la nationalité française par des mineurs) : rejeté (p. 8678)

Son amendement n° 241 soutenu par M. Jean-Marie André (attribution et acquisition de la nationalité française) : rejeté (p. 8679)

Son amendement n° 242 soutenu par M. Jean-Marie André (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) : rejeté (p. 8679)

Son amendement n° 244 soutenu par M. Jean-Marie André (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) : rejeté (p. 8680)

Son amendement n° 245 soutenu par M. Jean-Marie André (abrogation de dispositions du code civil relatives à la nationalité) : rejeté (p. 8680)

Son amendement n° 246 soutenu par M. Jean-Marie André (régime des décrets de naturalisation ou de réintégration) : rejeté (p. 8680)

Son amendement n° 247 soutenu par M. Jean-Marie André (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) : rejeté (p. 8680)

Son amendement n° 248 soutenu par M. Jean-Marie André (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) : rejeté (p. 8680)

Son amendement n° 249 soutenu par M. Jean-Marie André (modification du régime d'acquisition de la nationalité française) : rejeté (p. 8681)

Son amendement n° 197 soutenu par M. Jean-Marie André (exclusion du bénéfice des prestations d'aide sociale pour les étrangers en situation irrégulière) : rejeté (p. 8682)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Jean-Marie André (conditions d'inscription des enfants étrangers dans les établissements scolaires) : retiré (p. 8684)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 565)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 565)

Défense : concept commun franco-allemand de sécurité et de défense (p. 565)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 1er (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures maritimes)

Son amendement n° 81 soutenu par M. Jean de Lipkowski (référence au principe de la préférence communautaire) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 82 rectifié : non soutenu (p. 1614)

Après l'article 4

Son amendement n° 96 (modification de l'article 3 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres établissements de mer) : rejeté (p. 1638)

Article 7 bis (rapport gouvernemental sur la bande côtière)

Son amendement n° 83 corrigé (contenu du rapport afin de maintenir une zone de pêche et de cultures marines dans la bande côtière au profit des pêcheurs nationaux) : rejeté (p. 1640)

Article 30 (modernisation des relations de travail : loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime)

Son amendement n° 85 : non soutenu (p. 1686)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 1er (pouvoir de recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Son amendement n° 5 soutenu par Mme Christine Boutin (respect des valeurs de l'enfance et de l'adolescence) : retiré (p. 2070)

Son amendement n° 6 corrigé soutenu par Mme Christine Boutin (publication au Journal officiel des recommandations du CSA) : retiré (p. 2071)

Son amendement n° 70 soutenu par Mme Christine Boutin (droit de saisine du CSA par les particuliers) : rejeté (p. 2072)

Article 4 (mission du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière d'éthique des programmes)

Son amendement n° 72 soutenu par Mme Christine Boutin (extension du champ des valeurs à défendre par le CSA) : retiré (p. 2076)

Son amendement n° 7 soutenu par Mme Christine Boutin (déontologie applicable aux programmes) : retiré (p. 2077)

Son amendement n° 71 soutenu par Mme Christine Boutin (saisine du CSA) : retiré (p. 2078)

Article 7 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision disposés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Son amendement n° 9 soutenu par Mme Christine Boutin (publication de la convention au Journal officiel) : retiré (p. 2092)

Son amendement n° 8 (convention entre le CSA et les services demandeurs d'une autorisation hertzienne terrestre) : devenu sans objet (p. 2097)

Article 8 (régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par satellite)

Son amendement n° 10 deuxième correction : non soutenu (p. 2111)

Article 8 bis (obligations des services diffusés par câble)

Son amendement n° 11 : non soutenu (p. 2112)

Article 14 (mise en demeure par le Conseil supérieur de l'audiovisuel de titulaires d'autorisation d'exploiter un service de communication audiovisuelle)

Son amendement n° 12 : non soutenu (p. 2141)

Son amendement n° 13 : non soutenu (p. 2141)

Son amendement n° 14 : non soutenu (p. 2142)

Après l'article 14

Son amendement n° 15 : non soutenu (p. 2142)

Article 16 quinquies (comité consultatif des programmes)

Son amendement n° 16 corrigé : devenu sans objet (p. 2182)

Article 19 (cahier des charges de la société chargée de remplir les missions précédemment dévolues à La Cinquième et à la Sept/Arte)

Son amendement n° 17 (de coordination) : adopté (p. 2184)

Article 20 (mise en demeure par le CSA des organismes de l'audiovisuel public)

Son amendement n° 18 : non soutenu (p. 2185)

Son amendement n° 19 : non soutenu (p. 2185)

Après l'article 20

Son amendement n° 20 : non soutenu (p. 2186)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Article 2 (utilisation de la publicité à des fins électorales)

Son amendement n° 43 soutenu par M. Jean-Louis Masson (extension à l'Union européenne de l'interdiction de la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités territoriales) : rejeté (p. 2646)

Article 4 (interdiction de l'insertion de messages publicitaires au profit de personnes morales dans les documents publiés par les candidats ou pour leur compte)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Jean-Louis Masson (interdiction de l'intervention de l'Union européenne dans les campagnes électorales françaises) : rejeté (p. 2649)

Marc REYMANN

Bas-Rhin (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration) (n° 3063) [5 novembre 1996]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3063), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration) [21 novembre 1996] (n° 3160)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2839) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bélarus, d'autre part [28 novembre 1996] (n° 3171)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1162, posée le 2 octobre 1996. Défense. Hôpital Lyautey (p. 5049). Appelée le 8 octobre 1996. Maintien, perspectives, Strasbourg (p. 5170, 5171)

n° 1282, posée le 14 janvier 1997. Aménagement du territoire. Zones franches (p. 82). Appelée le 21 janvier 1997. Délimitation, Strasbourg-Neuhof (p. 222, 223)

n° 1421, posée le 11 mars 1997. Environnement. Pollution et nuisances : bruit (p. 1843). Appelée le 18 mars 1997. Lutte et prévention, stand de tir Desaix, transfert, perspectives, Strasbourg (p. 1941, 1942)

n° 1480, posée le 15 avril 1997. Hôpitaux et cliniques. Question non appelée (p. 2506)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Jeunes : délinquance juvénile et protection judiciaire (p. 5801)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Police : missions : police de proximité (p. 6831)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8496)

Thèmes :

Police : certificat d'hébergement (p. 8496, 8497)

Police : relevé d'empreintes digitales (p. 8497)

Projet de loi n° 3063 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 490)

Son intervention (p. 491)

Thèmes :

Affaires étrangères : accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 (p. 491)

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 491, 492)

Cours d'eau étangs et lacs : navigation sur le Rhin (p. 492)

Culture (p. 492)

Emploi : emplois transfrontaliers (p. 492)

Secteur public : services publics transfrontaliers (p. 491)

Transports (p. 492)

Projet de loi n° 1979 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble un échange de lettres)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1716)

Son intervention (p. 1719)

Thème :

Étrangers : visas (p. 1719)

Projet de loi n° 3055 autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 1997] (p. 2172)

Son intervention (p. 2175)

Thèmes :

Affaires étrangères : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (p. 2175, 2176)

Défense : service national : réforme (p. 2175)

Europe : défense européenne, politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2175)

Georges RICHARD

Lot-et-Garonne (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 3319 tendant à organiser la lutte contre les termites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2350)

Son intervention (p. 2353)

Thèmes :

Animaux : termites et insectes xylophages (p. 2353)

Impôts et taxes : dégrèvements fiscaux (p. 2353)

Propriété : transactions immobilières (p. 2353)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 2353)

Henri de RICHEMONT

Charente (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Afrique. Régions des grands lacs [30 octobre 1996] (p. 6245)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1176, posée le 2 octobre 1996. TVA. Taux (p. 5051). Appelée le 8 octobre 1996. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat (p. 5170)

n° 1428, posée le 11 mars 1997. Impôts et taxes. Tabac (p. 1844). Appelée le 18 mars 1997. Débits de tabac, implantation, réglementation, zones rurales (p. 1949, 1950)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Son intervention (p. 7034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : formalités (p. 7035)

Commerce et artisanat : chambres de commerce et chambres de métiers (p. 7035)

Commerce et artisanat : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités artisanales et commerciales (FISAC) (p. 7035)

Emploi (p. 7035)

Entreprises : plan PME-PMI (p. 7035)

État : ministère des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat : crédits (p. 7035)

Impôts et taxes : impôt sur les sociétés (p. 7035)

Jacques RICHIR

Nord (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Eurotunnel. Tunnel, incendie du 18 novembre 1996, bilan [26 novembre 1996] (p. 7545)

Aménagement du territoire. Villes. Zones franches, politique et réglementation [21 janvier 1997] (p. 244)

Famille. Politique familiale. Perspectives [18 mars 1997] (p. 1967)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Son intervention (p. 6624)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : ressources, dotation globale de fonctionnement (DGF), dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 6625)

Communautés européennes et Union européenne : fonds structurels, Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 6625)

Emploi (p. 6624)

Étrangers : intégration, fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) (p. 6624, 6625)

Ministère : crédits de l'intégration et de la ville (p. 6625)

Villes : "grands projets urbains" (GPU) (p. 6625)

Villes : zones de redynamisation urbaine (ZRU) (p. 6625)

Villes : zones franches urbaines (ZFU) (p. 6625)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7595)

Thèmes :

Démographie : espérance de vie (p. 7597)

Famille : obligation alimentaire (p. 7596)

Handicapés : commission d'orientation et de reclassement professionnels (COTOREP) (p. 7595)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7596)

Politique de santé : gérontologie (p. 7597)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7595)

Prestation spécifique dépendance : création d'emplois (p. 7596)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1385)

Thèmes :

Étrangers : politique de l'immigration (p. 1386)

Police : certificat d'hébergement (p. 1385)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement)

Son sous-amendement n° 176 soutenu par M. Serge Monnier (prise en compte des possibilités de traitement dans le pays de renvoi) à l'amendement n° 11 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (non-expulsion des étrangers résidant habituellement en France atteints d'une pathologie grave) : adopté (p. 1521)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Jacques Myard (possibilité d'intervention des associations intermédiaires) (p. 2740)

Intervient sur l'amendement n° 763 de M. Michel Berson (possibilité d'intervention des associations intermédiaires) (p. 2740)

Jean RIGAUD

Rhône (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Simone RIGNAULT

Nièvre (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Revendications [29 octobre 1996] (p. 6156)

Sports. Emploi. Plan sport-emploi, bilan et perspectives [29 janvier 1997] (p. 501)

Femmes. Égalité des sexes. Manuels scolaires [16 avril 1997] (p. 2552)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 121 corrigé (contribution sur la somme des avances aux machines à sous et des paiements faits aux joueurs) : retiré (p. 6309)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Procédure des questions :

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : contrats d'apprentissage (p. 6727)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6944)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement primaire (p. 6945)

Établissements scolaires : chefs d'établissement (p. 6944)

Politique de l'éducation : apprentissage de la langue : lecture : bibliothèques scolaires (p. 6944)

Politique de l'éducation : éducation civique : violence à l'école (p. 6944)

Politique de l'éducation : évaluation des personnels et des établissements : lutte contre l'échec scolaire (p. 6944)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1196)

Son intervention (p. 1206)

Thèmes :

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage : financement dans le secteur public (p. 1206)

Formation professionnelle et promotion sociale : protection sociale des apprentis dans le secteur public (p. 1206)

Formation professionnelle et promotion sociale : renouvellement des contrats d'apprentissage dans le secteur public (p. 1206)

Formation professionnelle et promotion sociale : tutorat (p. 1206)

Lois : loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires (p. 1206)

Yves RISPAT

Gers (1ère circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 43 : Prestations sociales agricoles (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques naturels. Sécheresse. Conséquences, aides de l'État [16 avril 1997] (p. 2550)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5903)

Thèmes avant la procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : dépenses et recettes, subvention d'équilibre (p. 5903, 5904)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : pensions de réversion (p. 5904)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : territoires ruraux de développement prioritaire : cas du Gers (p. 6650, 6651)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 24 (relèvement du tarif de consommation sur les alcools)

Son intervention (p. 6327)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7790)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7790)

Agroalimentaire : déchets : élimination ; sous-produits valorisables (p. 7790)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7790)

Jean ROATTA

Bouches-du-Rhône (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 janvier 1997] (p. 1254)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 janvier 1997] (p. 1254)

Gilles de ROBIEN

Somme (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre
Président du groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Corse. Ordre public, maintien [8 octobre 1996] (p. 5178)

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, attentat du mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7952)

Étrangers. Immigration. Politique et réglementation [18 février 1997] (p. 1049)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande, au nom du groupe UDF, que le Gouvernement prenne en compte la situation particulière des journalistes et que ces derniers ne pâtissent pas de la suppression des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels [19 novembre 1996] (p. 7251)

Demande qu'une certaine équité soit respectée en matière de temps de parole [19 novembre 1996] (p. 7258)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 3005 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration

[2 octobre 1996] (p. 5064)

Son intervention (p. 5069)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : projet de loi de cohésion sociale (p. 5070)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 5071)

Emploi : situation de sous-emploi ; action gouvernementale : baisse des charges sociales et aménagement du temps de travail (p. 5070)

Étrangers : immigration, intégration (p. 5070)

Impôt sur le revenu (p. 5070)

Service national (p. 5071)

Vie publique : "nouvelle" démocratie ; scrutin législatif, scrutin régional (p. 5071)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Pierre Thomas (de suppression) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5622)

Article 20 (aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5629)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1996] (p. 7251)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1996] (p. 7258)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7416) ; [22 novembre 1996] (p. 7469)

Article 1er (souscripteurs des plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 7418)

Jean-Paul de ROCCA SERRA
Corse-du-Sud (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 30 : Outre-mer (départements d'Outre-mer) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6002)

Thèmes avant la procédure des questions :

Crédits (p. 6002)

Défense : service militaire adapté (p. 6002)

Politique économique et sociale (p. 6002, 6003)

Union européenne et communautés européennes : intégration : politiques structurelles (p. 6003)

Vote des crédits [25 octobre 1996] (p. 6046)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 91 commission des finances (distinction entre les dotations des communes et les dotations destinées au territoire de la Polynésie française) : rejeté (p. 6046)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Ernest Moutoussamy (redéploiement des crédits destinés aux contrats d'accès à l'emploi en faveur des contrats emploi solidarité) (p. 6047)

Article 93 (prorogation de l'application de l'article 285 ter du code des douanes)

Son intervention (p. 6047)

Après l'article 93

Intervient sur l'amendement n° 71 corrigé de M. Jean-Paul Virapoullé (institution d'une taxe sur la consommation d'alcool au profit du département de La Réunion) (p. 6049)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 30

Son amendement n° 38 (validation de la délibération n° 94-142 du 8 décembre 1994 de l'Assemblée de la Polynésie française et des impositions perçues en application de cette délibération) : adopté (p. 8080)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Son intervention (p. 8094)

Thèmes :

Collectivités territoriales : endettement (p. 8095, 8096)

Communautés européennes et Union européenne : programmes d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) (p. 8096)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 8096)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8096)

Impôts locaux : taxe foncière (p. 8096)

Mer et littoral : flotte de pêche (p. 8095)

Ordre public : terrorisme (p. 8095)

Politique économique : zone franche de Corse : création (p. 8095, 8096)

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8095)

Tourisme et loisirs (p. 8095)

Transports : transports maritimes (p. 8096)

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Article 1er (exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices agricoles)

Son amendement n° 48 (extension des mesures d'exonération aux professions libérales et aux travailleurs indépendants) : retiré (p. 8113)

Son sous-amendement n° 83 (extension de la mesure aux contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 17 de la commission (extension, sous certaines conditions, des exonérations d'impôts sur les bénéfices aux professions libérales) : retiré (p. 8115)

Son sous-amendement n° 84 rectifié (extension de la mesure aux professions libérales dès lors qu'elles emploient deux salariés) à l'amendement n° 17 de la commission : retiré (p. 8115)

Son amendement n° 87 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (bénéfice de l'exonération d'impôt pour les transporteurs routiers exerçant leur activité en "zones longues") : retiré (p. 8118)

Son amendement n° 54 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (extension du bénéfice concédé aux activités de gestion et de location d'immeubles) : retiré (p. 8119)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (extension de l'exonération fiscale au secteur de la pêche) : retiré (p. 8120)

Son amendement n° 55 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (réincorporation des subventions pour le calcul de l'exonération fiscale) : retiré (p. 8121)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (extension de l'exonération fiscale aux entreprises mixtes pour la part d'activité exercée en Corse) : retiré (p. 8121)

Son amendement n° 51 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (exonération fiscale dès lors que le bénéfice concerné fait l'objet d'une affection à l'actif de l'entreprise ou à celui d'autres entreprises localisées en Corse) : retiré (p. 8122)

Son amendement n° 52 rectifié soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (cas des transporteurs routiers pour la part d'activité exercée en Corse) : retiré (p. 8122)

Son amendement n° 50 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (prise en compte des suppressions d'emplois intervenues au cours des douze mois précédant le 1er octobre 1996) : retiré (p. 8123)

Son amendement n° 53 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (extension de l'exonération fiscale à l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : retiré (p. 8124)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. José Rossi (réduction d'impôt accordée aux contribuables qui investissent dans les départements de Corse-du-Sud et de la Haute-Corse) (p. 8127)

Article 2 (exonération de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 58 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (application de la mesure aux établissements existant au 1er janvier 1997) : retiré (p. 8129)

Son amendement n° 57 (exclusion du bénéfice de l'exonération pour la distribution d'énergies non renouvelables) : retiré (p. 8130)

Son amendement n° 59 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (extension du bénéfice de l'exonération aux entreprises du secteur de la pêche) : retiré (p. 8130)

Son amendement n° 60 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (évolution parallèle entre la compensation au profit des communes et la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 8133)

Son amendement n° 61 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (abattement forfaitaire de 20 % des revenus du travail pour toute personne imposée à ce titre en Corse) : retiré (p. 8133)

Article 3 (allègement des cotisations sociales patronales pour les bas salaires)

Son amendement n° 64 (extension de la mesure aux associations ayant leur activité principale et leur siège en Corse depuis au moins cinq ans) : retiré (p. 8135)

Son sous-amendement n° 85 (extension de la mesure aux contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 38 rectifié de la commission (extension du bénéfice de l'allègement des cotisations sociales patronales aux professions libérales) : retiré (p. 8136)

Son sous-amendement n° 86 (durée du contrat de travail d'au moins deux mois) à l'amendement n° 38 rectifié de la commission : retiré (p. 8136)

Son amendement n° 80 (application de l'allègement des charges sociales patronales au secteur de la pêche) : retiré (p. 8137)

Son amendement n° 62 (bénéfice de l'allègement pour les contrats saisonniers de trois mois) : adopté après rectification (p. 8139)

Son amendement n° 63 soutenu par M. José Rossi (application aux collectivités locales corses) : retiré (p. 8140)

Après l'article 3

Son amendement n° 65 soutenu par M. Jean-Claude Bonaccorsi (octroi à la Corse d'un contingent de droit de plantation de vigne en zone appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 8141)

Son amendement n° 82 (défiscalisation des investissements réalisés en Corse) : retiré (p. 8142)

Son amendement n° 81 (présentation d'un rapport au Parlement avant le 31 décembre 2000 en vue d'une éventuelle reconduction des dispositions de la présente loi) : retiré (p. 8143)

François ROCHEBLOINE

Loire (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3124 réduisant les effets de seuils concernant les avantages accordés sous conditions de ressources ou fondés sur le critère de non imposition [14 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3427 visant à sanctionner la production, le stockage, la commercialisation, le transport ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de leurs composants [13 mars 1997]

Proposition de loi n° 3439 tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relatif à la répartition entre les communes des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [13 mars 1997]

Proposition de loi n° 3485 tendant à modifier les articles 24 bis et 48-2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990, de façon à interdire la contestation de la réalité de tous génocides et crimes contre l'humanité [27 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transporteurs. Emploi et activité [13 novembre 1996] (p. 6877)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1192, posée le 18 novembre 1996. Impôt sur le revenu. Réductions d'impôt (p. 7208, 7209). Appelée le 26 novembre 1996. Dons et subventions, prise en compte par les services fiscaux (p. 7527, 7528)

n° 1281, posée le 14 janvier 1997. Défense. Armement : Pinguely-Haulotte (p. 81, 82). Appelée le 21 janvier 1997. Dettes de l'État, remboursement, délais, l'Horme (p. 234 à 236)

n° 1482, posée le 15 avril 1997. Politique extérieure. Question non appelée (p. 2507)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5951)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Industries d'armement : Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) : site de Saint-Chamond : plan de charge (p. 6593)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Ordre public : insécurité (p. 6832)

Vote des crédits [12 novembre 1996] (p. 6833)

Après l'article 92

Soutient l'amendement n° 186 de M. André Santini (prorogation d'une disposition bénéficiant aux communes contribuant pour la première fois au fonds spécial pour la région d'Île-de-France) : rejeté (p. 6834)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : allocation de logement social étudiant (p. 6981)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : chômeurs : allocations de préparation à la retraite : suppression de la période probatoire (p. 7019)

Pensions militaires d'invalidité et de retraites : rapport constant : redéfinition (p. 7018)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 7017)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 79

Son amendement n° 266 : non soutenu (p. 7199)

Proposition de loi n° 1924 tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7966)

Article 2 (prise en charge de l'autisme et reconnaissance de ses conséquences comme handicap)

Son intervention (p. 7967)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Son intervention (p. 2601)

Alain RODET

Haute-Vienne (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation du système bancaire français [J.O. du 6 février 1997] (p. 2068)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 16 : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (recherche) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1237, posée le 3 décembre 1996. Aménagement du territoire. Agriculture : structures administratives (p. 7913, 7914). Appelée le 10 décembre 1996. Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), délocalisation, perspectives, Limoges (p. 8162 à 8164)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5406)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 5407)

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5407)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5407)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5407)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5406, 5407)

Logement et habitat (p. 5407)

TVA (p. 5407)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : ligne Paris-Limoges-Brive-Toulouse (p. 6505, 6506)

Voirie : autoroute A 20 : section Vierzon-Limoges-Brive (p. 6505)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6920)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits : évolution des agrégats (p. 6921)

Recherche : enseignants-chercheurs : effectifs : mobilité (p. 6921)

Recherche : ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) (p. 6922)

Recherche : recherche industrielle : entreprises (p. 6923)

Recherche : recherche militaire (p. 6921)

Recherche : situation de la recherche française : travaux du Comité interministériel de la recherche (CIR) (p. 6921)

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 6921)

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) (p. 6922)

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 6922)

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6922)

Recherche : établissements publics industriels et commerciaux : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 6921)

Recherche médicale : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 6922)

Marie-Josée ROIG

Vaucluse (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme [J.O. du 22 mars 1997] (p. 4509)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome V : Culture (n° 3031) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3131 visant à limiter les chèques sans provision [14 novembre 1996]

Proposition de loi n° 3211 favorisant la création d'entreprises par la mise en place d'un « Plan-épargne création entreprise » [5 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Bilan [29 janvier 1997] (p. 500)

Culture. Politique culturelle. Livres et nouveaux médias, perspectives [12 mars 1997] (p. 1850)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6234)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6397)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : déconcentration et décentralisation : action des DRAC (p. 6397)

Communes : Avignon : festival (p. 6398)

Grands travaux : achèvement : étalement des programmes (p. 6397)

Jeunes : intégration : accès à la culture (p. 6398)

Ministère de la culture : budget (p. 6397)

Patrimoine : conservation : baisse des crédits (p. 6397)

Politique culturelle : action interministérielle (p. 6397)

Politique culturelle : rééquilibrage entre Paris et la province : rapport de M. Jacques Rigaud (p. 6396)

Politique de la ville : projets culturels de quartiers (p. 6398)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Ordre public : insécurité (p. 6830)

Police : effectifs (p. 6830)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 71

Son amendement n° 386 : non soutenu (p. 7190)

Roger ROMANI

Ministre des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. René Carpentier. Santé publique. Amiante. Utilisation, conséquences [8 octobre 1996] (p. 5153 à 5155)

M. Jean-Claude Lenoir. Sécurité sociale. Frais de transport. Conséquences, ambulanciers [2 octobre 1996] (p. 5050)

M. Michel Hunault. Hôpitaux et cliniques. Équipements. Scanners, installation, perspectives [8 octobre 1996] (p. 5151, 5152)

M. Yves Nicolin. Justice. Palais de justice. Reconstruction, Roanne [26 novembre 1996] (p. 7529, 7530)

M. Claude Bartolone. Justice. Aide juridictionnelle. Financement, Bobigny [26 novembre 1996] (p. 7530, 7531)

M. François Calvet. Urbanisme. Politique de l'urbanisme. Directives territoriales d'aménagement, montagne, Pyrénées-Orientales [3 décembre 1996] (p. 7828, 7829)

M. Michel Hunault. Voirie. RN 171. Axe Laval Saint-Nazaire, réhabilitation, perspectives [3 décembre 1996] (p. 7828)

M. Christian Kert. Voirie. Autoroutes. Contournement d'Aix-en-Provence, tracé, conséquences, environnement [4 février 1997] (p. 717)

M. Hervé Mariton. Voirie. A 7. Doublement, perspectives [4 février 1997] (p. 714)

M. Auguste Picollet. Transports. Transporteurs. Conducteurs de bennes sur chantier, conditions de travail, réglementation [4 février 1997] (p. 713, 714)

M. Jean-Claude Bahu. Urbanisme. Réglementation. Rhône [18 février 1997] (p. 1034, 1035)

M. Charles Cova. Environnement. Protection. Centre d'enfouissement de Villeparisis, lignes à haute

tension, réglementation [18 février 1997] (p. 1035, 1036)

M. Marc Laffineur. Communautés européennes et Union européenne. PAC. Veaux, organisation commune de marché [4 mars 1997] (p. 1558 à 1560)

M. Martin Malvy. Agriculture. Montagne. Zones défavorisées, classement, perspectives, Lot [4 mars 1997] (p. 1560, 1561)

M. Patrick Braouezec. Animaux. Chiens. Utilisation pour des agressions, lutte et prévention, Seine-Saint-Denis [4 mars 1997] (p. 1561, 1562)

M. Yves Bur. Frontaliers. Travailleurs frontaliers. Allocation dépendance allemande, attribution, Alsace-Lorraine [15 avril 1997] (p. 2427, 2428)

M. Jean-Pierre Philibert. Politique extérieure. Sénégal. Français disparus [15 avril 1997] (p. 2426, 2427)

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Annonce la communication du Gouvernement sur le concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense [29 janvier 1997] (p. 484)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Alain Bocquet : précise que le texte de l'accord a été remis il y a quelques minutes aux services de l'Assemblée nationale pour diffusion immédiate et qu'en outre, demain, le Gouvernement fera une communication à l'Assemblée, suivie de la participation des représentants des groupes [28 janvier 1997] (p. 457)

M. Pierre Mazeaud : propose le renvoi de la discussion de deux propositions de loi au mardi 25 mars [20 mars 1997] (p. 2198 à 2200)

M. Claude Bartolone : observe qu'aucun des présidents de groupe n'a manifesté son désaccord au sujet de l'inscription à l'ordre du jour prioritaire des deux propositions de loi en question et rappelle que le Président de la République a toujours été favorable à la revalorisation du rôle du Parlement ; il indique que l'ordre du jour prioritaire ne sera pas modifié [17 avril 1997] (p. 2623)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGETS ANNEXES DES JOURNAUX OFFICIELS - RAPATRIÉS - ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 5979)

Son intervention (p. 5995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Rapatriés : commissions départementales d'aide aux rapatriés réinstallés (CODAIR) (p. 5995)

Rapatriés : Français musulmans rapatriés (p. 5995, 5996)

Rapatriés : généralités et crédits (p. 5995, 5996)

Rapatriés : Mémorial de la France d'outre-mer (p. 5996)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la limitation du nombre de bénéficiaires du plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu) (p. 7221)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Brard (réintégration de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants pour la définition du revenu imposable servant de base pour le calcul des impôts directs locaux) (p. 7221)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Pierre Brard (réintégration de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale pour la définition du revenu imposable servant de base pour le calcul des impôts directs locaux) (p. 7221)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Brard (réintégration de la réduction d'impôt accordée au titre des cotisations versées aux organisations syndicales pour la définition du revenu imposable servant de base pour le calcul des impôts directs locaux) (p. 7221)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Brard (réintégration de la réduction d'impôt accordée au titre de l'aide à domicile et de l'hébergement en établissement de long séjour pour la définition du revenu imposable servant de base pour le calcul des impôts directs locaux) (p. 7221)

Intervient sur l'amendement n° 308 de la commission (institution d'une imposition forfaitaire annuelle sur les stations radioélectriques de France Télécom) (p. 7222)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Jean-Jacques Weber (abaissement du taux de la taxe forestière sur les sciages, bois de placage et contre-plaqués) (p. 7223)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Mariani (information préalable du contribuable en cas de notification d'un avis à tiers détenteur) (p. 7223)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Thierry Mariani (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour l'activité d'approvisionnement des coopératives agricoles) (p. 7224)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Gilbert Gantier (abaissement du taux de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 7224)

Intervient sur l'amendement n° 306 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés dans le cadre de la compétence d'une communauté de communes et des investissements réalisés dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage lorsqu'ils sont liés à des investissements relevant de la compétence de la communauté de communes) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Henri Emmanuelli (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les communautés de communes sur la voirie appartenant à leurs communes membres) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 307 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement engagées dans le cadre de travaux hydrauliques) (p. 7233)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (majoration des taux de prélèvement au titre du versement transport) (p. 7233)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Répond au rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 457, 458)

Proposition de loi n° 2983 relative à l'activité de mandataire en vente de véhicules automobiles neufs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1745)

Son intervention (p. 1746)

Sa réponse (p. 1751)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : contrat de recherche et d'achat du véhicule (p. 1747, 1752)

Impôts et taxes : TVA (p. 1747, 1748, 1752)

Discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1752)

Article unique (section IX (nouvelle) du chapitre premier du titre II du livre premier du code de la consommation)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Vernier (cas des ventes de véhicules d'occasion par un mandataire) (p. 1754)

Article L. 121-54 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Gérard Larrat (définition fiscale du véhicule neuf) (p. 1755)

Article L. 121-55 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 4 deuxième rectification de M. Gérard Larrat (conditions d'exercice de l'activité de mandataire en automobiles : suppression de la référence à la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles) (p. 1755)

Intervient sur le sous-amendement n° 21 de la commission (référence à une condamnation à trois mois d'emprisonnement afin que le mandataire ne puisse continuer son activité durant la période d'appel de la décision de justice) à l'amendement n° 4 deuxième rectification de M. Gérard Larrat (p. 1755)

Article L. 121-56 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Raymond Couderc (contrat de mandat) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Raymond Couderc (suppression de la référence au montant de la TVA au moment de l'établissement du contrat de recherche du véhicule) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Vernier (lieu de livraison prévu dans le contrat de mandat) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Jacques Vernier (mention des garanties après-vente offertes par le constructeur et le vendeur) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Vernier (cas de révocation du contrat de mandat) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Gérard Larrat (rédactionnel) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christian Bataille (mention des prestations annexes à la mise à disposition du véhicule dans le contrat de mandat) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Raymond Couderc (acquittement de la TVA par le consommateur) (p. 1759)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 de M. Jacques Vernier (règlement de la TVA par le consommateur auprès du Trésor public) à l'amendement n° 17 de M. Raymond Couderc (p. 1759)

Article L. 121-57 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Raymond Couderc (paiement et règlement de la TVA) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Raymond Couderc (règlement de la TVA par l'acquéreur final) (p. 1759)

Intervient sur le sous-amendement n° 22 de M. Jacques Vernier (acquittement de la TVA auprès du Trésor public) à l'amendement n° 19 de M. Raymond Couderc (p. 1759)

Après l'article L. 121-57 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Vernier (délai de rétractation en cas d'achat à crédit) (p. 1760)

Proposition de loi n° 3337 relative aux conditions d'éligibilité pour les élections aux caisses d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [13 mars 1997] (p. 1921)

Son intervention (p. 1921)

Sa réponse (p. 1925)

Thèmes :

Retraites : caisses de base des régimes vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales : conseils d'administration (p. 1921)

Retraites : limite d'âge des administrateurs retraités des caisses vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales (p. 1921)

Sécurité sociale : élections des conseils d'administration (p. 1925)

Proposition de loi organique n° 3110 tendant à instituer quatre impôts cédulaires afin de financer le régime de protection sociale généralisée en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1926)

Ses interventions (p. 1927, 1930)

Thèmes :

Lois : principe d'égalité (p. 1930)

Sécurité sociale : système de protection sociale de la Polynésie française (p. 1927)

Projet de loi n° 2513 modifiant le code civil pour l'adapter aux stipulations de la convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux et organiser la publicité du changement de régime matrimonial obtenu par application d'une loi étrangère

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mars 1997] (p. 2200)

Son intervention (p. 2200)

Thème :

Droit civil : règles de publicité et d'opposabilité au mariage (p. 2201)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2258)

Son intervention (p. 2258)

Thème :

Professions juridiques et judiciaires : consultation et rédaction d'actes (p. 2258)

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2261)

Article 2 bis (centres et associations de gestion agréés)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Picotin (de suppression) (p. 2265)

Proposition de loi n° 3050 consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2265)

Son intervention (p. 2265)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 2265)

Système pénitentiaire : bracelet électronique (p. 2265)

Discussion des articles [25 mars 1997] (p. 2271)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (redécoupage du code de procédure pénale) (p. 2272)

Article 1er (placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (redécoupage du code de procédure pénale - modalités de la surveillance électronique lors des stages et emplois temporaires) (p. 2273)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (procédé utilisé pour la surveillance électronique) (p. 2273)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (contrôle de la mesure de placement sous surveillance électronique) (p. 2274)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (application des mesures prévues pour le régime de mise à l'épreuve) (p. 2274)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (modification des conditions d'exécution du placement sous surveillance électronique) (p. 2274)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (contrôle médical) (p. 2274)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (retrait de la décision de placement sous surveillance électronique) (p. 2274)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (modalités d'application déterminées par décret en Conseil d'État) (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Julien Dray (information du Parlement sur le choix du bracelet électronique - rapport annuel) (p. 2275)

Article 2 (recours contre la décision de placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de coordination) (p. 2275)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (condamné qui se soustrait au contrôle) (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (extension du placement sous surveillance électronique aux mineurs) (p. 2275)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2276)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2399)

Son intervention (p. 2399)

Sa réponse (p. 2404)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 2399)

Administration : maisons de services publics (p. 2405)

Administration : réforme de l'État (p. 2399, 2405)

Administration : simplification (p. 2404)

Administration : sous-préfets (p. 2406)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2406)

Article 2 (accusé de réception)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (modalités du recours) (p. 2407)

Article 6 (retrait pour illégalité)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (cas de retrait pour illégalité des décisions implicites d'acceptation) (p. 2408)

Article 10 AA (changement d'adresse)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 2408)

Article 10 C (permis de démolir)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (code de l'urbanisme : régime des démolitions) (p. 2410)

Proposition de loi n° 3318 tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 mars 1997] (p. 2410)

Son intervention (p. 2410)

Thème :

Collectivités territoriales : réforme de l'intercommunalité (p. 2410)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 2

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Bartolone (cf. supra) (p. 2622)

Marcel ROQUES

Hérault (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3071 modifiant le mode de revalorisation des pensions de retraite [29 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3128 réglementant l'accès des mineurs à certains jeux vidéo [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1390, posée le 4 mars 1997. Environnement. Installations classées (p. 1619). Appelée le 11 mars 1997. Réglementation, exploitations viticoles, conséquences (p. 1788, 1789)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 11

Son amendement n° 25 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (relèvement du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) : rejeté (p. 5705)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Céréales : blé (p. 5930)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 74

Son amendement n° 276 (allègement des formalités relatives à la circulation des vins) : adopté (p. 7197)

Serge ROQUES

Aveyron (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3432 instituant un financement complémentaire des prestations dépendance [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Poste et télécommunications. Bureaux de poste. Fonctionnement, zones rurales [27 novembre 1996] (p. 7626)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1205, posée le 26 novembre 1996. Industrie. SOPAVE (matières plastiques) (p. 7588). Appelée le 3 décembre 1996. Travail, durée du travail, réduction, loi n°96-502 du 11 juin 1996, application (p. 7823, 7824)

n° 1244, posée le 10 décembre 1996. Sécurité sociale. Stations thermales (p. 8220). Appelée le 17 décembre 1996. Classement, Cransac-les-Thermes (p. 8399, 8400)

n° 1309, posée le 28 janvier 1997. Agriculture. Montagne (p. 473). Appelée le 4 février 1997. Zones défavorisées, classement, perspectives, Aveyron (p. 720 à 722)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5963)

Jean ROSSELOT

Territoire-de-Belfort (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité. Conventions avec les praticiens. Médecins, installation, nomenclature des actes [25 mars 1997] (p. 2235)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1436, posée le 18 mars 1997. Logement et habitat. HLM (p. 2018). Appelée le 25 mars 1997. Conditions d'attribution, plafond de ressources (p. 2223, 2224)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5187)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5188)

Lois : loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5188)

Procédure pénale : instruction : limitation de la durée (p. 5188)

Procédure pénale : ordre public (p. 5188)

Procédure pénale : référé liberté (p. 5188)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Son intervention (p. 5843)

Thèmes avant la procédure des questions :

Automobiles et cycles : ouverture du marché au 1er janvier 2000 (p. 5843)

Moyens de paiement : dévaluations compétitives (p. 5843)

Recherche : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5843)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Universités : équité de traitement (p. 6964)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8496)

Thème :

Justice : juge judiciaire (p. 8496)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 1439)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1439)

José ROSSI

Corse-du-Sud (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Son intervention (p. 8099)

Thèmes :

Épargne : traitement fiscal (p. 8101)

Impôts et taxes : charges sociales patronales (p. 8101)

Impôts et taxes : charges sociales salariales (p. 8101)

Mer et littoral : marins - pêcheurs salariés (p. 8100)

Politique économique : zone franche de Corse : création (p. 8100, 8101)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8100)

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8099)

Tourisme et loisirs (p. 8100)

Transports : transports routiers (p. 8100)

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Article 1er (exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices agricoles)

Son intervention (p. 8113)

Son amendement n° 5 (extension des avantages fiscaux aux professions libérale) : retiré (p. 8114)

Son sous-amendement n° 70 (extension de la mesure aux professions libérales dès lors qu'elles emploient deux salariés) à l'amendement n° 17 de la commission (extension, sous certaines conditions, des exonérations d'impôts sur les bénéfices aux professions libérales) : retiré (p. 8116)

Son amendement n° 66 (bénéfice de l'exonération d'impôt pour les transporteurs routiers exerçant leur activité en "zones longues") : retiré (p. 8118)

Son amendement n° 67 (extension du bénéfice concédé aux activités de gestion et de location d'immeubles) : retiré (p. 8119)

Son amendement n° 68 (extension de l'exonération fiscale au secteur de la pêche) : retiré (p. 8120)

Son amendement n° 69 (extension de l'exonération fiscale aux entreprises mixtes pour la part d'activité exercée en Corse) : retiré (p. 8121)

Son amendement n° 7 (exonération fiscale dès lors que le bénéfice concerné fait l'objet d'une affection à l'actif de l'entreprise ou à celui d'autres entreprises localisées en Corse) : retiré (p. 8122)

Son amendement n° 9 corrigé (extension de l'exonération fiscale à l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : retiré (p. 8124)

Après l'article 1er

Son amendement n° 79 (réduction d'impôt accordée aux contribuables qui investissent dans les départements de Corse-du-Sud et de la Haute-Corse) : retiré (p. 8127)

Son amendement n° 10 (défiscalisation des investissements réalisés en Corse par les contribuables ayant leur domicile fiscal en Corse) : retiré (p. 8127)

Article 2 (exonération de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 71 (extension de l'exonération aux professions libérales) : retiré (p. 8128)

Son amendement n° 72 (exonération étendue aux activités de gestion ou de location d'immeubles) : retiré (p. 8129)

Son amendement n° 73 (extension du bénéfice de l'exonération aux entreprises du secteur de la pêche) : retiré (p. 8130)

Son amendement n° 74 (évolution parallèle entre la compensation au profit des communes et la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 8133)

Article 3 (allègement des cotisations sociales patronales pour les bas salaires)

Son amendement n° 75 (autorisation aux transporteurs exerçant leur activité au-delà de la zone "courte" corse de bénéficier de l'allègement des cotisations) : retiré (p. 8136)

Son amendement n° 76 (extension de l'allègement des cotisations aux gestionnaires ou bailleurs d'immeubles) : retiré (p. 8137)

Son amendement n° 77 (application de l'allègement des charges sociales patronales au secteur de la pêche) : retiré (p. 8137)

Son amendement n° 13 (application aux emplois temporaires dans le secteur du tourisme) : devenu sans objet (p. 8140)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (application aux collectivités locales corses) : retiré (p. 8140)

Son amendement n° 14 (application aux rémunérations versées par les professions libérales et les travailleurs indépendants) : retiré (p. 8141)

Après l'article 3

Son amendement n° 15 (allègement des charges sociales acquittées par les salariés corses) : retiré (p. 8141)

Ses explications de vote (p. 8144)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 8144)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8711)

Son intervention (p. 8716)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 8717)

Impôt sur les sociétés : entreprises exonérées : conditions et mode de calcul (p. 8717)

Impôts et taxes : cotisations sociales patronales (p. 8717)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 8718)

Ordre public : terrorisme (p. 8716)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8718)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 8718)

André ROSSINOT

Meurthe-et-Moselle (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 15 février 1997] (p. 2625)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. TGV Est. Construction, financement, perspectives [8 octobre 1996] (p. 5179)

Secteur public. Privatisations. GAN, CIC, perspectives [5 mars 1997] (p. 1664)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6933)

Thèmes avant la procédure des questions :

Action sociale et solidarité nationale : aides sociales : fonds social collégien (p. 6934)

Enseignement primaire : zones rurales (p. 6934)

Étudiants : orientation et information (p. 6934)

Langues vivantes (p. 6934)

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : budget (p. 6933)

Politique de l'éducation : éducation civique : violence à l'école (p. 6934)

Santé publique : médecine préventive et scolaire (p. 6934)

Universités : bibliothèques (p. 6934)

Zones d'éducation prioritaire (p. 6934)

Monique ROUSSEAU

Doubs (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance (n° 3047) [29 octobre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17743)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les aides d'État en droit communautaire [6 novembre 1996] (n° 3107)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3047) après déclaration d'urgence, tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance [20 novembre 1996] (n° 3150)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendante [11 décembre 1996] (n° 3220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement et habitat. Logement social. Politique et réglementation [8 octobre 1996] (p. 5182)

Industrie. Airbus Industrie. Emploi et activité, commande d'US Air, conséquences [13 novembre 1996] (p. 6876)

Automobiles et cycles. Emploi et activité. Concurrence étrangère [19 novembre 1996] (p. 7242)

Enfants. Enfance martyre. Lutte et prévention [18 mars 1997] (p. 1972)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1303, posée le 21 janvier 1997. Enseignement secondaire. Fonctionnement (p. 281). Appelée le 28 janvier 1997. Effectifs de personnel, prévisions à moyen terme, collège Anatole-France, Bethoncourt (p. 428, 429)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Son intervention (p. 6069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : formation des intervenants à domicile (p. 6069)

Personnes âgées : hospices (p. 6069)

Personnes âgées : médicalisation des lits pour personnes âgées (p. 6069)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son intervention (p. 7551)

Thèmes :

Cérémonies publiques et fêtes légales : suppression d'un jour férié : instauration d'un jour de solidarité intergénérationnelle (p. 7552)

Collectivités territoriales : conseils généraux : présidents : responsabilité d'attribution de la prestation spécifique dépendance (p. 7552)

Famille : obligation alimentaire (p. 7553)

Personnes âgées : démographie (p. 7551)

Personnes âgées : dépendance : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (p. 7553)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7553)

Personnes âgées : dépendance : prestation expérimentale (PED) (p. 7551)

Personnes âgées : hospices : maisons de retraite : réforme de la tarification : rapport de l'IGAS (p. 7553)

Politique de santé : gérontologie (p. 7552)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7553)

Prestation spécifique dépendance : montant (p. 7553)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7553)

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Article 1er A (conventions obligatoires conclues entre le département et les organismes de protection sociale pour favoriser la coordination de la prise en charge de la dépendance)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Maxime Gremetz (plan départemental d'action en faveur des personnes âgées) (p. 7621)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Claude Lemoine (renforcement du caractère transitoire de la loi dans l'attente de la loi créant une prestation autonomie) (p. 7621)

Intervient sur l'amendement n° 177 du Gouvernement (conventions entre les départements et les organismes de sécurité sociale) (p. 7622)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Jean-Yves Chamard (de précision) à l'amendement n° 177 du Gouvernement (p. 7622)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (de précision) : adopté (p. 7708)

Intervient sur l'amendement n° 178 du Gouvernement (création d'un comité national de la coordination gérontologique) (p. 7709)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean-Yves Chamard (publication d'un rapport annuel) à l'amendement n° 178 du Gouvernement (p. 7709)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Francisque Perrut (composition du comité) (p. 7710)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Denis Jacquat (conventions avec les communes) (p. 7710)

Article 1er (conditions générales d'attribution de la prestation)

Soutient l'amendement n° 6 corrigé de la commission (condition de durée de résidence applicable aux étrangers) : adopté (p. 7711)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (possibilité d'attribuer la prestation même en l'absence de soins) : adopté (p. 7712)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7712)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Maxime Gremetz (relèvement de l'ISF de 10 % afin de financer la prestation) (p. 7712)

Article 2 (attribution et gestion de la prestation)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rôle de l'équipe médico-sociale) : adopté après modifications (p. 7716)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Yves Bur (avis des mairies) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 7716)

Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Jean-Yves Chamard (de précision) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 7716)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de précision) : adopté (p. 7717)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (fixation du montant et de la date d'effet de la prestation en cas d'absence de décision) : adopté (p. 7717)

Article 3 (conventions facultatives conclues entre le département et certains organismes pour assurer l'instruction et le suivi de la prestation)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Serge Janquin (obligation de conclure des conventions) (p. 7718)

Intervient sur l'amendement n° 175 rectifié de M. Jean-Yves Chamard (associations prestataires de service) (p. 7718)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Serge Janquin (avis des représentants des personnes âgées et des professionnels de secteur gérontologique) (p. 7718)

Article 4 (montant de la prestation)

Intervient sur l'amendement n° 201 du Gouvernement (fixation par décret du plafond minimum de la prestation) (p. 7719)

Son sous-amendement n° 204 (modulation du montant de la prestation) à l'amendement n° 201 du Gouvernement : adopté (p. 7720)

Article 5 (conditions de ressources)

Intervient sur l'amendement n° 202 du Gouvernement (appréciation des ressources) (p. 7729)

Article 6 (réduction ou suspension de la prestation en cas d'hospitalisation)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7729)

Article 7 (non cumul de la prestation et de divers avantages sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (non cumul de la prestation avec la majoration pour assistance d'une tierce personne) (p. 7730)

Article 8 (non mise en œuvre de l'obligation alimentaire et recours en récupération)

Son amendement n° 144 (mise en œuvre de l'obligation alimentaire) : rejeté (p. 7734)

Son amendement n° 143 (mise en œuvre facultative de l'obligation alimentaire) : retiré (p. 7734)

Intervient sur l'amendement n° 180 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives au recours sur succession) (p. 7735)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de cohérence) : retiré (p. 7736)

Intervient sur l'amendement n° 181 du Gouvernement (introduction dans le code de la famille et de l'aide sociale des dispositions relatives au recours sur succession) (p. 7737)

Article 9 (contentieux de l'attribution de la prestation)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de précision) : adopté (p. 7738)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Yves Bur (qualification en gériatrie du médecin appréciant le degré de dépendance) (p. 7738)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (ouverture du droit de recours aux bénéficiaires de la prestation) : adopté (p. 7738)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de précision) : adopté (p. 7738)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (ouverture du droit d'appel au président du conseil général) : adopté (p. 7739)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 7739)

Article 9 bis (prescription des actions en paiement de la prestation ou en remboursement de l'indu et fixation d'un seuil de non versement et de non recouvrement de la prestation)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (exercice de l'action en répétition de l'indu par le représentant de l'État) : adopté (p. 7739)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté (p. 7739)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (insaisissabilité de la prestation) : adopté (p. 7739)

Article 9 ter (sanction de la fraude)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 7739)

Article 10 (tutelle, secret professionnel et contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Serge Janquin (de précision) (p. 7740)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Maxime Gremetz (création d'un fonds relatif à la prestation spécifique dépendance) (p. 7741)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Jacques Weber (rapport au Parlement) (p. 7741)

Article 12 (rôle de l'équipe médico-sociale)

Soutient l'amendement n° 34 rectifié de la commission (modalités de détermination du montant de la prestation à domicile) : adopté (p. 7742)

Article 13 (conditions d'utilisation de la prestation)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (déclaration des aides employées à l'URSSAF) (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Maxime Gremetz (qualification des aides à domicile) (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Serge Janquin (formation qualifiante des aides à domicile) (p. 7747)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Yves Chamard (formation continue des aides à domicile) (p. 7747)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7747)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7747)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Gérard Cornu (rapport au Parlement) (p. 7748)

Article 14 bis (déclaration obligatoire des personnes ou services à l'aide desquels le bénéficiaire de la prestation a recours)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7749)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de précision) : adopté (p. 7749)

Après l'article 14 bis

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Xavier Pintat (réduction d'impôt accordée au titre des emplois familiaux) (p. 7750)

Article 14 ter (proscription du recours à une personne titulaire d'un avantage vieillesse)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 7750)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Yves Chamard (proscription du recours à une personne bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance) (p. 7751)

Article 14 quater (suivi des bénéficiaires par l'équipe médico-sociale)

Soutient l'amendement n° 42 rectifié de la commission (instauration d'une fréquence minimale de contrôle) : adopté (p. 7751)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7751)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de précision) : adopté (p. 7751)

Article 14 quinquies (rapport au Parlement sur la formation des aides à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Maxime Gremetz (modalités de formation initiale et continue des aides à domicile) (p. 7752)

Intervient sur l'amendement n° 183 du Gouvernement (rédaction du rapport par le Comité national de la coordination gérontologique) (p. 7753)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (caractère obligatoire de la formation des aides) : adopté (p. 7753)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Maxime Gremetz (construction et rénovation des établissements à but non lucratif destinés à l'accueil des personnes âgées) (p. 7753)

Article 15 (principe du droit à la prestation spécifique dépendance en établissement, évaluation de la dépendance et versement de la prestation)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7754)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (évaluation de la dépendance) : adopté (p. 7754)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Serge Janquin (composition de l'équipe chargée de l'évaluation) (p. 7754)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (parallélisme des procédures entre la prestation à domicile et en établissement) : adopté (p. 7754)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (fixation de la tarification en fonction des besoins réels de la personne aidée) (p. 7755)

Article 16 (principes de la réforme)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (application de la tarification à tous les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) : adopté (p. 7755)

Intervient sur l'amendement n° 184 du Gouvernement (allègement de la procédure d'habilitation) (p. 7756)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (cahier des charges) : adopté (p. 7756)

Intervient sur l'amendement n° 186 du Gouvernement (délai de mise en œuvre de la nouvelle tarification) (p. 7756)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (formation du personnel d'accueil) : adopté (p. 7756)

Intervient sur l'amendement n° 185 du Gouvernement (allègement de la procédure d'habilitation) (p. 7757)

Soutient l'amendement n° 53 rectifié de la commission (date de notification de la tarification) : adopté (p. 7757)

Intervient sur l'amendement n° 187 du Gouvernement (référence à un barème national) (p. 7757)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Maxime Gremetz (maintien des services de soins de longue durée après le 31 décembre 1998) (p. 7757)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (redéfinition des services de soins de longue durée) : adopté (p. 7758)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Yves Chamard (financement des places de section de cure médicale) (p. 7759)

Intervient sur l'amendement n° 188 du Gouvernement (date de forclusion des demandes de création ou d'extension de section de cure médicale) (p. 7759)

Article 18 bis (règlement intérieur et contrat de séjour)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (transparence tarifaire du contrat d'hébergement) (p. 7760)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (prorogation des contrats d'hébergement) : adopté (p. 7761)

Intervient sur l'amendement n° 189 du Gouvernement (poursuite des infractions) (p. 7761)

Article 19 (institution d'une limite d'âge pour l'attribution de l'allocation compensatrice et d'un droit d'option entre cette allocation et la prestation)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (droit d'option viager) : adopté (p. 7761)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (date ultime d'option pour l'allocation compensatrice) : adopté (p. 7762)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Maxime Gremetz (rétablissement du droit d'option aux personnes dont le droit à allocation compensatrice doit être renouvelé) (p. 7762)

Article 20 (exonération des cotisations patronales de sécurité sociale pour les bénéficiaires de la prestation)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (codification dans le code de la sécurité sociale de l'exonération totale de cotisation patronale) : adopté (p. 7763)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Jean-Yves Chamard (extension de l'exonération aux associations agréées) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 7763)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 149 rectifié de M. Denis Jacquat (exonération totale de cotisations patronales pour les aides par les associations agréées) (p. 7764)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (humanisation des conditions d'accueil) : adopté (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (suppression de l'obligation de créer un établissement public lorsque les capacités d'accueil sont supérieures à 200 lits) (p. 7765)

Intervient sur l'amendement n° 191 du Gouvernement (même objet pour la transformation des hospices) (p. 7765)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (incitations fiscales à l'épargne dépendance) : retiré (p. 7766)

Intervient sur l'amendement n° 192 du Gouvernement (exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour les contrats d'assurance dépendance) (p. 7767)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Jacques Myard (capacités des associations intermédiaires) (p. 7768)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8556)

Son intervention (p. 8556)

Thèmes :

Impôts et taxes : réduction au titre de l'emploi d'un salarié travaillant à la résidence d'un ascendant du contribuable (p. 8556)

Personnes âgées : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) : maintien transitoire (p. 8557)

Personnes âgées : maisons de retraite : réforme de la tarification (p. 8556)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 8556)

Prestation spécifique dépendance : formation des intervenants (p. 8556)

Texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8561)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (instauration d'une période transitoire de six mois pour le passage de l'allocation compensatrice pour tierce personne à la prestation spécifique dépendance) (p. 8566)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Logement et habitat : attribution de logements sociaux (p. 2554)

Logement et habitat : logements d'insertion (p. 2555)

Logement et habitat : réquisition (p. 2554)

François ROUSSEL

Dordogne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3143 établissant un contrôle de légalité a priori sur les actes des collectivités territoriales [14 novembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1304, posée le 21 janvier 1997. Transports. Ateliers ferroviaires (p. 281, 282). Appelée le 28 janvier 1997. Emploi et activité, Chamiers (p. 434, 435)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : cotisations sociales (p. 5934)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Après l'article 4

Son amendement n° 112 (création d'un institut national de la sécurité alimentaire) : retiré ; repris par Mme Ségolène Royal : rejeté (p. 1114)

Yves ROUSSET-ROUARD

Vaucluse (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Secteur public. Grève. Politique et réglementation [2 octobre 1996] (p. 5059)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Associations culturelles [19 février 1997] (p. 1130)

DÉBATS

Projet de loi n° 2596 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des Communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des Communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 1996] (p. 5303)

Son intervention (p. 5307)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : transposition de directives (p. 5307)

Propriété intellectuelle : droit d'auteur : localisation (p. 5307)

Propriété intellectuelle : droit d'auteur : radiodiffusion des œuvres par satellite et transmission par câble (p. 5307)

Propriété intellectuelle : sociétés d'auteur (p. 5307)

Discussion des articles [10 octobre 1996] (p. 5312)

Article 2 (gestion collective obligatoire des droits de distribution câblée des œuvres télédiffusées à partir d'un Etat membre de la Communauté - Médiateur)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Léonce Deprez (contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits par la Cour des comptes) : retiré (p. 5315)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 45 de M. Jérôme Bignon (extension des privilèges des auteurs en cas de défaillance des utilisateurs de leurs œuvres) : adopté (p. 5325)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 5308)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mars 1997] (p. 2122)

Son intervention (p. 2124)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : fonds de garantie pour l'audiovisuel (p. 2124)

Communautés européennes et Union européenne : transposition de directives (p. 2124)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 2124)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5425)

Thèmes :

Culture : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 5425)

Impôt sur la fortune : impôt de solidarité sur la fortune (p. 5425)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 5425)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5425, 5426)

Impôts et taxes : investissement outre-mer (p. 5425)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Thomas (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 318 rectifié de M. Didier Migaud (abaissement du taux de la déduction applicable aux souscriptions au capital des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) pour les contribuables imposables au-delà de la sixième tranche de l'impôt sur le revenu) (p. 5496)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Fruits et légumes : accidents climatiques et indemnisations (p. 5947)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son amendement n° 13 : non soutenu (p. 7263)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8519)

Son intervention (p. 8528)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8529)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8528, 8529)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 8528)

Politique économique : généralités (p. 8529)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 24 (relèvement du tarif de consommation sur les alcools)

Son amendement n° 113 : non soutenu (p. 6332)

Son amendement n° 115 : non soutenu (p. 6332)

Projet de loi n° 3060 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. Ladislas Poniatowski

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 485)

Son intervention (p. 486)

Thèmes :

Affaires étrangères : Hong-Kong : intégration à la République populaire de Chine le 1er juillet 1997 (p. 486)

Commerce extérieur (p. 486)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 486)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2037)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : extension des compétences (p. 2038)

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (p. 2038)

Presse écrite : presse régionale : crise : aides (p. 2038)

Télévision : France Télévision : diffusion sur le bouquet TPS (p. 2038)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2038)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 47 rectifié de la commission (exclusivité de France Télévision sur TPS pour une durée de deux ans et usage d'un décodeur polyvalent) (p. 2137)

Max ROUSTAN

Gard (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Jean-Marie ROUX

Ardèche (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3212 visant à orienter les allocataires du revenu minimum d'insertion et les demandeurs d'emploi de plus de trois mois vers des activités d'intérêt public [5 décembre 1996]

Xavier de ROUX

Charente-Maritime (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 19 octobre 1996] (p. 15371)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire [J.O. du 1er novembre 1996] (p. 16029)

Rapporteur de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 6 novembre 1996] (p. 16194)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

- sur la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures : bilan et réformes souhaitables
- et sur la proposition de directive du Conseil relative au droit des ressortissants des pays tiers de voyager à l'intérieur de la Communauté (COM (95) 346 final/ n° E 493) [11 décembre 1996] (n° 3226)

Proposition de résolution n° 3229 sur la proposition de directive du Conseil relative au droit des ressortissants des pays tiers de voyager à l'intérieur de la Communauté (COM (95) 346 final/ n° E 493) [11 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3438 modifiant le régime de l'émission des titres de capital et celui des sanctions pénales prévues par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales [13 mars 1997]

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la mission d'information commune sur la Corse [21 avril 1997] (n° 3511)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armée : restructuration. Conséquences, réserve [26 mars 1997] (p. 2328)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 5128)

Thèmes :

Justice : moyens (p. 5129)

Justice : séparation des pouvoirs (p. 5128)

Procédure pénale : chambre d'accusation : saisine directe (p. 5129)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5128)

Procédure pénale : secret de l'instruction (p. 5128)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) (p. 5203)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Chevènement (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 du Gouvernement (restriction du droit à communication pour les tiers aux seuls rapports d'expertise ; procédure de la communication aux parties) à l'amendement n° 3 de la commission (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) (p. 5217)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7347)

Article 1er AB (communication des pièces du dossier de procédure par l'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (autorisation expresse du juge d'instruction) (p. 7349)

Article 5 bis (suppression des restrictions posées à l'indemnisation du préjudice résultant d'une détention provisoire injustifiée)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Floch (suppression des restrictions posées à l'indemnisation du préjudice résultant d'une détention provisoire injustifiée) (p. 7353)

Article 5 ter (durée maximale d'un an pour le dépôt de l'ordonnance de placement en détention provisoire par le juge d'instruction)

Intervient sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (de suppression) (p. 7355)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Magistrats : juges d'instruction (p. 5801)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8598)

Article 4 (champ d'application du secret professionnel en matière de correspondance des avocats)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) (p. 8606)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 89)

Article 1er bis (accès des citoyens français établis hors de France aux plans d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 95)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 95)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 95)

Article 11 bis (obligation de filialisation de la gestion financière des fonds d'épargne retraite)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Pierre Thomas (suppression de l'obligation de déléguer la gestion des actifs des fonds d'épargne retraite) : adopté (p. 109)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Jean-Pierre Thomas (de conséquence) : adopté (p. 110)

Projet de loi n° 3049 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 1997] (p. 403)

Son intervention (p. 407)

Thème :

Entreprises : comptabilité : normalisation (p. 407)

Discussion des articles [23 janvier 1997] (p. 407)

Article 6 (utilisation de référentiels étrangers ou internationaux pour l'établissement des comptes consolidés)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : retiré (p. 411)

Reprend l'amendement n° 12 de M. Jean-Paul Barety (champ de la dérogation) : adopté (p. 412)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 14 de M. Germain Gengenwin (privilège spécial du syndicat de copropriétaires des départements d'Alsace-Moselle) : adopté (p. 416)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1874)

Son intervention (p. 1881)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : transposition d'une directive (p. 1881, 1882)

Responsabilité civile : régime de la réparation (p. 1881)

Vie, médecine et biologie : produits du corps humain (p. 1882)

Ségolène ROYAL

Deux-Sèvres (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3284 sur les propositions de directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel (n° E 211) [26 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Magistrature. Magistrats. Nomination, Conseil supérieur de la magistrature, avis [5 mars 1997] (p. 1671)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1248, posée le 10 décembre 1996. Impôt sur le revenu. Politique fiscale (p. 8221). Appelée le 17 décembre 1996. Hébergement en maison de retraite, réduction d'impôt (p. 8390, 8391)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Suggère que l'Assemblée témoigne sa solidarité aux familles des quatre jeunes filles suppliciées [27 février 1997] (p. 1477)

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 5129)

Son intervention (p. 5138)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5139)

Justice : moyens (p. 5140)

Justice : parquet : subordination (p. 5140)

Lois : loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5140)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5140, 5141)

Procédure pénale : liberté de la presse (p. 5140)

Procédure pénale : rapport Rassat (p. 5129, 5138, 5139)

Procédure pénale : secret de l'instruction (p. 5140)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Reprend l'amendement n° 1 de la commission (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) : rejeté (p. 5206)

Son amendement n° 100 corrigé (intervention de l'avocat à l'issue de la première heure de la garde à vue) : rejeté (p. 5211)

Ses explications de vote (p. 5256)

Vote contre du groupe socialiste (p. 5256)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Son intervention (p. 6424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : directive "Natura 2000" (p. 6425)

Eau : agences de l'eau (p. 6424)

Environnement : air (p. 6424, 6425)

Environnement : bruit (p. 6424)

Ministère : crédits (p. 6424)

Organismes et structures : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 6424)

Organismes et structures : Fonds interministériel de la qualité de la vie (p. 6425)

Organismes et structures : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 6424)

Organismes et structures : Institut de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 6425)

Organismes et structures : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 6425)

Pétrole et dérivés : gazole (p. 6425)

Recherche (p. 6424)

Proposition de résolution n° 2824 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E 474)

Avant la discussion de l'article unique [26 novembre 1996] (p. 7574)

Son intervention (p. 7578)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Commission : directive relative à la libéralisation des services postaux et projet de communication (p. 7579)

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen : définition du service universel postal et des services réservés (p. 7579)

Postes et télécommunications : courrier transfrontière entrant (p. 7579)

Postes et télécommunications : La Poste : restructuration (p. 7578, 7579)

Postes et télécommunications : La Poste : services financiers (p. 7579)

Postes et télécommunications : principe d'universalité, d'égalité et de continuité du service public (p. 7579)

Postes et télécommunications : publipostage (p. 7579)

Abstention du groupe socialiste (p. 7579)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 557)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 557)

Défense : gendarmerie (p. 558)

Ordre public : généralités (p. 558)

Service national : conscription (p. 558)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 558)

Service national : réserves (p. 558)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 1-4-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (interlocuteurs des jeunes lors du rendez-vous citoyen) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Voisin (rappel des institutions de l'Union européenne) (p. 627)

Article L. 1-4-16 du code du service national : nécessité d'être en règle à l'égard des obligations du rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 271 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 635)

Article L. 2-2 du code du service national : défense, sécurité et prévention

Soutient l'amendement n° 277 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 641)

Article L. 2-3 du code du service national : cohésion sociale et solidarité

Soutient l'amendement n° 278 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 642)

Article L. 2-4 du code du service national : coopération internationale et aide humanitaire

Soutient l'amendement n° 279 de M. Jean-Michel Boucheron (de suppression) : rejeté (p. 643)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 759)

Son intervention (p. 768)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Directive 91-440 du 29 juillet 1991 relative au développement des chemins de fer communautaires (p. 769)

Cours d'eau étangs et lacs : canal Rhin-Rhône (p. 760)

Secteur public : service public : renouveau (p. 759)

SNCF : endettement (p. 769)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 769)

SNCF : trafic : concurrence ; transport combiné (p. 769, 770)

Voirie : schéma autoroutier et modernisation du réseau routier (p. 759)

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en œuvre d'une harmonisation des législations sociales et des conditions de travail dans les transports proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) : rejeté (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place d'une haute autorité de régulation des transports européens proposée par le Gouvernement français dans le cadre de la conférence intergouvernementale) (p. 834)

Soutient l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique et sociale assurée par le service public du rail) : rejeté (p. 838)

Soutient l'amendement n° 211 de M. Jean-Jacques Filleul (cohésion économique assurée par le service public du rail) : rejeté (p. 839)

Soutient l'amendement n° 217 de M. Jean-Jacques Filleul (principe d'égalité satisfait par le service public du rail) : rejeté (p. 844)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Filleul (indépendance stratégique de France garantie par le service public du rail) : rejeté (p. 853)

Soutient l'amendement n° 231 de M. Jean-Jacques Filleul (croissance économique renforcée par le service public du rail) : rejeté (p. 856)

Soutient l'amendement n° 236 de M. Jean-Jacques Filleul (consultation des personnels au sein du service public du rail) : rejeté (p. 859)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Rémy Auchedé (plan annuel et pluriannuel d'électrification et de rectification des lignes) (p. 915)

Soutient l'amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Filleul (participation de l'État lors de l'établissement de conventions entre les deux établissements publics) : rejeté (p. 925)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Soutient la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 1063) : rejetée (p. 1077)

Thèmes :

Administration : Agence de sécurité sanitaire ou service public de l'hygiène alimentaire : création (p. 1065)

Administration : Ministère de l'agriculture (p. 1064, 1065)

Agriculture : élevage : contrôles des animaux : livre d'élevage ; alimentation animale (p. 1065, 1068)

Agriculture : végétaux : contrôles ; plantes transgéniques (p. 1063, 1066, 1067)

Agroalimentaire : commercialisation : contrôle ; traçabilité ; labels (p. 1063, 1064, 1068)

Associations : associations de consommateurs (p. 1068)

Justice : responsabilité des importateurs de farines animales (p. 1068)

Santé publique : sécurité alimentaire (p. 1064)

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Article 1er (modification d'intitulé)

Son intervention (p. 1107, 1108)

Après l'article 4

Reprend l'amendement n° 112 de M. François Roussel (création d'un institut national de la sécurité alimentaire) : rejeté (p. 1114)

Son amendement n° 122 soutenu par M. Alain Le Vern (création d'une agence de la sécurité sanitaire) : rejeté (p. 1114)

Article 8 (article 259 du code rural : renforcement des pouvoirs d'inspection et de contrôle des agents habilités)

Soutient l'amendement n° 91 de M. Alain Le Vern (personnes habilitées à effectuer les contrôles) : rejeté (p. 1132)

Article 9 (articles 259-1 et 259-7 du code rural : mesures visant à renforcer la qualité sanitaire des denrées)

Article 259-5 du code rural : reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs d'injonction aux industriels

Soutient l'amendement n° 94 de M. Alain Le Vern (sanction des infractions à la réglementation relative à la qualité sanitaire des denrées placée dans un cadre judiciaire) : rejeté (p. 1141)

Article 11 (articles L. 214-1, L. 215-1, L. 215-2 du code de la consommation : coordination)

Soutient l'amendement n° 98 de M. Alain Le Vern (suivi des circuits de transformation et de distribution sur toute la durée de la chaîne) : adopté (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Alain Le Vern (organisation des contrôles) (p. 1147)

Article 25 (article 363-1 du code rural : compétences respectives des agents publics chargés de la surveillance et des contrôles phytosanitaires)

Soutient l'amendement n° 99 de M. Alain Le Vern (affectation des fonctionnaires ou agents en fonction de leur spécialité) : rejeté (p. 1158)

Après l'article 56

Son amendement n° 125 (modification de l'article 16 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés : interdiction des importations de variétés génétiquement modifiées) : rejeté (p. 1178)

Son amendement n° 126 (rapport au Parlement) : adopté après rectification (p. 1179)

Titre

Son amendement n° 127 (modification du titre du projet de loi) : retiré (p. 1179)

Ses explications de vote (p. 1179)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1179)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er (définition du délit de travail dissimulé)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression du critère intentionnel dans la définition du délit) à l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (de coordination) (p. 1255)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (présomption de recours du donneur d'ordre au travail dissimulé)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Berson (rétablissement de l'article) (p. 1257)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1823)

Thèmes :

Constitution : réforme : élections au scrutin de liste : incitation aux candidatures féminines (p. 1824)

Élections et référendums : scrutin proportionnel (p. 1804)

Emploi : chômage des femmes (p. 1824)

Gouvernement : pourcentage de femmes (p. 1823)

Proposition de loi n° 141 tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1858)

Son intervention (p. 1861)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 1861)

Créances et privilèges : mise à prix et enchères (p. 1861)

Créances et privilèges : protection des débiteurs (p. 1861)

Créances et privilèges : surendettement (p. 1861, 1862)

Discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1864)

Article 1er (information du débiteur lors de la signification du commandement)

Son amendement n° 11 rectifié (contenu du commandement à payer) : devenu sans objet (p. 1868)

Article 1er bis (délai pour procéder à la vente amiable à compter de la signification du commandement)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1870)

Son amendement n° 12 (allongement du délai à un an) : devenu sans objet (p. 1870)

Article 3 bis (remise en vente sur baisses successives du prix fixées par le juge)

Son amendement n° 13 soutenu par Mme Véronique Neiertz (de suppression) : rejeté (p. 1871)

Article 4 (suspension des procédures d'exécution)

Son amendement n° 14 soutenu par Mme Véronique Neiertz (compétence du juge de l'exécution) : rejeté (p. 1872)

Article 5 (réduction de la fraction des prêts immobiliers après la vente forcée du logement principal d'une personne surendettée)

Son amendement n° 15 (information du débiteur) : rejeté (p. 1873)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 16 de M. Jacques Guyard (rapport au Parlement sur les conséquences de la réforme de l'accession à la propriété) : rejeté (p. 1873)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 8

Son amendement n° 399 soutenu par M. Serge Janquin (clarté de la publicité relative à l'octroi des crédits) : rejeté (p. 2700)

Son amendement n° 398 soutenu par M. Serge Janquin (plafonnement des tarifications bancaires en cas d'impayés) : rejeté (p. 2700)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Claude Malhuret (transfert de la tutelle de la médecine scolaire du ministère de l'éducation nationale à celui des affaires sociales) (p. 2799)

Article 14 (participation du service public hospitalier à la lutte contre l'exclusion)

Son intervention (p. 2805)

Jean ROYER

Indre-et-Loire (1ère circonscription)
République et Liberté
Président du groupe République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 20 février 1997] (p. 2821)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 13 : Économie et finances (services financiers, monnaies et médailles) (n° 3030) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Caisses. Conseils d'administration, composition, représentation des retraités [22 octobre 1996] (p. 5773)

Ordre public. Maintien. Perspectives, Tours [5 novembre 1996] (p. 6481)

Emploi. Politique de l'emploi. Contrats d'accès à l'emploi [14 janvier 1997] (p. 32)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1356, posée le 18 février 1997. Cours d'eau, étangs et lacs. Loire (p. 1093). Appelée le 25 février 1997. Aménagement, barrage de Maisons-Rouges, maintien, perspectives (p. 1290, 1291)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Son intervention (p. 6186)

Thème :

Hôpitaux et cliniques : capacités, fonctionnement (p. 6186, 6187)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Son intervention (p. 6708)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage : contrats initiative emploi : contrats emploi solidarité (p. 6709)

Formation professionnelle et promotion sociale : tutorat (p. 6709)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : contrats d'apprentissage et formation en alternance : gestion des fonds (p. 6708)

Ministère des affaires sociales et de l'emploi : crédits concernant le travail et l'emploi (p. 6708)

Politique économique : croissance : politique de l'emploi (p. 6709)

Procédure des questions :

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : contrat d'accès à l'emploi (p. 6733)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : échanges intracommunautaires (p. 7068)

Consommation : Institut national de la consommation (INC) (p. 7067)

Finances publiques : fonds de concours (p. 7067)

Logement et habitat : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7067)

Marchés financiers (p. 7068)

Ministère de l'économie et des finances : personnels : modernisation (p. 7067)

Monnaies et médailles (p. 7068)

Vote des crédits [16 novembre 1996] (p. 7095)

II - SERVICES FINANCIERS

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (réduction des crédits de 182 millions de francs) : retiré (p. 7098)

Son amendement n° 368 (réduction des crédits de 10 millions de francs) : adopté (p. 7098)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Sa question préalable soutenue par M. Georges Sarre : rejetée (p. 2004)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 607 rectifié de M. Georges Durand (possibilité pour les bénéficiaires du RMI de conclure un contrat d'insertion) : retiré (p. 2748)

S

Francis SAINT-ELLIER
Calvados (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome V : Économie et finances (commerce extérieur) (n° 3035) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3196 sur la citoyenneté [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3346 visant à favoriser le développement des fonds communs de placement dans l'innovation [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Poste et télécommunications. Politique et réglementation. Technologies de l'information [17 décembre 1996] (p. 8422)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1372, posée le 25 février 1997. Enseignement secondaire. Bourses d'études (p. 1377). Appelée le 4 mars 1997. Aide à la scolarité, création, conséquences, cantines, fréquentation (p. 1570, 1571)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 24

Son amendement n° 179 précédemment réservé : non soutenu (p. 5733)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Communes : Caen : projet de synchrotron SOLEIL (p. 6983)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7078)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 7078)

Commerce extérieur : Direction des relations économiques extérieures (DREE) (p. 7079)

Commerce extérieur : échanges intracommunautaires (p. 7079)

Commerce extérieur : généralités (p. 7078, 7079)

Commerce extérieur : organismes d'appui (p. 7078, 7079)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 7078, 7079)

Procédure des questions :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 7093)

Service national : coopérants du service national (p. 7094)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 70 (institution de fonds communs de placement dans l'innovation)

Son amendement n° 142 : non soutenu (p. 7189)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 575)

Thèmes :

Service national : rendez-vous citoyen (p. 575, 576)

Service national : volontariat (p. 575, 576)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Bertrand Cousin (possibilité de reprise sur les bouquets satellitaires des chaînes publiques) : rejeté (p. 2137)

Frédéric de SAINT-SERNIN

Dordogne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Aides, perspectives [13 novembre 1996] (p. 6875)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1407, posée le 4 mars 1997. Enseignement maternel et primaire : personnel. Fermeture de classes (p. 1622). Appelée le 11 mars 1997. Zones rurales, Dordogne (p. 1768, 1769)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5915)

Thèmes avant la procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5916)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5916)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6363)

Procédure des questions :

Départements : Dordogne : La Sept-Arte et La Cinquième : zones d'ombres (p. 6384)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Entreprises : exonérations de charges sociales (p. 6657, 6658)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : chambre des métiers de Dordogne (p. 7044, 7045)

Commerce et artisanat : concurrence déloyale (p. 7045)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 574)

Thèmes :

Défense : armements nucléaires stratégiques : doctrine (p. 575)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 574, 575)

Service national : volontariat (p. 575)

Jean-Marc SALINIER

Essonne (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1336, posée le 18 février 1997. Transports. TGV (p. 1090). Appelée le 18 février 1997. Liaisons Massy Lyon et Massy Lille, horaires, perspectives (p. 1045, 1046)

n° 1415, posée le 11 mars 1997. Transports. Produits dangereux : amiante (p. 1842). Appelée le 18 mars 1997. Utilisation, conséquences, ateliers de maintenance du RER (p. 1944, 1945)

n° 1457, posée le 15 avril 1997. Informatique. CISI (p. 2502). Appelée le 15 avril 1997. Rachat par la Compagnie des signaux, perspectives (p. 2425, 2426)

Rudy SALLES

Alpes-Maritimes (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville [J.O. du 16 octobre 1996] (p. 15133)

Rapporteur du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin (n° 3046) [23 octobre 1996]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [J.O. du 5 mars 1997] (p. 3538)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [J.O. du 5 mars 1997] (p. 3538)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3028 instaurant un service minimum d'accueil des élèves en cas de grève des personnels de l'Éducation nationale [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3084 interdisant la diffusion par des services de communication audiovisuelle d'informations susceptibles de porter atteinte à l'anonymat de l'accouchement [29 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3046) relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin [4 décembre 1996] (n° 3190)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3296), relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [30 janvier 1997] (n° 3324)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal [5 mars 1997] (n° 3403)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Référendum algérien, opérations de vote organisées en France [13 novembre 1996] (p. 6878)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1263, posée le 14 janvier 1997. Retraites complémentaires. Anciens combattants et victimes de guerre (p. 78). Appelée le 14 janvier 1997. Période de perception de l'allocation de préparation à la retraite, prise en compte (p. 10, 11)

n° 1441, posée le 18 mars 1997. Enseignement supérieur. Question non appelée (p. 2018, 2019)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Police : équipement : construction d'une caserne de CRS (p. 6827)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Enseignants : nomination dans la région d'origine (p. 6977)

Enseignants : remplacement des enseignants absents (p. 6974)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Son intervention (p. 8275)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 8287)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : permis de construire : location de matériel (p. 8278)

Droit pénal : droit d'entrée des officiers de police judiciaire sur les lieux de travail (p. 8277)

Emploi et formation professionnelle : aides : refus en cas de travail clandestin (p. 8278)

Famille : emplois familiaux (p. 8278)

Impôts et taxes : évasions fiscales (p. 8275)

Impôts et taxes : TVA : baisse (p. 8276)

Marchés publics : interdiction de soumissionner aux contrevenants à la législation sur le travail clandestin (p. 8278)

PME-PMI : concurrence déloyale (p. 8276)

Sécurité sociale : URSSAF : recouvrement des cotisations impayées : levée du secret professionnel (p. 8277)

Syndicats : consultation par les commissions (p. 8287)

Travail : associations à but non lucratif fictives (p. 8277)

Travail : réduction et aménagement (p. 8279)

Travail : salariés : droit d'accès aux informations les concernant (p. 8277)

Travail clandestin : contrôle : agents des impôts, douaniers, contrôleurs des transports terrestres (p. 8277)

Travail clandestin : déclaration préalable à l'embauche (DPAE) (p. 8277)

Travail clandestin : donneurs d'ordre (p. 8277)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8275, 8277)

Travail clandestin : répression : peines principales et complémentaires (p. 8278)

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (remplacement dans l'intitulé du chapitre IV du titre II du Livre III du code du travail du terme "clandestin" par le terme "dissimulé") : rejeté (p. 8306)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Yves Le Déaut (remplacement du mot "dissimulé" par le mot "illicite") à l'amendement n° 44 de la commission (p. 8306)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Jean-Yves Le Déaut (incompatibilité de l'existence d'un lien de subordination juridique avec la qualité de travailleur indépendant) (p. 8331)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression de la référence à une durée pour la définition de la subordination juridique) (p. 8332)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Yves Le Déaut (prêt de main d'œuvre dans le cadre de la sous-traitance) (p. 8333)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Yves Le Déaut (rédaction obligatoire du contrat de travail) (p. 8333)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission des lois (sanction administrative en cas de défaut de déclaration préalable à l'embauche) (p. 8335)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Yves Le Déaut (remise au salarié de la copie de l'accusé de réception de la déclaration préalable d'embauche) (p. 8336)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (modification de l'intitulé de la section II du chapitre IV du titre II du livre III du code du travail pour le remplacer par "travail dissimulé") : adopté (p. 8337)

Article 1er (redéfinition du délit de travail clandestin)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8337)

Soutient l'amendement n° 47 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 8338)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Yves Le Déaut (incrimination du donneur d'ordres) (p. 8338)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Yves Le Déaut (vérifications et procédure d'agrément des sous-traitants) (p. 8339)

Son sous-amendement oral (suppression des mentions relatives à la vérification) à l'amendement n° 19 de M. Jean-Yves Le Déaut : adopté (p. 8339)

Article 2 (champ d'application)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Delalande (rédactionnel) (p. 8340)

Soutient le sous-amendement n° 48 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Delalande : adopté (p. 8340)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (suppression du critère intentionnel pour la constitution du délit de travail illégal) (p. 8340)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (élargissement du champ d'application de la loi aux professions civiles et libérales) (p. 8342)

Soutient l'amendement n° 49 rectifié de la commission (extension à l'Alsace-Moselle) : adopté (p. 8342)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 8343)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (remplacement d'un critère de défaut de déclaration annulatif par un critère de défaut de déclaration alternatif) : adopté (p. 8343)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Delalande (de conséquence) (p. 8343)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (simplification de la définition du délit) : adopté (p. 8344)

Soutient l'amendement n° 53 rectifié de la commission (constitution de l'infraction lorsque la rémunération figurant sur le bulletin de paie ne correspond qu'à une partie des heures travaillées) : adopté (p. 8345)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Yves Le Déaut (constitution de l'infraction lorsque la rémunération figurant sur le bulletin de paie ne correspond qu'à une partie des heures travaillées) (p. 8345)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (renversement de la charge de la preuve) (p. 8345)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (inscription inaltérable sur le registre du personnel) : adopté après rectification (p. 8346)

Article 3 (information des salariés)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (taux de l'indemnité forfaitaire porté à six mois de salaire) : adopté (p. 8346)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension du droit d'information des salariés) (p. 8347)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Yves Le Déaut (sanction applicable au donneur d'ordre) (p. 8348)

Soutient le sous-amendement n° 56 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 20 de M. Jean-Yves Le Déaut : rejeté (p. 8348)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Yves Le Déaut (remise aux salariés d'une attestation mentionnant les constats d'infraction) (p. 8348)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (responsabilité solidaire en cas d'emploi d'étrangers sans titre de travail) : adopté (p. 8348)

Article 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8349)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (communication des documents commerciaux) : adopté (p. 8351)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Jean-Yves Le Déaut (ajout des documents comptables) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 8350)

Intervient sur l'amendement n° 82 corrigé de la commission des lois (droit d'interrogation des salariés par les agents de contrôle) (p. 8351)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Charles de Courson (pouvoir des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes) (p. 8352)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Yves Le Déaut (de concordance) (p. 8353)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (contrôle d'identité dans les locaux professionnels exercé par des officiers de police judiciaire) : retiré (p. 8357)

Intervient sur l'amendement n° 36 corrigé de M. Christian Vanneste (accès sur les lieux de travail des agents et officiers de police judiciaire) (p. 8358)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) : retiré (p. 8361)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (retrait de la carte de résident aux employeurs de nationalité étrangère en infraction) : rejeté après rectification (p. 8363)

Article 6 (levée du secret professionnel)

Soutient l'amendement n° 62 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 8363)

Intervient sur l'amendement n° 83 corrigé de la commission des lois (de précision) (p. 8363)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Yves Le Déaut (transmission facultative par l'inspecteur du travail des informations relatives au plaignant) (p. 8364)

Intervient sur l'amendement n° 84 corrigé de la commission des lois (rédactionnel) (p. 8364)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (renforcement du pouvoir des contrôleurs des caisses de congés payés) : adopté (p. 8364)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8364)

Soutient l'amendement n° 64 rectifié de la commission (extension de la solidarité des donneurs d'ouvrage) : adopté (p. 8365)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension du champ d'application de la solidarité financière) (p. 8365)

Soutient l'amendement n° 65 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 8365)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8365)

Soutient l'amendement n° 66 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 8365)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8366)

Soutient l'amendement n° 68 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 8366)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Yves Le Déaut (information des salariés sur les donneurs d'ordre de l'employeur) (p. 8366)

Soutient l'amendement n° 70 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 8366)

Soutient l'amendement n° 69 rectifié de la commission (collaboration des services de contrôle habilités) : adopté après rectification (p. 8367)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de M. Jean-Pierre Delalande (de conséquence) (p. 8367)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (moyens d'investigation des conseillers rapporteurs désignés par le Conseil de prud'hommes) : adopté (p. 8367)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (renforcement des pouvoirs d'investigation des services des impôts et des douanes) : adopté (p. 8368)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 du Gouvernement (caractère facultatif de la transmission) à l'amendement n° 85 corrigé de la commission des lois (transmission des documents aux organismes de sécurité sociale) (p. 8368)

Soutient le sous-amendement n° 132 corrigé de la commission (transmission aux caisses de congés payés) à l'amendement n° 85 corrigé de la commission des lois : adopté (p. 8368)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (transmission des documents à tous les organismes susceptibles d'être concernés) (p. 8369)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition du délit de marchandage) (p. 8370)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (lutte contre le marchandage) : adopté (p. 8370)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Yves Le Déaut (renforcement des pouvoirs d'investigation des agents de contrôle en ce qui concerne le marchandage et la sous-traitance) (p. 8371)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean-Yves Le Déaut (dispositions répressives applicables aux associations intermédiaires) (p. 8371)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Guillaume (mise à la charge de l'employeur des frais d'éloignement de l'employé clandestin) (p. 8372)

Intervient sur l'amendement n° 37 corrigé de M. Christian Vanneste (mise à la charge de l'employeur des frais d'éloignement de l'employé clandestin) (p. 8372)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Pierre Bernard (caractère facultatif de la prise en charge par l'employeur des frais d'éloignement de l'employé clandestin) à l'amendement n° 37 corrigé de M. Christian Vanneste (p. 8372)

Article 8 (peine complémentaire de privation des droits civiques, civils et de famille)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Charles de Courson (retrait de la mention relative aux droits de la famille) (p. 8373)

Article 9 (possibilité de refus d'attribution des aides à l'emploi ou à la formation professionnelle en cas de verbalisation pour travail clandestin)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension du refus d'attribution en cas d'infraction délictuelle au droit du travail) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 86 corrigé de la commission des lois (de précision) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension du refus des aides publiques en cas de délit de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre) (p. 8374)

Intervient sur l'amendement n° 87 rectifié de la commission des lois (suspension des aides publiques précédemment accordées) (p. 8374)

Intervient sur l'amendement n° 88 corrigé de la commission des lois (maintien du refus d'accorder l'aide publique à l'emploi en cas de jugement de relaxe) (p. 8374)

Article 10 (obligation d'attester de la non condamnation au titre du travail illégal pour les candidats et titulaires de marchés publics)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (extension à tous les contrats et marchés passés par les collectivités publiques) : adopté (p. 8375)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (insertion d'une clause permettant à la collectivité de s'assurer que le cocontractant n'a pas eu recours au travail illégal) : adopté (p. 8375)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Thierry Mariani (délai de 48 heures pour les employeurs des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié occasionnel) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Thierry Mariani (délai de 24 heures pour les employeurs des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche d'un salarié occasionnel) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Thierry Mariani (délai de 48 heures pour les employeurs de travailleurs saisonniers agricoles pour effectuer la déclaration préalable à l'embauche) (p. 8377)

Son amendement n° 130 (indemnité due par l'assureur) : retiré (p. 8377)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (transmission pour contrôle des permis de construire aux DDTE) : retiré (p. 8378)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (transmission de la déclaration prévue à l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme à la DDTE) : retiré (p. 8378)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Thierry Mariani (extension du chèque-service au secteur agricole) (p. 8378)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Thierry Mariani (extension du chèque-service pour une durée de douze mois au secteur agricole) (p. 8378)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Thierry Mariani (utilisation du chèque-service pour la rémunération des extras dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration) (p. 8379)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Thierry Mariani (utilisation du chèque-service pour la rémunération des extras dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration pour une durée de douze mois) (p. 8379)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Philippe Mathot (contrôle auprès des loueurs de matériel) : rejeté (p. 8379)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rapport au Parlement) : adopté après rectification (p. 8380)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Delalande (substitution au mot "clandestin" du mot "illégal") (p. 8380)

Seconde délibération

Article 1er B (intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre II du livre III du code du travail)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (intitulé de la section : "Cumuls d'emplois. Travail dissimulé") : adopté (p. 8381)

Article 4 bis (contrôle d'identité dans les locaux professionnels exercé par des officiers de police judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 8381)

Article 10 bis (délai de 48 heures pour les employeurs de travailleurs saisonniers agricoles pour faire la déclaration préalable d'embauche)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 8381)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1233)

Son intervention (p. 1234)

Thèmes :

Emploi et formation professionnelle : refus des aides publiques en cas de travail clandestin (p. 1234)

Impôts et taxes : baisse de la TVA applicable aux artisans (p. 1235)

Marchés publics (p. 1234)

Travail clandestin : contrôle (p. 1234)

Travail clandestin : déclaration préalable à l'embauche (p. 1234)

Travail clandestin : définition du délit de travail dissimulé (p. 1234)

Travail clandestin : extension aux professions libérales (p. 1234)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er A (sanction du non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche)

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié du Gouvernement (fixation du montant de l'amende à trois cents fois le taux horaire minimum garanti) (p. 1248)

Soutient le sous-amendement n° 54 de la commission (fixation d'une date butoir pour le décret d'application) à l'amendement n° 50 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 1247)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Gérard Léonard (fixation du montant de l'amende à cinq cents fois le taux horaire minimum garanti) (p. 1247)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition de la qualité de travailleur indépendant) (p. 1249)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression du critère de permanence dans la définition du contrat de travail) (p. 1249)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (régularisation du paiement des cotisations sociales par les employeurs ayant dissimulé une relation salariale sous l'apparence du recours à un travailleur indépendant) : adopté (p. 1250)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Yves Le Déaut (rédaction du contrat de travail) (p. 1250)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (carte d'immatriculation des employeurs) (p. 1250)

Article 1er (définition du délit de travail dissimulé)

Soutient l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (de coordination) : adopté (p. 1255)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression du critère intentionnel dans la définition du délit) à l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (p. 1255)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Maxime Gremetz (charge de la preuve) (p. 1256)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (présomption de recours du donneur d'ordre au travail dissimulé)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Berson (rétablissement de l'article) (p. 1257)

Après l'article 1er bis

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1257)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean-Yves Le Déaut (marchés publics) (p. 1258)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Yves Le Déaut (recours à la sous-traitance par les entreprises soumissionnaires) (p. 1258)

Article 2 (éléments constitutifs du délit de travail dissimulé)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1259)

Après l'article 2 bis

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1259)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Yves Le Déaut (attestation mentionnant les constats d'infraction) (p. 1259)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition du donneur d'ordre) (p. 1259)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. François Guillaume (responsabilité solidaire des cocontractants) (p. 1260)

Article 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1262)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1262)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Gérard Léonard (rédactionnel) : adopté (p. 1262)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Berson (vérification des documents comptables) (p. 1263)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rôle des juridictions financières) : rejeté (p. 1263)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Maxime Gremetz (accès des organisations professionnelles aux informations sur le travail illégal dans l'entreprise) (p. 1264)

Article 6 (levée du secret professionnel)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Yves Le Déaut (sociétés de domiciliation) (p. 1265)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1265)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (habilitation à dresser procès-verbal) (p. 1265)

Après l'article 6 septies

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Maxime Gremetz (récidive) (p. 1266)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Yves Le Déaut (information des salariés) (p. 1266)

Article 6 duodecies (pouvoirs des agents de contrôle)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1266)

Article 6 terdecies (levée du secret professionnel à l'égard de conseillers rapporteurs des conseils des prud'hommes)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1267)

Après l'article 6 quindecies

Son amendement n° 41 (suppression des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 611. 9 du code du travail) : adopté (p. 1267)

Son amendement n° 42 (de cohérence) : adopté au scrutin public (p. 1267)

Article 7 bis (information des agents habilités à contrôler le marchandage et le prêt illicite de main-d'œuvre)

Son amendement n° 43 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 1268)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1268)

Article 7 ter supprimé par le Sénat (prise en charge des frais d'éloignement par l'employeur d'un travailleur étranger sans autorisation de travail)

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de M. François Guillaume (rétablissement de l'article) (p. 1269)

Article 8 (peine complémentaire de privation des droits civiques, civils et de famille)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 1270)

Article 9 (possibilité de refus d'attribution des aides à l'emploi ou à la formation professionnelle en cas de verbalisation pour travail dissimulé, marchandage ou prêt illicite de main-d'œuvre)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Maxime Gremetz (caractère automatique du refus des aides en cas d'infraction) (p. 1270)

Article 10 (obligation d'attester de la non-condamnation au titre du travail illégal pour les candidats à un contrat ou marché public et les sous-traitants)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (extension à certaine entités de droit privé) (p. 1271)

Soutient le sous-amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 51 du Gouvernement : adopté (p. 1271)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (vérification de la situation sociale et fiscale des cocontractants) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (application des sanctions au cours de l'exécution des marchés publics) (p. 1272)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Maxime Gremetz (vérification préalable du respect des obligations sociales et fiscales des entreprises contractantes) (p. 1272)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (responsabilisation des collectivités locales) : retiré (p. 1272)

Ses explications de vote (p. 1274)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 1274)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [6 mars 1997] (p. 1732)

Son intervention (p. 1732)

Ses explications de vote (p. 1734)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 1735)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8465)

Thèmes :

Étrangers : délinquance (p. 8465)

Police : travail clandestin (p. 8465)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 2 (champ d'application de la procédure du contrôle de la régularité du séjour)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. André Gerin (de suppression) (p. 8584)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1429)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement)

Son intervention (p. 1520)

Article 10 (possibilité de contrôles d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Son intervention (p. 1535)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Son intervention (p. 2038)

Thèmes :

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : respect de la dignité humaine et de la famille (p. 2038)

Radiodiffusion : attribution des fréquences sur la bande FM (p. 2039)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 3 (consultation du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Georges Sarre (suppression du caractère obligatoire de la consultation) (p. 2074)

Article 4 (mission du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière d'éthique des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Georges Hage (suppression de la signalétique des émissions transmises) (p. 2078)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 155 corrigé de M. Louis de Broissia (retrait d'autorisation d'émettre en radiodiffusion) (p. 2085)

Article 7 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision disposés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Laurent Dominati (interdiction des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Intervient sur l'amendement n° 65 deuxième rectification de M. Louis de Broissia (autorisation partielle par décret des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Article 7 quater (procédure d'autorisation d'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Laurent Dominati (priorité donnée à l'information) (p. 2103)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Frédérique Bredin (respect du pluralisme de l'information) (p. 2103)

André SANTINI

Hauts-de-Seine (10ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3018 relative à la protection des acquéreurs de terrain à bâtir [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Vote des crédits [12 novembre 1996] (p. 6833)

Après l'article 92

Son amendement n° 186 soutenu par M. François Rochebloine (prorogation d'une disposition bénéficiant aux communes contribuant pour la première fois au fonds spécial pour la région d'Île-de-France) : rejeté (p. 6834)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 69

Son amendement n° 12 : non soutenu (p. 7943)

Son amendement n° 13 : non soutenu (p. 7943)

Son amendement n° 14 : non soutenu (p. 7943)

Nicolas SARKOZY

Hauts-de-Seine (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5419)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : monnaie unique (p. 5420)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5420)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5419)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5419)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5419)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5420, 5421)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5419 à 5421)

Logement et habitat (p. 5419)

Politique économique : croissance (p. 5420, 5421)

Politique économique : généralités (p. 5419)

Politique économique : politique monétaire : franc (p. 5421)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 5421)

TVA (p. 5421)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 62 (suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 7139)

Joël SARLOT

Vendée (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3274 tendant à faciliter le recrutement d'agents contractuels par les établissements publics de coopération intercommunale [20 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3435 tendant à instituer, le 11 novembre, une journée nationale du souvenir [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chèques-service. Extension aux entreprises [16 avril 1997] (p. 2546)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Ordre public : gens du voyage : stationnement (p. 6513)

Georges SARRE

Paris (6ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3082 renforçant la place de la Société française de production dans le secteur public de l'audiovisuel [29 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3213 visant à réglementer la circulation des pittbulls [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3478 portant création d'un service public de l'audiovisuel unifié [27 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Élevage : bovins. Maladie du bétail, vache folle, recherche, perspectives [22 octobre 1996] (p. 5772)

Industrie. Thomson. Privatisation, perspectives [30 octobre 1996] (p. 6252)

Communautés européennes et Union européenne. UEM. Monnaie unique, référendum, perspectives [29 janvier 1997] (p. 506)

Postes. Courrier. Distribution, Paris [12 mars 1997] (p. 1855)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1210, posée le 26 novembre 1996. Hôpitaux et cliniques. Centres hospitaliers (p. 7589). Appelée le 3 décembre 1996. Service de psychiatrie infanto-juvénile, capacités d'accueil, Île-de-France (p. 7826 à 7828)

n° 1325, posée le 28 janvier 1997. Postes. Courrier (p. 476). Appelée le 4 février 1997. Acheminement et distribution, Paris (p. 710, 711)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : se dit "scandalisé" par l'adoption de ce sous-amendement et demande l'opinion du Gouvernement [17 avril 1997] (p. 2605)

DÉBATS

Projet de loi n° 2596 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des Communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des Communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 1996] (p. 5312)

Après l'article 13

Son amendement n° 31 corrigé : non soutenu (p. 5320)

Son amendement n° 32 corrigé : non soutenu (p. 5320)

Son amendement n° 33 : non soutenu (p. 5321)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 octobre 1996] (p. 6128) ; [30 octobre 1996] (p. 6207)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 6147)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 6171)

Son intervention (p. 6181)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne (p. 6171)

Lois de financement : contenu, portée normative (p. 6147)

Politique économique et sociale (p. 6181)

Sécurité sociale : déficit (p. 6181, 6182)

Sécurité sociale : financement : assiette - CSG (p. 6148, 6181)

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 172 du Gouvernement (suppression d'une disposition relevant de la loi de finances) (p. 6261)

Intervient sur l'amendement n° 173 rectifié du Gouvernement (déductibilité partielle de la CSG) (p. 6265)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5530)

Thèmes :

Actions extérieures (p. 5531)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne (p. 5532) ; traité de Maastricht : monnaie unique (p. 5530 à 5532)

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités : politique budgétaire (p. 5531) ; contribution française (p. 5531)

Fonds structurels (p. 5532)

Langue française (p. 5531)

Parlement européen : siège (p. 5531)

Politique extérieure et de sécurité commune (p. 5531)

Politiques internes (p. 5531)

Article 7 (application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires)

Son amendement n° 244 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 5585)

Article 29 (modification de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement au financement des aides à l'accession à la propriété)

Son amendement n° 246 : non soutenu (p. 5699)

Article 28 précédemment réservé (prélèvement exceptionnel sur France Télécom)

Son amendement n° 245 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5742)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Son intervention (p. 6670)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : "un pour cent patronal" (p. 6671)

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6671)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6671)

Aides au logement : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 6671)

Logement social : protocole d'occupation du patrimoine social (POPS) (p. 6671)

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 6671)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : coût (p. 7012)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : réforme de l'État : éventuelle suppression du ministère (p. 7011)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7357) ; [21 novembre 1996] (p. 7380)

Son intervention (p. 7367)

Thèmes :

Air : information de la population (p. 7368)

Air : organismes régionaux de la qualité de l'air (p. 7368)

Air : pollution atmosphérique (p. 7367, 7368)

Air : réseaux de surveillance : crédits (p. 7367, 7368)

Environnement : circulation automobile (p. 7367)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 7368)

Impôts et taxes : vignette automobile : taxe sur les cartes grises (p. 7367)

Santé publique (p. 7368)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7367, 7368)

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 4 (droit à l'information)

Son amendement n° 11 rectifié (procédure d'information et d'alerte) : rejeté (p. 7388)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Michel Bouvard (élaboration d'un plan de gestion du transport de marchandises dans les vallées alpines) (p. 7392)

Après l'article 12

Son amendement n° 63 (mise en œuvre de mesures destinées à réduire la pollution atmosphérique d'origine automobile) : rejeté (p. 7396)

Article 13 bis supprimé par le Sénat (gratuité des transports en commun)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (gratuité d'accès aux transports en commun en cas de restriction ou de suspension de la circulation automobile) (p. 7398)

Après l'article 15

Reprend l'amendement n° 28 de la commission (création d'un établissement public de transport en commun de voyageurs sur la Seine) : rejeté (p. 7410)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7416) ; [22 novembre 1996] (p. 7469)

Article 1er (souscripteurs des plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 7418)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7422)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 44)

Son intervention (p. 59)

Thèmes :

Démographie (p. 59)

Entreprises : cotisations sociales : exonération (p. 60)

Entreprises : financement (p. 59)

Épargne : plan d'épargne retraite (p. 59)

Épargne : plan d'épargne retraite : négociation collective (p. 59)

Politique économique et sociale (p. 60)

Retraites : généralités : pertes de cotisations (p. 60)

Retraites : généralités : système par capitalisation : épargne retraite (p. 59)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 59, 60)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 février 1997] (p. 1223)

Son intervention (p. 1227)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : critères de convergence (p. 1228)

Entreprises : cotisations : exonérations (p. 1228)

Entreprises : financement (p. 1227, 1228)

Épargne : plan d'épargne retraite : gestion (p. 1227, 1228)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1228)

Politique économique (p. 1228)

Retraites : généralités : système par capitalisation : épargne retraite (p. 1227)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 1227, 1228)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1996] (p. 7549) ; [27 novembre 1996] (p. 7593)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7553) : rejetée (p. 7559)

Thèmes :

Constitution : préambule de la Constitution de 1946 : droit à la santé (p. 7554)

Famille : obligation alimentaire (p. 7556)

Personnes âgées : dépendance : aide ménagère (p. 7557)

Personnes âgées : dépendance : allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (p. 7554)

Personnes âgées : dépendance : évaluation : grille AGGIR (autonomie, gérontologie, groupes iso-ressources) (p. 7554)

Personnes âgées : dépendance : prestation expérimentale (PED) (p. 7555)

Personnes âgées : maintien à domicile : création de lits de soins infirmiers à domicile (p. 7555)

Prestation spécifique dépendance : conditions d'attribution : équipe médico-sociale (p. 7556)

Prestation spécifique dépendance : contentieux d'attribution : jurisprudence (p. 7554)

Prestation spécifique dépendance : égalité d'accès : disparités entre départements : entre communes (p. 7554)

Prestation spécifique dépendance : succession : récupération des frais (p. 7555)

Santé publique : accès aux soins : égalité (p. 7554)

Sécurité sociale : extension du champ d'application au "risque" dépendance (p. 7557)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7860)

Son intervention

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : élections professionnelles, représentativité syndicale (p. 7877)

Fonctionnaires et agents publics : emploi précaire : résorption (p. 7877)

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 158 du Gouvernement (représentativité des syndicats de fonctionnaires - élections professionnelles) (p. 7942)

Proposition de loi n° 3112 relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1996] (p. 8009)

Son intervention (p. 8015)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Cour européenne de justice : saisine (p. 8015, 8016)

Finances publiques : déficits d'exploitation du Grand Stade (p. 8016)

Justice : décision du tribunal administratif de Paris du 2 juillet 1996 (p. 8015)

Sports : fédérations sportives : fédération internationale de football (FIFA) (p. 8015)

Sports : Stade de France : contrat de concession à Consortium Grand Stade SA du 29 avril 1995 et cahier des charges annexé (p. 8015)

Projet de loi n° 3162 relatif à l'Union d'économie sociale du logement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8194)

Son intervention (p. 8203)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : Comités interprofessionnels du logement (CIL) (p. 8204)

Action sociale et solidarité nationale : Union d'économie sociale du logement (UESL) (p. 8203, 8204)

Bâtiment et travaux publics (p. 8203)

Logement et habitat : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8203, 8204)

Logement et habitat : prêt à taux zéro (p. 8203)

Discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8206)

Article 1er (organisation de l'Union d'économie sociale du logement - UESL)

Article L. 313-18 du code de la construction et de l'habitation : détermination des associés de l'UESL

Son amendement n° 29 (nécessité pour chaque organisme collecteur d'être agréé depuis deux ans à la date du 1er janvier 1997) : retiré (p. 8208)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Son intervention (p. 8292)

Thèmes :

Immigration : immigration clandestine (p. 8292)

Travail : sous-traitance : marchandage : prêt illicite de main-d'œuvre (p. 8293)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8292)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1233)

Son intervention (p. 1240)

Thèmes :

Marchés publics (p. 1241)

Ministère du travail et des affaires sociales : inspection du travail (p. 1241)

Sécurité sociale : URSSAF : levée du secret professionnel (p. 1240)

Travail clandestin : solidarité du donneur d'ordres (p. 1241)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1246)

Article 1er (définition du délit de travail dissimulé)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression du critère intentionnel dans la définition du délit) à l'amendement n° 13 deuxième rectification de la commission (de coordination) (p. 1255)

Proposition de loi n° 2955 relative aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 1996] (p. 8313)

Son intervention (p. 8319)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi de la majorité sur les droits à pension des chômeurs ayant cotisé le nombre de trimestres requis pour obtenir une retraite au taux plein (p. 8320)

Chômage : indemnisation : accords du 6 septembre 1995 entre l'UNEDIC et les partenaires sociaux : renouvellement (p. 8320)

Chômage : indemnisation : allocation spécifique de solidarité (p. 8320)

Chômage : indemnisation : allocation unique dégressive (p. 8320)

Constitution : article 40 (p. 8320)

Fonctionnaires et agents publics : préretraite à 58 ans en contrepartie d'embauches : accords du 9 juillet 1996 (p. 8320)

Retraites : généralités : régime général : conditions d'ouverture du droit (p. 8319)

Revenu minimum d'insertion (p. 8320)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8566) : rejetée (p. 8570)

Thèmes :

Coopération et développement (p. 8569)

Étrangers : droit d'asile (p. 8568)

Étrangers : droit du sol (p. 8569)

Étrangers : intégration (p. 8568, 8569)

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8568)

Police : certificat d'hébergement (p. 8567, 8568)

Police : travail clandestin (p. 8567)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 8571)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1387)

Thème :

Étrangers : politique de l'immigration (p. 1388)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1409)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud (régime des certificats d'hébergement, pouvoir des préfets) (p. 1456)

Soutient le sous-amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Michel (interdiction de la constitution d'un fichier des hébergeants) à l'amendement n° 7 rectifié de M. Pierre Mazeaud : rejeté au scrutin public (p. 1452)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Julien Dray (exemption de la demande de certificat d'hébergement en cas d'urgence familiale) (p. 1464)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visite sommaire des véhicules dans la bande de vingt kilomètres et création de fichiers dactyloscopiques)

Son intervention (p. 1466)

Article 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Son amendement n° 170 (de suppression) : rejeté (p. 1476)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 1480)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Julien Dray (exercice d'une activité professionnelle pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire) (p. 1515)

Article 4 bis (renouvellement de plein droit de la carte de résident)

Son amendement n° 171 : non soutenu (p. 1517)

Article 7 (recours abusifs aux procédures d'asile)

Son amendement n° 172 : non soutenu (p. 1525)

Après l'article 7

Son amendement n° 173 : non soutenu (p. 1525)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Son amendement n° 174 : non soutenu (p. 1529)

Article 10 (possibilité de contrôles d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. André Gerin (de suppression) (p. 1538)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 1538)

Projet de loi n° 2992 relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 142) ; [16 janvier 1997] (p. 191)

Sa question préalable (p. 148) : rejetée (p. 152)

Thèmes :

Administration : décision implicite valant acceptation (p. 148)

Administration : déconcentration (p. 150)

Administration : maison des services publics (p. 148, 150)

Administration : médiateur de la République (p. 148)

Administration : réforme de l'État (p. 148 à 150)

Collectivités territoriales (p. 149)

Communautés européennes et Union européenne (p. 150)

Fonctionnaires et agents publics : gestion des ressources humaines (p. 149)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1997] (p. 739) ; [5 février 1997] (p. 785)

Sa motion de renvoi en commission (p. 803) : rejetée (p. 812)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Directive 91-440 du 29 juillet 1991 relative au développement des chemins de fer communautaires (p. 805)

Régions : organisation des services régionaux de voyageurs assurés par la SNCF (p. 806)

SNCF : endettement (p. 804)

SNCF : généralités, mise en place de l'établissement public "Réseau ferré de France" (p. 804, 805)

SNCF : infrastructures (p. 804)

SNCF : lignes TGV (p. 806)

SNCF : réseau régional, réseau classique (p. 806)

SNCF : trafic : concurrence ; transport combiné (p. 804, 806 à 808)

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Rémy Auchedé (plan annuel et pluriannuel d'électrification et de rectification des lignes) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en place de l'établissement Réseau ferré de France en conformité avec un schéma multimodal des infrastructures de transport) (p. 918)

Proposition de loi n° 2814 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1185)

Son intervention (p. 1189)

Thèmes :

Administration : réforme de l'État (p. 1189)

Architecture : procédure d'appel des décisions des architectes des Bâtiments de France : commission régionale du patrimoine et des sites (p. 1189)

Communes : Rodez : opération immobilière sur un site archéologique (p. 1189)

Lois : loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : article 13 bis (p. 1189)

Lois : loi n° 62-903 du 4 août 1962 sur le patrimoine historique et esthétique de la France (loi Malraux) (p. 1189)

Ministères et secrétariats d'État : crédits (p. 1189)

Patrimoine : protection du patrimoine (p. 1189)

Patrimoine : zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) (p. 1189)

Discussion des articles [20 février 1997 (p. 1192)

Article 2 (appel de l'avis rendu par un architecte des Bâtiments de France sur une demande d'autorisation de travaux dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Laurent Dominati (renforcement des pouvoirs des architectes des Bâtiments de France) (p. 1195)

Ses explications de vote (p. 1196)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1196)

Son intervention (p. 1204)

Thèmes :

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage : financement dans le secteur public (p. 1205)

Formation professionnelle et promotion sociale : renouvellement des contrats d'apprentissage dans le secteur public (p. 1205)

Travail : précarisation des emplois dans la fonction publique (p. 1205)

Ses explications de vote (p. 1217)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1989) ; [19 mars 1997] (p. 2023)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean Royer (p. 2000) : rejetée (p. 2004)

Thèmes :

Audiovisuel : secteur privé : concentration des groupes de communication (p. 2002)

Audiovisuel : secteur public : regroupement des chaînes publiques (p. 2003)

Audiovisuel : secteur public : ressources : dotations budgétaires (p. 2002)

Audiovisuel : secteur public : ressources : publicité (p. 2003)

Audiovisuel : secteur public : ressources : redevance (p. 2002)

Communautés européennes et Union européenne : "télévision sans frontières" : renégociation (p. 2004)

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : extension des compétences (p. 2000, 2001)

Constitution : réforme : constitutionnalisation du CSA (p. 2001)

Télévision : bouquets numériques et analogiques : dispositif anti-concentration (p. 2002)

Télévision : France Télévision : holding de France 2 et France 3 (p. 2002)

Télévision : nouvelles technologies : réception par satellites et numérique (p. 2000)

Télévision : regroupement de la Sept/Arte et de La Cinquième (p. 2002)

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Article 1er (pouvoir de recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (publication au Journal officiel des recommandations du CSA) (p. 2072)

Article 1er ter (incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel après cessation de leurs fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (raccourcissement des délais d'incompatibilité) (p. 2073)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Laurent Dominati (raccourcissement des délais d'incompatibilité) (p. 2073)

Après l'article 2

Son amendement n° 219 (compétence du CSA sur les supports techniques futurs de la communication audiovisuelle) : adopté (p. 2073)

Article 3 (consultation du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 220 (suppression du caractère obligatoire de la consultation) : adopté (p. 2074)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (répartition du temps d'antenne lors des consultations électorales) (p. 2076)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (retransmission des grandes manifestations sportives) (p. 2081)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Didier Mathus (fixation par décret de la liste des émissions sportives ne pouvant être cryptées) (p. 2081)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 155 corrigé de M. Louis de Broissia (retrait d'autorisation d'émettre en radiodiffusion) (p. 2085)

Intervient sur l'amendement n° 156 corrigé de M. Louis de Broissia (appréciation des missions d'intérêt général des sociétés nationales de radiodiffusion) (p. 2086)

Article 7 (conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision disposés par voie hertzienne terrestre ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Laurent Dominati (interdiction des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Intervient sur l'amendement n° 65 deuxième rectification de M. Louis de Broissia (autorisation partielle par décret des messages publicitaires lors des décrochages locaux) (p. 2097)

Après l'article 7

Son amendement n° 221 corrigé (réduction de la durée des baux) : rejeté (p. 2098)

Article 7 quater (procédure d'autorisation d'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Laurent Dominati (priorité donnée à l'information) (p. 2103)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Frédérique Bredin (respect du pluralisme de l'information) (p. 2103)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Alain Griotteray (accords de réciprocité avec les diffuseurs étrangers) (p. 2104)

Article 8 (régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusé par satellite)

Son amendement n° 222 (réduction à trois ans de la durée du conventionnement) : rejeté (p. 2110)

Article 9 bis (exploitation d'un service de télévision locale distribué par câble par une personne morale)

Son amendement n° 223 (garantie du pluralisme) : rejeté (p. 2114)

Article 11 (dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de services de radio et de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 47 rectifié de la commission (exclusivité de France Télévision sur TPS pour une durée de deux ans et usage d'un décodeur polyvalent) (p. 2137)

Son sous-amendement n° 227 (suppression de la mention de durée) à l'amendement n° 47 rectifié de la commission : rejeté (p. 2137)

Article 15 ter (création d'une société holding dont France 2 et France 3 seront les filiales)

Son amendement n° 224 : non soutenu (p. 2144)

Article 16 quater (durée du mandat des membres des conseils d'administration des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 140 corrigé de M. Laurent Dominati (nomination des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 2181)

Article 17 (composition du capital et des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes et de la holding "France Télévision")

Son amendement n° 225 (nomination des présidents par le ministre en charge des questions audiovisuelles) : rejeté (p. 2183)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Louis de Broissia (contrat pluriannuel d'objectifs) (p. 2185)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Alain Griotteray (suppression du monopole de TDF) (p. 2191)

Son amendement n° 226 (mise à disposition de la SFP aux sociétés nationales de programme) : rejeté (p. 2193)

Ses explications de vote (p. 2197)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 2496)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2525)

Son intervention (p. 2535)

Thèmes :

Associations (p. 2535)

EDF-GDF : création d'une fondation pour la lutte contre l'exclusion (p. 2496, 2525)

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2496)

Jeunes : échec scolaire : lutte contre l'illettrisme (p. 2496, 2525)

Logement et habitat : prêts et aides (p. 2496, 2525)

Revenu minimum d'insertion (p. 2535)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Son amendement n° 213 corrigé (garantie par l'État de l'égalité d'accès aux droits) : rejeté (p. 2606)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) (p. 2604)

Article 3 (information et aide des personnes en détresse)

Son amendement n° 214 soutenu par M. Laurent Cathala (clarté de l'information donnée aux ayants-droits) : rejeté (p. 2664)

Après l'article 3

Son amendement n° 215 soutenu par M. Serge Janquin (subrogation par les associations en cas de préjudice) : rejeté (p. 2666)

Après l'article 8

Son amendement n° 548 : non soutenu (p. 2691)

Article 9 (institution d'un médiateur dans les organismes de sécurité sociale qui servent des prestations)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (instauration d'un médiateur aux ASSEDIC et à l'ANPE) : retiré (p. 2710)

Bernard SAUGEY
Isère (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2804) de M. Jean-Pierre Pont tendant à constituer une commission d'enquête sur France 2 et France 3 [2 octobre 1996] (n° 3004)

Gérard SAUMADE
Hérault (4ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bâtiment et travaux publics. Emploi et activité. Perspectives [23 octobre 1996] (p. 5850)

Étrangers. Droit d'asile. Respect [19 novembre 1996] (p. 7248)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Associations culturelles, festivals [3 décembre 1996] (p. 7853)

Collectivités locales. Sociétés d'économie mixte. Politique et réglementation [29 janvier 1997] (p. 506)

Emploi. Contrats emploi solidarité. Financement [4 février 1997] (p. 727)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1448, posée le 18 mars 1997. Collectivités locales. Personnel (p. 2020). Appelée le 25 mars 1997. Personnels des établissements publics locaux, statut (p. 2218, 2219)

n° 1491, posée le 15 avril 1997. Communautés européennes et Union européenne. Question non appelée (p. 2508, 2509)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Son intervention (p. 5839)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 5839)

Ministère : crédits de l'industrie (p. 5839)

Politique économique : généralités (p. 5839)

Politique économique : groupe Thomson (p. 5839)

Recherche : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5839)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Son intervention (p. 6615)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi (p. 6615)

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et schéma national d'aménagement du territoire (p. 6615, 6616)

Ministère : crédits de l'aménagement du territoire (p. 6616)

Organismes et structures : fonds de gestion de l'espace rural (p. 6615)

Organismes et structures : fonds national de développement des entreprises (p. 6615)

Plan : contrats de plan État-régions (p. 6615)

Projet de loi n° 3378 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 1997] (p. 2051, 2069) ; [20 mars 1997] (p. 2125, 2180)

Après l'article 8 ter

Son amendement n° 73 rectifié soutenu par M. Louis de Broissia (délégation des pouvoirs au département) : rejeté (p. 2113)

François SAUVADET

Côte-d'Or (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Coopération et développement. Afrique. Perspectives [5 mars 1997] (p. 1664)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1459, posée le 15 avril 1997. Enseignement maternel et primaire : personnel. Écoles (p. 2502). Appelée le 15 avril 1997. Carte scolaire, zones de revitalisation rurale (p. 2421 à 2423)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 15

Son amendement n° 371 précédemment réservé : non soutenu (p. 5723)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5914)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5915)

Bois et forêts : Office national des forêts : versement compensateur (p. 5915)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5915)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5915)

Enseignement agricole (p. 5914)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5914)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage (p. 5914)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Soutient l'amendement n° 97 de M. Gérard Larrat (de suppression) : adopté (p. 5966)

Son amendement n° 68 (extension du dispositif d'accès à la préretraite agricole) : devenu sans objet (p. 5966)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (vocation du Fonds de gestion de l'espace rural) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rapport au Parlement sur le programme de maîtrise de pollutions d'origine agricole) (p. 5968)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Son intervention (p. 6622)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime d'aménagement du territoire (p. 6622)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (ZRR) (p. 6623)

Logement et habitat : logement en milieu rural (p. 6623)

Lois : loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et schéma national d'aménagement du territoire (p. 6622, 6623)

Organismes et structures : fonds de gestion de l'espace rural (p. 6623)

Organismes et structures : fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6622)

Organismes et structures : fonds national de développement des entreprises (p. 6622)

Villes : zones de redynamisation urbaine (ZRU) (p. 6623)

Procédure des questions :

Entreprises : exonérations de charges sociales (p. 6660, 6661)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 60 (institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale)

Son amendement n° 6 rectifié : non soutenu (p. 7133)

Après l'article 74

Son amendement n° 209 : non soutenu (p. 7195)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 271 du code rural : élimination des sous-produits d'abattoirs

Son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 7802)

Son amendement n° 35 : devenu sans objet (p. 7802)

Suzanne SAUVAIGO

Alpes-Maritimes (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse (n° 3042) [29 octobre 1996]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation économique et politique en Corse (n° 3010) [29 octobre 1996]

Rapporteur de la proposition de loi modifiant le code de procédure pénale et relative à l'internement psychiatrique des personnes pénalement non punissables (n° 2868) [5 février 1997]

Rapporteur de la proposition de loi aggravant les peines encourues en cas de péril de mineurs (n° 3041) [5 février 1997]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la constitution d'un fichier national des empreintes génétiques destiné à l'identification des auteurs de crimes et délits sexuels commis sur des enfants mineurs de quinze ans (n° 3278) [5 février 1997]

Rapporteur du projet de loi renforçant la prévention et la répression des atteintes sexuelles commises sur les mineurs et des infractions portant atteinte à la dignité de la personne (n° 3322) [5 février 1997]

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'exclusion du bénéfice des remises de peine automatiques les auteurs de crimes et délits à caractère sexuel (n° 3440) [5 février 1997]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'infiltration des sectes dans les Pouvoirs Publics (n° 3320) [25 février 1997]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4335)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

1. (n° 3010) de M. Alain Bocquet tendant à créer une commission d'enquête sur la situation économique et politique en Corse,

2. (n° 3042) de M. Émile Zuccarelli, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse [5 décembre 1996] (n° 3215)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 3320) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à créer une commission d'enquête sur l'infiltration des sectes dans les Pouvoirs Publics [19 mars 1997] (n° 3456)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

I. le projet de loi (n° 3322) renforçant la prévention et la répression des atteintes sexuelles commises sur les mineurs et des infractions portant atteinte à la dignité de la personne,

II. les propositions de loi :

1. (n° 2868) de M. Pierre Mazeaud modifiant le code de procédure pénale et relative à l'internement psychiatrique des personnes non punissables,

2. (n° 3041) de M. André-Maurice Pibouée et plusieurs de ses collègues aggravant les peines encourues en cas de péril de mineurs,

3. (n° 3278) de M. Alain Marsaud, relative à la constitution d'un fichier national des empreintes génétiques destiné à l'identification des auteurs de crimes et délits sexuels commis sur des enfants mineurs de quinze ans,

4. (n° 3440) de M. Michel Hunault et plusieurs de ses collègues relative à l'exclusion du bénéfice des remises de peine automatiques les auteurs de crimes et délits à caractère sexuel [27 mars 1997] (n° 3475)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Police. Personnel. Agressions, lutte et prévention [20 novembre 1996] (p. 7327)

FAIT PERSONNEL

Explique les circonstances dans lesquelles elle a été conduite à citer en commission des lois une information erronée [26 février 1997] (p. 1412)

DÉBATS

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8486)

Thèmes :

Étrangers : maîtrise de l'immigration (p. 8486)

Étrangers : rétention administrative (p. 8486)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son amendement n° 130 (ressources de l'hébergeant) : devenu sans objet (p. 8580)

Son amendement n° 128 (obligations de l'hébergeant) : devenu sans objet (p. 8580)

Son amendement n° 74 (obligations de l'hébergeant) : devenu sans objet (p. 8580)

Son amendement n° 129 (pouvoirs du maire) : devenu sans objet (p. 8580)

Son amendement n° 75 (précision rédactionnelle) : devenu sans objet (p. 8580)

Article 3 (institution de procédures de rétention de documents de voyage et de visites sommaires des véhicules dans la bande de vingt kilomètres)

Article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Léon Bertrand (application du dispositif permettant la fouille des véhicules en Guyane) (p. 8621)

Intervient sur le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (suppression d'une disposition inutile) à l'amendement n° 115 de M. Léon Bertrand (p. 8621)

Après l'article 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (extension des contrôles aux zones portuaires) : retiré (p. 8621)

Son amendement n° 76 (extension des contrôles aux zones portuaires) : retiré (p. 8621)

Soutient l'amendement n° 48 rectifié de M. Gérard Léonard (modalités de consultation du fichier) : devenu sans objet (p. 8623)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) : adopté (p. 8641)

Son amendement n° 131 (suppression du droit à régularisation de l'étranger résidant sur le territoire depuis plus de quinze ans) : adopté (p. 8641)

Son amendement n° 132 (délai de deux ans en vue de l'obtention d'un titre de séjour pour les conjoints de Français) : adopté (p. 8643)

Son amendement n° 77 (retrait du titre de séjour de l'étranger en cas de divorce dans un délai de quatre ans à compter du mariage) : rejeté (p. 8643)

Son amendement n° 133 (modalités d'établissement de la filiation en vue de l'obtention d'un titre de séjour) : rejeté (p. 8645)

Son amendement n° 78 (retrait du droit au séjour pour les étrangers cessant de subvenir aux besoins de leur enfant) : rejeté (p. 8646)

Son amendement n° 134 (retrait du titre de séjour si l'étranger cesse de subvenir aux besoins de l'enfant) : retiré (p. 8647)

Après l'article 4

Son amendement n° 135 (non-attribution de la carte de résident à l'étranger débiteur) : rejeté (p. 8652)

Son amendement n° 79 (droit au séjour des conjoints de Français) : retiré (p. 8652)

Son amendement n° 73 (conditions de délivrance et de renouvellement de la carte de résident) : rejeté après rectification (p. 8653)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (non-renouvellement de la carte de résident des personnes ne résidant plus en France) : adopté (p. 8655)

Son amendement n° 80 (non-renouvellement de la carte de résident des personnes ne résidant plus en France) : adopté (p. 8655)

Après l'article 5

Son amendement n° 81 (exécution de la peine d'interdiction du territoire) : rejeté (p. 8658)

Après l'article 6

Son amendement n° 137 (possibilité d'expulsion des parents et de leurs enfants) : rejeté (p. 8659)

Son amendement n° 82 (suppression du droit au séjour de l'étranger sur le territoire depuis plus de quinze ans) : adopté (p. 8661)

Son amendement n° 138 (possibilité d'expulsion des mineurs de plus de seize ans) : retiré (p. 8663)

Son amendement n° 136 (exécution de la peine d'interdiction du territoire) : retiré (p. 8663)

Son amendement n° 139 (interdiction des regroupements polygamiques) : adopté (p. 8665)

Après l'article 7

Son amendement n° 83 (remise de l'étranger aux autorités de l'État et décision d'interdiction du territoire) : adopté (p. 8668)

Après l'article 8

Son amendement n° 84 (de coordination) : adopté (p. 8671)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Gérard Léonard (régime de la peine d'interdiction du territoire) (p. 8673)

Article 9 (aménagement de la rétention judiciaire)

Son amendement n° 85 (placement en rétention judiciaire de l'étranger qui s'est soustrait à l'exécution d'une décision de réadmission) : adopté (p. 8673)

Après l'article 9

Son sous-amendement n° 286 (application à Mayotte) à l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Philibert (contrôles d'identité dans les zones frontalières de la Guyane) : adopté (p. 8674)

Article 10 (possibilité de contrôle d'identité dans des lieux professionnels en vue de lutter contre le travail clandestin)

Son amendement n° 140 (visite des domiciles affectés à un usage professionnel) : adopté (p. 8678)

Après l'article 10

Son amendement n° 141 (bénéfice des prestations d'allocations familiales) : adopté (p. 8683)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (bénéfice des prestations d'allocations familiales) : retiré (p. 8684)

Son amendement n° 86 (bénéfice des prestations d'allocations familiales) : retiré (p. 8684)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 1394)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 156 (exclusion des personnes ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire) : retiré (p. 1491)

Intervient sur l'amendement n° 155 rectifié de la commission (non-imputation des années correspondant à des peines de prison) (p. 1491)

Soutient l'amendement n° 162 de M. Pierre Bernard (suppression des effets de la reconnaissance a posteriori de l'enfant) : rejeté (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. André Gerin (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Julien Dray (droit au séjour des étrangers gravement malades) (p. 1511)

Bernard SCHREINER

Bas-Rhin (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome III : Anciens combattants et victimes de guerre (n° 3031) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3373 visant à attribuer une médaille aux combattants titulaires du titre de reconnaissance de la Nation [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1232, posée le 3 décembre 1996. Collectivités locales. Comptabilité (p. 7912). Appelée le 10 décembre 1996. Nomenclature M 14, application, conséquences (p. 8157)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV - Est européen (p. 6522)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Armée de terre : personnels civils servant auprès des forces françaises stationnées en Allemagne : aides à la reconversion (p. 6587)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Europe : Conseil de l'Europe : sommet des chefs d'État et de gouvernement en 1997 ; contribution française (p. 6862, 6863)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : stages en entreprise : instauration d'une charte (p. 6976)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Alsace-Moselle : internés du camp de Tambow (p. 6996)

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation : "malgré nous" (p. 6996)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : associations : réception par le Premier ministre et le Président de la République (p. 6995)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : fonds de solidarité : allocation différentielle et allocations de préparation à la retraite (p. 6995)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée : commission tripartite (p. 6995)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : budget (p. 6995)

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : déconcentration et transfert de charges (p. 6997)

Mutualité : rente mutualiste du combattant : revalorisation (p. 6996)

Office national des anciens combattants : budget et déconcentration (p. 6997)

Retraites : retraites complémentaires : suppression des abattements (p. 6996)

Vote des crédits [15 novembre 1996] (p. 7023)

Article 86 (amélioration du Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants)

Son amendement n° 273 (substitution des mots : "de travail précaire" par les mots "ou d'activité professionnelle réduite" au paragraphe I) : adopté après rectification (p. 7025)

Son amendement n° 274 (substitution des mots : "de travail précaire" par les mots "ou d'activité professionnelle réduite" au paragraphe VII) : adopté après rectification (p. 7025)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Henri Emmanuelli (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les communautés de communes sur la voirie appartenant à leurs communes membres) (p. 7229)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Val-de-Marne (3ème circonscription)
Apparenté au groupe socialiste
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2840) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République Kirghize, d'autre part [28 novembre 1996] (n° 3170)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2922 préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1996] (p. 7335)

Son intervention (p. 7337)

Thèmes :

Enfants : préservation des fratries (p. 7337, 7338)

Enfants : protection des droits (p. 7337)

Lois : loi civile : autorité parentale (p. 7337)

Parlement : Parlement des enfants (p. 7337,7338)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1996] (p. 8614)

Son intervention (p. 8616)

Thèmes :

Loi civile : principe de la non séparation des enfants (p. 8616)

Parlement : Parlement des enfants (p. 8616)

Philippe SÉGUIN

Vosges (1ère circonscription)
Président de l'Assemblée nationale
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Président

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Annonce la dissolution de l'Assemblée nationale [21 avril 1997] (p. 2808)

ELOGE FUNÈBRE DE

M. Maurice Nénou-Pwataho [17 décembre 1996] (p. 8423)

HOMMAGES

Aux victimes de l'attentat terroriste dans le RER à la station Port-Royal le mardi 3 décembre 1996 [4 décembre 1996] (p. 7951)

A la mémoire de M. Alain Poher, décédé le 9 décembre 1996 [10 décembre 1996] (p. 8179)

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation de parlementaires québécois [8 octobre 1996] (p. 5187)

A une délégation de parlementaires norvégiens [9 octobre 1996] (p. 5272)

A une délégation de parlementaires colombiens [15 octobre 1996] (p. 5355)

A une délégation de parlementaires lettons [29 octobre 1996] (p. 6159)

A une délégation de parlementaires mauritaniens [4 mars 1997] (p. 1586)

RAPPEL À L'ORDRE : APPLICATION DE L'ARTICLE 71 DU RÈGLEMENT

Décide d'infliger un rappel à l'ordre au député qui a proféré des propos inadmissibles à l'encontre de l'une de ses collègues et de saisir le Bureau ; précise que ces propos ne seront pas publiés au Journal Officiel [20 novembre 1996] (p. 7334)

Inflige un rappel à l'ordre à M. Jean-Luc Reitzer [30 janvier 1997] (p. 579)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Laurent Fabius : tient à préciser que le texte en question sera distribué dès cet après-midi par le Gouvernement et que ce dernier fera demain après-midi après les questions au Gouvernement une déclaration sur le concept franco-allemand de défense et de sécurité, suivie d'une discussion au cours de laquelle chaque groupe disposera de dix minutes ; la suspension de séance demandée étant de droit, le président l'accorde [28 janvier 1997] (p. 455)

M. Jean-Claude Lefort : précise que le texte signé n'est ni un traité ni un accord, souhaite que l'Assemblée poursuive ses travaux et entende le ministre de la défense [28 janvier 1997] (p. 461)

M. Laurent Fabius : fait observer que la distinction entre les scrutins publics "partiels" et les scrutins publics "solennels" identifiant le vote de chacun, résulte d'une décision du Bureau, et a pour but d'éviter d'alimenter la fausse querelle sur l'absentéisme des députés [27 février 1997] (p. 1504)

M. Claude Bartolone : constate "un certain parfum d'irréalité" du à une "menace à laquelle il n'a pas été fait allusion" et indique que l'Assemblée respectera l'ordre du jour tant qu'il n'aura pas été mis un terme à l'existence de la législature [17 avril 1997] (p. 2623)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5779)

Son intervention (p. 5779)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 67

Répond aux observations de M. Didier Migaud : indique que ce problème, qui ne concerne pas uniquement les amendements du groupe socialiste, tient au délai de dépôt des amendements ; observe que le président de la commission des finances doit en outre contrôler leur recevabilité financière ; précise que pour éviter des suspensions de séance à répétition la reproduction matérielle des amendements peut parfois se limiter à leur dispositif ; déclare que la présidence s'attachera désormais à réduire au maximum le nombre des amendements sans exposé sommaire et que chaque fois qu'un amendement sera en version incomplète et que son auteur estimera que cette situation empêche l'Assemblée nationale d'être

totalement éclairée, la suspension de la séance sera de droit pour en permettre l'édition complète (p. 7159)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Didier Migaud (suppression de l'allocation pour garde d'enfants à domicile pour les bénéficiaires de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7166)

Proposition de loi n° 2922 préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1996] (p. 7335)

Son intervention (p. 7335)

Thème :

Parlement : Parlement des enfants (p. 7335)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7342)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (présentation par le Gouvernement d'un bilan intermédiaire d'application de la présente loi) (p. 8143)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 460)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Claude Lefort (cf. supra) [28 janvier 1997] (p. 460, 461)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 12 (application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Son intervention (p. 694, 695)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1388)

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1430)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Julien Dray (droit au séjour des parents de mineurs français ou nés en France) (p. 1503)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius (cf. supra) (p. 1504)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 2

Intervient sur le rappel au règlement de M. Claude Bartolone (cf. supra) (p. 2622)

Jean SEITLINGER

Moselle (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2935 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (COM[95] 661 final/n° E 587)

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1996] (p. 5329)

Son intervention (p. 5333)

Thèmes :

Biotechnologie : brevets (p. 5333)

Communautés européennes et Union européenne : avis du Groupe des conseillers auprès de la Commission européenne (p. 5333)

Communautés européennes et Union européenne : proposition de directive relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques du 13 décembre 1995 (COM 95-661 final) (p. 5333)

Éthique : non-brevetabilité des gènes humains (p. 5334)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 5334)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Alsace-Moselle : patriotes réfractaires à l'annexion de fait (PRAF) : insoumis : patriotes résistants à l'occupation (PRO) (p. 7022)

Bernard SERROU

Hérault (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Marché de l'art [6 novembre 1996] (p. 6574)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Associations culturelles [15 janvier 1997] (p. 140)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Son amendement n° 53 corrigé soutenu par M. Christian Vanneste (contribution sur la somme des avances aux machines à sous et des paiements faits aux joueurs) : retiré ; repris par M. René Couanau : rejeté (p. 6309)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Son intervention (p. 6399)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement artistique : éducation artistique dans les établissements scolaires (p. 6399)

Opéra : augmentation des crédits (p. 6399)

Bernard SEUX

Pas-de-Calais (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Corse. Ordre public, maintien [29 octobre 1996] (p. 6152)

Professions paramédicales. Infirmiers et infirmières en psychiatrie. Diplôme d'État, conditions d'attribution [25 février 1997] (p. 1318)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1380, posée le 25 février 1997. Hôpitaux et cliniques. Centres hospitaliers (p. 1378). Appelée le 4 mars 1997. Sécurité, état des locaux, mise aux normes, financement (p. 1563, 1564)

n° 1414, posée le 11 mars 1997. Industrie. Poids et mesures : Testut (p. 1842). Appelée le 18 mars 1997. Emploi et activité, Béthune (p. 1958,1959)

DÉBATS

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Soutient l'amendement n° 275 de M. Jean-Michel Boucheron (frais d'hébergement et de restauration des appelés effectuant un service en tant qu'objecteur de conscience pris en charge par l'État) : rejeté (p. 687)

Henri SICRE

Pyrénées-Orientales (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture : budget. Conservatoire de la forêt méditerranéenne, financement [26 mars 1997] (p. 2321)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1206, posée le 26 novembre 1996. Baccalauréat (p. 7588). Suppléé par M. Léo Andy. Appelée le 26 novembre 1996. Épreuves, langue des signes, perspectives (p. 7842, 7843)

n° 1267, posée le 14 janvier 1997. Enseignement secondaire. Maîtres auxiliaires (p. 79). Appelée le 14 janvier 1997. Statut (p. 5, 6)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGETS ANNEXES DES JOURNAUX OFFICIELS - RAPATRIÉS - ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 5979)

Son intervention (p. 5989)

Thèmes avant la procédure des questions :

Rapatriés : Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer : crédits (p. 5989)

Rapatriés : commissions départementales d'aide aux rapatriés réinstallés (CODAIR) (p. 5989)

Rapatriés : généralités et crédits (p. 5989)

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Son intervention (p. 6401)

Thèmes avant la procédure des questions :

Cinéma : aides publiques (p. 6401)

Grands travaux : Le Grand Louvre (p. 6401)

Livres et lecture : bibliothèques municipales : transfert des charges au ministère de la culture (p. 6401)

Ministère de la culture : budget (p. 6401)

Musées : musée de l'Homme (p. 6401)

Musées : musée des civilisations et des arts premiers : Palais de Chaillot (p. 6401)

Patrimoine : conservation : baisse des crédits (p. 6401)

Patrimoine : Fondation du patrimoine (p. 6401)

Théâtre : soutien et reproduction audiovisuelle (p. 6401)

Vote des crédits [4 novembre 1996] (p. 6419)

État B, titre III

Soutient l'amendement n° 181 de Mme Frédérique Bredin (réduction des crédits de 8,85 millions de francs) : rejeté (p. 6420)

État C, titre VI

Son amendement n° 171 (réduction des crédits de 30 millions de francs) : rejeté (p. 6421)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1600)

Thèmes :

Mer et littoral : bande côtière (p. 1600)

Mer et littoral : pêche artisanale : "société des pêches artisanales" (p. 1600)

Jean-Pierre SOISSON

Yonne (1ère circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17809)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [2 octobre 1996] (p. 5061)

Voirie. Autoroutes. Liaison Troyes Bourges, perspectives [20 novembre 1996] (p. 7321)

Enseignement supérieur. Politique et réglementation. Stages diplômants [28 janvier 1997] (p. 448)

Politique économique et sociale. Lutte contre l'exclusion. Projet de loi d'orientation, perspectives [25 février 1997] (p. 1321)

Communautés européennes et Union européenne. Politique sociale. Perspectives [25 mars 1997] (p. 2235)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Ses explications de vote (p. 5776)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Son intervention (p. 5815)

Thème avant la procédure des questions :

Fonction publique territoriale : CNFPT (p. 5815, 5816)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7860)

Son intervention (p. 7873)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : CNFPT (p. 7874)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 7874)

Fonctionnaires et agents publics : conventions avec les syndicats (p. 7873, 7874)

Fonctionnaires et agents publics : élections professionnelles, représentativité syndicale (p. 7874)

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 52 A

Son amendement n° 165 corrigé soutenu par M. Jean-Claude Bahu (informations financières du CNFPT) : adopté (p. 7925)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Jean-Claude Bahu (organisation du CNFPT - report de l'application

des dispositions de la loi du 24 janvier 1984) : adopté (p. 7926)

Après l'article 52 B

Son amendement n° 163 corrigé soutenu par M. Jean-Claude Bahu (statut des fonctionnaires territoriaux stagiaires) : adopté (p. 7927)

Article 54 sexies (répartition des dépenses transférées aux centres de gestion pour l'organisation de concours ou examens)

Son amendement n° 159 rectifié soutenu par M. Jean-Claude Bahu (répartition des dépenses en fonction du nombre de candidats inscrits à chacun des concours et examens) : adopté (p. 7930)

Article 54 octies (dotation spéciale instituteurs)

Son amendement n° 160 soutenu par M. Jean-Claude Bahu (caractère transitoire du versement par le CNFPT) : adopté (p. 7931)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 158 du Gouvernement (représentativité des syndicats de fonctionnaires - élections professionnelles) (p. 7942)

Seconde délibération

Article 4 bis (application du dispositif aux personnels contractuels des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 7945)

Ses explications de vote (p. 7946)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 décembre 1996] (p. 8262)

Son intervention (p. 8264)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : CNFPT (p. 8264)

Fonctionnaires et agents publics : représentativité des syndicats (p. 8264)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1208)

Article 2 (ouverture au secteur public non industriel et commercial du droit à l'aide à l'embauche d'apprentis et prise en charge de cette aide par les organismes collecteurs de la contribution alternance)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (financement des aides à l'embauche d'apprentis) (p. 1213)

Article 3 (renouvellement du contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 1213)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Michel Berson (limitation de la possibilité de renouvellement des contrats à trois contrats successifs) (p. 1215)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Berson (interdiction d'employer un apprenti sur un emploi permanent) (p. 1215)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 4 (élargissement de cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Pierre Bernard (suppression du droit au séjour accordé aux étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans) (p. 1490)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Julien Dray (conditions d'obtention du droit au séjour pour les parents d'enfants français) (p. 1509)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Julien Dray (exercice d'une activité professionnelle pour les détenteurs d'une carte de séjour temporaire) (p. 1515)

Ses explications de vote (p. 1545)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2553)

Thème :

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2523)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 2 (accès aux droits)

Intervient sur l'amendement n° 282 de Mme Muguette Jacquaint (accès aux services publics) (p. 2614)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Robert Galley (participation active des personnes exclues à leur réinsertion sociale) (p. 2617)

Daniel SOULAGE

Lot-et-Garonne (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1353, posée le 18 février 1997. Santé publique. Secours d'urgence (p. 1093). Appelée le 25 février 1997. Service médical d'urgence et de réanimation (SMUR), maintien, perspectives, Fumel (p. 1300, 1301)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5907)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : prime d'orientation agricole (POA) (p. 5908)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : pensions de réversion (p. 5909)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5908, 5909)

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune et "retours" communautaires (p. 5908)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5907)

Exploitants agricoles : aides, bonifications d'intérêt (p. 5909)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5908)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage (p. 5908)

Fruits et légumes : organisation commune du marché des fruits et légumes (p. 5909)

Ministère : crédits de l'agriculture (p. 5908)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 60 (institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale)

Son amendement n° 16 : non soutenu (p. 7135)

Article 82 (prorogation des contributions additionnelles établies au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Son amendement n° 194 (prorogation de la contribution additionnelle sur les conventions d'assurance afférentes aux véhicules utilitaires affectés aux exploitations agricoles limitée à une année) : devenu sans objet (p. 7204)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 98 (ouverture de concours aux rééducateurs-psychomotriciens des instituts nationaux des jeunes sourds et des jeunes aveugles) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 7891) : retiré (p. 7943)

Margie SUDRE
Secrétaire d'État chargé de la francophonie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Bernadette Isaac-Sibille. Politique extérieure. Hong-Kong. Rétrocession à la Chine [29 janvier 1997] (p. 504)

M. Bruno Bourg-Broc. Politique extérieure. Francophonie. Perspectives [5 février 1997] (p. 820)

M. Bruno Bourg-Broc. Politique extérieure. Francophonie. Perspectives [19 mars 1997] (p. 2062)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Son intervention (p. 6860)

Ses réponses (p. 6862 à 6866)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : action culturelle extérieure et francophonie : ministère des affaires étrangères (p. 6860)

Audiovisuel (p. 6860)

Informatique : réseau Internet (p. 6861)

Langue française : Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) (p. 6861)

Langue française : presse française : diffusion à l'étranger (p. 6861)

Réponses aux questions :

Affaires étrangères : Vietnam : présence française (p. 6866) (M. Yves Marchand) (p. 6865, 6866)

Langue française : sommet de la francophonie : Hanoï, 1997 (p. 6862) (Mme Martine Aurillac) (p. 6862)

Projet de loi n° 3104 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne concernant la construction et l'exploitation de la section internationale d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Espagne (façade méditerranéenne)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 480)

Son intervention (p. 480)

Sa réponse (p. 485)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : sommets de Foix, Corfou et d'Essen ; soutien financier (p. 480, 481, 485)

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 485)

Transports : ligne ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Espagne (p. 480, 481, 485)

Transports : TGV-Sud par l'Ouest atlantique (p. 485)

Projet de loi n° 3060 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 485)

Son intervention (p. 485)

Sa réponse (p. 489)

Thèmes :

Affaires étrangères : Hong-Kong : intégration à la République populaire de Chine le 1er juillet 1997 (p. 486, 490)

Commerce extérieur (p. 489)

Droit international : sécurité des investissements (p. 485, 486, 489, 490)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 490)

Projet de loi n° 3063 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 490)

Son intervention (p. 490)

Sa réponse (p. 495)

Thèmes :

Affaires étrangères : accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 (p. 490)

Affaires étrangères : sommets franco-allemand de Bonn des 29 et 30 novembre 1994 et de Baden-Baden du 7 décembre 1995 (p. 490)

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 490, 491, 495)

Emploi : emplois transfrontaliers (p. 491)

Alain SUGUENOT

Côte-d'Or (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3310 tendant à créer un Conseil national de la prévention de l'alcoolisme et à modifier certaines dispositions de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 [23 janvier 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole. Loi d'orientation, perspectives [26 février 1997] (p. 1425)

T

Frantz TAITTINGER

Hauts-de-Seine (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Jean TARDITO

Bouches-du-Rhône (9ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 6 novembre 1996] (p. 16194)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 45 : Taxes parafiscales (n° 3030) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3019 autorisant l'installation et l'exploitation de machines à sous à enjeux et gains limités fonctionnant exclusivement au moyen d'une carte à puce prépayée [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3074 relative aux collectivités locales [29 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Politique de l'enfance. Perspectives [20 novembre 1996] (p. 7323)

Arts et spectacles. Théâtre. Chateauvallon, attitude de la municipalité de Toulon et du préfet du Var [18 février 1997] (p. 1055)

Enseignement secondaire. Maîtres auxiliaires. Statut [26 mars 1997] (p. 2322)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1326, posée le 18 février 1997. Communes. Comptabilité (p. 1088). Appelée le 18 février 1997. Nomenclature M 14, application, conséquences (p. 1043, 1044)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime qu'il est très difficile de délibérer sur le cas des journalistes alors qu'une dépêche de l'Agence France presse a déjà annoncé la création d'un fonds de compensation [19 novembre 1996] (p. 7251)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 5375)

Son intervention (p. 5448)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : généralités (p. 5450)

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5450)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : monnaie unique (p. 5375, 5448, 5451)

Défense (p. 5450)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5448, 5450)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5449)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5449)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5375)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5449)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5450)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 5449)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5449)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5375, 5449)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5449, 5450)

Logement et habitat (p. 5450)

Politique économique : croissance (p. 5375, 5449)

Politique économique : généralités (p. 5448, 5450, 5451)

Politique économique et sociale (p. 5449)

Secteur public : privatisations (p. 5450)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un impôt exceptionnel sur les patrimoines de plus de 1 million de francs) : rejeté (p. 5467)

Article 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement)

Son intervention (p. 5468)

Soutient l'amendement n° 71 de M. Jean-Pierre Brard (maintien des taux applicables aux deux dernières tranches du barème) : rejeté (p. 5474)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Brard (non-relèvement du plafond du quotient familial) : rejeté (p. 5474)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Brard (attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux contribuables célibataires ayant élevé leurs frères et sœurs après le décès de leurs parents) : rejeté (p. 5497)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement des réductions d'impôt accordées au titre des investissements immobiliers locatifs) : rejeté (p. 5507)

Soutient l'amendement n° 193 de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer) : rejeté (p. 5509)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 5529)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : monnaie unique (p. 5530)

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités : politique budgétaire (p. 5530) ; contribution française (p. 5529)

Fonds structurels (p. 5529, 5530)

Fraude (p. 5530)

Politiques internes (p. 5530)

Soutient l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) : rejeté (p. 5540)

Article 13 précédemment réservé (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 105 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (nouveau barème avec une tranche marginale de 2 %) : rejeté (p. 5710)

Après l'article 14

Son amendement n° 145 précédemment réservé soutenu par M. Daniel Colliard (création d'une taxe sur les importations de produits en provenance des pays ayant recours au travail forcé des enfants) : rejeté (p. 5717)

Son amendement n° 113 précédemment réservé soutenu par M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations procédant à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou contribuant à favoriser leur logement et pour les associations ayant un caractère social, éducatif, familial, sportif ou culturel) : rejeté (p. 5718)

Son amendement n° 363 précédemment réservé soutenu par M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations procédant à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou contribuant à favoriser leur logement) : rejeté (p. 5718)

Son amendement n° 247 précédemment réservé soutenu par M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations ayant un caractère éducatif, familial, sportif ou culturel) : rejeté (p. 5719)

Son amendement n° 114 précédemment réservé soutenu par M. Daniel Colliard (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des maisons de retraite publiques et les hôpitaux) : rejeté (p. 5720)

Après l'article 17

Son amendement n° 139 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (réduction des droits de mutation à titre gratuit) : rejeté (p. 5728)

Après l'article 18

Son amendement n° 87 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) : rejeté au scrutin public (p. 5730)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Son intervention (p. 6462)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministère : crédits du tourisme (p. 6462)

Tourisme : chèque-vacances (p. 6462)

Tourisme : tourisme social (p. 6462)

ÉCONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1996] (p. 7064)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7070)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 7071)

Agriculture : horticulture : comité national interprofessionnel (p. 7071)

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 7071)

Impôts et taxes : taxe sur les passages maritimes (p. 7071)

Impôts et taxes : taxe sur les spectacles (p. 7071)

Industrie : centres techniques industriels (p. 7072)

Pêche : conchyliculture (p. 7071)

Taxes parafiscales (p. 7070 à 7072)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 308 de la commission (institution d'une imposition forfaitaire annuelle sur les stations radioélectriques de France Télécom) (p. 7222)

Intervient sur l'amendement n° 306 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés dans le cadre de la compétence d'une communauté de communes et des investissements réalisés dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage lorsqu'ils sont liés à des investissements relevant de la compétence de la communauté de communes) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Henri Emmanuelli (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les communautés de communes sur la voirie appartenant à leurs communes membres) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 307 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement engagées dans le cadre de travaux hydrauliques) (p. 7233)

Soutient l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (majoration des taux de prélèvement au titre du versement transport) : rejeté (p. 7233)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1996] (p. 7251)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8018)

Son intervention (p. 8029)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 8029)

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 8030)

Consommation (p. 8029)

Emploi : chômage (p. 8029)

Finances publiques : crédits : annulations (p. 8029)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 8029)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 8029)

Finances publiques : recettes : prélèvements sur des organismes publics (p. 8029)

Politique économique : généralités (p. 8029, 8030)

Politique économique : politique monétaire (p. 8030)

Secteur public : privatisations (p. 8030)

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Article 20 (validation des impositions directes locales établies au profit du département de la Haute-Corse)

Son amendement n° 1 (de suppression) : rejeté (p. 8072)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de M. Daniel Colliard (modalités d'application du régime des garanties contre les calamités agricoles) : retiré (p. 8073)

Vote contre du groupe communiste (p. 8030)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Son intervention (p. 8088)

Thèmes :

Impôt sur les sociétés : exonération jusqu'à 400 000 F (p. 8089)

Impôts et taxes : charges sociales patronales (p. 8089)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 8089)

Logement et habitat : logement social (p. 8089)

Ordre public : terrorisme (p. 8088)

Politique économique : zone franche de Corse : création (p. 8089)

Recherche : synchrotron : installation en Corse (p. 8089)

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8088)

Voirie (p. 8089)

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Article 1er (exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices agricoles)

Son intervention (p. 8112)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Roger Meï (octroi d'avantages fiscaux aux entreprises créant des emplois sur la base de contrats à durée indéterminée et obligation pour les entreprises de rembourser les avantages perçus lorsqu'elles procèdent à des licenciements économiques) : rejeté (p. 8125)

Article 2 (exonération de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Roger Meï (relèvement du taux minimum de la taxe professionnelle dans la loi de finances pour 1997) : retiré (p. 8132)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (non-intervention du fonds national de compensation de la taxe professionnelle) (p. 8133)

Article 3 (allègement des cotisations sociales patronales pour les bas salaires)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (bénéfice de l'allègement pour les contrats saisonniers de trois mois) (p. 8139)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (bénéfice de l'allègement pour les contrats saisonniers de trois mois) (p. 8139)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 3 de M. Roger Meï (présentation par le Gouvernement d'un bilan annuel d'application de la présente loi) : retiré (p. 8143)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Roger Meï (accès aux documents des entreprises et des administrations par l'Assemblée de Corse, les conseils généraux, les conseils municipaux et les organisations syndicales représentatives) : rejeté (p. 8144)

Ses explications de vote (p. 8144)

Vote contre du groupe communiste (p. 8144)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 30 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi du 10 août 1993 relative aux contrôles d'identité) : rejeté (p. 1406)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Soutient l'amendement n° 48 de M. André Gerin (remise par l'étranger d'une attestation d'accueil lors de la demande de visa) : rejeté (p. 1454)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son intervention (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 493 de M. Gilbert Biessy (rédactionnel) : rejeté (p. 2590)

Article 2 (accès aux droits)

Son amendement n° 281 soutenu par M. Louis Pierna (accès des enfants aux cantines scolaires) : rejeté (p. 2619)

Christiane TAUBIRA-DELANNON

Guyane (1ère circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM-TOM. Guyane : enseignement. Perspectives [13 novembre 1996] (p. 6873)

DOM-TOM. Guyane : délinquance et criminalité. Lutte et prévention [11 décembre 1996] (p. 8260)

DOM-TOM. Guyane : agriculture. Projet sucrier, perspectives [15 janvier 1997] (p. 133)

DOM-TOM. Guyane : environnement. Protection, perspectives [19 février 1997] (p. 1125)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6014)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : FIDOM (p. 6014)

DOM-TOM : Guyane (p. 6015)

Politique économique et sociale (p. 6014, 6015)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : établissement public foncier de Guyane (p. 6043)

Environnement : activités minières en Guyane (p. 6044)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6885)

Son intervention (p. 6889)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : ministère de la coopération : crédits (p. 6889)

Affaires étrangères : Afrique : généralités (p. 6889)

Coopération et développement : champ de la coopération : extension aux pays Asie-Caraïbes-Pacifique (ACP) (p. 6889)

DOM-TOM : coopération régionale (p. 6889, 6890)

Procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : Fonds européen de développement (p. 6901)

DOM-TOM : forêt tropicale (p. 6901)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7978)

Article 1er (dispositions relatives aux dépendances du domaine public maritime situées dans la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique)

Article L. 89-1 bis du code du domaine de l'État : institution d'une commission de vérification des titres

Son amendement n° 31 corrigé soutenu par M. Henry Jean-Baptiste (présence d'un notaire et de deux fonctionnaires des services déconcentrés de l'État au sein de la commission de vérification des titres) : devenu sans objet (p. 7982)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1997] (p. 1323) ; [26 février 1997] (p. 1383)

Son intervention (p. 1386)

Thème :

DOM-TOM : Guyane (p. 1386)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1819)

Thème :

Femmes : vie publique : mandats publics : pourcentage d'élues (p. 1819)

Projet de loi n° 3399 portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2374)

Son intervention (p. 2377)

Thèmes :

DOM-TOM : Commission départementale des mines (p. 2379)

DOM-TOM : Guyane (p. 2378)

Environnement (p. 2378)

Mines et carrières : code minier métropolitain (p. 2378)

Mines et carrières : titres miniers (p. 2378, 2379)

Discussion des articles [27 mars 1997] (p. 2384)

Article 2 (conditions de mise en concurrence de la demande de permis exclusif de recherches en Guyane)

Son amendement n° 25 (obligation de mise en concurrence) : rejeté (p. 2387)

Article 5 (dispositions adaptant le code minier aux départements d'outre-mer)

Article 68 du code minier : conditions d'attribution

Son amendement n° 13 (conditions d'attribution des autorisations d'exploitation) : adopté (p. 2389)

Article 68-2 du code minier : conditions particulières d'exploitation

Son amendement n° 14 (conformité des droits conférés par l'autorisation d'exploitation avec le schéma départemental des mines) : rejeté (p. 2390)

Article 68-8 du code minier : superposition de titres

Son amendement n° 15 (superposition de titres miniers sous réserve de l'avis de la commission départementale des mines) : retiré (p. 2391)

Article 68-18 du code minier : commission consultative des mines

Son amendement n° 26 (création d'une commission "départementale" des mines) : adopté (p. 2393)

Son amendement n° 16 (élaboration du schéma départemental des mines par la commission) : rejeté (p. 2393)

Article 68-19 du code minier : rôle du préfet dans la détermination des conditions générales d'exécution et d'arrêt des travaux miniers

Son amendement n° 17 (conditions générales d'exécution en conformité avec le schéma départemental des mines) : rejeté (p. 2393)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Didier Mathus (indemnisation des biens dépréciés lors de la première mutation) (p. 2395)

Ses explications de vote (p. 2398)

Guy TEISSIER

Bouches-du-Rhône (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Pensions des invalides. Taux du grade, application [15 octobre 1996] (p. 5351)

Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Délinquants mineurs, sanctions contre les parents [15 avril 1997] (p. 2455)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1330, posée le 18 février 1997. Défense. État-major du Sud-Est (p. 1089). Appelée le 18 février 1997. Implantation, perspectives (p. 1037, 1038)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 6

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 5551)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Procédure des questions :

Lois : loi de programmation militaire : comité de suivi des engagements (p. 6584)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 566)

Thèmes :

Service national : rendez-vous citoyen (p. 567)

Service national : volontariat (p. 566, 567)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2282)

Son intervention (p. 2293)

Thèmes :

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 2293)

Enseignement : enseignement de l'histoire et instruction civique (p. 2294)

Service national : rendez-vous "citoyen" (p. 2294)

Paul-Louis TENAILLON

Yvelines (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire [J.O. du 6 décembre 1996] (p. 17809)

Membre titulaire de la commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la fédération de Russie [J.O. du 19 mars 1997] (p. 4333)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome IV : Intérieur et décentralisation (collectivités locales) (n° 3034) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Emprunts russes, remboursement [27 novembre 1996] (p. 7633)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5811)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 5826)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6782)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : concours financiers de l'État : pacte de stabilité financière (p. 6782, 6783)

Collectivités territoriales : fiscalité locale (p. 6783)

Collectivités territoriales : retraite des agents : CNRACL (p. 6783)

Michel TERROT

Rhône (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

André THIEN AH KOON

La Réunion (3ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Jean-Claude THOMAS

Marne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Jean-Pierre THOMAS

Vosges (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997 [J.O. du 13 décembre 1996] (p. 18313)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 1er février 1997] (p. 1786)

Membre du comité national de l'euro [J.O. du 4 février 1997] (p. 1917)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [J.O. du 6 février 1997] (p. 2072)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 15 février 1997] (p. 2625)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 2 : Affaires étrangères (affaires européennes) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3237), relative à l'épargne retraite [7 janvier 1997] (n° 3286)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite [5 février 1997] (n° 3331)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5440)

Thèmes :

Contribution sociale généralisée (p. 5441)

Culture : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 5442)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5441)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5440)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5441)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 5442)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5441)

Impôts et taxes : investissement outre-mer (p. 5442)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5441, 5442)

Politique économique : conjoncture (p. 5440)

Politique économique : croissance (p. 5440)

Politique économique : investissement (p. 5441)

Politique économique : politique monétaire : franc (p. 5440, 5441)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 5441)

TVA (p. 5442)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) : retiré (p. 5492)

Son amendement n° 174 (suppression du dispositif fiscal en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) : retiré (p. 5492)

Son amendement n° 175 corrigé (limitation des versements déductibles en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - SOFICA -) : devenu sans objet (p. 5495)

Article 5 (aménagement de la réduction d'impôt accordée au titre des primes d'assurance-vie)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Augustin Bonrepaux (maintien de la réduction d'impôt accordée au titre des primes des contrats souscrits après le 5 septembre 1996) (p. 5505)

Après l'article 5

Son amendement n° 273 (plafonnement de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer) : retiré (p. 5508)

Son amendement n° 178 (bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements réalisés outre-mer réservé aux seuls investissements directs des particuliers) : retiré (p. 5509)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5518)

Thèmes :

Actions extérieures (p. 5518)

Agriculture : politique agricole commune : dépenses agricoles (p. 5518)

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : monnaie unique (p. 5518)

Communautés européennes et Union européenne : budget (p. 5518) ; contribution française (p. 5518)

Fonds structurels (p. 5518)

Politiques internes (p. 5518)

Après l'article 6

Son amendement n° 223 (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) : rejeté au scrutin public (p. 5575)

Article 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres)

Son amendement n° 213 (relèvement du plafond) : retiré (p. 5603)

Son amendement n° 215 (application du dispositif aux entreprises réalisant moins de 75 millions de francs de chiffre d'affaires) : retiré (p. 5604)

Article 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 261 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 5622)

Son amendement n° 350 : non soutenu (p. 5622)

Après l'article 10

Son amendement n° 262 précédemment réservé (fixation du taux normal de la TVA à 20 % à compter du 15 décembre 1997 et à 19% à compter du 1er janvier 1999) : retiré (p. 5637)

Son amendement n° 263 précédemment réservé (fixation du taux normal de la TVA à 20 % à compter du 15 décembre 1997) : retiré (p. 5637)

Après l'article 14

Son amendement n° 231 précédemment réservé : non soutenu (p. 5714)

Son amendement n° 362 rectifié précédemment réservé soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement du seuil d'imposition à la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques) : adopté après modifications (p. 5721)

Après l'article 17

Son amendement n° 212 précédemment réservé : non soutenu (p. 5727)

Ses explications de vote (p. 5776)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 5776)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 64

Son amendement n° 252 (plafonnement des réductions d'impôt à 50 000 F) : non soutenu ; repris par M. Didier Migaud : rejeté au scrutin public (p. 7154)

Après l'article 82 (suite)

Son amendement n° 251 précédemment réservé soutenu par M. Gilbert Gantier (prorogation d'un an du dispositif de diminution des droits de mutation à titre onéreux) : retiré (p. 7288)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8519)

Son intervention (p. 8522)

Thèmes :

Culture : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 8522, 8523)

Entreprises familiales : pérennité (p. 8523)

Finances publiques : crédits : annulations (p. 8523)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 8522)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8522)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8523)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 8522, 8523)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 8523)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 137 soutenu par M. Hervé Novelli (cotisation universelle unique) : rejeté (p. 6271)

Proposition de loi n° 741 visant à créer un plan d'épargne entreprise retraite

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7416) ; [22 novembre 1996] (p. 7469)

Article 1er (souscripteurs des plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 7420)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7422)

Son amendement n° 85 (adhésion des salariés affiliés aux régimes complémentaires obligatoires de retraite) : adopté (p. 7423)

Article 2 (droit à l'obtention d'une rente)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7425)

Son amendement n° 76 (faculté de sortie en capital lors du départ à la retraite dans la limite d'un montant de 100 000 F) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7426)

Article 3 (durée du plan d'épargne retraite)

Son amendement n° 86 (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 7427)

Article 4 (versement d'une rente)

Son amendement n° 14 (de suppression) : adopté (p. 7428)

Article 5 (conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7430)

Son amendement n° 77 (versement de la rente au conjoint survivant ou aux enfants mineurs, incapables ou invalides) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7431)

Article 6 (négociation collective et souscription par les entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7432)

Son amendement n° 78 rectifié (conditions de souscription) : adopté au scrutin public après deuxième rectification et modifications (p. 7436)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 du Gouvernement (de précision) à son amendement n° 78 rectifié (p. 7435)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 du Gouvernement (égalité de traitement des salariés d'une même entreprise) à son amendement n° 78 rectifié (p. 7435)

Intervient sur le sous-amendement n° 124 du Gouvernement (exclusion des contrats d'épargne retraite purement individuels) à son amendement n° 78 rectifié (p. 7435)

Article 7 (plans d'épargne retraite conclus dans le cadre du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7438)

Son amendement n° 87 rectifié (suspension et plafonnement des versements) : adopté après modifications (p. 7439)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Jean-Yves Chamard (liberté de souscription par le salarié et par l'employeur) à son amendement n° 87 rectifié (p. 7439)

Intervient sur le sous-amendement n° 130 de M. Jean-Yves Chamard (fixation par les accords collectifs ou, à défaut, par décret des conditions de suspension des versements) à son amendement n° 87 rectifié (p. 7439)

Article 8 (transfert des plans d'épargne retraite conclus dans le cadre du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7441)

Son amendement n° 88 (rédactionnel) : adopté (p. 7442)

Article 9 (création de fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7443)

Son amendement n° 79 (nature des fonds d'épargne retraite et conditions de leur agrément) : retiré (p. 7444)

Intervient sur l'amendement n° 121 du Gouvernement (constitution et gestion des fonds d'épargne retraite) (p. 7445)

Article 10 (organismes habilités à créer des fonds d'épargne retraite)

Son amendement n° 89 (de suppression) : retiré (p. 7445)

Intervient sur l'amendement n° 112 du Gouvernement (règles d'agrément des fonds d'épargne retraite) (p. 7446)

Article 11 (plan d'épargne retraite interne à l'entreprise)

Son amendement n° 90 (de suppression) : retiré (p. 7446)

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (règles de fonctionnement des fonds d'épargne retraite) (p. 7447)

Article 12 (contributions versées aux fonds d'épargne retraite)

Son amendement n° 91 (de suppression) : adopté (p. 7448)

Article 13 (excédents de gestion)

Son amendement n° 92 (de suppression) : adopté (p. 7449)

Article 14 (mise en place d'un comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7449)

Son amendement n° 17 rectifié (surveillance des plans d'épargne retraite) : adopté (p. 7449)

Article 15 (réunions du comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7450)

Son amendement n° 93 rectifié (périodicité des réunions) : adopté (p. 7450)

Son amendement n° 94 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 7450)

Article 16 (prérogatives du comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7451)

Son amendement n° 95 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 7451)

Son amendement n° 96 rectifié (de précision) : adopté (p. 7451)

Son amendement n° 97 corrigé (compétence du tribunal de commerce) : adopté (p. 7451)

Son amendement n° 98 (rédactionnel) : adopté (p. 7452)

Article 17 (application du code des assurances)

Intervient sur l'amendement n° 114 du Gouvernement (de suppression) (p. 7453)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7453)

Son amendement n° 99 (suppression de la référence au code de la mutualité) : devenu sans objet (p. 7453)

Son amendement n° 100 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7453)

Après l'article 17

Son amendement n° 101 (constitution d'une commission de contrôle réunissant la Commission de contrôle des assurances et la Commission de contrôle des institutions de prévoyance et des mutuelles) : retiré (p. 7453)

Intervient sur l'amendement n° 115 du Gouvernement (constitution d'une commission de contrôle réunissant la Commission de contrôle des assurances et la Commission de contrôle des institutions de prévoyance et des mutuelles) (p. 7454)

Article 18 (revalorisation des rentes)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7454)

Article 19 (information des affiliés)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7455)

Son amendement n° 102 (de suppression du premier alinéa relatif à l'information préalable du salarié) : adopté (p. 7456)

Son amendement n° 103 (rédactionnel) : adopté (p. 7456)

Son amendement n° 104 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 7456)

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7456)

Article 20 (information relative au niveau de l'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7457)

Son amendement n° 106 (communication des données essentielles concernant le fonds d'épargne) : adopté (p. 7457)

Article 21 (obligations d'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7458)

Son amendement n° 80 (fixation de règles comptables spécifiques) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7459)

Article 22 (réinvestissement dans l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 7459)

Son amendement n° 107 (limitation des placements en titres de créance) : adopté (p. 7460)

Article 23 (contrôle de la commission des opérations de bourse)

Son amendement n° 108 (contribution aux fonds propres des petites et moyennes entreprises) : adopté (p. 7469)

Article 24 (déduction au titre de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 125 du Gouvernement (de suppression) (p. 7470)

Son amendement n° 81 (déductibilité des versements des entreprises) : devenu sans objet (p. 7470)

Article 25 (déduction au titre de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 82 (institution d'une déduction de l'impôt sur le revenu pour les versements des salariés et des entreprises dans la limite de 10 % du salaire brut ou de 20 % du plafond annuel de la sécurité sociale) : retiré (p. 7471)

Intervient sur l'amendement n° 118 du Gouvernement (institution d'une déduction de l'impôt sur le revenu pour les versements des salariés et des entreprises dans la limite de 5 % du salaire brut ou de 20 % du plafond annuel de la sécurité sociale) (p. 7471)

Article 26 (déduction au titre des cotisations sociales)

Intervient sur l'amendement n° 131 du Gouvernement (exclusion de la contribution de l'employeur de l'assiette des cotisations sociales dans la limite d'un plafond fixé par décret) (p. 7472)

Son amendement n° 83 (exclusion de la contribution de l'employeur de l'assiette des cotisations sociales dans la limite de 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale ou de 8 % des versements) : retiré (p. 7472)

Article 27 (imposition à l'impôt sur le revenu de la rente versée par le plan d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 119 du Gouvernement (application d'un mécanisme de quotient en cas de versement d'un capital) (p. 7473)

Son amendement n° 109 (assimilation de la rente à une pension de retraite pour l'assujettissement à l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 7473)

Après l'article 27

Son amendement n° 84 (assujettissement du versement en capital à l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 7473)

Son amendement n° 110 (assujettissement des fonds d'épargne retraite à l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 7473)

Article 29 (préservation des retraites complémentaires obligatoires)

Intervient sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (de suppression) (p. 7474)

Son amendement n° 111 (bénéfice des avantages fiscaux et sociaux réservé aux entreprises qui versent la totalité des cotisations prévues par les accords régissant les régimes obligatoires de retraite complémentaire) : adopté (p. 7474)

Article 30 (gage)

Intervient sur l'amendement n° 116 du Gouvernement (de suppression) (p. 7474)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Yves Chamard (non-réintégration dans le revenu imposable de l'élu local de la contribution versée par la collectivité locale en application de l'article 2123-27 du code général des collectivités territoriales) (p. 7475)

Ses explications de vote (p. 7477)

Vote pour du groupe Union pour la Démocratie française et du Centre (p. 7477)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 1997] (p. 44)

Son intervention (p. 46)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 51)

Thèmes :

Emploi (p. 47)

Entreprises : cotisations sociales : exonération (p. 47)

Entreprises : financement (p. 47)

Épargne : plan d'épargne retraite (p. 46, 47)

Épargne : plan d'épargne retraite : gestion (p. 46, 47)

Impôts et taxes : déductions fiscales (p. 47)

Retraites : généralités : pertes de cotisations (p. 51, 52)

Retraites : généralités : système par capitalisation : épargne retraite (p. 47, 51, 52)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 47)

Sécurité sociale (p. 51, 52)

Syndicats (p. 47)

Discussion des articles [15 janvier 1997] (p. 89)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la section 1) : adopté (p. 89)

Article 1er (adhésion aux plans d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 90)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 90)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (définition des salariés pouvant adhérer à un plan d'épargne retraite) : adopté (p. 91)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Philibert (adhésion des salariés affiliés au régime vieillesse obligatoire de la Caisse nationale du barreau français) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 91)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (extension du droit de souscrire des plans d'épargne retraite aux groupements constitués en vertu de la "loi Madelin") : retiré (p. 92)

Article 1er bis (accès des citoyens français établis hors de France aux plans d'épargne retraite)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : retiré (p. 95)

Article 2 (droit à l'obtention d'une rente)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 95)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (suppression de l'obligation de notification par l'adhérent de sa décision d'opter pour la liquidation d'une partie de ses droits sous la forme d'un versement unique) : adopté après rectification (p. 96)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Maxime Gremetz (sortie en rente ou en capital) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 96)

Intervient sur le sous-amendement n° 79 de M. Maxime Gremetz (versement de la rente au conjoint survivant ou aux enfants mineurs) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 96)

Avant l'article 6

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la section 2) : adopté (p. 96)

Article 6 (négociation collective et souscription par les entreprises)

Son intervention (p. 97)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 98)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 98)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (reprise des dispositions du second alinéa de l'article 1er adopté par le Sénat relatives à l'adhésion individuelle) : adopté après modifications (p. 100)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 deuxième rectification de M. Jean-Yves Chamard (décision unilatérale de l'employeur subordonnée à l'absence d'accord collectif) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 99)

Intervient sur le sous-amendement n° 95 du Gouvernement (possibilité d'adhésion individuelle à défaut d'intervention d'un accord interprofessionnel national ou d'une décision unilatérale dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la loi) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 99)

Intervient sur le sous-amendement n° 97 de M. Jean-Yves Chamard (transfert des droits en cas de mise en place d'un plan dans l'entreprise) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 99)

Article 6 bis (nature contractuelle du plan d'épargne retraite et faculté de réexamen)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 100)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié de la commission (prise en compte de la possibilité donnée aux groupements constitués dans le cadre de la "loi Madelin" de proposer à leurs membres d'adhérer à des plans d'épargne retraite et suppression des dispositions imposant un réexamen périodique du choix du fonds d'épargne retraite) : adopté après modifications (p. 101)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 du Gouvernement (suppression de la référence aux groupements constitués dans le cadre de la "loi Madelin") à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (p. 101)

Article 6 ter (limitation de la souscription à un plan d'épargne retraite par salarié)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 101)

Article 8 (transfert des plans d'épargne retraite conclus dans le cadre du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 102)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (transfert des droits acquis en cas de rupture du contrat de travail et suppression de la possibilité de changer de plan tous les dix ans) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 102)

Avant l'article 9

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la section 1) : adopté (p. 103)

Article 9 (création de fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 104)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 104)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (suppression du dernier alinéa interdisant aux fonds d'épargne retraite d'offrir des plans à prestations définies) : adopté (p. 104)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (reprise des dispositions de l'article 6 bis du texte adopté par le Sénat) : adopté (p. 105)

Article 10 (organismes habilités à créer des fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 106)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (sanctions pénales et conséquences civiles de la pratique sans agrément de l'épargne retraite) : adopté (p. 106)

Article 11 (règles applicables aux fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 108)

Soutient les amendements n°s 16 et 17 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 108)

Avant l'article 11 bis

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (suppression de la section 2) : adopté (p. 109)

Article 11 bis (obligation de filialisation de la gestion financière des fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 109)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Xavier de Roux (suppression de l'obligation de déléguer la gestion des actifs des fonds d'épargne retraite) : adopté (p. 109)

Son amendement n° 84 (suppression de l'obligation de déléguer la gestion des actifs des fonds d'épargne retraite) : adopté (p. 109)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Xavier de Roux (de conséquence) : adopté (p. 110)

Son amendement n° 85 (de conséquence) : adopté (p. 110)

Article 11 ter (obligations déontologiques pesant sur les gestionnaires et les garants des actifs des plans d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 110)

Son amendement n° 98 (de conséquence) : adopté (p. 110)

Avant l'article 14

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (suppression de la section 3 et création d'un chapitre II bis A) : adopté (p. 110)

Article 14 (mise en place d'un comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 112)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (participation de personnalités extérieures compétentes en matière sociale) : adopté (p. 112)

Article 15 (réunions du comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 113)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Maxime Gremetz (avis sur la gestion du fonds d'épargne retraite) (p. 113)

Article 16 (prérogatives du comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 113)

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (modalités de désignation des experts et transmission du rapport des experts à la commission de contrôle) (p. 114)

Soutient l'amendement n° 21 rectifié de la commission (transmission du rapport des experts à la commission de contrôle) : retiré (p. 114)

Article 17 bis (contrôle des fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 115)

Son amendement n° 89 (rédactionnel) : adopté (p. 115)

Article 17 ter (durée du mandat des membres de la commission commune chargée du contrôle des fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 115)

Article 17 quater (obligations des membres de la commission commune chargée du contrôle des fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 115)

Son amendement n° 90 (rédactionnel) : adopté (p. 115)

Article 19 (obligations d'information des souscripteurs et des fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 116)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (allègement des obligations administratives) : adopté (p. 117)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Arthur Dehaine (visa du commissaire aux comptes) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 117)

Article 19 bis (droit à l'information du comité de surveillance)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 118)

Article 22 (règles de concentration maximale en titre de créances)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 118)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Yvon Jacob (obligation d'investir dans des titres assimilables à des fonds propres d'entreprises) (p. 119)

Article 23 (engagements réglementés)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 121)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (reprise de la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 121)

Article 25 (déduction au titre de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 122)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Maxime Gremetz (suppression de l'avant-dernier alinéa relatif au report des déductions non utilisées) (p. 123)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de conséquence) : retiré (p. 123)

Article 26 (déduction au titre des cotisations sociales)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 124)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 124)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (cotisation aux régimes de retraite obligatoire) (p. 125)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Germain Gengenwin (cotisation aux régimes de retraite obligatoire) (p. 125)

Article 27 bis (assujettissement des fonds d'épargne retraite à l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 126)

Article 27 ter (exonération des fonds d'épargne retraite de la contribution des institutions financières)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 126)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 126)

Article 27 quater (régime de l'avoir fiscal attaché aux dividendes des sociétés françaises perçus par les fonds d'épargne retraite)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 126)

Avant l'article 31

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (suppression du chapitre VI) : adopté (p. 127)

Article 31 (obligation de filialisation pour les activités de gestion pour compte de tiers)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté (p. 127)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 82 deuxième rectification de M. Gilbert Gantier (modification de la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications) (p. 127)

Titre

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (nouveau titre : "proposition de loi créant les plans d'épargne retraite") : adopté (p. 128)

Seconde délibération

Article 19 bis (droit à l'information du comité de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 128)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 février 1997] (p. 1223)

Ses interventions (p. 1223, 1230)

Thèmes :

Constitution : article 48, alinéa 3 (p. 1223)

Entreprises : financement (p. 1224, 1230)

Épargne : plan d'épargne retraite (p. 1223, 1224)

Épargne : plan d'épargne retraite : gestion (p. 1223, 1224)

Politique économique (p. 1223)

Retraites : généralités : abaissement de l'âge de la retraite (p. 1230)

Retraites : généralités : système par capitalisation : épargne retraite (p. 1223, 1230)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 1230)

Texte de la commission mixte paritaire [20 février 1997] (p. 1230)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (distinction des règles propres aux actifs de celles relatives aux passifs des fonds d'épargne retraite ; extension de la règle de dispersion des actifs aux parts de fonds communs de placement ; modalités de dispersion des actifs représentatifs des plans en unités de compte) (p. 1233)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié du Gouvernement (attribution de la carte du combattant et de la retraite du combattant y afférente aux volontaires français ayant pris une part effective à des combats aux côtés de l'armée républicaine espagnole) (p. 8057)

Franck THOMAS-RICHARD

Cher (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville [J.O. du 16 octobre 1996] (p. 15133)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [29 octobre 1996] (p. 6157)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1395, posée le 4 mars 1997. Automobiles et cycles. Ceac Fulmen (p. 1620). Appelée le 11 mars 1997. Emploi et activité, Vierzon (p. 1782, 1783)

Jean TIBERI

Paris (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Article 14 (régime juridique des plans de déplacements urbains)

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982

Son amendement n° 120 soutenu par M. Patrick Trémège (instauration d'un régime de stationnement résidentiel) : adopté (p. 7402)

Patrice TIROLIEN

Guadeloupe (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM-TOM. Guadeloupe : eau. Qualité, La Désirade [12 mars 1997] (p. 1851)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : FIDOM (p. 6031)

DOM-TOM : Guadeloupe (p. 6030, 6031)

Logement (p. 6032)

Politique économique et sociale (p. 6032)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7971)

Son intervention (p. 7977)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 7977)

Impôts et taxes : taxe spéciale d'équipement (p. 7977)

Mer et littoral : agences d'État pour la mise en valeur de la zone des "cinquante pas géométriques" (p. 7977)

Tourisme et loisirs (p. 7978)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8723)

Son intervention (p. 8725)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 8726, 8727)

État : droit de préemption (p. 8726)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 8726, 8727)

Projet de loi n° 3162 relatif à l'Union d'économie sociale du logement

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8703)

Son intervention (p. 8704)

Thèmes :

Logement : aides aux propriétaires surendettés (p. 8704)

Logement : aides et prêts : "un pour cent logement" : ressources, prélèvement exceptionnel en 1997 et 1998 (p. 8704)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8704)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8704)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8707)

Son intervention (p. 8709)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage : financement (p. 8709, 8710)

Agroalimentaire : équarrissage : missions de service public (p. 8709, 8710)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8711)

Son intervention (p. 8716)

Thèmes :

Impôt sur les sociétés : entreprises exonérées : conditions et mode de calcul (p. 8716)

Ordre public : terrorisme (p. 8716)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8716)

Jacques TOUBON

Garde des sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

Projet de loi n° 3045 relatif à la lutte contre le racisme [16 octobre 1996]

Projet de loi n° 3322 renforçant la prévention et la répression des atteintes sexuelles commises sur les mineurs et des infractions portant atteinte à la dignité de la personne [29 janvier 1997]

Projet de loi n° 3495 portant réglementation des ventes de meubles aux enchères publiques [9 avril 1997]

Projet de loi n° 3500 créant le Conseil national des communes "compagnon de la Libération" [16 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Pierre Abelin. Délinquance et criminalité. Infractions contre les personnes. Pédophilie, lutte et prévention [15 octobre 1996] (p. 5354)

M. Pierre Bernard. Délinquance et criminalité. Infractions contre les personnes. Pédophilie, lutte et prévention [16 octobre 1996] (p. 5431)

M. Bernard Derosier. Justice. Intérieur : personnel. Directeur de la police judiciaire, condamnation judiciaire, conséquences [22 octobre 1996] (p. 5768)

M. Marcel Porcher. Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Drogue, sanctions pénales [23 octobre 1996] (p. 5850)

M. Bernard Charles. Corse. Ordre public, maintien [29 octobre 1996] (p. 6154)

M. Francis Delattre. Procédure pénale. Instruction. Secret, présomption d'innocence, respect [30 octobre 1996] (p. 6250)

Mme Martine David. Ésotérisme. Sectes. Politique et réglementation [5 novembre 1996] (p. 6486)

M. Bernard Derosier. Justice. Tribunal de grande instance d'Évry. Parquet, fonctionnement [19 novembre 1996] (p. 7245)

M. Michel Berson. Départements. Conseils généraux. Dissolution, perspectives, Essonne [28 janvier 1997] (p. 446)

M. Gratien Ferrari. Justice. Réforme. Association du Parlement [28 janvier 1997] (p. 451)

M. Jean-Claude Mignon. Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Mineurs [19 février 1997] (p. 1127)

M. Alain Marsaud. Délinquance et criminalité. Peines. Application, prévention de la récidive, crimes sexuels [25 février 1997] (p. 1316)

M. Jean-Pierre Pont. Délinquance et criminalité. Peines. Application, prévention de la récidive, crimes sexuels [25 février 1997] (p. 1319)

M. Michel Dessaint. Délinquance et criminalité. Cambriolages. Témoins, intervention, réglementation [26 février 1997] (p. 1418)

M. Jean-Pierre Michel. Justice : protection judiciaire de la jeunesse. Services extérieurs, maintien, perspectives [4 mars 1997] (p. 1582)

Mme Michèle Alliot-Marie. Magistrature. Magistrats. Nomination, Conseil supérieur de la magistrature, avis [5 mars 1997] (p. 1667)

Mme Ségolène Royal. Magistrature. Magistrats. Nomination, Conseil supérieur de la magistrature, avis [5 mars 1997] (p. 1671)

M. Daniel Arata. Délinquance et criminalité. Infractions contre les personnes. Pédophilie, répression [11 mars 1997] (p. 1798)

M. Jacques Myard. Ésotérisme. Sectes. Politique et réglementation [25 mars 1997] (p. 2237)

M. Guy Teissier. Délinquance et criminalité. Lutte et prévention. Délinquants mineurs, sanctions contre les parents [15 avril 1997] (p. 2455)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Jacques Delvaux. Justice. Tribunaux. Tribunal d'assises du Pas-de-Calais, localisation [8 octobre 1996] (p. 5149, 5150)

M. Emmanuel Dewees. Justice. Tribunaux de commerce. Juges, élections, réglementation [8 octobre 1996] (p. 5150, 5151)

M. Yves Bonnet. Justice. Fonctionnement. Manifestation du 7 décembre 1995, incidents, poursuites judiciaires, Cherbourg [3 décembre 1996] (p. 7822, 7823)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2902 créant une formation d'admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5091)

Son intervention (p. 5092)

Thème :

Justice : Cour de cassation : fonctionnement (p. 5092, 5093)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1275)

Son intervention (p. 1275)

Thème :

Juridictions : Cour de cassation : organisation et fonctionnement (p. 1275)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1277)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) (p. 1277)

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Ses interventions (p. 5111, 5114, 5139)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 5128)

Sa réponse (p. 5195)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 5198)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5114, 5115)

Justice : juge d'instruction : condition d'ancienneté (p. 5117)

Justice : moyens (p. 5115)

Justice : surveillance électronique (p. 5118)

Lois : loi n° 93-1013 du 24 août 1993 modifiant la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la loi pénale (p. 5114)

Lois : loi programme du 6 janvier 1995 relative à la justice (p. 5119)

Procédure pénale : chambre d'accusation : saisine directe (p. 5116)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5117)

Procédure pénale : instruction : limitation de la durée (p. 5117)

Procédure pénale : mandat de dépôt (p. 5111)

Procédure pénale : ordre public (p. 5115)

Procédure pénale : Rapport Rassat (p. 5111, 5114, 5129, 5196)

Procédure pénale : référé liberté (p. 5111, 5115, 5196)

Procédure pénale : secret de l'instruction (p. 5118, 5140)

Traités et conventions : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5116)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (principes généraux en matière pénale) (p. 5199)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Chevènement (institution d'une chambre des libertés) (p. 5201)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jacques Brunhes (institution d'une chambre d'examen des mises en détention provisoire) (p. 5201)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Ségolène Royal (introduction d'une condition d'ancienneté pour être nommé juge d'instruction) (p. 5202, 5205, 5206)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Brunhes (régime de la garde à vue) (p. 5207)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Brunhes (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Chevènement (présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 100 corrigé de Mme Ségolène Royal (intervention de l'avocat à l'issue de la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (généralisation de l'enquête de personnalité pour les inculpés de moins de vingt-cinq ans) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (réquisitions écrites et motivées du ministère public tendant au placement ou au maintien en détention provisoire) (p. 5212)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Jacques Weber (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) (p. 5217)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) (p. 5217)

Soutient le sous-amendement n° 118 du Gouvernement (restriction du droit à communication pour les tiers aux seuls rapports d'expertise ; procédure de la communication aux parties) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté après rectification (p. 5217)

Soutient le sous-amendement n° 119 du Gouvernement (suppression de la mention légale du droit à communication lorsque l'ordonnance de renvoi est devenue définitive) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 5217)

Soutient le sous-amendement n° 120 du Gouvernement (disjonction de dispositions relatives à la procédure criminelle) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 5217)

Soutient le sous-amendement n° 121 du Gouvernement (sanction en cas de diffusion auprès d'un tiers de pièces du dossier de l'instruction) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 5217)

Article 1er A (référence à la peine encourue pour le placement ou le maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 5218)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (limitation du recours à la détention provisoire pour les infractions passibles de peines d'emprisonnement supérieures à 3 ans) (p. 5218)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Jacques Weber (principe de la présomption d'innocence ; caractère exceptionnel de la détention provisoire) (p. 5220)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression du critère du trouble à l'ordre public pour le placement en détention provisoire) (p. 5220)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (restriction du critère du trouble à l'ordre public aux troubles exceptionnels et persistants) (p. 5220)

Article 2 (durée raisonnable de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5221)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Chevènement (limitation de la durée de la détention provisoire à un an) (p. 5230)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jacques Brunhes (suppression du critère de la gravité des faits reprochés à la personne mise en examen) (p. 5230)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Houillon (remise en liberté en cas de dépassement du délai raisonnable) (p. 5231)

Article 2 bis (motivation de l'ordonnance de placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (motivation spéciale de l'ordonnance de placement en détention provisoire) (p. 5231)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Jacques Weber (obligation de motivation à partir des éléments du dossier trouvés dans l'espèce) (p. 5231)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jacques Floch (publicité du débat préalable à la décision de mise en détention provisoire devant le juge d'instruction) (p. 5232)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (de coordination) (p. 5232)

Article 3 (prolongation de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (délai maximal de deux mois reconductible une fois) (p. 5233)

Intervient sur l'amendement n° 97 de Mme Frédérique Bredin (limitation de la durée maximale à trois mois et régime du renouvellement de la mise en détention provisoire) (p. 5233)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jacques Floch (limitation à six mois de la durée de la détention provisoire) (p. 5233)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (conditions du renouvellement de la mesure de placement en détention provisoire) (p. 5234)

Article 4 (prolongation de la détention provisoire en matière criminelle)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Brunhes (durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 5234)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Frédérique Bredin (durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 5235)

Article 5 (motivation de la prolongation de la détention provisoire au-delà d'un an)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jacques Floch (de conséquence) (p. 5235)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 5236)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (obligation de motivation de l'ordonnance prolongeant la détention provisoire en fonction de l'espèce) (p. 5236)

Article 5 bis (droit à indemnisation pour détention provisoire abusive)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Chevènement (suppression de la preuve d'un préjudice anormal et d'une particulière gravité) (p. 5237)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Marsaud (indemnisation des mises en examen abusives) (p. 5242)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (durée maximale de l'instruction) (p. 5246)

Soutient l'amendement n° 122 du Gouvernement (appel des ordonnances du juge d'instruction tendant à la poursuite de l'information) : devenu sans objet (p. 5246)

Article 7 (référé - liberté)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (compétence du président de la chambre d'accusation) (p. 5247)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Alain Marsaud (contrôle judiciaire assorti du versement d'une caution) (p. 5247)

Article 8 ter (placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 5249)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5249)

Article 8 quater (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5250)

Article 8 quinquies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5250)

Article 8 sexies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jacques Brunhes (p. 5250)

Article 8 septies (coordination avec l'introduction du placement sous surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5250)

Article 8 bis précédemment réservé (mention du placement sous surveillance électronique dans l'intitulé de la section du code de procédure pénale relative au contrôle judiciaire et à la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 5251)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5251)

Article 6 précédemment réservé (motivation du maintien en détention provisoire après renvoi devant le tribunal correctionnel)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5251)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 5251)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 5251)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (contrôle des cabinets d'instruction par le président de la chambre d'accusation) (p. 5252)

Article 8 octies (saisine de la chambre d'accusation pour défaut d'actes d'instructions)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de la commission (dessaisissement automatique du juge d'instruction) (p. 5253)

Après l'article 8 octies

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Chevènement (sanction du défaut ou de l'insuffisance de motivation par la mise en liberté d'office) (p. 5253)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (obligation d'incarcérer les prévenus dans des cellules individuelles) (p. 5254)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (condamnation à un travail d'intérêt général) (p. 5255)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (mention du placement sous surveillance électronique dans la loi de programme relative à la justice) (p. 5255)

Article 9 (application de la loi outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (application immédiate à Mayotte et dans les TOM) (p. 5255)

Article 10 (date d'entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (entrée en vigueur le 1er janvier 1997) (p. 5256)

Soutient l'amendement n° 108 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur des dispositions limitant la durée totale de la détention provisoire) : adopté (p. 5256)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5257)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7342)

Son intervention (p. 7342)

Sa réponse (p. 7346)

Thèmes :

Parlement : urgence : commission mixte paritaire et question préalable (p. 7343)

Procédure pénale : communication des pièces du dossier judiciaire (p. 7343)

Procédure pénale : ordonnance du juge d'instruction : maintien en détention provisoire (p. 7343)

Discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7347)

Article 1er AB (communication des pièces du dossier de procédure par l'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (d'harmonisation) (p. 7347)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de précision) (p. 7348)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (modalités de communication) (p. 7348)

Soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (autorisation expresse du juge d'instruction) : adopté (p. 7349)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) (p. 7349)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) (p. 7349)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 7349)

Après l'article 1er AB

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Floch (institution d'une chambre d'examen des mises en détention provisoire) (p. 7350)

Article 1er A supprimé par l'Assemblée nationale (référence à la peine encourue pour le placement ou le maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Floch (rédactionnel) (p. 7350)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Floch (exclusion de la détention provisoire pour les crimes et délits passibles de trois ans d'emprisonnement) (p. 7351)

Article 2 bis (motivation de l'ordonnance de placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Floch (publicité de la décision du juge d'instruction) (p. 7352)

Article 3 (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière délictuelle)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Frédérique Bredin (réduction de la durée en fonction de l'échelle des peines) (p. 7352)

Article 5 bis (suppression des restrictions posées à l'indemnisation du préjudice résultant d'une détention provisoire injustifiée)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Floch (suppression des restrictions posées à l'indemnisation du préjudice résultant d'une détention provisoire injustifiée) (p. 7353)

Article 5 ter (durée maximale d'un an pour le dépôt de l'ordonnance de placement en détention provisoire par le juge d'instruction)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 7355)

Article 6 (de coordination)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (d'harmonisation) (p. 7356)

Article 7 (référé-liberté)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (obligation pour le président de la chambre d'accusation de recevoir les avocats) (p. 7356)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Frédérique Bredin (contrôle de la qualification de l'infraction justifiant le placement en détention provisoire) (p. 7356)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1996] (p. 8606)

Son intervention (p. 8606)

Sa réponse (p. 8610)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence en matière de perquisitions de nuit (p. 8607, 8610)

Magistrats : juge d'instruction : attributions en matière de terrorisme (p. 8607, 8610, 8611)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1996] (p. 8611)

Après l'article 8 nonies

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (régime des perquisitions de nuit en matière de terrorisme) (p. 8613)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (report au 31 mars 1997) (p. 8613)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (nouveau titre) (p. 8613)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Son intervention (p. 5792)

Ses réponses (p. 5796 à 5803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 5792)

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5794)

Crédits : progression (p. 5792)

Fonctionnaires et agents publics : agents de l'administration centrale (p. 5794, 5795)

Fonctionnaires et agents publics : création de postes (p. 5792, 5794)

Jeunes : protection judiciaire (p. 5794, 5795)

Juridictions administratives (p. 5793, 5794)

Lois : lois de programme (p. 5795)

Magistrats : réforme du statut (p. 5794)

Réponses aux questions :

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5796) (M. Anicet Turinay) (p. 5796)

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5803) (M. Claude Pringalle) (p. 5802)

Associations : associations socio-éducatives de contrôle judiciaire (p. 5799) (M. Daniel Picotin) (p. 5799)

Fonctionnaires et agents publics : création de postes (p. 5803) (M. Raymond Lamontagne) (p. 5803)

Jeunes : délinquance juvénile et protection judiciaire (p. 5797 à 5800) (M. Georges Mothron) (p. 5796)

Jeunes : délinquance juvénile et protection judiciaire (p. 5796) (Mme Martine Aurillac) (p. 5796)

Jeunes : délinquance juvénile et protection judiciaire (p. 5801) (M. Marc Reymann) (p. 5801)

Juridictions : cité judiciaire de Narbonne : construction (p. 5802) (M. Alain Madalle) (p. 5802)

Juridictions : difficultés de fonctionnement (p. 5801) (M. Jacques Pélissard) (p. 5800)

Juridictions : difficultés de fonctionnement (p. 5800) (M. Pierre Quillet) (p. 5800)

Juridictions : tribunal pour enfants : création (p. 5802) (M. Claude Pringalle) (p. 5802)

Loi pénale : crimes sexuels : suivi médical (p. 5799) (M. Paul Chollet) (p. 5798)

Loi pénale : crimes sexuels : suivi médical (p. 5798) (M. Jean-Marc Chartoire) (p. 5798)

Magistrats : juges d'instruction (p. 5801) (M. Xavier de Roux) (p. 5801)

Procédure pénale : réforme des cours d'assise : coût (p. 5797) (M. Pascal Clément) (p. 5796)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5779)

Son intervention (p. 5781)

Thèmes avant la procédure des questions :

Légion d'honneur : anciens combattants (p. 5781)

Légion d'honneur : baisse des crédits (p. 5781)

Légion d'honneur : maisons d'éducation (p. 5781, 5782)

Proposition de loi n° 2922 préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1996] (p. 7335)

Son intervention (p. 7336)

Thèmes :

Enfants : préservation des fratries (p. 7336)

Enfants : protection des droits (p. 7336)

Lois : loi civile : autorité parentale (p. 7337)

Parlement : Parlement des enfants (p. 7336)

Discussion de l'article unique [20 novembre 1996] (p. 7341)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Albertini (adoption des fratries) (p. 7342)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1996] (p. 8614)

Son intervention (p. 8614)

Thème :

Loi civile : principe de la non séparation des enfants (p. 8614)

Discussion de l'article unique [19 décembre 1996] (p. 8616)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 8617)

Proposition de loi n° 3083 modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8594)

Son intervention (p. 8596)

Thèmes :

Lois : loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (p. 8596)

Professions juridiques et judiciaires : conditions de diplôme (p. 8596)

Discussion des articles [19 décembre 1996] (p. 8598)

Article 1er (conditions d'accès à la profession d'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Marcel Porcher (de suppression) (p. 8598)

Article 2 (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Marcel Porcher (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) (p. 8600)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Philibert (conditions d'inscription sur la liste des conseils juridiques) (p. 8601)

Article 3 (suppression du dispositif sanctionnant la méconnaissance des conditions d'exercice de la profession de conseil juridique)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Marcel Porcher (de suppression) (p. 8601)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Porcher (conditions de rédaction des actes sous seing privé) (p. 8601)

Article 4 (champ d'application du secret professionnel en matière de correspondance des avocats)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 8606)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de M. Marcel Porcher (nouveau titre : "proposition de loi modifiant les articles 54, 62 et 66-5 de la loi n° 71-113 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques") (p. 8606)

Projet de loi n° 2938 portant réforme de la procédure criminelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 janvier 1997] (p. 250) ; [22 janvier 1997] (p. 286)

Son intervention (p. 250)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Michel (p. 263)

Ses interruptions (p. 271, 273)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Laurent Fabius (p. 287)

Thèmes :

Justice : appel en matière criminelle (p. 254, 255)

Justice : composition du jury (p. 252, 253)

Justice : conditions d'application de la réforme (p. 257, 288)

Justice : durée des procès criminels (p. 256)

Justice : historique de la cour d'assises (p. 250)

Justice : motivation des jugements (p. 251, 253, 254, 271, 273)

Justice : moyens (p. 256, 257)

Justice : procédure contradictoire (p. 253)

Justice : réforme de la cour d'assises (p. 250 à 252)

Justice : tribunal d'assises départemental (p. 250, 251)

Parlement : examen du texte (p. 288)

Discussion des articles [22 janvier 1997] (p. 288, 343)

Article 2 (dispositions relatives au tribunal d'assises)

Article 231-4 du code de procédure pénale : section du tribunal d'assises

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 299)

Article 231-6 du code de procédure pénale : rôle des audiences

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de précision) (p. 300)

Article 231-8 du code de procédure pénale : composition du tribunal d'assises

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 300)

Article 231-14 du code de procédure pénale : modalités de désignation des assesseurs

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 300)

Article 231-18 du code de procédure pénale : incompatibilités

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (participation des magistrats saisis d'une demande de mise en liberté) (p. 300)

Article 231-21 du code de procédure pénale : conditions générales d'aptitude

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de la commission (conditions requises pour participer à un jury) (p. 304)

Soutient l'amendement n° 195 du Gouvernement (conditions requises pour participer à un jury) : adopté (p. 304)

Article 231-29 du code de procédure pénale : rôle du maire après le tirage au sort de la liste préparatoire

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de simplification) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 304)

Article 231-34 du code de procédure pénale : tirage au sort de la liste de session

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) (p. 304)

Article 231-36 du code de procédure pénale : sanction du non-respect du délai de comparution de l'accusé devant le tribunal d'assises

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de coordination) (p. 304)

Article 231-41 du code de procédure pénale : vérification de l'identité de l'accusé et de la notification de la décision de mise en accusation

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 305)

Article 231-49 du code de procédure pénale : signification des listes des témoins et experts qui seront appelés à la barre

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (d'harmonisation) (p. 305)

Article 231-51 du code de procédure pénale : règles applicables aux personnes renvoyées pour délit connexe devant le tribunal d'assises

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 305)

Article 231-55 du code de procédure pénale : jonction ou disjonction de procédures

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (droit des parties) (p. 305)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 305)

Article 231-56 du code de procédure pénale : renvoi de l'affaire

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (d'harmonisation) (p. 305)

Article 231-57 du code de procédure pénale : audience d'ouverture de la session - appel des jurés

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (montant de l'amende encourue) (p. 306)

Soutient l'amendement n° 197 du Gouvernement (montant de l'amende encourue) : devenu sans objet (p. 306)

Article 231-58 du code de procédure pénale : radiations de la liste de session

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-François Deniau (vérification de l'aptitude des jurés par le tribunal) (p. 306)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de la commission (suppression d'une disposition inutile) à l'amendement n° 191 de M. Jean-François Deniau (p. 306)

Article 231-66 du code de procédure pénale : composition du jury

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jacques Brunhes (augmentation du nombre de jurés du tribunal d'assises) (p. 307)

Article 231-74 du code de procédure pénale : prestation de serment par les jurés

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jacques Brunhes (rédaction du serment) (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jacques Brunhes (rédaction du serment) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jacques Brunhes (rédaction du serment) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jacques Brunhes (rédaction du serment) (p. 309)

Article 231-76 du code de procédure pénale : principe de publicité des débats

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de précision) (p. 309)

Article 231-77 du code de procédure pénale : enregistrement des audiences

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enregistrement systématique des débats) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (retranscription écrite des débats) (p. 310)

Soutient le sous-amendement n° 226 du Gouvernement (prise en charge des frais de transcription par l'État) à l'amendement n° 22 de la commission : adopté (p. 310)

Article 231-78 du code de procédure pénale : pouvoirs du président du tribunal d'assises

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-François Deniau (pouvoirs de police des présidents de tribunaux) (p. 311)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rappel à l'impartialité effectué par l'avocat de l'accusé) (p. 311)

Article 231-80 du code de procédure pénale : questions posées au cours des débats

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 312)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (de précision) (p. 312)

Après l'article 231-83 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (expulsion des perturbateurs de la salle d'audience) (p. 312)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (possibilité pour les magistrats et les jurés de prendre des notes) (p. 312)

Article 231-84 du code de procédure pénale : jugement sur les incidents contentieux

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de précision) (p. 312)

Article 231-85 du code de procédure pénale : exceptions de nullité

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (exceptions de nullité) (p. 312)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (exception tirée de la nullité de la mise en accusation) (p. 312)

Article 231-91 du code de procédure pénale : expulsion des perturbateurs de la salle d'audience

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 313)

Article 231-93 du code de procédure pénale : principes généraux

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de précision) (p. 313)

Article 231-96 du code de procédure pénale : témoins défaillants

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (d'harmonisation) (p. 313)

Article 231-102 du code de procédure pénale : exceptions tirées de la nullité du serment prêté par un témoin ou un expert

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 313)

Après l'article 231-102 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (exceptions de nullité concernant le serment des experts) (p. 313)

Article 231-103 du code de procédure pénale : nouvelle audition d'un témoin déjà entendu

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de précision) (p. 313)

Article 231-106 du code de procédure pénale : audition des témoins reprochables

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 313)

Article 231-112 du code de procédure pénale : présomption de faux témoignage

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (de coordination) (p. 313)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (libre appréciation de l'opportunité des poursuites par le parquet) (p. 314)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de précision) (p. 314)

Article 231-115 du code de procédure pénale : procès-verbal des audiences

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (contenu du procès-verbal en tribunal d'assises) (p. 314)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de coordination) (p. 314)

Article 231-120 du code de procédure pénale : questions sur l'existence d'une cause d'irresponsabilité pénale

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (suppression d'une disposition inutile) (p. 314)

Article 231-126 du code de procédure pénale : isolement du tribunal d'assises dans la chambre des délibérations

Intervient sur l'amendement n° 178 de Mme Frédérique Bredin (non-consultation du dossier de procédure et écoute de l'enregistrement des débats pendant le délibéré) (p. 315)

Article 231-130 du code de procédure pénale : majorité qualifiée requise pour les décisions défavorables à l'accusé

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 315)

Article 231-133 du code de procédure pénale : choix de la peine

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 316)

Article 231-135 du code de procédure pénale : mention sur la feuille des questions des décisions prises

Intervient sur l'amendement n° 46 corrigé de la commission (signature de la motivation du jugement) (p. 316)

Article 231-137 du code de procédure pénale : obligation pour le tribunal d'assises de dégager les éléments essentiels de la motivation de ses jugements

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 316)

Article 231-138 du code de procédure pénale : prononcé du jugement en audience publique

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (harmonisation avec le nouveau code pénal) (p. 316)

Article 231-141 du code de procédure pénale : poursuites pour des faits nouveaux contre l'accusé acquitté

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (libre appréciation par le parquet de l'opportunité des poursuites) (p. 316)

Article 231-143 du code de procédure pénale : jugement sur les intérêts civils

Intervient sur l'amendement n° 50 corrigé de la commission (procédure à l'audience) (p. 317)

Article 231-150 du code de procédure pénale : motivation obligatoire du jugement

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Raoul Béteille (de suppression) (p. 319)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (contenu et modalités de rédaction de la motivation) (p. 320)

Intervient sur l'amendement n° 181 de Mme Frédérique Bredin (rôle des jurés dans la rédaction de la motivation) (p. 321)

Soutient l'amendement n° 213 du Gouvernement (contenu et modalités de rédaction de la motivation) : adopté après rectification (p. 322)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de M. Raoul Béteille (précision sur la notion de "raisons du jugement") à l'amendement n° 213 du Gouvernement (p. 322)

Article 231-151 du code de procédure pénale : motivation obligatoire du jugement

Soutient l'amendement n° 214 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 343)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de coordination) (p. 343)

Article 231-152 du code de procédure pénale : motivation obligatoire du jugement

Soutient l'amendement n° 215 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 343)

Article 231-153 du code de procédure pénale : reproduction de la motivation dans le jugement - mention des textes de loi appliqués

Soutient l'amendement n° 216 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 344)

Avant l'article 231-150 du code de procédure pénale

Soutient l'amendement n° 212 précédemment réservé du Gouvernement (intitulé de la section 4) : adopté (p. 344)

Article 3 (appel des jugements des tribunaux d'assises auprès des cours d'assises)

Article 232 du code de procédure pénale : appel des jugements rendus sur le fond

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de précision) (p. 346)

Article 232-2 du code de procédure pénale : appel du jugement sur l'action publique

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (régime de l'appel en cour d'assises) (p. 347)

Article 232-7 du code de procédure pénale : effet suspensif de l'appel du jugement sur l'action civile

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 347)

Article 232-9 du code de procédure pénale : appel des jugements autres que ceux rendus sur le fond

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (appel sur la régularité de l'ordonnance de mise en accusation) (p. 347)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (suppression d'une précision inutile) (p. 347)

Article 232-10 du code de procédure pénale : personnes pouvant interjeter appel des jugements autres que ceux rendus sur le fond

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (de coordination) (p. 347)

Article 232-11 du code de procédure pénale : appel d'un jugement mettant fin à la procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (suppression d'une disposition inutile) (p. 347)

Article 232-12 du code de procédure pénale : appel d'un jugement statuant sur la recevabilité d'une constitution de partie civile

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (précision relative à la procédure d'appel portant sur la régularité de l'ordonnance de mise en accusation) (p. 348)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 348)

Article 232-13 du code de procédure pénale : appel d'un jugement statuant sur une demande de mise en liberté ou relative au contrôle judiciaire

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de coordination) (p. 348)

Article 232-15 du code de procédure pénale : délais de l'appel

Soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 348)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (délai d'appel du procureur général) (p. 348)

Article 232-17 du code de procédure pénale : désistement d'appel

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (délai de désistement du parquet) (p. 348)

Article 232-20 du code de procédure pénale : irrecevabilité de l'appel formé en dehors des délais ou portant sur un jugement non susceptible d'appel

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (cas où le procureur de la République n'a pas interjeté d'appel incident) (p. 348)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (délai de pourvoi en cassation) (p. 349)

Article 234 du code de procédure pénale : sections d'assises

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (consultation du président de cour d'assises) (p. 349)

Article 236 du code de procédure pénale : sessions d'assises ordinaires et supplémentaires

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (rédactionnel) (p. 349)

Article 237 du code de procédure pénale : fixation de la date de l'ouverture des sessions d'assises

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) (p. 349)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) (p. 349)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (de coordination) (p. 349)

Article 9 (remplacement des assesseurs du président de la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 74 rectifié de la commission (de coordination) (p. 350)

Article 10 (magistrats ne pouvant pas faire partie de la cour d'assises pour cause d'incompatibilité)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (d'harmonisation) (p. 350)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (de coordination) (p. 350)

Article 17 (établissement de la liste préparatoire de la liste annuelle du jury criminel pour la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (conditions d'âge) (p. 351)

Article 18 (rôle du maire après l'établissement de la liste préparatoire de la liste annuelle du jury criminel pour la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (de coordination) (p. 351)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (de coordination) (p. 351)

Article 20 (rôle de la commission chargée de dresser la liste annuelle du jury criminel pour la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 352)

Article 21 (liste spéciale de jurés suppléants pour la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 352)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (de coordination) (p. 352)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) (p. 353)

Article 34 (jonction d'appels)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) (p. 353)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) (p. 353)

Article 36 (condamnation d'un juré pour absence illégitime)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (condamnation à une contravention de 5ème classe) (p. 354)

Soutient l'amendement n° 198 du Gouvernement (réduction du montant de l'amende) : devenu sans objet (p. 354)

Article 37 (jurés rayés de la liste de session de la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-François Deniau (vérification de la capacité des jurés) (p. 354)

Article 41 (publicité des débats)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) (p. 355)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) (p. 355)

Article 42 (enregistrement sonore des débats de la cour d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Jacques Brunhes (enregistrement de l'image et du son de l'audience) (p. 356)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 356)

Article 43 (devoir de neutralité du président)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (de coordination) (p. 356)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Jean-François Deniau (police de l'audience) (p. 356)

Article 44 (pouvoirs du président)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (de coordination) (p. 357)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (de coordination) (p. 357)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) (p. 357)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de coordination) (p. 357)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (de coordination) (p. 357)

Article 46 (recevabilité des exceptions tirées d'une nullité concernant la procédure suivie devant le tribunal d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) (p. 358)

Intervient sur l'amendement n° 182 de Mme Frédérique Bredin (suppression de la purge des nullités) (p. 358)

Article 47 (refus de comparaître devant la cour d'assises - expulsion de la salle d'audience)

Article 321 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 359)

Article 322 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (de coordination) (p. 359)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (de coordination) (p. 359)

Article 49 (lecture de la décision de mise en accusation et du jugement du tribunal d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (d'harmonisation) (p. 359)

Soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement (signature de la motivation du jugement) : adopté (p. 360)

Article 52 (exceptions tirées d'une nullité concernant le serment des témoins - non-renouvellement du serment lorsque le témoin est réentendu)

Article 331-1 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (de coordination) (p. 360)

Après l'article 331-1 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 101 corrigé de la commission (de coordination) (p. 360)

Article 331-2 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (de coordination) (p. 360)

Article 54 (dépositions ne pouvant pas être reçues sous la foi du serment)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (de coordination) (p. 361)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (opposition à la prestation de serment) (p. 361)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (audition par la cour d'assises de l'enregistrement de la déposition d'un témoin ou d'un expert devant le tribunal d'assises) (p. 362)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (de coordination) (p. 362)

Article 57 (interprète appelé à prêter son concours à un accusé ou un témoin parlant mal le français ou à traduire un document)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) (p. 362)

Article 62 (questions posées lorsqu'est invoquée l'existence d'une cause d'irresponsabilité pénale)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (de coordination) (p. 363)

Article 65 (instruction lue avant que la cour d'assises se retire)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (de coordination) (p. 363)

Article 69 (décision défavorable à l'accusé)

Son intervention (p. 365)

Article 72 (vote sur la peine)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (de coordination) (p. 364)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission (de coordination) (p. 365)

Article 73 (éléments essentiels de la motivation)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (de suppression) (p. 366)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Raoul Béteille (de suppression) (p. 366)

Article 74 (suppression de l'obligation de lire à l'audience les textes dont il est fait application)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (de coordination) (p. 366)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (de coordination) (p. 366)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (de coordination) (p. 366)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (de coordination) (p. 366)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (de coordination) (p. 366)

Article 77 (nouvel intitulé)

Soutient l'amendement n° 219 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 367)

Article 78 (mise en forme de la motivation)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (de précision) (p. 367)

Article 375-3 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 184 de Mme Frédérique Bredin (contenu et modalités de rédaction de la motivation du jugement) (p. 368)

Soutient l'amendement n° 220 du Gouvernement (contenu et modalités de rédaction de la motivation du jugement) : adopté après rectification (p. 368)

Article 375-4 du code de procédure pénale

Soutient l'amendement n° 221 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 368)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (de coordination) (p. 368)

Article 375-5 du code de procédure pénale

Soutient l'amendement n° 222 du Gouvernement (information des parties) : adopté (p. 368)

Article 79 (reproduction de la motivation dans l'arrêt)

Soutient l'amendement n° 223 du Gouvernement (contenu de l'arrêt) : adopté (p. 369)

Avant l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 187 de Mme Frédérique Bredin (régime de la détention provisoire) (p. 371)

Article 86 (inobservation des obligations du contrôle judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (autorité compétente pour exécuter l'ordonnance de prise de corps) (p. 371)

Après l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 188 de Mme Frédérique Bredin (durée maximale de la détention provisoire) (p. 372)

Après l'article 88

Intervient sur l'amendement n° 186 de Mme Frédérique Bredin (durée de l'instruction) (p. 373)

Article 89 (ordonnance de mise en accusation du juge d'instruction)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (suppression de dispositions inutiles) (p. 373)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (suppression de dispositions inutiles) (p. 373)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (notification des ordonnances de mise en accusation) (p. 373)

Après l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 185 de Mme Frédérique Bredin (délai d'appel) (p. 374)

Après l'article 91

Intervient sur l'amendement n° 189 de Mme Frédérique Bredin (contrôle de la qualification de l'infraction) (p. 374)

Article 93 (arrêt de mise en accusation)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (de coordination) (p. 374)

Article 96 (délai du pourvoi en cassation contre un arrêt de la cour d'assises)

Soutient l'amendement n° 224 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 375)

Article 97 (couverture des vices de procédure)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (de suppression) (p. 375)

Article 98 (moyens de cassation en matière criminelle)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (impartialité du président de la cour) (p. 375)

Soutient l'amendement n° 225 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 375)

Après l'article 100

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jean-François Deniau (indemnisation des innocents condamnés) (p. 376)

Article 101 (défaut en matière criminelle)

Article 631 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (de coordination) (p. 378)

Article 636 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (de coordination) (p. 378)

Article 104 (composition des juridictions d'assises spécialisées)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (de coordination) (p. 378)

Article 105 (risque de divulgation d'un secret de la défense nationale)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (de précision) (p. 379)

Article 107 (jugement des actes de terrorisme)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (rédactionnel) (p. 379)

Avant l'article 109

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (de coordination) (p. 379)

Article 112 (disparition de l'expédition et de la copie authentique de la décision en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 380)

Article 115 (causes de récusation d'un magistrat)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (extension des motifs de récusation au conjoint ou au concubin du magistrat) (p. 380)

Article 121 (réduction de la période de sûreté)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (de coordination) (p. 381)

Après l'article 125

Soutient l'amendement n° 199 du Gouvernement (rapport d'expertise des mineurs) : adopté (p. 381)

Article 127 (composition du tribunal et de la cour d'assises des mineurs - règles de procédure devant les juridictions d'assises des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (révision de la liste des sessions concernant les mineurs) (p. 382)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (suppression de dispositions inutiles) (p. 383)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 383)

Article 130 (conséquences de la prescription de la peine en cas de condamnation par contumace ou par défaut)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (précision technique relative à la prescription de la peine) (p. 383)

Article 132 (délit d'entrave à l'exercice des fonctions de juré)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (de suppression) (p. 383)

Article 135 (modifications du titre du code de l'organisation judiciaire consacré aux juridictions de jugement de droit commun)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 384)

Après l'article 140

Soutient l'amendement n° 175 du Gouvernement (application aux territoires d'outre-mer) : adopté après modifications (p. 386)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 de la commission (modification technique) à l'amendement n° 175 du Gouvernement (p. 386)

Intervient sur le sous-amendement n° 207 de la commission (modification technique) à l'amendement n° 175 du Gouvernement (p. 386)

Soutient l'amendement n° 176 du Gouvernement (application à Mayotte) : adopté après modifications (p. 388)

Intervient sur le sous-amendement n° 208 de la commission (conditions d'âge applicables aux jurés) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 388)

Intervient sur le sous-amendement n° 209 de la commission (modification technique) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 388)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de la commission (modification technique) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 388)

Intervient sur le sous-amendement n° 211 de la commission (modification technique) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 388)

Soutient l'amendement n° 177 du Gouvernement (application à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 391)

Article 141 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 151 corrigé de la commission (date d'entrée en vigueur) (p. 396)

Soutient l'amendement n° 228 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur) : adopté (p. 396)

Article 142 (personnes ayant fait l'objet d'un arrêt de mise en accusation ou renvoyées à une session ultérieure avant le 1er octobre 1998)

Intervient sur l'amendement n° 152 de la commission (de coordination) (p. 396)

Soutient l'amendement n° 229 du Gouvernement (de coordination) : devenu sans objet (p. 396)

Article 143 (annulation d'un arrêt de cour d'assises rendu avant le 1er octobre 1998)

Soutient l'amendement n° 230 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 396)

Son intervention à l'issue du vote (p. 398)

Proposition de loi n° 141 tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1858)

Ses interventions (p. 1858, 1863)

Thèmes :

Créances et privilèges : mise à prix et enchères (p. 1858)

Créances et privilèges : protection des débiteurs (p. 1858, 1863)

Créances et privilèges : surendettement (p. 1863)

Justice : pouvoirs du juge (p. 1863, 1864)

Discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1864)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Véronique Neiertz (extension du régime de la faillite civile en vigueur en Alsace-Moselle à l'ensemble des départements français) (p. 1865)

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Véronique Neiertz (affectation du produit de la vente des immeubles destinés à rembourser les dettes immobilières) (p. 1866)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Véronique Neiertz (moratoire des dettes) (p. 1867)

Article 1er (information du débiteur lors de la signification du commandement)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (information des personnes morales) (p. 1867)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) (p. 1868)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (contenu du commandement à payer) (p. 1868)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de Mme Ségolène Royal (contenu du commandement à payer) (p. 1868)

Article 1er bis (délai pour procéder à la vente amiable à compter de la signification du commandement)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1870)

Article 2 (formulation d'un dire sur la mise à prix)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (expertise judiciaire) (p. 1871)

Article 3 bis (remise en vente sur baisses successives du prix fixées par le juge)

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Ségolène Royal (de suppression) (p. 1871)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 1872)

Article 4 (suspension des procédures d'exécution)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Ségolène Royal (compétence du juge de l'exécution) (p. 1872)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 1872)

Article 5 (réduction de la fraction des prêts immobiliers après la vente forcée du logement principal d'une personne surendettée)

Intervient sur l'amendement n° 15 de Mme Ségolène Royal (information du débiteur) (p. 1873)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Guyard (rapport au Parlement sur les conséquences de la réforme de l'accession à la propriété) (p. 1873)

Proposition de loi n° 469 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 1997] (p. 1874)

Son intervention (p. 1875)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : transposition d'une directive (p. 1875, 1876)

Responsabilité civile : régime de la réparation (p. 1875, 1876)

Vie, médecine et biologie : produits du corps humain (p. 1877)

Discussion des articles [13 mars 1997] (p. 1914)

Article 4 (définition du produit)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (exclusion des éléments du corps humain et de ses produits dérivés) : adopté (p. 1914)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Xavier Beck (exclusion des éléments du corps humain et de ses éléments dérivés) (p. 1914)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-François Mattei (exclusion des éléments du corps humain et de ses éléments dérivés) (p. 1914)

Article 7 (définition du producteur)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Xavier Beck (rédactionnel) (p. 1915)

Article 10 (charge de la preuve)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Olivier Darrason (charge des frais d'expertise) (p. 1915)

Article 12 (causes d'exonération)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Georges Hage (protections accordées aux consommateurs) (p. 1916)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 18 corrigé de M. Xavier Beck (invocation des causes d'exonération par le producteur) (p. 1917)

Article 15 (obligation de suivi des produits)

Soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 1917)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Xavier Beck (de suppression) (p. 1917)

Article 18 (prescription de l'action en réparation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Olivier Darrason (interruption de la prescription) (p. 1918)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Philippe Bonnecarrère (obligation de garantie) (p. 1918)

Article 21 (garantie des défauts de la chose vendue)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Philippe Bonnecarrère (suppression de la présomption de défaut en l'absence de garantie conventionnelle) (p. 1919)

Article 22 (garantie des défauts de la chose vendue)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Xavier Beck (de précision) (p. 1919)

Article 25 (application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Pierre Mazeaud (précision rédactionnelle) (p. 1920)

Soutient l'amendement n° 16 corrigé du Gouvernement (exclusion de certains produits du champ d'application du texte) : adopté (p. 1920)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement (application des garanties immobilières à la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et Mayotte) : adopté (p. 1920)

Projet de loi n° 3381 portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1975)

Ses interventions (p. 1975, 1982)

Thèmes :

Juridictions administratives : conseil supérieur des tribunaux administratifs (p. 1977)

Juridictions administratives : déroulement de carrière des magistrats (p. 1976)

Juridictions administratives : moyens (p. 1983)

Juridictions administratives : réformes (p. 1975)

Discussion des articles [18 mars 1997] (p. 1983)

Article 3 (nomination au tour extérieur)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la faculté de nommer certaines catégories de fonctionnaires au tour extérieur) (p. 1984)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (composition du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Derosier (compétence du secrétaire général du conseil supérieur des tribunaux administratifs) (p. 1986)

Article 11 (magistrat de tribunal administratif statuant seul)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (désignation du juge unique) (p. 1988)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (désignation du juge unique) (p. 1988)

Alfred TRASSY-PAILLOGUES

Seine-Maritime (10ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Patrick TRÉMÈGE

Paris (9ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Pollution et nuisances. Lutte et prévention, circulation alternée, perspectives [11 mars 1997] (p. 1800)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1462, posée le 15 avril 1997. Automobiles et cycles. Véhicules électriques (p. 2503). Appelée le 15 avril 1997. Développement, perspectives (p. 2430, 2431)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Son intervention (p. 6425)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communautés européennes et Union européenne : directive "habitats" (p. 6426)

Communautés européennes et Union européenne : directive "Natura 2000" (p. 6426)

Cours d'eau, étangs et lacs : zones d'expansion des crues (p. 6425)

Environnement : air (p. 6425)

Environnement : déchets (p. 6426)

Environnement : parcs : parcs nationaux (p. 6426)

Environnement : réserves naturelles (p. 6426)

Organismes et structures : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 6426)

Recherche (p. 6426)

Risques naturels : plans de prévention des risques (p. 6425)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Procédure des questions :

Affaires étrangères : Moyen-Orient : processus de paix (p. 6882)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7357) ; [21 novembre 1996] (p. 7380)

Son intervention (p. 7370)

Thèmes :

Air : organismes régionaux de la qualité de l'air (p. 7371)

Air : pollution atmosphérique (p. 7370)

Air : réseaux de surveillance : crédits (p. 7370)

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 7371)

Bâtiment et travaux publics : réseaux de chaleur : utilisation du bois (p. 7371)

Énergie : économies d'énergie (p. 7370, 7371)

Environnement : circulation automobile (p. 7371)

Impôts et taxes : incitations fiscales (p. 7371)

Santé publique (p. 7370)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7371)

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Après l'article 1er

Son amendement n° 96 (prise en compte de l'ensemble des flux susceptibles de contribuer à la pollution atmosphérique) : rejeté (p. 7381)

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Pierre Albertini (suppression de la référence aux pollens) : adopté (p. 7384)

Son amendement n° 118 (création d'un organisme régional chargé de la qualité de l'air) : adopté (p. 7386)

Son amendement n° 97 (mise en œuvre des missions de surveillance et de prévision à l'échelon régional) : rejeté (p. 7386)

Article 4 (droit à l'information)

Son amendement n° 98 (de conséquence) : retiré (p. 7387)

Article 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional)

Son amendement n° 99 soutenu par M. Pierre Albertini (de conséquence) : retiré (p. 7389)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 7390)

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-François Mattei (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) : adopté (p. 7391)

Son amendement n° 129 (fixation du délai d'approbation des plans de protection de l'atmosphère en fonction de la date de publication du décret d'application) : retiré (p. 7391)

Article 10 (contenu du plan)

Son amendement n° 100 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : retiré (p. 7393)

Son amendement n° 101 soutenu par M. Pierre Albertini (modalités de raccordement aux réseaux de chaleur) : retiré (p. 7393)

Son amendement n° 102 soutenu par M. Pierre Albertini (application de la loi aux biens existants) : retiré (p. 7393)

Article 14 (régime juridique des plans de déplacements urbains)

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982

Son amendement n° 103 rectifié (affectation prioritaire de la voirie des nouvelles zones d'aménagement concerté aux transports collectifs et aux moyens de déplacement les moins polluants) : retiré (p. 7401)

Soutient l'amendement n° 120 de M. Jean Tiberi (instauration d'un régime de stationnement résidentiel) : adopté (p. 7402)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 28 de M. Georges Sarre (création d'un établissement public de transport en commun de voyageurs sur la Seine) : rejeté (p. 7407)

Article 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de la protection de la santé dans les choix relatifs aux infrastructures) : adopté (p. 7479)

Article 17 (modifications du code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 7480)

Après l'article 17

Son amendement n° 122 corrigé (délivrance des permis de construire subordonnée à l'existence d'un réseau de fourniture de chaleur et de froid) : retiré (p. 7481)

Son amendement n° 121 corrigé (délivrance des permis de construire subordonnée, pour les grands équipements, à l'existence d'une desserte par des transports collectifs) : rejeté (p. 7481)

Article 18 bis (réalisation d'itinéraires cyclables)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 7483)

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques)

Son amendement n° 104 (obligation d'afficher la consommation énergétique) : retiré (p. 7484)

Son amendement n° 105 (teneur en soufre du gazole et du fioul domestique) : retiré (p. 7484)

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Pierre Albertini (équipement des immeubles neufs en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux de chaleur ou de froid) : rejeté (p. 7488)

Article 20 bis (classement des réseaux de chaleur et de froid)

Son amendement n° 124 (application de la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur aux réseaux de distribution de froid) : adopté (p. 7491)

Son sous-amendement n° 123 (référence à la production de base) à l'amendement n° 41 de la commission (classement de plein droit des réseaux alimentés majoritairement par de la chaleur produite à partir d'énergies renouvelables, d'énergies de récupération ou par cogénération) : retiré (p. 7492)

Son amendement n° 107 (classement des réseaux de chaleur dans les zones couvertes par un plan de protection de l'atmosphère) : retiré (p. 7492)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (obligation d'utiliser la chaleur produite par le réseau en cas de raccordement) (p. 7493)

Son amendement n° 106 (extension du chauffage urbain à l'ensemble des locaux situés dans une zone couverte par un plan de protection de l'atmosphère) : retiré (p. 7494)

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements - Articles L-8 A et L-8 B du code de la route)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (création minimale de déchets non recyclables) : adopté après modifications (p. 7495)

Son amendement n° 119 (identification des véhicules fondée sur leur contribution aux économies d'énergie) : retiré (p. 7495)

Intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (équipement des flottes de plus de vingt véhicules du secteur public en véhicules propres) (p. 7496)

Son sous-amendement n° 168 (équipement des flottes en véhicules propres en cas d'utilisation de carburants dont le taux maximal d'oxygène a été relevé) à l'amendement n° 160 du Gouvernement : retiré (p. 7496)

Son amendement n° 108 deuxième rectification (équipement des immeubles en installations permettant la recharge des véhicules électriques) : adopté après modifications (p. 7497)

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la vignette pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 7500)

Après l'article 27

Son amendement n° 111 (prime de l'État pour l'acquisition de bicyclettes) : retiré

Son amendement n° 128 (amortissement exceptionnel des cyclomoteurs électriques) : adopté après rectification et modifications (p. 7501)

Son amendement n° 109 (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) : retiré (p. 7501)

Son amendement n° 110 (aide de l'État pour l'acquisition de véhicules électriques) : retiré (p. 7501)

Après l'article 28

Son amendement n° 112 (habilitation des agents du service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) : retiré (p. 7503)

Après l'article 37

Son amendement n° 113 (création d'un service spécialisé chargé du contrôle du stationnement à Paris) : retiré (p. 7503)

Son amendement n° 167 (compétences du comité régional de l'environnement en matière de pollution atmosphérique) : adopté (p. 7504)

Article 38 (mesures d'application)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (application de la loi aux véhicules et matériels spéciaux de l'armée) (p. 7504)

Seconde délibération

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression du neuvième alinéa de l'article prévoyant la création d'un organisme régional chargé de la qualité de l'air) (p. 7506)

André TRIGANO

Ariège (2ème circonscription)
Apparenté au groupe Union pour la Démocratie française et du Centre

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Jeunes. Politique et réglementation, débats, perspectives [28 janvier 1997] (p. 451)

Georges TRON

Essonne (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Anicet TURINAY

Martinique (1ère circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Cuba. Perspectives [20 novembre 1996] (p. 7329)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [22 octobre 1996] (p. 5782)

Procédure des questions :

Administration : établissements pénitentiaires (p. 5796)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Son intervention (p. 6033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 6033)

Enseignement (p. 6033)

Logement (p. 6033)

Politique économique et sociale (p. 6033)

Procédure des questions :

Politique économique et sociale (p. 6045)

Projet de loi n° 2444 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite « des cinquante pas géométriques » dans les départements d'outre mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1996] (p. 7971)

Son intervention (p. 7972)

Thèmes :

Communes : missions d'aménagement (p. 7972)

Mer et littoral : agences d'État pour la mise en valeur de la zone des "cinquante pas géométriques" (p. 7972)

Mer et littoral : zones littorales : régime juridique (p. 7972)

Propriété : commissions départementales de vérification des titres (p. 7972)

Propriété : taxation des plus-values en cas de revente avant dix ans (p. 7972)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1606)

Thème :

DOM-TOM : pêche dans les DOM-TOM (p. 1607, 1608)

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 4 (article 3 du décret du 9 janvier 1852 : délivrance des autorisations de pêche et répartition des quotas de capture)

Son amendement n° 1 (consultation des organisations professionnelles et des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins) : retiré (p. 1630)

U

Jean UEBERSCHLAG

Haut-Rhin (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14531)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission nationale des comptes de la formation professionnelle [J.O. du 5 février 1997] (p. 1980)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Politique et réglementation. Fonction publique [19 novembre 1996] (p. 7243)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Son intervention (p. 6710)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : contrats emploi solidarité : possibilité de passer des contrats d'apprentissage (p. 6710)

Formation professionnelle et promotion sociale : congé individuel de formation : gestion : contrôle (p. 6710)

Formation professionnelle et promotion sociale : réforme : rapport du 4 octobre 1996 de M. Michel de Virville (p. 6710)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 81

Son amendement n° 414 : non soutenu (p. 7202)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 22

Son amendement n° 5 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression, pour les aéroports, de la réduction de la valeur locative en matière d'impôts locaux) : rejeté (p. 8076)

Projet de loi n° 3063 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 1997] (p. 490)

Son intervention (p. 493)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 493)

Culture (p. 494)

Proposition de loi n° 3193 relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1196)

Son intervention (p. 1200)

Thèmes :

Formation professionnelle et promotion sociale : pérennisation du dispositif d'apprentissage dans le secteur public (p. 1201)

Formation professionnelle et promotion sociale : protection sociale des apprentis dans le secteur public (p. 1201)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 1201)

Lois : loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (p. 1200)

Discussion des articles [20 février 1997] (p. 1208)

Article 2 (ouverture au secteur public non industriel et commercial du droit à l'aide à l'embauche d'apprentis et prise en charge de cette aide par les organismes collecteurs de la contribution alternance)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (financement des aides à l'embauche d'apprentis) (p. 1213)

Ses explications de vote (p. 1218)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1218)

Jean URBANIAK

Pas-de-Calais (14ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3351 tendant à créer un fonds d'indemnisation des victimes de l'hépatite C post-transfusionnelle [20 février 1997]

Proposition de loi n° 3436 tendant à préciser les obligations d'information des producteurs et des vendeurs quant à la qualité des produits alimentaires [13 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Élections et référendums. Politique et réglementation. Modernisation de la vie politique [16 octobre 1996] (p. 5431)

Enseignement. Politique de l'éducation. Laïcité, respect, port de signe distinctifs d'une religion [18 décembre 1996] (p. 8512)

Élections et référendums. Élections municipales. Vitrolles [4 février 1997] (p. 727)

Cérémonies publiques et fêtes légales. Organisation. Protocole, réglementation [18 mars 1997] (p. 1966)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1169, posée le 2 octobre 1996. Logement et habitat. Logement social (p. 5050). Appelée le 8 octobre 1996. Financement, aides de l'État, Nord-Pas-de-Calais (p. 5159, 5160)

n° 1188, posée le 18 novembre 1996. Défense. Gendarmerie : fonctionnement (p. 7208). Appelée le 26 novembre 1996. Restructuration, perspectives (p. 7517 à 7519)

n° 1273, posée le 14 janvier 1997. Politique économique et sociale. RMI (p. 80). Appelée le 21 janvier 1997. Insertion, bilan et perspectives (p. 225 à 227)

n° 1418, posée le 11 mars 1997. Postes. Courrier (p. 1842). Appelée le 18 mars 1997. Acheminement et distribution, délais, respect (p. 1960, 1961)

n° 1452, posée le 15 avril 1997. Justice. Tribunaux des affaires de sécurité sociale (p. 2501). Appelée le 15 avril 1997. Fonctionnement, délais (p. 2444, 2445)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Régions : Nord-Pas-de-Calais : moyens sanitaires et sociaux (p. 6086)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Régions : Nord-Pas-de-Calais : plate-forme multimodale (p. 6499)

Transport combiné (p. 6499)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Son intervention (p. 6936)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignants : heures supplémentaires (p. 6936)

Enseignants : recrutement : IUFM, CAPES, agrégation (p. 6936)

Enseignement primaire : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles (p. 6936)

Enseignement secondaire (p. 6936)

Lois : loi n° 95-836 du 13 juillet 1995 de programmation du "nouveau contrat pour l'école" (p. 6935)

Politique de l'éducation : éducation civique : violence à l'école (p. 6935)

Politique de l'éducation : évaluation des personnels et des établissements : lutte contre l'échec scolaire (p. 6936)

V

Léon VACHET

Bouches-du-Rhône (15ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre de la mission d'information commune sur la Corse [J.O. du 25 octobre 1996] (p. 15660)

Daniel VAILLANT

Paris (19ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transporteurs. Revendications [26 novembre 1996] (p. 7543)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Son intervention (p. 6795)

Thèmes avant la procédure des questions :

Crédits : montant et répartition (p. 6795)

Ordre public : insécurité (p. 6797)

Police : effectifs (p. 6796, 6797)

Police : missions (p. 6797)

Police : transmissions : ACROPOL (p. 6796, 6797)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6795)

Jean VALLEIX

Gironde (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Yves VAN HAECKE

Yonne (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de loi relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire [J.O. du 4 octobre 1996] (p. 14648)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome XIV : Travail et affaires sociales (santé) (n° 3031) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1186, posée le 18 novembre 1996. Voirie. Autoroutes (p. 7207, 7208). Appelée le 26 novembre 1996. Liaisons Bourges Auxerre et Clamecy Avallon, perspectives (p. 7523, 7524)

DÉBATS

Projet de loi n° 2701 (rectifié) relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [10 octobre 1996] (p. 5298)

Son intervention (p. 5301)

Thèmes :

Entreprises : PME-PMI : droits et représentation des salariés (p. 5301)

Lois : code du travail : droits des salariés : déréglementation (p. 5301)

Travail : aménagement du temps de travail (p. 5301)

Travail : monopole syndical de négociation (p. 5301)

Travail : négociation collective : dialogue social (p. 5301)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5916)

Thèmes avant la procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : dépenses et recettes, subvention d'équilibre (p. 5916)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5917)

Procédure des questions :

Élevage : primes à l'herbe (p. 5940)

Élevage : viande bovine : "traçabilité" et contrôles (p. 5940)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6061)

Thèmes avant la procédure des questions :

Hôpitaux et cliniques : agence nationale de l'hospitalisation (p. 6063)

Ministère du travail et des affaires sociales : crédits (p. 6061)

Ministère du travail et des affaires sociales : services déconcentrés (p. 6063)

Pharmacie : Agence du médicament (p. 6063)

Professions médicales et paramédicales : écoles paramédicales (p. 6063)

Santé publique : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (p. 6062)

Santé publique : alcoolisme (p. 6062)

Santé publique : maîtrise médicalisée des dépenses de santé (p. 6061)

Santé publique : prévention (p. 6061)

Santé publique : sida (p. 6062)

Santé publique : suicide (p. 6063)

Santé publique : tabagisme (p. 6062)

Santé publique : toxicomanie (p. 6062)

Santé publique : veille et contrôle sanitaires (p. 6063)

Procédure des questions :

Revenu minimum d'insertion (p. 6092)

Vote des crédits [28 octobre 1996] (p. 6102)

État B, titre III

Soutient l'amendement n° 169 de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits de 3 millions de francs) : retiré (p. 6103)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : "pays" tests : Avallon (p. 6637)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (ZRR) (p. 6637)

Entreprises : délocalisations internationales, mesures en faveur de la mobilité des personnes (p. 6637)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Procédure des questions :

Ordre public : insécurité (p. 6830)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 64 (suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge)

Son amendement n° 30 : non soutenu (p. 7145)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son amendement n° 72 corrigé (report de l'application du dispositif pour les personnes dont le revenu imposable est inférieur à 140 000 F) : rejeté (p. 7266)

Proposition de résolution n° 2991 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants (COM (96) 324 final/ n° E 676)

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1996] (p. 7808)

Son intervention (p. 7812)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7813)

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 7812)

Santé publique (p. 7813)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 1074)

Son intervention (p. 1078)

Thèmes :

Administration : Agence de sécurité sanitaire ou service public de l'hygiène alimentaire : création (p. 1074, 1079, 1080)

Administration : Ministère de l'agriculture (p. 1079)

Agriculture : élevage : contrôles des animaux : livre d'élevage ; alimentation animale (p. 1079)

Agriculture : végétaux : contrôles ; plantes transgéniques (p. 1075)

Agroalimentaire : commercialisation : contrôle ; traçabilité ; labels (p. 1079)

Communautés européennes et Union européenne : contrôle des politiques de sécurité alimentaire des États membres (p. 1080)

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. François Roussel (création d'un institut national de la sécurité alimentaire) (p. 1112, 1113)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une agence de la sécurité alimentaire) (p. 1114)

Article 16 (article 260-3 du code rural : mesures relatives à l'enregistrement et au contrôle des élevages) (p. 1150)

Soutient le sous-amendement n° 136 de Mme Évelyne Guilhem (simplification des données inscrites dans le registre d'élevage) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (contenu du registre d'élevage) : retiré (p. 1151)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Yves Le Déaut (cas des plantes transgéniques) (p. 1164)

Après l'article 56

Son amendement n° 113 (production et importation des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) : rejeté (p. 1176)

Ses explications de vote (p. 1180)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1180)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2566)

Thèmes :

Emploi : contrats d'initiative locale (CIL) (p. 2567)

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle (p. 2567)

Revenu minimum d'insertion : départements : actions d'insertion (p. 2567)

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 8

Son amendement n° 242 (extension à l'ensemble du territoire du régime de faillite civile applicable aux départements d'Alsace et de Moselle) : devenu sans objet (p. 2698)

Avant l'article 10

Son sous-amendement n° 762 soutenu par M. Jean-Yves Chamard (rédactionnel) à l'amendement n° 760 rectifié de M. Pierre Cardo (création d'un fonds départemental de l'emploi) : adopté (p. 2718)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Son intervention (p. 2723)

Soutient l'amendement n° 236 de M. Bernard de Froment (modulation de l'aide de l'État en fonction de la qualification) : retiré (p. 2731)

Article 11 (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle rémunérée)

Son intervention (p. 2743)

Son amendement n° 241 (limitation de la rémunération) : retiré (p. 2745)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 237 de M. Bernard de Froment (modulation du droit au RMI) : retiré (p. 2747)

Son sous-amendement n° 769 soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (rédactionnel) à l'amendement n° 752 du Gouvernement (expérimentation de la possibilité, pour les bénéficiaires du RMI depuis plus de trois ans, de cumuler l'allocation avec le revenu d'une activité professionnelle) : adopté (p. 2751)

Christian VANNESTE

Nord (10ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3093 relative aux droits d'inscription dans les conservatoires municipaux de musique, de danse ou d'art dramatique [29 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3363 relative à l'action des régions en faveur de projets de productions cinématographiques, audiovisuelles et multimédias [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Lainière de Roubaix. Emploi et activité [9 octobre 1996] (p. 5267)

Santé publique. Politique de la santé. Hormones de croissance, prescription, contrôle [15 janvier 1997] (p. 139)

Commerce et artisanat. Petit commerce. Emploi et activité, centres-villes [26 mars 1997] (p. 2325)

Industrie. Textile et habillement : aides de l'État. Plan textile français, rejet par la commission européenne, conséquences [16 avril 1997] (p. 2549)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1185, posée le 18 novembre 1996. Aménagement du territoire. Économie et finances : école des douanes (p. 7207). Appelée le 26 novembre 1996. Transfert à Tourcoing, perspectives (p. 7528, 7529)

n° 1255, posée le 10 décembre 1996. Commerce et artisanat. Grande distribution (p. 8222). Appelée le 17 décembre 1996. Urbanisme commercial, politique et réglementation (p. 8392 à 8394)

n° 1470, posée le 15 avril 1997. Retraites : généralités. Âge de la retraite (p. 2504). Appelée le 15 avril 1997. Chômeurs totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans (p. 2443, 2444)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 12 (assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG)

Soutient l'amendement n° 53 corrigé de M. Bernard Serrou (contribution sur la somme des avances aux machines à sous et des paiements faits aux joueurs) : rejeté (p. 6305)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGETS ANNEXES DES JOURNAUX OFFICIELS - RAPATRIÉS - ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE

Vote des crédits [25 octobre 1996] (p. 5999)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Ligne 47 de l'état E (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)

Son amendement n° 3 rectifié (suppression de la redevance-télé) : rejeté (p. 6388)

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Son intervention (p. 6402)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : déconcentration et décentralisation : action des DRAC (p. 6402)

Cinéma : aides publiques (p. 6402, 6403)

Communes : Dijon : auditorium (p. 6402)

Communes : Reims : centre des archives de la Ve République (p. 6402)

Communes : Toulouse : musée d'art contemporain (p. 6402)

Enseignement artistique : école d'architecture : transfert de la tutelle au ministère de la culture (p. 6402)

Enseignement artistique : éducation artistique dans les établissements scolaires (p. 6403)

Enseignement artistique : réforme du statut des écoles : École du Louvre (p. 6403)

Grands travaux : achèvement : étalement des programmes (p. 6402)

Grands travaux : Bibliothèque nationale de France (p. 6402)

Ministère de la culture : budget (p. 6402)

Musées : accueil et information du public : animation : action éducative (p. 6403)

Opéra : augmentation des crédits (p. 6402)

Partis politiques : mairies dirigées par un membre du Front national (p. 6413)

Patrimoine : Fondation du patrimoine (p. 6402, 6403)

Politique culturelle : rééquilibrage entre Paris et la province : rapport de M. Jacques Rigaud (p. 6402, 6403)

Politique de la ville : projets culturels de quartiers (p. 6403)

Théâtre : soutien et reproduction audiovisuelle (p. 6403)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Communes : Tourcoing (p. 6661, 6662)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Procédure des questions :

Douane : commissionnaires : reclassement (p. 6728)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre la tabagie et l'alcoolisme : dérogations (p. 6770)

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6775, 6795)

Son intervention (p. 6808)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : lutte contre la toxicomanie (p. 6809)

Étrangers : immigration clandestine (p. 6809)

Projet de loi n° 3046 relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8272)

Son intervention (p. 8298)

Thèmes :

Immigration : frais d'hébergement et de reconduite à la frontière (p. 8299)

Immigration : immigration clandestine (p. 8298)

Travail clandestin : généralités : statistiques : définition (p. 8298)

Discussion des articles [11 décembre 1996] (p. 8306) ; [12 décembre 1996] (p. 8331)

Après l'article 4

Son amendement n° 36 corrigé (accès sur les lieux de travail des agents et officiers de police judiciaire) : rejeté (p. 8358)

Son amendement n° 39 (retrait de la carte de séjour temporaire en cas de sanctions) : rejeté (p. 8361)

Son amendement n° 38 (retrait de la carte de résident aux employeurs de nationalité étrangère en infraction) : rejeté après rectification (p. 8363)

Après l'article 7

Son amendement n° 37 corrigé (mise à la charge de l'employeur des frais d'éloignement de l'employé clandestin) : adopté après modifications (p. 8372)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1996] (p. 8414) ; [18 décembre 1996] (p. 8483, 8566)

Son intervention (p. 8495)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8495)

Étrangers : rétention administrative (p. 8495)

Justice : juge judiciaire (p. 8495)

Discussion des articles [18 décembre 1996] (p. 8570) ; [19 décembre 1996] (p. 8617, 8641)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son amendement n° 164 (délai de notification du départ de l'étranger) : devenu sans objet (p. 8578)

Après l'article 2

Son amendement n° 165 (modalités de collecte et de conservation des documents des étrangers par les services consulaires) : retiré (p. 8585)

Après l'article 3

Son amendement n° 166 (suppression du pouvoir discrétionnaire des préfets en matière de délivrance des titres de séjour) : retiré (p. 8623)

Son amendement n° 174 (retrait de la carte de séjour en cas de travail sans autorisation) : adopté après modifications (p. 8624)

Son amendement n° 173 corrigé (retrait de la carte de résident de l'employeur en infraction) : adopté (p. 8625)

Article 8 (modification du régime de la rétention administrative)

Son amendement n° 167 : non soutenu (p. 8669)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 157)

Son intervention (p. 160)

Thèmes :

Administration : établissements publics locaux : fonctionnement (p. 161)

Associations : gestion de fait (p. 161)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 160)

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 165)

Article 1er (modalités de création et de fonctionnement de l'établissement public local)

Article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales : principe de la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (spécialité des établissements publics territoriaux à vocation culturelle) (p. 166)

Article L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales : composition du conseil d'administration de l'établissement public local

Soutient le sous-amendement n° 20 de M. Christian Dupuy (représentation de l'État) à l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (composition du conseil d'administration) : adopté (p. 169)

Article L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales : personnel de l'établissement public local

Son amendement n° 10 : devenu sans objet (p. 171)

Son amendement n° 11 : devenu sans objet (p. 171)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Après l'article 2

Son amendement n° 509 soutenu par M. Serge Poignant (sensibilisation des enfants dans les écoles aux phénomènes d'exclusion sociale) : rejeté (p. 2620)

Article 8 (actions de conseil et de médiation en matière familiale des caisses d'allocations familiales et des caisses de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 386 (de précision) : devenu sans objet (p. 2691)

François VANNSON

Vosges (3ème circonscription)
Apparenté au groupe Rassemblement pour la République
Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14530)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la filière de la fabrication de la chaussure et de ses composantes, les délocalisations à l'étranger et l'utilisation des fonds publics par les entreprises de cette filière (n° 3009) [24 octobre 1996]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1955) de M. André Gérin et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les délocalisations à l'étranger et l'utilisation des fonds publics par les entreprises du secteur textile-habillement [3 décembre 1996] (n° 3185)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 3009) de M. André Gérin et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur la filière de la fabrication de la chaussure et de ses composantes, les délocalisations à l'étranger et l'utilisation des fonds publics par les entreprises de cette filière [3 décembre 1996] (n° 3186)

Proposition de loi n° 3283 tendant à favoriser l'insertion sociale des allocataires du RMI par la mise en place par les communes de Comités de Pilotage chargés de leur proposer des travaux d'intérêt général dans le secteur non-commercial [20 décembre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Lorraine. Bénéficiaires, réglementation [23 octobre 1996] (p. 5852)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5830, 5857)

Procédure des questions :

Recherche : Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5865)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Sécurité sociale : contribution sociale unique : cotisation maladie universelle (p. 6095)

Philippe VASSEUR

Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation

DÉPÔTS

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [13 novembre 1996]

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale [27 novembre 1996]

Projet de loi n° 3494 modifiant les dispositions du code rural relatives à la protection des animaux et à la garde des animaux domestiques, ainsi que certains articles du code civil [9 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Sylvia Bassot. Animaux. Équarrissage. Enlèvement des cadavres d'animaux, financement [2 octobre 1996] (p. 5060)

M. Jacques Le Nay. Agriculture. Bâtiments d'élevage. Mise aux normes, financement [8 octobre 1996] (p. 5181)

M. Lucien Renaudie. Agriculture. Élevage : bovins. Aides de l'État, perspectives [16 octobre 1996] (p. 5439)

M. Antoine Carré. Douanes. Droits de douane. Horticulture, perspectives [22 octobre 1996] (p. 5771)

M. Georges Sarre. Agriculture. Élevage : bovins. Maladie du bétail, vache folle, recherche, perspectives [22 octobre 1996] (p. 5772)

M. Lucien Degauchy. Agriculture. Bovins. Importations, contrôle sanitaire [5 novembre 1996] (p. 6488)

M. Hervé Mariton. Fruits et légumes. Emploi et activité. Aides de l'État [12 novembre 1996] (p. 6787)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Enseignement. Élèves. Distribution de lait, financement [3 décembre 1996] (p. 7857)

M. Jean-Michel Ferrand. Fruits et légumes. Emploi et activité. Aides de l'État [18 décembre 1996] (p. 8514)

M. Claude Birraux. Animaux. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention, importations [18 décembre 1996] (p. 8515)

M. Alain Le Vern. Consommation. Étiquetage informatif. Origine des produits, indication, viandes de boucherie [28 janvier 1997] (p. 445)

M. Alain Suguenot. Agriculture. Politique agricole. Loi d'orientation, perspectives [26 février 1997] (p. 1425)

M. Jean Proriol. Mutualité sociale agricole. Retraites. Montant des pensions, conjoints d'exploitants [12 mars 1997] (p. 1853)

M. Maurice Depaix. Agriculture. Bovins. Prime à l'abattage et quotas laitiers, conséquences [19 mars 1997] (p. 2062)

M. Henri Sicre. Agriculture. Agriculture : budget. Conservatoire de la forêt méditerranéenne, financement [26 mars 1997] (p. 2321)

M. Gilbert Baumet. Consommation. Protection des consommateurs. Produits alimentaires, qualité, contrôle, perspectives [26 mars 1997] (p. 2323)

M. Gérard Menuel. Communautés européennes et Union européenne. PAC. Aides compensatoires, perspectives [26 mars 1997] (p. 2325)

M. André Angot. Communautés européennes et Union européenne. PAC. Veaux, organisation commune de marché [26 mars 1997] (p. 2326)

M. Aimé Kergueris. Communautés européennes et Union européenne. Pêche maritime. Plan d'orientation pluriannuel, perspectives [16 avril 1997] (p. 2545)

M. Louis Le Pensec. Communautés européennes et Union européenne. Pêche maritime. Plan d'orientation pluriannuel, perspectives [16 avril 1997] (p. 2548)

M. Yves Rispat. Risques naturels. Sécheresse. Conséquences, aides de l'État [16 avril 1997] (p. 2550)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Roger Lestas. Agriculture. PAC. Restitutions, montant, lait et produits laitiers [10 décembre 1996] (p. 8161, 8162)

M. Édouard Leveau. Pêche. Politique et réglementation. Concurrence, coquille Saint-Jacques, appellation, protection [10 décembre 1996] (p. 8160, 8161)

M. Alain Rodet. Aménagement du territoire. Agriculture : structures administratives. Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), délocalisation, perspectives, Limoges [10 décembre 1996] (p. 8162 à 8164)

M. Michel Fromet. Agroalimentaire. La Boyauderie blésoise. Emploi et activité, Blois [28 janvier 1997] (p. 430, 431)

M. Serge Roques. Agriculture. Montagne. Zones défavorisées, classement, perspectives, Aveyron [4 février 1997] (p. 720 à 722)

M. Jean-Jacques Filleul. Agriculture. Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA). Matériel vinicole, prêts spéciaux, réglementation [4 février 1997] (p. 722)

M. Jean-Claude Lemoine. Sécurité sociale. Cotisations. Pluriactifs [4 février 1997] (p. 722, 723)

M. Jean-Pierre Dupont. Agriculture. Agriculture : structures administratives. Centre national d'études vétérinaires et alimentaires, financement [11 mars 1997] (p. 1779, 1780)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Son intervention (p. 5919)

Ses réponses (p. 5929 à 5964)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : prime d'orientation agricole (POA) (p. 5924)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5921, 5922)

Aménagement du territoire : indemnité spéciale montagne (p. 5923)

Bois et forêts : Office national des forêts : versement compensateur (p. 5924)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : dépenses et recettes, subvention d'équilibre (p. 5921, 5925)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : pensions de réversion (p. 5924)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : retraites et préretraites (p. 5922, 5924)

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune et "retours" communautaires (p. 5925)

Élevage : crise de la vache folle, désorganisation du marché de la viande, surveillance sanitaire (p. 5919 à 5921, 5923, 5924)

Élevage : prime à l'herbe (p. 5923)

Élevage : prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (p. 5923)

Enseignement agricole (p. 5922, 5923)

Environnement : programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5921)

Exploitants agricoles : installation, dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5922)

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 5925)

Lois : projet de loi d'orientation de la pêche (p. 5924, 5925)

Lois : projet de loi sur l'équarrissage (p. 5924)

Ministère : crédits de l'agriculture (p. 5921)

Ministère : crédits de la pêche (p. 5924)

Organismes et structures : Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNSEA) (p. 5922)

Organismes et structures : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (p. 5923)

Organismes et structures : Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (p. 5923)

Organismes et structures : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 5923)

Pêche : gestion de la ressource ; gestion des quotas (p. 5924)

Pêche : organisation commune du marché de la pêche (p. 5924)

Risques naturels : Fonds national de garantie des calamités agricoles (p. 5922)

Réponses aux questions :

Agroalimentaire : lait frais : consommation et prix (p. 5952) (M. Germain Gengenwin) (p. 5951)

Agroalimentaire : organisation commune du marché du lait (p. 5952, 5953) (M. François d'Harcourt) (p. 5952)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5939) (M. Gérard Boche) (p. 5939)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5955) (M. Alain Levoyer) (p. 5955)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5957) (M. Jean-Claude Lemoine) (p. 5957)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5960) (M. Aymeri de Montesquiou) (p. 5960)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (p. 5963) (M. Serge Roques) (p. 5963)

Aménagement du territoire : indemnité spéciale montagne (p. 5942) (Mme Henriette Martinez) (p. 5941)

Aménagement du territoire : plan Massif central (p. 5943) (M. Jean Proriol) (p. 5942, 5943)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (p. 5961) (M. Jean-Bernard Raimond) (p. 5960, 5961)

Bois et forêts : Conservatoire pour la forêt méditerranéenne (p. 5932) (M. Francis Galizi) (p. 5931)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : cotisations sociales (p. 5934) (M. François Roussel) (p. 5934)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5929, 5930) (M. Pierre Gascher) (p. 5929)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5930) (M. Aloyse Warhouver) (p. 5929)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5932) (M. Gilbert Baumet) (p. 5930)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5932) (M. Louis Le Pensec) (p. 5932)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5939) (M. Jean-Pierre Defontaine) (p. 5939)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5942) (M. Michel Vuibert) (p. 5942)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5950) (M. Jean Auclair) (p. 5950)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5951) (M. François Rochebloine) (p. 5951)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5955) (M. Roger Lestas) (p. 5955)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5956) (M. Aymeri de Montesquiou) (p. 5956)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5957) (M. Jean-Claude Lemoine) (p. 5957)

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : réversion (p. 5961) (M. André Angot) (p. 5961)

Céréales : blé (p. 5930) (M. Marcel Roques) (p. 5930)

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 5938) (M. Ambroise Guellec) (p. 5937)

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 5938) (M. Yves Coussain) (p. 5938)

Élevage : abattoirs publics (p. 5953) (M. Daniel Garrigue) (p. 5953)

Élevage : équarrissage (p. 5959, 5960) (M. Dominique Paillé) (p. 5959)

Élevage : prime à la vache allaitante (p. 5949) (M. Jean Auclair) (p. 5949)

Élevage : primes à l'herbe (p. 5935) (M. André Fanton) (p. 5935)

Élevage : primes à l'herbe (p. 5941) (M. Yves Van Haecke) (p. 5940)

Élevage : viande bovine : "traçabilité" et contrôles (p. 5941) (M. Yves Van Haecke) (p. 5940)

Élevage : viande bovine : "traçabilité" et contrôles (p. 5943) (M. Michel Vuibert) (p. 5943)

Élevage : viande bovine : "traçabilité" et contrôles (p. 5945) (M. Jacques Boyon) (p. 5945)

Enseignement agricole (p. 5931) (M. Gérard Larrat) (p. 5930)

Enseignement agricole (p. 5936) (M. Rémy Auchedé) (p. 5936)

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5931) (M. Ambroise Guellec) (p. 5931)

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5941) (M. Michel Habig) (p. 5932)

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5932) (M. Charles Josselin) (p. 5932)

Environnement : programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) (p. 5955) (M. Alain Levoyer) (p. 5955)

Exploitants agricoles : installation : aide aux agriculteurs organisés en coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) ou en groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 5940) (M. Alain Le Vern) (p. 5940)

Exploitants agricoles : installation : aide aux agriculteurs organisés en coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) ou en groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 5963) (M. Dominique Paillé) (p. 5962)

Exploitants agricoles : installation : dotation aux jeunes agriculteurs propriétaires (p. 5946) (M. Jacques Briat) (p. 5945)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 5935) (M. Jérôme Bignon) (p. 5935)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 5938) (M. Yves Coussain) (p. 5938)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 5954) (M. Marc Le Fur) (p. 5953, 5954)

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 5956) (M. Roger Lestas) (p. 5955, 5956)

Fermage (p. 5949, 4950) (M. Louis de Broissia) (p. 5949)

Fruits et légumes : accidents climatiques et indemnisations (p. 5947, 5948) (M. Yves Rousset-Rouard) (p. 5947)

Fruits et légumes : choux-fleurs (p. 5962) (M. Jean-Pierre Delalande) (p. 5961, 5962)

Fruits et légumes : commercialisation des fruits (p. 5946) (M. Jacques Briat) (p. 5946)

Fruits et légumes : commercialisation des fruits (p. 5958, 5959) (M. Thierry Mariani) (p. 5958)

Impôts et taxes : imposition des plus-values lors de la cessation d'activité (p. 5955) (M. Roger Lestas) (p. 5955)

Impôts et taxes : taxes parafiscales dues par les horticulteurs (p. 5947) (M. Antoine Carré) (p. 5946)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 5951) (M. Charles de Courson) (p. 5950, 5951)

Moyens de paiements : dysfonctionnements monétaires et dévaluations compétitives (p. 5964) (M. Jean-Marie André) (p. 5963, 5964)

Organismes et structures : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 5944) (M. Bernard de Froment) (p. 5944)

Organismes et structures : service de restauration des terrains de montagne : crédits (p. 5945) (Mme Henriette Martinez) (p. 5944)

Organismes et structures : service des haras de Lamballe (p. 5956, 5957) (M. Marc Le Fur) (p. 5956)

Pêche : marins-pêcheurs : temps de travail, rémunération (p. 5934) (M. Louis Le Pensec) (p. 5933)

Pêche : prix de vente des produits de la pêche ; projet communautaire du quatrième plan d'orientation pluriannuel (POP-4) (p. 5937) (M. Daniel Colliard) (p. 5936, 5937)

Pêche : quotas de pêche : respect et contrôles (p. 5958) (M. Jean de Lipkowski) (p. 5957)

Risques naturels : fonds de calamité (p. 5953) (M. François Guillaume) (p. 5953)

Viticulture : organisation commune du marché (p. 5948, 5949) (M. Daniel Garrigue) (p. 5948)

Vote des crédits [24 octobre 1996] (p. 5964)

Article 83 (relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. André Fanton (de suppression) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Gérard Larrat (de suppression) (p. 5966)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (vocation du Fonds de gestion de l'espace rural) (p. 5966)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rapport au Parlement sur le programme de maîtrise de pollutions d'origine agricole) (p. 5968)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 159 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (réduction des crédits du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA) (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 161 deuxième rectification du Gouvernement (majoration des crédits du Fonds de gestion de l'espace rural) : adopté (p. 5969)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. François Guillaume (réduction des crédits des offices) (p. 5969)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (réduction de la subvention destinée au BAPSA) (p. 5970)

État C, titre VI

Son intervention (p. 5970)

Soutient l'amendement n° 163 du Gouvernement (augmentation des crédits en faveur de l'industrie agro-alimentaire) : adopté (p. 5971)

Article 84 (revalorisation des retraites agricoles de faible montant)

Soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (possibilité pour le retraité de choisir entre la majoration forfaitaire de 1 500 F et la revalorisation de la retraite proportionnelle d'ancien chef d'exploitation) : adopté (p. 5972)

Après l'article 84

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (contribution des communes situées en zone de forêt méditerranéenne aux frais d'entretien des forêts) (p. 5973)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Marc Le Fur (assiette des cotisations sociales) (p. 5973)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7778)

Ses interruptions (p. 7787)

Sa réponse (p. 7794)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7795)

Agroalimentaire : déchets : élimination ; sous-produits valorisables (p. 7778, 7794 à 7796)

Environnement (p. 7778)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7778, 7779, 7795, 7796)

Lois : loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage (p. 7778)

Santé publique (p. 7778, 7794)

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 47 corrigé du Gouvernement (financement du service public d'équarrissage par une taxe assise sur la valeur des achats de viandes et due par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions de francs) : adopté après rectification (p. 7798)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 264 du code rural : création du service public d'équarrissage

Soutient l'amendement n° 50 du Gouvernement (définition des missions du service public d'équarrissage) : adopté (p. 7799)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Vuibert (souci de doter chaque terroir d'une usine de traitement) (p. 7799)

Après l'article 264 du code rural : création du service public d'équarrissage

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Marc Le Fur (création d'une commission nationale de l'équarrissage chargée de délivrer les agréments et d'effectuer les contrôles) (p. 7801)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Charles Josselin (création d'une commission nationale de l'équarrissage chargée de délivrer les agréments et d'effectuer les contrôles) (p. 7801)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Rémy Auchedé (création d'une commission nationale de l'équarrissage chargée de délivrer les agréments et d'effectuer les contrôles) (p. 7801)

Article 265 du code rural : obligation de faire appel au service public de l'équarrissage

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. André Angot (traitement des cadavres d'animaux domestiques) (p. 7801)

Article 269 du code rural : interdiction de jeter les animaux morts

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Alain Le Vern (sanctions) (p. 7801)

Après l'article 269 du code rural

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Alain Le Vern (enfouissement limité à cent kilos par an) (p. 7802)

Article 270 du code rural : incompatibilités professionnelles

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Rémy Auchedé (contrôle du cahier des charges des équarrisseurs) (p. 7802)

Article 271 du code rural : élimination des sous-produits d'abattoirs

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7802)

Intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 7802)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. René André (bilan annuel du coût du service public de l'équarrissage) (p. 7802)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Alain Le Vern (insertion d'un article L. 111-4 dans le code de la consommation relatif à l'étiquetage des produits de la viande) (p. 7803)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Alain Le Vern (interdiction de l'importation de viandes provenant d'animaux nourris avec des farines interdites en France) (p. 7803)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Bruno Retailleau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes à due concurrence de la taxe d'enlèvement et de traitement des cadavres d'animaux pour la période du 16 septembre 1996 au 31 décembre 1996) (p. 7804)

Seconde délibération

Article 1er A (taxe assise sur la valeur des achats des distributeurs de viande et seuil d'imposition)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (fixation du seuil de chiffre d'affaires fixé à trois millions de francs) (p. 7806)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (extension aux saisies partielles et aux abats spécifiés) : adopté (p. 7806)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de l'article 271 du code rural relatif à l'élimination des sous-produits) : adopté (p. 7807)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 1996] (p. 8707)

Son intervention (p. 8708)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage : financement (p. 8708)

Agroalimentaire : équarrissage : missions de service public (p. 8708)

Santé publique (p. 8708)

Proposition de résolution n° 2991 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant la réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants (COM (96) 324 final/ n° E 676)

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1996] (p. 7808)

Son intervention (p. 7808)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs : charges d'intérêts et cotisations sociales (p. 7808)

Agriculture : élevage bovin (p. 7808)

Commerce extérieur : importation de bovins vivants : droits de douane (p. 7808, 7809)

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 7809)

Communautés européennes et Union européenne : aides au revenu des agriculteurs : réticences de la Commission (p. 7808)

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune du marché de la viande bovine (p. 7808)

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement du Conseil : taux applicable aux importations de bovins vivants (p. 7808, 7809)

Santé publique (p. 7808)

Projet de loi n° 3178 relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1997] (p. 1058) ; [19 février 1997] (p. 1099)

Son intervention (p. 1058)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius (p. 1070, 1075)

Sa réponse (p. 1102)

Thèmes :

Administration : Agence de sécurité sanitaire ou service public de l'hygiène alimentaire : création (p. 1073, 1105)

Administration : commission interministérielle sur l'alimentation animale (p. 1058)

Administration : conseil supérieur d'hygiène publique de France (p. 1058)

Administration : Ministère de l'agriculture (p. 1058, 1076)

Administration : Ministère de l'économie et des finances : direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) (p. 1059)

Agriculture : élevage : contrôles des animaux : livre d'élevage ; alimentation animale (p. 1059)

Agriculture : végétaux : contrôles ; plantes transgéniques (p. 1059, 1072, 1076, 1103, 1104)

Agroalimentaire : commercialisation : contrôle ; traçabilité ; labels (p. 1059, 1060, 1076, 1102, 1103)

Associations : associations de consommateurs (p. 1071)

Commerce extérieur : exportations agroalimentaires (p. 1058, 1059, 1102)

Communautés européennes et Union européenne : contrôle des politiques de sécurité alimentaire des États membres (p. 1103)

Douanes : contrôles aux frontières ; barrières sanitaires (p. 1059)

Justice : responsabilité des importateurs de farines animales (p. 1071, 1073)

Mer et littoral : pêche : ateliers de marée : mise aux normes (p. 1072)

Politique économique : mondialisation (p. 1058, 1102)

Recherche : Centre national d'études et de recherches sur la nutrition et l'alimentation (p. 1058)

Recherche : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 1058, 1104)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 1058, 1104)

Santé publique : sécurité alimentaire (p. 1058 à 1060, 1102, 1104)

Discussion des articles [19 février 1997] (p. 1105, 1131)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Rémy Auchedé (création d'une agence de sécurité sanitaire confiée à un service de l'État) (p. 1106)

Article 1er (modification d'intitulé)

Son intervention (p. 1108)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. François Roussel (création d'un institut national de la sécurité alimentaire) (p. 1112)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une agence de la sécurité alimentaire) (p. 1114)

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Ségolène Royal (création d'une agence de la sécurité sanitaire) (p. 1114)

Article 6 (article 258 du code rural : unification et renforcement du dispositif d'inspection des différents produits et denrées alimentaires)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 1114)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (contrôle des nouveaux aliments avant la mise sur le marché) (p. 1115)

Article 7 (article 258-1 du code rural : mise en place d'enquêtes épidémiologiques sur les denrées)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Alain Le Vern (de suppression) (p. 1115)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 1115)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (communication systématique des résultats aux autorités sanitaires) (p. 1116)

Article 8 (article 259 du code rural : renforcement des pouvoirs d'inspection et de contrôle des agents habilités)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Alain Le Vern (personnes habilitées à effectuer les contrôles) (p. 1132)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (contrôles assurés par un service d'État d'hygiène alimentaire) (p. 1132)

Soutient le sous-amendement n° 134 du Gouvernement (rémunération des vétérinaires inspecteurs) à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 1132)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. René Beaumont (rédactionnel) (p. 1133)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. René Beaumont (rédactionnel) (p. 1133)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Rémy Auchedé (personnels assermentés) (p. 1133)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (conditions d'exercice des contrôles dans les entreprises) (p. 1133)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (conservation d'un autre exemplaire de l'échantillon par le directeur de l'entreprise contrôlée) (p. 1134)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (délai de transmission du procès-verbal réduit à trois jours) (p. 1134)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (prise en charge des frais liés aux analyses en cas de consignation) (p. 1134)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Charié (prise en charge des frais liés aux analyses en cas de consignation) (p. 1134)

Article 9 (articles 259-1 et 259-7 du code rural : mesures visant à renforcer la qualité sanitaire des denrées)

Article 259-1 du code rural : reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs en matière de qualité sanitaire des denrées

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Alain Le Vern (saisie des produits ou denrées reconnus impropres à la consommation ou présentant un danger pour la santé publique) (p. 1136)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Rémy Auchedé (recours exclusif aux personnels de la fonction publique) (p. 1137)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (demande d'expertise contradictoire) (p. 1137)

Article 259-2 du code rural : mise en place d'autocontrôles par tous les opérateurs de l'alimentation humaine ou animale

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (identification, par les établissements, des procédés déterminants pour la salubrité et la qualité des aliments) (p. 1138)

Soutient l'amendement n° 129 du Gouvernement (élaboration de normes par les organisations professionnelles concernées et reconnues par l'administration) : adopté (p. 1138)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Rémy Auchedé (association des salariés de l'agroalimentaire à la mise en place des procédures d'autocontrôle) (p. 1139)

Article 259-3 du code rural : mise en place de la traçabilité des produits d'alimentation humaine ou animale

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en place de nomenclatures précises produit par produit) (p. 1139)

Article 259-4 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la destruction ou le traitement des produits

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Alain Le Vern (contrôle du juge sur les opérations de destruction, dénaturation ou traitement en vue de l'assainissement) (p. 1140)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (fixation par le ministre de l'agriculture des critères applicables aux denrées alimentaires ainsi que ceux applicables aux exploitations agricoles ou établissements les produisant) (p. 1140)

Intervient sur l'amendement n° 20 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1140)

Article 259-5 du code rural : reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs d'injonction aux industriels

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Alain Le Vern (sanction des infractions à la réglementation relative à la qualité sanitaire des denrées placée dans un cadre judiciaire) (p. 1141)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de simplification rédactionnelle) (p. 1141)

Article 259-6 du code rural : reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la consignation ou le rappel de lots

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Alain Le Vern (consultation du préfet et du ministre avant le rappel des lots) (p. 1142)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (notion de "détenteur" plutôt que "d'opérateur") (p. 1142)

Article 259-7 du code rural : coordination

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 1143)

Article 10 (articles 262 et 263 du code rural : modification rédactionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (suppression du paragraphe I) (p. 1143)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 263 du code rural) (p. 1143)

Article 11 (articles L. 214-1, L. 215-1, L. 215-2 du code de la consommation : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (suivi des circuits de transformation et de distribution sur toute la durée de la chaîne) (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Alain Le Vern (suivi des circuits de transformation et de distribution sur toute la durée de la chaîne) (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Alain Le Vern (organisation des contrôles) (p. 1147)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Rémy Auchedé (champ d'action des agents chargés de l'inspection et des contrôles) (p. 1148)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de la commission (possibilité de règles spécifiques d'étiquetage pour les produits issus du génie génétique) (p. 1148)

Article 12 (modification rédactionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 1148)

Article 14 (article 260-1 du code rural : mesures concernant les établissements traitant des produits d'alimentation animale)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 1149)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Rémy Auchedé (contrôle par les agents vétérinaires de l'État) (p. 1149)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (obligation pour les établissements du secteur de l'alimentation du bétail de tenir un registre recensant les produits destinés à cette alimentation) (p. 1149)

Article 15 (article 260-2 du code rural : mesures concernant les établissements traitant des sous-produits animaux)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Rémy Auchedé (missions des personnels vétérinaires) (p. 1150)

Article 16 (article 260-3 du code rural : mesures relatives à l'enregistrement et au contrôle des élevages) (p. 1150)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 1150)

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission (enregistrement des animaux destinés à la consommation humaine et élevés par des non professionnels) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (contenu du registre d'élevage) (p. 1152)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de Mme Evelyne Guilhem (simplification des données inscrites dans le registre d'élevage) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 34 rectifié de la commission (liste des catégories d'animaux requérant une fiche sanitaire) (p. 1152)

Article 17 (article 261-1 du code rural : mesures relatives aux anabolisants)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (conditions d'utilisation des stilbènes par les vétérinaires praticiens) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (conditions d'administration des hormones pour la préparation des donneuses et des receveuses à l'implantation d'un embryon) (p. 1153)

Article 18 (article 261-2 du code rural : limitation des résidus toxiques dans les denrées)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (interdiction de détenir ou de céder des produits contenant des résidus dès lors que le détenteur a connaissance de la nocivité de ces produits) (p. 1153)

Article 19 (article 261-3 du code rural : mise en place d'un système d'autorisation pour les additifs à l'alimentation animale)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (mesures d'étiquetage pour les additifs de l'alimentation animale) (p. 1154)

Article 20 (article 261-4 du code rural : mise en place d'un agrément pour les produits d'hygiène de la traite)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 1154)

Article 21 (article 261-5 du code rural : renforcement des pouvoirs des agents de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (saisie ou destruction des animaux en cas de non présentation dans un délai de quarante-huit heures de la fiche sanitaire) (p. 1155)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (séquestration, marquage ou recensement d'une partie seulement des animaux) (p. 1155)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 1155)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (article 261-6 du code rural : élargissement des missions prévues pour les vétérinaires sous mandat sanitaire) (p. 1156)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (article 262 du code rural : modification rédactionnelle) (p. 1156)

Article 23 (article 338 du code rural : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 1157)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) (p. 1157)

Article 24 (articles 342 à 364 du code rural : agents du service de la protection des végétaux)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de précision) (p. 1158)

Article 25 (article 363-1 du code rural : compétences respectives des agents publics chargés de la surveillance et des contrôles phytosanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Alain Le Vern (affectation des fonctionnaires ou agents en fonction de leur spécialité) (p. 1158)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (notion de personnels "qualifiés" du ministère de l'agriculture) (p. 1158)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (suppression du dernier alinéa du A proposé pour l'article 363-1 du code rural relatif au décret d'application) (p. 1158)

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié de la commission (compétence des agents des douanes et des agents de la répression des fraudes pour rechercher et constater les infractions) (p. 1158)

Article 26 (article 364 du code rural : conditions d'exercice des contrôles)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 1159)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (demande d'expertise contradictoire par la personne contrôlée) (p. 1159)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (procès-verbaux adressés dans les trois jours) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de précision) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (analyse des échantillons par un laboratoire agréé et compétence des agents du ministère de l'agriculture pour vérifier les conditions de l'agrément) (p. 1160)

Article 30 (article 352 du code rural : possibilité pour le ministre de l'agriculture de prescrire des mesures préventives pour combattre la propagation des organismes nuisibles)

Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de la commission (distinction entre les mesures préventives et les mesures curatives dans la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux) (p. 1160)

Article 32 (article 359 du code rural : contrôle de l'état sanitaire des végétaux)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (gradation des sanctions administratives en cas de contamination des végétaux ou de risque de contamination) (p. 1161)

Article 33 (article 363 du code rural : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1162)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. René Beaumont (de précision) (p. 1162)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 1162)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Yves Le Déaut (cas des plantes transgéniques) (p. 1164)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Yves Le Déaut (cas des produits directs ou des dérivés des plantes transgéniques) (p. 1164)

Article 35 (article 1er de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : régime des antiparasitaires)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (définition de la mise sur le marché des produits antiparasitaires) (p. 1165)

Article 37 (article 13 de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 1165)

Article 38 (article 11 de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 1165)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. René Beaumont (de précision) (p. 1166)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) (p. 1166)

Article 39 (article 12 de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : compétences des agents du ministère de l'agriculture et des agents habilités en matière de répression des fraudes)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (de précision) (p. 1166)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (suppression du dernier alinéa du A du texte proposé pour l'article 12 de la loi du 2 novembre 1943 relatif au décret d'application) (p. 1167)

Article 40 (article 13 de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : conditions d'exercice des contrôles)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 1167)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (demande d'expertise contradictoire) (p. 1168)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (délai de trois jours) (p. 1168)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (analyse par des laboratoires agréés par l'autorité administrative) (p. 1168)

Article 41 (article 14 de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : sanctions administratives)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (gradation des sanctions administratives) (p. 1168)

Article 42 (articles 13, 14 et 15 de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (de suppression) (p. 1169)

Article 43 (article 2 de la loi n° 79-595 du 13 juillet 1979 : autorisation de distribution pour expérimentation des matières fertilisantes et des supports de culture)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (de précision) (p. 1169)

Article 46 (article 275-1 du code rural : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) (p. 1170)

Article 48 (article 275-4 du code rural : renforcement des contrôles à l'importation)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (maintien du contrôle vétérinaire en cas d'importation en provenance d'un pays tiers) (p. 1170)

Soutient l'amendement n° 130 du Gouvernement (maintien du contrôle vétérinaire) : adopté (p. 1170)

Article 49 (article 275-5 du code rural : coordination - échanges intracommunautaires)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. René Beaumont (maintien des contrôles vétérinaires) (p. 1171)

Article 50 (article 275-6 du code rural : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (maintien des contrôles vétérinaires) (p. 1171)

Article 51 (article 275-7 du code rural : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 1171)

Article 52 (article 275-8 du code rural : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) (p. 1171)

Article 53 (article 275-9 du code rural : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de précision) (p. 1172)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de précision) (p. 1172)

Article 54 (article 337 du code rural : coordination et aggravation des sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 87 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1172)

Avant l'article 56

Soutient l'amendement n° 131 rectifié du Gouvernement (article 309 du code rural : conditions d'exercice des ressortissants de l'Union européenne) : adopté (p. 1173)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Rémy Auchedé (service public d'hygiène alimentaire assuré par des personnels agents titulaires) (p. 1173)

Article 56 (article 1er de la loi n° 82-899 du 20 octobre 1982 : conditions de diplômes exigées des ressortissants communautaires pour l'exercice de la profession de vétérinaire)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1174)

Après l'article 56

Soutient l'amendement n° 132 du Gouvernement (mention des ingénieurs des travaux agricoles dans les articles 215-2 et 283-2 du code rural) : adopté (p. 1175)

Soutient l'amendement n° 133 du Gouvernement (mention des ingénieurs des travaux agricoles dans les articles 215-2 et 283-2 du code rural) : adopté (p. 1175)

Intervient sur l'amendement n° 89 corrigé de la commission (article 285 du code rural : cession des ovins atteints de la brucellose) (p. 1175)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Yves Van Haecke (production et importation des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) (p. 1176)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Ségolène Royal (modification de l'article 16 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés : interdiction des importations de variétés génétiquement modifiées) (p. 1178)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (dispositif réglementaire pour les réactifs vétérinaires et les réactifs d'analyse sanitaire) (p. 1178)

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Ségolène Royal (rapport au Parlement) (p. 1179)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1180)

Projet de loi n° 3100 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1586)

Son intervention (p. 1586)

Sa réponse (p. 1609)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : politique commune des pêches, plan d'orientation pour la pêche (POP-4) (p. 1586, 1587, 1609)

Formation professionnelle et promotion sociale : formation des marins-pêcheurs (p. 1612)

Impôts et taxes : charges sociales (p. 1586, 1588)

Impôts et taxes : impôt sur les bénéfices des jeunes patrons (p. 1588, 1611)

Impôts et taxes : plus-values de cession (p. 1588, 1611)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 1588)

Mer et littoral : bande côtière (p. 1587, 1610)

Mer et littoral : commission consultative régionale présidée par le préfet de région (p. 1587)

Mer et littoral : cultures marines (p. 1588)

Mer et littoral : flotte de pêche : modernisation (p. 1586)

Mer et littoral : mareyage (p. 1587)

Mer et littoral : Office interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFFIMER) (p. 1587, 1611)

Mer et littoral : organisations de producteurs (p. 1587)

Mer et littoral : pêche artisanale : "société des pêches artisanales" (p. 1588)

Mer et littoral : points de débarquement et de communication (p. 1587)

Mer et littoral : ressources : quotas annuels et permis de pêche (p. 1587, 1610, 1612)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : établissement national des invalides de la marine (ENIM) , statut et cotisations du conjoint (p. 1588, 1611)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : préretraites (p. 1589)

Travail : contrats de travail (p. 1588)

Travail : rémunération, indemnisation en cas de chômage (p. 1588, 1589, 1612)

Discussion des articles [4 mars 1997] (p. 1612) ; [5 mars 1997] (p. 1626, 1674)

Article 1er (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Daniel Colliard (référence au principe de la préférence communautaire) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Bruno Retailleau (référence au principe de la préférence communautaire) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Édouard Leveau (exploitation dans les zones de haute mer) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (objectif de développer la recherche dans la filière) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (politique de qualité et d'identification des produits) (p. 1614)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Colliard (négociations entre le Gouvernement français et les pays membres de l'Union européenne en vue de réformer la réglementation en matière de pêche maritime) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Colliard (droit de signer des accords en dehors de la zone des 200 milles des pays de l'Union européenne avec les pays tiers) (p. 1616)

Article 2 (Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (compétence du Conseil étendue à la transformation) (p. 1627)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Édouard Leveau (compétence du Conseil étendue à la commercialisation) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Daniel Colliard (représentation des syndicats au sein du Conseil) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Daniel Colliard (représentation des responsables des organisations syndicales représentatives au niveau de la production) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Léonce Deprez (représentation des constructeurs de navires armés à la pêche) (p. 1628)

Article 3 (article 12 bis de la loi n° 82-847 du 6 octobre 1982 : création d'un Office des produits de la mer)

Soutient l'amendement n° 101 du Gouvernement (compétence du futur Office étendue à l'aquaculture) : adopté (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (composition du conseil de direction de l'Office) (p. 1628)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Colliard (rôle de l'État dans le maintien et le développement de la ressource) (p. 1629)

Article 4 (article 3 du décret du 9 janvier 1852 : délivrance des autorisations de pêche et répartition des quotas de capture)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Anicet Turinay (consultation des organisations professionnelles et des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins) (p. 1630)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Édouard Leveau (égalité de traitement des producteurs) (p. 1631)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Léonce Deprez (facilités d'accès à la profession pour les jeunes patrons) (p. 1631)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Colliard (prise en compte de l'attente des consommateurs) (p. 1632)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Édouard Leveau (prise en compte des caractéristiques des navires) (p. 1633)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Léonce Deprez (avis prépondérant des organisations de producteurs pour l'octroi des quotas) (p. 1633)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (autorisations de pêche non limitées à un an) (p. 1636)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (échanges de quotas) (p. 1636)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Édouard Leveau (cessibilité des droits à quota une fois qu'ils ont été distribués annuellement et dans cette période annuelle) (p. 1636)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Édouard Leveau (rétrocession, échanges et reports de quotas

sans accord préalable de la direction des pêches) (p. 1637)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Daniel Colliard (interdiction d'attribuer des quotas ou des sous-quotas à des navires appartenant directement ou indirectement à des sociétés bénéficiant de quotas émanant d'autres pays de l'Union européenne) (p. 1637)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 1637)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Bruno Retailleau (modification de l'article 3 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres établissements de mer) (p. 1638)

Article 5 (article 13 du décret du 9 janvier 1852 : sanctions administratives applicables aux infractions à la police des pêches maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (allègement de la procédure en déconcentrant le pouvoir de décision au niveau du préfet de région territorialement compétent) (p. 1638)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 1639)

Article 7 (loi n° 83-582 du 5 juillet 1983 : modernisation du régime de la saisie)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (attributions en matière de saisies dévolues au directeur départemental ou interdépartemental des affaires maritimes territorialement compétent) (p. 1639)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (autorité compétente pour opérer la saisie dans les TOM) (p. 1639)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 1640)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (application de la procédure de saisie dans les îles éparses de l'Océan indien) (p. 1640)

Article 7 bis (rapport gouvernemental sur la bande côtière)

Intervient sur l'amendement n° 83 corrigé de M. Bruno Retailleau (contenu du rapport afin de maintenir une zone de pêche et de cultures marines dans la bande côtière au profit des pêcheurs nationaux) (p. 1640)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (contenu du rapport : bilan des mesures prises pour rétablir l'équilibre halieutique) (p. 1640)

Article 10 (société de pêche artisanale)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (autorisation au marin-pêcheur artisan de s'associer avec son second) (p. 1642)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 1642)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (non limitation de la société de pêche à deux navires) (p. 1643)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Ambroise Guellec (non limitation de la société de pêche à deux navires) (p. 1643)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Ambroise Guellec (extension de la société de pêche aux locataires-gérants) (p. 1644)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (traitement fiscal identique lors du passage en société de pêche artisanale) (p. 1644)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Léonce Deprez (modification de l'article 38 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale : composition du sociétariat des coopératives maritimes) (p. 1645)

Article 11 (article 34 du code général des impôts : extension des conditions d'imposition de la part de pêche des artisans pêcheurs aux associés de la pêche artisanale)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (de coordination avec la rédaction retenue à l'article 10 relative au propriétaire embarqué) (p. 1645)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (suppression de l'obligation d'adhésion à un centre de gestion agréé) (p. 1645)

Article 12 (article 1455 du code général des impôts : exonération de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (exonération permanente de la taxe professionnelle) (p. 1646)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Ambroise Guellec (exonération de la taxe professionnelle jusqu'en 2005) (p. 1646)

Article 13 (article L. 43 du code de pensions de retraite des marins : exonération de la part patronale des cotisations sociales pour les sociétés de pêche artisanales)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 1647)

Article 14 (article 39 quaterdecies du code général des impôts : étalement des plus-values de cession)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Édouard Leveau (régime de l'étalement réservé aux sociétés propriétaires de navires ou de parts de copropriété de pêche maritime) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (étalement des plus-values jusqu'en 2005) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Ambroise Guellec (étalement des plus-values jusqu'en 2005) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (assouplissement des conditions de réinvestissement) (p. 1649)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (définition de la structure susceptible d'attester la durée résiduelle d'utilisation du navire d'occasion) (p. 1649)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Ambroise Guellec (suppression de la référence à l'achèvement depuis dix ans au plus de la construction du navire) (p. 1650)

Article 15 (article 44 nonies du code général des impôts : aide à la première installation)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Ambroise Guellec (application aux marins-pêcheurs du régime de droit commun prévu pour la création des entreprises nouvelles) (p. 1651)

Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (alignement du dispositif fiscal prévu pour les jeunes artisans pêcheurs sur celui des jeunes agriculteurs) : adopté (p. 1651)

Soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (de cohérence avec l'amendement précédent) : adopté (p. 1651)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 53 rectifié de la commission (encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété) (p. 1654)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (article L. 43 du code des pensions de retraite des marins : exonération des contributions patronales pour la société de pêche artisanale) (p. 1656)

Article 18 (article L. 622-4 du code de la sécurité sociale : encouragement à la pluriactivité)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Léonce Deprez (incitation au développement de l'économie touristique grâce à l'activité accessoire des marins-pêcheurs) (p. 1656)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Daniel Colliard (objectifs en matière de préservation, d'accès à la ressource et de mise sur le marché des produits) (p. 1657)

Article 20 (article 4 du décret du 9 janvier 1852 : détermination des points de débarquement et fixation des règles relatives aux organisations de producteurs)

Son intervention (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Daniel Colliard (obligation pour les navires immatriculés en France de débarquer leurs produits en des points de débarquement français) (p. 1659)

Article 21 (article 16 du décret du 9 janvier 1852 : extension des compétences des agents chargés de la police des pêches)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions) (p. 1674)

Soutient le sous-amendement n° 98 du Gouvernement (habilitation des inspecteurs des affaires maritimes) à l'amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 1674)

Soutient le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (habilitation des commandants, des commandants en second ou officiers en second des bâtiments et des chefs de bord des aéronefs de la marine nationale) à l'amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 1674)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Édouard Leveau (rôle des industriels de la transformation) (p. 1675)

Article 24 (rationalisation des investissements portuaires)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Louis Le Pensec (dénomination de la commission instituée à l'article 4) (p. 1675)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Daniel Colliard (représentation des organisations syndicales) (p. 1675)

Article 25 (article L. 215-1 du code de la consommation : habilitation des agents des affaires maritimes aux contrôles de conformité et de sécurité des produits)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (habilitation des techniciens experts du service de la sécurité de la navigation maritime) (p. 1676)

Article 26 (article 14 de la loi n° 31-411 du 2 mai 1991 : sanctions du non-respect de la règle de préavis pour quitter une organisation de producteurs)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (référence aux cotisations "acquittées" par le producteur concerné) (p. 1676)

Article 27 (article L. 311-1 du code rural : qualification agricole de l'activité de cultures marines)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean de Lipkowski (possibilité pour les professions concernées de choisir leur affiliation à la MSA ou à l'ENIM) (p. 1677)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 94 deuxième rectification de M. Jean de Lipkowski (statut des conjoints des marins) (p. 1678)

Soutient l'amendement n° 125 du Gouvernement (statut du conjoint du chef d'exploitation) : adopté (p. 1679)

Article 9 bis précédemment réservé (situation du conjoint du patron pêcheur)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rapport au Parlement dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Daniel Colliard (rapport au Parlement dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Dominique Dupilet (rapport au Parlement dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport au Parlement) (p. 1683)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 de M. Daniel Colliard (de précision) à l'amendement n° 112 de M. Dominique Dupilet (p. 1683)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (contenu du rapport) (p. 1683)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Ambroise Guellec (contenu du rapport) (p. 1683)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 1683)

Avant l'article 30

Soutient l'amendement n° 119 du Gouvernement (application des articles 39 et 39-1 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle aux entreprises d'armement maritime) : adopté (p. 1684)

Article 30 (modernisation des relations de travail : loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime)

Soutient l'amendement n° 107 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1686)

Soutient l'amendement n° 106 du Gouvernement (application des règles sur l'aménagement du temps de travail à toutes les entreprises d'armement maritime) : adopté (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Édouard Leveau (suppression des chapitres consacrés à la protection des jeunes gens) (p. 1686)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Édouard Leveau (affichage des conditions d'engagement à bord du navire et remplacement des marins absents) (p. 1687)

Article 31 (dispositions modifiant le code du travail - formation professionnelle)

Soutient l'amendement n° 110 du Gouvernement (possibilité de créer des groupements d'employeurs étendue aux entreprises d'armement maritime) : adopté (p. 1688)

Soutient l'amendement n° 105 du Gouvernement (application des dispositions sur la formation professionnelle aux conjoints des chefs d'entreprise d'armement maritime) : adopté (p. 1688)

Soutient l'amendement n° 109 du Gouvernement (droit à la formation professionnelle continue pour les conjoints des chefs d'entreprise de cultures marines) : adopté (p. 1688)

Soutient l'amendement n° 108 du Gouvernement (contribution des conjoints, collaborateurs ou associés à leur formation pour les entreprises affiliées au régime social des marins occupant moins de dix salariés) : adopté (p. 1689)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (article L. 651-1 du code de la sécurité sociale : conditions d'exonération de la contribution en faveur des coopératives maritimes d'avitaillement et d'armement) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (article L. 651-3 du code de la sécurité sociale : plafonnement de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés en faveur des entreprises de négoce des produits de la mer) (p. 1690)

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de M. Léonce Deprez (plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés due par les entreprises de négoce des produits de la mer) (p. 1690)

Article 32 (rapport sur la situation et l'indemnisation du chômage dans le secteur de la pêche)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Daniel Colliard (rapport dans un délai de six mois) (p. 1692)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Dominique Dupilet (rapport dans un délai de six mois) (p. 1692)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Dominique Dupilet (contenu du rapport) (p. 1693)

Article 33 (institution d'un fonds national d'aide à la préretraite à la pêche)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Édouard Leveau (création d'un fonds d'aide à la préretraite par catégorie de pêche) (p. 1694)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean de Lipkowski (création du chèque emploi-service pour les emplois saisonniers dans le secteur de la conchyliculture) (p. 1695)

Article 35 (article L. 34-8-1 du code du domaine de l'État : constitution de droits réels sur le domaine public maritime)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (ports mis à la disposition des départements ou communes) (p. 1696)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (consultation du préfet par le maire ou le président du conseil général avant d'accorder la prise de droits réels sur un port appartenant au domaine de l'État) (p. 1696)

Soutient le sous-amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (suppression de la possibilité pour le maire de consulter le préfet en vue d'une prise de droits réels sur le port) à l'amendement n° 64 de la commission : adopté (p. 1696)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1697)

Jacques VERNIER

Nord (17ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi relatif à la partie législative du code de l'environnement (n° 2583) [2 octobre 1996]

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 5 décembre 1996] (p. 17744)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 3069), sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [14 novembre 1996] (n° 3122)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [4 décembre 1996] (n° 3189)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2583 corrigé) relatif à la partie législative du code de l'environnement [20 février 1997] (n° 3344)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Gendarmerie : fonctionnement. Restructuration, perspectives [12 novembre 1996] (p. 6790)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Son intervention (p. 6423)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bâtiments d'élevage, programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (p. 6424)

Cours d'eau, étangs et lacs : plan Loire (p. 6423)

Eau : agences de l'eau (p. 6423)

Emploi : emplois verts (p. 6423)

Énergie : énergies renouvelables (p. 6424)

Environnement : air (p. 6423)

Environnement : déchets (p. 6423)

Ministère : crédits (p. 6423)

Organismes et structures : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6423)

Risques naturels : plans de prévention des risques (p. 6423)

Projet de loi n° 2817 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1996] (p. 7357) ; [21 novembre 1996] (p. 7380)

Son intervention (p. 7362)

Thèmes :

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 7363)

Bâtiment et travaux publics : réseaux de chaleur : utilisation du bois (p. 7363)

Énergie : carburants automobiles (p. 7363)

Énergie : économies d'énergie (p. 7363)

Impôts et taxes : vignette automobile : taxe sur les cartes grises (p. 7363)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7362)

Voirie : pistes cyclables (p. 7362)

Discussion des articles [21 novembre 1996] (p. 7381) ; [22 novembre 1996] (p. 7479)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Patrick Trémège (prise en compte de l'ensemble des flux susceptibles de contribuer à la pollution atmosphérique) (p. 7381)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Christian Bataille (création d'un conseil national pour la qualité de l'air) (p. 7382)

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (responsabilité de l'État en matière de prévention de la pollution de l'air) (p. 7383)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Christian Bataille (avis du Conseil supérieur des installations classées) (p. 7384)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la référence aux pollens) : adopté (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Patrick Trémège (création d'un organisme régional chargé de la qualité de l'air) (p. 7386)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Patrick Trémège (mise en œuvre des missions de surveillance et de prévision à l'échelon régional) (p. 7386)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la référence aux agréments délivrés en application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : adopté (p. 7386)

Article 4 (droit à l'information)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Trémège (de conséquence) (p. 7387)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Christian Bataille (avis du Conseil supérieur des installations classées) (p. 7387)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Georges Sarre (procédure d'information et d'alerte) (p. 7388)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Brard (création d'agences régionales de l'intermodalité) (p. 7390)

Article 9 (champ d'application et procédure d'élaboration du plan)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (élaboration du plan lorsque les valeurs limites risquent d'être dépassées) : adopté (p. 7391)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (allongement du délai de consultation des collectivités locales) : adopté (p. 7391)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Michel Bouvard (élaboration d'un plan de gestion du transport de marchandises dans les vallées alpines) (p. 7392)

Article 10 (contenu du plan)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (suppression de la référence à l'efficacité économique des mesures) : adopté (p. 7393)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de précision) : adopté (p. 7393)

Article 11 bis (décret d'application)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (consultation du Conseil supérieur d'hygiène publique de France) : adopté (p. 7393)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Georges Sarre (mise en œuvre de mesures destinées à réduire la pollution atmosphérique d'origine automobile) (p. 7396)

Article 13 bis supprimé par le Sénat (gratuité des transports en commun)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (gratuité d'accès aux transports en commun en cas de restriction ou de suspension de la circulation automobile) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7398)

Article 14 (régime juridique des plans de déplacements urbains)

Article 28 de la loi du 30 décembre 1982

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (affectation préférentielle de la voirie aux transports collectifs et aux modes de transport les moins polluants) : adopté (p. 7400)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Christian Bataille (obligation d'établir un plan de déplacements urbains) (p. 7400)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7400)

Article 28-1 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Bataille (orientations du plan de déplacements urbains) (p. 7401)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Léonce Deprez (suppression de l'affectation systématique de la voirie aux différents modes de transport) (p. 7401)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean Tiberi (instauration d'un régime de stationnement résidentiel) (p. 7402)

Article 28-2 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Pierre Brard (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été respectés l'année précédente) (p. 7403)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Christian Bataille (consultation obligatoire des représentants des professions et des usagers des transports, des chambres de commerce et d'industrie et des associations agréées de protection de l'environnement) (p. 7403)

Intervient sur l'amendement n° 94 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (consultation des collectivités territoriales sur le projet de plan) (p. 7403)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (révision du plan lorsque les objectifs de qualité de l'air n'ont pas été atteints) : adopté (p. 7404)

Article 28-3 de la loi du 30 décembre 1982

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (modification de la procédure d'élaboration du plan dans la région Île-de-France) (p. 7404)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la compatibilité du plan avec les orientations du schéma directeur de la région Île-de-France) (p. 7405)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (compatibilité avec le plan des décisions ayant des effets sur les déplacements) : adopté (p. 7405)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (révision du plan dans la région Île-de-France) : adopté (p. 7406)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Christian Bataille (révision du plan dans la région Île-de-France lorsque les objectifs de la qualité de l'air n'ont pas été atteints) (p. 7406)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (annexion du plan au schéma directeur de la région Île-de-France) : adopté (p. 7406)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (compétence des communautés de communes en matière de plan de déplacements urbains) : retiré (p. 7407)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Georges Sarre (création d'un établissement public de transport en commun de voyageurs sur la Seine) (p. 7409)

Article 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de la protection de la santé dans les choix relatifs aux infrastructures) (p. 7479)

Article 17 (modifications du code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 7480)

Intervient sur le sous-amendement n° 155 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant que les plans d'occupation des sols devront déterminer les règles d'implantation des parcs de stationnement) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 7480)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 122 corrigé de M. Patrick Trémège (délivrance des permis de construire subordonnée à l'existence d'un réseau de fourniture de chaleur et de froid) (p. 7481)

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de M. Patrick Trémège (délivrance des permis de construire subordonnée, pour les grands équipements, à l'existence d'une desserte par des transports collectifs) (p. 7481)

Article 18 (contenu des études d'impact)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (certification des organismes effectuant des études d'impact) : rejeté (p. 7482)

Article 18 bis (réalisation d'itinéraires cyclables)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 7483)

Son amendement n° 114 (obligation d'aménager des itinéraires cyclables subordonnée à la réalisation d'investissements sur la voirie) : retiré (p. 7483)

Article 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes. Incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides. Teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la référence aux seuils de rendement) : adopté (p. 7483)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (contrôle des consommations d'énergie et des émissions de substances polluantes) : adopté (p. 7483)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Patrick Trémège (obligation d'afficher la consommation énergétique) (p. 7484)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Patrick Trémège (teneur en soufre du gazole et du fioul domestique) (p. 7484)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. François Grosdidier (utilisation du bois comme matériau de construction) (p. 7486)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Pierre Albertini (utilisation du bois dans les constructions nouvelles) (p. 7486)

Soutient le sous-amendement n° 33 de la commission (limitation de l'utilisation du bois à certaines constructions nouvelles) à l'amendement n° 6 de M. Pierre Albertini : adopté (p. 7486)

Article 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7486)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de précision) : rejeté (p. 7487)

Soutient l'amendement n° 37 rectifié de la commission (estimation des frais de chauffage, d'eau chaude et de climatisation des immeubles à usage d'habitation ou à usage tertiaire proposés à la vente ou à la location) : adopté (p. 7487)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (suppression de l'obligation d'équiper les immeubles d'habitation à usage collectif et les immeubles à usage tertiaire de dispositifs permettant le choix et le remplacement de tout type d'énergie) (p. 7488)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Albertini (équipement des immeubles neufs en conduits de fumée et utilisation prioritaire des réseaux de chaleur ou de froid) (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (équipement des immeubles neufs d'habitation ou à usage tertiaire de dispositifs permettant le choix et le remplacement de tout type d'énergie) : adopté (p. 7488)

Son amendement n° 117 (entretien périodique des équipements de chauffage, de production d'eau chaude et de climatisation) : adopté (p. 7489)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Michel Bouvard (suppression du dispositif visant à limiter les émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service) (p. 7489)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (limitation des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service dont le débit est supérieur à 3000 mètres cubes par an) : rejeté (p. 7490)

Son amendement n° 115 (limitation, à compter du 31 décembre 1998, des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement dans les stations-service dont le débit est supérieur à 2000 mètres cubes par an) : adopté après rectification (p. 7490)

Article 20 bis (classement des réseaux de chaleur et de froid)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 7491)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Patrick Trémège (application de la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur aux réseaux de distribution de froid) (p. 7491)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (prévention, réduction ou suppression des pollutions atmosphériques de proximité) : adopté (p. 7491)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (classement de plein droit des réseaux alimentés majoritairement par de la chaleur produite à partir d'énergies renouvelables, d'énergies de récupération ou par cogénération) : rejeté (p. 7492)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7492)

Soutient l'amendement n° 43 rectifié de la commission (de précision) : rejeté (p. 7493)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de conséquence) : retiré (p. 7493)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (accroissement des prérogatives des collectivités locales en matière de raccordement obligatoire aux réseaux de chaleur) : adopté (p. 7493)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (obligation d'utiliser la chaleur produite par le réseau en cas de raccordement) : adopté (p. 7493)

Soutient l'amendement n° 46 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 7494)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (suppression du paragraphe VIII) : retiré (p. 7494)

Article 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements - Articles L-8 A et L-8 B du code de la route)

Soutient le sous-amendement n° 153 de M. Éric Doligé (déchets non valorisables) à l'amendement n° 50 de la commission (création minimale de déchets non recyclables) : adopté (p. 7495)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Patrick Trémège (identification des véhicules fondée sur leur contribution aux économies d'énergie) (p. 7495)

Intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (équipement des flottes de plus de vingt véhicules du secteur public en véhicules propres) (p. 7496)

Son sous-amendement n° 170 (équipement des flottes des établissements publics à caractère industriel et commercial) à l'amendement n° 160 du Gouvernement : adopté (p. 7496)

Soutient le sous-amendement n° 166 de la commission (suppression de la référence à la libre administration des collectivités locales) à l'amendement n° 160 du Gouvernement : adopté (p. 7496)

Soutient le sous-amendement n° 165 de la commission (équipement des flottes en véhicules propres en cas d'utilisation de carburants dont le taux maximal d'oxygène a été relevé) à l'amendement n° 160 du Gouvernement : retiré (p. 7496)

Soutient le sous-amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 160 du Gouvernement : adopté (p. 7496)

Soutient le sous-amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 160 du Gouvernement : retiré (p. 7496)

Intervient sur l'amendement n° 108 deuxième rectification de M. Patrick Trémège (équipement des immeubles en installations permettant la recharge des véhicules électriques) (p. 7497)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (suppression de la référence à l'organisme chargé du service public local de distribution d'électricité) à l'amendement n° 108 deuxième rectification de M. Patrick Trémège (p. 7497)

Après l'article 21

Son amendement n° 116 (rachat par Électricité de France du courant électrique produit à partir d'énergies renouvelables) : rejeté (p. 7498)

Article 23 bis (aide aux exploitants de réseaux de transports en commun)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (dispositif réservé aux véhicules de transport en commun) : adopté (p. 7498)

Article 25 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la vignette pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 7500)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 corrigé du Gouvernement (suppression de l'exonération partielle) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 7499)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 du Gouvernement (suppression de la notification aux services fiscaux) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 7500)

Article 26 supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 7500)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 du Gouvernement (suppression de l'exonération partielle) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 7500)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 7500)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Patrick Trémège (amortissement exceptionnel des cyclomoteurs électriques) (p. 7501)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (extension aux sociétés non soumises à l'impôt sur les sociétés du régime de l'amortissement accéléré) : adopté (p. 7501)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Maxime Gremetz (prime de l'État pour l'acquisition de bicyclettes) (p. 7502)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Patrick Trémège (compétences du comité régional de l'environnement en matière de pollution atmosphérique) (p. 7504)

Article 38 (mesures d'application)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (application de la loi aux véhicules et matériels spéciaux de l'armée) : rejeté (p. 7504)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (articulation du projet de loi avec la législation sur les installations classées) : rejeté (p. 7504)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (modification de l'article premier de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : rejeté (p. 7504)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (modification de l'article 7 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : adopté (p. 7505)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (modification de l'article L 2243-3 du code général des collectivités territoriales) : adopté (p. 7505)

Seconde délibération

Article 3 (organisation de la surveillance de la qualité de l'air)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de suppression du neuvième alinéa de l'article prévoyant la création d'un organisme régional chargé de la qualité de l'air) : adopté (p. 7506)

Article 27 ter (extension aux sociétés non soumises à l'impôt sur les sociétés du dispositif de l'amortissement accéléré)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 7507)

Article 27 quater (exclusion de la valeur locative des véhicules propres de l'assiette de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 7507)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 1996] (p. 8473)

Son intervention (p. 8473)

Thèmes :

Air : plans de protection de l'atmosphère (p. 8473)

Air : pollution atmosphérique (p. 8474)

Air : réseaux de surveillance (p. 8473)

Automobiles et cycles : véhicules propres (p. 8474)

Bâtiment et travaux publics : réseaux de chaleur : utilisation du bois (p. 8474)

Énergie : carburants automobiles (p. 8474)

Environnement : circulation automobile (p. 8473)

Environnement : installations classées (p. 8475)

Impôts et taxes : vignette automobile : taxe sur les cartes grises (p. 8474)

Logement et habitat : frais de chauffage : conduits de fumée (p. 8474)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 8473, 8474)

Transports urbains : transports collectifs : gratuité (p. 8475)

Voirie : pistes cyclables (p. 8474)

Déclaration du Gouvernement n° 3176 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la politique européenne de la France à la veille du Conseil européen de Dublin

[27 novembre 1996] (p. 7650)

Son intervention (p. 7661)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : Europe sociale (p. 7661)

Communautés européennes et Union européenne : institutions et Conférence intergouvernementale (p. 7661)

Drogue (p. 7661, 7662)

Étrangers : immigration légale, intégration (p. 7661)

Ordre public : terrorisme (p. 7661, 7662)

Parlement : parlements nationaux : Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (p. 7661, 7662)

Police : Europol (p. 7662)

Proposition de loi n° 1918 visant à créer des établissements publics territoriaux à vocation culturelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 1997] (p. 165)

Article 1er (modalités de création et de fonctionnement de l'établissement public local)

Article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales : principe de la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics

Son amendement n° 16 (rédactionnel) : retiré (p. 167)

Article L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales : composition du conseil d'administration de l'établissement public local

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Christian Dupuy (représentation de l'État) à l'amendement n° 6 de M. Bernard Derosier (composition du conseil d'administration) (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Christian Dupuy (composition du conseil d'administration) (p. 170)

Article L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales : personnel de l'établissement public local

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives au recrutement des personnels contractuels) (p. 171)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Derosier (avis du conseil d'administration) (p. 172)

Article L. 1431-10 du code général des collectivités territoriales : dissolution de l'établissement public local

Son amendement n° 17 (reclassement des personnels en cas de dissolution) : adopté (p. 174)

Son amendement n° 18 (de coordination) : adopté (p. 174)

Proposition de loi n° 3202 portant création de l'E.P.A.B.E.R.R.E. (établissement public, industriel et commercial de l'étang de Berre)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 1997] (p. 1735)

Son intervention (p. 1740)

Thème :

Énergie : énergie hydroélectrique (p. 1741)

Proposition de loi n° 2983 relative à l'activité de mandataire en vente de véhicules automobiles neufs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1745)

Son intervention (p. 1751)

Thèmes :

Automobiles et cycles : revente de véhicules d'occasion (p. 1751)

Impôts et taxes : TVA (p. 1751)

Discussion de l'article unique [6 mars 1997] (p. 1752)

Article unique (section IX (nouvelle) du chapitre premier du titre II du livre premier du code de la consommation)

Son amendement n° 14 (cas des ventes de véhicules d'occasion par un mandataire) : retiré (p. 1754)

Son amendement n° 13 (cas des ventes de véhicules d'occasion par un mandataire) : retiré (p. 1754)

Son amendement n° 12 (cas des ventes de véhicules d'occasion par un mandataire) : retiré (p. 1754)

Article L. 121-54 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Gérard Larrat (définition fiscale du véhicule neuf) (p. 1755)

Article L. 121-55 du code de la consommation

Intervient sur l'amendement n° 4 deuxième rectification de M. Gérard Larrat (conditions d'exercice de l'activité de mandataire en automobiles : suppression de la référence à la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles) (p. 1755)

Intervient sur le sous-amendement n° 21 de la commission (référence à une condamnation à trois mois d'emprisonnement afin que le mandataire ne puisse continuer son activité durant la période d'appel de la décision de justice) à l'amendement n° 4 deuxième rectification de M. Gérard Larrat (p. 1755)

Article L. 121-56 du code de la consommation

Son amendement n° 7 (lieu de livraison prévu dans le contrat de mandat) : adopté (p. 1756)

Son amendement n° 8 rectifié (mention des garanties après-vente offertes par le constructeur et le vendeur) : rejeté (p. 1757)

Son amendement n° 9 (cas de révocation du contrat de mandat) : retiré (p. 1757)

Son sous-amendement n° 23 (règlement de la TVA par le consommateur auprès du Trésor public) à l'amendement n° 17 de M. Raymond Couderc (acquittement de la TVA par le consommateur) : adopté (p. 1759)

Article L. 121-57 du code de la consommation

Son sous-amendement n° 22 (acquittement de la TVA auprès du Trésor public) à l'amendement n° 19 de M. Raymond Couderc (règlement de la TVA par l'acquéreur final) : adopté (p. 1759)

Son amendement n° 15 (acquittement de la TVA par l'acquéreur final) : devenu sans objet (p. 1759)

Après l'article L. 121-57 du code de la consommation

Son amendement n° 10 (délai de rétractation en cas d'achat à crédit) : adopté (p. 1760)

Yves VERWAERDE

Paris (18ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Gérard VIGNOBLE

Nord (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale (n° 3390) [4 mars 1997]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 3390), d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale (chapitre IV du titre premier) [25 mars 1997] (n° 3468)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1997] (p. 2457) ; [16 avril 1997] (p. 2513, 2553)

Son intervention (p. 2468)

Thèmes :

Logement et habitat : attribution de logements sociaux (p. 2468)

Logement et habitat : logements d'insertion (p. 2468)

Logement et habitat : réquisition (p. 2468)

Jean-Paul VIRAPOULLÉ

La Réunion (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [J.O. du 12 décembre 1996] (p. 18220)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome VII : Outre-mer (départements d'Outre-mer) (n° 3034) [10 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique et sociale. RMI. Réforme, perspectives [15 janvier 1997] (p. 134)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5421)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : généralités (p. 5422)

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 5422)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : monnaie unique (p. 5421, 5422)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5422)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5422)

Politique économique : croissance (p. 5422)

Politique économique : généralités (p. 5422)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 5

Son amendement n° 226 corrigé (déductibilité des investissements réalisés outre-mer dans le secteur locatif intermédiaire par les sociétés de personnes soumises à un régime réel d'imposition) : retiré (p. 5509)

Son amendement n° 66 corrigé (déductibilité des investissements réalisés outre-mer dans le secteur locatif intermédiaire par les sociétés de personnes soumises à un régime réel d'imposition) : retiré (p. 5510)

Son amendement n° 67 (conditions de délivrance de l'agrément prévu pour les investissements réalisés outre-mer) : retiré (p. 5510)

Après l'article 5 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (exclusion des navires de plaisance et des avions de tourisme du bénéfice de la déduction fiscale pour les investissements réalisés outre-mer) (p. 5547)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [25 octobre 1996] (p. 6002)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6005)

Thèmes avant la procédure des questions :

Crédits (p. 6005)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 6006)

Logement (p. 6006)

Politique économique et sociale (p. 6005, 6006)

Union européenne et communautés européennes : intégration : politiques structurelles (p. 6006)

Procédure des questions :

Politique économique et sociale (p. 6041)

Vote des crédits [25 octobre 1996] (p. 6046)

Après l'article 93

Son amendement n° 71 corrigé (institution d'une taxe sur la consommation d'alcool au profit du département de La Réunion) : retiré (p. 6049)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 71

Son amendement n° 70 : non soutenu (p. 7190)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Après l'article 22

Son amendement n° 34 soutenu par M. Philippe Auberger (reconduction pour une durée de cinq ans de l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les activités nouvelles créées dans les départements d'outre-mer) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8074)

Projet de loi n° 3390 d'orientation relatif au renforcement de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 avril 1997] (p. 2581) ; [17 avril 1997] (p. 2597, 2663) ; [18 avril 1997] (p. 2687, 2716) ; [21 avril 1997] (p. 2761, 2791)

Article 1er (caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions sociales)

Son intervention (p. 2582)

Article 10 (contrats d'initiative locale)

Son intervention (p. 2720)

Article 11 (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle rémunérée)

Son intervention (p. 2741)

Après l'article 11

Son amendement n° 339 rectifié (possibilité pour les bénéficiaires du RMI depuis plus de trois ans de conclure un contrat d'insertion) : retiré (p. 2750)

Son sous-amendement n° 765 (rédactionnel) à l'amendement n° 752 du Gouvernement (expérimentation de la possibilité, pour les bénéficiaires du RMI depuis plus de trois ans, de cumuler l'allocation avec le revenu d'une activité professionnelle) : retiré (p. 2751)

Son sous-amendement n° 766 (rédactionnel) à l'amendement n° 752 du Gouvernement : retiré (p. 2751)

Proposition de loi n° 3442 tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 1997] (p. 2643)

Article 9 (inéligibilité des candidats qui ne se sont pas conformés à la législation sur le financement des campagnes électorales)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (impossibilité de se porter candidat pendant la période d'inéligibilité) : retiré (p. 2657)

Gérard VOISIN

Saône-et-Loire (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Rapporteur de la proposition de loi relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) (n° 3112) [20 novembre 1996]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3112), relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) [26 novembre 1996] (n° 3164)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Pétrole et dérivés. Stations-service. Installation de capteurs d'émissions de composés organiques volatils, perspectives [19 novembre 1996] (p. 7248)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Départements : Saône-et-Loire : aménagement des rythmes scolaires (p. 6768)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Urbanisme : urbanisme commercial : schémas de développement commercial (p. 7049)

Proposition de loi n° 3112 relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1996] (p. 8009)

Son intervention (p. 8009)

Thèmes :

Justice : décision du tribunal administratif de Paris du 2 juillet 1996 (p. 8009, 8010)

Parlement : proposition de loi de validation du contrat de concession (p. 8011)

Sports : fédérations sportives : fédération internationale de football (FIFA) (p. 8010)

Sports : manifestations sportives : coupe du monde de football de 1998 (p. 8010)

Sports : Stade de France : contrat de concession à Consortium Grand Stade SA du 29 avril 1995 et cahier des charges annexé (p. 8009, 8010)

Sports : Stade de France : équipements sportifs : équipements "d'intérêt national" (p. 8010)

Sports : Stade de France : SANEM-Grand Stade : propriétaire du stade (p. 8009)

Sports : Stade de France : travaux de construction (p. 8010)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Laurent Fabius (p. 523)

Michel VOISIN

Ain (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application des dispositions de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 octobre 1996] (p. 14593)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 29 novembre 1996] (p. 17355)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [J.O. du 4 décembre 1996] (p. 17656)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2979) relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [2 octobre 1996] (n° 3003)

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) tome II : Affaires étrangères (coopération) (n° 3033) [10 octobre 1996]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées [3 décembre 1996] (n° 3182)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Poissons. Protection contre les cormorans [16 avril 1997] (p. 2546)

DÉBATS

Projet de loi n° 2979 relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5273)

Son intervention (p. 5275)

Thèmes :

Défense : armée de terre : format et professionnalisation ; reconversion des militaires ; pécule et retraites anticipées (p. 5275, 5276)

Lois : loi n° 96-393 du 13 mai 1996 relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence (p. 5278)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997-2002 (p. 5275)

Discussion des articles [9 octobre 1996] (p. 5285)

Article 1er (institution temporaire d'un pécule de fin d'activité)

Soutient l'amendement n° 12 deuxième rectification de M. Charles Cova (notion de pécule) : adopté (p. 5286)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (notion de pécule) : retiré (p. 5286)

Article 2 (montant du pécule)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5287)

Article 3 (pécule versé aux militaires bénéficiant d'un congé de reconversion)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5287)

Article 5 (exclusion du bénéfice du pécule)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 5288)

Article 6 (congé de reconversion - congé complémentaire de reconversion - situation des officiers de réserve servant en situation d'active (ORSA) - situation des militaires engagés)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence à "l'intérêt du service") : retiré (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Michel Meylan (possibilité de plusieurs périodes de formation) (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Pierre Favre (bénéfice du congé de reconversion réservé aux personnels se trouvant à plus de trois ans de la limite d'âge de leur garde) (p. 5290)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice des soins dispensés par le service de santé des armées pour les militaires en situation de congé complémentaire de reconversion) : adopté (p. 5290)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (modification de l'article L. 55 du code des pensions civiles et militaires de retraite : non assimilation de la pension à un avantage vieillesse avant l'âge de soixante ans) (p. 5291)

Article 9 (ouverture d'une possibilité de renoncement à la solde de réforme pour les militaires non-officiers)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5291)

Article 10 (affiliation rétroactive au régime général de sécurité sociale pour les militaires non-officiers ayant renoncé à la solde de réforme)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5292)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (cumul de la pension avec l'allocation-chômage) (p. 5292)

Intervient sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (rapport au Parlement) (p. 5293)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rapport au Parlement) : retiré (p. 5293)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [10 décembre 1996] (p. 8187)

Son intervention (p. 8188)

Thèmes :

Défense : armée de terre : pécule (p. 8188)

Défense : armée de terre : retraites anticipées (p. 8188)

Défense : Service de santé des armées (p. 8188)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I - ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

Examen du fascicule [5 novembre 1996] (p. 6443, 6490)

Procédure des questions :

Voirie : autoroute A 40 : raccordement avec l'autoroute A 6 (p. 6517)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6529, 6575)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire : doctrine et composantes (p. 6557, 6558)

Armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires, simulation : programme PALEN (p. 6557)

Lois : loi de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 6557)

Ministère : crédits (p. 6557)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6839, 6879)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, suppléant de M. Jean-François Deniau

Son intervention (p. 6842)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : carte diplomatique (p. 6843)

Administration : crédits du ministère (p. 6842)

Administration : opérations extérieures : coût et imputation (p. 6843)

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6843)

Affaires étrangères : Organisation des Nations unies : Conseil de sécurité, missions et moyens, contribution française, réforme de l'institution (p. 6843)

Europe : Union de l'Europe occidentale (p. 6843)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1996] (p. 6885)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Affaires étrangères : Afrique : généralités (p. 6888, 6889)

Coopération et développement : coopération militaire (p. 6889)

Entreprises : présence des entreprises françaises en Afrique (p. 6888)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 552)

Thèmes :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 524)

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 552)

Enseignement : enseignement de l'histoire et instruction civique (p. 553)

Lois : loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996 relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (p. 524)

Lois : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 de programmation militaire pour les années 1997 à 2002 (p. 524)

Service national : rendez-vous citoyen (p. 524, 552)

Service national : réserves (p. 552)

Service national : volontariat (p. 552)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Son intervention (p. 599)

Article L. 1-1-1 du code du service national : universalité du service national

Son amendement n° 1 (possibilité d'une remontée en puissance du service militaire en cas de menace grave) : retiré (p. 604)

Article L. 1-1-2 du code du service national : objet du rendez-vous citoyen

Son amendement n° 33 (de précision) : adopté (p. 608)

Article L. 1-1-3 du code du service national : objet du volontariat

Son amendement n° 32 (rédactionnel) : retiré (p. 610)

Son amendement n° 230 (délivrance d'un certificat d'accomplissement du volontariat) : adopté (p. 611)

Article L. 1-2-1 du code du service national : institution du Haut conseil du service national

Son amendement n° 6 (composition du Haut conseil du service national) : retiré (p. 613)

Son amendement n° 4 (respect du principe d'égalité entre les différentes formes du volontariat contrôlé par le Haut conseil) : adopté (p. 614)

Son amendement n° 5 (consultation du Haut conseil pour toute modification du code du service national) : retiré (p. 616)

Article L. 1-4-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Son amendement n° 34 (déclaration de la situation universitaire) : adopté (p. 626)

Son amendement n° 31 (rappel des institutions de l'Union européenne) : adopté (p. 627)

Article L. 1-4-3 du code du service national : durée du rendez-vous citoyen

Son amendement n° 30 (possibilité de moduler la durée du rendez-vous citoyen) : rejeté (p. 629)

Article L. 2-2 du code du service national : défense, sécurité et prévention

Soutient l'amendement n° 305 de Mme Christine Boutin (sécurité des flux économiques) : rejeté (p. 641)

Article L. 2-6 du code du service national : agrément par l'autorité administrative

Son amendement n° 119 corrigé (activités offertes soumises à l'avis du Haut conseil du service national après passation de conventions entre l'organisme d'accueil et le ministère concerné) : retiré (p. 646)

Article L. 2-8 du code du service national : durée du volontariat

Son amendement n° 120 (durée totale du volontariat au plus égale à vingt-quatre mois) : devenu sans objet (p. 659)

Article L. 2-11 du code du service national : discrétion professionnelle

Son amendement n° 121 (soumission au règlement intérieur applicable) : retiré (p. 668)

Article L. 2-14 du code du service national : prise en compte du volontariat dans le calcul de l'ancienneté

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (égalité de traitement entre le secteur privé et le secteur public) : adopté (p. 673)

Son amendement n° 306 (prise en compte du volontariat effectué dans le secteur privé pour la moitié de sa durée effective dans le calcul de la retraite) : devenu sans objet (p. 673)

Son amendement n° 314 (prise en compte du volontariat effectué dans le secteur pour la moitié de sa durée effective dans le calcul de la retraite) : devenu sans objet (p. 673)

Après l'article 1er

Son amendement n° 2 rectifié (répartition des charges budgétaires de fonctionnement des centres d'évaluation, d'orientation et d'information entre les différents ministères) : rejeté (p. 677)

Article 4 (situation des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979)

Soutient l'amendement n° 336 de M. Charles Gheerbrant (dispense accordée aux jeunes gens bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée depuis un an au moins au moment du dépôt de la demande) : rejeté (p. 684)

Après l'article 11

Son amendement n° 313 corrigé (validation des périodes de volontariat) : devenu sans objet (p. 694)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 mars 1997] (p. 2294, 2329)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rencontres entre les jeunes Français et les représentants des institutions, des administrations et des acteurs de la vie politique, économique et sociale au cours du rendez-vous citoyen) : adopté (p. 2307)

Article L. 114-6 du code du service national : participation des personnes détenues au rendez-vous citoyen

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (participation des anciens détenus au rendez-vous citoyen) : adopté (p. 2310)

Avant l'article 9

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (inscriptions d'office sur les listes électorales des jeunes Français recensés) : retiré (p. 2341)

Michel VUIBERT
Ardennes (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural [J.O. du 18 décembre 1996] (p. 18656)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 14 mars 1997] (p. 4072)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5942)

Élevage : viande bovine : "traçabilité" et contrôles (p. 5943)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Logement et habitat : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) : cas des Ardennes (p. 6664)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche : services déconcentrés : gel et régulation des crédits (p. 6981)

Projet de loi n° 3118 relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7778)

Son intervention (p. 7791)

Thèmes :

Agriculture : élevage bovin (p. 7792)

Équarrissage : missions de service public ; financement : taxe sur la valeur des achats des distributeurs de viande (p. 7292)

Lois : loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage (p. 7792)

Santé publique (p. 7792)

Discussion des articles [29 novembre 1996] (p. 7797)

Article 1er (conditions d'exercice de l'activité d'équarrissage)

Article 264 du code rural : création du service public d'équarrissage

Son amendement n° 2 (souci de doter chaque terroir d'une usine de traitement) : retiré (p. 7799)

Roland VUILLAUME

Doubs (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

W

Aloyse WARHOUVER

Moselle (4ème circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités locales. Communautés de communes. Politique et réglementation [9 octobre 1996] (p. 5265)

Défense. Installations militaires. Aérodromes, pistes, utilisation par des sociétés civiles, Phalsbourg [26 novembre 1996] (p. 7547)

Environnement. Boues. Épandage, réglementation [21 janvier 1997] (p. 248)

Poste et télécommunications. Réseaux de données. Abonnement, bilan et perspectives [11 mars 1997] (p. 1796)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1211, posée le 26 novembre 1996. Sports. Enseignement secondaire (p. 7589). Appelée le 3 décembre 1996. Natation, réglementation, financement (p. 7840, 7841)

n° 1290, posée le 21 janvier 1997. Étrangers. Fonds d'action sociale (p. 279). Appelée le 28 janvier 1997. Subventions, conditions d'attribution (p. 423 à 425)

n° 1400, posée le 4 mars 1997. Industrie. Chaussures (p. 1621). Appelée le 11 mars 1997. Emploi et activité, concurrence étrangère (p. 1784, 1785)

n° 1453, posée le 15 avril 1997. Défense. Forces françaises en Allemagne (FFA) (p. 2501). Appelée le 15 avril 1997. Démantèlement, personnels civils étrangers, reconversion, perspectives (p. 2432, 2433)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET ALIMENTATION - BAPSA (BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES)

Examen du fascicule [24 octobre 1996] (p. 5895, 5929)

Procédure des questions :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : préretraites (p. 5929)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (ZRR) (p. 6644)

Défense : domaine immobilier militaire : utilisation à des fins civiles (p. 6644)

Étrangers : fonds d'action sociale : cas de la Moselle (p. 6644)

Service national : volontariat et emploi dans les zones rurales (p. 6644)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [7 novembre 1996] (p. 6665)

Son intervention (p. 6679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aides au logement : prêt à taux zéro (p. 6679, 6680)

Aides au logement : prêts locatifs aidés (PLA) et prêts locatifs très sociaux (PLA-TS) (p. 6680)

Bâtiment et travaux publics (p. 6680)

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 6993)

Procédure des questions :

Alsace-Moselle : patriotes réfractaires à l'annexion de fait (PRAF) : insoumis : patriotes résistants à l'occupation (PRO) (p. 7011)

Anciens combattants d'Afrique du Nord : chômeurs : allocations de préparation à la retraite : augmentation (p. 7019)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [15 novembre 1996] (p. 7029)

Procédure des questions :

Administration : formalités, chèque-emploi-service (p. 7044)

Commerce et artisanat : entreprises sous-traitantes (p. 7044)

Jean-Luc WARSMANN

Ardennes (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14477)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14530)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes (n° 3318) [5 février 1997]

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile [J.O. du 20 mars 1997] (p. 4395)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3051), améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété [5 décembre 1996] (n° 3214)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3318), tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes [19 mars 1997] (n° 3455)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Compagnie française de sucrerie. Emploi et activité, Attigny [30 octobre 1996] (p. 6247)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1233, posée le 3 décembre 1996. Défense. Gendarmerie : fonctionnement (p. 7912, 7913). Appelée le 10 décembre 1996. Restructuration, perspectives, Ardennes (p. 8150, 8151)

n° 1257, posée le 10 décembre 1996. Commerce et artisanat. Petit commerce (p. 8223). Appelée le 17 décembre 1996. Emploi et activité, centres-villes, Sedan (p. 8394, 8395)

n° 1362, posée le 18 février 1997. Logement et habitat. Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 1094). Appelée le 25 février 1997. Perspectives, Sedan (p. 1310)

n° 1387, posée le 25 février 1997. Voirie. RN 51 (p. 1379). Appelée le 4 mars 1997. Aménagement, mise à deux fois deux voies, financement (p. 1553)

n° 1429, posée le 11 mars 1997. Défense. Base aérienne de Vouziers-Séchault (p. 1844). Appelée le 18 mars 1997. Maintien et perspectives (p. 1941)

n° 1437, posée le 18 mars 1997. Hôpitaux et cliniques. Équipements (p. 2018). Appelée le 25 mars 1997. Imagerie à résonance magnétique, autorisation, perspectives, Sedan (p. 2213, 2214)

n° 1490, posée le 15 avril 1997. Emploi. Question non appelée (p. 2508)

DÉBATS

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6237)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1996] (p. 6753)

Procédure des questions :

Comptes spéciaux du Trésor : Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA) (p. 6772)

Départements : Ardennes : jeunes : contrats d'aménagement ruraux (p. 6772)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 67

Soutient l'amendement n° 213 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux CD-ROM) : rejeté (p. 7166)

Proposition de loi n° 2432 améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1996] (p. 8191)

Son intervention (p. 8192)

Thèmes :

Logement et habitat : régime des ventes-annulations, régularisation (p. 8192)

Logement et habitat : surface habitable (p. 8192)

Proposition de loi n° 2814 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 février 1997] (p. 1185)

Son intervention (p. 1190)

Thèmes :

Architecture : architectes des Bâtiments de France (p. 1190)

Architecture : procédure d'appel des décisions des architectes des Bâtiments de France : commission régionale du patrimoine et des sites (p. 1191)

Lois : décret n° 95-667 du 9 mai 1995 instaurant une procédure de recours devant le ministre chargé des bâtiments historiques (p. 1190)

Lois : loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : article 13 bis (p. 1190)

Lois : loi n° 62-903 du 4 août 1962 sur le patrimoine historique et esthétique de la France (loi Malraux) (p. 1190)

Patrimoine : protection du patrimoine (p. 1191)

Discussion des articles [20 février 1997 (p. 1192)

Article 2 (appel de l'avis rendu par un architecte des Bâtiments de France sur une demande d'autorisation de travaux dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Laurent Dominati (renforcement des pouvoirs des architectes des Bâtiments de France) (p. 1195)

Vote pour du groupe Rassemblement pour la République (p. 1191)

Proposition de loi n° 3318 tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Pierre Mazeaud

Jean-Jacques WEBER

Haut-Rhin (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre de la mission d'information commune sur la presse écrite [J.O. du 7 février 1997] (p. 2140)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3075 assimilant l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale à des communes de même taille que le nombre d'habitants qu'ils regroupent [29 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3275 sur la promotion des langues et cultures de France [20 décembre 1996]

Proposition de loi constitutionnelle n° 3507 visant à modifier l'article 2 de la Constitution de 1958 [21 avril 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2830 relatif à la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 1996] (p. 5110) ; [8 octobre 1996] (p. 5187)

Son intervention (p. 5188)

Thèmes :

Justice : détention provisoire (p. 5189)

Justice : moyens (p. 5189)

Justice : parquet : subordination (p. 5190)

Procédure pénale : garde à vue : présence de l'avocat (p. 5189)

Procédure pénale : instruction : limitation de la durée (p. 5189)

Procédure pénale : rapport Rassat (p. 5189)

Procédure pénale : secret de l'instruction (p. 5190)

Discussion des articles [8 octobre 1996] (p. 5199) ; [9 octobre 1996] (p. 5230)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 100 corrigé de Mme Ségolène Royal (intervention de l'avocat à l'issue de la première heure de la garde à vue) (p. 5211)

Son amendement n° 112 (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) : retiré (p. 5217)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 du Gouvernement (restriction du droit à communication pour les tiers aux seuls rapports d'expertise ; procédure de la communication aux parties) à l'amendement n° 3 de la commission (communication aux parties de la copie des pièces du dossier de l'instruction) (p. 5217)

Article 1er (conditions du placement ou du maintien en détention provisoire)

Son amendement n° 110 (principe de la présomption d'innocence ; caractère exceptionnel de la détention provisoire) : retiré (p. 5220)

Article 2 bis (motivation de l'ordonnance de placement en détention provisoire)

Son amendement n° 101 (obligation de motivation à partir des éléments du dossier trouvés dans l'espèce) : rejeté (p. 5231)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 111 : non soutenu (p. 5242)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5414)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5414)

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5414)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 5414)

Entreprises (p. 5415)

Famille (p. 5414)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5414)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5414)

Industrie (p. 5415)

Politique économique : politique monétaire : franc (p. 5415)

Régions : Alsace (p. 5415)

Transports (p. 5415)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des frais de déplacement et d'hébergement engagés dans le cadre de la recherche d'un emploi) (p. 5581)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 188 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (application d'un taux de TVA de 12,5 % à l'ensemble du secteur de la restauration) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 37 précédemment réservé de la commission (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 203 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées par les débitants de boissons, les restaurateurs, les hôteliers et les établissements de restauration rapide) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 36 précédemment réservé de la commission (non-assujettissement à la TVA des cinémas exploités sous forme de régie municipale dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants) (p. 5661)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Vote des crédits [23 octobre 1996] (p. 5870)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 5874)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Procédure des questions :

Départements : Haut-Rhin : santé publique : toxicomanie (p. 6101)

Retraites : veuves civiles : réversion (p. 6100)

CULTURE

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6395)

Procédure des questions :

Régions : Alsace : fanfares et harmonies municipales (p. 6418)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1996] (p. 6421)

Procédure des questions :

Régions : Alsace : arboriculture (p. 6436)

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1996] (p. 6699, 6727)

Procédure des questions :

Retraites : retraites complémentaires : financement (p. 6731)

UNEDIC : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 6732)

Vote des crédits [8 novembre 1996] (p. 6736)

État B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Michel Inchauspé (réduction des crédits de 100 millions de francs) (p. 6742)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission des finances (réduction des crédits de 39 millions de francs) (p. 6742)

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ; II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ; III - RECHERCHE

Examen du fascicule [14 novembre 1996] (p. 6911 ; 6953)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : répartition des charges relatives à l'utilisation des installations sportives (p. 6973)

Politique de l'éducation : lutte contre l'échec scolaire et l'illettrisme (p. 6970)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Article 60 (institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale)

Soutient l'amendement n° 311 de M. Germain Gengenwin (élargissement du champ d'application de la réduction d'impôt aux dépenses d'entretien) : retiré (p. 7135)

Après l'article 67

Son amendement n° 419 (extension du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement dans un établissement de long séjour aux personnes hébergées en section de cure médicale ou en maison de retraite) : rejeté (p. 7164)

Son amendement n° 420 (exonération de la taxe sur les conventions d'assurances pour les contrats d'assurance dépendance) : retiré (p. 7169)

Après l'article 82

Son amendement n° 412 soutenu par M. Germain Gengenwin (abaissement du taux de la taxe forestière sur les sciages, bois de placage et contre-plaqués) : rejeté (p. 7223)

Article 61 précédemment réservé (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions)

Son amendement n° 415 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes de "terrain") : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 418 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les journalistes dont les rémunérations ne dépassent pas le coefficient 210 du barème de référence de la convention collective) : retiré (p. 7273)

Son amendement n° 416 (maintien du régime de déduction forfaitaire supplémentaire pour les artistes musiciens) : rejeté (p. 7276)

Projet de loi n° 3014 de financement de la sécurité sociale pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1996] (p. 6229) ; [31 octobre 1996] (p. 6300, 6338)

Article 6 (modalités de perception de la CSG sur les revenus de source étrangère)

Son intervention (p. 6293)

Proposition de loi n° 3047 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 1996] (p. 7618) ; [28 novembre 1996] (p. 7708, 7727)

Après l'article 10

Son amendement n° 136 soutenu par M. Michel Dessaint (rapport au Parlement) : retiré ; repris par M. Maxime Gremetz : rejeté (p. 7741)

Après l'article 21

Son amendement n° 137 : non soutenu (p. 7765)

Son amendement n° 138 : non soutenu (p. 7767)

Article 22 (entrée en vigueur)

Son amendement n° 139 : non soutenu (p. 7768)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Article 2 (concours réservé aux agents non titulaires d'établissements publics administratifs)

Son amendement n° 1 (application du dispositif aux personnels contractuels enseignant l'Alsacien) : rejeté (p. 7889)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (application aux personnels contractuels des collectivités locales) (p. 7894)

Article 26 (revenu de remplacement des agents non titulaires)

Son intervention (p. 7906)

Article 54 ter (régime indemnitaire des agents de police municipale et des gardes champêtres)

Son amendement n° 173 rectifié : non soutenu (p. 7928)

Seconde délibération

Article 4 bis (application du dispositif aux personnels contractuels des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 7945)

Projet de loi n° 3177 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1997] (p. 455) ; [29 janvier 1997] (p. 518) ; [30 janvier 1997] (p. 551, 588)

Son intervention (p. 570)

Thèmes :

Service national : rendez-vous citoyen (p. 570, 571)

Service national : volontariat (p. 571)

Discussion des articles [30 janvier 1997] (p. 595) ; [31 janvier 1997] (p. 653)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Son intervention (p. 598)

Article liminaire du code du service national

Son amendement n° 334 : devenu sans objet (p. 600)

Article L. 1-4-2 du code du service national : contenu du rendez-vous citoyen

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (interlocuteurs des jeunes lors du rendez-vous citoyen) (p. 626)

Article L. 2-14 du code du service national : prise en compte du volontariat dans le calcul de l'ancienneté

Son amendement n° 332 : non soutenu (p. 673)

Article L. 2-16 du code du service national : rupture de l'accord de volontariat

Son amendement n° 333 : non soutenu (p. 674)

Projet de loi n° 3103 portant diverses dispositions relatives à l'immigration

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 février 1997] (p. 1403, 1427) ; [27 février 1997] (p. 1462, 1500)

Article 1er (aménagement du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1410)

Pierre-André WILTZER

Essonne (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3368 tendant à obliger les établissements bancaires à traiter à l'amiable avec leurs clients tant que le montant de leur défaut de provision n'atteint pas la somme de 1 000 F [20 février 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Affaires étrangères. Afrique. Sommet franco-africain de Ouagadougou de décembre 1996 [10 décembre 1996] (p. 8180)

Z

Adrien ZELLER
Bas-Rhin (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française et du Centre

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française et du Centre [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14533)

Membre du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 14 décembre 1996] (p. 18388)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1997 (n° 2993) : annexe n° 38 : Travail et affaires sociales (affaires sociales) (n° 3030) [10 octobre 1996]

Proposition de loi n° 3194 visant au financement du développement du réseau ferroviaire à grande vitesse en France [5 décembre 1996]

Proposition de loi n° 3489 tendant à permettre le transfert à titre expérimental et volontaire de la mise en œuvre de certaines compétences actuellement détenues par l'État aux Régions et aux Départements par voie de conventions pluriannuelles [27 mars 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1311, posée le 28 janvier 1997. Emploi. Produits manufacturés : Maas (p. 473, 474). Appelée le 4 février 1997. Emploi et activité, perspectives, Ingwiller (p. 711, 712)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5412)

Thèmes :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 5413)

État : réforme (p. 5413)

Famille (p. 5413)

Finances publiques : dépenses publiques (p. 5413)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5413)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5413)

Politique économique : généralités (p. 5413)

Politique économique : investissement (p. 5413)

Politique économique et sociale (p. 5413)

Sécurité sociale (p. 5412)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1996] (p. 5466) ; [17 octobre 1996] (p. 5481, 5516) ; [18 octobre 1996] (p. 5565, 5600) ; [19 octobre 1996] (p. 5645, 5682) ; [22 octobre 1996] (p. 5775)

Après l'article 6

Son amendement n° 316 soutenu par M. Yves Fréville (diminution du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté au scrutin public (p. 5571)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Examen du fascicule [28 octobre 1996] (p. 6053, 6079)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6053)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : formation des intervenants à domicile (p. 6054)

Collectivités territoriales : décentralisation de la politique d'insertion (p. 6054)

Famille : aide à la petite enfance (p. 6055)

Famille : prestations familiales (p. 6055)

Femmes : droits (p. 6054)

Formation professionnelle : travailleurs sociaux (p. 6054)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 6053, 6055)

Handicapés : centres d'aide par le travail (p. 6054)

Handicapés : handicapés sociaux : illettrisme (p. 6055)

Ministère du travail et des affaires sociales : administration : moyens (p. 6053)

Ministère du travail et des affaires sociales : crédits (p. 6053)

Ministère du travail et des affaires sociales : services déconcentrés (p. 6053)

Personnes âgées : hospices (p. 6054)

Personnes âgées : prestations dépendance (p. 6055)

Revenu minimum d'insertion (p. 6053)

Service national : objecteurs de conscience (p. 6054)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Discussion des articles [18 novembre 1996] (p. 7118) ; [19 novembre 1996] (p. 7213, 7242) ; [20 novembre 1996] (p. 7285, 7329)

Après l'article 82 (suite)

Son amendement n° 322 précédemment réservé (institution d'une taxe sur les fournitures d'électricité à compter de la création de l'établissement public Réseau ferré national) : retiré (p. 7297)

Projet de loi n° 3097 relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1996] (p. 7882) ; [4 décembre 1996] (p. 7918)

Seconde délibération

Article 4 bis (application du dispositif aux personnels contractuels des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 7945)

Déclaration du Gouvernement n° 3415 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre, sur la place des femmes dans la vie publique

[11 mars 1997] (p. 1802)

Son intervention (p. 1817)

Thèmes :

Élections et référendums : cumul des mandats (p. 1818)

Élections et référendums : quotas pour les femmes : incitations à la parité (p. 1817)

Émile ZUCCARELLI

Haute-Corse (1ère circonscription)
République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [J.O. du 1er octobre 1996] (p. 14478)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1996] (p. 14534)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse [J.O. du 19 décembre 1996] (p. 18760)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3042 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse [11 octobre 1996]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 3005 présentée par M. Alain Juppé, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration

[2 octobre 1996] (p. 5064)

Son intervention (p. 5079)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : monnaie unique (p. 5080)

Emploi : situation de sous-emploi ; action gouvernementale : baisse des charges sociales et aménagement du temps de travail (p. 5080, 5081)

Entreprises publiques (p. 5081)

Impôt sur le revenu (p. 5081)

Logement et habitat : logement social (p. 5081)

Politique économique et sociale : situation actuelle et perspectives de croissance, évolution des taux d'intérêt, pouvoir d'achat (p. 5080 à 5082)

Travail : droit du travail (p. 5082)

Projet de loi de finances n° 2993 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 1996] (p. 5355) ; [16 octobre 1996] (p. 5405, 5440)

Son intervention (p. 5389)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : situation financière (p. 5389)

Communautés européennes et Union européenne : construction européenne : monnaie unique (p. 5389, 5390)

Emploi : aides à l'emploi (p. 5390)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 5389)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5389)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5389)

Fonctionnaires et agents publics : réductions de postes (p. 5389)

Impôt sur le revenu : réforme : allégement (p. 5389)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5389)

Logement et habitat (p. 5390)

Secteur public : France Télécom : prélèvement (p. 5389)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

II - POSTE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE

Examen du fascicule [23 octobre 1996] (p. 5875)

Son intervention (p. 5880)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : enseignement supérieur des télécommunications (p. 5880)

France Télécom : fiscalité (p. 5881)

France Télécom : numérotation à dix chiffres (p. 5880)

France Télécom : retraites des fonctionnaires (p. 5880)

France Télécom : statut (p. 5880)

La Poste : guichets postaux et missions de service public (p. 5881)

La Poste : presse : aide à l'acheminement (p. 5881)

La Poste : retraites des fonctionnaires (p. 5881)

Procédure des questions :

Postes et télécommunications : activités sociales des personnels : devenir du groupement d'intérêt public (p. 5888)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [6 novembre 1996] (p. 6595) ; [7 novembre 1996] (p. 6621, 6657)

Procédure des questions :

Régions : Corse : implantation du synchrotron Soleil (p. 6645)

Projet de loi de finances rectificative n° 3117 pour 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8040)

Article 20 (validation des impositions directes locales établies au profit du département de la Haute-Corse)

Son amendement n° 39 (de suppression) : rejeté (p. 8072)

Projet de loi n° 3119 relatif à la zone franche de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1996] (p. 8081) ; [6 décembre 1996] (p. 8108)

Son intervention (p. 8091)

Thèmes :

Communautés européennes et Union européenne : programmes d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) (p. 8091)

Impôts et taxes : charges sociales patronales (p. 8092)

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 8092)

Politique économique : zone franche de Corse : création (p. 8092)

Professions libérales et travailleurs indépendants (p. 8092)

Recherche : synchrotron : installation en Corse (p. 8092)

Régions : Corse : situation économique et démographique (p. 8091)

Discussion des articles [6 décembre 1996] (p. 8111)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (présentation par le Gouvernement d'un bilan

intermédiaire d'application de la présente loi) (p. 8143)

Ses explications de vote (p. 8144)

Projet de loi n° 3317 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 1997] (p. 829) ; [6 février 1997] (p. 870, 902) ; [7 février 1997] (p. 952, 986)

Article 1er (création et missions de Réseau ferré de France)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Rémy Auchedé (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) (p. 888)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Jacques Filleul (réaffirmation du principe d'unicité du réseau ferré national) (p. 888)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Rémy Auchedé (plan annuel et pluriannuel d'électrification et de rectification des lignes) (p. 915)